

HISTOIRE
DE LA CONGRÉGATION
DE SAINT-MAUR

IMPRIMI POTEST
J. BRAUD, V. G.
PICTAVII, DIE
25 AUG. 1929

NIHIL OBSTAT
LEOP. GAUGAIN
ABB. S. MARTINI
DIE 21 AUG. 1929

DE CET OUVRAGE IMPRIMÉ A 520 EXEMPLAIRES PAR E. AUBIN,
A LIGUGE, LE 31 AOUT 1929, IL A ÉTÉ TIRÉ 300 EXEMPLAIRES
AVEC GRAVURES, DONT 20 SUR PAPIER ALFA, NUMÉROTÉS DE
1 A 20, ET 280 SUR PAPIER ORDINAIRE, NUMÉROTÉS DE 21 A 300.

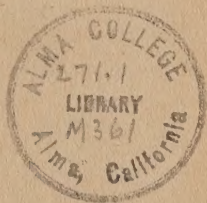
ARCHIVES DE LA FRANCE MONASTIQUE
VOLUME XXXII

DOM MARTÈNE

HISTOIRE
DE LA CONGRÉGATION
DE SAINT-MAUR

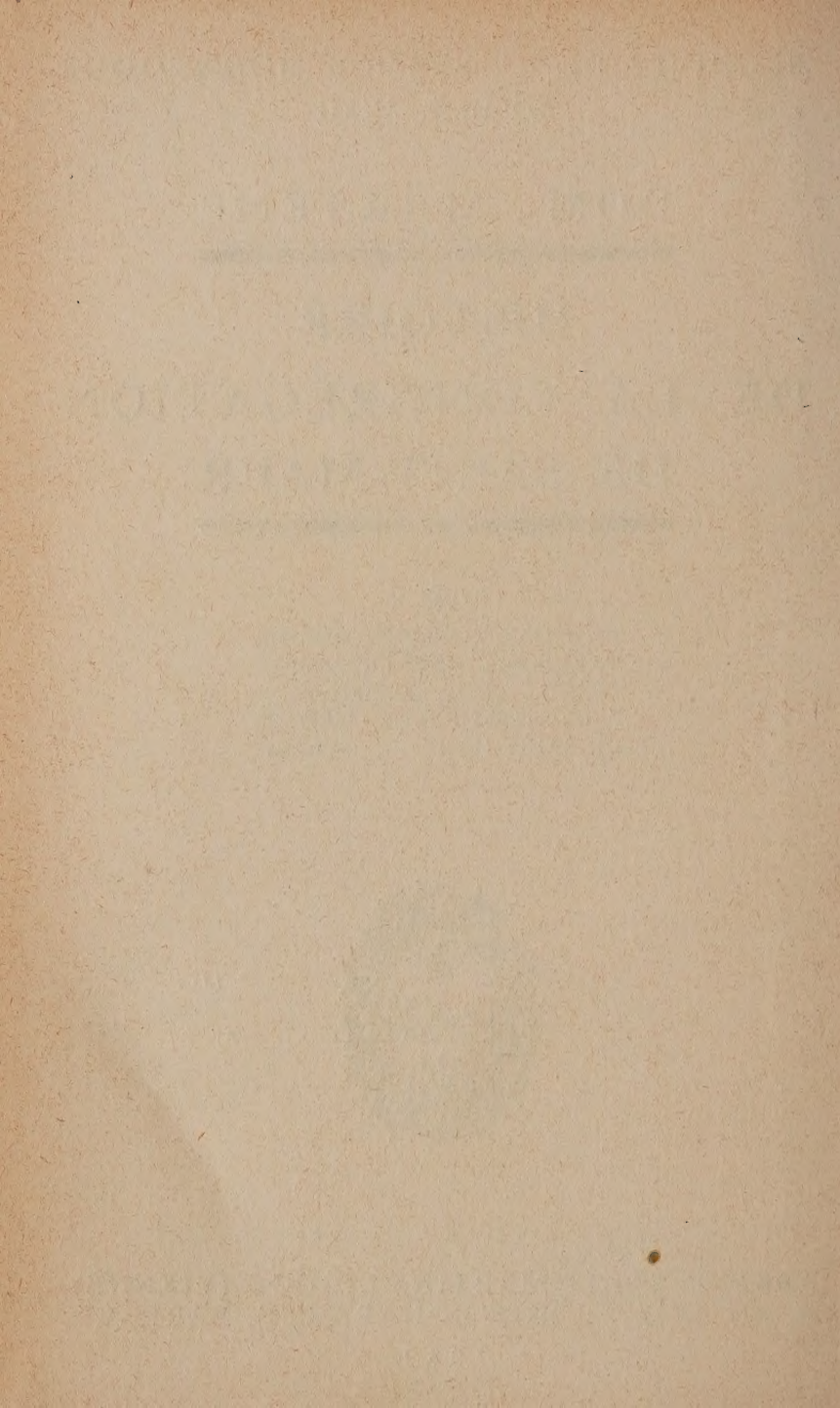
TOME II

DE L'ÉLECTION DE DOM GRÉGOIRE
TARRISSE COMME SUPÉRIEUR
GÉNÉRAL DE LA CONGRÉGATION
A LA SÉPARATION DE CLUNY ET
DE SAINT-MAUR. — 1630-1645.



ABBAYE SAINT-MARTIN, LIGUGÉ (VIENNE)
A. PICARD, 82, RUE BONAPARTE, PARIS-VI.

1929
29708



AVANT-PROPOS DE L'ÉDITEUR

LA période de quinze années de l'Histoire de la Congrégation de Saint-Maur qui fait l'objet de ce deuxième volume est marquée par des événements importants qui eurent grande influence sur le développement de cette Congrégation. Il suffira d'en indiquer ici les plus saillants.

C'est d'abord le chapitre général, tenu à Vendôme en 1630, qui fixe définitivement le principe de la triennialité des chapitres et de la durée des élections et, en maintenant les visiteurs, institue les diètes annuelles. Par ce chapitre s'ouvre le généralat si fécond de Dom Tarrisse, qui, doué d'un ensemble de qualités maîtresses, va pendant 19 ans (1630-1648), gouverner la Congrégation, la marquant fortement de son empreinte personnelle : il en sera vraiment l'organisateur. Car, c'est alors, par ses ordres et sous sa direction, que s'élaboreront définitivement les Constitutions, que se préciseront les formes d'un gouvernement sagement équilibré, où l'on reconnaît, avec la fermeté de ses vues, ce sens de la mesure et cette discrétion surnaturelle qui caractérisent son action.

Largement ouvert aux choses de l'esprit, c'est encore Dom Tarrisse qui donnera à la Congrégation son orientation intellectuelle ; lui et Dom Luc d'Achery vont jeter les bases de l'école historique mauriste, de façon si judicieuse et sûre, que les successeurs n'auront qu'à suivre les plans tracés par eux pour continuer l'œuvre dont ils avaient esquissé le projet et rendu possible la réalisation.

Pendant que se codifie le régime, que s'affermir l'organisation intérieure et se précise l'esprit de la Congrégation, son expansion extérieure continue sa marche progressive. L'œuvre réformatrice des Mauristes est dès lors indiscutée, et, de plus en plus, c'est vers cette force jeune et ardente de rénovation monastique que se tournent tous ceux que préoccupent les intérêts religieux de l'Ordre. Rien que dans la période de quinze années dont il est question dans le présent volume, plus d'une quarantaine d'anciens monastères demandent ou accep-

tent cette réforme; et dans ce nombre il en est dont l'influence, de par leur situation, leur antiquité, le prestige de leur nom même, est des plus grande. Ainsi, les Mauristes entrent, en 1631, à Saint-Germain-des-Prés, qui devient le centre du gouvernement et le foyer intellectuel de la Congrégation; ils s'établissent de même en 1633 à Saint-Denys, dont l'importance est de premier ordre dans le royaume. En province ils prennent possession des abbayes d'Aniane, de la Chaise-Dieu, de Marmoutier, de Montmajour, de Saint-Maixent, de Saint-Wandrille, pour ne citer que celles-là. Par ailleurs, il n'est pas sans intérêt non plus de noter que leur acceptation des abbayes de Pontlevoy et de Sorrèze, dont dépendent des collèges, marque dans leur activité une adaptation de plus.

Mais, dans le développement de la réforme mauriste deux faits retiennent alors davantage l'attention : il s'agit d'abord de l'incorporation des monastères constituant la Congrégation de Chezal-Benoît à la Congrégation de Saint-Maur, dont ils formeront désormais une province; puis de l'union de l'Ordre de Cluny à la Congrégation de Saint-Maur. Si cette dernière union, tant souhaitée, soutenue et encouragée par Richelieu, qui y voyait la réalisation de son plan général de réforme monastique en France, fut de courte durée et ne survécut guère à son protecteur, n'ayant malheureusement pu obtenir avant sa mort la confirmation de Rome; il n'en est pas moins vrai que cette tentative reste dans l'histoire de la Congrégation de Saint-Maur un événement de grande importance qui pouvait avoir sur ses destinées une influence capitale.

Toutefois, ce développement de la Congrégation, dont le régime intérieur est désormais bien établi et dont l'expansion extérieure se fait de plus en plus rayonnante, ne va point sans de grosses difficultés parfois et de redoutables oppositions. Ainsi, dans l'affaire de Corbie qui eut, aux yeux des supérieurs, un caractère de gravité exceptionnelle de nature à compromettre même l'avenir de la Congrégation, il est facile de voir comment, dans l'entourage de la Cour et parmi de puissants personnages, certaines influences hostiles à Saint-Maur se manifestent déjà, contre lesquelles plus tard les Mauristes auront plus encore à se défendre pour sauvegarder leurs intérêts et leur indépendance. Des oppositions semblables surgissent de même à l'occasion de l'élection de l'abbé de Cluny en 1642 et de la compétition du prince de Conti.

Aux hostilités venant du dehors s'ajoutent des difficultés d'ordre interne. Il y a d'abord, dans chaque monastère réformé par les Mau-

ristes, à côté de ceux-ci, le groupe des anciens religieux qui forment comme une communauté à part, sans influence sur la discipline et destiné à disparaître sans doute, mais où se trouvent la plupart du temps des éléments hostiles, capables dans les circonstances critiques de devenir facilement dangereuses. Mais il y a plus : parmi les Mauristes eux-mêmes, pour des causes diverses, quelques religieux mécontents, esprits faux ou prévenus, commencent à soulever des difficultés à propos des modifications apportées aux Constitutions et au régime intérieur de la Congrégation. Peu nombreux, une douzaine semble-t-il à peine, mais remuants et tenaces, ils forment une cabale dont le chef, Dom Faron de Chalus, est un ambitieux déçu et un intrigant qui, par ses oppositions devant toutes les juridictions possibles, sans cesse condamné mais n'en persistant pas moins dans ses attaques, va péniblement troubler les dernières années de Dom Tarrisse et surtout jeter pour l'avenir, dans la Congrégation, des ferments d'opposition, d'indiscipline et de trouble.

Telle nous paraît, des pages qui vont suivre, ressortir, dans ses grandes lignes du moins, la situation de la Congrégation de Saint-Maur durant cette période d'une quinzaine d'années particulièrement importante pour son développement ultérieur.



A la liste des principales sources manuscrites consultées pour le tome II de l'*Histoire de la Congrégation de Saint-Maur*, il n'y a pas lieu d'ajouter d'autres références à celles déjà données dans le tome I^{er} (p. xxxii). Qu'il suffise de rectifier une distraction regrettable qui a fait classer (ligne 1) les ms. 12789-12790 : Journal de Dom Claude de Vic, parmi le fonds français, alors qu'ils appartiennent au *fonds latin* de la Bibliothèque Nationale, ainsi qu'il est d'ailleurs toujours indiqué dans les notes au cours du volume.

Quant aux principaux ouvrages consultés pour ce tome II, on voudra bien se reporter de même à la liste sommaire donnée dans le tome I^{er} (p. xxxiii-xxxiv) en y ajoutant ceux qui suivent :

AVENEL : Lettres, instructions diplomatiques et papiers d'état du cardinal de Richelieu (*Coll. de Documents inédits*), Paris, 1853-1877, 8 vol. in-4°.

BERLIÈRE (Dom U.) : La Congrégation bénédictine de Chezal-Benoît (*Mélanges d'histoire bénédictine*, 3^e série (1901), p. 97-198); extr. *Revue Bénédictine*, t. XVII (1900).

BOUILLART (Dom Jacques) : Histoire de l'abbaye royale de Saint-Germain-des-Prés (Paris, 1624), in-fol.

FAGNIEZ (G.) : Le Père Joseph et Richelieu, 1577-1638 (Paris, 1894, 2 vol. in-8).

HANOTAUX (Gab.) : Histoire du cardinal de Richelieu (Paris, 4 vol. in-8).

MARTÈNE (Dom) : Histoire de l'abbaye de Marmoutier, publiée par C. CHEVALIER dans *Mémoires Soc. archéol. de Touraine*, t. XXIV et XXV (1874-1875), 2 vol. in-8.

MEY (Claude) : Mémoire pour les abbés, prieurs et religieux des abbayes de Saint-Vincent du Mans, de Saint-Martin de Sées, de Saint-Sulpice de Bourges, de Saint-Alire de Clermont et de Saint-Augustin de Limoges (Paris, 1764, in-4°).

*
* *

N. B. 1) Dans les variantes du texte signalées en note, la lettre A indique l'auteur (Dom Martène) et la lettre F, le correcteur Dom Fortet.

2) Il est dit une fois pour toutes qu'à partir de 1630 les élections des Supérieurs dans la Congrégation de Saint-Maur sont faites pour une période de trois ans ; on se bornera donc dans les notes concernant tel ou tel religieux à indiquer la date de sa désignation en charge par le Chapitre général.

Dom G. CHARVIN, O.S.B.

HISTOIRE

DE LA

CONGRÉGATION DE SAINT-MAUR

1630

CHAPITRE GÉNÉRAL A VENDÔME (1). — DOM COLOMBAIN REGNIER, PRÉSIDENT DU CHAPITRE; DOM MAUR DU PONT, DOM ANDRÉ BETOULAUD, DOM CYPRIEN LE CLERC, PRÉSENTENT LES CONSTITUTIONS AU CHAPITRE. — Jusques alors on s'étoit servi des constitutions de la Congrégation du Mont Cassin et de celles de Saint-Vanne; mais comme la Congrégation commençoit à s'étendre par tout le royaume, on avoit trouvé de l'inconvénient à les observer plus longtemps. Les supérieurs assemblés à Noaillé l'année précédente avoient chargé Dom Maur du Pont, Dom André Betoulaud et Dom Cyprien le Clerc du soin de dresser des constitutions (2). Le pape Urbain dans sa bulle de confirmation de la Congrégation avoit permis d'en faire de nouvelles et même de changer celles qui avoient déjà été faites si le chapitre général le jugeoit nécessaire. Ces trois supérieurs, aussi distingués par leur piété que par leur expérience, après avoir consulté les plus habiles docteurs en droit canon tant à Rome qu'à Paris et presque tous les supérieurs des autres ordres religieux, et après avoir imploré l'assistance du Saint-Esprit et fait faire pour cela des prières dans tous les monastères, dressèrent les constitutions telles qu'elles sont aujourd'hui (3) : ils en

(1) Arch. Nat., L 748, n° 10, fol. 33; LL 991, fol. 60^{re}-63; Bibl. Nat., ms. fr. 24151, fol. 40 sq. Ce chapitre promulgua notamment 28 ordonnances nouvelles. Le ms. r. 24151, fol. 41 sq., nous a conservé en outre un certain nombre d'avis destinés aux supérieurs.

(2) Voir *Histoire de la Congrégation de Saint-Maur*, t. I, p. 262.

(3) Pour l'histoire des Constitutions de la Congrégation de Saint-Maur on peut consulter la bibliographie que Dom Besse a donnée sur ce sujet dans *Abbayes et*

furent faire des copies qu'ils envoièrent dans toutes les maisons pour y être lues en communauté et approuvées de tous les [290] religieux et, après les avoir corrigées selon les divers avis qu'ils receurent des particuliers, ils les présentèrent au chapitre général tenu à Vendosme, le 22 avril 1630, pour y être approuvées (1). A ce chapitre présidait Dom Colombain Regnier. Selon ces nouvelles constitutions on changea le tems des chapitres généraux et on les fixa après Pâques; on ordonna aussi qu'ils ne se tiendroient que de trois ans en trois ans pour éviter la grande dépense des voyages et les mouvemens presque continuels des supérieurs; que néant moins les visiteurs viendroient tous les ans rendre compte de l'état de leur province au R. P. général. Le R. P. supérieur du régime quitta le nom de président pour prendre celui de général et il fut statué qu'il pourroit être continué par les chapitres généraux, tant qu'on le jugeroit à propos, nécessaire et utile à la congrégation; on lui donna deux assistans pour lui servir de conseil, desquels il devoit avoir le consentement dans les affaires importantes. A l'égard des autres supérieurs on régla qu'ils pourroient être aussi continués, tant qu'on jugeroit à propos, pourvu qu'ils ne fussent que trois ans, ou tout au plus six ans de suite dans un même monastère.

DOM GRÉGOIRE TARISSÉ SUPÉRIEUR GÉNÉRAL. — Dans ce chapitre général on élut pour supérieur général Dom Grégoire Tarrisé qui n'avoit pas

Prieurs, Introduction, p. 102-106. Voir aussi FR. ROUSSEAU : *Dom Grégoire Tarrisé*... p. 57 sq. Ces constitutions restèrent en vigueur jusqu'en 1766, date à laquelle la Commission des Réguliers entreprit de les modifier.

(1) Dom Mège, *Annales* (Bibl. Nat., ms. lat. 13860), p. 302-372, insère, à cette date, dans son récit une longue dissertation sur le régime proposé pour la Congrégation dans le Chapitre tenu à Vendôme : « De Congregationis nostrae optimo regimine in comitiis hujus anni condito et confirmato », dont voici les grandes lignes : Après quelques considérations historiques, Dom Mège résume les privilèges accordés par Grégoire XV et Urbain VIII et aborde la difficulté que le chapitre eut à résoudre. La Congrégation de Saint-Maur avait, en effet, jusqu'alors suivi un régime analogue à celui du Mont-Cassin et de Saint-Vanne, et ses religieux s'engageaient par serment spécial, en faisant profession, à les observer. Le chapitre général pouvait-il, dès lors, élaborer un autre régime en vertu de la concession exprimée par les bulles de Urbain VIII ? Car la Congrégation de Saint-Maur était issue, il est vrai, de celle de Saint-Vanne, et celle-ci s'était formée *ad instar* du Mont-Cassin ; mais cet « *ad instar* » n'avait rien d'absolu et devait être interprété dans un sens large. De fait, ni à Saint-Vanne, ni à Saint-Maur, on n'avait suivi exactement le régime du Mont-Cassin. Dans tous les cas, un institut religieux organisé a toujours la faculté de se faire des statuts ; c'est la pratique de tous les ordres. Dom Mège expose ensuite l'organisation de la Congrégation de Saint-Maur. — On trouvera dans le ms. lat. 12789, fol. 26-29 et fol. 37-40, des indications précieuses sur les démarches auxquelles donna lieu à Rome cette adaptation nouvelle.

six ans de profession; on lui donna pour assistans Dom Cyprien le Clerc et Dom Maur du Pont et on élut Dom Athanase de Mongin visiteur de France, Dom Ambroïse Tarbourier visiteur d'Aquitaine et Dom Guillaume Girard visiteur de Bretagne (1).

L'ÉVÊQUE DE RENNES OFFRE L'ABBAYE DE SAINT-MÉEN (2). — L'évêque de Rennes (3), charmé de la vie édifiante des religieux de Saint-Melaine, écrivit à ce chapitre pour offrir son abbaye de Saint-Méen (4); mais on y eut tant d'affaires à terminer que l'on ne put donner satisfaction au prélat : on lui écrivit une lettre pour lui en faire agréer les [291] raisons. La ville de Rouen souhoitoit pareillement de voir la Congrégation dans tous les monastères du diocèse. L'official écrivit aux supérieurs pour les prier de continuer Dom Charles de Malville prieur à Bonne Nouvelles, parce qu'il étoit universellement aimé et que ce seroit un moyen infaillible d'introduire la réforme à Saint-Ouen (5); malgré ces raisons et ces sollicitations, il fut nommé prieur

(1) Signalons encore que dans ce chapitre qui eut pour secrétaire Dom Jean Harel, futur supérieur général, on nomma Dom Cyprien Leclercq procureur de la Congrégation en France et Dom Placide Le Simon procureur en cour de Rome. A cette date la Congrégation comptait 38 maisons.

(2) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13860, p. 372.

(3) Pierre Cornulier, d'abord évêque de Tréguier depuis 1617, fut transféré en 1619 à Rennes, où il mourut le 22 juillet 1639.

(4) Abbaye fondée au début du VII^e siècle, ruinée deux fois jusqu'à l'époque de sa restauration, en 1008, par la duchesse Havoise. Les Mauristes en prirent possession en 1638; mais devant les exigences de l'évêque Achille de Harlay, qui voulait transformer le monastère en séminaire diocésain, ils se retirèrent et furent remplacés par les Oratoriens (1643), auxquels succédèrent, en 1645, les Lazaristes. Après des contestations prolongées, la sécularisation de l'abbaye fut obtenue de Rome en 1658. L'église est aujourd'hui paroissiale, et les bâtimens claustraux ont été occupés par le petit séminaire. — Cf. Arch. départ. Ille-et-Vilaine, série H, 12 liasses; Bibl. Nat. ms. lat. 12685, fol. 1-16. — Voir Dom BESSE : *Abbayes et Prieurés* (t. VIII, p. 299-300; *Gallia Christiana*, XIV, 1018-1024; GUILLOTIN DE CORSON : *Pouillé historique de l'archevêché de Rennes*, t. II, p. 120-163 (Rennes-Paris, 1880-1886, 6 vol. in-8).

(5) Abbaye dont la fondation remonte au VI^e siècle et qui prit dans la suite le vocable de Saint-Ouen; elle compte parmi les établissemens religieux les plus importants et les plus influents de la Normandie. Les Mauristes en prirent possession en 1660. L'église, une des plus remarquables de Rouen, est devenue paroissiale, et les bâtimens claustraux qui subsistent en partie sont occupés par la mairie et divers services publics. — Cf. *Gallia Christiana*, XI, 135-155; instrum. 52; Dom BESSE : *Abbayes et Prieurés*, t. VII, p. 29-34; Dom POMMERAYE : *Histoire de l'abbaye royale de Saint-Ouen de Rouen* (Rouen, 1662, in-fol.); DE LA BUNODIÈRE : *Les derniers jours de l'abbaye de Saint-Ouen de Rouen* (Rouen, 1909, in-8°. Extr. *Précis Trav. Acad. Rouen*, 1908, p. 317-358).

de Sainte-Croix de Bordeaux et l'on mit à sa place Dom Gabriel Théroude (1), supérieur d'un véritable mérite.

RÉFORME DE CLUNY PAR LES RELIGIEUX DE SAINT-VANNE (2). — Pendant ce même chapitre un religieux de Cluny demanda à entrer dans la Congrégation; mais, comme les Pères de Saint-Vanne avoient déjà un pied dans Cluny, on lui conseilla de rester à Cluny où il pouvoit se sanctifier dans la réforme naissante. Dès l'année précédente, les Pères de Saint-Vanne, à la demande du cardinal de Richelieu, avoient envoyé à Cluny deux religieux (3) pour former dans la régularité ceux qui demandoient la réforme. Le R. P. président de Saint-Vanne (4) écrivit à Dom Maur du Pont, le 17 février de cette année, pour lui proposer encore l'union des trois corps (5); la lettre ne lui fut rendue qu'un

(1) Dom Gabriel Théroude, originaire de Torcy (Seine-Inférieure), ancien religieux de Jumièges avant l'union de cette abbaye à la Congrégation de Saint-Maur, fit dès 1618 profession de la réforme, prieur du Bec en 1627, puis de Bonne-Nouvelle en 1630; Visiteur de la province de France en 1636 et de celle de Normandie en 1639 en même temps que prieur du Bec. De 1642 à 1648 il est prieur de la Trinité de Vendôme, puis à Saint-Denis de 1648 à 1651. Il demanda alors à se retirer à Jumièges, où il mourut le 18 décembre 1656.

(2) Cf. Dom Mège, *Annales*, p. 236-242; 373-379. DOM DENIS : *Le cardinal de Richelieu et la réforme des monastères bénédictins*, p. 55 sq., ne fait guère ici que résumer Dom Mège qui est beaucoup plus complet que Dom Martène et expose tout au long les péripéties diverses de cet essai de réforme. Pour compléter le récit de Dom Martène, il est utile de remarquer qu'en date du 3 juillet 1629, Dom d'Arbouze avait signé sa démission de l'abbaye de Cluny en faveur du cardinal de Richelieu; ce contrat ayant été ratifié le 28 juillet par Richelieu, le 9 août les religieux de Cluny furent officiellement avisés des intentions de leur nouvel abbé. On trouve les pièces, lettres et procès-verbaux relatifs à cette succession à la Bibliothèque Nationale, *Collection de Bourgogne*, t. 87, fol. 260 sq. Ayant reçu ses bulles expédiées de Rome, le 10 octobre 1629 (Cf. Arch. Nat., LL 1334, fol. 49), Richelieu désigna l'archevêque de Bordeaux, Henri d'Escoubleau de Sourdis, comme son vicaire général pour l'abbaye et tout l'ordre de Cluny. Par son intermédiaire, il se mit aussitôt en devoir d'assurer la réforme de son abbaye, ainsi que nous l'apprend Dom de Vic dans son *Journal* (Bibl. Nat., ms. lat. 12789, fol. 29), où il fait allusion à un mémoire de Richelieu au pape Urbain VIII. C'est alors que, devant les répugnances des Mauristes à entreprendre la réforme de Cluny, Richelieu s'adressa à la Congrégation de Saint-Vanne.

(3) Dom Étienne Bernard, qui fut chargé du noviciat, et Dom Placide Roussel, à qui incombait la discipline du cloître.

(4) Dom Claude François, né en 1569, profès à Saint-Vanne en 1589, fut douze fois président de la Congrégation de Saint-Vanne et mourut à Saint-Mihiel le 12 août 1632. (Cf. GODEFROY : *Bibliothèque des Bénédictins de la Congrégation de Saint-Vanne et Saint-Hydulphe*, p. 83.)

(5) Cette union de Cluny, Saint-Maur et Saint-Vanne en un seul corps était tout à fait dans les idées de Richelieu et de son entourage de conseillers. Pourquoi, estimait-on, des monastères d'un même royaume, ou de pays parlant la même langue

mois après à Noaillé où il s'étoit retiré pour travailler aux constitutions : il répondit que le chapitre n'étant pas éloigné il en feroit son rapport. L'affaire y fut examinée de nouveau et trouvée admirable dans la spéculation mais impossible dans l'exécution (1). Il étoit arrivé l'année précédente des divisions dans la congrégation de Saint-Vanne et, quoique le cardinal de Lorraine eut apaisé le trouble, le feu de la division n'étoit pas encore bien éteint (2); à l'égard de Cluny, tant que l'élection de l'abbé ne se feroit pas par le chapitre général et qu'il y auroit des abbés séculiers, il paroissoit impossible d'y établir une observance solide et durable. C'est ce que les supérieurs du chapitre exposèrent plus au long dans la réponse qu'ils [292] firent au R. P. président de Saint-Vanne. Il ne se rebuta pas cependant et, sachant les obligations infinies que la congrégation avoit à M. Molé, il engagea ce magistrat à écrire sur ce sujet au chapitre, persuadé qu'il étoit qu'on ne pourroit rien lui refuser. M. Molé le fit et, après avoir donné quelques avis au chapitre (a), il tomba sur l'article de l'union. Les

(a) [persuadé qu'il étoit qu'on ne pourroit rien lui refuser] a été biffé par A lui-même.

et soumis à la même Règle, ne formeraient-ils pas une seule et même congrégation sous un chef unique ? A ce propos, Dom Mège, qui n'aime pas Richelieu et perd de son calme quand il parle de Cluny, fait remonter à Dom Hubert Rollet la trouvaille de ce plan aussi grandiose que chimérique qu'il qualifie d'avorton : « Foetus immaturus domini Rolleti ingenio conceptus... primum ab aulitis Richelianis excipitur, deinde et a consilio Richeliano, tandem et ab ipso Cardinale Richelieu » (*Annales*, ms. lat. 13861, p. 11). Si Dom Rollet a fait suggérer ce projet à Richelieu, sans doute par l'intermédiaire de l'archevêque de Bordeaux, d'Escoubleau de Sourdis, il semble bien par ailleurs aussi que l'idée étoit assez en faveur dans les milieux de la Congrégation de Saint-Vanne. Mais bientôt Dom Rollet verra plus grand encore et rêvera de faire entrer dans cette union Chezal-Benoît et les Exempts, c'est-à-dire d'englober dans une même Congrégation tous les moines noirs.

(1) Ainsi, tandis que les supérieurs de la Congrégation de Saint-Maur manifestèrent toujours plus ou moins une certaine défiance à l'égard de ces genres d'union, ceux de Saint-Vanne au contraire l'envisageaient avec faveur. La fusion avec Cluny notamment leur paraissoit souhaitable : c'étoit d'abord, leur semblerait-il, l'occasion de relever l'observance dans un grand nombre de monastères, la possibilité aussi de refaire leurs finances obérées à la richesse de l'ordre clunisien, le moyen enfin de parvenir à l'union tant souhaitée avec Saint-Maur et de franchir ainsi les limites trop étroites de la Lorraine (Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13860, p. 239). Ces avantages semblent avoir dissimulé à leurs yeux les difficultés trop réelles inhérentes à ce projet séduisant de prime abord. Ainsi, dès les premiers mois de l'année 1629, les religieux de Saint-Vanne avaient arrêté avec Dom d'Arbouze des statuts de réforme pour l'Ordre de Cluny. (Cf. Arch. Nat. S. 1445 ; et Bibl. Nat. *Collection de Bourgogne*, t. 87, fol. 258 sq. et 271 sq.)

(2) Les divisions avaient principalement porté sur la durée des pouvoirs des supérieurs ; les uns étant favorables, d'autres opposés au quinquennat. Le différend fut

supérieurs receurent avec tout le respect les avis qu'il avoit la bonté de leur donner ; mais pour l'union de la Congrégation à Saint-Vanne et à Cluny, ils le supplièrent humblement de ne s'y point intéresser. Peu de temps après, M. l'archevêque de Bordeaux, grand vicaire du cardinal de Richelieu, vint à Cluny où il trouva deux communautés (1) ; il fit sçavoir à l'une et à l'autre que l'intention du cardinal étoit qu'ils observassent tous une réforme mitigée. Quatre jours ne furent pas écoulés qu'il arriva un député du conseil de S. E. (2) qui déclara que le cardinal ne vouloit point de mitigation mais une réforme entière et parfaite. Où la prendre, répondit l'archevêque. Le P. Dom Placide Roussel et Dom Bernard religieux de Saint-Vanne (3) qui, depuis un an, élevoient avec soin les novices et tâchoient de les former dans tous les exercices de Saint-Vanne, s'étant trouvés présents, il leur demanda s'ils pourroient fournir un nombre suffisant de religieux pour réformer Cluny. Ils répondirent qu'ils le pouvoient et aussitôt ils eurent ordre de les faire venir. Il en arriva 18 à Cluny des plus proches monastères ; l'archevêque, au nom du cardinal, passa un concordat avec eux et avec les anciens [293]. Dom Rollet (4) vint, presque

soumis à Rome, qui en remit la décision au Cardinal de Lorraine ; ceux qui n'acceptèrent pas sa sentence, en appelèrent comme d'abus au Parlement. Les deux parties finirent par accepter un arbitrage monastique dans lequel Dom Tarrisse et Dom Maur Dupont contribuèrent beaucoup à ramener la paix. (Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13860, p. 533-535.)

(1) D'une part, les anciens religieux qui n'avaient pas accepté la réforme ; d'autre part, ceux qui sous la direction des deux religieux de Saint-Vanne, Dom Placide Roussel et Dom Étienne Bernard, suivaient les nouveaux statuts arrêtés en avril 1629. (Cf. Arch. Nat. S. 1445.)

(2) C'était un nommé Froissard, docteur en théologie et, lui aussi, grand vicaire de Richelieu. Il apportait en même temps, élaborés par le conseil du cardinal, les articles pour l'union de Cluny avec Saint-Vanne. Cette pièce a été publiée par Dom DENIS : *Le Cardinal de Richelieu...*, p. 72-74, d'après Aff. Etrang. France, Mém. et Doc., t. 832, fol. 214-216. Ceci se passait dans les premiers jours de juin 1630.

(3) Dom Nicolas-Placide Roussel, originaire de Nevers, profès à Saint-Vanne le 20 mai 1620, se stabilisa dans l'Ordre de Cluny le 1^{er} septembre 1636 ; on le trouve à cette date prieur de Saint-Étienne de Nevers et député au chapitre de Cluny. Il mourut en 1673.

Dom Étienne Bernard fit profession à Saint-Vanne le 20 août 1619 ; il mourut en 1638.

(4) Dom Hubert Rollet, l'un des premiers compagnons de Dom Didier de la Cour, fit profession le 20 janvier 1600 à Saint-Vanne ; il comptait parmi les religieux les plus en vue de sa Congrégation dont il fut 10 fois président général ; il mourut à Saint-Mihiel le 12 mai 1660. (Cf. GODEFROY : *Bibliothèque... de Saint-Vanne...*, p. 180 ; Dom DENIS : *Le Cardinal de Richelieu...*, p. 74 sq.). — Dom Mège juge avec sévérité son rôle dans la réforme de Cluny et son attitude à l'égard de la Congrégation de Saint-Maur ; et ceux qui, tels Dom Denis et François Rousseau, ont quelque peu étudié l'histoire de cette Congrégation (tout en ne faisant d'ailleurs que

en même tems, se mettre à la tête des réformez à Cluny et ils prirent possession des lieux réguliers au mois de septembre (1). Dans cette occasion, il prit une route toute différente de celle qu'avoit tracée le R. P. Dom Didier de la Cour qui n'avoit jamais contraint les anciens religieux des monastères où sa Congrégation étoit entrée à embrasser la réforme et qui leur donnoit d'honnêtes pensions pour vivre selon leurs usages. Dom Rollet fit tout le contraire : il leur fit donner un ordre d'entrer dans l'étroite observance, agréa à sa Congrégation ceux qui y consentirent sans leur faire faire d'épreuve et de noviciat et fit reléguer dans différens prieurez ceux qui ne voulurent pas se soumettre à cette loi; d'où il arriva de très grands inconvéniens. Ces religieux profès de Cluny s'étant présentés aux prieurez où ils étoient envoyés trouvèrent toutes les places remplies et on les vit errer de tous côtez jusques dans les rues de la capitale du royaume, où leurs plaintes et l'état dans lequel ils étoient réduits firent regarder l'entrée des réformez à Cluny comme une invasion plutôt que comme une réforme (2). Dom Laurent Besnard et Dom Claude François, deux

résumer à peu de choses près le récit des *Annales*), considèrent Dom Rollet comme un religieux « très observant, capable et habile en affaires, mais téméraire et présomptueux », ambitieux même et peu scrupuleux parfois dans l'emploi des moyens pour parvenir au but. Le jugement peut paraître un peu dur. Quoi qu'il en soit, — et sans vouloir juger l'action de Dom Rollet uniquement du point de vue de ses rapports avec Cluny ou Saint-Maur, — on ne saurait admettre la manière brutale avec laquelle il prétendit imposer à Cluny la réforme, pas plus que les procédés maladroits et sommaires dont il usa. Son zèle, dans la circonstance, plus ardent qu'éclairé, eut pour résultat de bouleverser la vie conventuelle sans profit réel pour une réforme durable.

(1) Après avoir, en date du 20 juin 1630, conféré à Dom Rollet des lettres de grand vicariat (Arch. Nat. S. 1445), Richelieu obtenait, le 7 septembre, de Louis XIII des lettres patentes pour la réforme de l'ordre de Cluny (Bibl. Nat. Coll. de Bourgogne, t. 87, fol. 266; Arch. Nat. L. 868, n° 10). De son côté, le chapitre général de Saint-Vanne avait donné, le 10 septembre, procuration pour traiter de l'union avec l'ordre de Cluny (Arch. Nat. S. 1445); enfin, bon gré, mal gré, les religieux de Cluny avaient dû signer un acte capitulaire, en date du 13 septembre 1630, portant consentement à l'établissement de la réforme. (Bibl. Nat. Coll. de Bourgogne, t. 87, fol. 111; Arch. Nat. LL. 1334, fol. 55). Dom DENIS, *op. cit.*, p. 429, a publié cette dernière pièce, curieuse dans sa teneur, avec les signatures au nombre de 32.

(2) Dom Mège, *Annales* (ms. lat. 13860), p. 380, nous apprend qu'il y eut ainsi 25 religieux de Cluny qui durent céder la place aux Vannistes, parce qu'on ne voulut pas prélever pour ces derniers une part quelconque sur la mense abbatiale. On peut d'après cela juger de l'état d'esprit et des dispositions des anciens de Cluny; n'ayant consenti à la réforme que sous la menace d'être privés de leurs bénéfices, ils n'attendaient qu'une occasion propice pour en secouer le régime. Naturellement, il s'ensuivit une série d'appels comme d'abus (Cf. Bibl. Chambre des Députés, ms. 94, p. 273 sq.) et, jusqu'à la fin du XVII^e siècle, les Mauristes se virent objecter par les anciens religieux auxquels ils proposeront la réforme, la crainte plus ou moins réelle d'être traités comme les anciens de Cluny.

des plus grandes lumières de la réforme, avoient autres fois refusé le grand prieuré de Cluny qu'on leur avoit offert, parce qu'ils ne croioient pas pouvoir réussir à y établir une réforme solide.

DOM GÉRARD DES ALLEUX REPRIS POUR AVOIR ACCEPTÉ LE GRAND VICARIAT DE LIMOGES. — Dom Gérard des Alleux qui, au chapitre général, venoit d'être nommé abbé de saint Augustin de Limoges, s'acquît une si grande réputation dans la ville que l'évêque (1), charmé de sa sagesse et de ses lumières dans les causes ecclésiastiques, le fit son grand vicaire pendant qu'il iroit faire la visite de son diocèse. Le R. P. Dom Grégoire Tarrisé, supérieur général de la Congrégation [294], en étant informé lui écrivit une lettre de réprimandes, lui ordonnant de quitter cet emploi qu'il ne pouvoit exercer qu'au préjudice de ses devoirs de supérieur et du soin qu'il devoit prendre de ses novices. Il écrivit en même tems au prélat pour le prier de ne pas trouver mauvais l'ordre qu'il venoit de donner à son religieux pour le bien de la Congrégation.

(1) François de La Fayette, évêque de Limoges de 1627 à 1676. Cf. J. AULAGNE : *La Réforme catholique du XVII^e siècle dans le diocèse de Limoges*, p. 125-334.

DOM ROLLET EST FAIT GRAND PRIEUR DE CLUNY (1). — Lorsque les Pères de Saint-Vanne entrèrent à Cluny, le grand prieur (2) qui étoit opposé à la réforme en sortit et se retira à Paris au collège de Cluny où il mourut de chagrin un an après voyant la manière dont ses confrères avoient été traités. Les religieux de Cluny choisirent trois religieux qu'ils présentèrent au cardinal leur abbé pour remplir la place de grand prieur (3). Il la conféra au P. Rollet qui la reçut avec reconnoissance, croiant que ce nouvel office lui ouvriroit la porte pour entrer dans tous les monastères dépendants de Cluny; il se flattoit même d'être bientôt le maître des abbayes dont le cardinal étoit titulaire (4). Mais dans les affaires de Dieu ce n'est que sur les bras du Tout Puissant qu'il faut mettre sa confiance et non sur la protection des hommes.

(1) Cf. Dom Mège : *Annales*, ms. lat. 13860, p. 401-408.

(2) Dom Jean Sesse avait été grand-prieur de Cluny de 1621 à 1631.

(3) Les deux autres candidats désignés par le chapitre de Cluny, et qui appelèrent de cette élection au Grand Conseil, étoient Dom Claude de Santeny qui, dès le 14 janvier, s'étoit fait pourvoir du grand-prieuré par l'évêque de Mâcon (Arch. Nat. S. 1445), et Dom Jean de Chervièrès qui s'étoit, lui, fait pourvoir en Cour de Rome (ibidem). A son tour, Dom Jean de Brou, archidiacre de Cluny, émit la même prétention au grand-prieuré, mais Richelieu le fit arrêter et comparaître devant son conseil privé, le 30 août 1631. (Ibidem.)

(4) Entre temps, Dom Rollet, qui avait reçu le 26 octobre 1630 de nouvelles lettres de grand vicariat lui conférant les pouvoirs les plus étendus pour établir la réforme comme visiteur général de l'ordre de Cluny (Cf. Arch. Nat., LL 1334, fol. 69, et Dom Denis, *op. cit.*, p. 430-432, qui en donne le texte), n'étoit pas resté inactif. Remaniant une fois de plus les statuts de réforme publiés par Dom d'Arbouze le 17 avril 1629, il les avait fait approuver par les sénieurs de la Voûte de Cluny le 11 octobre 1630 (Arch. Nat., LL 1334, fol. 59). Et pendant que les Vannistes résidant à Cluny étoient, par déclaration du Cardinal de Sourdis au nom de Richelieu, soustraits à toute juridiction autre que celles des supérieurs de l'étroite observance (Arch. Nat., LL 1334, fol. 67), on faisait nommer, le 11 octobre 1630, Dom Jean

COLLÈGE DE CLUNY. LES RELIGIEUX DE SAINT-MAUR Y SONT PERSÉCUTÉS PAR LE PRIEUR (1). — Il y avoit déjà *plusieurs années* (a) que les religieux de la Congrégation de Saint-Maur enseignoient dans le collège de Cluny et qu'ils répandoient dans Paris la bonne odeur de leur science et de leur vertu. Lorsqu'ils virent les Pères de Saint-Vanne établis dans Cluny, ils crurent devoir leur céder ce collège qui en dépend. Ils ne voulurent cependant pas en sortir sans un ordre; mais ils eurent bientôt occasion de le faire sans aucune formalité. Après la mort du P. Dom Laurent Besnard, Dom Legrand (2) fut pourvu du titre de prieur du collège [295]; environ quatre ans après, sentant ses forces diminuer et qu'il tendoit à sa fin, il pensa à remplir sa place d'un homme qui soutint le bien qu'on avoit étably dans le collège depuis quelques années. Il consulta là dessus Dom Athanase de Mongin qui lui indiqua Dom l'Empereur (3) et, quoique ce ne fut pas son sentiment, par respect et par déférence pour celui de Dom Athanase il résigna son office à ce religieux. *Dom l'Empereur* (b) étoit profès de Saint-Evroul et avoit été transféré dans l'ordre de Cluny.

(a) Mis par F. au lieu de [16 ans].

(b) Mis par F au lieu de [11].

Malain compagnon d'Ordre, à la place de Dom Pierre Lucas démissionnaire, et le 16, Dom Braconnier maître des novices. Les provisions du grand prieuré de Cluny en faveur de Dom Rollet sont datées du 22 mars 1631 (Arch. Nat. S. 1445).

(1) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13860, p. 409-423. On se souvient que, en fait, la réforme de la Congrégation de Saint-Maur commença par celle du Collège de Cluny avec l'arrivée de quelques religieux de Saint-Vanne comme professeurs, à la demande de Dom Laurent Bénard, en 1613. Lorsqu'en 1618 eut lieu la séparation des deux Congrégations de Saint-Vanne et de Saint-Maur, les Mauristes gardèrent la direction des études au Collège qui, lui, faisait toujours partie de l'Ordre de Cluny. Dom Laurent Bénard en demeura prieur jusqu'à sa mort, en 1620 (Cf. *Histoire de la Congrégation de St-Maur*, t. I, p. 12-16; 83; 90).

(2) Dom Jacques Legrand fut prieur du Collège de 1620 à 1624; il étoit aussi religieux clunisien. (Cf. *ibid.*, t. I, p. 90, note 4.)

(3) Dom Philibert Lempérière, qu'on trouve mêlé à presque tous les différends suscités à la Congrégation de Saint-Maur (qu'il s'agisse de Cluny, de Marmoutier ou de Chezal-Benoît), a été très sévèrement jugé par les écrivains mauristes, avec raison d'ailleurs. Le rôle de ce moine intrigant, autoritaire et violent, demeure parfois difficile à définir; à l'égard des Mauristes du Collège de Cluny il fut nettement odieux. Intelligent, souple et tenace avec de la décision et du savoir-faire, sans avoir cependant les qualités et l'envergure de Dom Rollet, il fut pendant près de trente ans un des religieux les plus remuants, sinon des plus influents de l'Ordre de Cluny dont il devint grand-prieur en 1640, 1648, 1651, 1652 et 1654. Il mourut en 1663. Voir ce qu'en dit Dom Denis (*op. cit.*, p. 83 sq. et table, p. 506), bien que son jugement nous paraisse parfois excessif.

Etant venu étudier à Paris au collège, il sçut gagner les bonnes grâces de Dom Athanase par un extérieur extrêmement composé ; mais il ne se vit pas plutost en place qu'il se fit connoître et commença à persécuter ceux à qui il étoit redevable de son office. Dom Athanase aiant été fait prieur de Corbie, on mit en sa place au collège Dom Charles Malville, supérieur d'un mérite distingué, que Dom l'Empereur traita avec la dernière indignité dans l'espérance qu'il sortiroit de lui même du collège avec ses religieux ; mais ils étoient accoutumés aux souffrances et aux humiliations. Un an après Dom l'Empereur demanda lui même qu'on fit revenir Dom Athanase et, pour lui ôter tout prétexte de plaintes, on le lui donna quoiqu'il fut très nécessaire à Corbie où il enseignait la théologie aux jeunes religieux pendant qu'il les instruisoit dans la vertu en qualité de prieur. Il ne fut pas plutost arrivé qu'il fut traité comme son prédécesseur et enfin il prit le party de sortir du collège et de se retirer aux Blancs Manteaux.

M. Molé aiant appris la conduite de Dom l'Empereur l'envoya quérir, lui fit une sévère réprimande et le menaça de quelque chose de plus s'il ne rappeloit Dom Athanase. Il le fit, mais ce fut pour le maltraiter encore davantage sans avoir aucun égard à l'honneur [296] et au fruit que son collège avoit retiré par les instructions des Pères de Saint-Maur et sans considérer qu'ils n'avoient consenti à y entrer qu'à condition de ne dépendre que de leur supérieur. Il alla jusques au point de dire un jour à Dom Athanase qu'il ne pouvoit pas y avoir deux maîtres dans le collège ; enfin il fatigua tellement le saint homme qu'il l'obligea de sortir du collège une seconde fois. Il ne traita pas mieux Dom Huges Ménard (1), si célèbre par sa science et par sa vertu. Il lui ôta la préfecture des classes, et, de régent de rhétorique qu'il étoit, il lui donna une des basses classes. Tout Paris fut indigné de voir un homme comme Dom Ménard, dont le mérite étoit connu, traité de la sorte ; mais il fit voir par sa douceur et son humilité qu'il avoit encore fait plus de progrès dans l'école de Jésus-Christ. Enfin, tous les régens éprouvèrent les mauvais traitemens de Dom l'Empe-

(1) Né à Paris en 1585, Dom Nicolas Hugues Ménard entra en 1608 à l'abbaye de Saint-Denis, où il fit profession seulement le 10 septembre 1612. Peu après, il se rendit à Saint-Vanne, dont il embrassa la réforme (5 août 1614). De là, envoyé au Collège de Cluny, il y enseigna la rhétorique, fut pendant quelque temps chargé de la direction des études. Rappelé à Saint-Germain-des-Prés, il y mourut en 1644. Cf. *Vie des Justes*, t. I, p. 45-48 ; Dom TASSIN : *Histoire littéraire*... p. 18-28, qui donne la bibliographie de ses travaux ; VANEL : *Nécrologe*..., p. 3-4. Dom Martène lui consacre une notice à la date de sa mort.

reur sans se décourager, mais ils furent sensiblement touchés de voir qu'il violoit toutes les plus saintes lois du collège et qu'il détruisoit tout le bien qu'il avoit établi (1).

Comme il voioit avec peine que les réformez ne les reconnoissoient point pour supérieur, il voulut prendre un nouveau chemin pour les assujettir : il leur dit qu'il vouloit entrer dans la Congrégation, qu'il en alloit prendre l'habit, qu'il le porteroit pendant un an dans le collège et qu'ensuite il feroit profession ; mais on lui répondit que ce n'étoit pas ainsi qu'on faisoit son noviciat dans la Congrégation et que, tout prier, qu'il étoit, il fallait commencer par être le dernier de tous et passer par toutes les épreuves marquées dans la règle. Ce discours lui déplut, il dit avec emportement [297] que les Pères de Saint-Vanne n'avoient pas été si difficile à Cluny et de sa propre autorité il se revêtit de leur habit. Il appella ensuite les Pères de Lorraine qui acceptèrent sa proposition et qui nommèrent dans leur chapitre général des maîtres pour aller enseigner au collège de Cluny. Dom l'Empereur étant assuré de ce côté ne garda plus aucunes mesures avec les religieux de Saint-Maur, il les maltraita et tâcha de les décrier partout.

ILS SORTENT DU COLLÈGE. — Ils prirent enfin la résolution de sortir du collège ; mais, pour ne rien faire sans conseil, ils allèrent trouver M. Mollé, procureur général, lui exposèrent l'état des affaires et le party qu'ils étoient obligés de prendre. Ce magistrat fut pénétré de douleur de voir que des religieux qui avoient si bien mérité du public, édifié toute la ville de Paris et formé tant de sçavans, fussent ainsi contraints de se retirer ; il leur conseilla néant moins de ne rien faire qu'après avoir demandé le consentement du cardinal de Richelieu. Ils suivirent cet avis et représentèrent humblement à S. E. ce qu'ils avoient fait pour faire fleurir les lettres et la piété dans le collège de Cluny, l'opposition qu'ils y trouvoient au bien et que n'ayant aucun droit sur ce collège, il étoit naturel d'en laisser la conduite aux Pères de Lorraine qui étoient déjà dans Cluny. Le cardinal les écouta avec beau-

(1) Dom Mège (*Annales*, ms. lat. 13860, p. 539 sq.) rapporte longuement un épisode qui dénoterait chez Dom Lempérière une légèreté excessive de la part d'un supérieur, et, en tout cas, montre jusqu'à quel odieux arbitraire et à quelle violence sa susceptibilité ombrageuse et son autoritarisme pouvaient se laisser entraîner à l'égard de ses religieux. La victime de cette injustice, ajoute Dom Mège, entra au noviciat des Mauristes à Reims.

coup de bonté et leur défendit de sortir, leur disant que Cluny étoit plus à la congrégation de Saint-Maur qu'aux Pères de Lorraine sans s'expliquer davantage (1). Après qu'ils se furent retirés, il écrivit de sa main à Dom l'Empereur une lettre foudroyante qui l'obligea pour quelque tems à changer de conduite; mais, aiant repris ses premiers excès, les [298] religieux réformez furent obligés de faire de nouvelles instances auprès du cardinal qui ne put pas refuser une chose si juste : ainsi ils sortirent du collège de Cluny en 1632, après y avoir enseigné pendant 18 ans avec applaudissement * depuis leur première entrée au collège* (a). Leur sortie n'appaisa pas leur persécuteur; il présenta requête au grand conseil pour les obliger à rendre compte, mais ce ne fut qu'à sa confusion.

RÉFORME DE L'ABBAYE DE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS (2). — Pendant que Dom l'Empereur persécutoit ainsi les religieux de Saint-Maur au collège de Cluny, Dieu travailloit à les récompenser des grands services qu'ils y avoient rendus et à couronner la patience avec laquelle ils avoient souffert toutes les insultes de cet homme ingrat, par leur introduction dans la célèbre abbaye de Saint-Germain des Prez (3). En 1513, Guillaume Brissonet (4) qui en étoit abbé y avoit mis des religieux de la Congrégation de Chezal-Benoist qui florissoit alors par sa

(a) Ajouté par F.

(1) Richelieu avoit en vue sans doute, en parlant ainsi, l'union de Cluny et de Saint-Maur qu'il alloit bientôt réaliser.

(2) Cf. Dom Mège, *Annales* (ms. lat. 13860), p. 271-278; 425-461; Bibl. Nat. ms. lat. 12778, fol. 229-237; 12789, fol. 29^{re}. Les ms. fr. 18816 et 18817 : « Abrégé des choses plus remarquables de l'abbaye de S^t Germain des Prez depuis le temps de sa fondation iusques à présent » sont, à partir de cette date, particulièrement intéressants à suivre. Le ms. 18816 va des origines (555) à l'année 1696; les fol. 18-20 ont trait à l'introduction de la réforme mauriste dans l'abbaye. Le ms. 18817 se rapporte aux années 1696-1743. On peut consulter aussi les ms. fr. 16848-16859, registres originaux des actes capitulaires de l'abbaye concernant les années 1600-1770.

(3) Voir *Histoire de la Congrég. de St-Maur*, t. I, p. 23-27. Pour la bibliographie, nous renvoyons à DOM BESSE : *Abbayes et Prieurés*, t. I, p. 8-21. L'histoire la plus complète que nous ayons de ce monastère célèbre est l'ouvrage de DOM JACQUES BOUILLART : *Histoire de l'abbaye royale de Saint-Germain-des-Prés...* (Paris, 1724, in-fol.). On peut consulter aussi au point de vue documentaire, R. POUPARDIN : *Recueil des Chartes de l'Abbaye de Saint-Germain-des-Prés des origines au début du XIII^e siècle* (Paris, 1909, 2 vol. in-8); DOM ANGER : *Les dépendances de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés* (Archives de la France Monastique, vol. 3, 6, 8), 3 vol., 1906-1909.

(4) Guillaume V Briçonnet, évêque de Lodève en 1489, puis de Meaux en 1516, fut abbé de Saint-Germain-des-Prés, de 1507 à sa mort en 1533. (Cf. *Gallia Christiana*, VII, 465-466; DOM BOUILLART, *op. cit.*, p. 177-182.)

régularité, et le cardinal de Tournon (1), en 1543, l'avoit agréée et unie à cette Congrégation avec cette clause que l'union cesseroit sitost que la régularité qu'ils y avoient établie cesseroit (2). Elle y persévéra assés longtems, mais enfin les libertés que les abbés et les officiers de cette Congrégation se donnèrent la mirent en état d'avoir besoin elle-même d'être réformée. Cependant Dieu se conserva dans l'abbaye de Saint-Germain des Prez quelques bons religieux qui gémissaient des désordres qu'ils voioient s'introduire et se fortifier de telle sorte que le mal leur paroissoit sans remède; c'est pourquoy, en 1609, ils refusèrent de reconnoître deux religieux de Saint-Vincent du Mans (3), dont l'un avoit été [299] élu visiteur de la Congrégation et l'autre prieur de Saint-Germain des Prez. Prétendant que la discipline régulière étoit tellement affoiblie dans la Congrégation de Chezal Benoist que leur monastère y devoit plus être sensé uni, selon la clause du concordat du cardinal de Tournon, ils appelèrent comme d'abus au parlement de cette élection. Les supérieurs, qui voioient la conséquence de cette démarche, firent ce qu'ils purent pour y apporter remède et calmer les esprits, mais le remède ne fit qu'augmenter le mal et la discipline s'affoiblit tellement sous la conduite du Père Richer, que ceux qui gouvernèrent après lui ne purent la rétablir. Le désordre même devint si public que le parlement députa deux conseillers pour en informer et, sur leurs informations, le procureur général conclut à la réforme de l'abbaye. En conséquence, il fut rendu un arrêt, le 18 mai 1613, qui ordonnoit que le visiteur de la Congrégation de

(1) François, cardinal de Tournon, général de l'Ordre de Saint-Antoine, archevêque d'Embrun en 1517, de Bourges en 1525, cardinal en 1530, archevêque d'Auch en 1538, évêque de Sabine et de Porto en 1550, archevêque de Lyon en 1551, doyen du Sacré Collège en 1559, évêque d'Ostie et de Velletri en 1560; il cumulait par ailleurs les bénéfices de plusieurs abbayes, dont celle de Saint-Germain-des-Prés qu'il reçut en 1534. Il mourut en 1562. (Cf. *Gallia Christiana*, VII, 466-467; DOM BOUILLART, *op. cit.*, p. 182-192.)

(2) On peut voir, Bibl. Nat. ms. fr. 16863, fol. 5 sq., le concordat pour l'union de Saint-Germain-des-Prés à Chezal-Benoît en 1513; et fol. 10 sq. le concordat avec le cardinal de Tournon en 1543. Cf. DOM U. BERLIÈRE : *La Congrégation bénédictine de Chezal-Benoît*, dans *Mélanges d'hist. bénédictine*, 3^e série, 1901, p. 118 sq.

(3) Abbaye fondée au VI^e siècle, détruite par les Normands, rétablie au début du XI^e siècle; affiliée en 1501 à la Congrégation de Chezal-Benoît, elle fut agréée en 1636 à celle de Saint-Maur. L'église abbatiale a été détruite au commencement du XIX^e siècle; les bâtiments conventuels furent occupés par le grand séminaire jusqu'à la loi de séparation. — Cf. *Gallia Christiana*, XIV, 453-468; DOM BESSE : *Abbayes et Prieurés*, t. VIII, p. 147-150; DOM PROLIN : *Histoire de l'église du Mans*, t. III, IV et V, passim; *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Vincent du Mans* publié et annoté par CHARLES et d'ELBENNE (Le Mans, 1886, in-4). Son histoire serait encore à faire.

Chezal Benoist, le prieur du collège de Cluny et le prieur des Feuillans réformeroient ce monastère; mais ce visiteur ayant besoin lui-même de réforme ne se mit pas en peine d'exécuter l'arrest.

En 1614, la reine régente, Marie de Medicis, obtint, comme il a été dit, une bulle pour unir l'abbaye à la Congrégation de Saint-Vanne, mais les guerres civiles qui survinrent empêchèrent l'exécution de ce projet (1). Les religieux zélés qui l'avoient procurée furent envoyés en Basse Bretagne à l'abbaye de Landevenec où l'abbé avoit demandé des religieux de Chezal Benoist pour la réformer. Mais, au bout de trois ans, ces mêmes religieux qui prévoioient ne pouvoir pas faire grand fruit en ce monastère, conseillèrent à l'abbé d'y mettre des religieux [300] de la Société de Bretagne et s'en revinrent à leur maison. Cependant le mal augmentoit toujours dans la Congrégation de Chezal Benoist et dans l'abbaye de Saint-Germain des Prez; pour y remédier, en 1627, les Pères Foucher, Cotton et Mercier (2) firent tant de bruit que le chapitre général fit des règlements très sévères contre les transgresseurs des règles; mais autre chose était de faire des statuts et de les faire observer. Deux ans après le Père Cotton fut député par la communauté de Saint-Germain des Prez pour assister au chapitre général qui devoit se tenir à Sainte-Colombe de Sens. Il y porta des lettres des religieux zélés contre le prieur qui y étoit beaucoup chargé; interrogé sur la vérité des faits, il en dit encore davantage. Pour mettre fin à ces désordres on fit le Père Cotton prieur de Saint-Germain des Prez; mais, au lieu de déposer celui qui l'avoit précédé, on le fit abbé et visiteur de la congrégation.

La promotion du Père Cotton fut l'ouvrage de la main de Dieu. Sitost qu'il fut arrivé à Saint-Germain, il retrancha les vices les plus grossiers et, par sa prudence, il tâcha de ramener ses frères à leur devoir. Il étoit si exact à faire pratiquer les règles qu'il ne laissoit aucune transgression impunie et plusieurs de ses religieux auroient volontiers préféré la réforme de la Congrégation de Saint-Maur à une conduite si sévère. Sur la fin de l'année le visiteur vint à Saint-Germain des Prez pour y faire sa visite; il n'avoit plus que six mois de supériorité après lesquels, selon leurs statuts, il devoit vacquer et il

(1) Voir *Histoire Cong. de St-Maur*, t. I, p. 23-27.

(2) Dom Claude Cotton étoit prieur de Saint-Germain-des-Prés déjà en 1629.

Dom Jacques Mercier abbé de Saint-Vincent du Mans avoit été nommé au chapitre général de 1631 visiteur de la Congrégation de Chezal-Benoît; il contribua beaucoup à l'union de sa Congrégation avec celle de Saint-Maur.

auroit bien voulu se procurer dans l'abbaye même l'office de cellérier qui le [301] rendant maître de tout le temporel de la maison lui auroit donné de grandes aisances; mais cet office étoit rempli par Dom Barisel (1), religieux d'un grand mérite, à qui il n'y avoit pas d'apparence de pouvoir l'enlever. Il lui offrit de le faire prieur de Sainte-Colombe; mais ce saint religieux avoit trop d'aversion pour les dignitez pour se laisser séduire par cette proposition. Le visiteur pria le Père Cotton de l'engager à s'en désister et fit connoître par là ses dispositions. Ce fut ce qui fit prendre au prieur la résolution d'unir l'abbaye à la Congrégation de Saint-Maur, voiant que les supérieurs de son corps avoient ainsi le cœur corrompu et qu'au moyen de la triennalité de gouvernement un autre détruiroit en peu de temps le bien qu'il avoit étably avec beaucoup de peine. Il communiqua son dessein au Père Barisel qui avait travaillé en 1614 à procurer la réforme et tous deux ensemble allèrent trouver leur abbé, le prince Henri de Bourbon (2), fils naturel d'Henry IV, lui exposèrent l'état déplorable du monastère et le dessein qu'ils avoient projeté moyennant son agrément. L'abbé, à qui le roy informé du désordre avait fait des reproches de ce qu'il n'y apportoit pas de remède, fut charmé de les trouver dans ces dispositions et, avec sa bonté ordinaire, ordonna d'agir, leur promettant de les favoriser en tout de sa protection.

Le Père Dom Maur du Pont, président de la Congrégation, aiant eu avis à Limoges où il étoit de ce qui se passait à Paris, écrivit à Dom Cyprien Leclerc et à Dom Bernard Jevardac (3) d'agir au nom de la Congrégation comme ils jugeroient à propos. Il se tint une assemblée, au mois de [302] février 1630, chés M. de Lamoignon (4) à laquelle le prince se trouva, tout son conseil, le Père Cotton, Dom Leclerc, et Dom Jevardac; on y dressa un concordat fort secret qui fut présenté

(1) Dom Adrien Barisel étoit parmi les religieux qui à cause de leurs efforts en vue de la réforme avaient été exilés à Landevenec en 1615; il devint en 1616 prieur de cette maison, dans laquelle il facilita l'introduction de la réforme. On le trouve sous-prieur de Saint-Germain-des-Prés en 1627 et en 1631.

(2) Henri II de Bourbon, duc de Verneuil, fut abbé de Saint-Germain-des-Prés de 1623 à 1668; il mourut en 1682. Cf. *Gallia Christiana*, VII, 469-470; Dom BOUILLART : *Histoire de l'abbaye de St-Germain-des-Prés*, p. 221-263.

(3) Dom Cyprien Le Clerc étoit un ancien religieux de Saint-Germain-des-Prés; quant à Dom Bernard Jévardac, il remplissait à cette date les fonctions de procureur de la Congrégation de Saint-Maur à Paris.

(4) Chrétien de Lamoignon, né en 1567, conseiller au Parlement de 1595, puis à la grand'chambre, président à mortier en 1633, mourut le 28 janvier 1636.

à M. de Marillac, garde des sceaux, protecteur particulier de la Congrégation. Il auroit été scellé dans peu de jours, sans la disgrâce de ce magistrat (1) à qui le roi ôta les sceaux pour les donner à M. de Chateaufort (2) qui ne connoissoit pas encore la Congrégation.

Après Pasque, les Pères de Chezal Benoist tinrent leur chapitre général; le Père Cotton y assista en qualité de prier de Saint-Germain des Prez et s'y fit tellement estimer pour la sagesse de son gouvernement, qu'on ne crut personne de plus digne que lui de présider à la Congrégation, dont il fut élu visiteur général et en même temps continué prier de Saint-Germain des Prez. Il accepta cette nouvelle dignité parce qu'il la crut favorable pour avancer son dessein de la réforme. Il fit ses visites et partout il fit paroître beaucoup de sévérité à punir les transgresseurs des règles. Vers le commencement de novembre, étant revenu à Saint-Germain des Prez, il se répandit un bruit sourd qu'il méditoit l'union du monastère à la Congrégation de Saint-Maur; on lui écrivit de différens endroits et il se contenta de répondre que ces bruits venoient de son exactitude à faire observer les règles et à punir ceux qui les violoient. Cependant, voyant que cela transpiroit, il fit un nouveau concordat, le 7 décembre, avec le prince abbé qui envoya le S^r de Courville, autres fois son précepteur, le présenter au roi et supplier Sa Majesté de le ratifier. Le roi approuva la diligence que l'abbé avoit apportée à se conformer à ses intentions, fit dire à M. de Chateaufort d'y apposer les sceaux; mais malgré les ordres réitérés de Sa Majesté, le concordat ne fut scellé que l'année suivante parce que le garde des sceaux voulut prendre connoissance de l'affaire. [303]

Au commencement de l'année 1631, le Père Cotton crut qu'il ne pouvait plus se dispenser de faire sçavoir à ses religieux le concordat qui avoit été fait par le prince avec les supérieurs de la congrégation de Saint-Maur. Il leur en parla à tous en particulier, excepté à 3 ou 4 qu'il sçavoit y être extrêmement opposez. Il leur en fit la lecture pour avoir leur consentement qu'ils donnèrent presque tous, quoique par différens motifs. Il s'agissoit après cela de publier le concordat en plein chapitre en présence de notaires. A quoi le Père Cotton prévoyoit qu'il y auroit bien des contradictions. Ils députèrent trois d'entre eux

(1) Cette disgrâce survint après la *Journée des Dupes*, 12 novembre 1630.

(2) Charles de l'Aubespine, marquis de Chateaufort, fut garde des sceaux le 14 novembre 1630 jusqu'à sa disgrâce le 25 février 1633, puis du 2 mars 1650 au 5 avril 1651.

ausquels ils donnèrent pouvoir d'aller, avec deux notaires, trouver le Père Dom Grégoire Tarrisse, supérieur de la Congrégation de Saint-Maur, et luy déclara au nom de tous qu'ils approuvoient et ratifioient le concordat passé entre la congrégation et le prince leur abbé. Cette déclaration fut faite le 5 février et, le 10 du même mois, le concordat fut présenté au grand conseil pour y être homologué. La requête fut admise mais la chambre ordonna que le concordat seroit lû publiquement au chapitre en présence de deux notaires et accepté de la communauté. Il fallut alors rendre public ce qui avoit été caché jusques à ce moment; 27 religieux souscrivirent au concordat, 2 demandèrent du tems pour y penser et deux jours après souscrivirent, 3 refusèrent leur consentement. Le sous cellérier homme furieux et violent et qui étoit opposé à la réforme ne s'y trouva pas : il avoit appris tout le projet par une lettre qu'il avoit décachetée sans autorité et il présenta aussitôt une requête au parlement contre son prieur qu'il accusoit de trahir la maison. La cour ordonna que la requête seroit communiquée au procureur général : mais ce religieux n'en demeura pas là. Aiant été informé de ce qui s'étoit passé en son absence, il fit tant d'instances au parlement que le 12 de février la cour deffendit qu'on fit [304] rien sans une pleine connoissance de la cause. Depuis ce jour, il y eut un conflit entre le parlement et le grand conseil qui rendoient réciproquement des arrêts les uns contraires aux autres. Le grand conseil favorisoit ceux qui demandoient la réforme et le parlement soutenoit les opposans. Le même jour que le parlement fit cette deffence, le grand conseil avoit prononcé le matin un arrêt en faveur de la réforme, en conséquence duquel le Père Tarrisse fut sollicité de venir à l'heure même prendre possession, parce que le moindre retardement étoit dangereux. Comme il prévoyoit que l'affaire ne se termineroit pas sans trouble il fit beaucoup de résistance; mais se voyant pressé de plus en plus il demanda de pouvoir consulter le Seigneur qui, dans les choses douteuses, étoit son unique refuge. Il se mit en prières et après avoir répandu bien des larmes il alla chez M. Molé procureur général lui demander conseil. Le magistrat lui demanda s'il avoit des lettres du roi confirmatives du concordat et, aiant sçu qu'il y en avoit, il lui dit : « Non seulement vous pouvez aller prendre possession de l'abbaye, mais vous le devez. » Après une réponse si décisive Dom Grégoire Tarrisse ordonna à Dom Cyprien Leclerc, qui avoit été autres fois religieux de Saint-Germain des Prez, d'aller prendre possession avec 8 religieux qu'il lui donna. Il s'y rendirent sur les quatre heures du soir accompagnés

des S^{rs} de Courville et Desfosses, deux des principaux officiers de la maison du prince. Ils entrèrent par le logis abbatial et trouvèrent les anciens religieux à la porte de l'église qui les receurent, aiant le Père Cotton à leur tête. Après que l'on eut fini de chanter le *Veni Creator* il prit Dom Cyprien Leclerc par la main, le conduisit au grand autel, ensuite l'installa au chœur dans la place du prieur, [305] le mena dans tous les lieux réguliers et enfin au réfectoire où l'on fit le repas du soir; Dom Cyprien Leclerc y présida, un des réformez fit la lecture et après la réfection on alla chanter complies (1). Pendant ce tems là les opposans faisoient bien du tumulte et un d'entre eux se mit même en disposition de commettre des violences; mais ce nouveau Saül qui respiroit le sang des disciples de Jésus-Christ fut bientôt changé: non seulement il devint l'ami de ceux qu'il avoit persécuté, mais encore leur imitateur, en embrassant lui même la réforme six mois après. Le lendemain, le Père Tarris envoya sept autres religieux pour se joindre aux 8 du jour précédent, afin de faire le nombre de 15 porté par le concordat. Le même jour, on vint signifier au P. Cotton un arrest de defences de la part du parlement, auquel il répondit qu'il étoit venu un jour trop tard et que les Pères de Saint-Maur avoient pris possession le jour précédent. Le 14 février, M. de Dreux conseiller au grand conseil vint à l'abbaye, de la part de cette cour, pour faire mettre en exécution l'arrest rendu pour l'introduction de la réforme. Il assembla tous les religieux au chapitre, y occupa la place de l'abbé, y exposa le sujet qui l'avoit amené et le mit en exécution en conduisant lui même Dom Cyprien Leclerc et ses religieux à l'église et dans tous les lieux réguliers dont il les mit en possession.

Les ennemis de la réforme écrivirent dès le lendemain à tous les abbés de leur congrégation qui volèrent aussitôt à Paris et firent de si grandes poursuites au parlement qu'ils obtinrent un arrest de la cour pour faire descendre deux commissaires dans l'abbaye. Ces commissaires furent MM. Loisel et Félis qui s'y rendirent le 12 de mars, accompagnés d'un grand nombre d'avocats et d'une foule de monde.

(1) Ceci se passait le 14 février 1631. Dom Martène ne fait que reproduire le récit de Dom Mège, *Annales* (ms. lat. 13860), p. 425 sq., qui avait lui-même puisé en partie ces détails dans une lettre de Dom Cotton à un ami et dans un mémoire de Dom Germain Millet, religieux de Saint-Germain-des-Prés. On trouvera par ailleurs l'analyse des pièces relatives à toute cette procédure dans le fonds de l'abbaye de Saint-Sulpice de Bourges (Arch. départ. du Cher, série H).

Après avoir assemblé [306] tous les religieux, le S^r Loisel prit la parole et dit qu'ils étoient députez de la cour, non pour casser ce qui avoit été fait, mais pour sçavoir les causes d'un tel changement et en faire leur raport à la cour; puis, s'adressant au Père Cotton, il lui demanda pourquoi il avoit introduit la congrégation de Saint-Maur dans son monastère contre la deffence que la cour lui en avoit faite, et il le pria de lui montrer les lettres du roi qui autorizoient sa conduite. Le Père Cotton répondit que la raison qui l'avoit porté à faire entrer les religieux de Saint-Maur en sa maison étoit la nécessité de la réformer, que cette nécessité ne lui étoit pas inconnue, après tous les arrêts que la cour avoit rendus sur ce sujet depuis 1612, que le pape Paul V et le roi très chrétien l'avoient ordonné et que le Ser^{ime} prince, leur abbé, le vouloit ainsi; que pour les lettres du roi qu'il demandoit, elles étoient au grand conseil, où les causes de la Congrégation de Saint-Maur étoient évoquées. Cette réponse contenta le commissaire, mais il voulut interroger en particulier tous les religieux qui demandoient la réforme et sçavoir d'eux s'ils persistoient dans leur première volonté; tous répondirent qu'ils y persistoient, excepté un seul qui se joignit aux opposans. Ceux-cy demandèrent deux choses aux commissaires : qu'on leur donnât des chambres dans le dortoir, ou dans l'appartement des hôtes et qu'il leur fût permis de se choisir un supérieur d'entre eux. On leur accorda la première; la deuxième leur fut refusée et on leur ordonna d'obéir au Père Cotton. A cette réponse ils sortirent tous de l'assemblée (1).

Les supérieurs de la Congrégation de Chezal Benoist poursuivirent les réformez avec ardeur pendant six mois au parlement. Enfin, au mois de juillet, le roy [307] renvoia le jugement de l'affaire au grand conseil. Ils y trouvèrent de la protection au semestre d'été. Ils venoient de tenir leur chapitre général où, supposant que le monastère de Saint-Germain étoit encore des leurs, ils déposèrent le Père Cotton et mirent en sa place un nouveau prieur qui étoit un des opposans et qui fut confirmé par le grand conseil, le 20 d'aoust. Il y eut ainsi tout à la fois trois prieurs dans l'abbaye, le Père Cotton reconnu par tous ceux qui avoient appelé la réforme, Dom Cyprien Leclerc supérieur des réformez et celui qui gouvernoit les opposans. Celui-ci obtint un nouvel arrest qui lui adjugeoit tous les honneurs dubs à sa dignité et la

(1) Dom Mège, *Annales* (ms. lat. 13860) ajoute que plusieurs parmi eux se dispersèrent en ville, d'où ils ne cessèrent d'attaquer la réforme pendant six mois.

première place au chœur ; mais les autres ne voulurent pas l'y souffrir.

Les casalistes triomphaient déjà, persuadez qu'ils alloient être réintégrés et qu'on alloit chasser les réformez. Mais Dieu en avoit jugé autrement dans ses desseins éternels. Il permit que les Pères de Saint-Maur fussent conduits jusques aux portes de l'enfer pour les en retirer avec plus d'éclat et montrer que tout le bien vient de lui. M. de Châteauneuf, garde des sceaux, qui d'abord avoit été assés froid à l'égard de la Congrégation de Saint-Maur, en conçut une telle estime qu'il ne cherchoit que l'occasion d'en donner des preuves. C'est pourquoi aiant été informé de l'injuste vexation que le grand conseil faisoit aux réformez de Saint-Germain, il songea à les retirer de ses mains et il étoit sur le point de sceller un arrest qui évoquoit l'affaire au conseil privé du roi, lorsque Sa Majesté partit le 9 de septembre pour aller à Compiègne où il fut obligé de la suivre. Le même jour, la cause fut apellée au grand conseil, les avocats de l'abbé de Saint-Germain, des religieux réformez et de ceux [308] qui les avoient appellez demandèrent du temps pour voir les pièces et se préparer à plaider une cause de cette conséquence et ne purent obtenir qu'un jour de délai. Le lendemain, s'étant excusé de plaider pour le même sujet, le grand conseil donna un arrest par deffaut pour mettre dehors les réformez et rétablir les casalistes en 24 heures et nomma les S^{rs} de Mont-Magny et de Bongal pour le faire exécuter.

Les anciens religieux qui demandoient la réforme apprenant cet arrest travaillèrent à se mettre en état de deffence et pendant que les nouveaux venus dormoient tranquillement dans leurs cellules, comme autres fois saint Pierre dans la prison, ils passèrent la nuit à barricader la porte, à dépaver la cour et à porter les pierres sur la muraille pour s'en servir en cas de besoin. Dès le matin (1), les réformez aiant pris leur bréviaire s'en allèrent devant le Saint-Sacrement attendre avec soumission les ordres de la Providence. Les deux commissaires, accompagnés de l'avocat général et du procureur général du roi au grand conseil et d'une troupe d'officiers, vinrent au monastère et, voiant que la porte étoit barricadée, ils y voulurent mettre le feu ; mais on leur dit qu'ils pouvoient entrer par la porte du palais abbatial. Ils le firent effectivement et en même tems entrèrent plusieurs archers que les opposans avoient fait venir pour prêter main forte.

(1) Le 12 septembre 1631. (Cf. DOM BOUILLART, *op. cit.*, p. 225).

Les deux conseillers demandèrent aussitôt le prieur et, le Père Cotton s'étant présenté avec Dom Cyprien Leclerc, M. Bongal oubliant sa qualité de juge et faisant l'office d'archer dit à ce dernier qu'il le constituoit prisonnier. Dom Cyprien sans s'émouvoir lui répondit avec douceur : « Si je suis coupable je ne [309] refuse point la prison, ny d'être puni ; « mais c'est une chose bien extraordinaire de condamner un innocent « sans l'entendre et d'ailleurs, Monsieur, vous n'ignorez pas de quelle « manière les canons veulent qu'on traite les prêtres. » Sur ces entre-faites le S^r de Courville, intendant de la maison du prince, survint, ordonna de fermer les portes et entreprit vivement le commissaire qui, se voyant enfermé, s'excusa sur sa charge de commissaire. « Vous « abusés de votre charge, lui dit M. de Courville, et contre la justice « vous violez toute sorte de droit ; sçavez vous que c'est au prince, « mon maître, que vous faites injure ? Sçavez vous où vous êtes et « n'appréhendés vous pas d'être puni de violer la liberté d'un lieu « franc ? » Ce discours fit un peu baisser le ton au commissaire qui s'avança vers l'église avec M. de Montmagni. Lorsque celui ci apperçut tous les religieux à genoux et tête nue devant le Saint-Sacrement il eut le cœur pénétré de douleur de se voir obligé de chasser des saints qui n'avoient été appelez dans ce lieu que pour le sanctifier et en bannir le désordre. Ils firent assembler le chapitre et comparoître les anciens religieux et les réformez auxquels ils exposèrent le sujet de leur commission et les ordres qu'ils avoient. Après quoi le S^r de Montmagni s'adressa au Père Cotton, lui fit une sévère réprimande et le traita d'homme léger, imprudent et précipité. Alors le Père Barisel, sous prieur, homme respectable par son âge et sa vertu, impatient de voir son prieur traité de la sorte, se leva et après avoir demandé permission de parler dit : « Vous vous étonnez, Monsieur, de notre légè- « reté et de notre précipitation ; nous avons bien plus sujet de vous « dire que tous les gens de bien sont [310] surpris de voir la légèreté « avec laquelle le grand conseil s'est laissé honteusement surprendre « par des ennemis de la discipline régulière. Ce sont ces hommes là « qu'on doit traiter de précipitez à troubler l'œuvre de Dieu. Cet « ouvrage que vous traités, Monsieur, de téméraire et que vous taxés « de précipitation n'est pas l'ouvrage d'un jour ny d'une année ; il est « approuvé par les plus grands génies du royaume, par les princes et « même par le grand conseil qui lui a donné sa perfection en mettant « les Pères de Saint-Maur en possession de cette maison. Tout Paris « est informé des scandales arrivez dans ce monastère. Le parlement « fit alors ses efforts pour éteindre le feu sans pouvoir seulement le

« couvrir. Le roi en eut connoissance, l'auguste reine régente le sçut
« et ses flammes furent si grandes qu'elles s'étendirent jusques à Rome.
« La Congrégation de Saint-Maur prenoit alors naissance et s'est beau-
« coup étendue depuis. Le pape à la demande du roi et de la reine,
« du consentement du sacré collège des cardinaux, adressa une bulle
« à deux cardinaux de France et à trois évêques pour réformer l'abbaye
« de Saint-Germain. Ceux qui troublent aujourd'huy trouvèrent
« moi en par des présents et de vaines promesses d'empêcher l'œuvre
« de Dieu et nous qui demandions la réforme nous fumes relégués au
« fond de la Bretagne. L'année passée, notre Ser^{ime} abbé ne pouvant
« plus souffrir les désordres de son abbaye en avertit le roi qui ordonna
« qu'on y introduisit la Congrégation de Saint-Maur. Le concordat fut
« fait et homologué au grand conseil qui mit les Pères en posses-
« sion [311]. Y a-t-il en tout cela de la légèreté et de la témérité?
« Pourquoi donc accuser le Père Cotton, notre prieur, d'être lui seul
« auteur de cet ouvrage? C'est l'ouvrage du pape, du roi, de la reine,
« de notre Ser^{ime} abbé, de votre grand conseil et de nous tous qui
« l'avons souhaité. Je ne vous parle pas, Monsieur, de la congréga-
« tion de Chezal Benoist; elle a été, mais elle n'est plus et je ne veux
« point en relever la turpitude. Pour ce qui est de la Congrégation de
« Saint-Maur pouvez vous douter qu'elle ne soit sainte, régulière et
« l'édification de tout le royaume, vous qui rendez tous les jours des
« arrests en sa faveur; nous sommes tous témoins de leur piété et nous
« ne connaissons point de plus parfaits disciples de saint Benoît. Ils
« ne sont point intrus icy, c'est nous qui les avons appelés et nous
« ne voulons point d'autres successeurs qu'eux. » On écoutoit avec
une grande attention ce vénérable vieillard et, lorsqu'il eut cessé de
parler, le commissaire Montmagny parut surpris et dit qu'il venoit
de lui apprendre bien des choses qu'il ne sçavoit pas. Le procureur
général l'avertit que l'affaire n'avoit pas encore été discutée, ny jugée
pour le fond. Le procureur du prince se leva et dit : « Ce n'est pas
« aux religieux de Saint-Maur que vous avés à faire; c'est au prince,
« leur abbé, mon maître, qui n'a rien fait que par ordre du roi. Sera-
« t-il donc dit qu'un prince ne pourra bannir le désordre de son
« abbaye et y appeler ceux qui sont capables d'y rétablir la disci-
« pline. » A ces paroles, les opposans s'écrièrent qu'on exécute l'arrêt.
Le commissaire Bongal se joignit [312] à eux et dit qu'il falloit y pro-
céder. Les anciens religieux déclarèrent qu'ils ne souffriroient pas
que l'on fit sortir les religieux de Saint-Maur et que jamais ils ne
reconnoitroient la Congrégation de Chezal Benoist. Tous ces discours,

joint à ce qu'il venoit d'apprendre par la bouche du Père Barisel et à ce qu'il avoit veu dans l'église, attendrissoient M. de Montmagny et, semblable à Darius qui tâchoit de sauver Daniel des mains de ses ennemis, il auroit bien voulu épargner aux réformez la confusion de sortir. Il s'adressa au P. Dom Cyprien Leclerc et lui demanda s'il se soumettoit à l'arrest; ce saint religieux répondit que lui et les siens étoient prêts d'obéir, qu'il le supplioit néant moins avec humilité de lui accorder 5 jours pour renvoyer ses religieux dans leurs monastères; le commissaire les lui accorda à condition qu'il en sortiroit cinq le mesme jour.

Tandis que les choses se passaient ainsi au-dedans de l'abbaye, une foule de menu peuple gagné par argent attendoit au dehors les religieux réformez pour les insulter. Quelques uns étoient venus pour se jeter dans le monastère et le piller; il y en eut même qui voulurent escalader les murailles et ils l'auroient fait s'ils n'avoient pas été empêchés par les officiers de justice qui étoient présens : cela ne contribua pas peu à justifier les précautions que les anciens religieux avoient prises pour se deffendre. Sur le soir, les commissaires et ceux qui les accompagnoient sortirent par la porte ordinaire du monastère et les cinq religieux dont on étoient convenu se [313] rendirent aux Blancs Manteaux, vers le commencement de la nuit. Le lendemain qui étoit un samedi, les opposans présentèrent une requête au grand conseil par laquelle ils se plaignoient que l'arrest n'avoit pas été exécuté. Les juges ordonnèrent que la requête seroit communiquée au procureur général et que sur le champ le S^r de Montmagny l'instruïroit verbalement. Mais ce magistrat qui avoit horreur de l'acharnement des opposans répondit qu'il avoit des affaires de plus grande conséquence et par sa prudence donna le tems de se pourvoir.

Sitost que l'arrest fut rendu, deux religieux partirent pour Compiègne et avertirent M. le garde des sceaux. Celui-ci, avec le *maréchal* (a) de Schomberg, en informèrent le cardinal de Richelieu et tous trois ensemble en parlèrent au roi qui cassa tout ce qui avoit été fait par le grand conseil. Le garde des sceaux, qui vit le danger qu'il y avoit dans le moindre retardement, scella le dimanche matin, contre la coutume, des lettres de cassation et d'évocation de toute l'affaire au conseil privé du roy. Elles furent signifiées aux commissaires et aux parties, le lundi matin, quelques heures auparavant qu'ils vinssent achever d'exécuter l'arrest du grand conseil. Les lettres d'évocation ne parlant point de circonstances et de dependances, et les opposans

(a) mis par F au lieu de [duc].

continuant toujours à troubler, elles furent de plus amplifiées (1), selon le désir des religieux de la Congrégation de Saint-Maur qui restèrent par ce moyen paisibles possesseurs de l'abbaye de Saint-Germain.

RÉFORME DE L'ABBAYE D'EISSE (2). — Le R. P. Dom Anselme Rolle avoit fait, en 1626, une concordat avec l'abbé et les religieux du monastère [314] de Saint-Gervais et de Saint-Protais d'Eisse (3), proche de Villeneuve d'Agenois; mais, attendu qu'il avoit été ruiné de fond en comble par les hérétiques, on ne put alors faire l'introduction. L'an 1631, l'abbé Bertrand de la Boye (4), qui étoit régulier, et les religieux firent de nouvelles instances et passèrent un nouveau concordat, dans lequel il mirent cette condition que la réforme entreroit le 11 juin de cette année. Cela fut exécuté : l'abbé officia à cette cérémonie et fit une prédication fort pathétique sur le bonheur qu'il venoit de procurer à son monastère. Les réformez y furent réduits à une extrême pauvreté par le peu de réparations qui avoient été faites. Mais c'étoit assez ordinairement leur partage dans les nouvelles introductions.

DE PONTLEVOI (5). — L'abbaye de N. D. de Pontlevoy (6) autres fois si illustre aiant été ruinée plusieurs fois par les anglois et par les cal-

(1) Les opposants profitèrent, en effet, de certaines clauses des lettres royales pour obtenir un nouveau décret du Parlement, en date du 20 septembre, reconnaissant le prieur qu'ils avoient désigné eux-mêmes; et, le 15 octobre, ils entrèrent comme des maîtres dans l'abbaye, C'est alors que fut rendu à Château-Thierry, en date du 27 octobre, un arrêt royal en faveur de l'introduction de la réforme à Saint-Germain-des-Prés; cet arrêt fut signifié au début de novembre au religieux syndic de la Congrégation de Chezal-Benoît. (Cf. Dom Mège, *Annales* (ms. lat. 13860), p. 461; Dom BOUILLART : *op. cit.*, p. 226; VANEL : *Nécrologe*, p. 5-7.

(2) Cf. Dom Mège, *Annales* (ms. lat. 13860), p. 476-477.

(3) Voir *Histoire Congr. de St-Maur*, t. I, p. 199. Cf. Bibl. Nat. ms. lat. 12669, fol. 157-182^{vo}; 12778, fol. 58-64. *L'abbaye d'Eysses en Agenais. Notice composée par un bénédictin de Saint-Maur et publiée avec notes, compléments et appendices* par DE LANTENAY (Bordcaux, 1893, in-8; extr. *Revue de l'Agenais*, 1892). Il s'agit, sans doute, du mémoire du Dom Dulaura signalé dans le ms. lat. 12669. Voir aussi DURENGUES : *Pouillé historique du diocèse d'Agen pour l'année 1789* (Agen, 1894, in-8), p. 318 sq.

(4) Il s'agit de Bertrand de Laborie. Cf. *Gallia Christiana*, II, 940.

(5) Cf. Dom Mège, *Annales* (ms. lat. 13860), p. 468-475.

(6) Voir *Histoire de la Congrégation de St-Maur*, t. I, p. 249, note 5. — Cf. Arch. départ. Loir-et-Cher, série H, 50 art.; Bibl. Nat. ms. lat. 12681, fol. 195-244; on y trouve, fol. 218-244, les « Mémoires de l'abbaye de Pontlevoy » par Dom Nazaire Chamereau, datés de 1702. Bibl. de Blois, ms. 44-49; le ms. 49 comprend l'*Histoire de l'abbaye de Pontlevoy* (1034-1728), par Dom FRANÇOIS CHAZAL, publiée par R. PORCHER dans *Revue de Loir-et-Cher*, XI-XIV, avec pièces justificatives (années suivantes). *Gallia Christiana*, VIII, 1379-1388; instrum. 412-415, 424; Dom BESSE : *Abbayes et Prieurés*, t. I, p. 185-188.

vinistes, la ruine de la régularité suivit celle des bâtimens. Philippe Huraud, évêque de Chartres (1), qui en étoit abbé, voulut à la fin du XVI^e siècle y introduire une petite réforme, mais elle étoit si informe qu'elle ne put être de durée et les religieux tombèrent encore dans un plus grand relâchement. L'an 1623 le cardinal de Richelieu, aiant été pourvu de cette abbaye, résolut d'y mettre une réforme solide par le moien de la Congrégation de Saint-Maur. Il chargea de ce soin le cardinal de la Rivière (2) qui, étant venu à Pontlevoy, rassembla les religieux et leur déclara la volonté du ministre, leur abbé (3). Il y en eut quelques-uns qui témoignèrent de la résistance, mais ils furent obligés de céder à l'autorité du cardinal. Le concordat fut passé en 1629 avec les supérieurs de la Congrégation et le cardinal se démit de l'abbaye en faveur de Pierre de Bérulle (4), neveu du cardinal de ce nom. Le retardement des bulles [345] retarda aussi l'introduction de la réforme, et les anciens religieux, ennuyés de ce délai, abandonnèrent la maison et l'office divin, se contentant d'y venir chanter la messe les jours de Pasques, de Pentecoste et autres semblables fêtes solennelles. Les autres jours et même les dimanches, ils en faisoient dire une basse par quelque prêtre gagé, aux dépens des Pères de la Congrégation de Saint-Maur. Ce scandale révolta le peuple des environs; enfin les bulles étant arrivées, l'abbé confirma le concordat auquel il fit quelques changemens et les réformés y entrèrent le 20 aoust 1631. Ils trouvèrent une église à moitié ruinée dont il ne restoit que le chœur tout délavé et sans chaises, l'autel tout nud sans nape et sans devant d'autel, la sacristie sans ornemens, à peine y avoit il un calice pour dire la messe. Le cloître et le dortoir menaçoient ruine. Enfin, on ne voioit de tous côtéz que misère et désolation. La Congrégation a eu l'avantage de rétablir cette maison ruinée et l'a mise en état d'y établir un séminaire où l'on élève la jeunesse dans les belles lettres, la piété et les exercices convenables à leur naissance.

(1) Philippe II Hurault, évêque de Chartres de 1608 à 1620, avait été nommé en 1591 à l'abbaye de Pontlevoy.

(2) L'abbé de la Rivière, aumônier du duc d'Orléans; je ne sache pas qu'il ait été cardinal.

(3) Richelieu, qui avait pris possession de l'abbaye de Pontlevoy le 1^{er} septembre 1623, avait d'abord songé à y faire venir des religieux de la Société de Bretagne; mais devant les dépenses qui en résulteraient, il pensa supprimer l'abbaye et en unir le titre à la Sorbonne; c'est alors qu'il se décida à l'offrir aux Mauristes, avec lesquels il passa un concordat le 6 juillet 1628 (d'après la *Gallia Christiana*, VIII, 1388).

(4) Pierre de Bérulle, docteur de Sorbonne, visiteur général des Carmélites de France, nommé à l'abbaye de Pontlevoy en 1629, ne reçut ses bulles que le 22 mai 1631. Il mourut le 3 octobre 1683.

DE FERRIÈRES (1). — Environ le même tems, le monastère de Ferrières dans le diocèse de Sens fut réformé à la sollicitation d'André Frémiot (2), archevêque de Bourges, qui en étoit abbé.

DE SAINT-ÉLOI DE NOYON (3). — L'abbaye de Saint-Éloi de Noyon (4), qui reconnoit pour fondateur l'illustre évêque dont elle porte le nom, étant hors de la ville avoit été ruinée entièrement par les guerres continuelles qui avoient désolé toute la Picardie. On n'y voioit que des masures d'une grande maison. La régularité, par une conséquence naturelle, avoit beaucoup souffert et avoit besoin d'un abbé puissant qui, par son autorité, luy rendit son premier lustre. Elle le trouva heureusement dans [316] la personne de Charles de l'Aubespine, marquis de Châteauneuf (5), le garde des sceaux. Il avoit été élevé dès

(1) Chef-lieu caut., arr. Montargis, Loiret. — Abbaye fondée sous le vocable de Saint-Pierre par Clovis, fut célèbre par ses écoles; restaurée après la guerre de Cent ans, eut à souffrir encore pendant les guerres de religion. Les Mauristes n'en prirent définitivement possession qu'en 1633. Siège d'un pèlerinage jadis très fréquenté sous le titre de N.-D. de Bethléem, l'église est devenue paroissiale. Ce qui subsiste de l'abbaye a été occupé par un pensionnat. — Cf. Arch. départ. du Loiret, série H, 12 liasses; Bibl. Nat. ms. lat. 12670, fol. 70-130, comprend deux notices, dont fol. 70-107^{re} : « Coenobiij regii Sⁱ Petri Ferrariensis historiae synopsis », va jusqu'à l'année 1670. Ms. lat. 12778, fol. 67-100; *Gallia Christiana*, XII, 157-170; instrum. 8, 13, 15; Dom BESSE : *Abbayes et Prieurés*, t. VI, p. 27-29; JAROSSAY : *Histoire d'une abbaye à travers les siècles. Ferrières-en-Gâtinais, Ordre de Saint-Benoît (508-1790)* (Orléans, 1901, in-8).

(2) Frère de sainte Jeanne Frémyot de Chantal, André Frémyot, archevêque de Bourges en 1602, donna sa démission en 1621. Nommé cette année même à l'abbaye de Ferrières, il en prit possession le 21 mai 1622. Il mourut en 1641.

(3) Cf. Dom Mège, *Annales* (ms. lat. 13860), p. 462-467.

(4) Abbaye fondée au début du VII^e siècle sous le vocable de saint Loup; restaurée par saint Eloy, qui y fut inhumé, elle prit par la suite son nom. Ruinée par les Normands, elle fut de nouveau occupée par les moines, vers 986. Ravagée par les Anglais d'abord et détruite en 1591 par les Calvinistes; après avoir fait partie des congrégations des Exempts et de Chezal-Benoît, elle fut occupée en 1631 par les Mauristes qui rétablirent les bâtiments dont il ne subsiste actuellement plus rien. — Cf. Arch. départ. de l'Oise, série H, n^o 1920-2139; Biblioth. de Noyon, mss 3, 20, 27; Bibl. Nat. ms. lat. 12669, fol. 18-125^{re} « Histoire de l'abbaye royale de S'-Eloi de Noyon, de l'Ordre de S'-Benoît, Congrégation de S'-Maur, avec pièces justificatives des faits principaux qui y sont rapportez ». Cette notice, qui comprend les événements jusqu'à l'année 1720, est assez développée pour la période de l'introduction des Mauristes (fol. 61-67). Cf. aussi ms. lat. 12778, fol. 40 sq.; 13817, fol. 214 sq.; *Gallia Christiana*, IX, 1055-1074. R. PAGEL : *Bibliographie Noyonnaise...* p. 230-234 (Auch, 1903, in-8); Abbé TASSUS : *L'abbaye de Saint-Éloi* (dans *Comité archéol. et histor. de Noyon*, 1893, t. X, p. 137-205). L'histoire de cette abbaye est encore à faire.

(5) Charles de l'Aubespine, marquis de Châteauneuf, avait reçu l'abbaye de Saint-Éloi en 1630; il mourut en 1653.

son enfance avec Dom Elie de la Croix (1) ancien religieux de Saint-Eloi qui avoit embrassé la réforme au monastère des Blancs Manteaux. Ce religieux, profitant de la familiarité qu'il avoit avec son abbé, lui inspira de l'amour pour la Congrégation de Saint-Maur et le désir de l'introduire dans son abbaye. L'abbé en parla au roi qui approuva son dessein et, en conséquence du concordat qui fut passé entre M. de Chateaufort et les supérieurs, Sa Majesté écrivit à l'évêque de Noyon (2) et aux magistrats de la ville le désir qu'elle avoit de voir la Congrégation de Saint-Maur en possession de l'abbaye de Saint-Eloi. Il n'en falut pas davantage pour faire agir l'évêque. Il envoya sur le champ son grand vicaire (3) et ses autres officiers pour introduire le R. P. Dom Grégoire Tardieu. L'affaire fut terminée le 20 septembre 1631. Le prieur (4) et les religieux y avoient d'abord donné leur consentement qu'ils voulurent alors rétracter; mais cela n'empêcha pas le grand vicaire de passer outre. Quatre jours après, les supérieurs envoièrent encore quelques religieux pour se joindre à ceux qui avoient pris possession; quelques anciens voulurent s'y opposer et ce ne fut que par l'autorité du lieutenant général que l'ont vint à bout de les réduire : leur aversion se changea bientôt en amitié et ils devinrent dans la suite aussi favorables aux réformés qu'ils leur avoient été opposés (5).

MORT DE PLUSIEURS RELIGIEUX (6). — Tandis que Dieu augmentoit ainsi la Congrégation par le nombre des monastères, il la diminuoit par le grand nombre de religieux qu'il appeloit à lui pour les récom-

(1) Agé de 61 ans, il avait fait profession de la réforme le 8 décembre 1627 aux Blancs-Manteaux, où il mourut le 1^{er} avril 1639.

(2) Henri de Baradat, évêque de Noyon de 1626 à 1660.

(3) M. de la Haye (cf. ms. lat. 12669, fol. 62).

(4) Le prieur des anciens était alors Dom Louis Griffon (ibidem).

(5) C'est à cette époque que les religieux de Saint-Eloi s'établirent dans la ville où ils construisirent le monastère et l'église; ils élevèrent un oratoire sur le tombeau du saint dans leur ancienne abbaye. Cf. Dom Mège, *Annales* (ms. lat. 13860, p. 468).

(6) Le ms. lat. 12680, fol. 213-240, « *Chronicon monasterii S. M. Deauratae* » dont le récit porte sur les années 1624 (23 août)-1637 (fin juillet), donne de nombreux détails sur les ravages causés par l'épidémie; on y trouve aussi les notices des religieux mauristes qui en furent victimes (fol. 226 sq.). Dom Mège, *Annales* (ms. lat. 13860), p. 478-503, relate aussi tout au long ces événements; il signale parmi les moines décédés le P. Jean-Baptiste Labat, clerc profès, fr. Michel Boyer convers, fr. Gérard Auran, oblat, qui tous moururent pendant le mois d'août 1631. Le mois suivant, après Dom Paul d'Hilaire, succombèrent Dom Pacôme Brissonnier, prêtre depuis peu de temps, puis le fr. Maurice Azéma, convers, et Dom Bernard Rieux.

penser de leurs travaux. La seule ville de Toulouse [317] en vit mourir au moins huit dans la fleur de leur âge et qui promettoient beaucoup.

FR. SÉBASTIEN PERPESSAC. — L'un d'eux fut un frère convers, âgé de 22 ans, et nommé Fr. Sébastien Perpessac (1) dont la droiture, l'innocence et la simplicité faisoient le caractère. Il mourut le 12 septembre 1631 à la Daurade, de la peste qui s'étoit fait ressentir à Toulouse avec beaucoup de violence. Dom Paul d'Hilaire aiant appris sa mort dit que la Congrégation venoit de faire une grande perte par la mort de ce saint religieux. Il fut regretté de tous ceux qui le connoissoient et sa mémoire resta longtemps en bénédiction au monastère de la Daurade.

D. PAUL D'HILAIRE. — Deux jours après, Dom Paul d'Hilaire (2) lui même le suivit au tombeau. Il étoit de Rochemaure, au diocèse de Viviers, né d'un père hérétique pour lequel le roi Henri IV avoit beaucoup de considération et d'une mère catholique, aussi attachée à la foi de l'église romaine que son père l'étoit aux erreurs de Calvin. Elle fit baptiser tous ses enfants à la paroisse et faisoit dire tous les jours une messe pour la conversion de son mary. * Cette pieuse mère * (a) eut un grand soin d'élever ses enfants dans la foi catholique; elle y réussit parfaitement, particulièrement à l'égard de celui cy qui fut nommé Maurice et en qui Dieu mit de saintes dispositions. A l'âge de cinq ans il en donna une preuve éclatante. Son père, revenant de Lyon, lui apporta les psaumes de Marot, dont la couverture et la propreté pouvoient faire impression sur un enfant; mais le jeune Maurice les jeta au feu, quoiqu'il prévît qu'il alloit encourir l'indignation de son père. Lorsqu'il fut en état d'étudier on lui donna des maîtres catholiques, sous lesquels il fit de si grands progrès qu'il convertit son père. La [318] conversion de ce seigneur qui avoit un emploi considérable à la cour fut si sincère que, comme un autre saint Paul, fortifié par la grâce de Dieu il confondoit ceux de sa secte. Il confondit surtout deux sçavans ministres en présence d'un grand nombre

(a) Mis par F au lieu de [Elle].

(1) Pierre-Sébastien Perpessac, originaire de Toulouse, avait fait profession le 11 novembre 1629. La matricule le fait mourir le 12 septembre 1632.

(2) Voir *Histoire Congrég. St-Maur*, t. I, p. 136, note 2. Cf. Dom Mège, *Annales* (ms. lat. 13860), p. 485 sq.

de gentils hommes du Vivarais dont plusieurs se convertirent et, par reconnaissance de la grâce que Dieu leur avoit faite, il entretint chez lui un prêtre qui lui disoit tous les jours la sainte Messe pour lui et pour toute sa famille; il poussa même sa dévotion jusques à vouloir entrer dans la Congrégation en qualité de commis, ou de donné, mais son âge avancé et ses infirmités empêchèrent l'exécution de son dessein et, peu après, il mourut dans une sainte vieillesse.

Après sa conversion, son fils désirant se consacrer à Dieu entra dans l'ordre de Cluni, mais il n'y trouva pas ce qu'il y étoit venu chercher. Étant allé à Paris pour des affaires particulières, il songea sérieusement à la grande affaire de son salut et embrassa la réforme dans le monastère des Blancs Manteaux où il fit profession le 27 d'octobre 1622, âgé de 27 ans. Il fut jugé digne peu de mois après d'aller jetter les fondemens du séminaire de Saint-Louis à Toulouse où il fut étably maître des novices. Dieu luy avoit donné un si grand talent pour cet employ qu'il forma la plus grande partye des premiers supérieurs de la Congrégation; il leur inspiroit un grand amour de leur état, une simplicité d'enfant, une obéissance aveugle, une inclination à la pénitence et une profonde humilité. La vertu qui éclata le plus en lui fut la charité envers les pauvres; il ne mettoit point de bornes à ses aumônes et il le fit paroistre dans un temps de famine où, malgré la pauvreté de la maison, il emprunta des [319] sommes assés considérables pour les soulager : Dieu ne mit point aussi de bornes à ses faveurs et inspira à des personnes de piété de lui faire tenir de grosses sommes d'argent, sans qu'on sçut d'où elles venoient. Le R. P. Dom Grégoire Tарisse qui avoit été son novice et qui étoit alors supérieur général de la congrégation, attribuoit l'état florissant où se trouvoit la Daurade de son temps avec un modique revenu aux aumônes de Dom Paul d'Hilaire. Mais ce fut dans la calamité publique qui affligea la ville de Toulouse que sa charité parut dans son plus grand éclat. Il se consacra avec joye à aller soulager les malades, à panser leurs playes, à entendre leurs confessions, à les consoler et à les aider à bien mourir. Au milieu de ces œuvres de charité il fut saisi lui même de la peste et ne cessa pas de donner tous ses ordres pour le soulagement des malades et pour ensevelir les morts oubliant qu'il étoit lui même malade. Lorsqu'on lui annonça sa mort il se fit placer dans un lieu d'où il put regarder le ciel où son âme aspirait. Il reçut les derniers sacremens avec une grande piété et attendit la mort avec une intrépidité surprenante qui ne pouvoit être que la récompense d'une sainte vie. Il mourut le 14 septembre 1631, regretté du dedans

et du dehors, des riches et des pauvres et surtout de ceux cy qui perdoient en lui un véritable père.

DOM BERNARD RIEUX. — Dom Bernard Rieux (1) fut aussy une des victimes de la contagion. Il n'avoit que 31 ans d'âge et cinq de profession, mais il égaloit déjà la vertu des plus parfaits. Son zèle à soulager les misérables étoit incomparable. Pendant la famine qui se fit sentir à Toulouse, il obtint des supérieurs la permission d'aller soulager les pauvres qui [320] étoient couchés par terre dans les rües et qui languissoient de faim. Il leur portoit de la nourriture, leur administroit les sacremens et les ensevelissoit de ses propres mains. Il y gagna une maladie qui le mena aux portes du tombeau, mais il n'avoit pas encore rempli la mesure de ses mérites et le tems de son repos n'étoit pas encore arrivé. Il recouvra la santé. A peine commençoit-il à se bien porter que la peste s'empara de son monastère de la Daurade. Ce fut alors que son zèle lui fit rendre à ses propres frères les mêmes services qu'il avoit rendus aux externes. Il embrassa les travaux les plus rudes et ne se donna aucun repos, ny le jour, ny la nuit. Enfin lorsqu'il n'eut plus de malades à servir, il fut attaqué lui même de la peste et Dieu l'apella à lui, le 24 septembre 1631, pour le couronner de la gloire qu'il avoit méritée par tant de bonnes œuvres.

VOEU DES RELIGIEUX DE LA DAURADE (2). — Les religieux de la Daurade voiant les ravages que la peste faisoit dans Toulouse et particulièrement dans leur monastère eurent recours à Dieu et à la Sainte Vierge et, la veille de sa Nativité, 7 septembre, tous les religieux, la corde au col comme des criminels, demandèrent pardon à Dieu par les mérites de sa très sainte Mère, promirent à Dieu de jeûner les veilles des trois principales fêtes de la Vierge avec la même rigueur que le vendredi saint, de porter pendant toute l'octave son image miracu-

(1) Dom Bernard Rieux, originaire de Béziers, avait fait profession au Séminaire Saint-Louis de Toulouse le 19 mars 1626.

(2) Cf. Bibl. Nat. ms. lat. 12680, fol. 226^{vo}-227^{ro}. Dom Mège, *Annales* (ms. lat. 13860), p. 486 sq., se fait l'écho d'une opinion qui aurait vu dans les ravages de la peste à la Daurade l'effet d'un châtement à cause de la suppression de la messe de *Beata* qui, de temps immémorial, était chantée tous les samedis devant l'image miraculeuse conservée dans cette église. En l'absence de Dom Tarrisse, parti pour le Chapitre général, le sous-prieur, Dom Martin Fiteaux, la supprima parce que les religieux étaient déjà trop chargés et que la règle ne les autorisait pas à chanter deux messes par jour.

leuse autour du cloître, de dire ses litanies tous les jours jusques à la fête de sa Conception. Dieu exauça leurs prières et depuis le 24 de septembre les maladies cessèrent.

LA PESTE DANS LES AUTRES VILLES DU ROYAUME (1). — La ville de Toulouse ne fut pas la seule où la peste fit des ravages. Dieu étendit son bras vengeur [321] sur tout le royaume et toute la France se sentit de ce terrible fléau. A Bordeaux, on ne trouvoit plus personne pour ensevelir les morts, ny de place dans les cimetières pour les enterrer. A Limoges, la ville se trouva presque déserte par la fuite des bourgeois. Le danger où les Pères de Saint-Augustin se trouvèrent par la proximité de l'hôpital des pestiférés qui étoit auprès de leur monastère, les obligea de se retirer à Solignac et à Mauriac. A Blois, les offices divins cessèrent et la peste enleva 14.000 personnes, mais il ne mourut que deux religieux à Saint-Lomer. La ville d'Orléans n'en fut pas exempte, mais le monastère de Saint-Benoist sur Loire, assisté des mérites de la sainte Vierge, de saint Benoist et de saint Sébastien, en fut préservé, aussi bien que le Mont Saint Michel, où la peste qui avoit affligé Avranches n'osa se faire ressentir.

(1) D'après Dom Mège, *Annales* (ms. lat. 13860), p. 505-510, nous savons que Sainte-Croix de Bordeaux reçut des subsides des autres monastères de la Congrégation; que les deux victimes de Saint-Laumer de Blois furent Dom Suard, ancien religieux, sacristain, et Dom Maur Fontaine. Parmi les autres décès signalons au Mont-Saint-Michel, Dom Colomban Louchard le 10 août 1631 (Matricule n° 275); à Saint-Evrault, Dom Pâcome Lévêque le 15 août 1631 (Matr. n° 317); à Redon, Dom Florent Joubert, maître des novices, le 8 août 1631 (Matr. n° 118). Dom Mège signale aussi à cette année 1631 la mort, aux Blancs-Manteaux, de Dom Simon Guépereau que nous avons indiquée (à tort, semble-t-il) comme survenue en 1623, le confondant avec un autre religieux du même nom (cf. *Hist. Congrég. St-Maur*, t. I, p. 54, note 5); et il ajoute que ce religieux, qui avait tant contribué à la réforme des Blancs-Manteaux, n'ayant pas pu rester au noviciat de la Congrégation à cause de sa santé, en demanda et reçut l'habit avant de mourir.

LE CARDINAL DE LA ROCHEFOUCAULD OBTIENT UN NOUVEAU BREF POUR LA RÉFORME DES MONASTÈRES (1). — Au commencement de l'an 1632, le cardinal de la Rochefoucauld, toujours appliqué à ce qui regardoit la gloire de Dieu, forma le dessein de demander au Pape un nouveau bref pour réformer ce qui restoit de monastères en France de l'ancienne observance. Il l'obtint du pape Urbain VIII, au mois de septembre de la même année et, peu après, le roi Louis XIII donna ses lettres patentes pour l'exécution du bref : ce prince étoit aussi porté pour la réformation des monastères que le cardinal lui même et il écrivit pour ce sujet beaucoup de lettres au Pape, de même qu'à son ambassadeur à Rome. En vertu de ce bref le cardinal commença par la réforme de l'abbaye de Saint-Denys comme il sera dit cy après.

LETTRE CIRCULAIRE DU P. TARISSE (2). — Cette même année, le P. Dom Grégoire Tarsisse, supérieur général, plein de l'esprit de son état, écrivit à tous les supérieurs de la Congrégation une grande lettre circulaire de 123 pages [322] d'impression où, après avoir exposé la bénédiction qu'il a plu à Dieu de donner à la Congrégation naissante et l'espérance qu'il y avoit de la voir encore fleurir davantage et l'étendre partout le royaume; après avoir déclaré qu'il a reconnu dans les supérieurs une inclination portée aux actions de vertu, au bien commun de la Congrégation et à l'avancement spirituel des âmes qui

(1) Dom Mège, *Annales* (ms. lat. 13860), p. 516. Le bref d'Urbain VIII, *Dilecte fili noster*, du 10 septembre 1632, portant confirmation des pouvoirs conférés au cardinal de la Rochefoucauld par le pape Grégoire XV, le 8 avril 1622, pour procéder à la réforme des Ordres de S. Augustin, de S. Benoît, de Cîteaux et de Cluny, fut revêtu, le 17 décembre, des lettres patentes du roi (Bibl. Nat.-L. d¹³ 10).

(2) Cette lettre circulaire porte le titre : *Avis aux RR. PP. supérieurs de la Congrégation de St-Maur* (Paris, 1632, in-12 de 123 p.).

sont sous leur obéissance et qu'il a sujet d'espérer un bon succès de leur travail, il les avertit que l'état florissant où il voioit la congrégation, sa grande réputation de l'estime qu'on en faisoit ne venoit ny des éclatantes prédications, ny de l'assiduité à entendre les confessions, ny du travail assidu à donner des ouvrages au public, mais de la bonne odeur de la vie, de l'éloignement du monde, de la solitude, de la dévote psalmodie dont on faisoit profession dans la congrégation et d'une certaine candeur que l'on remarquoit dans les religieux réformez. C'est pourquoi il les exhorte vivement à mener une vie intérieure et retirée, à s'éloigner des occupations qui regardent le temporel, à aimer la pauvreté et à souffrir avec joye la privation de beaucoup de choses nécessaires; il les exhorte surtout d'éviter les procès qui seroient capables de faire perdre à la Congrégation la bonne odeur qu'elle s'étoit acquise par le détachement et la simplicité de ses premiers Pères. Il ne veut pas qu'on en entreprenne, ou qu'on en soutienne aucun, pour des choses légères et sans avoir employé auparavant tous les moïens possibles pour les terminer à l'amiable : parce que, dit-il, il est bien difficile, quelque vertu qu'on ait, que la charité ne soit altérée et que selon saint Augustin à peine peut-on plaider sans offenser [323] Dieu; que les séculiers qui sont fort ardens à leurs intérêts se laissent aller à des médisances et à des calomnies; que la plupart des contestations étant avec des personnes puissantes elles pourroient se refroidir à l'égard de la Congrégation et lui retirer la protection dont elles l'ont honorée jusques à présent; qu'au reste, le moïen le plus certain pour conserver les biens temporels et mesme de les augmenter est d'édifier le public par la retraite et l'application aux devoirs de la vie religieuse; que l'on verra par expérience que la solitude est un puissant avocat qui plaidera auprès de Dieu en faveur de la Congrégation et forcera même les gens de bien de prendre en main ses intérêts contre la violence; que rien ne manquera pourvû qu'on soit fidèle à Dieu et que l'on marche simplement suivant l'esprit de saint Benoist et de ses premiers enfans qui, dans le vrai mépris des choses périssables et dans la poursuite des biens intérieurs, ont eu l'un et l'autre avec abondance, parce que, tandis qu'ils frapportoient à la porte du ciel par leurs ferventes prières, Dieu touchoit les cœurs des rois et des princes pour enrichir à l'envy leurs pauvres monastères des biens temporels. Enfin, après s'être fort étendu sur le détachement que doivent avoir les supérieurs et sur l'amour de la solitude, il les exhorte à avoir grand soin d'occuper utilement leurs religieux selon les talens que Dieu leur a donné, d'avoir une grande ouverture de

cœur à leur égard, de leur témoigner beaucoup de douceur, et de les consoler dans leurs peines, de les élever et de les former solidement dans la vie intérieure, l'oraison et la mortification, de leur procurer de saintes lectures qui fassent impression sur leur cœur et le déterminent [324] efficacement à la pratique des vertus religieuses. Il ajoute que ces saintes lectures pouvant leur servir à secourir l'Église dans ces derniers tems; que, pour peu que l'on considère les circonstances du tems auquel la Congrégation a commencé, tems auquel les esprits étoient si altérez, les mœurs si corrompues, l'église si agitée par les hérésies et que l'on fasse réflexion sur les heureux progrès de cette même Congrégation, malgré tous les obstacles imaginables, et sur la disposition que l'on voit presque partout à une réforme universelle, on sera forcé d'avouer qu'il est très probable que Dieu a suscité la Congrégation dans ce tems misérable pour contribuer à sa gloire. Ensuite, pour faire voir le grand bien qu'a produit la réforme, il représente l'état où étoient les monastères lorsqu'on y est entré : on en peut juger, dit-il, par les seules églises dont la pluspart étoient ruinées et toutes découvertes, où à peine trouvoit-on un quarreau de pavé ou une vitre entière, où les ornemens et paremens d'autel étoient tout en morceaux, les nappes à demy pourries, les calices et les burettes d'étain, le très Saint-Sacrement gardé bien souvent dans un simple tabernacle de bois mangé de vers et couvert de poussière. C'est dans ces maisons, dit-il, que la Congrégation a été appelée, qu'elle a rétabli le temple du Seigneur, renouvelé son culte, et rendu au grand sacrifice la décence et le respect qui luy sont deus. C'est cette bénédiction que Dieu a donnée à la réforme qui fait que les plus grands du royaume, les abbés commendataires, les religieux eux mêmes la demandent partout. [325]

CONDUITE DU P. TARISSE (1). — Ce que Dom Tарisse enseignoit aux autres sur ce grand détachement des biens temporels, il le pratiquoit lui même à la lettre. L'évêque de Périgueux, abbé de Noaillé (2), étant tombé malade et désespéré des médecins, on conseilla aux religieux de ce monastère de faire saisir le revenu de ce prélat pour les réparations auxquelles il étoit tenu et obligé par droit et par promesse, et de s'emparer des titres de l'abbaye dont il étoit saisi, de peur qu'a-

(1) Cf. Dom Mège, *Annales* (ms. lat. 13860), p. 323-325.

(2) François de Sigon de la Béraudière, nommé à l'abbaye de Nouaillé en 1612, à l'évêché de Périgueux en 1614, mort en 1646.

près sa mort ils ne fussent dissipés. Le R. P. leur écrivit de ne rien faire avant la mort du prélat et qu'ils eussent seulement soin de faire apposer le scellé pour la sûreté des titres. Il usa de la même modération à l'égard de l'évêque de Chartres, abbé de Bourgueil (1), qui avoit changé plusieurs articles au concordat au préjudice des réformés et qui, après avoir promis une somme d'argent pour réparer les lieux réguliers, ne se trouva pas en état de la fournir; le P. Tarrisé promit, à la sollicitation de M. Molé, qu'on ne lui demanderoit rien durant sa vie. Il en fut mal récompensé, car cette même année l'évêque de Chartres donna à des religieuses l'abbaye d'Arsisse (2) qui dépendoit de Tyron et qui avoit toujours été possédée par des religieux; et l'évêque de Périgueux, revenu en santé, intenta un procès à ses religieux qui le gagnèrent au grand conseil (3).

L'ABBAYE DE SAINT-AUGUSTIN DE LIMOGES RENDUE ÉLECTIVE (4). — Après la grâce que le roi avoit accordé en 1627, en transférant au chapitre général son droit de nomination à l'abbaye de Saint-Augustin de Limoges, il fallut obtenir une bulle du Pape, tant pour rendre l'abbaye élective, que pour unir les prieurez et les prévôtés à la manse conventuelle. On ne put l'obtenir qu'en achetant en Italie, au profit de la cour de Rome, un fonds qui tint lieu de *quindennium*, c'est à dire d'une année de revenu qui se devoit payer tous les quinze ans pour ces sortes de réunions. La bulle expédiée [326] le Sr Cordier (5),

(1) Léonor d'Etampes de Valançay, abbé de Bourgueil en 1605, évêque de Chartres en 1620, archevêque de Reims en 1642, mort en 1651. La *Gallia Christiana*, XIV, 666, dit de lui : « flagellum nuncupatur Burguliensis monasterii ».

(2) Com. de Brunelles, arr. Nogent-le-Rotrou. — Prieuré dépendant de Tiron, érigé en abbaye en 1225 tout en demeurant soumis à Tiron. C'est en 1630 que les deux moines qui y demeuraient furent remplacés par des bénédictins. Rien ne subsiste de ce monastère. — Cf. Arch. départ. Eure-et-Loir, série H., 82 art.; *Gallia Christiana*, VIII, 1302-1305; Dom Besse : *Abbayes et Prieurés*, I, p. 241-242; LALIZEL : *Abbaye royale d'Arsisses* (Chartres, in-8 de 60 p., extr. Arch. histor. du diocèse de Chartres III, 177-184).

(3) D'après Dom Mège, *Annales*, loc. cit., p. 525, il accusait les religieux d'avoir vendu un bois qui ne leur appartenait pas; il exigeait par ailleurs des immunités qui ne lui étoient pas dues et voulait les astreindre à construire un séminaire à Poitiers.

(4) Cf. Dom Mège, *Annales* (ms. lat. 13860), p. 526-528, remarque que la daterie faisoit opposition aux unions de ce genre parce qu'elles diminuaient d'autant les ressources abondantes qui lui venaient de la collation des bénéfices en France. C'est le cardinal Jean-François Bagni, nonce en France en 1627 et 1628, qui conseilla l'achat transactionnel en question.

(5) Il s'agit sans doute de Jean de Cordes (Cordesius), né à Limoges en 1570, chanoine de Limoges, auteur notamment d'une *Dissertation sur saint Martial de Limoges*; il mourut en 1642.

chanoine de Limoges, connu par les ouvrages qu'il a donné au public, forma opposition à sa fulmination; l'official de Limoges ne laissa pas de fulminer la bulle et le chanoine en ayant appelé comme d'abus au parlement, son opposition ne servit qu'à confirmer le droit de la Congrégation par un arrêt qui confirma la sentence de l'official.

LE PAPE ET LE ROI CONFIRMENT L'UNION DE SAINT-GERMAIN-DES-PREZ A LA CONGRÉGATION (1). LES BULLES D'ÉRECTION DE LA CONGRÉGATION SONT OMOLOGUÉS AU PARLEMENT DE BORDEAUX (2). — Cette même année 1632, le Pape confirma l'union de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prez à la Congrégation de Saint-Maur et le roi, dans son conseil privé, donna un arrêt sur le même sujet. Cet arrêt acheva de consterner les Casalistes qui ne purent se relever; quelques uns même d'entre eux pensèrent dès lors à unir leur Congrégation à celle de Saint-Maur; ils en vinrent faire la proposition au R. P. Tarisse qui les refusa. Dans le même tems, les bulles d'érection de la Congrégation furent omologués au parlement de Bordeaux.

PLUSIEURS MAISONS OFFERTES A LA CONGRÉGATION (3). — Plusieurs maisons demandèrent à être incorporées dans la Congrégation. L'abbé de Chambon (4), proche de Thouars, renouvela avec instances les propositions qu'il avoit faites à ce sujet, dès l'année 1627. Les religieux de Saint-Maixant (5), non seulement demandèrent la réforme, mais

(1) Dom Mège, *Annales* (ms. lat. 13860), p. 529-533.

(2) Dom Mège, *Annales*, ibid., p. 537.

(3) Dom Mège, *Annales*, ibid., p. 538.

(4) Com. Mauzé-Thouarsais, cant. Thouars, arr. Bressuire, Deux-Sèvres. — Fondée au début du XIII^e siècle, sous le vocable de Notre-Dame, cette abbaye faisait alors partie de la Congrégation des Exempts, et les pourparlers pour l'introduction des Mauristes n'aboutirent pas. Elle fut supprimée en 1776. — Cf. *Gallia Christiana*, II, 1297; DOM BESSE : *Abbayes et Prieurés*, III, p. 227-228; IMBERT : *Cartulaire de l'abbaye de Chambon* (Niort, 1876, in-8°); IMBERT : *L'abbaye de Notre-Dame de Chambon* (dans *Mémoires soc. statist. des Deux-Sèvres*, 1870, p. 384-390).

(5) Chef-l. cant., arr. Niort, Deux-Sèvres. — Fondée vers le milieu du V^e siècle par saint Agapit, dont le successeur fut saint Maixent mort vers 515, cette abbaye eut un rôle important sous les Carolingiens; restaurée après les invasions normandes, elle fut une des principales abbayes de la région. Les Mauristes en prirent possession en 1634. L'église est devenue paroissiale, et le monastère est affecté à une école militaire. — Cf. *Bibl. Nat. ms. lat.* 11814, 11818, 12684, 12756, 12779, 13818; *Bibl. Orléans*, ms. 314; *Bibl. Poitiers*, ms. 440-443; et coll. Dom Fonteneau, ms. 455 sq. (tomes XV, XVI, XXVII bis, XXXVIII, XXXIX, LXVI). *Gallia Christiana*, II, 1245-1263; DOM BESSE : *Abbayes et Prieurés*, III, p. 233-235; ALF. RICHARD : *Chartes et Documents pour servir à l'histoire de l'abbaye de Saint-Maixent* (dans *Archives histor. du Poitou*, XVI et XVIII).

ils menacèrent de se séculariser si l'on entroit au plustost dans leur monastère. M. le comte de Soissons offrit l'abbaye de Saint-Ouen (1). On écrivit aussi aux supérieurs pour celle de Saint-Victor de Marseille (3) et pour Saint-Pierre de Lagny (2). On parla aussy beaucoup d'introduire la Congrégation au collège de Marmoutier et M. de Horis, amy de la Congrégation, s'y employa de toutes ses forces; mais comme les supérieurs croioient qu'il étoit plus nécessaire d'établir solidement le bien dans les maisons qu'ils avoient réformés que de faire de nouvelles introductions, ils demandèrent du tems sur [327] toutes ces propositions et le collège resta soumis à l'abbaye de Marmoutier.

INTRODUCTION DE LEVIÈRES. — En 1624, lorsqu'on réforma le prieuré de Craon dépendant de l'abbaye de Vendôme, les anciens religieux de Levrières (4), autre prieuré de la même abbaye scitué dans la ville d'Angers, demandèrent d'être rapellé à l'abbaye où ils avoient fait profession, comme on avoit fait à l'égard de ceux de Craon, ou que l'on augmentât leurs pensions. On le fit, mais en 1629, ils demandèrent une nouvelle augmentation. Dom Placide de Sarcus, prieur de Vendôme, leur fit signifier, le 16 octobre de l'année suivante, qu'il vouloit remplir les places vacantes et qu'ils eussent à se disposer à aller où on les enverroient. Ils changèrent de ton et demandèrent à finir leurs jours à Angers, ce qui leur fut accordé; mais on leur envoya deux religieux pour faire le nombre de six. Peu après, ces deux religieux furent remplacés, à la sollicitation du procureur du roi, par quatre religieux de la Congrégation qui commencèrent à prendre la direction de l'office divin. Sur la fin du mois de juin suivant, on y en

(1) Voir *Histoire de la Congrég. St-Maur*, t. I, p. 226.

(2) L'un des plus anciens établissements monastiques des Gaules, l'abbaye de Saint-Victor de Marseille, qui groupa autour d'elle aux XI^e et XII^e siècles un assez grand nombre de maisons bénédictines, ne fit point partie de la Congrégation de Saint-Maur et fut sécularisée en 1751. L'église, qui seule subsiste, est devenue paroissiale. — Cf. Arch. départ. des Bouches-du-Rhône, série H. 1130 art.; pour la bibliographie, cf. Dom BESSE : *Abbayes et Prieurés*, t. II, 96-106. Aucune étude de quelque importance n'a été publiée depuis (1909) sur l'abbaye de Saint-Victor à Marseille.

(3) Chef-lieu de cant., arr. de Meaux, Seine-et-Marne. — Abbaye fondée vers 648, ravagée par les Normands et restaurée au X^e siècle, elle fut incorporée à la Congrégation de Saint-Maur en 1641. — Cf. DOM DU CHAUGY : *Histoire de l'abbaye royale de St-Pierre de Lagny*, ms. du grand Séminaire de Meaux. *Gallia Christiana*, VII, 490-507; instr. 29; Dom BESSE : *Abbayes et Prieurés*, t. I, p. 38-41; B. H. : *L'abbaye royale de Saint-Pierre de Lagny* dans *Rev. de Champagne et de Brie* (1876), I, 136-141; 193-196; 246-250; 283-288; 475-479; (1877) II, 58-63; 134-135; 194-197.

(4) Voir *Histoire de la Congr. de St-Maur*, t. I, p. 105, 108. Bibl. Nat. ms. lat. 12661, fol. 58-77.

ajouta 4 autres et alors ils commencèrent à dire les matines à deux heures et à suivre les autres exercices suivant l'usage de la Congrégation. Pour les faire subsister, les monastères de Jumièges, du Mont Saint-Michel, de Redon, de Tyron, de Pontlevoi et de Vendosme, avec plusieurs personnes de piété, donnèrent pendant plusieurs années des contributions. Malgré cette introduction, la diette provinciale, tenue à Saint-Serge en 1633, ne voulut pas la ratifier parce que le monastère n'étoit pas en état de porter douze religieux; mais elle fut approuvée au chapitre général, tenu à Vendôme cette même année.

SAINT-PIERRE-LE-MOUSTIER AU PUY OFFERT A LA CONGRÉGATION. — Le 27 du mois de juillet, l'abbé de Dué (1), au diocèse du Puy, écrivit au prieur du séminaire de Toulouse au nom de l'abbé [328] de Monestier Saint-Chaffre (2) pour lui témoigner le désir qu'il avoit de rétablir la discipline régulière dans le prieuré de Saint-Pierre-le-Moutier (3), situé dans la ville du Puy, et d'y mettre des religieux de la Congrégation; mais le prieuré étant de l'ordre de Cluny on ne put lui donner satisfaction.

Comme Dom Grégoire Tарisse étoit persuadé que la Congrégation étoit l'ouvrage de Dieu et qu'elle ne pouvoit se conserver et s'étendre que par le secours de sa grâce, il cherchoit partout des suffrages pour la mériter. C'est pourquoi il écrivit à Dom Juste, général des Chartreux (4), pour lui demander une mutuelle participation de prières et de bonnes œuvres entre les deux corps; ce général lui répondit par une belle et longue lettre très honorable à la Congrégation et lui accorda ce qu'il souhaitoit. Elle est datée de Chartreuse, du 9 septembre 1632, et se conserve dans les archives de la Congrégation (5), comme on conserve dans celle de la Chartreuse les lettres du chapitre général à ce sujet.

(1) Il s'agit sans doute de l'abbaye des Prémontrés de Doue (Doa), fondée vers 1138 (com. Saint-Germain-Laprade, cant. et arr. Le Puy). Cf. *Gallia Christiana*, II, 769-773.

(2) Le Monastier, chef-l. cant., arr. Le Puy. — Le Monastier-Saint-Chaffre, abbaye fondée dans la seconde moitié du VI^e siècle, fut au Moyen-Age un centre important d'influence clunisienne en Auvergne. L'église est devenue paroissiale et les bâtiments de l'abbaye sont occupée par des services publics. — Cf. bibliographie dans DOM BESSE : *Abbayes et Prieurés*, t. V, p. 158-159.

(3) L'abbaye Saint Pierre de la Tour, fondée en 993 par Guy II d'Anjou, devint dans la suite un prieuré dépendant de l'abbaye de Saint-Chaffre, tout en gardant son titre abbatial. — Cf. *Gallia Christiana*, II, 751; instr. 223-25; DOM BESSE : *Abbayes et Prieurés*, t. V, p. 158.

(4) Dom Juste Perrot, supérieur général de l'Ordre de 1631 à 1643. (Cf. LEBEVRE : *Saint Bruno et l'Ordre des Chartreux* (Paris, 1883, 2 vol. in-8), t. II, p. 118-119.)

(5) Dom Mège, *Annales* (ms. lat. 13860), p. 547-549, donne le texte de cette lettre.

ENREGISTREMENT DE LA BULLE D'URBAIN VIII (1). — La bulle du pape Urbain VIII qui confirmoit l'érection de la Congrégation n'étoit point encore homologuée au parlement, et il y avoit lieu de craindre qu'elle ne souffrit des difficultez à cause des grands privilèges qu'elle accordoit à la Congrégation. Les supérieurs eurent recours à Dieu et elle fut enregistrée le 21 mars 1633, jour de saint Benoist. M. le cardinal de Richelieu et le garde des sceaux (2) demandèrent eux mêmes cette grâce à la cour; M. le procureur général (3), M. l'abbé de Villenoce et M. Pinon, qui fut le rapporteur de l'affaire, donnèrent dans cette occasion des marques de leur attachement pour la Congrégation, de même que M. le premier président Lejay. M. le président de Lamoignon alla lui même aux Blancs Manteaux faire un compliment de félicitation et voulut [329] assister au *Te Deum* qui s'y chanta en actions de grâces; et lorsque le P. Tarris alla remercier M. le président de Mesmes (4), ce magistrat lui dit ces propres paroles: « Ce n'est pas à vous, mon Père, de nous remercier, c'est plutôt à nous et à toute la France de vous rendre grâces de toute la peine que vous prenez et de tous les travaux que vous endurez pour réformer l'ordre de Saint-Benoist dans le royaume. »

(1) Cf. Dom Mège, *Annales*, *ibid.*, p. 550. — La Bulle d'Urbain VIII avait déjà été enregistrée au Parlement de Toulouse, le 28 novembre 1631; de Bordeaux, le 3 mai 1632; elle le fut par la suite à Semur le 13 juillet 1637; à Rennes le 17 avril 1638; à Aix, le 16 décembre 1639; à Rouen, le 26 janvier 1640.

(2) Charles de l'Aubespine, marquis de Châteauneuf.

(3) Mathieu Molé était procureur général depuis 1612.

(4) Dom Mège, *Annales*, *loc. cit.*, attribue cette réponse au premier président Le Jay; il ajoute que le secrétaire Tillet ne voulut pas recevoir les honoraires d'usage.

CHAPITRE GÉNÉRAL (1). — Le 21 d'avril, on tint le chapitre général à Vendôme et Dom Grégoire Tarris y présida. On y élut définiteurs Dom Athanase de Mongin, Dom Colombain Regnier, Dom Gabriel Théroude, Dom Jean Harel, Dom Gérard des Alleux, Dom Placide de Sarcus, Dom Maur du Pont et Dom Ambroise Tabourier. Dom Grégoire Tarris y fut continué dans la charge de supérieur général et on lui donna pour assistans Dom Cyprien Leclerc et Dom Maur Dupont. Les visiteurs furent Dom Colombain Regnier pour la province de France, Dom Gérard des Alleux pour celle d'Aquitaine et Dom Placide de Sarcus pour celle de Bretagne (2). On y examina de nouveau les constitutions qui avoient été proposées au chapitre précédent (3); on chargea des religieux pour dresser un cérémonial et on fit des petites règles pour les principaux officiers de la Congrégation (4). L'archevêque d'Arles (5) y écrivit des lettres très pressantes pour demander la réforme

(1) Cf. Dom Mège, *Annales* (ms. lat. 13860), p. 551-553; Arch. Nat. L. 814, n° 6; LL. 991, fol. 63-67; Bibl. Nat. ms. fr. 24151, fol. 45-46.

(2) Dans ce Chapitre, où Dom Jean Harel remplit les fonctions de secrétaire, Dom Placide Le Simon fut continué dans ses fonctions de procureur général à Rome, et Dom Bernard Jévardac dans celles de procureur de la Congrégation en France.

(3) Les ordonnances du Chapitre général de 1630 corrigées et confirmées par celui de 1633 sont au nombre de 28 (Arch. Nat. L. 814, n° 6, et LL. 991, fol. 63-67); la plupart ont trait à la tenue du Chapitre général, des diètes, au mode de gouvernement de la Congrégation.

(4) Ce chapitre promulgua aussi 29 constitutions nouvelles parmi lesquelles il est intéressant de noter les suivantes. La 5^e porte à neuf le nombre des définiteurs au Chapitre général. Dans la 11^e, il est spécifié que le Chapitre général approuve le cérémonial monastique composé et corrigé avec son autorisation; le procureur de la Congrégation est chargé de le faire imprimer et de l'envoyer aux monastères qui devront aussitôt que possible le mettre en pratique sans modifications. La 23^e décide qu'on recevra désormais dans la Congrégation des frères convers « qui professionem solemnem et absolutam emittent ». Seront de même reçus à émettre cette profession ceux qui portaient précédemment le nom de commis, et on les appellera dorénavant du même nom de convers. Le 29^e article comporte une protestation du Chapitre général contre la juridiction des évêques sur les monastères et contre toute atteinte aux privilèges de la Congrégation.

Dans ce chapitre on promulgua aussi des « Advis aux Supérieurs » au nombre de 70. (Cf. Arch. Nat. L. 814, 2^e dossier, n° 5; Bibl. Nat. ms. fr. 24151, fol. 45-46).

Il y a lieu de signaler aussi, à propos de l'article 23 concernant la profession des frères convers, la réponses aux consultations sans doute transmises au procureur général de la Congrégation à Rome et dont on trouve la teneur dans le ms. lat. 12789, fol. 31^{re}, 42 et 76 : « responsio ad dubia circa fratres conversos. » Par ailleurs, Dom Mège, *Annales* (ms. lat. 13860), p. 606-621, consacre toute une dissertation comprenant treize paragraphes à cette question : « De statu conversorum. »

(5) Jean Jaubert de Barrault de Blagnac, transféré en 1630 du siège de Bazas à l'archevêché d'Arles où il mourut en 1643.

de Mont Majour (1); l'abbé de Saint-Jacut (2) y vint lui même offrir son abbaye, et celluy de Monestier Saint-Chaffre pressait pour que l'on entrât dans son monastère; mais les supérieurs avoient alors sur les bras une affaire de bien plus grande conséquence qui fit remettre toutes ces offres à un autre tems. C'étoit [330] la réforme de l'illustre abbaye de Saint-Denys en France (3), dépositaire du corps de ce glorieux apôtre de la France et le lieu de la sépulture de nos rois.

(1) Située dans les environs de la ville d'Arles, l'abbaye de Montmajour, dont la fondation remonte au milieu du X^e siècle, fut, à la fin du XI^e siècle, soumise à Saint Victor de Marseille, puis devint, à son tour, le centre d'un groupement de monastères dépendants; occupée par les Antonins en 1488, elle fut rendue en 1494 aux Bénédictins. La réforme de la Congrégation de Saint-Maur y fut introduite en 1639. La mense abbatiale fut unie en 1786 à l'archevêché d'Arles. L'église subsiste encore ainsi que le cloître; pillés pendant la Révolution, les bâtiments des XVII^e et XVIII^e siècles surtout ont beaucoup souffert et sont en partie détruits. — Cf. Arch. départ. des Bouches-du-Rhône, série H, 114 registres et 309 liasses; Bibl. Nat. ms. lat. 12685, fol. 244-384 et 399-414; 12686, fol. 1-302; 13915; Bibl. d'Arles, ms. 162-165, 525, 526, 528, 589, 734, 793; *Gallia Christiana*, I, 603-619; instrum. 103-104; Dom BESSE : *Abbayes et Prieurés*, t. II, p. 82-85; MARIN DE CARRANRAIS : *L'abbaye de Montmajour, étude historique d'après les manuscrits de Dom Chantelou et autres documents inédits* (dans *Revue de Marseille et de Provence*, t. XXII et XXIII, passim 1876-1877.); Du ROURE : *Histoire de Montmajour d'après Dom Chantelou, avec documents inédits* (*Revue historique de Provence*, 1890-1891); F. BENOIT : *L'abbaye de Montmajour. Les Origines et la réforme de Saint-Maur* (dans *Mémoires de l'Institut histor. de Provence*, 1927); F. BENOIT : *L'abbaye de Montmajour* (Paris, Laurens, 1928, in-8 de 96 p.)

(2) Voir *Histoire de la Congrég. de St-Maur*, t. I, p. 249, note 7. L'abbé en était, depuis l'année 1615, Pierre de Francheville, chanoine de Saint-Brieuc. Les Mauristes n'y entrèrent qu'en 1647.

(3) L'abbaye de Saint-Denis, dont la fondation, sur un emplacement où il semble qu'existait antérieurement un groupement monastique, remonte à Dagobert I^{er} (vers 623-628), devint bientôt un des plus célèbres, des plus riches, des plus influents monastères de France. Pépin le Bref fit construire une nouvelle basilique; achevée sous Charlemagne, elle fut agrandie par l'abbé Suger. Vers 1131, saint Louis et Blanche de Castille la firent reconstruire telle qu'elle existe de nos jours; elle devint dès lors la nécropole des rois de France. L'abbaye, après avoir fait partie pendant quelque temps de la Congrégation des Exempts, devint en 1607 le centre d'un groupement de monastères connu sous le nom de Congrégation de Saint-Denis, puis elle fut agrégée en 1633 à la Congrégation de Saint-Maur. Depuis la Révolution, la basilique est devenue paroissiale et le monastère est occupé par un pensionnat de jeunes filles dépendant de la Légion d'honneur. — Le fonds d'archives de l'abbaye de Saint-Denis est considérable aux Archives Nationales, série K, L. et LL., aux Arch. municipales de Saint-Denis, aux Arch. départ. de la Seine de l'Aisne, de l'Oise, de Seine-et-Oise, de Seine-et-Marne, série H. Signalons aux Arch. Nat., LL. 1189, l'inventaire manuscrit des chartes de l'abbaye de St-Denis-en-France..., commencé en 1688, par Dom François Thomas. — Parmi les ouvrages généraux, il y a lieu d'indiquer Dom JACQUES DOUBLET : *Histoire de l'abbaye de Saint-Denis-en-France...* (Paris, 1625, 2 vol. in-4); Dom MICHEL FÉLIBIEN : *Histoire de l'abbaye royale de St-Denys en France...* (Paris, 1705, in-fol.); FÉLICIE D'AYSAC : *Histoire de l'abbaye de Saint-Denis-en-France*. (Paris, 1860-1861, 2 vol. in-8). Pour la liste des abbés, voir *Gallia Christiana*, VII,

RÉFORME DE L'ABBAYE DE SAINT-DENYS EN FRANCE (1). — Cette réforme fut une œuvre éclatante de la main de Dieu et, soit que l'on considère l'indifférence de l'abbé et des ministres là dessus, soit que l'on fasse attention à l'extrême opposition des religieux, la plupart alliés à des seigneurs de la cour et aux principaux membres du parlement, l'exécution de cette entreprise paroisoit entièrement impossible. Dieu se servit pour faire éclater la toute puissance de son bras du ministère du cardinal de la Rochefoucauld, plus éminent encore par ses vertus et sa piété que par sa pourpre, et sa dignité. Dès l'an 1622, il avoit obtenu du pape Grégoire XV, à l'instance du roi Louis XIII, un bref en forme de commission apostolique (2) pour réformer en France les monastères de l'ordre de Saint-Augustin, de Saint-Benoist, de Cîteaux et de Cluny, et Sa Majesté lui avoit donné des lettres patentes (3) pour l'exécution de ce bref, se réservant à sa personne la connoissance des appels comme d'abus qui pourroient être faits des jugemens du cardinal. Il fit en conséquence des choses grandes et admirables pour le rétablissement de l'observance régulière durant les six années de sa commission. Mais, soit qu'il trouvât la chose trop difficile, ou par d'autres motifs, il n'avoit osé rien entreprendre sur l'abbaye de Saint-Denys; il s'étoit seulement contenté, en 1623, de faire deffences au grand prieur de recevoir aucun novice à la profession sans son consentement, deffence [334] à laquelle le prieur et le religieux n'eurent aucun égard.

332-416; pour la bibliographie, cf. DOM BESSE : *Abbayes et Prieurés*, t. I, p. 21-36. On peut ajouter du point de vue archéologique P. VITRY ET G. BRIÈRE : *L'église abbatiale de Saint-Denis et ses tombeaux* (Paris, 1925, in-12).

(1) Dom Mège, *Annales* (ms. lat. 13860), p. 553-599. Bibl. Nat. ms. lat. 12668, fol. 55-267^{vo}; 12778, fol. 5 sq.; 13817, fol. 93 sq. DOM FÉLIBIEN : *Histoire de l'abbaye royale de St-Denis*, p. 456 sq.; G. DE LA ROCHEFOUCAULD : *Le Cardinal François de la Rochefoucauld*, p. 325 sq. Signalons, en outre, le mémoire intitulé : « Union de l'abbaye de St-Denis en France à la Congrégation de St-Maur et introduction des religieux réformés de ladite Congrégation en ladite abbaye, par le cardinal DE LA ROCHEFOUCAULD. Ensemble l'arrêt donné par le roi en son conseil, confirmatif de tout ce qui a été fait par ledit seigneur cardinal. » S.l.n.d. in-4^e, et 1634 et 1635, in-8^e.

(2) On en trouvera le texte latin dans *Gallia Christiana*, VII, instrum. 168-169, ainsi qu'une traduction française dans DOM GERVAISE : *Histoire de la réforme de Cîteaux*, p. 97-99. Cf. aussi, Bibl. Nat. Ld¹³ 3^e; Bibl. Ste-Geneviève, ms. 3240, fol. 2.

(3) Cf. Bibl. Nat., L d¹³ 3^e; Bibl. Ste-Geneviève, ms. 3240, fol. 6. En date du 15 juillet 1622, ces lettres patentes de Louis XIII, données à Carcassonne, ont été publiées par DOM DENIS : *Le cardinal de Richelieu*, p. 398-401.

NOUVELLE COMMISSION DU PAPE AU CARDINAL DE LA ROCHEFOUCAULD. — Cependant, il avoit toujours à cœur la réforme de cette abbaye et se reprochoit à lui même de n'avoir pas fait plus d'efforts pour l'y introduire. L'esprit de Dieu qui possédoit son cœur lui inspira le dessein de demander au pape Urbain VIII un nouveau bref pour trois ans. Il lui fut expédié le 10 septembre 1632 et il fut suivi des lettres patentes que le roi lui accorda le 17 septembre (1). Aussitôt il résolut de commencer par l'abbaye de Saint-Denys et, pour ne pas être traversé dans cette entreprise, il crut devoir en communiquer avec les principaux ministres et surtout avec le cardinal de Richelieu, auquel il envoya son secrétaire pour lui en donner avis et avoir son approbation. La réponse de ce ministre qui regardoit la chose comme impossible ne fut qu'une raillerie (2). Ce ne fut pas la seule que le pieux cardinal eut à essuyer : on regardoit ce projet comme une entreprise folle et téméraire; c'étoit le sujet des entretiens de la cour et toujours au désavantage du cardinal. Un jour quelqu'un lui aiant dit : « Comment, « Monsieur, on dit que vous voulez réformer les religieux de Saint-Denys ? » « Je m'en donnerai bien de garde, répondit il, mais j'espère « bien réformer l'abbaye et faire en sorte que Dieu y soit servy. »

Sur les bruits qui se répandirent du dessein du cardinal de la Rochefoucauld, les religieux de Saint-Denys s'assemblèrent en chapitre et convinrent entre eux qu'il valloit mieux se séculariser tout à fait que de souffrir qu'on les contraignît d'accepter la réforme. Ils ne se contentèrent pas de se proposer cet étrange [332] moien; ils députèrent, le 20 de février 1633, quatre des principaux avec le grand prieur pour en porter la parole à l'archevêque de Reims, leur abbé (3), et le supplier, au nom de tous, de les favoriser dans leur projet de sécularisation. Il y a apparence que l'abbé, qui étoit encore jeune, les flatta

(1) Cf. Bibl. Nat. L d¹⁹ 10*. Par ce bref, qui fut revêtu des lettres patentes le 17 décembre, le Cardinal de la Rochefoucauld étoit chargé de visiter et réformer les maisons des Ordres de Saint-Benoît et de Cîteaux « cum facultate etiam religiosos hujusmodi de uno ad alium locum transferendi »; le Pape lui déléguait tous pouvoirs « citra tamen beneficiorum status mutationem ».

(2) Sur l'entrevue de Jean Desbois, secrétaire du Cardinal de la Rochefoucauld, avec Richelieu, Cf. Bibl. Ste-Geneviève, ms. 3240, fol. 524-526.

(3) Henri II de Lorraine, duc de Guise (1614-1664), quatrième fils de Charles de Lorraine, étoit abbé de Saint-Denis depuis 1623; nommé archevêque de Reims en 1629 bien que non dans les ordres, il en garda le titre jusqu'en 1641. A cette date, il quitta la carrière ecclésiastique. Il mourut en 1664.

de quelque espérance; car, à leur retour de Reims, les mêmes furent députés de nouveau par le chapitre, le six de mars, vers la duchesse de Guise (1) pour lui faire entendre les intentions du prince, son fils, leur abbé, sur la sécularisation qu'ils avoient proposée, afin qu'elle en facilitât l'exécution.

Le cardinal écrivit de son côté à l'abbé de Saint-Denys pour le prévenir sur le dessein qu'il avoit et, quoiqu'il n'en reçut qu'une réponse générale, il ne laissa pas de continuer d'agir. Il avoit une si grande confiance en Dieu qu'il ne doutoit point du succès de son entreprise et, comme si l'affaire eut été déjà faite, il fit avertir les supérieurs de la Congrégation de le venir trouver, leur déclara son dessein et leur dit de se tenir prêts pour entrer à Saint-Denys. Ils lui témoignèrent leur reconnaissance et lui répondirent qu'il les trouveroit toujours disposés à lui obéir si c'étoit la volonté de Dieu; mais ils le prièrent en même temps de souffrir qu'ils lui déclarassent la crainte dans laquelle ils étoient que si cette entreprise ne réussissoit pas, elle ne fut très nuisible à la Congrégation. « Ne craignés pas, mes Pères, » dit le cardinal, c'est icy l'ouvrage de Dieu et que peuvent les hommes « contre la toute puissance? » Il avertit en même tems M. Molé, procureur général [333], de lui prêter la main. Ce grand magistrat fut charmé de l'entreprise, l'approuva et la loua aussi bien que l'abbé de Villenoce; mais ils l'avertirent d'agir avec beaucoup de circonspection et de prudence. Dom Michel Baudry, aiant sçu ce qui se passoit, ne put contenir sa joie; il alla voir le cardinal, le remercia de l'attention qu'il avoit à procurer le rétablissement de l'ordre de Saint-Benoist et lui dit qu'il prioit Dieu pour l'heureux succès de son entreprise. Le cardinal, surpris de voir qu'un ancien moine qui n'étoit pas réformé lui parlât de la sorte, lui demanda quel intérêt il prenoit à cette affaire, lui qui n'étoit pas religieux de la Congrégation de Saint-Maur. « Je ne le suis pas d'habit, répondit le Père Baudry, mais je le suis de « cœur et dans toutes les occasions que je puis leur rendre service je « m'y donne entièrement. Grâce à Dieu, dit le cardinal, ceux qui ne « sont pas avec nous sont pour nous. » Il fit prier en même tems l'archevêque d'Arles (2) de se joindre à lui; ce prélat promit de seconder

(1) Henriette-Catherine, duchesse de Joyeuse, morte en 1656; elle avait épousé Charles IV de Lorraine duc de Guise († 1640).

(2) Jean Jaubert de Barrault de Blaignac qui avait introduit les Mauristes dans son abbaye de Solignac (Cf. *Hist. de la Congr. de St-Maur*, t. I, p. 71 sq.). Il était évêque d'Arles depuis 1730.

le cardinal, mais une maladie qui lui survint l'empêcha d'agir : Dieu avoit réservé la grâce de succe^z au seul cardinal de la Rochefoucauld.

ASSEMBLÉE CHEZ LE CARDINAL DE LA ROCHEFOUCAULD (1). — Cet illustre prélat ne voulut point perdre de tems : il fit une assemblée dans son hôtel abbatial de Sainte-Geneviève où se trouvèrent les évêques de Senlis, et d'Auxerre (2), tous deux conseillers du roi dans ses conseils, Nicolas le Fave sieur de Lezeau (3) et François de Verthamont, conseillers du roy et maîtres des requêtes ordinaires de son hôtel, députez par lettres patentes [334] de Sa Majesté, pour assister le cardinal de commissaire apostolique, Dom Jacques Mercier (4), abbé de Saint-Vincent du Mans, et Dom Claude Cotton, ci devant prieur de Saint-Germain des Prez, comme Pères de l'ordre, par le conseil desquels le cardinal vouloit travailler, le Père Eustache de Saint-Paul, feuillant (5), Dominique Rey dominicain, Séraphin de Saint-François carme déchaussé, Jacques de Bolduc capucin, Nicolas Caussin et Jean Ragon jésuites comme nommés d'office (6) : lesquels furent tous d'avis qu'on devoit aussi y appeler les religieux de Saint-Denys pour y être interrogez sur l'observance de la règle. Ils furent citez pour s'y trouver le 1^{er} jour de mars, mais il fallut plus d'une sommation pour les faire venir; ils ne comparurent que le 29 d'avril par députés qui furent Dom Firmin *Pingré* (a) grand prieur, Dom Baltazar de Bragelone sous-prieur, Dom Charles Rouiller chantre, Dom *Séverin* (b) Colletet pannetier et Dom Florent Bréart sous infirmier. Le cardinal leur fit d'abord entendre la lecture du bref de sa Sainteté, des lettres

(a) Mis par F au lieu de [d'Ingré]. — (b) Mis par F au lieu de [Cellerin].

(1) Cf. Bibl. Ste-Geneviève, ms. 3240, fol. 526-529.

(2) L'évêque de Senlis étoit alors Nicolas Sanguin (1622 à 1653); celui d'Auxerre étoit Dominique Segulier (1632 à 1637).

(3) Plus exactement Nicolas Le Fèvre, sieur de Lézeau.

(4) Il étoit abbé depuis 1628. C'est lui que nous verrons en 1632 travailler à l'introduction des Mauristes dans son abbaye.

(5) Dom Eustache de Saint-Paul, dont nous avons déjà parlé, étoit alors premier assistant du général des Feuillants.

(6) Jean-Dominique Rey étoit prieur du couvent des Frères Prêcheurs du Faubourg Saint-Honoré. Le P. Séraphin de Saint-François, maître des novices du couvent des Carmes déchaussés de Paris. (Cf. DOM FÉLIBIEN : *Histoire de l'abbaye royale de Saint-Denys*... Pièces justificatives, n° 215.)

patentes du roi et de la lettre de leur abbé. Il leur fit ensuite quelques questions sur leur manière de vivre. Ils avouèrent de bonne foi qu'ils ne gardoient point la règle, qu'ils ne vivoient point en commun, que chacun touchoit par ses mains des pensions et d'autres revenus dont ils dispoient suivant leur volonté, qu'ils demeuroient seuls ou deux ou trois ensemble dans des maisons séparées du cloître et du dortoir quoique renfermées dans l'enclos de l'abbaye. Pour ce qui est de l'obéissance ils ne purent désavouer les différens civils et criminels qu'ils n'avoient que trop souvent les uns contre les autres, lesquels se terminoient rarement dans la clôture à cause du peu d'autorité qu'avoit sur eux le grand prieur. Enfin ils tombèrent d'accord que l'observance régulière n'étoit point dans leur monastère, qu'aucun des religieux qui y étoient l'avoit vû pratiquer, mais qu'il pouvoit s'en trouver à l'avenir qui s'y soumettroient. Après cette déclaration les avis furent donnés séparément [335] par écrit et toute l'assemblée convint de la nécessité d'établir la réforme à Saint-Denys. Enfin le cardinal fit sçavoir aux religieux de l'abbaye le dessein qu'il avoit de se transporter sur les lieux pour y faire la visite (1).

Cependant les commissaires de Sa Majesté considérant que jamais les religieux de la Congrégation de Saint-Maur n'avoient fait d'introduction dans les monastères qu'après y avoir été appelez, ou par l'abbé, ou par la plus grande partie des anciens religieux; que dans l'occasion présente, ny l'abbé, ny les moines ne la demandoient; que plusieurs des religieux de Saint-Denys avoient des parents et des amis puissans à la cour et au parlement qui ne manqueroient pas d'agir pour rompre le coup; qu'il n'étoit point fait mention de l'abbé dans le bref, quoiqu'on eut deu naturellement l'appeller et le joindre dans la commission; ils représentèrent qu'il étoit du moins à propos d'en parler à la duchesse de Guise, dont la piété et le zèle faisoient espérer qu'elle disposeroit l'esprit du prince, son fils, à seconder une si belle entreprise, comme elle avoit desià fait à l'égard de l'abbaye de Saint-Remy de Reims. Ils n'ouvrirent cet avis que pour assurer davantage leur procédure, ou pour prendre occasion de la rompre, plutost que d'en voir un mauvais succez. Le cardinal y consentit par complaisance, car il n'attendoit rien de ce côté là, mais seulement de Dieu. Il députa les sieurs de Lezeau et de Verthamont pour aller trouver la princesse. Elle les reçut avec beaucoup de politesse, mais elle

(1) Cf. Bibl. Ste-Geneviève, ms. 3240, fol. 526-529. DOM FÉLIBIEN, *op. cit.*, p. 457-458.

ne leur donna point d'autre réponse sinon que M. son fils, ny elle, n'y apporteroient aucun empêchement (1). Le cardinal avoit desjà dressé quelques articles d'un concordat que le conseil de la maison de Guise approuva, pourvû que M. le cardinal les insérât dans la sentence qu'il prononceroit après la visite de Saint-Denys : condition qu'ils mirent parce qu'ils ne croioient pas que le cardinal [336] osât entreprendre cette visite, ou dans la persuasion que s'il étoit assés hardy pour l'entreprendre, il seroit rejetté honteusement et peut être avec violence de la part des religieux.

Le cardinal aiant pris la résolution de faire la visite de Saint-Denys, communiqua son dessein au roi qui l'approuva et lui fit expédier des lettres aux religieux de Saint-Denys, par lesquelles il leur ordonnoit de le recevoir avec honneur, aussi bien que les commissaires (2). Le cardinal, muni de ces lettres, se transporta à Saint-Denys, le 16 juillet 1633, accompagné des commissaires, du P. abbé de Saint-Vincent et du P. Cotton. Ils entrèrent par l'église, où ils trouvèrent les religieux rangez en haye résolus à en disputer l'entrée. Pour arrêter le cardinal, ils lui présentèrent une bulle qui déffend à tout légat, à moins qu'il ne soit légat *a latere*, de faire la visite à Saint-Denys. Le cardinal leur répondit qu'il ne prétendoit pas toucher à leurs privilèges, qu'il venoit seulement exécuter les ordres du Pape, du roi et de leur abbé; à quoi ils n'eurent rien à opposer. Il entra ensuite dans le chœur, y fit sa prière et de là, étant descendu au chapitre avec les commissaires et tous les religieux, il leur fit un discours fort pathétique sur le sujet présent, lequel étant fini, il fit lire son bref, les lettres du roi et celles de leur abbé et procéda ensuite aux actes de la visite pendant trois jours. Il logea avec les commissaires dans l'abbaye, écouta tous les religieux en particulier, visita l'église, le trésor et tous les lieux reguliers.

Le grand prieur, mécontent de quelques uns de ses religieux, étoit allé à Amiens et fut bientost instruit de ce qui se passoit. Il crut d'abord que c'étoit une chose faite exprès pour lui causer du chagrin; mais enfin, assuré de la vérité du fait, il pensa que cette affaire se

(1) Cf. Bibl. Ste-Geneviève, ms. 3240, fol. 539; Dom FÉLIBIEN, *op. cit.*, p. 458.

(2) Lettres patentes en date du 12 juillet autorisant la visite de l'abbaye. (Cf. Bibl. Ste-Geneviève, ms. 3240, fol. 508.) Notons que, dans tout ce récit de l'introduction de la réforme à Saint-Denis, Dom Martène n'a fait que suivre, à peu de chose près, Dom Félibien qu'ont reproduit d'ailleurs F. ROUSSEAU : *Dom Grégoire Tarrisse*, p. 49 sq. et G. DE LA ROCHEFOUCAULD : *Le Cardinal de la Rochefoucauld*, p. 325 sq.

détruiroit d'elle même, et que si elle avoit à être exécutée, [337] il aimoit mieux que ce fut pendant son absence pour ne pas essuyer beaucoup de déplaisir auxquels sa place l'exposoit; ce qui fit croire aux religieux qu'il s'entendoit avec le cardinal. Ainsi le chef et les membres divisés contribuoient sans y penser à l'exécution de l'entreprise.

Pendant que ceci se passoit à Saint-Denys, Dom Grégoire Tarrisse, supérieur général de la Congrégation, ne voulant rien faire sans l'agrément du cardinal de Richelieu, envia Dom Bernard Jevardac (1), procureur syndic, vers son Eminence, qui étoit pour lors à Royaumont (2) avec le cardinal de la Valette (3), pour le saluer de sa part et l'informer en même temps du dessein qu'avoit le cardinal de la Rochefoucauld d'établir la congrégation à Saint-Denys, à quoi il ne vouloit point entendre sans avoir auparavant son consentement et ses ordres. Le cardinal reçut fort obligeamment les civilités du P. Tarrisse et répondit à Dom Jevardac : « Dites à votre Père général que je le remercie de « l'honneur qu'il me fait et qu'il suive les ordres de M. le cardinal de « la Rochefoucauld. » Lorsque le cardinal de Richelieu s'en retourna de Roiaumont à Paris, il passa le long des murs de Saint-Denys; aussitôt le cardinal commissaire dépêcha M. de Champdenier, son neveu, pour lui aller faire ses compliments et l'instruire de ce qu'il faisoit. Le cardinal de Richelieu lui renvoya sur le champ le s^r de Graves, son écuyer, pour le remercier de sa civilité : ce n'étoit qu'une politesse de part et d'autre, mais elle produisit un grand bien en donnant lieu de croire que les deux Eminences agissoient de concert (4).

(1) Dom Pierre Bernard Jevardac, originaire du Dorat, fit profession à Saint-Augustin de Limoges en 1617. On le trouve administrateur de Solignac en 1622, supérieur du Collège de Cluny en 1625, procureur de la Congrégation à Paris en 1628 et 1633 : prieur du Mont Saint-Michel en 1636 et 1639, de Sainte-Croix de Bordeaux en 1642, de Saint-Fiacre-en-Brie en 1645. Il mourut le 4 mars 1651 à l'abbaye de Saint-Denis. Voir sa notice à cette date. — Cf. *Vie des Justes*, t. I, p. 69-75; Dom U. BERLIÈRE : *Nouveau Supplément...*, p. 296.

(2) Royaumont, com. d'Asnières, Seine-et-Oise. Là se trouvait une abbaye cistercienne, fondée en 1228, dont Henri d'Escoubleau, archevêque de Bordeaux et familier du Cardinal de Richelieu qui l'employait à des affaires très diverses, était alors abbé commendataire.

(3) Louis de Nogaret de la Valette, né en 1592, archevêque de Toulouse de 1614 à 1627, nommé cardinal en 1621, mort en 1639. Fut un des serviteurs les plus dévoués de la fortune de Richelieu.

(4) Ce changement d'attitude de Richelieu était dû à la volonté formelle du roi qui avait déclaré se refuser à être inhumé à Saint-Denis si les religieux n'étaient pas réformés. (Cf. F. ROUSSEAU : *Dom Grégoire Tarrisse...*, p. 50).

La visite étant achevée, le cardinal retourna à Paris où il conclut à introduire la réforme à Saint-Denys et dressa sa sentence, en date du 21 juillet (1), d'une manière très équitable et pleine de modération. Il s'attendoit, [338] après cela, d'avoir un arrêt du conseil pour l'exécuter, mais M. Séguier, garde des sceaux (2), ne voulut point le donner sans l'agrément du cardinal de Richelieu auquel, écrivant de quatre affaires dont celle ci en étoit une, il ne reçut de réponse que sur les trois autres (3). Ce retardement fit regarder la chose comme échouée : les commissaires ne firent point de difficulté de dire qu'il n'en falloit plus parler; il y eut même un appel comme d'abus de procédures du cardinal, scellé à la petite chancellerie par un maître des requêtes, père d'un religieux, mais il ne fut pas poursuivi. Enfin, lorsque tout sembloit désespéré, le cardinal de la Rochefoucauld, comme s'il eut été inspiré de Dieu, résolut tout à coup d'aller sur les lieux avec sa seule sentence dont il étoit très facile d'empêcher l'exécution, soit par un arrêt de deffences, soit en fermant les portes de l'église et des autres lieux réguliers que le cardinal n'auroit pas osé faire rompre.

Le 1^{er} jour du mois d'aoust, il fit avertir le P. Tarris de se trouver le lendemain à Saint-Denys pour en prendre possession; lui même s'y transporta dès le matin, accompagné des évêques de Senlis et d'Auxerre, des deux commissaires, de l'abbé de Saint-Vincent et du P. Cotton. Après avoir fait sa prière à l'église, il assembla tous les religieux dans la salle du prieur qui étoit revenu d'Amiens. Là, revêtu des habits de sa dignité, il leur dit « que les églises et les monastères
« n'appartenoient pas aux hommes mais à Dieu; qu'on devoit les rem-
« plir de personnes qui s'acquittassent de leurs devoirs conformément
« à leur institution; que les anciens religieux, au lieu d'être fâchés
« d'avoir de bons successeurs, devoient plutost [339] s'en réjouir et
« les souhaiter; qu'en contribuant à ce bien par leur consentement,

(1) Cf. Bibl. Ste-Geneviève, ms. 3240, fol. 504 sq. Cette ordonnance a été reproduite par Dom FÉLIBIEN, *op. cit.*, pièces justificatives n° 215, p. CXLII-CXLV.

(2) Pierre Séguier, comte de Gien, puis duc de Villemor, venait de succéder le 28 février 1633 à Charles de l'Aubespine, marquis de Châteauneuf, disgracié le 25 février. Garde des sceaux en 1633, Séguier devint chancelier le 19 décembre 1635 jusqu'au 1^{er} mars 1650, puis à nouveau du 15 avril au 7 septembre 1651, et enfin du 4 janvier 1656 à sa mort le 28 janvier 1672.

(3) L'arrêt du conseil d'état confirmant l'ordonnance de réforme du cardinal de La Rochefoucauld en date du 21 juillet 1633, ne fut rendu que le 26 septembre suivant. (Bibl. Ste-Geneviève, ms. 3240, fol. 511^{re}). Elle a été reproduite de même par Dom FÉLIBIEN, *loc. cit.*, p. CXLV-CXLVIII.

« c'étoit le moien de diminuer les fautes qu'ils avoient commises de leur temps; que d'ailleurs l'introduction de la réforme ne leur apporteroit aucun préjudice, puisqu'on leur assigneroit à tous des pensions convenables et qu'ils resteroient dans leur maison comme auparavant. » Le cardinal joignit à cela plusieurs raisons solides avec une force soutenue de son éloquence accoutumée et du grand zèle qui l'animoit. Après qu'il eut achevé de parler il fit lire sa sentence. Pour lors, le grand prieur se leva et déclara qu'il ne s'opposoit point à la réforme, mais qu'il prioit qu'on lui conservât son titre de grand prieur avec les honneurs annexés à cet office et on le lui accorda; les autres officiers se comportèrent de même et obtinrent ce qu'ils demandoient. Ensuite, le cardinal se leva pour aller à l'église et ordonna qu'on fit venir le supérieur général des bénédictins réformez qui s'étoit rendu par son ordre au prieuré de l'Estrée (1), à la tête de 33 de ses religieux. Comme le cardinal entroit à l'église par la porte du cloître, le sous prieur et quelques autres lui déclarèrent qu'ils s'opposoient à ce qu'il alloit faire. Ils avoient fait venir exprès un notaire apostolique pour en prendre acte; les commissaires en furent si choqués qu'ils voulurent le mettre en prison et lui firent deffenses de passer aucun acte, attendu qu'il n'appartenoit pas à un notaire d'instrumenter en présence des commissaires du roi; mais ils dirent que si les religieux vouloient faire quelque acte d'opposition ils étoient prêts de le recevoir et de le leur délivrer. Ce discours épouvanta le notaire et les religieux qui n'osèrent rien faire [340].

Le Père Tarisse, qui avoit passé une bonne partie de la journée en prière avec ses religieux dans l'église de l'Estrée, les fit aussitôt marcher, deux à deux, par la grande rue qui étoit bordée des deux côtés d'une multitude de peuple. Ils entrèrent par la grande porte de l'église et furent reçus à l'entrée du chœur par le cardinal qui leur fit une courte exhortation à laquelle répondit le P. Tarisse et leur dit ensuite : « Je vous mets en possession de l'église de Saint-Denis, du cloître, du dortoir et des autres lieux réguliers, comme aussi de la mense conventuelle, aux charges et conditions portées dans ma

(1) Saint-Denis de Lestrées, ou Saint-Denis du Grand-Chemin (*De Strata*), était un prieuré dépendant de l'abbaye, fondé vers le X^e siècle sur l'emplacement du monastère antérieur à la translation des reliques; il servait de maison de repos aux religieux de l'abbaye. Il fut uni en 1726 au chapitre de Saint-Paul. — Cf. Arch. Nat. H 5764; Q 1249, S 2386-2404. DOM BESSE : *Abbayes et Prieurés*, t. I, p. 158; J. HAVET : *Les origines de Saint-Denis* dans Bibl. Ecole des Chartes, LI (1890), p. 22-31.

« sentence (1). » Ils prirent place dans les chaises du chœur et Dom Tarisse, conduit par le cardinal, alla baiser l'autel et entonna le *Veni Creator*. Ensuite ils chantèrent les vespres auxquelles assistèrent quelques uns des anciens, les autres s'étant retirés. Les vespres furent suivies de complies, parce que la journée étoit fort avancée. Le cardinal et les commissaires les conduisirent après l'office dans les lieux réguliers dont il ne fut pas difficile de les mettre en possession, car le dortoir et le réfectoir étoient vuides et abandonnés. Comme il étoit tard et que les religieux réformés étoient encore à jeun, quelques uns des jeunes se trouvèrent un peu foibles; le Père Tarisse fit servir le soupé, qui fut du pain, quelques fruits et un peu de vin. Ce repas causa l'étonnement du cardinal et de ses officiers. Ensuite, on étendit à terre des paillasses dans le réfectoir. Ce lieu leur servit de dortoir pendant trois mois qui furent employez à faire des cellules et à rendre le dortoir habitable. La nuit suivante, ils se levèrent à deux heures pour aller chanter matines, et le lendemain, troisième jour [341] d'aoust, ils chantèrent solennellement la grande messe avec les augustes cérémonies qui se pratiquent dans cette illustre abbaye. Le cardinal y assista avec les commissaires et MM. les anciens qui fournirent avec toute l'honnêteté possible les ornemens et autres choses nécessaires. Après la messe, le cardinal acheva de mettre les réformez en possession de toutes les officines du monastère, leur fit donner toutes les clefs; on obligea tous les officiers de leur rendre un compte exact de l'administration du temporel avant 8 jours. Il pourvût en même tems aux pensions des anciens, fit dresser le procez verbal de tout ce qui s'étoit passé, le signa avec les commissaires et le fit lire, sur les quatre heures, en présence des anciens qu'il avait assemblez au chapitre. Après quoi, il alla à l'église rendre grâces à Dieu du grand ouvrage qu'il avoit fait en si peu de tems, fit venir les religieux réformés, les exhorta à se bien acquitter des devoirs de leur état, les embrassa tous, leur donna sa bénédiction et s'en retourna à Paris. Le commissaire de Verthamont resta trois jours à Saint-Denis pour faire l'inventaire du trésor (2).

(1) On peut voir dans les pièces justificatives reproduites par Dom Félibien (loc. cit., n° 215) la répartition des locaux affectés aux anciens et aux réformés, ainsi que les charges qui incombait à ces derniers. Dom Mège signale qu'il y avait 52 pensions à fournir aux anciens et, qu'en outre, dix jeunes religieux tant profès que novices devaient succéder aux anciens et avaient droit comme tels à une demi-pension. (*Annales*, ms. lat. 13866, p. 590.)

(2) « Le vendredy suivant cinquième du mois,... Monsieur de Verthamont revint

Le lendemain, Dom Tарisse alla rendre visite au grand prieur qu'il sçavoit être extrêmement mécontent de ce qui s'étoit passé. Il s'attendoit à une réception peu gracieuse (1), mais il espéroit l'appaiser par sa patience et sa douceur. Dieu le prévint et changea tellement le cœur du grand prieur que Dom Tарisse ne reçut de lui que des honnêtetés; il trouva les mesmes dispositions dans les autres anciens qui ne lui donnèrent que des témoignages de bonté. Enfin il laissa ses chers enfans en paix, mais un peu à l'étroit, n'ayant que le réfectoire et le dortoir qui leur servoit en même tems d'infirmierie et de chambre d'hôtes. Leur jardin étoit le préau du cloître [342] et leur bibliothèque consistoit dans le peu qu'ils avoient apporté de livres; car ils ne trouvèrent pas, en entrant dans la maison, une seule règle de saint-Benoist. Il n'est pas étonnant, après cela, qu'on n'en suivit pas les maximes, puisqu'on les ignoroit; aussi l'on dit qu'Henri IV faisant réflexion sur la vie des moines de Saint-Denys disoit facétieusement : « Nos âmes seront longtemps en purgatoire si nous attendons que ces gens-ci nous en retirent. »

De tout ce que l'on vient de voir, il est facile de conclure que l'abbaye de Saint-Denys est uniquement l'ouvrage de Dieu. Tous les anciens religieux y étoient contraires, leurs parens travailloient à y former des obstacles, l'abbé y étoit pour le moins indifférent, le cardinal de Richelieu regardoit cette entreprise comme une folie dont il faisoit des railleries de même que toute la cour, on avoit perdu le garde des Sceaux, M. de Chateauneuf, qui seul étoit capable de la favoriser, celui qui lui avoit succédé refusoit d'apposer les sceaux à la sentence qui ordonnait la réforme, enfin tous les commissaires en désespéroient. Il ne restoit qu'une lueur d'espérance dans le zèle du cardinal de la Rochefoucauld; cependant, en très peu de tems, les obstacles furent levés et la réforme établie sans retour. Ceux qui avoient paru d'abord opposés ou indifférens à la seule proposition du dessein, furent ravis d'en voir l'exécution. Le traité pour les pensions des anciens religieux fut conclu de bonne grâce : le grand prieur, le

à Saint-Denys où il fut pendant quatre jours, jusqu'à ce qu'il eust mis Dom Grégoire Tарisse en possession des archives et du trésor des saintes reliques, après avoir fait la lecture de chaque article de l'inventaire du trésor dressé en 1576, de celui de 1581, et du recollement de 1598. » (Cf. DOM FÉLIBIEN : *op. cit.*, p. 460).

(1) D'autant plus que, d'après Dom Mège, le grand-prieur, Dom Pingré, avait, pendant la réunion capitulaire de la veille, vivement protesté devant le cardinal contre ce qu'il appela une violation des devoirs de sa charge et avait quitté la salle capitulaire (*Annales*, *ibid.*, p. 593).

commandeur, l'aumônier, l'infirmier et la plupart des autres officiers du monastère résignèrent volontairement et à des conditions raisonnables [343] leurs offices et bénéfices à la nouvelle communauté. L'abbé Henry de Lorraine approuva et confirma l'introduction de la réforme et l'union des offices et bénéfices faite et à faire. La sentence du cardinal de la Rochefoucauld qu'on n'avoit pu faire autoriser en cour avant l'exécution, le fut aisément par un arrêt du Conseil donné à Nancy le 26 septembre de la même année 1633. Le parlement et le grand conseil vérifièrent et enregistrèrent ensuite toutes les patentes obtenues pour cet effet. Enfin tous les gens de bien, édifiés du changement fait dans l'abbaye de Saint-Denys, donnèrent milles louanges et milles bénédictions au cardinal de la Rochefoucauld comme à celui qui après Dieu en avoit été le principal auteur.

MORT ET ÉLOGE DE DOM ATHANASE DE MONGIN (1). — Il n'y avoit pas trois mois que la réforme étoit établie à Saint-Denys, lorsque la mort enleva Dom Athanase de Mongin, l'un des plus saints religieux, des plus sçavans maîtres et des plus excellens supérieurs qui ait jamais été dans la congrégation. Il étoit de Gray, en Franche-Comté, d'une famille honnête. Il avoit deux frères, l'un jésuite, qui se distingua dans la Société par sa science; l'autre chevalier servant de l'ordre de Malthe, qui mérita par sa valeur d'être honoré de la charge de préfet des portes de la ville, poste qui ne se donnoit ordinairement qu'à des personnes d'une grande distinction. Dom Athanase fit profession de la vie religieuse dans l'abbaye de Luxeu (2) et, comme il promettoit beaucoup, on l'envoia étudier dans l'Université de Paris pour y prendre des grades. Heureusement il trouva dans le collège de Cluny un saint supérieur et quelques religieux animez du désir de pratiquer leur [344] règle avec plus d'exactitude qu'on ne faisoit dans le lieu de leur profession. Il s'attacha à eux et fut un des premiers et des plus ardens à demander la réforme. Ce fut pour cela, qu'en 1611, il alla avec Dom Anselme Rolle à Saint-Vanne où il reçut l'habit des mains de Dom Didier de la Cour et y fit profession le 23 mars 1612,

(1) Voir *Hist. de la Cong. de St-Maur*, t. I, p. 8, note 2. Cf. Dom Mège, *Annales* (ms. lat. 13860, p. 622-651); *Vie des Justes*, t. I, p. 28-38; DOM TASSIN : *Histoire littéraire...*, p. 13-17 et 793; DOM FRANÇOIS : *Bibliothèque génér. des écrivains de l'O. S. B.*, II, p. 268; VANEL : *Nécrologe*, p. 2-3.

(2) L'abbaye de Luxeuil (Haute-Saône), fondée vers 585 par saint Colomban, devait en 1634 s'unir à la Congrégation de Saint-Vanne.

âgé de 23 ans (1). Il fut ensuite renvoyé au Collège de Cluny pour y enseigner la philosophie et ensuite la théologie. Sitôt qu'il eut reçu l'ordre de prêtre, on le fit supérieur des religieux réformés qui résidoient dans le collège.

Il s'acquit bientôt dans Paris la réputation d'un homme sçavant. M. du Hallier (2), professeur de philosophie et docteur de Sorbonne, et ensuite grand vicaire de l'archevêché de Rouën, disoit qu'il ne connoissoit dans l'Université de Paris aucun maître qui lui fût comparable et qu'il les surpassoit tous, tant par la facilité qu'il avoit à expliquer les questions les plus difficiles, que par la sublimité de son esprit, la solidité de ses raisons et la nêteté avec laquelle il donnoit des solutions aux argumens les plus épineux. MM. Duval et Isambert (3), deux fameux docteurs et professeurs de Sorbonne, se faisoient honneur de son amitié; l'un d'eux même le citoit dans ses explications pour soutenir ses sentiments (4); enfin, M. le procureur général (5) disoit qu'il étoit impossible de trouver un maître qui l'égalât. Son progrès dans la vie spirituelle fut encore plus grand, et les personnes de la plus éminente piété eurent avec luy une liaison qui ne finit que par leur mort. L'illustre M. de la Forest, qui passoit pour avoir le don [345] de prophétie, s'entretenoit souvent avec luy et le voyant attaqué d'une maladie qui l'alloit obliger de quitter le collège lui prédit qu'il seroit guéry dans peu par les mérites de sainte Geneviève; la chose arriva, en effet, après que Dom Athanase eut été célébrer la sainte messe dans l'église de la sainte.

Son mérite lui attira la confiance de tout le collège dont il fut le directeur et, dans cet emploi, il eut de quoi exercer son zèle. Tous les jeunes religieux qui s'y trouvoient n'étoient pas également bien dis-

(1) Plus exactement le 23 mai 1612, ainsi que le porte la matricule de Saint-Vanne, celle de Saint-Maur et Dom Martène lui-même dans la *Vie des Justes*, I, p. 29.

(2) François Hallier, né à Chartres vers 1595, docteur en Sorbonne en 1624, puis professeur, syndic de la faculté de théologie en 1649. Adversaire déclaré du jansénisme, il eut aussi des polémiques assez vives avec certains Jésuites au sujet de la hiérarchie ecclésiastique. Nommé évêque de Cavaillon en 1657, il mourut peu après en juillet 1659. (Cf. P. FÉRET : *La Faculté de théologie de Paris...*, Époque moderne, t. IV, p. 305-310.)

(3) Nicolas Isambert, originaire d'Orléans, reçu docteur en Sorbonne en 1602, fut un des premiers titulaires de la chaire de théologie qu'y avait fondée Louis XII. Il mourut en 1642.

(4) « Hoc sentit Pater Athanasius, sententiam nostram tuelur Pater Athanasius », rapporte Martène dans sa notice de la *Vie des Justes*, t. I, p. 29, où l'on trouvera quelques détails intéressants sur les relations et l'influence de ce religieux.

(5) Il s'agit de Matthieu Molé, procureur général depuis 1612.

posés à la piété; il y en avoit dont l'étude étoit la moindre occupation et qui, emportez par leur âge, ne suivoient que leurs passions. Il s'appliqua à gagner à Dieu cette jeunesse et enfin, par sa douceur et ses remontrances faites à propos, il s'en rendit tellement le maître qu'il eut la consolation d'en voir jusqu'au nombre de 100 qui embrassèrent la réforme. Il s'appliquoit surtout à leur inspirer de la piété et de la dévotion envers le saint Enfant Jésus et sa sainte Mère et les obligeoit tous les jours, avant que d'entrer en classe et en sortant, de leur aller rendre leurs hommages. Il avoit fait mettre dans tous les lieux élevés du collège des figures de l'Enfant Jésus et de la sainte Vierge, afin qu'ayant partout ces objets devant les yeux, ils eussent plus d'occasion de les invoquer et de s'adresser au Fils et à la Mère dans leurs nécessités. Lorsqu'il avoit dicté ou expliqué une question de théologie, il alloit la méditer une heure devant le Saint-Sacrement, et c'étoit dans l'oraison qu'il puisoit ces grandes lumières qui le [346] faisoient admirer, plutôt que dans l'étude des plus sçavans docteurs. Son livre étoit le crucifix, aux pieds duquel on le trouvoit continuellement à méditer les grandeurs de Dieu; aussi, Dieu se communiqua à luy d'une manière si ineffable qu'on l'a vû quelquefois élevé de terre et ravy en extase.

Il en eut une bien remarquable pendant qu'il étoit prieur de Corbie. Il fut mis dans cette place en 1624 et y enseigna la théologie à ses jeunes religieux. Il y vécut comme il avoit fait au collège de Cluny toujours uni à Dieu. Un jour, après avoir expliqué sa leçon, pendant qu'il faisoit disputer ses écoliers, il eut un ravissement dans lequel Dieu lui fit connoître la chute de quatre de ses meilleurs écoliers et, revenant à lui, il frappa ses mains sur sa chaire en disant : « Ah les misérables ! Ah les misérables ! les misérables qui trahiront leur mère. » Il n'en dit pas davantage alors; mais, dans la suite, étant forcé de s'expliquer il déclara ce que Dieu lui avoit révélé. L'événement justifia la prédiction de l'homme de Dieu; car ils sortirent tous quatre de la congrégation en différents temps et de divers monastères et périrent tous misérablement. Quelque tems après il arriva qu'un de ceux là tomba dangereusement malade. Ce fut alors qu'on vit éclater la charité de ce bon pasteur pour cette brebis gâtée. On ne peut exprimer les soins qu'il prit pour lui procurer du soulagement et, se voyant obligé de le quitter pour aller au chapitre général, il fit venir le médecin et son sous-prieur pour le leur recommander et leur ordonna de ne rien épargner pour le soulager; afin qu'on ne prit pas prétexte de la pauvreté où étoit alors le monastère, il dit au sous-

prieur [347] que si l'on manquoit de moiens il falloit vendre les vases sacrés. Dieu ne laissa pas de consoler d'ailleurs son serviteur par la fidélité de ses autres écoliers et il les forma si bien dans la piété et dans les sciences que plusieurs devinrent supérieurs et gouvernèrent saintement ceux qui furent confiés à leurs soins.

En 1626, quoy qu'il n'eut été que deux ans prieur de Corbie et qu'il y fut très nécessaire, il fut renvoyé au collège de Cluny pour être supérieur des religieux réformez qui y enseignoient. Il eut beaucoup à y souffrir du P. l'Empereur, prieur du collège, qui lui étoit redevable de sa dignité, et il n'y resta qu'un an. Une occasion de conséquence l'en fit retirer : ce fut l'introduction de la réforme dans l'abbaye de Saint-Remy de Reims, qui se fit le 4 mars 1627, et où il fut établi premier prieur et Père maître des novices. Il y a lieu de croire que ce fut pendant le temps qu'il y passa qu'il composa tous ses traités de piété pour l'instruction des novices. Sa grande maxime étoit de leur inspirer l'amour de la mortification et une grande fidélité à tous les exercices de la religion. Lui-même leur en donnoit l'exemple, ne buvoit presque pas de vin, ne mangeoit que du pain des domestiques, s'absteinoit le plus souvent de poisson et couvroit de différens prétextes toutes ses abstinences. Il avoit des industries particulières pour rendre ses mortifications plus austères et le travail des mains plus fatigant.

Au chapitre général de 1630 il fut continué prieur de Saint-Remy et fait visiteur de la province de France. Ce poste qu'il avoit desia occupé deux fois, en 1625 et 1627, loin de lui enfler le cœur ne servit qu'à le rendre plus humble. Il ne faisoit ses visites qu'à pied, ou sur une [348] monture qui montrait elle-même son humilité. Lorsqu'il arrivoit à Paris, il mettoit pied à terre, il chassoit sa bête devant lui, s'exposant à la risée de la populace et s'estimant fort honoré d'être méprisé des hommes en imitant l'humilité du Fils de Dieu. Il fut rencontré un jour dans cet état par un officier de la duchesse de Guise à qui l'on ne manqua pas d'en faire le rapport; cette princesse, qui le connoissoit desia pour un saint, en conçut encore une nouvelle estime pour lui et lui alla rendre visite pour avoir la satisfaction de lui entendre parler de Dieu. Dans le cours de ses visites il fit toujours voir un grand zèle pour la régularité. Aiant trouvé dans un monastère quelque relâchement dans l'observance, à la clôture de sa visite il fit une sévère réprimande au prieur et au maître de philosophie qui étoit cause du relâchement et lui dit qu'il vaudroit mieux qu'il n'y eut ny étude, ny sçavant dans la congrégation, que d'y introduire des

libertés contraires aux règles. Une des choses qu'il recommandoit le plus aux supérieurs étoit la charité envers les pauvres : il ne pouvoit souffrir qu'on alléguât la pauvreté de la maison et il vouloit qu'on empruntât pour faire l'aumône. C'est ce qu'il pratiqua lui-même à Corbie pour acheter du bled qu'il leur fit distribuer; aussi, Dieu récompensa sa charité et renouvela, en sa faveur, les miracles qu'il avoit fait autrefois, en multipliant le bled dans ses greniers où l'on prenoit sans qu'il y parut de diminution.

Après avoir gouverné six ans le monastère de Saint-Remy, il fut élu prieur de Saint-Germain des Prez au chapitre général de 1633 qui le chargea de revoir et de retoucher les constitutions. Pour exécuter cet ordre il [349] se retira à Saint-Fiacre, comme dans un lieu solitaire et paisible, où il seroit moins détourné. Là, il fit une revue de toute sa vie, s'appliqua extraordinairement à la prière et à la pénitence, jeûna plus sévèrement pour attirer sur lui et sur toute la Congrégation les lumières du Saint-Esprit. Vers la fête de Saint-Denys, il alla à Saint-Faron et prit avec lui quelques religieux de Saint-Denys célébrer la fête de ce saint apôtre de la France. Ils y allèrent à pied et, dans tout le chemin, ils ne s'entretenirent que de Dieu. Sur le soir, ils arrivèrent au monastère où il fut saisi tout d'un coup d'une fièvre violente. Après la fête, on le mena à Paris où, toujours appliqué à Dieu, il ne parloit que de lui : il répétoit souvent ces paroles du psaume : *Benedicam Dominum in omni tempore*, je bénirai le Seigneur en tout temps. Sa maladie devint bientôt mortelle et se tourna en apoplexie. Le fameux Père Bernard (1), connu sous le nom de pauvre prêtre et qui avoit été autrefois son pénitent, le vint voir en cet état et lui demanda s'il pensoit à la Sainte Vierge. Pour lors, le moribond rassemblant tout ce qu'il avoit de forces lui répondit : « Je l'aime de tout mon cœur. » Ce furent ses dernières paroles. Dieu * fit à * son serviteur * la grâce de le délivrer * (a) des fraieurs de la mort qu'il avoit toujours beaucoup appréhendées et l'enleva dans une létargie, le 17 octobre 1633. M. de la Forest, si célèbre par sa vie mystique et ses contemplations, assura qu'il avoit vû son âme monter au ciel deux

(a) Mis par F. au lieu de : [favorisa..., en le délivrant].

(1) Claude Bernard, né à Dijon en 1588 et mort en 1641, prêtre célèbre par sa charité au service des pauvres. Sa vie a été écrite par le P. LEMPEREUR, S. J. (Paris, 1642), puis récemment par le Commandeur de BROQUA : *Claude Bernard dit le Pauvre Prêtre*, 1588-1642. (Paris, 1914, in-12 de 270 p.)

jours après sa mort. Il fut enterré dans la grande chapelle de Notre-Dame. Il étoit petit de taille * et n'avoit pas une figure avantageuse, mais il passoit pour le plus * (a) sçavant [350] et le plus saint homme de son temps. Dieu le favorisa, dès son vivant, du don de prophétie et de celui des miracles. Pendant qu'il étoit prieur de Corbie, le trésorier de l'abbaye étant tombé dangereusement malade, il alla lui même au Trésor et se prosternant devant les reliques des Saints il leur fit cette prière : « Grands saints, si le soin que le gardien de vos sacrés ossements a eu de vous honorer vous a été agréable, je vous prie de lui donner des marques de votre protection. » A l'instant le malade fut parfaitement guéry. Dieu voulut ainsi manifester, dès lors, la sainteté de son serviteur qui avoit toujours brûlé de son saint amour avec tant de violence que, quelques fois, on avoit été obligé de lui découvrir la poitrine pour la rafraîchir. On a rapporté quelques traits de son zèle pour l'observance, de son amour pour les pauvres, de son humilité, de sa pénitence et de sa pauvreté, qui ne sont qu'un échantillon des actes de ces vertus que la grâce lui fit faire. Tout supérieur qu'il étoit, son obéissance à l'égard des règles et des supérieurs majeurs ne souffrit jamais d'affoiblissement.

Il tâcha de rendre son temps utile à ses disciples et composa pour leur instruction plusieurs traités spirituels dont voici les titres.

1° *Libellus de spiritu et vita animae.* — 2° *De bono usu tentationum.* — 3° *Quo spiritu horae canonicae sint recitandae.* — 4° *Tractatus de meditatione.* — 5° *De divina presentia.* — 6° *De virtute obedientiae et dilectionis mutuae.* — 7° *De paupertate monastica.* [351] — 8° *De mansuetudine.* — 9° *De vera solitudine ut sponsa inveniat sponsum.* — 10° *Modus attrectandi vulnera Christi.* — 11° *Modus compellendi beatam Virginem.* — 12° *Via decem dierum.* — 13° *De Nativitate Domini.* — 14° *Schola magistri caelestis.* — 15° *De recollectione.* — 16° *De conversatione sancta colenda.* — 17° *Devotio erga adolescentem Jesum.* — 18° *De Devotione Domini Jesu.* — 19° *De presentia continua Dei hominis.* — 20° *De celebrando adventu Domini.* — 21° *De quadragesima utiliter transigenda.* — 22° *Varii modi recolendae passionis Domini.* — 23° *De devotione erga beatam Virginem.* — 24° *De directione intentionum.* — 25° *De cruce interiori.* — 26° *De aperiendo interiore animae statu.* — 27° *De duplici vita peregrina Christi Domini.* — 28° *De perfectione Christiana.* — 29° *De regimine animarum.* — 30° *De juventute et senectute vitae spiritualis.* — 31° *De interni et aeterni hominis differentia.* —

(a) Mis par F. au lieu de : [n'ayant point du tout de mine, mais il avait la réputation d'être].

32° *Quo spiritu conversatio exercenda*. — 33° *De professione monastica*. — 34° *De votorum renovatione*. — 35° *De observantia regulæ*.

Aucun de ces traités n'a été imprimé et l'on n'a de lui que son livre françois des *Flammes eucharistiques* (1) que son frère, le jésuite, fit imprimer. [352]

(1) A cet ouvrage, imprimé à Paris en 1634, in-8°, et en 1639, in-12, il faut ajouter un autre opuscule demeuré inédit, signalé par Dom Tassin : *Histoire littéraire...*, p. 793, et que Dom Mège (*Annales*, ms. lat. 13859, p. 233-300) et Dom A. Nalet (ms. fr. 17669, p. 348-367) ont reproduit en français dans leur notice sur Dom L. Bénard. Il est intitulé : « *Ultima suspiria R. P. D. Laurentii Benard, per D. Athanasium de Mongin suscepta et posteritati commendata* ». Un certain nombre de ces opuscules inédits subsistent encore et sont conservés à la Bibl. Nat., ms. fr. 19410, 19455, fol. 176-204 ; 19632. En publier des extraits dans la collection des « Éditions de la Revue Mabillon » entre dans notre programme.

RÉFORME DE L'ABBAYE DE SAINT-MAIXANT (1). — L'abbaye de Saint-Maixent, la plus ancienne, la plus illustre et la plus noble du Poitou, étoit dans un état déplorable : le malheur qu'elle avoit eu d'avoir pour abbé Jean de Saint-Gelais, évêque d'Uzès (2), qui fit publiquement profession de l'hérésie de Calvin, ne contribua pas peu à sa ruine. Non seulement, il pillait le sanctuaire et enlevait les richesses, mais encore il se déclara partisan des hérétiques.

(1) Cf. Dom Mège, *Annales* (ms. lat. 13861), p. 1-10. Particulièrement utile à consulter pour la rédaction de Dom Martène est le ms. lat. 12684, fol. 104-186, de la Bibl. Nat. On y trouve : a) fol. 108-139, une « Histoire chronologique de la royale abbaye de St-Maixent en Poitou ». Elle a pour auteur, jusqu'en 1667, Dom Boniface Devallée, et a été continuée de 1669 à 1671 par Dom Ambroise Frégeac, selon toute apparence; elle est assez développée pour la période des Mauristes. b) Fol. 140-145, renferme six dissertations de moindre intérêt. c) Fol. 146-151, un mémoire très précis de Dom Devallée sur les événements qui marquèrent l'« Introduction de la Congrégation de St-Maur en l'abbaye de St-Maixent en Poitou, l'année 1634 », et qui s'étend jusqu'à l'année 1661. d) Fol. 155-172, le « Catalogue des abbez de la royale abbaye de Saint-Maixent ». Au fol. 167 sq. se trouve un « Abrégé de ce qui s'est passé touchant la réformation de la royale abbaye de Saint-Maixent et l'union qui en a été faite à la Congrégation de Saint-Maur, avec ce qui y est arrivé de plus remarquable depuis ce temps, pour servir à l'histoire de cette abbaye ». Ces divers mémoires étaient sans aucun doute destinés au rédacteur de l'Histoire de la Congrégation, qui a manifestement utilisé les n° a, c et d. Il faut joindre à ces notices le « Journal des choses mémorables de l'abbaye de Saint-Maixent. 1634-1735. » (Bibl. de Poitiers, coll. Dom Fonteneau, t. LXVI, p. 119-160) publié par A. RICHARD, *op. cit.*, p. 348-452 et dont il montre la concordance avec les mémoires ci-dessus de la Bibl. Nationale. Ce *Journal* a pour auteur vraisemblablement Dom Liabeuf jusqu'en 1677, puis Dom Chazal jusqu'en 1717, dont le récit fut ensuite continué jusqu'en 1735.

(2) Succédant à son oncle Jacques de Saint-Gelais, Jean de Saint-Gelais fut abbé de Saint-Maixent de 1526 à 1574. Sacré évêque d'Uzès en 1531, il prit possession de son évêché en 1539. Si la conduite de Jean de Saint-Gelais fut assez équivoque, il est faux de l'accuser d'avoir fait publiquement profession d'hérésie. Sans doute, appelé à Rome en 1563 pour répondre de ce soupçon, il ne comparut point et fut déposé en 1566 de son évêché; il ne continua pas moins, réintégré par Charles IX, à en remplir les fonctions épiscopales. Pour ce qui a trait à l'abbaye de Saint-Maixent,

ques qui brisèrent les saintes images, brûlèrent les sacrées reliques, démolirent l'église, une des plus belles et des plus délicates du royaume, et en employèrent les matériaux, partie à faire des écuries, partie à construire un presche dans le logis abbatial ; les autres lieux réguliers ne furent pas épargnés, les religieux furent mis en fuite et l'office divin fut entièrement abandonné (1). Cependant, il y a lieu de croire que l'abbé fit depuis abjuration, puisqu'il assista, en qualité d'évêque, au colloque de Poissy ; mais le mal étoit fait et ne fut réparé, ny par lui, ny par les abbés, ses successeurs, qui furent la plupart confidénaires et n'eurent d'autre soin que de piller la maison de Dieu. Après que ces troubles furent un peu apaisés, les religieux, plus semblables à des séculiers qu'à des moines, revinrent à Saint-Maixent et, comme ils n'avoient plus d'église, ils en firent une de leur réfectoire ; pour tous ornemens ils n'avoient qu'un chasuble de laine et un méchant calice ; les fêtes et dimanches, on faisoit venir un Père cordelier qui célébroit les sacrés mystères dans un calice que l'on empruntoit et la messe étoit chantée par trois novices.

Ce n'étoit qu'une légère peinture de l'état où se trouvoit l'abbaye lorsque M. Deschaux (2), archevêque de Tours, en fut nommé abbé. Il étoit bon catholique, mais fort [353] insensible aux maux de son abbaye. Dieu se servit pour le toucher d'un Père capucin, nommé le Père Denys de Nevers, qui vint à Saint-Maixent prêcher le Carême en 1631. Cet homme apostolique, touché de l'état pitoiable où il voioit une abbaye si illustre, tenta les anciens religieux pour sçavoir s'ils consentiroient au rétablissement de leur maison par le moien des

Dom Martène a raison ; dès 1567 il chercha à la faire séculariser et à la convertir en un chapitre de chanoines. Il mourut en 1574. (Cf. A. RICHARD : *Chartes et documents pour servir à l'histoire de l'abbaye de Saint-Maixent*, t. I, p. xcvi-cii.)

(1) L'église fut détruite par les soldats de Puyvialut en 1568 ; mais Dom Martène va trop loin en affirmant que Jean de Saint-Gelais « se déclara partisan des hérétiques ». C'est bien assez déjà que, se désintéressant du sort lamentable de son abbaye, il ait fait servir les matériaux des bâtimens à la restauration et l'embellissement de son château abbatial de Lort-Poitiers. Quant à l'existence d'« un presche dans le logis abbatial » l'initiative en remonte sans doute soit à M. de Parabère, soit à Louis de Harlay, seigneur de Monglat, qui, de 1592 à 1608, jouirent successivement, bien que protestants, des revenus de l'abbaye.

(2) Bertrand de Chauv, ou d'Echaus, évêque de Bayonne de 1598 à 1618, d'où il fut transféré à l'archevêché de Tours où il mourut en 1641. Il avait reçu en 1623 l'abbaye de Saint-Maixent dans laquelle il introduisit les Mauristes. Son successeur fut, en 1641, le cardinal de Richelieu.

religieux réformés de Saint-Maur. Il en gagna trois (1); mais la proposition fut très mal reçue de l'archevêque abbé qui éloigna ces trois religieux. Cependant, par les exhortations publiques et particulières du P. Denys, plus de la moitié de la communauté consentit à la réforme, l'abbé y donna les mains, le concordat fut passé, et l'introduction se fit le 2 juillet 1634 (2).

Il n'est pas difficile de concevoir combien ces commencemens furent pénibles pour les religieux de la congrégation, la maison étant ruinée et destituée de tout. L'abbé même s'étant déchargé de l'obligation de faire les réparations, moyennant une somme de 4.000 l. payable en 4 ans. Mais Dieu pourvut aux besoins de ses serviteurs par des voies qu'on n'aurait jamais osé espérer. Leur vie exemplaire toucha tellement MM. les anciens que ceux là même qui avoient été les plus opposés à la réforme commencèrent à les aimer et à leur faire du bien : les uns leur cédèrent leurs offices et bénéfices, d'autres leur abandonnèrent leur appartement pour les loger, quelques-uns même embrassèrent la réforme. Tout le monde applaudit à ce nouvel établissement. Il n'y eut que les calvinistes qui en frémirent et qui regardèrent ces nouveaux habitans comme les destructeurs de leur secte, tant par leur sainte vie que par [354] leurs instructions et prédications (3).

(1) Cf. Bibl. Nat., ms. lat. 12684, fol. 130 sq. et 146 sq., l'exposé détaillé des événements qui marquèrent l'introduction de la réforme mauriste à Saint-Maixent. Parmi ces trois religieux qui étaient favorables, on signale (fol. 146) le cellérier Dom André de Cocheffillet qui devait renoncer à son office en faveur des réformés le 28 septembre 1633. Voir aussi le « Journal des choses mémorables... ». Cf. RICHARD, *op. cit.*, t. II, p. 349.

(2) Le concordat fut passé le 27 septembre 1633 et homologué au Parlement de Paris le 18 mai 1634. Il a été publié par A. RICHARD, *op. cit.*, t. II, p. 333-339. Il porte les signatures de l'abbé Bertrand d'Echaus, archev. de Tours, de Dom Jean Harel, prieur de Saint-Jean-d'Angély, et de Dom Léonard Hanotel, cellérier de cette même abbaye. Dans l'acte d'acceptation du concordat par les anciens religieux (ib., p. 339-341), on trouve les noms de Mathurin Naullet, sous-prieur, Jacques Guérynet, chantre, Laurens Symon, sacristain, Jehan Douhet, Jehan Lambert, André de Cocheffillet, cellérier, Louys Caillaud. Le premier prieur mauriste désigné fut Dom Anselme Dohin de juillet 1634 à l'année 1637.

(3) Sur assignation des Mauristes, les Calvinistes furent tout d'abord condamnés en 1634 par la Cour des Grands Jours tenus à Poitiers à démolir le temple qui avait été construit sur les terrains de l'abbaye. Cf. *Journal*, publié par RICHARD, *op. cit.*, t. II, p. 351. Quant aux prédications auxquelles Martène fait allusion, en plus du ministère habituel il y a lieu de signaler les missions données par les Mauristes dans la région, notamment la grande mission de l'année 1670 et surtout celle de 1686 prêchée par treize religieux de la Congrégation, parmi lesquels l'annaliste signale Dom Guillaume Camuset, prieur de Saint-Maixent, Dom François du Vivier,

Aussitôt que les réformés furent passablement logés, ils pensèrent à rebâtir l'église sur les fondemens de celle qui avoit été démolie par les hérétiques et elle fait aujourd'hui, par sa grandeur, sa délicatesse et ses ornemens l'admiration des curieux (1). Lorsqu'on la bâtissoit on trouva sous les ruines de l'ancienne des hommes armés, tout de bout, avec leurs hallebardes et l'on crut que c'étoit des soldats hérétiques qui assistoient à la démolition de cet auguste temple pour empêcher les catholiques de s'y opposer et qui furent ensevelis sous les ruines.

PROJET DE RÉUNIR TOUTES LES CONGRÉGATIONS RÉFORMÉES SOUS UN SEUL GÉNÉRAL (2). — Environ ce tems là, le P. Rollet, grand prieur de Cluny, et le P. l'Empereur, prieur du collège de Cluny, proposèrent un projet au conseil du cardinal de Richelieu. C'étoit de ne faire qu'une seule Congrégation de celles de Saint-Vanne, et de Saint-Maur, de Cluny, de Chezal Benoist et des Exempts qui vivoient néant moins toutes indépendamment les unes des autres selon leur institut, auroient chacun leur supérieur général, leurs visiteurs, leurs chapitres généraux, mais qui répondroient toutes au cardinal de Richelieu comme à leur chef sous le titre de supérieur généralissime. Le conseil applaudit à ce projet qui adjoutoit aux dignités de ce cardinal celle d'être le supérieur général de tant de Congrégations. Les officiers de S. E. espéroient aussi y trouver leur avantage dans la distribution du grand nombre de bénéfices dépendants de tant d'abbayes (3).

prieur de Saint-Pierre de la Couture au Mans, Dom Claude Cernay, prieur de Solesmes, Dom Barthélemy de Noüaud, sous-prieur de Saint-Cyprien de Poitiers, Dom Claude Salesses, religieux de Sainte-Croix de Bordeaux, Dom Charles Poirier, religieux de Saint-Jean-d'Angély, etc. (Cf. A. RICHARD, *op. cit.*, p. 412 sq.)

(1) Les premières restaurations faites par les Mauristes commencèrent dès avril 1634 et se poursuivirent les années suivantes; les grandes constructions des lieux réguliers n'eurent lieu qu'à partir de 1661 (cf. *Journal*, *ibidem*, t. II, p. 360 sq.); quant à l'église, la première pierre en fut posée le 21 mai 1670. (Cf. *Journal*, *ibidem*, t. II, p. 373 sq.)

(2) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 11-14; ms. lat. 12789, fol. 79.

(3) Ce projet étoit de nature, remarque Dom Mège, à flatter le Cardinal et plaisait à son entourage; Dom Rollet et Dom Lemperrière y poussaient activement. Le P. Joseph l'adopta tout d'abord, tandis que les supérieurs de Saint-Maur n'auraient rien de bon de cette « congregatio fumosa ». Mais ce danger fut écarté, ajoute-t-il, par l'entremise du P. Joseph lui-même et grâce à la prudence de Dom Tarrisse qui lui fit comprendre les dangers du projet (*Ibidem*).

LE P. JOSEPH, CAPUCIN, INSTITUTEUR DE LA CONGRÉGATION DU CALVAIRE (1). — * Quelques années auparavant* (a) le P. Joseph (2), capucin, sur lequel le cardinal de Richelieu se reposoit de toutes les affaires du clergé séculier et régulier, *avoit fait* (b) l'établissement d'une nouvelle congrégation de religieuses [355] bénédictines qu'il appella le Calvaire (3) et il ne laissoit passer aucune occasion de l'étendre. Il y avoit à Poitiers une abbaye considérable, sous l'invocation de la Sainte-Trinité (4), dirigée par les religieux réformés de Noaillé. L'abbesse (5), aussi illustre par sa piété que par sa naissance, avoit voulu réformer ses religieuses; la plupart suivoient le party de l'abbesse, un plus petit nombre s'y opposoit, ce qui causa une grande division dans la maison. Le roi nomma une nouvelle abbesse (6) à la sollicitation de

(a) Mis par F. au lieu de [Vers ce temps là].

(b) Mis par F. au lieu de [fit].

(1) Cf. Dom Mège, *Annales* (ms. lat. 13861), p. 14. Sur les relations entre le P. Joseph et Dom Tarrisse et l'affaire du Calvaire on peut consulter FR. ROUSSEAU : *Dom Grégoire Tarrisse...* p. 119-129.

(2) Le P. Joseph († 1638) est assez connu pour qu'il suffise ici de renvoyer à l'ouvrage de G. FAGNIEZ : *Le Père Joseph et Richelieu, 1577-1638* (Paris, 1894, 2 vol. in-8).

(3) Le Calvaire part d'une réforme dont l'initiative remonte à la Mère Antoinette d'Orléans et qui débuta au prieuré de Lencloître. En 1614, elle fonda une nouvelle maison à Poitiers où elle mourut en 1618. Antoinette d'Orléans ne songeait nullement à établir une congrégation; ce fut, après sa mort, l'œuvre du P. Joseph, qui en rédigea lui-même les Constitutions. — Cf. *Vie de la Mère Antoinette d'Orléans, fondatrice de la Congrégation de Notre-Dame du Calvaire*, par un religieux *Feuillant*, publiée avec une introduction et des notes de M. l'abbé PETIT (Paris, 1880, in-8); MÈRE DE BLÉMUR : *Éloges de plusieurs personnes illustres en piété de l'O. S. B... Éloge de feu Madame Antoinette d'Orléans, fondatrice de la Congrégation du Calvaire...* (Paris, 1690, t. I, p. 100-142; et Ligugé, 1927, p. 29-90). Pour l'histoire de la Congrégation du Calvaire, nous renvoyons à la bibliographie de Dom BESSE : *Abbayes et Prieurés*, Introduction, p. 227-230.

(4) Fondée entre les années 963-971 par la Comtesse Adèle de Normandie. L'emplacement est actuellement occupé par le grand séminaire. — Cf. Arch. départ. de la Vienne, série H, 4 registres de 125 liasses; Bibl. de Poitiers, coll. Dom Fonteneau, vol. XXVII, p. 15-708, et LXXXI, p. 263-484; 493-664; *Gallia Christiana*, II, 1304-1311; Dom BESSE : *Abbayes et Prieurés*, t. III, p. 244-245; A. RICHARD : *Histoire des Comtes de Poitou*, 778-1204, t. I, p. 104; t. II, p. 460-480.

(5) Jeanne Guichard de Bourbon, abbesse de 1598 à 1631. C'est elle qui, après avoir introduit la réforme dans cette abbaye et fait établir de nouvelles Constitutions en 1625, avait obtenu deux religieux de Noaillé comme directeurs et confesseurs pour sa maison (Cf. MÈRE DE BLÉMUR, *Éloges... Éloge de feu Madame Jeanne Guichard...* éd. 1690, p. 161-183; éd. 1927, p. 117-149).

(6) Voici, de façon plus précise, les faits. Éluë en 1631 pour trois ans, Mère Ambroise du Buat du Teil, dite de Sainte-Agnès, donna sa démission le 15 avril 1633, huit jours avant sa mort; le même jour la communauté élut régulièrement

ces dernières et, par là, il se forma un schisme dans le monastère. Les religieux de Noaillé l'apaisèrent en permettant à celles qui vouloient se réformer de garder la grande règle et à celles qui leur étoient contraires de vivre dans la mitigation en reconnoissant pourtant l'autorité de la première abbesse. Elles vécurent de la sorte dans une paix profonde. Mais le P. Joseph y aiant voulu introduire des Calvériennes, il y alluma un feu si grand qu'on ne voioit pas comment on pourroit l'éteindre. Ces religieuses, qui avoient reçu beaucoup de consolation de Dom Grégoire Tarrisse pendant qu'il étoit prieur de Noaillé, s'adressèrent à luy et lui firent une peinture naïve de l'état où se trouvoit leur abbaye. Il calma tous les esprits par une seule lettre qu'il leur écrivit et ce grand feu qu'on ne croioit pas pouvoir éteindre se trouva tout à coup étouffé (1). Le P. Joseph en fut lui-même étonné et voulut connoître le P. Tarrisse dont il avoit conçu une estime extraordinaire; il lui manda de le venir trouver parce qu'il avoit une affaire de grande importance à lui communiquer. Cet affaire étoit le projet de [356] réunion dont il a été parlé et il en conféroit actuellement avec le P. Rollet et le P. l'Empereur lorsque Dom Tarrisse arriva. Ils se retirèrent aussitôt et le P. Joseph commença la conversation par l'exposé de ce projet qu'il exposa fort au long, lui demandant ensuite quel étoit là dessus son sentiment. Le P. Tarrisse, qui vit tout d'un coup d'œil que cette réunion ne pouvoit que ruiner de fond en comble tout le bien qui avoit été commencé par la réforme, réfuta ce projet par des raisons si solides et en fit voir toutes les conséquences

Catherine Erreau de Sainte-Fare comme abbesse triennale. En même temps une des religieuses, Louise de Cardaillac, de la Capelle-Marival, obtint un brevet de nomination royale comme abbesse perpétuelle en date du 15 avril 1633 (Cf. *Éloge de... Jeanne Guichard...* éd. 1927, p. 143 sq.). Parmi les pièces relatives à cette affaire, qui existent aux Archives de la Vienne, série H, fonds de la Trinité, liasse 3, et Bibl. de Poitiers, coll. Dom Fonteneau, t. XXVII, p. 575 sq., se trouvent plusieurs lettres de Dom Bernard Jévardac, procureur de la Congrégation de Saint-Maur à Paris, relatant ses démarches auprès du P. Joseph et de Richelieu.

(1) Cette lettre, datée de Paris, le 13 septembre 1633, et adressée à Catherine Erreau de Sainte-Fare, a été publiée par DOM DENIS : *Le Cardinal de Richelieu...* p. 452 (d'après Bibl. Nat. ms. lat. 18462, p. 627); par H. STEIN : *Mélanges et Documents...* (*Archives de la France Monastique*, vol. 5^e), p. 52-53; et par F. ROUSSEAU : *Dom Grégoire Tarrisse...* p. 124-126 (d'après la Coll. Fonteneau, t. XXVII, p. 627). Dom Tarrisse montrait que, vu la division des esprits qui existait et risquait de se manifester dans les élections postérieures, l'union avec le Calvaire étoit le moyen unique d'éviter les abbeses perpétuelles et la ruine de l'observance. Cette réponse qui entraînait pleinement dans les vues du P. Joseph fut si convaincante que, dès le 20 septembre, un acte signé de la majorité des religieuses consentait à l'union de leur abbaye à la Congrégation du Calvaire.

fâcheuses avec tant de force que le P. Joseph, qui l'écoutoit avec plaisir, tomba d'accord que c'étoit un phantôme dont il voioit l'impossibilité (1); il l'assura qu'il diroit toutes ces raisons à S. E. La conversation tomba ensuite sur les religieuses de la Trinité de Poitiers : le P. Joseph fit plusieurs interrogations au Père Tarrisse sur les moiens d'y entretenir la paix, sur la conduite qu'il avoit tenue avec elles étant leur directeur et de quelle façon il s'y étoit pris pour étouffer les dernières brouilleries. Celui cy répondit avec beaucoup de modestie et de prudence et laissa au P. Joseph une grande idée de son expérience et de sa capacité.

Le bon accueil que le P. Joseph lui avoit fait ne le tira point d'inquiétude et, dès le lendemain matin, il lui écrivit pour le supplier de luy garder la promesse qu'il luy avoit faite et pour lui demander une seconde audience : il l'eut à la même heure que la veille, c'est-à-dire à 8 heures du soir (2). Le P. Joseph l'assura que S. E. avait trouvé ses raisons très bonnes et étoit très content de lui, qu'on ne parleroit plus de l'union et l'exhorta à vivre en bonne intelligence avec les [357] religieux de Cluny. Il répéta plusieurs fois que le cardinal étoit content de la Congrégation et qu'il traiteroit avec elle pour son abbaye de Marmoutier. Ainsi se termina le projet imaginaire d'une union générale de toutes les Congrégations sous un même chef.

PROJET D'UNION DE CLUNY ET DE LA CONGRÉGATION DE SAINT-MAUR (3). — Ce projet étant manqué, on en proposa un autre qui

(1) Sous le sentiment du danger que ce projet ferait courir à la Congrégation, nous apprend Dom Mège, *Annales* (ms. lat. 13861), p. 21, Dom Tarrisse parla hardiment au P. Joseph et fit tomber ses illusions : Que serait, en effet, cette union de Congrégations sans lien commun d'observances, avec des constitutions différentes? que pourrait faire de bon un général choisi sans le consentement des religieux, parmi les personnages de la cour et sans expérience de la vie monastique? Quelle autorité pourrait-il avoir? ne serait-il pas plutôt un danger permanent pour l'autorité des supérieurs qui ont à maintenir la règle? Car il serait vite assailli par ceux qui cherchent à accaparer les bénéfices réguliers; d'autre part il y aurait autour de lui comme un parlement laïque qui forcément se mêlerait des choses religieuses. De cette confusion ne pourrait naître que le désordre et aucun bien pour l'observance.

(2) Dom Mège (*ibid.*, p. 22) rapporte que Dom Tarrisse se rencontra à nouveau à la porte du palais du cardinal avec Dom Rollet et Dom Lempérière. Ce dernier lui prodigua les marques de déférence l'assurant qu'il était prêt à tout en faveur de l'union. Dom Tarrisse coupa court à ces paroles cauteleuses : « Nous connaissons d'expérience, lui dit-il, votre amour de la paix et de la concorde et nous savons aussi que Dieu, qui juge le cœur des hommes, vous donnera la digne récompense de vos œuvres. »

(3) Cf. Dom Mège, *Annales* (ms. lat. 13861), p. 23-46; ainsi que, ms. lat. 12789,

n'étoit pas sujet à moins d'inconvénients, c'étoit l'union de Cluny à la Congrégation de Saint-Maur sous le même cardinal qui en seroit

fol. 79-86 et 111-125, les précieuses indications recueillies par Dom Claude de Vic dans les archives de la procure de la Congrégation de Saint-Maur à Rome. Voir, sur cette période, Dom DENIS : *Le Cardinal de Richelieu*, p. 94 sq.; et FR. ROUSSEAU : *Dom Grégoire Tarrisse...*, p. 105 sq.

Avant d'aborder cette nouvelle phase des essais d'union entre l'Ordre de Cluny et la Congrégation de Saint-Maur qui devait aboutir au Concordat de décembre 1634, il est utile, croyons-nous, de compléter par quelques indications et références le récit de Dom Martène et de donner un rapide aperçu des principaux événements qui, dans les années précédentes, marquèrent les diverses tentatives de réforme de l'Ordre de Cluny. On a vu comment, avec Dom d'Arbouze, les pourparlers engagés dès l'année 1622 et repris quatre fois, entre Cluny et Saint-Maur, ne purent aboutir à aucun résultat définitif; si bien que, les Mauristes demeurant sur la réserve et se refusant à poursuivre une réforme qu'ils jugeaient illusoire, l'abbé de Cluny fit appel en 1628 aux religieux de Saint-Vanne. On a vu aussi de quelle manière celui-ci, ayant accepté, se mirent à l'œuvre et comment la réforme imposée par les représentants du nouvel abbé de Cluny, le cardinal de Richelieu, fut introduite par eux sans les tempéraments nécessaires. Enfin, en mars 1631, Dom Rollet, nommé grand-prieur, a désormais la haute main sur Cluny; en outre, pour parer aux oppositions, le Cardinal de Richelieu promulgue, le 1^{er} septembre 1631, une ordonnance de réforme avec statuts et règlements pour l'abbaye et tout l'ordre de Cluny. Cette ordonnance (publiée par Dom DENIS, *op. cit.*, p. 434-438, d'après Arch. Nat., LL 1334, fol. 72 sq., et Bibl. Nat., ms. fr. 15721, fol. 7 sq.) détermine que toute l'autorité appartiendra aux réformés, les anciens gardant les préséances honorifiques; qu'on suivra les Constitutions de la Congrégation de Saint-Vanne et que les religieux de l'étroite observance en porteront l'habit. Les anciens qui voudront adopter la réforme feront un noviciat d'un an et abandonneront leurs bénéfices à la communauté; quant aux autres, ils lui céderont leurs prébendes, mais en garderont les revenus. Les affaires temporelles seront traitées capitulairement de commun accord entre réformés et anciens, mais seule la stricte observance pourra recevoir des novices. Les offices claustraux des anciens devenus vacants seront supprimés et les revenus en seront affectés à la mense commune des religieux de l'observance. Quant aux autres monastères, on constituera des communautés de douze religieux par la fusion de celles qui n'atteignent pas ce nombre. Cette ordonnance, approuvée le jour même par lettres patentes du roi (Bibl. Nat., Ld⁶ 69, p. 11-15), n'en souleva pas moins des critiques légitimes d'ailleurs et des protestations assez vives. Dom Des Roziers, prieur de Genzac, fit ressortir dans un factum les dommages graves qui résulteraient pour l'Ordre de ces articles qui n'avaient été réellement acceptés que par trois religieux de Cluny et donc les raisons de s'opposer à leur vérification au Grand Conseil; il dénonce aussi le rôle indigne de Dom Lempérière dans l'affaire du Collège de Cluny (Bibl. Nat., Ld⁶ 76); puis, dans une lettre à Richelieu lui-même, il le supplie de ne pas ruiner l'Ordre de Cluny en y introduisant une Congrégation toute différente. (Cf. Dom DENIS, *op. cit.*, p. 441.) Entre temps, le Cardinal de Richelieu promulgue, en novembre 1631, de nouveaux règlements pour les religieux non réformés de l'abbaye de Cluny (Arch. Nat., LL 1334, fol. 63), ils sont, le 24 décembre, enregistrés par la Voûte (Arch. Nat., S. 1445); il obtient un arrêt du Grand Conseil, du 18 décembre 1631, maintenant par provision Dom Rollet comme grand-prieur, pendant la durée du procès avec ses compétiteurs (Arch. Nat., S. 1445). Dom Rollet en profite pour étendre son action sur tout l'ordre de Cluny et c'est alors qu'il imagine son plan grandiose d'unification de toutes les congréga-

qualifié le protecteur. L'abbé de Courson (1), qui étoit de la maison du cardinal et toujours appliqué à lui procurer de l'honneur et des grandeurs, en fit la première ouverture. Il avoit été religieux de Cluny

tions sous un chef unique ; de son côté Dom Lempérière procède à l'expulsion des Mauristes du Collège de Cluny ; enfin de nouveaux règlements sont promulgués le 13 juin 1632 par le Cardinal de Richelieu pour les anciens religieux de l'abbaye de Cluny (Arch. Nat., S. 1445). Mais, sur ces entrefaites, les appels portés contre la nomination de Dom Rollet et contre les statuts du 1^{er} septembre 1631 obtiennent gain de cause au Grand Conseil qui, par un arrêt du 10 septembre 1632, décrète la convocation par l'abbé d'un chapitre général dans lequel seront examinés les statuts en présence de deux délégués du Conseil et, qu'en attendant, les revenus du grand priorat seraient sous séquestre. (Cf. « Arrest de nosseigneurs du Grand Conseil pour la conservation de l'ordre de Cluny contre la Congrégation de Saint-Vannes de Verdun en Lorraine ». Bibl. Chambre des Députés, ms. 94, p. 273 sq. ; Arch. Nat., LL 1334, fol. 79 sq. ; publié par Dom DENIS, *op. cit.*, p. 442-444.) Aussitôt les opposants demandèrent l'exécution de cet arrêt (Arch. Nat., S. 1445) ; mais Richelieu en fit suspendre l'exécution par le roi et porter, le 11 décembre 1632, l'affaire au Conseil privé (Arch. Nat., LL 1334, fol. 81 sq.). Celui-ci, par un arrêt en date du 4 mars 1633, maintint Dom Rollet dans ses fonctions de grand prieur (Bibl. Nat., L. d¹⁶ 69, p. 15-18) et prescrivit l'enregistrement au Grand Conseil des règlements de réforme du 1^{er} septembre 1631 (Ibidem, p. 18-23). C'est alors que, en date du 26 juillet, fut convoqué par mandement du cardinal de Richelieu le chapitre général où devait se régler définitivement l'union de l'étroite observance de Cluny et de Saint-Vanne. L'assemblée, la première de l'étroite observance, se réunit à Cluny le 16 novembre 1633 : Dom Rollet fut président du chapitre, avec Dom Pierre Lucas, Dom Arnould Desmonceaux, Dom Joseph Braconnier et Dom Ignace Philibert pour définiteurs ; elle se composait de 14 religieux réformés de l'Ordre de Cluny et de deux délégués de la Congrégation de Saint-Vanne ; cinq monastères avaient envoyé des lettres (Arch. Nat., LL 1334, fol. 85). On discuta et adopta, le 25 novembre 1633, le projet d'« association entre laditte congrégation et laditte étroite observance sans cependant les unir et n'en faire qu'un même corps ». Cette association porterait le nom d'Observance de Cluny, chacun conservant son régime propre et ses chapitres annuels, un chapitre général commun devant être tenu tous les trois ou cinq ans (Arch. Nat., S. 1445). Cette union, remarque Dom Mège (*Annales*, ms. lat. 13861, p. 599-605), en achevant le récit de cette première phase des essais d'union dont Cluny fut l'objet, était irrégulière, votée par les seuls Pères de Lorraine stabilisés à Cluny, sans la participation du supérieur général, ni du chapitre de Saint-Vanne ; de plus, rien n'étant prévu et assuré pour l'avenir, cette union, œuvre chimérique de Dom Rollet qui ne rêvait que de s'étendre, était pleine de conséquences funestes. Il ne parvint pas d'ailleurs à en obtenir la confirmation de Rome, mais n'en exigea pas moins que les novices fissent profession pour cette union ; ce qui n'empêcha point les anciens religieux d'affirmer et de réclamer, dans un mémoire, le maintien de « l'ancienne observance et vraie règle dudit ordre » (Arch. Nat., S. 1445). D'ailleurs, dans toute cette affaire, Dom Rollet n'était qu'un médiocrement soutenu par les supérieurs de Saint-Vanne qui continuaient à entretenir de bonnes relations avec ceux de la Congrégation de Saint-Maur (Dom Mège, *ibid.*, p. 605). On peut voir le récit détaillé de ces événements dans Dom DENIS : *Le Cardinal de Richelieu*, p. 79 sq., qui ne fait guère d'ailleurs que reproduire, en la complétant d'indications d'archives, la narration de Dom Mège.

(1) Claude de-Bruillart, abbé de Coursan.

et avoit trouvé le moien de se faire dispenser de ses vœux. Il en parla d'abord au P. Rollet et au P. l'Empereur qui l'approuvèrent. Assuré de leurs suffrages, il communiqua le projet au P. Tarrisse; il lui dit que cette union faite, le cardinal feroit des merveilles pour la gloire et l'avancement de l'ordre, et qu'il établiroit des séminaires par le moien de plusieurs prieurez considérables, ce qui rendroit l'ordre illustre et recommandable. Cette belle promesse ne fit aucune impression sur l'esprit du P. Tarrisse qui ne cherchoit pas la gloire des hommes, mais celle de Dieu; il lui fit voir que ce dessein avec ses belles apparences était impraticable, que l'abbé de Cluny étant perpétuel et aiant une juridiction absolue sur l'ordre de Cluny cela étoit incompatible avec le gouvernement de la Congrégation. Cette raison ferma la bouche à l'abbé de Courson; mais quelques semaines après il proposa au P. Tarrisse quelques moiens d'applanir ces difficultés et, voyant qu'il n'en étoit pas ébranlé, il s'adressa à M. Molé, procureur général, qu'il sçavoit être amy de la Congrégation et avoir toute autorité sur l'esprit des supérieurs. Il luy fit entendre que c'étoit une résolution prise, qu'il ne s'agissoit que d'en chercher les moiens et d'y préparer les supérieurs de la Congrégation. Ce magistrat fut très surpris et, dès le lendemain, il fit venir le P. Tarrisse auquel [358] il déclara la volonté du cardinal qu'on ne pouvoit offenser sans s'exposer à perdre la Congrégation; il conviñt cependant qu'il ne falloit pas s'avancer, mais attendre si l'abbé de Courson continueroit ses poursuites (1).

Pendant que l'on travailloit ainsi à unir Cluny à la Congrégation

(1) C'est à cette époque, en juillet 1634, et sans doute pour éviter les dangers d'une union de plusieurs congrégations sous un même « protecteur », que, sur le conseil du P. Joseph, Dom Tarrisse adressa une requête à Richelieu, le priant d'accepter le titre de *protecteur spécial* de la Congrégation de Saint-Maur. (Cf. Dom Denis, *op. cit.*, p. 96-98, qui l'a publiée.) Mais, malgré les démarches de Dom Tarrisse (Bibl. Nat. ms. lat. 12790, fol. 138), les instances du procureur général et tous les ménagements employés pour écarter les préventions ou les craintes, une démarche même du roi de France, jamais la curie romaine ne voulut y consentir. On craignait, dit Dom Claude de Vic, que Richelieu, qui était déjà protecteur avoué de tant d'Ordres et de Congrégations, ne devint trop puissant et que cela ne fît du tort aux droits de la daterie apostolique (Voir Bibl. Nat. ms. lat. 12789, fol. 78^{re}; et fol. 110^{re}, la minute de la supplique « pro obtinendo novo protectore ». Au fol. 90^{re} l'annaliste note à l'année 1636 : « frustra postulatur in protectorem n. Congregationis ems. card. dux Richeleius ». Richelieu reçut, par contre, en date du 12 septembre 1634, un nouveau Bref apostolique d'Urbain VIII pour la réforme de l'Ordre de Cluny. (Bibl. Nat. ms. lat. 12789, fol. 266^{re}-267.)

de Saint-Maur, le P. Rollet, de son côté, faisoit ses efforts pour introduire sa Congrégation de Saint-Vanne dans Marmoutier (1). Les religieux de cette abbaye travailloient de leur côté à rompre ses mesures et Dom Pierre Bedacier, leur grand prieur, étoit alors à Paris, en qualité de député pour tâcher d'éviter la réforme, ou du moins pour traiter avec la Congrégation de Saint-Maur, si la réforme étoit inévitable. Ils ne vouloient point entendre parler du P. Rollet, à cause de la manière dont il avoit traité les anciens religieux de Cluny. Le P. Bedacier étoit desjà entré en conférence avec les supérieurs de Saint-Maur (2) et, comme il n'attendoit pour conclure que la résolution du P. Joseph sur quelques difficultés, il pressa le P. Tарisse d'aller avec lui à Roiaumont où étoient le cardinal et le P. Joseph : ils partirent ensemble, accompagnés de Dom Cyprien Leclerc, le 5 ou le 6 aoust 1634. Ils prenoient des mesures pour éviter l'abbé de Courson, mais ce fut la première personne qu'ils rencontrèrent. Aiant appris le sujet de leur voyage, il s'offrit de les conduire au P. Joseph. Il le fit effectivement et dans la conversation on tomba sur l'union (3); le P. Joseph la proposa comme une chose fort glorieuse à la Congrégation, qu'on recherchoit ainsi pour rétablir la régularité dans l'ordre de Cluny qui l'avoit autres fois rétablie dans presque tous les monastères de l'Europe. Le P. Tарisse ne manqua pas de lui représenter les grandes suites que cette entreprise entraînoit après elle et qui étoient telles qu'elles pour-

(1) Cf. Dom Mège, *Annales* (ms. lat. 13861), p. 28.

(2) Richelieu étoit abbé de Marmoutier depuis l'année 1629. Dès l'année suivante, il fit une ordonnance pour remédier aux abus, mais elle demeura sans grand effet. Aussi, profitant du chapitre général de 1632, il leur délégua son vicaire général, le sieur Froissard, chargé de faire adopter un projet de réglemens qui, après quelques modifications, furent ratifiés par le Cardinal, le 3 juin 1632; le grand prieur Dom Pierre Bédacier étoit chargé de les faire observer, mais ce fut de courte durée. C'est alors que Richelieu, sur les indications de l'archevêque de Bordeaux, Henri d'Escoubleau de Sourdis, fit appel à Dom Rollet pour introduire la réforme à Marmoutier. Celui-ci y arriva, en mai 1634, avec Dom Lempérière et six religieux réformés de Cluny pour y établir un noviciat. Mal reçus d'abord, on fut bien obligé de s'incliner devant la volonté du Cardinal qui, à la mort de Dom Jean de Horris, en avril 1634, nomma Dom Mathieu Jacquesson, vanniste, recteur du collège de Marmoutier à Paris. Le chapitre délégua Dom Bédacier et le prieur de Saint-Martin du Vieux-Bellême, Pierre Seguin, pour porter ses doléances à Richelieu et lui proposer la réforme de Marmoutier par ses propres religieux. C'est alors que, sur le refus du Cardinal, les députés du chapitre qui tenaient à écarter l'étroite observance de Cluny mirent en avant la Congrégation de Saint-Maur; les négociations commencèrent dans ce sens dès le mois de juin 1634. (Cf. Dom DENIS : *Le Cardinal de Richelieu*, p. 217-228.)

(3) Dom Martène ne fait que reproduire dans les pages qui suivent le récit de Dom Mège (*loc. cit.*, p. 23-46) à peu de choses près.

roient porter des coups mortels à la Congrégation. « Si cette proposition, répondit le P. Joseph, peut porter préjudice à la Congrégation, il n'y faut pas penser; mais si, au contraire, elle doit lui être avantageuse et lui faire [359] beaucoup d'honneur, vous ne devez pas la refuser. C'est ce qu'il faut examiner. » Le P. Tarrisé lui dit que l'abbaye de Cluny étoit si illustre qu'elle seroit toujours recherchée par un prince, ou un cardinal, ou quelque autre personne puissante, quel abbé étant perpétuel et aiant une pleine juridiction dans tout l'ordre, il voudroit toujours être le maître. A cela, le P. Joseph trouva une solution en disant qu'il n'y avoit qu'à mettre l'abbaye en commende et que, par ce moien, la juridiction spirituelle demeureroit à tout le corps, que le cardinal abbé remettroit tout le pouvoir et la juridiction qu'il avoit sur l'ordre de Cluny au supérieur général de la Congrégation, que néant moins pour conserver l'honneur de S. E., donner plus d'autorité à la Congrégation et contenir les anciens religieux dans leur devoir, elle donneroit des lettres de grand vicaire à celui des réformés qui lui seroit nommé par le chapitre général; et afin de protéger la Congrégation avec plus d'effet, que l'on suppleroit Sa Sainteté de nommer le cardinal protecteur de la Congrégation. S. E. s'étant rêlâchée jusques à ce point, le P. Tarrisé ne put refuser son consentement à l'union. Il ne restoit plus qu'à déterminer quel nom on donnerait à la nouvelle Congrégation et en convint qu'on l'appelleroit de Saint-Benoist, autrement ditte de Cluny et de Saint-Maur (1), pour conserver le nom de Cluny autres fois si illustre et faire honneur à la Congrégation de Saint-Maur dont on se servoit pour luy rendre son premier lustre.

ON DRESSE LES ARTICLES POUR L'UNION (2). — Les choses étant ainsi arrêtées, lorsqu'il fut question de rédiger par écrit, l'abbé de Courson, pour faire honneur au cardinal, entassa qualitez sur qualitez, épithètes sur épithètes et lui donna les titres de fondateur, instituteur, restaurateur, réformateur, général de la Congrégation. Le lendemain le P. Joseph dit au P. Tarrisé que S. E., après avoir entendu la lecture des articles, désiroit qu'on les signât. Le P. Tarrisé, qui n'étoit pas venu à Roiaumont pour traiter [360] de cette affaire et qui n'avoit

(1) *Congregatio Sancti Benedicti, alias Cluniacensis et Sancti Mauri*. C'est le titre qu'elle porte dans les Constitutions imprimées en 1637 et qu'elle conserva jusqu'à la séparation en 1644.

(2) Cf. Dom Mège, *Annales* (ms. lat. 13861), p. 32 sq. Voir aussi ms. lat. 12789, fol. 79-87^{re} et fol. 111-125.

point de procuration, représenta que le cardinal pouvoit traiter absolument et indépendamment de tout autre, mais que lui deppendant d'un corps à qui il devoit répondre de sa conduite, il ne pouvoit traiter avec Son Éminence que sous le bon plaisir des supérieurs et du chapitre général. La difficulté fut trouvée juste et raisonnable (1). On fit deux copies des articles signées de part et d'autre, l'une pour le cardinal, l'autre pour la Congrégation. Le P. Tarrisse, qui faisoit les copies, voiant l'équivoque causée par les termes de réformateur général de la Congrégation qui, étant séparés par une virgule, donnoient à S. E. la qualité de général, ne fit que transposer ces deux mots et mit général réformateur. L'abbé de Courson l'ayant remarqué parut trouver mauvais ce changement; mais le Père lui ayant répondu que réformateur général ou général réformateur étoit la même chose, et lui ne voulant pas faire paroître qu'il y avoit eu de l'affectation, il n'en fut plus parlé : on conjectura seulement de là que les vues de l'union étoient plus étendues qu'elles ne paroissoient et que le dessein du cardinal étoit de se rendre maître de la Congrégation sous le titre de général (2). L'abbé de Courson voulut encore insérer dans le traité qu'à l'avenir on ne pourroit faire aucune introduction sans le consentement du cardinal; mais le P. Tarrisse lui fit voir tant d'inconvénients dans cette proposition qu'il n'étoit pas possible de l'admettre (3) : l'abbé s'emporta et dit au P. Tarrisse qu'il n'y avoit que lui qui refusât de contribuer à la gloire de S. E. Ensuite, prenant les articles pour les montrer au cardinal, il dit qu'il lui ferait entendre le refus que l'on avoit fait. Cette menace chagrina beaucoup le P. Tarrisse qui s'en alla, avec son compagnon, dans [361] l'église de l'abbaye (4) s'adres-

(1) En conséquence, disait Dom Tarrisse, il fallait ou bien traiter conditionnellement, ou bien attendre jusqu'à la réunion du prochain chapitre, qui devait se réunir après Pâques 1636. (Cf. Dom Mège, *loc. cit.*) Mais Richelieu avait hâte d'arriver à une solution; il se rendait compte du peu d'avenir que représentait l'union de Cluny à Saint-Vanne et n'avait désormais confiance qu'en celle avec Saint-Maur. Aussi répondit-il au P. Joseph qui lui faisait part des objections de Dom Tarrisse : « Qu'on mette les conditions que l'on voudra, mais que les pièces soient signées; on les soumettra ensuite aux chapitres. » (Cf. Dom Mège, *ibid.*, p. 34.)

(2) Dom Mège remarque, à propos de ce changement de virgule, qu'ainsi l'union commençait par une équivoque et que les mots avaient un sens différent en eux-mêmes et dans la pensée des familiers de Richelieu (*ibid.*, p. 35).

(3) Car c'étoit gravement exposer les intérêts de la Congrégation et compromettre son extension; contraire en outre au bref d'Urbain VIII rendu en faveur de Saint-Maur.

(4) Il s'agit de l'abbaye cistercienne de Royaumont. Dans l'acte dressé à la diète de 1637 par lequel, en reconnaissance des faveurs accordées, les délégués engagèrent par vœu la Congrégation à certaines prières publiques, cette circonstance est spécialement rappelée. (Cf. Arch. Nat. L. 814, pièce 148; et ms. fr. 24151, fol. 65-66.)

ser à Dieu et à la Sainte Vierge, sous la protection de laquelle ils mirent le succès de cette affaire. Ils y demeurèrent jusques à ce que l'abbé de Courson les fit appeller. Il leur dit d'un visage riant que S. E. avoit signé et retenu un exemplaire et donné l'autre pour le supérieur général.

Le lendemain, avant de partir, ils allèrent saluer le cardinal qui leur dit qu'il étoit bien aise d'avoir mis l'Ordre de Cluny et sa conscience entre les mains de la Congrégation et qu'il la protégeroit. Cette négociation dura six jours et ils ne partirent pour s'en retourner à Paris que la veille de l'Assomption.

L'affaire aiant été divulguée, le P. D. Pierre Lucas (1), religieux de l'abbaye de Cluny, se rendit à Paris et se plaignit de ce qui avoit été fait, surtout de l'article qui portoit qu'on mettroit l'abbaye de Cluny en commende, contre les privilèges et contre la pratique inviolable de tous les temps (2). Cela fut cause que le P. Tarrisse, le P. Rollet, le P. Lucas et Dom Colombain Regnier se transportèrent à Conflans où le cardinal étoit avec le P. Joseph. Ils s'adressèrent à ce dernier et le P. Lucas lui exposa le tort qu'on feroit à l'abbaye de Cluny si on la mettoit en commende. Le P. Joseph écouta favorablement sa remontrance et l'assura qu'il feroit trouver bon à S. E. qu'après sa mort on remit l'abbaye en règle; cette clause fut insérée dans le concordat d'union, dans l'arrêt et dans les lettres patentes.

LES ARTICLES D'UNION CONFIRMÉES DANS UNE ASSEMBLÉE DES SUPÉRIEURS DE LA CONGRÉGATION. — En conséquence de tout ce qui avoit été fait. Dom Grégoire Tarrisse convoqua une assemblée extraordinaire, au jour de la Nativité de la Vierge, au monastère de Saint-Benoist sur Loire où assistèrent Dom Colombain Regnier, visiteur de la province

(1) Dom Pierre Lucas étoit alors prieur claustral de Cluny et visiteur de l'étroite observance. Dom Mège nous le montre animé d'excellentes intentions, mais sous l'influence de Dom Rollet qui, profondément déçu de cette négociation conclue sans la participation des moines de Cluny, essaya tout pour amener la rupture de l'union. (Cf. Dom Mège, *Annales*, *ibid.*, p. 40.)

(2) D'après cet article, l'abbé de Cluny devait être triennal au même titre que les autres supérieurs de la Congrégation. Dom Tarrisse essaye en vain de faire comprendre à Dom Rollet et Dom Lucas, qui étoient venus se plaindre à lui, qu'avec leur système de postulation, la liberté d'élection de la communauté de Cluny étoit illusoire et qu'elle étoit livrée plus que toute autre à une administration laïque. (Dom Mège, *ibid.*, p. 41.) L'avenir se chargea de montrer, qu'en la circonstance, Dom Tarrisse avoit vu juste et la modification apportée sur les instances de Dom Lucas fut par la suite une cause de graves difficultés.

de France et prieur de [362] Saint-Remi de Reims, Dom Gérard des Alleux, visiteur de la province d'Aquitaine et abbé de Saint-Augustin de Limoges, Dom Placide de Sarcus, visiteur de la province de Bretagne et prieur de Saint-Melaine de Rennes, Dom Cyprien Leclerc, senior assistant du R. P. supérieur général et prieur de Saint-Denys en France, Dom Maur Dupont, senior assistant et prieur de Saint-Germain des Prez, Dom Maur Tassin, prieur de Levrières, Dom Gabriel Théroude, prieur de Bonne Nouvelle de Rouën, Dom Charles de Malleville, prieur de Saint-Lomer de Blois, Dom Jean Harel, prieur de Saint-Jean d'Angély, Dom André Betoulaud, prieur des Blancs Manteaux, Dom Guillaume Girard, prieur de Jumièges, et Dom Augustin Renain (1), prieur de Saint-Benoist, auxquels le R. P. Dom Grégoire Tarsis présenta les articles dont il étoit convenu à Roiaumont, le 13 aoust, avec Son Eminence le cardinal de Richelieu, touchant l'union de Cluny à la Congrégation de Saint-Maur : lesquels articles, aiant été lus et mûrement examinés, furent reçus avec honneur et respect, loués, approuvés et ratifiés au nom de toute la Congrégation. On remercia Son Em. de l'honneur qu'elle faisoit à la congrégation de se servir d'elle pour l'exécution de ses pieux desseins ; on lui demanda sa protection et on donna procuration au P. Tarsis pour passer avec elle et les religieux de Cluny tous traités, concordats et autres actes nécessaires pour l'exécution de ses articles.

Les religieux de Saint-Vanne venus à Cluny, voyant leur premier dessein rompu, formèrent beaucoup de difficulté sur les constitutions qui seroient observées, parce qu'on y avoit fait des changemens dans la Congrégation de Saint-Maur et qu'il ne convenoit pas qu'eux, de qui la congrégation avoient pris son observance, quittassent leurs constitutions pour prendre celles de Saint-Maur, d'autant plus qu'on pourroit croire que la Congrégation de Saint-Vanne s'étoit relâchée et qu'on étoit plus réformé dans Saint-Maur. Il se tint à ce [363] sujet plusieurs conférences, mais toujours inutilement. On forma encore de nouvelles difficultés sur le nombre de ceux qui se trouveroient aux chapitres généraux ; mais par l'entreprise d'un ami commun on convint que neuf Pères de Cluny et dix huit de la Congrégation de

(1) Il s'agit de Dom Augustin Reneuve, originaire de Noyon, profès à Saint-Faron de Meaux le 11 novembre 1624, et qui mourut le 17 juin 1654 à Corbie. On le trouve, en 1630, prieur de Saint-Germain d'Auxerre, de Saint-Benoît-sur-Loire en 1633, de Sainte-Colombe de Sens en 1636, de Saint-Germain d'Auxerre de 1639 à 1645, d'où il passe comme prieur à Saint-Pierre de Lagny.

Saint-Maur composeroient le chapitre général et, pour les constitutions, on passa un acte le 4 de décembre 1634, par lequel il fut dit qu'on garderoit les constitutions dont on conviendrait (1). Au mois de juillet suivant, on députa neuf religieux de part et d'autre qui s'assemblèrent à Saint-Denys où, pendant plusieurs semaines, ils examinèrent les constitutions, les déclarations et le régime de la Congrégation de Saint-Maur et, tout pesé au poids du sanctuaire, ils trouvèrent les changemens qu'on avoit faits si sages et si raisonnables qu'ils ne crurent pas devoir y faire attention.

CONCORDAT POUR L'UNION DE CLUNY ET DE LA CONGRÉGATION. — On travailla au concordat qui fut communiqué au S^r Joly, avocat chef du conseil du cardinal de Richelieu, au S^r de Sainte-Marthe, aussy avocat, et au S^r Froissard, docteur en théologie, qui modifièrent plusieurs des articles qu'on n'avoit pu passer autrement à cause de l'abbé de Courson (2). Il fut ensuite signé par le cardinal, le 22 décembre 1634, et par les Pères de Saint-Maur, le 29 du même mois; ensuite l'on poursuivit en cour de Rome des bulles pour autoriser le concordat et des lettres patentes du roi qui les donna au mois de janvier 1635 (3). Mais il ne fut pas si facile de les faire enregistrer par l'opposition qu'y

(1) Cf. Arch. Nat. S. 1445 : Acte par lequel les Pères de la Congrégation de Saint-Maur agréent les articles d'union dressés par M. le Cardinal de Richelieu et arrestent que sera tenu un chapitre général de 18 pères de ladite congrégation et de neuf de l'étroite observance de Cluny pour les accepter.

(2) C'est ainsi qu'on proposa d'éteindre le titre abbatial de Cluny pour éviter toute compétition, et qu'on décida que le premier supérieur général serait choisi dans la Congrégation de Saint-Maur; mais pour parer aux difficultés qu'il prévoyait, Dom Tarrisse obtint qu'on laisserait à Cluny son titre et au chapitre général le choix du supérieur. (Cf. Dom Mège, *ibid.*, p. 45.) Enfin, dans une dernière requête à Richelieu, fut précisé le mode d'élection de son successeur comme abbé de Cluny. Voir Dom DENIS, *op. cit.*, p. 108-109, qui en donne le texte.

(3) D'après Arch. Nat. L. 869, n° 1, et Bibl. Nat. L. 16 77. Dom DENIS : *op. cit.*, p. 457-462, a publié le texte de ce concordat comprenant onze articles, dont le 2^e déclare expressément qu'à la mort du Cardinal « l'abbé de Cluny sera regulier, pris du corps de ladite Congrégation de S. Benoist, élu par les Chapitres généraux ou (si le cas y eschet) par les Diettes ou Superieurs généraux de ladite Congregation : lequel abbé usera de son autorité en l'administration et exercice de sa charge, suivant et conformément aux Statuts, Régime et Constitutions de ladite Congregation, et Règlements desdits Chapitres et Superieurs généraux ». Ce concordat d'union fut enregistré au Grand Conseil le 9 février 1636; mais, bien que personnellement Urbain VIII s'y montra favorable, il ne fut pas possible, ainsi qu'on le verra, d'en obtenir l'approbation au bout de longues négociations qui durèrent huit années avec la Curie romaine.

formèrent les religieux de Saint-Vanne (1). Comme le roi, dans ses lettres patentes, déclaroit qu'il désiroit une réformation générale de tout l'ordre de Saint-Benoist dans son royaume par l'union de Cluny et de la Congrégation de Saint-Maur, ils prétendirent [364] que ces termes leur étoient préjudiciables et que, par là, on pourroit comprendre et embrasser toutes les autres Congrégations du même ordre et particulièrement la leur. Le syndic de la Congrégation Chezal Benoist et le S^r de Santeny (2), prieur de Saint-Martin des Champs, firent aussi leur opposition à l'enregistrement des lettres patentes. Les Pères de Saint-Vanne firent entendre de nouvelles propositions (3) et, malgré un accord passé entre eux et les supérieurs de Saint-Maur, le 16 octobre 1634, par lequel il étoit dit que, pour éviter la mésintelligence qui pourroit naître du mélange des monastères des deux Congrégations, celle de Saint-Vanne ne pourroit s'étendre en France hors des évêchez de Laon, Reims, Châlons, Langres et Troyes, ny réciproquement celle de Saint-Maur du côté de la Lorraine et autres provinces étrangères, hors des dits évêchés, à moins que d'un commun consentement il n'en fut autrement convenu; ils demandèrent le monas-

(1) Il est utile de souligner ici une distinction à maintenir entre quelques religieux vannistes et les supérieurs de Saint-Vanne; bien qu'ils n'aient pas été indifférents aux avantages que leur Congrégation pouvait retirer de son extension en France, ils demeurèrent étrangers à ces difficultés. Ainsi, au moment même où Dom Rollet s'efforçoit d'empêcher la ratification des articles de l'union, les supérieurs de Saint-Vanne signaient, le 16 octobre 1634, avec ceux de Saint-Maur, le renouvellement de leur charte d'alliance dont on trouvera le texte dans Dom DENIS, *op. cit.*, p. 455-457.

(2) Dom Claude de Santeny, un des anciens compétiteurs de Dom Rollet au grand-priorat de Cluny, avait été institué prieur claustral de Saint-Martin-des-Champs par Richelieu le 8 février 1634. (Arch. Nat. S. 1445.) Voir les deux requêtes faisant opposition à l'union entre Saint-Maur et Cluny dans *Aff. Étrang. France, Mém. et doc.*, t. 812, fol. 273 et fol. 275-277.

(3) Dom Mège, *Annales* (ms. lat. 13861), p. 46-47, est plus explicite. Rappelant que Richelieu avait donné à un religieux de Saint-Vanne l'administration du Collège de Marmoutier à Paris, il ajoute qu'on pouvait de là espérer que l'abbaye serait elle-même donnée à cette Congrégation et, à sa suite, d'autres monastères; c'étoit d'ailleurs le but des efforts de Dom Rollet. Mais si ce projet aboutissait, des conflits étoient à craindre entre les deux Congrégations. Ne vaudrait-il mieux les unir? Les nouvelles Constitutions inaugurées à Saint-Maur étoient, il est vrai, un obstacle; mais il ne serait pas insurmontable moyennant quelques concessions. Du moins, d'après les lettres du Visiteur Dom Alexandre Moy à Dom Maur Dupont, prieur de Saint-Germain-des-Prés, on l'espéroit à Saint-Vanne, et le chapitre général en fit la proposition à Dom Tarrisse. Mais Saint-Maur tenait à son régime avec d'autant plus de raison que Saint-Vanne dans la suite songea à se l'approprier. L'union proposée étant donc impossible et Saint-Vanne ne pouvant se résigner aux seules limites de la Lorraine, on passa l'accord du 16 octobre 1634, comportant la clause des cinq diocèses.

tère des Blancs Manteaux pour leur servir d'hospice dans Paris. Le P. Tарisse offrit de les recevoir lorsqu'ils auroient des affaires, mais la proposition de céder le monastère fut rejetée et M. le procureur général à qui l'on en parla répondit avec indignation qu'il vaudroit mieux abandonner toute la Congrégation que les Blancs Manteaux où Dieu avoit fait des miracles. Enfin l'affaire de l'enregistrement des lettres patentes fut évoquée au privé conseil où intervint un arrêt qui ordonna qu'elles seroient enregistrées purement et simplement pour sortir leur effet.

RÉFORME DE SAINT-MARTIN DES CHAMPS (1). — Lorsque le cardinal de Richelieu apprit que le S^r de Santeny, prieur de Saint-Martin des Champs, s'étoit opposé à l'enregistrement des lettres patentes [365] pour l'union, il en fut si choqué, qu'en qualité d'abbé de Cluny, il lui ôta sa charge de prieur claustral et ordonna que le monastère seroit réformé (2). Il y avoit longtemps que les religieux réformés de Cluny aspiraient à posséder cette maison. Voiant que la porte leur en étoit ouverte, ils allèrent s'offrir à l'archevêque de Bordeaux qui étoit chargé de cette affaire et auquel ils accordèrent tout ce qu'il leur demanda. Les conditions du traité furent qu'on entretiendrait vingt religieux de Cluny exilés pour n'avoir pas voulu recevoir la réforme, que les religieux qui entrentoient à Saint-Martin se chargeroient de toutes les réparations, tant dedans que dehors le monastère, et que le prieur titulaire jouiroit de partie des droits annexes aux différents officiers. Ce traité servit pour la Congrégation de Saint-Maur que le cardinal voulut mettre en possession de cette maison; le P. Tarrisé n'approuvoit point ce concordat dont il ne voioit que trop les conséquences. Pour le gagner, on fit paroître le revenu beaucoup plus considérable qu'il n'étoit et l'on diminueoit les charges. Le con-

(1) Cf. Dom Mège, *Annales* (ms. lat. 13861), p. 199-212. — Pour la bibliographie, voir DOM BESSE : *Abbayes et Prieurés*, t. I, p. 98-102. DOM DENIS : *Le Cardinal de Richelieu*, p. 163-165, a consacré quelques pages à l'introduction de la réforme dans cette abbaye, d'après Dom Mège.

(2) A la mort du cardinal Ludovico Ludivisio (15 décembre 1632), le prieuré de Saint-Martin-des-Champs, qui occupait dans l'ordre de Cluny le premier rang après l'abbaye-mère, avait été donné à l'archevêque de Toulouse, Louis de Nogaret, cardinal de La Valette, qui en prit possession le 22 février 1633. Ses efforts en vue d'y introduire la réforme ayant échoué, il s'en démit en faveur de Richelieu qui, ayant obtenu une dispense de Rome lui permettant de posséder à la fois l'abbaye de Cluny et ce prieuré qui en dépendait, en prit possession le 9 novembre 1633.

cordat (1) fut passé et le cardinal, après avoir obtenu des lettres patentes, fit nommer des commissaires pour les mettre en exécution; ce furent l'archevêque d'Arles, l'évêque d'Auxerre, le S^r de Lezeau et un autre conseiller d'État qui introduisirent vingt religieux de la Congrégation de Saint-Maur avec un prieur, en 1635. Comme cette introduction se faisoit malgré les anciens (2), elle ne se fit pas sans difficulté. Ils soulevèrent la populace de façon à obliger les commissaires de prendre des gardes et quelques anciens frappèrent les réformés. [366] L'introduction faite, on fixa la pension des religieux anciens qu'on tâcha de gagner par la douceur et on régla toutes choses du mieux qu'il fut possible (3). A peine fut-on rentré qu'il fallut emprunter des sommes d'argent considérables pour acquitter toutes les charges auxquels on avoit bien voulu se soumettre et la Congrégation servit de caution (4).

TUMULTE ARRIVÉ ENTRE LES CHANOINES DE NOTRE-DAME ET LES RELIGIEUX DE SAINT-MARTIN (5). — Peu de tems après, arriva un scandale où les réformés eurent besoin de toute leur prudence. Aux processions des Rogations, les religieux de Saint-Martin et les chanoines de la cathédrale se rencontrèrent dans une rue du territoire de

(1) Concordat passé le 7 mars 1635 entre M. le Cardinal de Richelieu et les supérieurs des deux Congrégations de la réforme de Cluny et de Saint-Maur réunies en une seule pour établir la réforme dans le prieuré de Saint-Martin-des-Champs. (Arch. Nat., L. 872 et L. 869.)

(2) On avait négligé de passer un concordat avec les anciens et leur pension n'était pas déterminée, nous apprend Dom Mège (*ibid.*, p. 200).

(3) Concordat fait avec M. le Cardinal pour les anciens religieux de Saint-Martin-des-Champs, 24 avril 1635. (Arch. Nat., L. 872.)

(4) D'après Dom Mège (*ibid.*, p. 204), tous comptes faits, on s'aperçut que les pensions et autres charges absorbaient 13.000 livres et qu'il en restait 1000 pour la communauté; de plus, il y avait des réparations urgentes et considérables à faire, si bien qu'il fallut contracter un premier emprunt de 30.000 livres. Vingt ans plus tard, on n'était pas encore libéré des charges financières qui pesaient sur la Congrégation de Saint-Maur dont par ailleurs Saint-Martin-des-Champs ne faisait plus partie par suite de la désunion de Cluny et Saint-Maur.

(5) Dom Mège, *Annales*, *loc.cit.*, p. 205 sq., donne des détails intéressants sur les relations existant encore entre le Chapitre de Notre-Dame et Saint-Martin-des-Champs : ainsi, une fois par an, un moine remplissait sa semaine d'hebdomadier à Notre-Dame et recevait la prébende correspondante pendant ce temps; moines et chanoines se traitaient de frères; à certains jours ils assistaient réciproquement à une réunion capitulaire; ils avaient le droit mutuellement de délivrer des prisonniers; pendant les Rogations, le chapitre avait une station à Saint-Martin, pendant que les moines avaient la leur à Saint-Jacques. C'est à cette occasion qu'eut lieu la rencontre malencontreuse, les anciens s'étant refusés à informer les Mauristes des usages.

Saint-Martin, chacun tenant le milieu de la rue sans vouloir céder les uns aux autres, les religieux de Saint-Martin parce qu'ils étoient sur leur territoire et les chanoines parce qu'étant le premier corps ecclésiastique de la ville, ils prétendoient que tous les autres devoient leur céder partout le pas. Les bedeaux qui marchaient les premiers se dirent réciproquement des paroles piquantes et s'échauffant peu à peu, ceux de Saint-Martin mirent l'épée à la main contre ceux de Notre-Dame qui n'en portent point et en blessèrent quelqu'un. Un ecclésiastique eut son surplis déchiré : ce qu'il voyait, le porte-croix de Saint-Martin voulut se retirer pour laisser place aux chanoines ; mais un des anciens religieux lui prit la croix entre les mains et tint ferme disant qu'ils avoient un maître qui sauroit bien défendre ses droits, et peu s'en fallut qu'il ne s'élevât une sédition qui auroit été d'autant plus préjudiciable aux religieux que les chanoines avoient paru [367] beaucoup plus modestes. Cette action passée, les chanoines firent paraître leur ressentiment et, croiant que la faute venoit des Pères nouvellement établis à Saint-Martin, ils résolurent d'en avoir raison. C'est pourquoi Dom Cyprien Leclerc, prieur de Saint-Denys, qui étoit pour lors à Paris, les alla voir pour leur rendre compte de ce qui s'étoit passé ; mais, avant de l'entendre, ces MM. résolurent entre eux que s'il se servoit du terme de justification et d'égalité comme faisoient les anciens qui les appelloient frères, il falloit l'humilier ; si, au contraire, il usoit de termes humbles et modestes, il falloit lui faire honneur. Dès qu'il parut dans l'assemblée avec un air simple et respectueux, ils furent si touchés qu'ils ne voulurent pas lui permettre de parler, qu'il ne fût assis dans une place fort honorable. Après quoi, aiant représenté à ces MM. l'innocence des religieux réformés et combien ils étoient éloignés de vouloir les offenser, ou de prétendre quelque chose contre leurs droits, le doyen lui demanda si celui qui portoit la croix n'étoit point un réformé. Il répondit qu'il étoit vray, mais qu'aiant voulu se retirer pour faire place, un ancien religieux l'avoit prise et avoit causé tout le vacarme. Le doyen satisfait et charmé de la simplicité, de l'humilité, et de la grâce avec laquelle parloit Dom Cyprien, lui parla de son côté avec beaucoup de déférence et lui témoigna au nom de la compagnie les sentimens d'estime qu'ils avoient pour la Congrégation. Comme ils avoient résolu de faire condamner aux galères les bedeaux de Saint-Martin, il dit à Dom Cyprien que, par considération pour la Congrégation, il leur pardonnoit et, en sa présence, le doyen leur déclara qu'ils lui étoient redevables [368] d'avoir échappé à la juste punition qui leur étoit due. Pour satisfaction,

on convint que la procession de Notre-Dame iroit à Saint-Martin un certain jour, que celle de Saint-Martin iroit la recevoir et encenseroit leur croix : ce qui fut exécuté. Comme on n'avoit jamais rien vu de semblable entre ces deux corps, on crut que ç'avoit été une chose faite exprès par les anciens qui, pour rendre odieux les réformez, avoient fait passer leur procession par une rue, où elle n'avoit pas coutume de passer; mais la confusion retomba sur eux et non sur la Congrégation.

RÉFORME DE SAINT-NICAISE DE REIMS (1). — *Ce fut dans ce temps là que* se fit l'introduction dans l'abbaye de Saint-Nicaise de Reims. Desia les religieux de ce monastère s'étoient efforcés de mettre quelque ordre dans leur maison, et à l'exemple de ceux de Saint-Remy, ils avoient pris quelques Pères de Saint-Vanne pour les diriger; ils avoient même pris l'habit des bénédictins anglois, mais tout cela n'avoit rien opéré de stable. Enfin, édifiés par l'exemple de leurs voisins qui avoient pris la réforme et dont ils voioient devant leurs yeux l'heureux succès, ils s'adressèrent aux supérieurs majeurs de la Congrégation qui donnèrent commission à Dom Colombain Regnier, prieur de Saint-Remi et visiteur de la province de France, et à Dom André Betoulaud (2), prieur des Blancs Manteaux, de traiter avec eux : et eux, de leur côté, donnèrent procuration à Dom Guillaume Marlot (3), leur prieur, et à Dom Abraham d'Aubaine, trésorier, pour faire un

(a) Mis par F. au lieu de [Peu de jours après].

(1) Cf. Bibl. Nat. ms. lat. 12688, fol. 14-51; 12779, fol. 120-173^{vs}; 13819, fol. 47 sq. Arch. départem. de la Marne, série H, 4 reg. et 100 liasses. — CH. GIVELET : *L'église et l'abbaye de Saint-Nicaise de Reims* (Reims, 1897, in-4°).

(2) Dom (Roland) André Betholaud (Matricule, n° 80), né à la Souterraine, fit profession à Saint-Augustin de Limoges le 1^{er} décembre 1620. Maître des novices à Nouaillé en 1622, il aida beaucoup Jeanne Guichard de Bourbon dans la rédaction des constitutions de la Trinité à Poitiers; il refit à neuf le dortoir, le réfectoire, la cuisine, le grenier et le cellier. (Dom Estiennot, *Hist. ms. de Nouaillé*, c. xi.) On le trouve en 1623 visiteur de France, prieur de Nouaillé de 1624 à 1627; puis, en 1628 visiteur d'Aquitaine; prieur de Saint-Jean-d'Angély en 1628 et 1630; prieur des Blancs-Manteaux en 1633, de Saint-Remy de Reims en 1636, où il mourut le 1^{er} octobre 1638.

(3) Dom Guillaume Marlot, né à Reims en 1596, était grand-prieur de l'abbaye de Saint-Nicaise depuis 1616; il favorisa beaucoup l'introduction de la réforme dans cette abbaye. Auteur de plusieurs ouvrages, notamment d'une *Metropolis Remensis historia...* en 2 vol. in-fol., où, t. I, p. 614-668, se trouve un *Epitome chronicon celebris monasterii S. Nicasii Remensis...* Il mourut en 1667.

concordat avec la Congrégation. Après qu'il eut été approuvé par Henri de Lorraine (1), archevêque de Reims, leur [369] abbé, le prieur de Saint-Remy et Dom Thomas Masson (2) élu prieur de la nouvelle communauté avec les religieux qui la devoient composer se présentèrent le 12 may 1635 au grand portail de l'église de Saint-Nicaise où ils furent reçus par le grand prieur et tous les religieux qui les introduisirent dans l'église et dans tous les lieux réguliers avec les cérémonies ordinaires. L'archevêque donna une somme d'argent considérable pour la réparation des bâtimens dont plusieurs étoient inhabitables.

RÉFORME D'ANIANE (3). — La même année, on mit une communauté en l'abbaye d'Aniane dans le Languedoc. Cette illustre abbaye qui, dans le VIII^e et le IX^e siècle, avoit servy de modèle aux autres et réformé presque tous les monastères de France. Les guerres civiles en avoient beaucoup affoibli la régularité, mais celles des calvinistes l'avoient entièrement bannie et détruit le monastère de fond en comble. Dès l'an 1624, on avoit pensé à y rétablir l'observance (4), et l'exemple d'un religieux d'Aniane, qui étoit allé avec Dom Grégoire Tарisse et Dom Ambroise Tarbourier jetter les premiers fondemens du séminaire de Saint-Louis à Toulouse, avoit touché les autres. L'évêque de Beziers (5) qui en étoit abbé souhaitoit d'y voir revivre la dis-

(1) Henri de Lorraine, dernier abbé de Saint-Nicaise, avait pris possession en mai 1626. Quand il eut abandonné la carrière ecclésiastique, le roi accorda en 1634 les revenus de l'abbaye aux chanoines de la Sainte-Chapelle de Paris.

(2) Dom Michel Thomas Masson, originaire de Rethel, profès à Saint-Hydulphe le 6 mai 1612, premier prieur de la réforme à Saint-Nicaise de Reims en 1635, mourut à la Bonne Nouvelle de Rouen le 12 septembre 1661.

(3) Cf. Dom Mège, *Annales* (ms. lat. 13861), p. 228-232. Le ms. lat. 12660, fol. 9-239, comprend plusieurs notices parmi lesquelles il y a lieu de signaler : a) fol. 9-19 : « Abrégé de l'histoire du monastère Saint-Sauveur d'Aniane, dans le Languedoc, diocèse de Montpellier, de l'Ordre de Saint Benoist, congrégation de St-Maur », par Dom Odon de la Mothe; — b) fol. 26-42 : « Historia monasterii S. Salvatoris Anianensis... in epitomem redacta anno Dni 1674 », par le même; — c) fol. 53-94 : « Sinopsis rerum memorabilium abbatiae S. Salvatoris de Anania diocesis Montispesulanae, ordinis S. Benedicti Congregationis S. Mauri. In qua cartarum ipsissima verba summatim referuntur, si pauca diplomata verbo tenus descripta excipias. » Cette notice par Dom Et. Dulaura et achevée le 15 décembre 1694, relate les événements jusqu'en 1683; — d) fol. 98-195 : « Anianense », reprise de la notice précédente; — e) fol. 207-239 : pièces diverses sur Aniane. — Signalons encore : ms. lat. 12777, p. 74-89; 13816, fol. 47 sq.

(4) Voir *Histoire de la Congrég. de Saint-Maur*, t. I^{er}, p. 137, 156, 174 et notes.

(5) Les évêques de Béziers furent à cette époque : Thomas II de Bonzy, 1621-1628, et Clément de Bonzy, de 1629 à 1659.

cipline régulière et le parlement de Toulouse avoit rendu un arrêt sur ce sujet; mais comme il n'y avoit plus de lieux réguliers on en étoit demeuré à de simples désirs. Cependant, la plupart des religieux souhaitoient sincèrement la réforme, et très peu s'y opposoient. C'est pourquoi le Parlement de Toulouse, à la requête du procureur général, donna un nouvel arrêt, au mois d'aoust 1626, qui ordonnoit que, nonobstant l'opposition de quelques religieux, on rétablirait [370] la régularité dans le monastère d'Aniane; mais les procès qui survinrent entre l'abbé et les religieux, aussi bien que les guerres des religieux, en empêchèrent l'exécution. La prise de la Rochelle aiant appris aux hérétiques à avoir plus de soumission, on commença à jouir des fruits de la paix dans le Languedoc et le prieur d'Aniane avec le sacristain et presque toute la communauté écrivirent au P. Tarrisé pour le prier d'accepter leur maison. C'étoit quelque chose; mais il falloit des logemens pour les religieux qu'on y enverroit. Enfin, en 1633, le Parlement députa un commissaire qui, du consentement de l'abbé, à la demande des religieux et selon le souhait des habitans du lieu, mit deux réformez en possession du monastère au rétablissement duquel ils travaillèrent aussitost. Le Parlement approuva par un arrêt ce que le commissaire avoit fait et, peu après, un des plus opposés à la réforme, étant tombé malade, avant que de mourir déclara en présence de deux notaires qu'il demandoit pardon à Dieu de s'être opposé à la réforme. Ces deux religieux firent tant de bien dans le pays que l'évêque de Béziers en écrivit en ces termes à Dom Grégoire Tarrisé.

« Révérendissime Père (1). Le contentement que je reçois tous les
« jours des Pères de votre congrégation dans mon abbaye d'Aniane et
« le fruit qu'ils y font est si grand que je croirais manquer bien fort
« si je ne vous le témoignois par ces lignes, et particulièrement pour
« la personne de Dom Ambroise Tarbourier, lequel aiant prêché [371]
« dans ledit lieu d'Aniane, y a laissé une si bonne odeur de probité
« et de doctrine que tous les habitans désirent avec passion de jouir de
« sa présence, et s'ils pouvoient l'avoir pour supérieur du monas-
« tère, quand un nombre de Pères s'y pourra loger, ils recevraient une
« extrême joye de l'élection que vous en feriez au chapitre général
« prochain. Je n'ai pu manquer de vous en supplier comme celui qui
« participeray beaucoup à l'obligation que les autres vous en auront

(1) Cette lettre a été publiée par H. STEIN dans *Mélanges et Documents Mabillon* (Archives de la France Monastique, vol. 5*), p. 53-54.

« et souhaiterai toujours avec passion les occasions pour faire paroître à votre Ordre mes volontés pour ses services et à vous en participant, que je suis Révérendissime Père, votre très humble serviteur. » CLÉMENT évêque de Béziers. A Béziers, le 18 avril 1635. »

On y mit cette même année un nombre suffisant de religieux, après avoir renouvelé le concordat avec l'abbé et les religieux.

RÉFORME DE MOUTIER SAINT-JEAN (1). — La réforme de l'abbaye de Moutier Saint-Jean (2), au diocèse de Langres, se fit la même année, sans peine et sans contradiction. L'avantage qu'elle eut d'avoir pour abbé le cardinal de la Rochefoucauld lui procura ce bonheur. Cet illustre prélat, après avoir obtenu le bref dont il a été parlé, donna commission à Dom *George* (a) Viole, prieur de Saint-Germain d'Auxerre (3), d'aller en son nom faire la visite dans son abbaye de Moutier Saint-Jean. Le Père s'acquitta de sa commission et, comme il trouva tout bien disposé, il ordonna que le monastère seroit uni à la Congrégation de Saint-Maur. Le cardinal confirma l'ordonnance de son commissaire et demanda au P. Tarris des religieux [372] qui, au commencement du mois de septembre 1635, entrèrent dans le monastère. Lorsqu'on passa le concordat, après que toutes les charges eurent été spécifiées, le pieux cardinal demanda par plusieurs reprises ce qui restoit pour les réformer et apprenant enfin que les aumônes seroient prises sur cette portion, il y fit ajouter quelque chose de plus afin qu'elles fussent faites sans incommoder les religieux. Il ne mit point de bornes à sa libéralité, lorsqu'il fut question de réparer les lieux

(a) Mis par F. au lieu de [Grégoire].

(1) Cf. Dom Mège, *Annales* (ms. lat. 13861), p. 233-234.

(2) Moutier-Saint-Jean (Saint-Jean de Réome, *Reomaus*), arr. Semur, Côte-d'Or. — Abbaye fondée vers 440.

Arch. départ. Côte-d'Or, série H, 150 art. ; Bibl. Nat., ms. lat. 12676, fol. 282-299. *Gallia Christiana*, IV, 658-668 ; PETR. ROVERIUS : *Reomaus sive historia monasterii S. Joannis Reomaensis, in tractu Lingonensi, primariae inter Gallica caenobia antiquitatis, ab anno Christi CCCXXV collecta et illustrata* (Paris, 1637, in-4°) ; EUG. LANNEAU : *L'abbaye de Moutier-Saint-Jean, fondée par saint Jean de Réaume...* (dans *Bull. soc. scientif. de Semur* (1870), VI, p. 66-72).

(3) Dom Daniel-Georges Violes, originaire de Soulaire (Eure-et-Loir), fit profession aux Blancs-Manteaux le 19 décembre 1623 ; prieur de Saint-Laumer de Blois en 1637, de Saint-Benoît-sur-Loire de 1628 à 1633, de Saint-Germain d'Auxerre de 1633 à 1636, de Saint-Fiacre de 1639 à 1641, il mourut à Saint-Germain d'Auxerre le 21 avril 1669. Pour la bibliographie de ses ouvrages publiés ou manuscrits, cf. DOM TASSIN : *Histoire littéraire*, p. 69-72, et *Vie des Justes*, t. I, p. 124-126.

réguliers, de les meubler, d'acheter des livres et des ornemens, sans parler de la belle chasse qu'il fit faire pour mettre les reliques de saint Jean, fondateur et patron de l'abbaye. Il témoigna en toute occasion une grande estime de la Congrégation et disoit souvent qu'il ne lui restoit qu'un regret qui étoit d'avoir consenti à la sécularisation de son abbaye de Tournus (1), ce qu'il avoit fait parce qu'alors il ne voioit aucun remède aux désordres qu'il y avoit trouvés et protesta qu'il n'y auroit jamais consenti si la réforme avoit paru avant qu'il donnât sa parole.

RÉFORME DE SAINT-ANDRÉ DE VILLENEUVE LEZ AVIGNON (2). — Il s'en fallut bien que la réforme de l'abbaye de Saint-André de Villeneuve, près Avignon (3), se fit avec tant de facilité. Dès l'an 1620, deux religieux de ce monastère, Dom Pierre Aymard, doien et syndic général de cette abbaye, et Dom Pierre Raoul, le premier docteur et l'autre bachelier en droit canon, en conséquence de trois arrêts du Parlement de Toulouse, l'un du dernier janvier 1608, l'autre du 27 may 1617 et le dernier du 23 mars 1620, qui ordonnent la réforme de [373] cette maison vinrent à Paris et, en présence de deux notaires, demandèrent au R. P. Dom Martin Tesnières, prieur des Blancs Man-

(1) L'abbaye de Tournus (Saône-et-Loire) dont la fondation, sous le vocable de saint Valérien, semble remonter vers la fin du VI^e siècle, fut donnée en 875 aux moines de Noirmoutier chassés par les Normands qui s'y établirent avec le corps de leur fondateur saint Philibert; elle prit dès lors le titre de ce saint. De l'abbaye transformée en collégiale en 1627, l'église est devenue paroissiale après la Révolution et les bâtimens sont en grande partie occupés par des particuliers. Le cardinal de La Rochefoucauld en étoit abbé depuis 1575. (Cf. H. Curé : *Saint Philibert de Tournus*. Paris, 1905, gr. in-8 de 512 p.)

(2) Cf. Dom Mège, *Annales* (ms. lat. 13861), p. 236-242. Voir aussi : Bibl. Nat. ms. lat. 12659, fol. 131-136^{re}, où se trouvent plusieurs mémoires ainsi répartis : a) fol. 131-137, notice latine assez informe; — b) fol. 138-179^{re} : « Tabula chronologica abbatiae Audaonensis, seu Sancti Andreae secus Avenionem », par Dom Et. Dulaura, achevé le 3 mars 1695 et allant jusqu'à l'année 1672; — c) fol. 187-253^{re}, autre notice en latin par le même; — d) fol. 254-263 et 271-282, notes chronologiques concernant les abbés et notes tirées des nécrologes, par Dom Chantelou; — e) fol. 285-301^{re} : « Mémoires pour l'histoire de l'abbaye de St-André de Villeneuve-les-Avignon dressés l'année 1672 »; — f) fol. 304-309 : « Instructions pour l'abrégé de l'histoire de l'abbaye de St-André de Villeneuve-les-Avignon ». A la Bibl. d'Avignon, Musée Calvet, ms. 2401, se trouve une copie des notices contenues dans le ms. 12659 de la Bibl. Nat.; on y trouve aussi, ms. 2466, fol. 166-174, un « Narré des choses passées... depuis l'an 1620 jusques à l'an 1637 » que nous signalerons plus loin.

(3) Voir *Histoire de la Congrég. de St-Maur*, t. I, p. 80. Cf. M. MÉRITAN : *Les moines de Saint-Maur à Saint-André de Villeneuve* (Nîmes, 1899, in-8° de 30 p., extr. *Revue du Midi*), qui a donné un exposé détaillé des événemens.

teaux et président de la Congrégation, des religieux pour réformer leur monastère. Ils le supplièrent surtout de leur donner un prieur, un sous prieur et un maître des novices pour bien élever les jeunes religieux, s'offrans de faire pour eux toutes les dépenses nécessaires et de ne rien demander à la Congrégation et, pour preuve de leur sincérité, ils demandèrent tous deux l'habit de la réforme (1).

Le lendemain, ils revinrent avec les deux notaires pour avoir la réponse. Dom Martin Tesnières, accompagné de Dom Maurice Poncignon, Dom Antoine Foy et Dom Benoist Tristan, religieux des Blancs Manteaux, leur déclara que le sentiment unanime de la communauté étoit qu'on ne pouvoit leur accorder leur demande : 1^o parce qu'un pareil établissement regardoit le chapitre général qui n'étoit pas éloigné. 2^o) parce que la Congrégation n'avoit pas assez de sujets pour fournir à tous les monastères qui demandoient la réforme. 3^o) parce que Saint-André étoit très éloigné. 4^o) parce que l'on étoit informé que les abbé et religieux de Saint-André s'opposoit à la réforme et que, par conséquent, ils ne voudroient jamais faire un concordat; au surplus, il les remercia de l'affection qu'ils avoient pour la Congrégation et leur dit qu'ils recevraient volontiers ceux qui voudroient entrer au noviciat de la réforme pour y vivre suivant les usages de la Congrégation.

Les deux religieux de Saint-André aiant appris de Dom Maurice Poncignon que ceux qui s'opposoit à la réforme étoient le prieur et le pitancier et qu'ils se disoient munis de procuration pour faire au nom des autres toutes les oppositions nécessaires, ils en demandèrent acte qui leur fut délivré le 6 juin 1620. En effet Dom Scipion Raybault, religieux profès et pitancier de Saint-André, se transporta à Paris et vint aux Blancs Manteaux avec deux notaires pour [374] faire une opposition en forme, prétendant avoir satisfait aux arrêts de 1608 et de 1617, s'unissant à la Congrégation des Exempts et que l'arrêt de 1620 étant subreptice, leur abbé s'y étoit opposé (2). Après cette opposition les choses en demeurèrent là.

(1) D'après Méritan (*ibid.*) qui l'emprunte à Dom Chantelou, l'arrêt du Parlement de Toulouse de 1608 obligeait les moines de St-André de s'unir à l'une des trois grandes congrégations bénédictines de France; le chapitre se prononça pour celle des Exempts; mais cette décision n'ayant été suivie d'aucun effet, un second arrêt, en 1616, sanctionné par lettres royales du mois d'août 1618, intervint à nouveau. Le chapitre général du 1^{er} décembre 1618 nomma des procureurs pour négocier l'union avec les Exempts. C'est alors que Dom Pierre Aymard fit opposition à cette union, proposa la Congrégation de Saint-Maur et provoqua l'arrêt du parlement du 23 mars 1620 prononçant l'union avec cette congrégation.

(2) De fait, le prieur claustral, Laurent Boëce, et le recteur du collège de Saint-

Les deux religieux qui demandoient la réforme étant retournés à Saint-André on n'omit rien pour les gagner ; mais ils parurent inflexibles. Enfin, lorsque l'opposition que l'abbé avoit faite eut été jugée et annulée au privé conseil et qu'il ne restoit plus qu'à introduire la Congrégation dans l'abbaye, ils se laissèrent vaincre par argent (1) ; mais Dieu, qui n'avoit permis la chute de ces deux religieux que pour faire voir que l'ouvrage de la réforme étoit le sien et non celui des hommes, convertit le cœur du prieur qui étoit un des plus opposés et lui inspira un désir et un amour sincère de la réforme. La chute de Dom Aymar ne fut pas de longue durée ; il se releva bientôt et, au bout de cinq ans, il obtint un arrêt du Parlement de Toulouse contre l'abbé et les religieux opposés à la réforme. La cour donna commission à un conseiller, homme de bien, qui descendit sur les lieux et fit de très beaux réglemens (2) ; mais il ne trouva pas les esprits disposés à les garder. Dom Aymar, qui ne pouvoit pas seul contraindre les autres, s'adressa de nouveau au Parlement de Toulouse qui ordonna que les religieux de la Congrégation de Saint-Maur seroient introduits à Saint-André et défendit que les bénéfices et offices claustraux fussent donnés à d'autres qu'à des réformés. En vertu de cet arrêt, Dom Grégoire Tarisse, prieur de la Daurade, fut envoyé à Avignon par les supérieurs pour y établir la réforme (3). Mais l'abbé et ses religieux lui dirent qu'ils n'avoient pas besoin de réforme, que s'il venoit s'établir à Saint-André il n'y trouveroit aucun endroit pour se loger, que dans le dortoir il n'y avoit qu'une chambre, laquelle

André d'Avignon, Théophile Arnaud, en vertu des décisions du chapitre, avaient passé, dès le 1^{er} avril 1620, un concordat avec Dom d'Alibert, général de la Congrégation des Exempts, et l'abbé de Saint-André, Jean Sicard (1599-1631), fit appel des arrêts du Parlement auprès du Conseil du roi qui renvoya l'affaire au Parlement ; celui-ci ne fit que confirmer les ordonnances précédentes.

(1) Le 7 novembre suivant, Dom Aymard et les opposants, par une convention avec l'abbé, reconnaissent l'union avec les Exempts. MÉRITAN (*op. cit.*, p. 11) juge plus sévèrement que Dom Martène les volte-face de Dom Aymard.

(2) A la suite de ce nouvel arrêt du Parlement rendu pour Dom Aymard, l'abbé obtint, le 25 juin 1626, des lettres royales infirmant l'arrêt du 23 avril 1620 ; le Parlement riposta en déléguant un conseiller, Jean de Josse Lauvreins, pour enquêter sur la discipline et établir les Mauristes à Saint-André. Nouvel appel de l'abbé rejeté par un nouvel arrêt en date du 26 février 1627 ; puis celui-ci ayant opposé l'acte d'union aux Exempts, le Parlement cassa cette union le 20 septembre, obligeant les religieux de s'unir à Saint-Maur dans le délai d'un mois sous peine de confiscation de leurs revenus. Ceux-ci dans un acte capitulaire du 11 octobre se soumirent et nommèrent deux procureurs pour traiter avec les Mauristes.

(3) Un arrêt du Parlement du 26 mars 1628 déléguait Dom Tarrisse pour prendre possession de l'abbaye ; il partit avec Dom Martin Fiteau.

étoit occupée : elle l'étoit [375] en effet, mais par des chiens de chasse. Dom Grégoire Tarris, qui étoit un homme doux et pacifique, ne voulut pas mettre l'arrêt du Parlement à exécution malgré eux et s'en retourna à Toulouse. Son voyage cependant ne fut pas tout à fait inutile ; plusieurs des anciens religieux furent touchés de sa modestie et de sa douceur ; surtout le prieur qui se disposoit à favoriser la réforme, mais la mort l'enleva et il ne put faire autre chose que de donner son bénéfice à la Congrégation.

Dom Aymar souffroit avec beaucoup d'impatience tous les retarde-mens et se donnoit tous les mouvemens possibles pour les faire cesser : il s'adressa au Roi et, en 1630, il obtint de sa Majesté des lettres patentes qui furent homologuées au Parlement de Toulouse, lequel par un 6^e arrêt, ordonna l'union de l'abbaye de Saint-André à la Congrégation de Saint-Maur (1). Alors les religieux de ce monastère, voyant qu'il n'y avoit plus moyen de reculer, prirent le parti de feindre ; ils appellèrent Dom Gérard Des Alleux, visiteur de la province d'Aquitaine, et Dom Bernard Audebert son compagnon, pour traiter avec eux et firent homologuer leur concordat au Parlement de Toulouse (2). Dom Aymar en pressa l'exécution, mais l'Abbé et les Religieux qui s'en repentoient desia et qui le regardoient comme la cause de tout le mal, se saisirent de sa personne et l'enfermèrent dans une affreuse prison ; ils lui prirent par force les clefs du chartrier et enlevèrent quatre charges de titres qu'ils portèrent au château du Comte de Ste-Reyne, frère de leur Abbé (3). Trois semaines après, le Parlement envoya un commissaire qui remit Dom Aymar en liberté. Le premier usage qu'il en fit fut de demander justice au Parlement qui rendit un 8^e arrêt par lequel il étoit ordonné que les religieux réformez [376]

(1) L'acte d'union fut signé à Toulouse le 16 janvier 1631 par Théophile Arnaud, procureur de l'abbé qui le ratifia le 10 février. Les négociations trainant en longueur avec le nouvel abbé, François du Roure (1632-1634), un arrêt du Parlement en date du 25 juin 1632 obligea à plus de diligence, si bien que le 13 octobre on établit enfin les bases d'un concordat. (Cf. MÉRITAN, *op. cit.*, p. 15.)

(2) Après deux autres assemblées, les 8 et 13 février 1633, ces conventions furent définitivement adoptées le 23 novembre et le concordat fut approuvé au Parlement le 4 août 1635. Cinq religieux avaient refusé leur signature. (Cf. MÉRITAN, *ibid.*, p. 16.)

(3) Il s'agit de Grimoard de Beauvoir du Roure, comte de Saint-Remèze, qui possédait le château de Bosquet aux environs de Pont-Saint-Esprit. Le comte de Saint-Remèze étoit le frère du nouvel abbé Jean-Baptiste du Roure, qui avait succédé à son oncle, François du Roure, le 19 mai 1634. Quant à l'enlèvement de Dom Aymar, nommé prieur claustral l'année précédente, il eut lieu le 11 avril 1635.

seroient incessamment introduits dans l'abbaye et le Sr. Gante (1), l'un des commissaires, fut député pour les mettre en possession. Il vint à Saint-André le 10 octobre 1635 pour exécuter sa commission, mais il trouva tant d'oppositions qu'il ne put en venir à bout que le dix du mois suivant. Les réformés ne trouvèrent point de logement dans la maison : les uns se retirèrent à Avignon au collège de Saint-André, les autres chez les pères Carmes Dechaussés. 24 jours après, ils se logèrent dans l'appartement du Prieur, et le 7 de décembre ils célébrèrent solennellement la messe, à laquelle l'abbé et les anciens religieux ne voulurent point assister. Le lendemain, comme ils se disposoient à aller à l'office ils trouvèrent toutes les portes de l'église fermées, ils furent chargés d'injures et reçurent les plus indignes traitemens. Leur patience vint à bout de triompher de ces contradictions, leur petit appartement leur servit d'Eglise, de cloître, de dortoir, de réfectoire, de cuisine; D. Ambroise Tarbourier qui étoit leur Prieur et qui étoit en même temps visiteur, se rendit à Toulouse vers la fête de Noël et représenta au Parlement tout ce que les Réformés souffroient à Saint-André, mais ce fut inutilement : quelque ordre que la Cour put donner, cette furieuse tempête ne put être apaisée qu'au mois de mai de l'année suivante (2).

(1) Jean de Gantès de Vignaux, conseiller au Parlement de Toulouse depuis 1633. Voir dans MÉRITAN, *op. cit.*, p. 17 sq., le récit des interminables résistances auxquelles se heurtèrent les Mauristes d'après le « Narré des choses passées pour l'établissement des religieux bénédictins de la Congrégation de Saint-Maur dans l'abbaye de Saint-André-lès-Avignon, depuis l'an 1620 jusques à l'an 1637, dressé par le feu Jean-Baptiste Robert de la Rivière, et écrit par le feu Pierre Dom Lamothe, religieux de la même Congrégation » (Bibl. du Musée Calvet d'Avignon, ms. 2466, fol. 166-174).

(2) Dom Martène fait allusion à l'arrêt du Parlement de Toulouse du 5 mai 1636 donnant aux Mauristes paisible jouissance du monastère; mais en fait la résistance des anciens soutenus par leur abbé dura jusqu'au concordat définitif d'union que celui-ci, à bout de moyens, se décida à passer avec la Congrégation de Saint-Maur le 30 février 1637.

RÉFORME DE SAINT-WANDRILLE (1). — L'abbaye de Saint-Wandrille (2), dans le diocèse de Rouen, illustre par son antiquité et par le grand nombre de saints qu'elle a donnés à l'Église, soupiroit depuis longtemps après la Réforme. Dès l'an 1616, lorsque les premiers Pères Réformez rétablirent la régularité dans Jumièges, on parla de la rétablir à Saint-Wandrille [377] ; quelques Religieux la demandoient, mais le plus grand nombre ne favorisoit pas leurs pieux désirs. En 1626, les choses allèrent plus loin et Dom Adrien Langlois, prieur de Jumièges, qui malgré une infinité d'obstacles étoit venu à bout d'unir son monastère à la Congrégation de Saint-Maur, travailla à procurer le même bien à celui de Saint-Wandrille. La proximité des deux

(1) Cf. Dom Mège, *Annales*, (ms. lat. 13861), p. 176-179; 243-244.

(2) Saint-Wandrille-Rençon, cant. de Caudebec, arr. Yvetot, Seine-Inférieure. — L'abbaye de Fontenelle fut fondée en 649 par saint Wandrille, dont elle prit plus tard le nom. Sa première église sous le vocable de saint Pierre fut consacrée par saint Ouen en 657. Ravagée à plusieurs reprises par les Normands et ruinée complètement en 862, l'abbaye fut restaurée en 1033. Après avoir eu à souffrir des Calvinistes pendant les guerres de religion, elle fut définitivement agrégée à la Congrégation de Saint-Maur en 1636. De l'église restent d'imposantes ruines; quant aux bâtiments claustraux qui subsistent en grande partie, ils ont été occupés par les bénédictins de la Congrégation de France de 1894 à 1901. — Cf. Arch. départ. Seine-Inférieure, série H, 218 art. Il y a surtout lieu de citer les travaux manuscrits suivants : Bibl. Rouen, ms. 1213-1215 et 1218-1219 : « *Historia regalis abbatiæ Sancti Vuandregisili compendium* » par Dom Alexis Bréard, ainsi que ses autres ouvrages ms. sur cette abbaye; ms. 1223 : « *Histoire de l'abbaye de Saint-Wandrille, depuis le temps auquel la réforme y fut introduite... depuis 1604 jusqu'en 1734, pour servir à l'histoire générale de la Congrégation de Saint-Maur* » par Dom Toussaint et Dom Tassin. — Cf. *Gallia christiana*, XI, 155-185; Dom BESSE : *Abbayes et Prieurés*, VII, p. 52-55 où l'on trouvera une bibliographie des travaux secondaires parus sur cette importante abbaye dont l'histoire reste encore à écrire. Signalons de FERDINAND LOT : *Études critiques sur l'abbaye de Saint-Wandrille* (Paris, 1913, in-8°); et pour l'introduction des Mauristes à Saint-Wandrille un article de L. BATTIFOL : *Une réforme de Bénédictins sous Louis XIII* (*Revue de Paris*, sept. 1903, p. 57-89) d'après le récit du ms. 1223 de la Bibl. de Rouen.

monastères et sa grande probité lui donnèrent un grand accès auprès des Religieux de cette maison et il n'eut pas de peine à leur persuader qu'ils ne pouvoient rien faire de plus glorieux pour leur abbaye, ny de plus utile à leurs âmes que de faire revivre chez eux le premier esprit de saint Benoist; il passa même un concordat avec eux et en écrivit au chapitre général tenu à Saint-Faron. Les Supérieurs approuvèrent ce qu'il avoit fait; mais il y a bien de l'apparence que sa mort survenue peu après rallentit leur affaire, car il n'en est plus fait mention (1) jusques en 1634. Alors la grande tour qui étoit près de l'église étant tombée et aiant miné une bonne partie de cet auguste édifice (2), l'abbé et les religieux qui étoient en procez au sujet des réparations (3) ne trouvèrent point de meilleur moien pour vider leurs contestations que d'appeller les Réformez. Cet abbé étoit Ferdinand de Neuville (4); il vint à Paris trouver le R. P. Dom Grégoire Tarrisse et fit avec lui un concordat (5) qui fut confirmé par les Religieux cette même année 1634: mais le monastère étoit si ruiné et en si mauvais état qu'on ne put faire l'introduction que le 14 janvier 1636. Elle fut faite par Dom Guillaume Girard, Prieur de Jumièges, qui y vint avec [378] 15 religieux de son monastère; les anciens de Saint-Wandrille vinrent au devant d'eux et, après le baiser de paix, les conduisirent en chantant

(1) Dom Martène passe rapidement sur ces faits dont on trouve un exposé détaillé dans le récit de Dom Toustain et Dom Tassin (Bibl. Rouen, ms. 1223).

(2) Cet accident eut lieu dans la nuit du 20 au 21 décembre 1631. La tour centrale de l'église élevée sur le carré du transept s'écroula, entraînant avec elle la nef, la croisée méridionale, les bas-côtés et la chapelle de la Vierge.

(3) Il y avait de quoi, car Ferdinand de Neuville, leur abbé, qui, remarque Dom Mège, possédait à lui seul les deux tiers de revenus, avait simplement averti les moines qu'il prenait sur leurs revenus ce qui était nécessaire aux réparations; par ailleurs M. du Thuit-Hallé, délégué par le Grand Conseil de Paris pour l'estimation des dégâts, leur avait intimé l'arrêt qui prononçait la saisie de tous leurs biens en vue des reconstructions.

(4) Ferdinand de Neuville avait succédé en 1622 à Camille de Neuville son frère; nommé évêque de Chartres en 1657, il mourut en 1690.

(5) Voici quelques précisions au récit de Dom Martène. Après de longs pourparlers qui avaient duré près de deux ans, un concordat fut signé à Jumièges les 27 et 28 août 1633 entre Dom Louis Deleau, sous-prieur, Dom Philippe Crosnier, infirmier, et Dom Philippe Rigot, représentants l'abbaye de Saint-Wandrille, et Dom G. Théroude, prieur de Bonne-Nouvelle, Dom Girard, prieur de Jumièges, au nom de la Congrégation de Saint-Maur. Le 1^{er} janvier 1634, la cession du temporel était faite à la Congrégation, et l'adminisiration en était confiée au cellérier de Jumièges, Dom Valentin le Chevalier. De son côté, l'abbé, soucieux de ses droits et prérogatives, passait un concordat personnel le 4 février 1634, qui fut moyennant certaines réserves confirmé le 6 mars par les religieux et ratifié le 11 mars par Dom Tarrisse. (Cf. Bibl. Rouen, ms. 1223; et L. BATTIFOL, *loc. cit.*, p. 61 sq.)

jusques à l'Église de Saint-Paul (1), parce que la grande église n'étoit pas encore réparée. Les Réformez chantèrent les vêpres solennelles de saint Maur et prirent possession (2) des autres lieux réguliers qui furent depuis réparés d'une manière digne de la maison.

UNION DE LA CONGRÉGATION DE CHEZAL BENOIST A CELLE DE SAINT-MAUR (3). — Voicy une affaire de plus grande importance. C'est l'union qui se fit cette année de toute la Congrégation de Chezal Benoist à celle de Saint-Maur.

ORIGINE DE CETTE CONGRÉGATION (4). — L'ABBÉ DOM P. DUMAS RÉFORMATEUR DE CHEZAL-BENOÎT. — DIVERS MONASTÈRES ADOPTENT CETTE RÉFORME. — Cette Congrégation doit son origine à l'abbaye de Chezal Benoist située dans une grande solitude à trois lieues d'Issoudun au diocèse de Bourges. Dom Pierre Dumas (5) qui en étoit abbé

(1) L'Église de Saint-Paul étoit située le long du mur d'enceinte; reconstruite en 1367, elle fut démolie à la fin du XVII^e siècle pour faire place aux nouvelles constructions.

(2) Dom Guillaume Girard continua à remplir les fonctions d'administrateur de l'abbaye, désigna pour le suppléer Dom Philippe Codebrel, sous-prieur; en 1636 le Chapitre général nomma Dom Paul de Rivery comme administrateur. Parmi les premiers mauristes de Saint-Wandrille, mentionnons : Dom Maur Boucault, Dom Dunstan Dohin, Dom Clément Dyel, Dom Ildephonse Hervieu, Dom Maur Bourard, Dom Mauger, Dom Cadieu.

(3) Cf. Dom Mège, *Annales* (ms. lat. 13861), p. 179-194; 244-259; ms. lat. 12789, fol. 87-88; 125-126. Ms. lat. 12664, fol. 100-138, dont une notice : « Monasterij Cazalis Benedicti apud Biturigis fundatio », qui va jusqu'à l'année 1672 (fol. 122-134). Voir sur cette affaire les pages de Dom DENIS : *Le Cardinal de Richelieu...* p. 113-134.

(4) Pour l'histoire de cette Congrégation nous renvoyons à l'excellente étude de Dom U. BERLIÈRE : *La Congrégation bénédictine de Chezal-Benoît* (dans *Mélanges d'histoire bénédictine*, 3^e série (1901), p. 97-198), qui donne une bibliographie du sujet. Voir aussi : Dom BESSE : *Abbayes et Prieurés*, Introduction, p. 62-71. Parmi les dépôts d'archives et les sources manuscrites il y a lieu de signaler particulièrement Arch. Nat. L. 984-986; Bibl. Nat., ms. lat. 12744; et aux Arch. départ. du Cher, série II, les fonds de Chezal-Benoît (242 art.) et de Saint-Sulpice de Bourges (652 art.). Il existe un nombre important de factums et mémoires relatifs à cette affaire (cf. Dom BESSE, *loc. cit.*, p. 68-71; et Dom U. BERLIÈRE, *loc. cit.*, p. 191 sq.). Pour la période concernant l'union de Saint-Maur et de Chezal-Benoît, Dom Mège, dont s'inspire Dom Martène, a mis à contribution un Mémoire de Dom François Musserot, religieux de Saint-Vincent du Mans. Enfin, on trouvera dans le *Mémoire pour les abbés, prieurs et religieux des abbayes de Saint-Vincent du Mans, de Saint-Martin de Sées, de Saint-Sulpice de Bourges, de Saint-Alire de Clermont et de Saint-Augustin de Limoges* par CLAUDE MEY (Paris, 1764, in-4°, vii-595 p.), un grand nombre de documents cités et un aperçu général sur les différentes phases de l'histoire de cette Congrégation.

(5) Dom Pierre Du Mas étoit grand-prieur de Castres quand il fut pourvu de

aussi illustre par sa piété que par sa naissance y ressuscita l'esprit de la Règle en 1488. Sa réforme fit un si grand éclat qu'on y accourroit de toutes parts comme dans un azile assuré. Il y reçut un grand nombre de sujets qui vivoient dans ce desert comme des anges incarnez.

Leur vie exemplaire toucha vivement Dom Guillaume Allabat (1), abbé de SAINT-SULPICE DE BOURGES (2), qui désirant procurer un semblable bonheur à sa maison, tira de Chezal-Benoist 18 religieux qui, avec l'agrément du Roy Charles VIII et de Guillaume de Cambrai (3), archevêque de Bourges, prirent possession de l'abbaye de Saint-Sulpice le 7 de septembre 1497 (4).

Jacques d'Amboise, évêque de Clermont (5), et Philippe Cardinal

l'abbaye de Chezal-Benoît en 1479; il se mit aussitôt à la réforme de son abbaye et obtint dans ce but de l'abbé de Cluny Dom Philibert Bourgoin, prieur, ainsi que quelques religieux. Il publia en 1488 des statuts de réforme qui furent approuvés par Rome en 1491. Dom Pierre du Mas mourut l'année suivante, le 25 mars 1492, mais son œuvre de réforme fut continuée par le nouvel abbé Dom Martin Fumée et par ses successeurs. En 1505 eut lieu le premier Chapitre général des monastères réformés. En 1634, Richelieu, nommé abbé et administrateur général de Chezal-Benoît, résolut de ramener l'observance régulière dans cette Congrégation en l'unissant à celle de Saint-Maur; l'union fut réalisée en 1636 et la Congrégation de Chezal-Benoît devint une des provinces de la Congrégation de Saint-Maur.

(1) Dom Guillaume Alabat était abbé de Saint-Sulpice depuis 1482; il résigna sa charge en faveur de la réforme à Dom Guy Jouvenaux, religieux de Chezal-Benoît, qui fut pourvu par le pape le 29 mai 1497. Cf. Bibl. Nat., ms. lat. 12784, p. 2.

(2) L'abbaye de Saint-Sulpice de Bourges, autrement dit Notre-Dame de la Nef (monasterium Navense), a été fondée par saint Sulpice le Débonnaire qui en fut le premier abbé et devint archevêque de Bourges. A sa mort, en 644, il fut enseveli dans l'abbaye qui prit dès lors son nom. Elle eut beaucoup à souffrir des Calvinistes qui détruisirent l'église; après avoir fait partie de la Congrégation de Chezal-Benoît depuis 1595, l'abbaye de Saint-Sulpice fut agrégée à la Congrégation de Saint-Maur en 1636. Peu de choses subsistent des bâtiments à part un pavillon du XVII^e siècle. — Cf. Arch. départ. du Cher, série H, 652 art.; Bibl. Nat., ms. lat. 12698, fol. 277-343, comprenant (fol. 277-310) les « Mémoires des Antiquités de l'abbaye de Saint-Sulpice-les-Bourges de l'Ordre et Congrégation de Saint-Benoist, dressés en l'année 1641 » par Dom Bernard Audebert et qui vont jusqu'en 1626. Voir aussi ms. lat. 12678, fol. 119-133; ms. 12779, fol. 402 sq.; ainsi que ms. 11819, fol. 367-377; et ms. 13819, fol. 319 et 331. Dom Charles le Boyer a composé une « Histoire de Saint-Sulpice de Bourges » conservée dans le ms. lat. 13871. Cf. *Gallia christiana*, II, 126-130; Dom BESSE : *Abbayes et Prieurés*, t. V, p. 20-22. Comme monographie parue sur cette maison il n'existe qu'un *Abrégé historique de l'abbaye de Saint-Sulpice-les-Bourges (XVIII^e siècle)*, Arch. nat. ms. 1606, publié avec introduction et notes par F. DESHOU-LIÈRES, (dans *Revue du Berry et du Centre*, XXX, 1906, p. 226-272). Voir aussi L. DE KENSERS : *Essai de reconstitution du Cartulaire A. de Saint-Sulpice de Bourges (dans Mémoires de la Soc. des Antiquaires du Centre, t. XXXV, 1912, p. 1-350)*.

(3) Guillaume IV de Cambrai, nommé en 1492, mort en 1505.

(4) Cf. Bibl. Nat. ms. lat. 12698, fol. 293-295; 11819, fol. 367-374^{re}, et Arch. Nat. L. 985, n° 4, p. 5-5^{re}.

(5) Jacques II d'Amboise, évêque de Clermont-Ferrand en 1505, mort en décembre 1516.

de Luxembourg, évêque du Mans (1), qui admiroient le bien infini que faisoit cette réforme dans un tems où le désordre régnoit dans toutes les maisons religieuses, s'appliquèrent [379] à la favoriser; et, en 1500, Jacques d'Amboise résigna son abbaye de SAINT-ALLIRE (2) en faveur de Jean de la Roist (3), religieux de Chezal-Benoist, et Philippe de Luxembourg fit tomber, l'année suivante, celle de SAINT-VINCENT DU MANS (4) à Dom Yves Moriceau (5). Dieu donnant une bénédiction visible à cette petite réforme, les abbés de ces quatre monastères, accompagnés des conventuels députés par chaque communauté s'assemblèrent à Saint-Sulpice de Bourges le 14 du mois d'avril 1505, et d'un commun consentement formèrent entre eux une sainte société et une petite Congrégation (6) à l'exemple de celle de Sainte-Justine (7)

(1) Philippe de Luxembourg, évêque du Mans de 1477 à 1506, puis de 1515 à 1519 après avoir occupé les sièges d'Arras et de Thérouanne, créé cardinal en 1497; il mourut en 1519.

(2) L'abbaye Saint-Allyre de Clermont, fondée par saint Austremoine sous le vocable de Notre-Dame d'Entresaints (B. M. inter Sanctos), prit à la fin du IV^e siècle le nom de l'évêque saint Allyre qui y fut inhumé. Ravagée en 916 par les Normands, reconstituée en 958 avec des moines venus de Cluny; l'église fut consacrée en 1105 par le Pape Pascal II. Agrégée depuis 1505 à la Congrégation de Chezal-Benoît, l'abbaye de Saint-Allyre fut unie en 1636 à celle de Saint-Maur. — Cf. Arch. dép. Puy-de-Dôme, série H, 285 art.; Bibl. Nat., ms. lat. 12676, fol. 3-76, dont a) fol. 7-49, un « Essay de l'histoire de l'abbaye de Saint-Allyre-les-Clairmont, ordre de Saint-Benoît et Congrégation de Saint-Maur », daté de 1681; — b) fol. 50-62, un « Abrégé de l'histoire de l'abbaye de Saint-Allyre-lez-Clermont », par Dom Pierre Laurens, daté du 13 janvier 1675. Il existe aussi à la Bibl. de Clermont, ms. 698 et 699, une Notice historique sur Saint-Allyre par Dom Verdier. — *Gallia christiana*, II, 323-327; instrum. 85; Dom BESSE : *Abbayes et Prieurés*, t. V, p. 97-99. L'histoire de l'abbaye est encore à faire.

(3) Dom Jean de la Roist avait succédé à Dom Martin Fumée, mort le 15 mai 1499, comme abbé de Chezal-Benoît où il fut réélu en 1502. Cf. *Gallia christiana*, II, 327; Bibl. Nat., ms. lat. 12676, fol. 40-41.

(4) Cf. Bibl. Nat. ms. lat. 11819, fol. 563-587; ms. 12702, fol. 342-360.

(5) Plus exactement Dom Yves Morisson, qui fut pourvu à Rome le 7 mai 1502. La réforme de cette abbaye où le cardinal de Luxembourg avait introduit dix-huit religieux réformés, fut adoptée le 27 juillet 1502. Cf. Bibl. Nat. ms. lat. 11819, fol. 569; Dom BERLIÈRE, *op. cit.*, p. 109; Dom PIOLIN : *Histoire de l'Église du Mans*, V, p. 251.

(6) Les 4 abbés étaient Jean Le Chausse (Chezal-Benoît), Guy Jouveneaux (Saint-Sulpice), Jean de la Roist (Saint-Allyre), Jean Morisson (Saint-Vincent). Les 4 délégués des monastères furent Dom Charles Fernand, Jérôme de Vachères, Jean Lefèvre et Jean Durand. Voir dans le ms. lat. 12787, fol. 387-389, l'acte d'union de ces quatre monastères en congrégation et la ratification de chacune des communautés (fol. 369-378).

(7) La Congrégation de Sainte-Justine de Padoue est issue de la réforme inaugurée dans l'abbaye de ce nom par Dom Louis Barbo, qui en fut nommé abbé en 1409. Confirmée par le pape Martin V en 1417, cette Congrégation s'étendit rapidement. Le Mont-Cassin ayant été agrégé en 1504 à cette Congrégation, elle prit depuis lors

dans laquelle on devoit tous les ans tenir un Chapitre général composé des 4 abbez et des conventuels ou discrets élus en chaque maison.

Peu de tems après, c'est à dire en 1511, le jour que l'Église célèbre la mémoire de sainte Perpétue et de sainte Félicité, le Cardinal de Luxembourg unit à la nouvelle réforme l'abbaye de SAINT-MARTIN DE SÉEZ (1) où il établit abbé le P. Jean des Bans (2), religieux d'un rare mérite et grand contemplatif. Pour donner plus d'autorité à leur petite société, ils la firent ériger en Congrégation par le Pape Léon X, qui leur fit expédier les bulles le 1^{er} décembre 1516, dans lesquelles il leur conserve le droit d'élire des abbez triennaux dans leur chapitre général (3).

SAINT-GERMAIN DES PREZ (4). — En 1513, Guillaume Briçonnet, abbé de Saint-Germain-des-prés (5) appella 30 religieux de la nouvelle

le titre de Congrégation du Mont-Cassin, autrefois de Sainte-Justine. Cf. HÉLYOT : *Histoire des ordres monastiques...*, t. VI, p. 229-236.)

(1) L'abbaye de Saint-Martin de Séez, dont la fondation remonterait, dit-on, à la fin du VI^e siècle, fut restaurée en 1050 avec des religieux venus de Saint-Evroul. Elle fut très éprouvée pendant la guerre de Cent ans et par les Calvinistes. Après avoir fait partie de la Congrégation de Chezal-Benoît depuis 1511, elle fut unie en 1636 à celle de Saint-Maur. — Cf. Arch. départ. de l'Orne, série H, 938-1040; Bibl. Alençon, ms. 190; Arch. Nat. S. 3304; Bibl. Nat. ms. lat. 11818, fol. 198, et 12685, fol. 17 sq.; ms. fr. 18953, recueil comprenant cinq notices sur l'abbaye Saint-Martin de Séez. *Gallia Christiana*, XI, 712-728; instr. 151, 163, 170; DOM BESSÉ : *Abbayes et Prieurés*, t. VII, p. 215-216. L'histoire de cette abbaye est encore à faire.

(2) Le cardinal de Luxembourg était abbé de Saint-Martin de Séez depuis 1506; il introduisit, le 7 mars 1511, huit moines réformés de Saint-Vincent du Mans et résigna sa charge en faveur de Dom Jean des Bans au début de l'année 1513. (Cf. Bibl. Nat. ms. lat. 11818, fol. 47^{vo}; et 12784, fol. 5. Voir aussi le *Mémoire...* de CL. MEY (1764), p. 16 sq.)

(3) Cette Congrégation bénéficia de faveurs constituant une dérogation au Concordat qui venait d'être passé entre Léon X et François I^{er} (1515), puisque ses 5 abbayes n'étaient pas soumises à la nomination royale. D'après le *Mémoire* de Cl. Mey, p. 31, la bulle du 1^{er} décembre 1516 de Léon X avait été obtenue sur les instances de François I^{er} lui-même; estimant « avantageux pour son royaume, intéressant pour l'édification publique, que cette Congrégation et ses règlements fussent authentiquement autorisés par le Saint-Siège ». On trouve le texte de la bulle de Léon X dans ms. lat. 12787, fol. 47-55; 13850, p. 45-57; ainsi que des exemplaires imprimés (16 p. in-4^o) aux Arch. départ. du Cher, série H, fond Saint-Sulpice de Bourges, privilèges eccl., liasse 1. (Cf. DOM U. BERLIÈRE, *op. cit.*, p. 115 sq.) François I^{er} accorda, le 19 mai 1517, les lettres patentes qui furent enregistrées au Grand Conseil le 5 février 1518.

(4) Sur l'union de Saint-Germain-des-Prés à la Congrégation de Chezal-Benoît, cf. Bibl. Nat. ms. lat. 12838, fol. 165 sq.; DOM BOUILLART : *Histoire de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés* (1624), p. 177 sq.; DOM U. BERLIÈRE, *op. cit.*, p. 118 sq.

(5) Guillaume Briçonnet, évêque de Lodève, puis de Meaux, et grand aumônier de la Cour, en était abbé commendataire depuis 1507; il mourut en 1533.

Réforme qu'il mit en possession de son abbaye; mais parce que dans le concordat qu'il avoit passé avec eux il étoit dit, qu'après sa mort, l'abbaye deviendrait [380] régulière et que les abbés seroient triennaux, éligibles par le Chapitre général, il ne put obtenir de lettres patentes, ny⁴ le faire homologuer au Parlement. Après lui, l'abbaye fut donnée au Cardinal de Tournon (1) qui fit un nouveau concordat et le fit revêtir de toutes les formalités. Environ le même temps, l'abbaye de BRANTÔME (2), au Diocèse de Périgueux, fut unie à la même Congrégation. Enfin, en 1580, l'abbaye de SAINTE-COLOMBE de Sens (3) y fut incorporée (4).

(1) Le cardinal François de Tournon, dont l'abbatit à Saint-Germain-des-Prés comprend les années 1533 à 1562. La première bulle unissant cette abbaye à la Congrégation de Chezal-Benoît est de Léon X en février 1517. François de Tournon ratifia cette union le 1^{er} mars 1543 et obtint des lettres patentes du roi Henri II en juin 1544.

(2) Chef-l. cant., arr. Périgueux. — L'abbaye de Saint-Pierre de Brantôme, qui remonte à la période carolingienne, fut détruite par les Normands et restaurée avant le XI^e siècle. Son union à la Congrégation de Chezal-Benoît en 1541 fut l'œuvre de son abbé Pierre de Mareuil (1538-1556), évêque de Lavaur; elle fut ratifiée définitivement en 1559. (Ms. lat. 12784, fol. 5; ms. 12663, fol. 139; ms. 12838, fol. 258; ms. 12756, fol. 16.) De l'abbaye agrégée à la Congrégation de Saint-Maur en 1636, l'église (XI^e-XIII^e s.), une partie du cloître (XV^e s.) et les bâtiments claustraux du XVIII^e siècle subsistent encore. — Cf. Arch. départ. Dordogne, série H; Bibl. Nat. coll. Périgord, fol. 179-266; ms. lat. 12663, fol. 134-160^o, dont : a) fol. 134-141, le « Recueil de la fondation et suite de l'histoire de l'abbaye de Brantholme » arrêté en juillet 1636 par Dom Girard Finet; b) fol. 146-160^o, diverses pièces copiées par Dom Cl. Clotton. *Gallia Christiana*, II, 1490-1495; DOM BESSE : *Abbayes et Prieurés*, t. III, p. 200-201; AUDIERNE : *Notice historique sur l'abbaye de Brantôme, son église et son antique clocher* (Périgueux, 1842, in-8; extr. de *Ann. agr. litt. Dordogne*, II, passim); BUSSIÈRE : *Recherches inédites d'art et d'histoire sur l'abbaye de Brantôme* (dans *Bulletin soc. hist. du Périgord*, VI, 1879, p. 147 sq.; VII, p. 53 sq.; XVII, p. 69-219; XIX, p. 112-199; XX, p. 430 sq.).

(3) Cette abbaye, fondée par le roi Clotaire II sur le tombeau de sainte Colombe martyre, très prospère à l'époque mérovingienne et carolingienne, fut ravagée par les Normands en 887. La discipline religieuse y fut rétablie en 1139 par l'abbé Théobald, qui fit construire l'église consacrée en 1164 par le pape Alexandre III. Après les ravages causés par la guerre de Cent ans et les guerres de religion, elle fut restaurée par l'abbé commendataire Robert de la Ménardière et définitivement agrégée en 1580 à la Congrégation de Chezal-Benoît jusqu'à son union en 1636 à celle de Saint-Maur. — Cf. Bibl. Nat. ms. lat. 12665, fol. 87-100; 13816, fol. 386 sq.; Bibl. Auxerre, ms. 217, « *Chronicon rerum magis notabilium coenobii S. Colombae Senonensis ab anno Domini 1070 usque ad annum 1648*, auct. D. Victore Cottion ». *Gallia Christiana*, XII, 146-156; instr. 6-8, 64, 66; DOM BESSE : *Abbayes et Prieurés*, t. VI, p. 22-24; BRULÉE : *Histoire de l'abbaye royale de Sainte-Colombe-les-Sens* (Sens, 1852, in-8); PAUL DESCHAMPS : *Étude sur l'histoire et l'organisation de l'abbaye de Sainte-Colombe de Sens, depuis son origine jusqu'à la fin du XV^e siècle* (dans *Positions des thèses de l'École des Chartes*, 1911).

(4) Dès l'année 1541, Sainte-Colombe de Sens avait accepté les usages de Chezal-Benoît, et François I^{er} en avait autorisé l'union en 1544; dans une visite faite par le

Ces huit monastères auxquels il faut ajouter deux prieurés conventuels, Tuffé (1) dépendant de Saint-Vincent du Mans et Cornilly (2) de Chezal Benoist, composoient cette Congrégation. Je trouve plusieurs autres monastères qui lui ont été unis, mais cette union n'a pas duré (3). De ce nombre il faut mettre l'abbaye d'Issoudun (4), dans le diocèse de Bourges, comme il paroît par une lettre des bourgeois de cette ville qui assurent le R. P. Dom Tarrisé que ce monastère avoit été de la Congrégation de Chezal Benoist. Dans les actes du Chapitre Général de 1544, il est fait mention d'une abbaye de Valmont (5) et l'on nomme un prieur à la Celle (6), dans le diocèse de Troyes; l'on voit la même chose dans d'autres chapitres généraux (7).

prieur de Saint-Germain-des-Prés, celui-ci avait rédigé des statuts (cf. ms. lat. 13846, fol. 30^v-37^v). En 1580, sept religieux réformés, avec Dom Pierre Pariseau comme prieur, furent envoyés à Sainte-Colombe, et le contrat d'union fut ratifié au Chapitre général de 1582. (Cf. Bibl. Nat. ms. lat. 12784, fol. 4 sq.; 13854, fol. 352-357; voir fol. 568-572 la liste des abbés de l'observance cazalienne.

(1) Cant. Montdoubleau, arr. Vendôme, Loir-et-Cher. — Fondé vers 1013 sous le vocable de Notre-Dame, par Hugues Doubleau, dépendait de Saint-Vincent du Mans depuis 1071. Cf. Bibl. Nat. ms. lat. 12838, fol. 248^v sq.; Arch. du Cognier, série H, 7-8; *Gallia Christiana*, XIV, 659; instrum. 130-132; DOM PIOLIN : *Histoire de l'Église du Mans*, t. V, p. 251-252.

(5) Cormilly, com. de Contres, cant. Dun-le-Roi, arr. Saint-Amand. — Cf. Arch. départ. du Cher, série H; DE KERSERS : *Histoire et statistique monumentale du département du Cher*, IV, II.

(6) DOM U. BERLIÈRE : *La Congrégation bénédictine de Chezal-Benoît*, p. 125 sq., donne la liste des monastères unis définitivement à cette congrégation ou temporairement affiliés. Cf. aussi Arch. Nat. L. 985; Bibl. Besançon, ms. 753 : « Histoire abrégée de l'Ordre de Saint-Benoît » par Dom Thiébault, t. IV, p. 244-246; DOM BOUILLART : *Hist. de l'abbaye de St-Germain-des-Prés*, p. 177 sq.

(7) La fondation de l'abbaye Notre-Dame d'Issoudun remonte à l'année 947; elle fut par la suite transférée dans la ville. Le palais de justice occupe l'emplacement de cette abbaye dont rien ne subsiste. — Cf. Arch. départ. de l'Indre, série H, 177-250. Bibl. Nat. ms. lat. 12680, fol. 299-326. *Gallia Christiana*, II, 156-162; instr. 46-49; CHEVALIER : *Histoire religieuse d'Issoudun*, p. 41-108; ROYET : *Notice sur l'abbaye de Notre-Dame d'Issoudun* (dans *Comptes-Rendus soc. Berry*, 1857).

(8) Chef-l. cant., arr. Yvetot, Seine-Inférieure. — Fondée en 1169 par Nicolas d'Estouteville, cette abbaye eut beaucoup à souffrir pendant les guerres de Cent ans et de religion. Elle fut unie à la Congrégation de Saint-Maur en 1754. Il n'en subsiste que de magnifiques ruines. — Cf. Arch. départ. Seine-Inférieure, série H, 127 art.; *Gallia Christiana*, XI, 278-281; DOM BESSE : *Abbayes et Prieurés*, VII, p. 55-56; ALEX L... : *Notice historique, statistique et topographique sur Valmont* (Darnetal, 1860, in-12); MARTIN : *Notes pour servir à l'histoire de l'abbaye de Valmont*. 1751-1792 (Fécamp, 1876, in-16). Cette histoire est de fait encore à écrire.

(9) Il s'agit de La Celle-sous-Chantemerle (arr. Épernay, Marne), dépendant de l'abbaye de Chantemerle. Cf. Arch. départ. de l'Aube 7 H 1 et 7 H 28; A. PRÉVOST : *Le diocèse de Troyes. Histoire et Documents* (3 vol. in-8), t. II, p. 208, 384 et t. III, tables.

(7) Parmi les recueils manuscrits donnant la collection des procès-verbaux des

L'abbaye de Jumièges étoit incorporée à la Congrégation de Chezal Benoist en 1580; mais cette union ne subsista pas longtems (1). On en conserva cependant les observances malgré la séparation et elles se pratiquoient encore, quoiqu'imparfaitement, en 1616, lorsque ce monastère se donna à la Congrégation de Saint-Maur. La même année 1616, l'abbaye de Landevenec en basse Bretagne introduisit à Sézenec (2) des religieux de Chezal Benoist; mais l'éloignement où ils étoient des autres monastères de leur Congrégation leur faisant voir qu'il leur étoit impossible d'y établir une réforme solide, ils persuadèrent à l'abbé de mettre en leur place des religieux de la Société de Bretagne qui étoient fort réguliers et ils se retirèrent au bout de trois ans. Il y eut encore six monastères de filles qui se soumirent à la Congrégation de Chezal Benoist [381] : Saint-Laurent de Bourges, Saint-Pierre de Lion, Sainte-Colombe de Vienne, N.-D. de Nevers, Charenton dans le diocèse de Bourges et Isseure (3).

Chapitres Généraux de la Congrégation de Chezal-Benoît, qu'il suffise de mentionner comme étant plus complets les suivants : Bibl. nat. ms. lat. 13850, p. 237-351 (années 1517-1628); Bibl. Bourges, ms. 184, fol. 51-137 (années 1505-1627), et ms. 187, fol. 41-133^{vv} (années 1506-1630).

(1) On peut voir le récit de l'introduction brusquée des religieux Cazalistes à Jumièges en 1516 par Philippe de Luxembourg qui en étoit abbé commendataire dans l'*Histoire de l'abbaye royale de Saint-Pierre de Jumièges*, par un religieux bénédictin de la Congrégation de Saint-Maur, publiée par l'abbé JULIEN LOTH (dans *Société de l'hist. de Normandie* 1882-1885, 3 vol. in-8°), t. II, p. 252 sq. Philippe de Luxembourg résigna l'année même son bénéfice en faveur de Dom Jean Durand, religieux de Chezal-Benoît. L'union de Jumièges à cette congrégation fut l'œuvre de son successeur Dom François de Fontenai, elle fut confirmée par une bulle de Clément VII en date du 31 mars 1525. Mais en 1539, le roi, en vertu du concordat de 1516, ayant nommé abbé Hippolyte d'Este, cardinal de Ferrare, les Cazalistes se retirèrent; en 1574 une association de prières fut passée entre Jumièges et Chezal-Benoît; puis enfin, grâce aux efforts de l'abbé commendataire Charles de Bourbon, archevêque de Rouen, les religieux de Jumièges reprirent en 1580 l'observance Cazalienne, et une bulle de Grégoire XIII du 9 février 1581 approuva cet accord.

(2) Le Chapitre général tenu en 1615 à Chezal-Benoît désigna, à la demande de l'abbé commendataire Jean Brient archidiacre de Quimper, six religieux ayant à leur tête Dom Adrien Barisel comme prieur pour aller prendre possession de l'abbaye de Landevenec (Bibl. Nat., ms. lat. 12784, fol. 377; ms. 13856, fol. 380). Après leur départ, Landevenec fit partie en 1616 de la Société de Bretagne et fut enfin agrégée en 1628 à la Congrégation de Saint-Maur.

(3) L'abbaye Saint-Laurent à Bourges, dont la date de fondation est inconnue, mais antérieure au XII^e siècle, avait alors comme abbesse Anne de Pierrepont (de 1493 à 1504). La ratification par l'abbesse de l'acte d'union porte la date du 20 juillet 1509 (Bibl. Nat., ms. lat. 12838, fol. 261^{vo}; ms. 12678, fol. 121-123). Cf. *Histoire d'un monastère. Les Bénédictines de Saint-Laurent de Bourges*, par UNE RELIGIEUSE (Bourges, 1892, in-8). *Gallia Christiana*, II, 172-174; DOM BESSE : *Abbayes et Prieurés*, t. V, p. 41-42.

L'abbaye de Saint-Pierre de Lyon (Saint-Pierre-les-Nonnains) a été fondée entre

DÉCADENCE DE CETTE CONGRÉGATION. — La Congrégation de Chezal Benoist avoit commencé dans une grande ferveur et s'y soutint environ 100 ans; mais les guerres de hérétiques et celles de la Ligue affoiblirent tellement ce premier esprit que ces illustres réformateurs eurent besoin eux mêmes d'être réformés. Ils n'étoient cependant point tombés dans les désordres qui regnoient alors dans les autres monastères de France et il s'y trouvoit encore de saints religieux qui

652 et 657 par saint Ennemond qui y transféra les religieux de Sainte-Eulalie. Ravagée par les Sarrazins, elle fut rétablie par l'archevêque Leidrade, puis à la fin du XII^e siècle. Par une bulle du 9 juin 1516, Léon X chargea les abbés de Saint-Sulpice, Chezal-Benoît et Saint-Allyre de visiter cette abbaye et d'y introduire la réforme. Un groupe de religieuses de Saint-Laurent de Bourges ayant à leur tête Antoinette d'Armagnac qui fut nommée abbesse vinrent ainsi s'établir à Saint-Pierre de Lyon (Bibl. Nat., ms. lat. 12838, fol. 262 sq.; ms. lat. 12690, fol. 181-185; ms. lat. 13846, fol. 153-159^o). — Cf. Arch. Départ. du Rhône, série H, 213 liasses (1267-1789); M. C. GUIGUE : *Obituaire de l'abbaye de Saint-Pierre* (Lyon, 1880); J. DUBUISSON : *L'abbaye de Saint-Pierre dans Archives histor. et stat.*, I, 181; *Gallia Christiana*, IV, 283.

L'abbaye de Sainte-Colombe de Vienne fondée sous le vocable de N.-D. des Colonnes (*B. M. de Columnis*) au XII^e siècle à Sainte-Colombe, sous la règle de saint François; transférées en 1281 dans la ville, les religieuses adoptèrent en 1584 la règle bénédictine. La maison fut supprimée en 1787. — Cf. Arch. départ. de l'Isère, série H, 153 art. (XIII^e-XVIII^e s.); Bibl. de Vienne, ms. 116; *Gallia Christiana*, XVI, 186; SAVIGNÉ : *Histoire de Sainte-Colombe-les-Vienne* (Vienne, 1903, in-8).

L'abbaye de Notre-Dame de Nevers remonte à la fin du VI^e siècle. La réforme cazalienne y fut introduite sous l'abbesse Jeanne Le Bourgoing (1499-1533) et définitivement établie sous l'abbesse suivante Jeanne d'Albret qui était une religieuse de l'abbaye de Charenton. — Cf. *Gallia Christiana*, XII, 671-675; DOM BESSE, *Abbayes et Prieurés*, t. VI, p. 113-114; SÉRY : *Histoire de l'abbaye de Notre-Dame de Nevers* (Nevers, 1902, in-8).

L'abbaye de Charenton ou Bellevaux (chef.-l. cant., arr. Saint-Amand, Cher) aurait été fondée au VII^e siècle. En 1123 l'archevêque de Bourges remplaça par des chanoines réguliers les moniales qui y furent rétablies après sa mort. La réforme de Chezal-Benoît y fut introduite par l'abbesse Marie de Rochechouart en 1497 ou 1503. (Arch. Nat. L. 985; Bibl. Nat., ms. lat. 12678, fol. 121-123; ms. lat. 12838, fol. 261; ms. lat. 13846, fol. 151-152^o). Plus tard, en 1677, cette maison fut à nouveau réformée par l'abbesse Renée de Mesgrigny. — Cf. Bibl. Nat., ms. lat. 12766, fol. 231-235; Arch. départ. du Cher, série H, 139 art., où l'on trouve une « Histoire de l'abbaye de Charenton » (XVIII^e siècle); *Gallia Christiana*, II, 174-178; DOM BESSE : *Abbayes et Prieurés*, t. V, p. 42-43.

Saint-Pierre d'Iseure (cant. et arr. Moulins, Allier), dont la fondation comme abbaye remonte à la seconde moitié du IX^e siècle, fut vers 1151 uni à l'abbaye de Saint-Menoux en qualité de prieuré. La réforme de Chezal-Benoît y fut introduite par des religieuses de Saint-Menoux appelées vers 1503 par le cardinal Georges d'Amboise, archevêque de Rouen et légat apostolique. Cf. Arch. départ. de l'Allier, série H, 4 registres et 48 liasses (1452-XVIII^e s.); *Gallia Christiana*, IV, 447; H. DE CURZON : *Notice archéologique sur l'église d'Iseure-lès-Moulins* (dans *Bulletin du Comité des travaux histor. et scientifiques*, Archéologie, an. 1884, p. 340-359).

gémissaient sur le peu d'observance qu'ils voioient dans leurs confrères ; mais ce qui leur paroissoit plus déplorable c'est qu'il ne voioient point de remède à leurs maux. Ce fut ce qui obligea Dom Claude Cotton, prieur de Saint-Germain des Prés et Visiteur de la Congrégation, d'en démembrer cette illustre abbaye et d'y introduire les religieux de la Congrégation de Saint-Maur en 1631.

AFFAIRE DE SAINT-GERMAIN DES PRÉS. — Ce fut là le premier coup mortel porté à la Congrégation de Chezal Benoist (1). Pour en rompre l'effet, le Père Mercier, Abbé de Saint-Vincent du Mans, et plusieurs autres se rendirent à Paris, dans le dessein de s'opposer à cet établissement. Ils s'adressèrent au Garde des Sceaux dont ils ne furent pas reçus favorablement et qui par sa réponse fit voir le peu de cas qu'il faisoit des Casalistes et l'estime qu'il avoit pour les religieux de Saint-Maur. Cependant plusieurs personnes de considération s'entremirent pour accorder ce différend et proposèrent l'union de la Congrégation de Chezal Benoist avec celle de Saint-Maur. On dressa même des articles d'union. Mais le P. Abbé de Saint-Vincent insista sur ce qu'une affaire de cette conséquence devoit être décidée au Chapitre général et, qu'avant de parler d'union, il falloit rendre l'Abbaye de Saint-Germain à la Congrégation. Ce Chapitre se tint à Saint-Vincent et le P. Mercier fut élu pour y présider. On y [382] proposa l'union et elle fut rejetée à la pluralité des voix ; on y détesta l'action du P. Cotton, on l'appella trois fois à la porte du Définitoire et, comme il n'y parut point, on le déclara rebelle et excommunié : de quoi on dressa un acte qui lui fut signifié à Paris, mais il fit venir de Rome une absolution qu'il fit signifier aux Pères de Chezal Benoist. Dans ce même Chapitre on ordonna qu'on poursuivroit vivement le recouvrement de Saint-Germain des Prés, l'on chargea de cette affaire le P. Mercier qui fut continué Abbé de Saint-Vincent et nommé Visiteur de la Congrégation et on lui donna pour adjoint Dom Gaultier, auparavant Abbé de

(1) Pour l'histoire assez complexe des démarches et des multiples incidents qui marquèrent l'union de Chezal-Benoît à la Congrégation de Saint-Maur on peut consulter : DOM PIOLIN : *Le Cardinal de Richelieu dans ses rapports avec les Bénédictins de la Congrégation de Saint-Maur* dans *Revue des questions historiques* (1891), p. 149 sq. ; DOM U. BERLIÈRE : *La Congrégation bénédictine de Chezal-Benoît*, p. 186 sq. ; DOM DENIS : *Le Cardinal de Richelieu...*, p. 113-134. Ces auteurs se sont d'ailleurs servis soit des *Annales* de Dom Mège, soit de l'histoire de Dom Martène qui s'inspire du précédent ; Dom U. Berlière a en outre utilisé le fonds de Saint-Sulpice de Bourges aux Archives départementales du Cher, série H.

Saint-Allire, qui n'ayant plus alors de supériorité étoit plus en état de poursuivre cette grande affaire. On nomma un nouveau prieur à Saint-Germain des Prés et pour rétablir, si cela se pouvoit, la régularité il fut ordonné qu'on ne recevroit plus de novices dans les maisons particulières ; mais qu'on établiroit un noviciat à Chezal Benoist où on élèveroit la jeunesse dans la solitude et dans la séparation du monde, d'où ayant pris une bonne teinture de régularité on les enverroient dans les maisons pour lesquelles ils seroient destinés : et pour qu'ils fussent mieux élevés, on leur donna pour Abbé le Père Jacques Aubert, pour Prieur le Père Fradet (1) et pour économe le Père Laverlie, trois des meilleurs sujets de la Congrégation. Mais quand il fallut les établir, ou donner les ordres aux religieux de l'Abbaye de Chezal Benoist d'aller faire leur résidence dans différents prieurés pour faire place au noviciat, la plus part refusèrent d'obéir et appellèrent comme d'abus de l'ordonnance du Chapitre et du commandement des Commissaires. C'étoient le P. Mercier Abbé de Saint-Vincent [383] et le Père Fouché, Abbé de Saint-Sulpice, homme d'un grand mérite, qui avoient été chargés de cette commission. Ce dernier qui se faisoit fort de 12 éco-liers du collège de Bourges pour commencer son noviciat s'emporta sur ce refus et s'échauffa tellement qu'il en tomba malade : il fut emporté dans l'espace de six heures faisant voir dans ses paroles de grands sentiments de piété. On soupçonna sa mort de n'avoir pas été naturelle, surtout lorsqu'on donna avis secrettement à Dom Mercier de se retirer s'il ne vouloit qu'il lui arrivât la même chose.

Il se rendit à Paris pour la poursuite de la grande affaire de Saint-Germain des Prés. D'abord il présenta requête au grand conseil, où le Garde des Sceaux avoit renvoyé la cause, pour que le nouveau Prieur de l'Abbaye élu au Chapitre Général et reconnu par une partie de la communauté fut installé, ce qui lui fut accordé. On a vu tout ce qui se passa au sujet du rétablissement des Casalistes dans l'abbaye de Saint-Germain et l'expulsion des religieux de Saint-Maur et enfin l'arrêt du Conseil privé par lequel le Roi se reservoit le jugement de cette affaire (2).

(1) Dom Jean-Ilyacinthe Fradet, originaire de Bourges, entra dans la Congrégation et fit profession aux Blancs-Manteaux le 24 décembre 1632; nommé l'année suivante sous prieur de Saint-Denis, on le trouve en 1639 administrateur de Saint-Honorat de Lérins, dont il devient prieur en 1642; il est prieur de Sainte-Croix de Bordeaux en 1645, et de N.-D. de Rochefort en 1648. Il mourut le 11 juillet 1649 à Saint-André-les-Avignon.

(2) Voir plus haut, p. 20 sq. On trouve dans l'« Inventaire des titres de Saint-

DIVISION DANS LA CONGRÉGATION DE CHEZAL-BENOÎT. — Le Père Mercier aiant échoué dans son entreprise vint à Bourges où il trouva la régularité dans une grande décadence et ne put s'empêcher d'avouer que tout étoit perdu. Ses discours le firent soupçonner d'avoir des relations avec les réformés, ce qui n'étoit pas ; mais pendant qu'on avoit les yeux attentifs sur ses démarches, le P. Cotton reçut beaucoup de lettres anonymes par lesquelles on demandoit les réformés et les deux arcs boutants du noviciat Dom Fradet et Dom de Laverlie allèrent aux Blancs Manteaux prendre l'habit de la réforme : le premier fut admis, mais le second, [384] pour de bonnes raisons, fut renvoyé à ses Supérieurs.

Dieu dispoit ainsi peu à peu les choses pour une réforme dans la Congrégation de Chezal Benoist : la visite que Dom Mercier fit à Saint-Martin de Séz où il trouva des excès notables, lui en fit voir la nécessité. C'étoit pendant le carême de l'année 1632. On tint le Chapitre Général après Pâques à Saint-Sulpice de Bourges (1). On y élut un nouveau Visiteur qui fut le P. Abbé de Saint-Sulpice, dont la conduite ne répondit pas à celle du P. Mercier. Cependant les esprits se divisoient insensiblement. Le P. Bondonnet (2), cellerier de Saint-Vincent du Mans, demanda permission d'aller en pèlerinage à N. D. de Liesse où il avoit promis à Dieu de faire un voyage pour les besoins pressants de la Congrégation, l'obtint, quoique l'on craignit que sous prétexte d'un voyage de dévotion il n'allât traiter avec les Pères de Saint-Maur. Quelques jours avant de partir, il s'entretint avec le P. Mercier et d'autres de ses amis sur l'état déplorable de leur Congrégation, et l'un deux, voyant les autres bien intentionnés, dit au

Sulpice », t. I, p. 9-11^{re} aux Archives départementales du Cher, l'analyse des pièces relatives à cette affaire.

(1) Ce Chapitre supprima le noviciat qui avait été établi l'année précédente à Chezal-Benoît.

(2) Dom Jean Bondonnet, né au Mans en 1594, avait fait profession à l'abbaye de Saint-Vincent le 11 novembre 1610. Après avoir été cellier à Saint-Germain-des-Prés il fut nommé prieur de Sainte-Colombe de Sens. De retour à Saint-Vincent, où il remplissait la charge de bibliothécaire et de grand-cellier, il fut un des partisans les plus fermes de la réforme. A l'arrivée des Mauristes, il vécut tantôt dans l'abbaye, tantôt dans son prieuré de Sarcé. Il mourut le 16 mars 1664. Dom Jean Bondonnet est l'auteur d'un ouvrage sur *Les Vies des Evêques du Mans...* (Paris, 1651, in-4°), et d'une *Réfutation des trois dissertations de M^r Jean de Launoy... contre les missions apostoliques, dans les Gaules au premier siècle*. (Paris, 1653, in-4°). Cf. L. DENIS : *Dom Jehan Bondonnet, moine bénédictin de Saint-Vincent du Mans, prieur de Sarcé* (dans *Revue hist. et archéol. du Maine*, tome 39 (1896), p. 197-217).

P. Abbé : si vous m'en croiés, mon Père, nous ferons ici comme à Saint-Germain des Prés. Son sentiment fut suivy de tous les autres qui ajoutèrent qu'ils en trouveroient plus de dix qui leur seroient favorables. Si j'en avois seulement 15, dit le P. Mercier, je ne craindrois aucun obstacle. Depuis ce moment ils songèrent aux moiens de se donner à la Congrégation de Saint-Maur (1).

PROJET DE RÉFORME DE SAINT-VINCENT DU MANS PAR LE PÈRE MERCIER, ABBÉ DE SAINT-VINCENT (2). — Le Père Mercier envoya, pour cet effet, le Père Musserote, qui avoit été son covisiteur et en qui il avoit de la confiance, à Vendôme pour conférer avec le Prieur de la Trinité sur les moiens de faire ce [385] qu'avoient fait les religieux de Saint-Germain. Dom Placide de Sarcus, qui étoit Prieur à Vendôme, eut peine à ajouter foi à la proposition. Cependant, sur les connoissances qui lui furent données, il promit d'en écrire au P. Général. Après le retour du P. Musserote, Dom Bondonnet partit pour son pèlerinage avec un autre religieux qui étoit du secret. Il ne s'arrêtèrent point à Paris, en allant : mais, en revenant, ils eurent une conférence avec le P. Cotton dans le cloître des Cordeliers et lui remirent des lettres du P. Mercier. De là, ils se rendirent à Saint-Faron de Meaux où étoit le P. Général pour lequel ils avoient aussi des lettres et furent reçus de lui avec beaucoup d'accueil. Il leur donna des lettres pour leur Abbé et ils reprirent leur route, encouragés par le P. Cotton qu'ils revirent une seconde fois et qui écrivit aussi au P. Mercier.

Les lettres du P. Général et du P. Cotton portoient que l'affaire étoit si

(1, Réserves faites sur la tendance de Dom Mège à exagérer les intentions, il semble bien que Dom Mercier après avoir été partisan de l'union à Saint-Maur prit assez vivement parti contre les Mauristes; en tout cas il ne sut éviter le piège qui lui fut tendu pour le compromettre soit aux yeux des Mauristes, soit auprès des supérieurs de Chezal-Benoît. (*Annales*, *ibid.*, p. 55 sq.) Si bien que Dom Mercier voit tous ses efforts pour la réforme de ses religieux paralysés par ses déclarations antérieures en leur faveur et contre Saint-Maur.

(2) Cf. Dom Mège, *Annales* (ms. lat. 13861), p. 48-175; DOM DENIS, *op. cit.*, p. 118 sq. On peut consulter aussi, Bibl. Nat., ms. lat. 11819 et 12702, ainsi que plusieurs factums conservés aux Archives départementales du Cher, série H, fonds Saint-Sulpice, liasse 8. Dom BESSE : *Abbayes et Prieurés*, t. VIII, p. 148, cite un certain nombre de ces factums. Enfin, aux Archives départementales de la Sarthe, série H, 127, se trouve un registre sur « les affaires plus considérables concernans l'establissement des pères religieux de la Congrégation de Saint-Maur, O.S.B., en l'abbaye de Saint-Vincent du Mans. Arrêts, concordats, transactions et autres actes. »

épineuse qu'il n'y avoit pas d'apparence de l'entreprendre. Cependant, depuis cette démarche qui arriva au mois d'octobre, le P. Mercier et le P. Cotton entretenirent un commerce de lettres sur cette affaire. Ce dernier ne cessoit d'en parler aux Supérieurs et enfin il fut résolu entre Dom Maur du Pont, Prieur de Saint-Germain, et Dom Cyprien le Clerc, Prieur de Saint-Denis, tous deux assistans du R. P. Général, et lui qu'il iroit au Mans comme procureur de la Congrégation pour transiger avec l'Abbé et les religieux. Le P. Général étoit d'un avis contraire, mais il ne voulut pas s'y opposer. Pour mieux cacher la négociation, le P. Cotton descendit à trois lieues du Mans chez une sœur du P. Musserote, où le Sr. de Parence (1), fameux avocat et parent du P. Bondonnet, le vint trouver. Ils dressèrent ensemble pendant trois jours un concordat que le Sr. de Parence porta au P. Abbé pour l'examiner et le corriger. Le concordat arrêté le P. Cotton se rendit au Mans et vint à Saint-Vincent le soir du 22 janvier 1633, jour [386] de la fête du saint, avant Complices. L'acte fut signé par le P. Cotton, comme procureur des Pères de la Congrégation de Saint-Maur, par le P. Mercier Abbé et par le P. Bondonnet, grand cellierier et procureur de l'abbaye, se faisant fort de la plus grande et saine partie de la communauté. De là, le P. Cotton se retira chez le Sr. de Parence et partit le lendemain pour Paris.

CONCORDAT RATIFIÉ PAR LA COMMUNAUTÉ. SUITE DE CETTE AFFAIRE.
— Il s'agissoit après cela de faire ratifier le concordat par la communauté et ce n'étoit pas une chose aisée. Il y avoit tout à craindre des violences de cinq religieux extrêmement opposés à la réforme. Heureusement trois d'entre eux demandèrent permission d'aller en campagne, le 4^e qui étoit officier de la maison partit pour les affaires de son emploi et le 5^e reçut de M. l'Évêque du Mans (2) une commission pour une abbaye de religieuses du diocèse, où il alla faire la visite. Pendant leur absence, le P. Mercier assembla le Chapitre et fit un discours très pathétique sur la nécessité d'appeler dans la maison les réformés de Saint-Maur. Dieu donna une telle bénédiction à ses paro-

(1) Matthieu Bondonnet, sieur de Parence, avocat au Parlement de Paris, étoit le frère de Dom Jean Bondonnet.

(2) L'évêque du Mans étoit alors Charles de Beaumanoir de Lavardin (1601-1637). Quant au religieux chargé de la visite en question, ce n'est autre que Dom Guillaume Richer, ancien abbé de Saint-Vincent en 1614 et 1625, qui va prendre la tête des opposans à l'union avec Saint-Maur.

les que tous signèrent le concordat à l'exception de deux, dont l'un se rendit peu après, mais l'autre envoya avertir trois des absents de ce qui s'étoit passé. Ils étoient à Tuffé (1), prieuré conventuel dépendant de l'abbaye de Saint-Vincent. A cette nouvelle, ils devinrent furieux, maltraitèrent le cellerier de Tuffé, comme étant de la faction du P. Mercier, et le menacèrent des dernières extrémités; il prit la fuite, de même que le Prieur et un 3^e religieux en attendant la fin de cet orage. L'abbaye fut l'endroit où il se fit sentir avec plus de fureur : ces trois religieux qui étoient à Tuffé partirent pour Saint-Vincent accompagné d'un Prieur de la dépendance du monastère et d'un 5^e religieux et, avant d'entrer dans l'abbaye, ils allèrent trouver [387] le lieutenant général de la ville à qui ils demandèrent justice contre leur abbé qui avoient, disoient ils, vendu leur maison. Ce magistrat fit prier le P. Mercier de vouloir bien se rendre chez lui et lui dit, en le voyant, voilà des religieux qui demandent justice contre vous, disant que vous avés vendu et livré votre maison. Le P. Abbé lui répondit qu'il n'avoit point vendu la maison; mais que, de l'avis de sa communauté, il avoit présenté au Roi une requête à ce qu'il plût à Sa Majesté ordonner qu'on ne reçût plus de novices à Saint-Vincent et qu'on leur donnât pour successeurs des religieux bien réformés qui faisoient honneur à l'ordre et à l'Église; il s'étendit fort au long et parla avec tant d'éloquence que le lieutenant général l'admiroit et avouoit qu'il avoit raison (2). Cependant à l'instigation de quelques personnes qui étoient présentes, il prit le party de le retenir avec le Père Bondonnet et un autre qui étoit avec lui, et leur apporta pour prétexte que c'étoit pour les sauver des mains de la populace qui étoit extrêmement animée contre eux. Pendant ce temps là les furieux allèrent publier dans

(1) Chef-lieu de cant., arr. Mamers, Sarthe. — Ce prieuré, dont la fondation remonte à la seconde moitié du VII^e siècle, fut ravagé par les Normands et relevé en 1015 par Hugues de Montdoubleau; dépendance de Saint-Vincent du Mans depuis 1071, il fut agrégé en 1646 à la Congrégation de Saint-Maur. Les bâtiments qui subsistent sont occupés par la mairie et l'église est devenue paroissiale. — Cf. Archives départ. de la Sarthe, série H, 201-210; Bibl. Nat., ms. lat. 12838, fol. 248^{re}; Archives du Cogner, série H, 7-8; *Gallia Christiana*, XIV, 659; Instrum. 130-132; Dom PIOLIN : *Histoire de l'Église du Mans* (Le Mans, 1851-1863, 6 vol. in-8), t. III, p. 52-54; 296-298.

(2) Dom Mège, *Annales* (ms. lat. 13861), p. 68 sq., donne une autre version et résume l'interrogatoire; d'après lui le lieutenant général eut une attitude telle que Dom Mercier se vit en droit de protester contre l'irrégularité de la procédure et l'indignité de sa manière d'agir. La suite des événements confirme d'ailleurs le jugement de Dom Mège, dont le récit est moins atténué que celui de Martène.

tous les cantons de la ville qu'on vouloit vendre l'abbaye et abolir les aumônes.

VIOLENCES CONTRE LES BIEN INTENTIONNÉS. — Cependant les religieux de Saint-Vincent voiant que leur abbé ne revenoit point se barricadèrent dans le monastère. L'Évêque s'y transporta avec le lieutenant général, et on leur refusa l'ouverture des portes. D'un autre côté, l'abbaye étoit investie pour empêcher de sortir les réformés que l'on y croioit renfermés. Le Prieur fut blessé d'un coup de hallebarde au visage dont la plaie fut 15 mois à guérir. Le lendemain, le lieutenant général, après avoir fait lever les serrures de la grande porte, entra suivy d'une foule innombrable de petit peuple et se fit donner les clefs. Le 28 du [388] même mois, Mr. l'Évêque vint à l'abbaye avec le grand doien, l'official et d'autres ecclésiastiques, le lieutenant général, tous les magistrats et le greffier. Ils firent venir tous les religieux chacun en particulier; quelqu'uns refusèrent de comparoître, d'autres retractèrent leur signature : il en resta cependant 13 fermes dans leur résolution, malgré cette tragique scène qui finit par un corps de garde que le lieutenant général établit dans le monastère et un second qu'il mit sous la grande porte d'entrée de l'abbaye. Ils revinrent le lendemain pour faire leur ordonnance. Ce fut l'évêque qui la signifia lui-même au P. Bomer, prieur, en lui disant que comme dispensateur de la discipline ecclésiastique, pour mettre la paix dans la maison, il le déposoit de sa qualité de Prieur et nommoit un économe pour le spirituel et le temporel du monastère; il nomma en cette qualité un des révoltés et lui donna pour adjoint un des plus furieux. Le Prieur appella comme d'abus de son ordonnance; mais l'autorité avoit établi ces deux officiers, ce fut elle aussi qui les mit en possession. Pendant ce temps là, le Sr. de Parence et tous les amis des religieux bien intentionnés furent insultés par la populace, on cassa leurs vitres et quelques-uns même furent blessés.

Le père Abbé et ses deux compagnons étoient détenus chez le lieutenant général depuis trois jours : on leur rendit enfin la liberté et il partit pour Paris avec le P. Bondonnet tous deux déguisés en cavaliers (1). On envoya des archers après eux pour les arrêter, mais ils

(1) C'est-à-dire que le lieutenant général, ne tenant pas à endosser la responsabilité d'une détention dont il sentait au fond l'arbitraire, les fit conduire chez les Jacobins, quitte à les transférer ailleurs, ce qui aurait eu lieu sans leur départ organisé par le sieur de Parence (Cf. Dom Mège, *Annales*, ib.).

échappèrent à leurs recherches, ce qui occasionna d'en faire une très exacte chez l'avocat de Parence et chez les pères Jacobins où ils avoient soupé. Le Père Hubert, qui avoit été détenu prisonnier avec eux chez le lieutenant général [389] et qui les avoit accompagnés chez les Jacobins y étant demeuré, y fut arrêté et conduit chez le lieutenant général, ensuite mené à Saint-Vincent comme un criminel et enfermé dans une prison à la porte de laquelle on mit quatre gardes. Celui que M. l'Évêque avoit nommé économe (1) se rendit à Paris pour aller plaider contre le P. Mercier et, dans le même temps, le clergé du Mans, le présidial, la maison de ville et l'abbaye de la Couture formèrent une opposition à l'introduction de la réforme dans la maison de Saint-Vincent. Deux jours après le lieutenant général revint à l'abbaye, interrogea juridiquement le P. Musserote et un autre de ses compagnons et, sur leur refus de rétracter leur signature, il les fit enfermer dans la même prison où étoit le P. Hubert; il y fit aussi porter le P. Prieur malade de la blessure qu'il avoit reçue.

ARREST DE DEFFENSE DU PRIVÉ CONSEIL. — Le Père Cotton aiant appris la détention du Père Abbé et de ses religieux et les entreprises de l'Évêque du Mans sur le monastère de Saint-Vincent sollicita et obtint promptement un arrest sur requeste au privé conseil; mais comme il se disposoit à le faire sceller il apprit l'arrivée du Père Abbé qui le fit changer de dessein et former celui d'avoir un arrest contradictoire. Ils allèrent ensemble à Saint-Germain en Laye où étoit la Cour et trouvèrent l'abbé de Bourges, Visiteur (2), et le Père Richer nommé par l'Évêque économe, opposant tant en son nom qu'au nom des siens avec leur avocat et le procureur du Roy à la prevoté portant les oppositions des differens corps de la ville. Ils plaidèrent tous en présence du Garde des Sceaux, des conseillers d'État et des Maitres des Requêtes; et comme le Père Abbé n'avoit point d'avocat il plaida lui-même avec beaucoup d'éloquence. [390] Il représenta que de 27 religieux qui étoient dans son monastère, 20 avoient signé le concordat pour admettre à Saint-Vincent les Pères réformes; qu'à cette occasion le lieutenant général l'avoit emprisonné lui et ses religieux, qu'il leur avoit oté leurs charges et leurs offices, fait assassiner le Prieur, etc. L'avocat des opposans dit que c'étoit fort mal à propos qu'on vouloit

(1) Il s'agit de Dom Richer.

(2) Dom Joseph Sanson, visiteur général de la Congrégation de Chezal-Benoît.

mettre des réformés à Saint-Vincent, que les religieux qui y demeuroient l'étoient assez, témoin le Père Richer employé par M. l'Évêque à réformer toutes les abbayes de son diocèse et délégué par la Cour pour visiter Fontevault; que plusieurs religieux du party du P. Mercier avoient révoqué leur signature et qu'enfin, pour preuve que la maison de Saint-Vincent étoit régulière, l'évêque, le clergé, le corps de ville s'opposoit à la nouvelle réforme. Il fut aisé de faire voir que les prétendues révocations avoient été forcées et n'avoient été faites que pour éviter la prison. Enfin le Garde des Sceaux prit la parole et demanda s'il y avoit du revenu à Saint-Vincent suffisamment pour nourrir les anciens et les réformés. Aiant appris qu'il y avoit suffisamment de quoy entretenir les uns et les autres, il prononça un arrest qui portoit en substance « Deffense à l'Évêque du Mans, au Lieutenant Général et à
« toute la ville de troubler le Père Mercier dans ses fonctions et dans
« le dessein qu'il avoit pour les réformés, que l'Abbé et les religieux
« seroient remis dans leurs dignités et offices, que tous les prisonniers
« seroient mis en liberté; Deffense au Visiteur et au Chapitre général
« de Chezal Benoist de troubler le P. Mercier, de le déposer, ou le
« changer; ordre [391] de fournir dans un mois leurs conclusions pour
« être vûes par le conseil et ordonné ce que de raison; commandement
« au Père Richer de rendre compte devant le Père Mercier, son Supé-
« rieur, de l'administration de la maison depuis le jour qu'il avoit été
« créé économe par l'Évêque du Mans. » Trois ou quatre jours après, le P. Mercier étant allé chercher son arrest scellé chez le Garde des Sceaux apprit qu'il venoit d'être arrêté et mené prisonnier hors de Paris. A cette nouvelle il pensa tomber évanoui et se rendit chez M. Delozon, conseiller d'État, à qui il dit, accablé de tristesse : « voilà
« mon dessein rompu ». A quoi lui répondit ce sage magistrat : « Com-
« ment, mon Père, vous mettiez donc votre espérance dans les hom-
« mes? en matière d'affaires qui regardent Dieu, il veut qu'on soit per-
« suadé que c'est lui qui agit. Aiez bon courage, mon Père; si vous
« cherchez la gloire de Dieu dans votre dessein, il enverra plutôt des
« anges du ciel pour l'exécuter. Mais ne soyez pas en peine; votre
« arrest est scellé et c'est le dernier que M. de Chateaufort a scellé. » Il fut signifié à l'Évêque, au lieutenant général, à l'assemblée de ville et au présidial, ainsi qu'à l'abbaye de Saint-Vincent, avant que l'on fut informé de la disgrâce du Garde des Sceaux. Mais quand on en apprit la nouvelle, les opposans qui se croioient perdus reprirent de nouveau courage, mais leur triomphe ne fut pas long. M. Seguiet, qui succéda dans la charge de Garde des Sceaux, reçut une requête

qui luy fut présentée par M. De Lozon, à laquelle étoit attaché l'arrest et un procès verbal des violences commises contre celui qui l'avoit signifié, et indigné contre une pareille révolte, il confirma l'arrest et donna commission à M. de Bourgbourg, conseiller d'État, de se transporter au Mans pour le faire exécuter. Ce fut alors que les prisonniers [392] qui étoient enfermés depuis le 1^{er} de février furent mis en liberté le 3 mars.

DESCENTE DU COMMISSAIRE. — Le Commissaire arriva au Mans après Pasques et avec lui le P. Abbé et ceux de ses religieux qui l'étoient allé joindre. Après être entré dans l'abbaye, il se saisit des clefs et ferma lui même la porte pour empêcher le tumulte du peuple. De là, il alla au chapitre où, aiant pris la place du Supérieur, il exposa le sujet de sa commission, fit faire lecture de l'arrest et exhorta les religieux à y obéir. Ensuite, il se transporta dans la chambre abbatiale et au chartrier où il vit la rupture des portes, ferrures, coffres et même de celui du dépost. Il demeura 8 ou 10 jours au Mans, rétablit le Père Abbé et les autres officiers dans leurs charges et dignités, interrogea tous les religieux en particulier sur les désordres qui étoient dans la maison, sur ce qui s'étoit passé dans le tems du trouble, sur les raisons qui les avoient portés à demander les Pères de Saint-Maur, fit écrire par son secrétaire toutes les dépositions qu'il leur fit lire et signer à chacun. Il y en eut dix qui ne voulurent point comparoitre devant le commissaire; mais ils remirent tous leur interest dans la personne du P. Richer qu'ils chargèrent de répondre et de déposer pour eux. Ils le regardoient comme un homme d'esprit qui parleroit beaucoup mieux qu'ils ne pourroient faire; mais Dieu qui confond la sagesse des hommes, permit que paroissant devant M. de Bourgbourg il demeura si interdit qu'il ne put dire autre chose sinon qu'il demandoit les réformes en son nom et au nom de ses confrères. De là, [393] le commissaire se transporta à Tuffé, où il rétablit le prieur et le cellerier, écouta les religieux, fit son procès verbal et s'en retourna à Paris.

Après Pasques on devoit tenir le chapitre général à Saint-Vincent; mais à cause de tous ces troubles il fut indiqué à Bourges et l'on contremanda les supérieurs. Il y fut resolu qu'on y poursuivroit le procès contre le P. Cotton qui défendoit la cause du P. Mercier. Au commencement du mois de juillet, le Père Abbé se rendit à Paris et il fut l'un des Commissaires nommés par la Cour, aussi bien que

le P. Cotton, pour exécuter le projet formé par le Cardinal de la Rochefoucault de reformer l'abbaye de Saint-Denys. Le P. Cotton alla à Nancy où étoit la Cour et obtint un arrêt qui renvoyoit l'affaire de Saint-Vincent au Cardinal de la Rochefoucault et aux commissaires établis pour la réforme.

LES CASALISTES OFFRENT LEURS CROSSES AU CARDINAL DE RICHELIEU. — Dans cette extrémité les Casalistes prirent le party le plus violent qui peut s'imaginer, qui fut d'offrir au Cardinal de Richelieu leurs crosses et leurs biens, pourvu que son Éminence les délivrat des Pères de Saint-Maur et que la Congrégation de Chezal Benoist subsistât (1). Cette proposition donna une nouvelle face à l'affaire : on l'ota au Cardinal de la Rochefoucault et l'on nomma trois commissaires, les Srs. de Le Bon (2), Le Bret et Talon. conseillers d'État, auxquels le P. Mercier demanda qu'on en joignit deux ecclésiastiques qui furent l'évêque d'Auxerre (3), frère du Garde des Sceaux et auparavant doyen de la cathédrale du Mans, et l'évêque de Boulogne, coadjuteur de l'archevêque de Tours (4). Les commissaires, après s'être assemblés plusieurs jours, prononcèrent un arrêt le 24 février 1634, par lequel il fut dit que sans avoir égard au concordat du P. Cotton, procureur des Pères de Saint-Maur, [394] et à l'intervention du même P. Cotton, non seulement Saint-Vincent, mais toutes les abbayes de Chezal Benoist seroient réformées (5) et que, pour cet effet, le P. Rollet, Grand Prieur de Cluny, le P. Lempereur, prieur du collège de Cluny,

(1) Dom Mège, *Annales* (ms. lat. 13861), p. 124, nous apprend que cette détermination pour le moins inattendue des Casalins leur fut suggérée par Dom Hubert Rollet et Dom Lemperière; le premier, dit Dom Mège, y voyait un moyen d'étendre son influence, le second une occasion de desservir la Congrégation de Saint-Maur. Le choix de ces religieux comme commissaires adjoints, et leur attitude générale dans cette affaire, rend assez vraisemblable la supposition de Dom Mège.

(2) Il s'agit de Brulart de Léon.

(3) Dominique Séguier, évêque d'Auxerre de 1632 à 1637, puis de Meaux 1637-1659.

(4) Victor Le Bouthillier, évêque de Boulogne en 1628, devint en 1630 coadjuteur à Tours de Bertrand d'Eschaux auquel il succéda en 1641; il mourut en 1670.

(5) Cf. *Mémoire* cité de Cl. Mey, p. 83-84. Dom Mège, plus explicite que Dom Martène qui le résume d'ailleurs, parle des factums contre Dom Mercier et de sa défense (*Annales*, ib., p. 128 sq.) Voir dans Dom BESSE : *Abbayes et Prieurés*, Introduction, p. 68. Cet arrêt du 24 février 1634 causa une déception de part et d'autre : Dom Mercier y vit la faillite de ses efforts en vue de l'union avec Saint-Maur à cause de la mission confiée à ces deux commissaires hostiles qu'étaient Dom Rollet et Dom Lemperière; les Casalins se voyaient de par l'arrêt imposer la réforme qu'ils voulaient éviter à tout prix et que l'enquête rendrait inévitable.

et le S. Tiersault, maître des Requêtes, se transporteroient sur les lieux pour aviser aux moïens de le faire. Cet arrêt avoit été dicté par le Cardinal qui vouloit se rendre maître des crosses. En même tems, il commanda aux procureurs des maisons de lui envoyer les baux des fermes pour être assuré du revenu des monastères. Lorsqu'il les eut examiné il trouva que le principal revenu de toutes les maisons consistoit dans les prieurés réunis. Pour lors, on dit qu'il demanda au Saint-Père les crosses avec les Prieurés réunis et que le Pape les lui refusa. Comme les Abbés étoient toujours en possession, il leur demanda leur démission; ce qu'ils firent (1), à condition que leur Congrégation subsisteroit et que les Pères de Saint-Maur n'y entre-roient point.

Le 22 du mois de mars, les commissaires se mirent en chemin pour se rendre au Mans où le Père Mercier les prévint. Ils firent assembler la communauté dans le chapitre où le P. Rollet prit la place du Supérieur et exposèrent le sujet de leur commission qui étoit la réforme du monastère. Elle consista à ce que, après bien des contestations pour mettre le P. Richer supérieur et directeur de la maison, à quoi le P. Mercier s'opposait. Enfin celluy ci consentit qu'il fut reconnu pour Supérieur par ceux de son party; ainsi il y eut deux Supérieurs dans la maison, deux Prieurs, deux celleriers et de même des autres offices peu considérables. Du Mans, les commissaires se rendirent à Saint-Martin de Séez où le P. Lempereur n'osa les accompagner parce qu'étant [395] religieux de Saint-Evroul, il avoit été condamné par arrest du Parlement de Rouën à être emprisonné à Saint-Martin de Séez. Le P. Rollet n'étoit pas plus agréable; sa conduite à l'égard des anciens de Cluny l'avoit rendu odieux. On lui fit plusieurs affronts et leur commission n'eut aucun effet.

ASSEMBLÉE DE CLERMONT. — Comme la réforme n'avançoit pas, les agens du Cardinal firent donner un arrêt qui ordonnoit aux communautés de choisir un procureur pour aller avec les Supérieurs à Saint-Allire de Clermont pour y proposer des moyens de réforme. L'assemblée se tint le 3^e Dimanche après Pasques 1634 et tint lieu de Chapitre Général. Le P. Mercier n'osa s'y trouver de peur d'être insulté et on ne scait ce qui s'y passa; mais le Cardinal ne fut pas content de l'as-

(1) Plus exactement, ce qu'ils consentaient à faire, sauf Dom Mercier qui s'y refusa.

semblée (1). Cependant ceux qui tenoient le party du P. Mercier continuèrent d'être vexés (2); M. Thiersault retourna au Mans, les exila en différentes maisons et laissa le P. Richer avec ses partisans maîtres de l'abbaye et de tous les offices. Ce fut une occasion de schisme, on consulta la Sorbonne qui répondit que le P. Richer étoit un intrus et que le P. Mercier qui étoit son Supérieur avoit droit de l'excommunier, ce qu'il fit; mais l'autre s'embarrassa peu de faire lever son excommunication, il fit au contraire imprimer un monitoire qui fut publié en plus de 300 paroisses, affiché aux portes des églises et aux carrefours, contre des méchants religieux qui aient trahi et vendu leur mère, l'avoient pillée, emportant et donnant à garder à des séculiers quantité d'or et d'argent, meubles, linge, croix, calices, patènes, reliquaires, etc.; et pour donner quelque apparence au prétendu pillage, il voulut faire enlever de nuit le bled des greniers et [396] les chevaux de l'écurie. L'un et l'autre furent arrêtés au moment qu'on alloit les faire partir de la maison et les magistrats qui venoient pour informer contre le P. Mercier et qui furent témoins s'en retournèrent très scandalisés (3).

(1) L'abbé de Coursan non plus. Cet agent tout dévoué de Richelieu étoit venu au chapitre général comme délégué des moines de Saint-Vincent; personnage subalterne, assez sensible à la question d'argent, il n'avoit pour la circonstance rien touché, bien qu'il eût offert successivement ses services à Dom Mercier, puis à ses ennemis. Quant à Richelieu, il se rendait compte qu'ainsi divisés les religieux de Chezal-Benoît n'aboutiraient à aucun résultat sérieux de réforme. En effet, le chapitre s'étoit séparé sans prendre de décision pratique, les partisans de Dom Richer faisant appel au généralat de Richelieu, ceux de Dom Mercier demandant l'union à la Congrégation de Saint-Maur. Cf. Dom Mège, *Annales* (Ms. lat. 13861), p. 156-161.

(2) Il faut lire dans Dom Mège, *Annales*, p. 162 sq., l'histoire ridicule du tableau au-dessus de l'autel de la sainte Vierge sur lequel Dom Richer s'étoit fait peindre ainsi que son successeur comme abbé de Saint-Vincent et qui fut à deux reprises barbouillé par les moines. On faillit en venir aux mains.

(3) Dom Mège (*Ibid.*, p. 171) remarque, et cela a son intérêt, que Dom Mercier avoit contre lui le Père Joseph prévenu par le gardien des Capucins du Mans qui trouvoit Dom Richer plus généreux dans ses largesses. Et il ajoute que le P. Joseph conseilla à Dom Tarrisse de ne pas encourager les projets de Dom Mercier. Par ailleurs, l'abbé de Coursan, qui avoit toujours sa double déconvenue sur le cœur, ne ménageait pas les Cazalins dont il n'y avoit rien à attendre, vu leurs divisions et leur manque d'observance. Et, de fait, les enquêtes ainsi que divers incidents avoient révélé l'état déplorable de leurs maisons. Cette disparition de l'observance, conclut Dom Mège, servit de raison à Richelieu pour obtenir du roi le retrait du privilège de libre élection donné aux religieux de Chezal-Benoît par ses prédécesseurs.

PENSION DE 30.000 LIVRES AU CARDINAL. — Le Cardinal de Richelieu voyant que les Pères de Chezal Benoist étoient toujours en possession de leurs crosses qui prétendoit luy avoir été données par le Roy (1) fit saisir tout le temporel et envoya procuration à l'évêque du Mans pour saisir celui de Saint-Vincent et de Saint-Martin de Séez; mais comme ils donnèrent caution (2), tout demeura aux religieux. Cela obligea les Supérieurs de s'assembler à Paris pour traiter avec le Cardinal auquel il fut convenu, après bien des contestations, qu'on accorderoit une pension de dix mil écus pendant la vie, à condition que la Congrégation de Chezal Benoist subsisteroit avec tous ses privilèges; il fut dit que le traité seroit confirmé par toutes les communautés et qu'ils se réformeroient (3). Cet accord donna lieu de

(1) Il est fait ici allusion à l'arrêt du 28 août 1634 par lequel, vu l'état dans lequel était tombée l'observance, en vertu d'une clause de la bulle de 1516 et de la réserve prévue « *quandiu durabit reformatio* » par l'arrêt royal du 5 février 1518, sur l'avis des Commissaires enquêteurs, étaient déclarés « le chapitre et les religieux de Chezal-Benoît déchus de la faculté à eux octroyée par les bulles et lettres patentes, d'élire de trois ans en trois ans les abbés des cinq abbayes; en conséquence que le roi entendoit rentrer dès à présent dans la jouissance de son droit de nomination en icelles, ainsi qu'ès autres de son royaume; et, afin de rétablir la réforme, nommer à notre Saint-Père un personnage de singulière piété, pour être pourvu des cinq abbayes conjointement, et sous un seul titre d'abbé, chef et général administrateur de la Congrégation, sans néanmoins déroger ni préjudicier au surplus des statuts et privilèges de ladite congrégation, à condition qu'il seroit incessamment travaillé à la réformation de ladite Congrégation. » (Arch. Nat. L 869, n° 13; et CL. MEY : *Mémoire...*, p. 83). Ainsi les cinq abbayes de Chezal-Benoît devenaient vacantes; un second arrêt nommait Richelieu abbé administrateur général et mettait les abbayes en économat en attendant la ratification du Saint-Siège.

(2) Il y a tout lieu de croire que la caution à laquelle Dom Martène fait allusion en termes aussi vagues n'est autre que l'engagement pris par les abbés de Chezal-Benoît d'introduire la réforme dans leurs maisons.

(3) Par ce concordat, signé le 28 novembre 1634, Richelieu était donc nommé chef et administrateur général de la Congrégation de Chezal-Benoît avec une pension de 30.000 livres; mais la Congrégation conservait le droit d'élire ses abbés triennaux, sauf que le visiteur nommé par le Chapitre ne pouvait remplir ses fonctions qu'en qualité de vicaire de Richelieu. Ce concordat fut confirmé par un arrêt du Conseil privé du 20 février 1635 et par le Chapitre général le 7 mai suivant ainsi qu'une transaction entre le cardinal et les cinq abbés passée le 21 février. L'acte de ratification du Chapitre publié en partie par DOM DENIS : *Le Cardinal de Richelieu...*, p. 465-467 (d'après Bibl. Nat., Ld^{re} 16, 8 pages in-4) porte les noms suivants : R. P. Joseph Samson, abbé de Saint-Sulpice de Bourges et Visiteur général de la Congrégation, R. P. Louis Rouillard, abbé de Chezal-Benoît, R. P. Jean Bournon au nom de fr. Jean Sarsat, abbé de Saint-Allyre-les-Clermont, R. P. Guillaume Richer, supérieur établi à Saint-Vincent-du-Mans, R. P. Nicolas Daminois, abbé de Saint-Martin de Séez.

faire le parallèle de leur conduite avec celle des religieux qui demandoient la **réforme** et que l'on appelloit vendeurs de maisons (1).

CHAPITRE GÉNÉRAL DE BOURGES (2). — Après Pâques de l'an 1635, on célébra le Chapitre général à Bourges auquel le P. Richer assista en qualité d'Abbé de Saint-Vincent. Il s'étoit fait nommer à cette place six semaines auparavant par le Visiteur (3) en disant que lorsqu'un Abbé venoit à mourir c'étoit au visiteur à en nommer un autre, et que le P. Mercier étant comme mort, il vouloit être nommé en sa place, sinon qu'il se joindroit à lui pour demander les Pères de Saint-Maur. Il y présida et, dans cette qualité, il fit une grande exhortation, pendant laquelle arriva le Supérieur général [397] de la Congrégation de Saint-Maur envoyé par le Roi pour présider à ce Chapitre et prendre les moiens convenables pour la réformation de la Congrégation de Chezal Benoist. Il fut résolu sur le champ de ne le point admettre et aussitôt on lui signifia cette résolution. Une démarche si hardie éloigna d'eux plusieurs personnes qui jusques alors leur avoient été favorables (4). Dans ce Chapitre, il fut ordonné que le P. Mercier, pour avoir abusé de son autorité, seroit privé de sa qualité de Père et, qu'à l'avenir, il ne seroit plus appelé que frère Jacques Mercier. Le P. Richer y fut continué Abbé de Saint-Vincent. Ils firent encore un règlement secret de faire sortir de Saint-Vincent tous ceux qui demandoient les Pères de Saint-Maur et de les distribuer en divers monastères pour ne plus revenir au Mans.

EMPRISONNEMENT DES OPPOSANS ET LEUR DÉLIVRANCE. — Au mois d'octobre suivant, le Visiteur institué par le Chapitre étant venu pour faire sa visite à Saint-Vincent, ceux du parti du P. Mercier y

(1) Il n'est pas sans intérêt de remarquer que, dans la circonstance, en recevant ces cinq abbayes en commendé Richelieu pouvait compter sur un revenu moyen de 160.000 livres; il fit donc preuve de désintéressement en laissant aux abbés leurs bénéfices sous réserve d'une rente de 30.000 livres (Cf. DOM DENIS, *op. cit.*, p. 127).

(2) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 179-194.

(3) A la suite des événements signalés précédemment, p. 113, et des mesures prises par Tiersault contre Dom Mercier. —

(4) Le P. Joseph entre autres qui, mieux renseigné sur l'état réel de l'observance à Saint-Vincent du Mans et les procédés de Dom Richer, revint de ses préventions contre Dom Mercier. Ce chapitre de 1635 fut le dernier de la Congrégation de Chezal-Benoît, et le refus de recevoir Dom Tarrisse mandaté par le cardinal fut une dernière maladresse; Richelieu indisposé fit demander ses bulles à Rome (*Affaires Etrang.*, Rome, t. 49, fol. 144).

formèrent opposition, attendu l'incapacité et l'inconduite du Visiteur qui avoit été sentiencié plus d'une fois. On se saisit de leurs personnes et on les mit au nombre de 9 en prison, d'où on les tira pour les envoyer pieds et mains liées comme des malfaiteurs, les uns à Bourges, les autres à Sées et en d'autres endroits où il furent enfermés et traités inhumainement jusques au 6 décembre. Il y en eut un dont la vie sainte et exemplaire toucha son bourreau qui ne put jamais se résoudre à lui mettre les menottes; il ne laissa pas d'être conduit comme les autres et, dans la route, on les fit passer pour avoir assassiné leur Abbé. Le Père Mercier qui étoit à Paris, aiant appris ces inhumanités, en informa le conseil qui ordonna que, sans délai, les religieux exilés seroient délivrés de prison et renvoyés dans leurs maisons et nomma le Sr. de Pommereuil pour se transporter sur les lieux et faire exécuter l'arrest; mais le visiteur et le P. Richer n'attendirent pas sa présence [398] pour y obéir et l'arrest fut exécuté aussi tost.

CONCORDAT PASSÉ POUR LA RÉFORME (1). — Cet arrest encouragea les Religieux bien intentionnés mais qui n'avoient osé se déclarer de peur de la persécution; ils envoièrent des députés à Paris pour demander l'union de leurs maisons à la Congrégation de Saint-Maur. Le P. Richer lui-même, voyant le mécontentement général dans la Congrégation et qu'il ne pouvoit plus résister au torrent, alla trouver les Supérieurs dans l'Abbaye de Saint-Germain des Prés et donna son consentement pour l'introduction de la réforme dans toutes les maisons de Chezal Benoist. Il arriva au Mans, la veille de Pâques 1636 et dit aux religieux de Saint-Vincent qu'il ne pouvoit plus empêcher les Pères de Saint-Maur, que tout étoit d'accord et qu'il falloit prendre là dessus son party (2). Tous les Supérieurs de la Congrégation de Chezal Benoist, avec les députez des communautés, se rendirent à Paris pour

(1) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 244-248. DOM DENIS : *Le cardinal de Richelieu*, p. 467-468, résume les huit articles de ce concordat d'après Arch. Nat. L 869, n° 14, 3 p. in-4. Voir aussi Archives départ. du Cher, série H, fonds St-Sulpice de Bourges, liasse 9.

(2) Dès le 16 décembre 1635, Dom Richer, voyant l'impossibilité de tergiverser davantage et d'éviter la réforme, avait convoqué à Saint-Sulpice de Bourges les supérieurs de Chezal-Benoît, et faisait rédiger une demande officielle d'union à Saint-Maur; il priait Dom Tarrisse de nommer des procureurs pour en discuter les conditions; une lettre circulaire invitait en outre chaque maison à désigner un délégué. (Cf. DOM DENIS, *op. cit.*, p. 130 sq.)

traiter avec les Pères de Saint-Maur. Le concordat fut passé le 28 mars 1636, et soussignérent à la minute : Bournon, humble visiteur général, Richer, Guionel procureur pour la communauté de Chezal Benoist, Boucher pour la communauté de Saint-Sulpice de Bourges, — Mercier pour la communauté de Saint-Vincent du Mans, Sassié pour la communauté de Saint-Martin de Sées, — Isambart pour Sainte-Colombe de Sens, Fr. Grégoire Taxisse, Supérieur général de la Congrégation de Saint-Maur, fr. Maur du Pont, prieur de l'abbaye de Saint-Germain des Prés, fr. Cyprien le Clerc, prieur de Saint-Denys, fr. Arnoul des Monceaux, procureur général de l'ordre de Cluny (1).

Le 2 mai suivant, le Roi étant présent en son Conseil à Chantilly, donna un arrêt par lequel il fut dit, qu'en vertu du concordat, la Congrégation de Chezal Benoist demeurerait unie à celle de Saint-Maur avec tous ses privilèges et que, du consentement du Cardinal de Richelieu à qui le Roi avait donné les crosses des cinq abbayes, il donnoit [399] permission au Chapitre général de la Congrégation de

(1) Voici en résumé les clauses de ce concordat : 1) La Congrégation de Chezal-Benoît sera unie et incorporée avec tous ses privilèges et dépendances à la Congrégation de Saint-Benoît (Saint-Maur et Cluny); ses abbayes et monastères seront gouvernés au temporel et au spirituel par les supérieurs et chapitres généraux de la Congrégation de Saint-Benoît dont on suivra les règles, constitutions et pratiques. 2) Pour en conserver la mémoire la province où se trouve le monastère de Chezal-Benoît portera à perpétuité ce titre. 3) Les anciens qui désireraient embrasser la réforme seront astreints à un an de noviciat; les autres recevront une pension convenable et vivront sous l'obéissance d'un supérieur à eux. 4) Après la prise de possession, les réformés acquitteront la pension due au Cardinal de Richelieu ainsi que les autres charges et dettes. 5) Seuls les réformés pourront recevoir des novices et les admettre à la profession. 6) Les réformés auront l'entière direction du service divin et les anciens se conformeront en tout à la liturgie et au cérémonial mais ils occuperont les premières places après les hebdomadiers et supérieurs majeurs. 7) Les anciens pourront élire un supérieur triennal, mais ce supérieur ainsi que ses subordonnés demeureront soumis au Visiteur réformé qui ne pourra cependant transférer les anciens dans une autre maison que pour un motif de scandale et de l'avis du conseil des anciens. 8) Les anciens pourront à leur choix obéir, soit à leur supérieur élu par eux, soit à celui des réformés; ce dernier ne pourra pas non plus les transférer sans l'avis du conseil des anciens. (Cf. Arch. Nat. L 869, n° 14; Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 247).

A part ce qui se rapporte spécialement à la Congrégation de Chezal-Benoît, on peut voir dans ces articles comme un formulaire des conditions faites aux anciens religieux des monastères où les Mauristes introduisaient la réforme. Les anciens forment ainsi une sorte de communauté ayant sa vie à part dans le même monastère, communauté destinée à s'éteindre peu à peu, n'ayant pas d'influence active dans le gouvernement et sur la discipline, mais constituant toujours une lourde charge pour les monastères et parfois aussi un réel danger dans certaines circonstances critiques.

Saint-Maur d'élire les Abbés et de jouir des mêmes privilèges dont avoit jouy la Congrégation de Chezal Benoist, et que toutes fois le Sr. Cardinal pendant sa vie jouiroit de 30000 ll. de rente (1).

INTRODUCTION A SAINT-VINCENT (2). — Aussitôt les Pères de Saint-Maur se disposèrent à faire l'introduction et commencèrent par Saint-Vincent du Mans. Le P. Dom Placide de Sarcus, visiteur de la province, Dom Cyprien le Clerc, prieur de Saint-Denys, Dom Faron de Chalus (3), prieur de Tyron, et quelques autres, se rendirent à Tuffé (4) et, de là, au Mans où arrivèrent en même temps les Srs. De Verthamont et Fouquet, députés du Conseil pour l'exécution de l'arrêt. C'étoit le 7 juillet. Dom de Sarcus et Dom le Clerc allèrent trouver le maire et les échevins de la ville et leur présentèrent une lettre de cachet qui leur enjoignoit de preter main forte au commissaire pour introduire les Pères de la réforme à Saint-Vincent. Dès que les commissaires furent entrez, ils se saisirent des clefs de la maison, firent assembler le Chapitre où ils prirent les premières places, exposèrent leur commission et lurent l'arrêt, en vertu duquel ils venoient introduire les réformés, seuls capables de rétablir parmi eux

(1) A ces conditions Richelieu se démettait de tous ses droits sur les cinq abbayes acquies antérieurement de par l'arrêt du 20 février 1635 qui se trouvait annulé par celui du 2 mai 1636. (Cf. Bibl. Nat., ms. lat. 12744, p. 93; et Archives départ. du Cher, série H, fonds St-Sulpice, liasse 9.)

Des lettres patentes portant commission aux conseillers d'État et maîtres des requêtes Deschamps, Fouquet et de Verthamont pour l'exécution de l'arrêt d'union et l'introduction des Mauristes dans les monastères de Chezal-Benoît, furent délivrées le 15 mai 1636. (Arch. Nat. L 869, n° 17; Archives départementales du Cher, série H, fonds St-Sulpice, liasse 9.) — Cette introduction eut lieu sans incidents, à part quelques oppositions sans résultats et le pillage par quelques anciens de tout ce qui était à leur portée de s'approprier.

(2) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 248-260. Aux Archives départementales de la Sarthe, série H, 127, il existe un registre in-folio renfermant les pièces qui concernent l'établissement des Mauristes à Saint-Vincent, notamment le procès-verbal d'introduction (19 mai 1636).

(3) Dom Claude Faron de Challus, originaire du diocèse du Mans, avait fait profession le 2 mai 1623 à Saint-Faron. On le trouve en 1630 et 1633 prieur de Saint-Clément de Craon; en 1636 abbé de Saint-Martin de Sées et député au Chapitre général de Cluny; en 1640, prieur de Saint-Sulpice de Bourges. Nous aurons l'occasion de le rencontrer au cours de l'histoire de la Congrégation dans laquelle, à partir d'une certaine période, il eut un rôle néfaste et fut par ambition un des fauteurs de troubles des plus passionnés. Il mourut le 8 novembre 1653 à Saint-Martin des Champs.

(4) Cf. Archives départementales de la Sarthe, série H, 127, une transaction entre les bénédictins de Saint-Maur et les anciens religieux de Saint-Vincent au sujet du prieuré conventuel de N.-D. de Tuffé, en date du 11 juillet 1636.

la paix qui en étoit bannie depuis trois ans. Un des religieux anciens se leva et dit, qu'étant religieux dans la maison depuis 50 ans, il ne souffriroit pas qu'on mit d'autres religieux à sa place. Cependant on alla chercher les religieux de Saint-Maur qui étoient assemblez au couvent des Capucins (1), d'où ils se rendirent sur les cinq heures du soir à l'abbaye. Ils furent conduits dans le chœur par la grande porte et, après les prières et les cérémonies ordinaires, ils y dirent les complies qui furent suivies de la prise de possession du dortoir, du cloître, du Chapitre et du Réfectoire [400] où on leur servit à souper et les commissaires se retirèrent. Le lendemain ils revinrent régler les pensions des anciens, leur assignèrent des logemens avec commandement de se choisir un Prieur d'entre eux. Les amateurs de la réforme s'assemblèrent au Chapitre où ils élurent, avec les formalitez ordinaires, le P. Foureau, excellent religieux dont il a été dit que la piété avoit touché son bourreau lorsqu'il fut question de le conduire en prison; les autres en se promenant dans le cloître choisirent le P. Magnan, dont les commissaires furent si scandalisez, qu'après une sérieuse réprimande ils leur donnèrent le P. de Sarcus et le P. Le Clerc pour présider à leur élection qui se fit régulièrement en faveur du P. Moulay. Les Supérieurs donnèrent la conduite du monastère au P. Dom Germain Espiard (2), en attendant que le Chapitre Général qui alloit se tenir y nommat un Abbé qui fut Dom Ignace Philibert (3), religieux d'un grand mérite.

(1) Les Capucins étoient établis au Mans depuis 1602. Cf. DOM PIOLIN : *Histoire de l'Eglise du Mans*, t. VI, p. 7.

(2) Dom Claude Germain Espiard, originaire de Semur et ancien religieux de Saint-Germain d'Auxerre, fit profession de la réforme à Saint-Remi le 2 janvier 1631; nommé administrateur de Saint-Vincent du Mans en 1636, on le trouve la même année remplissant les mêmes fonctions à Moutier-Saint-Jean; en 1639 il est prieur de Saint-André-les-Avignon; en 1642, visiteur de la province de Bourgogne; en 1645, prieur de Flavigny; à la mort de Richelieu il fut élu abbé de Cluny, mais dut s'effacer devant le choix fait par les anciens du prince de Conty.

(3) Dom Nicolas Ignace Philibert qu'on retrouvera fréquemment au cours de cette histoire était originaire d'Herméville (Meuse). Il avait fait profession à Saint-Vanne le 13 avril 1621 et avait été prieur du Saint-Mont. Venu à Cluny dont il fit partie de 1631 à 1643, il fut archidiacre de l'abbaye et député au Chapitre de 1636; nommé cette année même abbé de Saint-Vincent du Mans, il l'est aussi en 1645 et 1648; on le trouve en 1639 visiteur de Bourgogne, puis en 1651 et 1654 prieur de Saint-Denis; de 1643 à 1659 il avait opté pour la Congrégation de Saint-Maur après la séparation d'avec Cluny; en 1659 il retourne à Cluny sur l'ordre de Mazarin en vue de la nouvelle tentative d'union; de retour à Saint-Maur, il fut prieur de Saint-Germain-des-Prés en 1660 et 1663 et mourut à Saint-Denis en 1667. — Voir sa notice à cette date. Cf. *Vie des Justes*, I, p. 113-118; DOM FRANÇOIS : *Bibliothèque... des écrivains de O. S. B.*, t. II, p. 390; J. GODEFROY : *Bibliothèque des bénédictins... de Saint-Vanne...*, p. 163-164; DOM TASSIN : *Histoire littéraire...*, p. 68.

A SAINT-MARTIN DE SÉEZ (1). — Les commissaires, après avoir établi la réforme à Saint-Vincent du Mans, en partirent le 12 juillet pour aller l'introduire à Saint-Martin de Séz. Ils arrivèrent dans cette ville le lendemain et y trouvèrent Dom Columbain Régnier, visiteur de la province avec Dom André Betoland, prieur des Blancs Manteaux, et Dom Placide de Sarcus munis de lettres de cachet pour l'évêque(2) et pour les magistrats. Le 14, sur les trois heures après midy, ils vinrent au monastère où ils furent reçus par les anciens et l'on prit possession de la même manière qu'à Saint-Vincent. Les commissaires ensuite assignèrent des pensions aux anciens qui s'étaient emparés de tout et avaient enlevé jusques aux serrures des portes; quelques uns d'eux ne voulurent point de pension et dirent qu'ils vivoient avec les réformés. Ils ne voulurent pas non [401] plus d'autre Supérieur que l'Abbé qui seroit nommé par le Supérieur général. Trois autres déclarèrent qu'ils ne vouloient de supérieur ny parmy les anciens, ny parmi les réformés, et on les envoya dans un Prieuré, à condition qu'ils obéiroient au plus ancien de profession d'entre eux, qu'ils vivoient sans scandale et qu'ils souffriroient la visite du Visiteur de Reformez; le reste de la communauté se choisit un Prieur en présence de Dom Columbain Régnier.

A SAINT-SULPICE DE BOURGES ET CHEZAL-BENOIST. — L'abbaye de Saint-Sulpice de Bourges (3) fut la troisième qu'on alla réformer. Mrs de Verthamont et Foucquet y trouvèrent Dom Gregoire de Verthamont, frère du premier, lequel étoit destiné pour être abbé et y enseigner la théologie aux jeunes religieux; il étoit aussi chargé de lettres de cachet pour l'archevêque (4), le présidial, le procureur du Roy et le maire de la ville qui leur recommandoient de favoriser la réforme. Elle y fut établie le 23 juillet, sans aucune opposition et l'archevêque étant venu rendre visite à Mrs les commissaires donna la bénédiction aux nouveaux religieux.

(1) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 260-268; Bibl. Nat., ms. lat. 11818, p. 48^o.

(2) L'évêque de Séz était alors Mgr Jacques Camus de Pontcarré (1614-1650).

(3) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 269-272; Arch. départ. du Cher, série H, fonds St-Sulpice, Inventaire p. 15-18, pièces relatives à cette prise de possession.

(4) L'archevêque de Bourges était Roland Hébert (1622-1633).

Dès le 1^{er} du même mois, les prieurs de Vendôme et de Pontlevoi (1) avoient pris possession de la maison de Chezal Benoist (2), par ordre du R. P. Dom Gregoire Tarisse, supérieur Général qui vouloit épargner à Mrs les commissaires la peine de se transporter dans ce désert : ils y crurent cependant leur présence nécessaire et, pour que l'introduction se fit par leur autorité, ils firent prendre une nouvelle possession par le Prieur de Saint-Benoist-sur-Loire (3) et un autre religieux qu'ils y trouvèrent. Le monastère étoit si endetté qu'après la pension du Cardinal de Richelieu, celles des anciens et les dettes payées, il ne restoit pas de quoi nourrir plus de deux religieux [402]. On n'en put pas mettre davantage alors et il fut ordonné que les anciens assisteroient à l'office divin, qu'ils mangeroient en commun, qu'ils ne sortiroient point la nuit et qu'ils ne porteroient point d'armes.

A BRANTÔME. A SAINTE-COLOMBE. A SAINT-ALLIRE. — Les autres monastères de la Congrégation de Chezal Benoist donnant d'eux-mêmes les mains à la réforme, Mrs les commissaires s'enretournèrent à Paris. L'abbaye de Brantôme (4) dans le Périgord fut la première à se soumettre : sitost que les religieux apprirent l'arrest qui avoit été rendu ils appelèrent le Père des Alleux, visiteur de la province d'Aquitaine, et firent avec lui un concordat en vertu duquel on prit possession au mois de juin. De là, le même Dom des Alleux se transporta à Clermont (5), où il mist des religieux, le 29 du mois d'aoust, sans aucune résistance. Il n'y eut pas plus de difficulté à Sainte-Colombe de Sens (6), où l'introduction se fist au mois de juillet.

(1) Dom Lucien Frion étoit alors prieur de Vendôme et Dom Flaminide Bourgeois prieur de Pontlevoi.

(2) Dom Mège, *Années*, ms. lat. 16861, p. 175-176, note que de toutes les maisons de la congrégation de Chezal-Benoît, celle-ci étoit dans l'état le plus déplorable : plus d'office de nuit, les offices de jour accomplis à la hâte par trois ou quatre religieux, des moines partant à la chasse, un monastère criblé de dettes, etc.

(3) C'étoit, à cette date, Dom Jachim le Comtat.

(4) Cf. Dom Mège, *Années*, ms. lat. 16861, p. 176. La prise de possession eut lieu le 29 juin, et Dom Audebert, alors prieur de Sainte-Croix de Bordeaux, fut chargé de Brantôme en attendant l'arrivée des autres religieux.

(5) Cf. Dom Mège, *ibidem*, p. 177.

(6) Cf. Dom Mège, *ibidem*, p. 178. Voir aux Arch. départ. de l'Yonne, série H. 96, l'acte de prise de possession en date du 26 juillet.

DEUX ABBÉS SE RÉVOLTENT (1). — Il sembloit qu'il n'y eut plus rien à faire qu'à servir Dieu en paix dans tous les monastères de Chezal Benoist, L'ennemy de tout bien trouva encore le moyen d'exciter de nouveaux troubles. L'abbé de Chezal Benoist et celui de Saint-Martin de Sééz qui s'étoient attendus à avoir une pension plus forte que les autres, voiant qu'ils étoient tous égaux, entreprirent de ruiner ce qui avoit été fait. Pour mieux réussir, ils partirent pour Rome et, en passant par Paris, ils allèrent demander au nonce sa protection. Ils lui firent entendre que leur Congrégation étoit redevable à la Cour romaine de très grosses sommes, parce que lorsqu'on rendit leurs abbayes triennales ils s'étoient engagés à payer tous les 15 ans les annates : ce qu'ils n'avoient pas exécuté ; et que, si le Pape vouloit les délivrer du joug de la Congrégation de Saint-Maur et leur rendre leur liberté, ils feroient un effort pour paier les arrérages [403] de ce qu'ils devoient. Le Nonce leur donna des lettres de recommandation avec lesquelles ils se rendirent à Rome. Ils y furent bien reçus et on leur donna même de grandes espérances ; des personnes avides d'argent, comme il s'en trouve dans toutes les Cours, profitèrent de leur séjour pour tirer d'eux des sommes considérables en leur faisant espérer leur protection. Mais lorsque leurs trésors furent épuisez ils reconnurent que l'on ne trouvoit pas leur cause plus juste à la Cour de Rome qu'on l'avoit trouvé à la Cour de France. Cependant ils laissèrent de grandes préventions contre la Congrégation de Saint-Maur qu'ils accusoient d'avoir envahi toutes leurs maisons et ils ne trouvèrent que trop de personnes qui les écoutèrent avec plaisir (2). Dom Placide Le Simon, Procureur général en Cour de Rome, eut besoin de toute sa prudence pour dissiper tous les préjugés qu'ils avoient fait

(1) Cf. Dom Mège, *ibidem*, p. 279-285. Dom Claude de Vic, dans son *Journal*, ms. lat. 12789, fol. 87-88 et 125-126, rapporte les démarches de ces deux Cazaliens Dom Molé et Dom Boucher à Rome. Ils réussirent notamment à circonvenir le cardinal de Lyon, frère aîné du cardinal de Richelieu, d'ailleurs peu favorable aux Mauristes semble-t-il.

(2) Dom Claude de Vic (*loc. cit.*) signale ces menées d'autant plus gênantes alors pour la Congrégation de Saint-Maur que Dom Placide Le Simon poursuivait précisément à cette date, en Cour de Rome, avec la confirmation de l'union de Chezal-Benoit, celle de Cluny et de Saint-Maur. Or la nouvelle de la prise de possession des monastères Cazaliens par les Mauristes survenant avant que la confirmation de l'union fut obtenue produisit très mauvais effet à Rome. Ce n'est que le 30 décembre 1659 qu'une bulle d'Alexandre VII donna l'approbation définitive à l'union des deux Congrégations. (Cf. Bibl. Nat., ms. lat. 12789, fol. 243-245 ; et fol. 270-274).

naitre au désavantage de la Réforme de Saint-Maur. Enfin, ils se virent obligés de revenir en France, avec le chagrin d'avoir dépensé beaucoup d'argent et de n'avoir pas réussi.

UNION DE LA CONGRÉGATION DE SAINT-MAUR ET DE CLUNY (1). — Après le concordat passé entre le Cardinal de Richelieu comme abbé de Cluny, le P. Rollet Grand Prieur de Cluny, le P. Lucas, prieur Claustral de la même abbaye, le R. P. Dom Grégoire Tarris, Supérieur Général de la Congrégation de Saint-Maur et plusieurs autres Supérieurs de la même Congrégation, le 22 décembre 1634, pour unir l'ordre de Cluny et la Congrégation de Saint-Maur en un seul corps; après les lettres patentes de Sa Majesté expédiées pour ce sujet et leur enregistrement au conseil privé en 1635, il ne restoit plus pour l'exécution de ce projet que d'obtenir des Bulles du Pape Urbain VIII qui gouvernoit pour lors l'Église et d'assembler un Chapitre Général où les Supérieurs des deux corps se trouveroient.

ASSEMBLÉE A SAINT-DENYS POUR L'UNION EN 1635. — En attendant on tint, le 11 août 1635, une assemblée à Saint-Denis en France composée [404] de 9 Supérieurs des réformés de Cluny et de 9 de la Congrégation de Saint-Maur pour décider de quelle manière se tiendrait le Chapitre Général, et il fut résolu qu'il se tiendrait à Cluny, qu'il seroit composé de 27 supérieurs et, attendu qu'il y avoit presque autant de monastères dans la Congrégation de Saint-Maur qu'il avoit de religieux réformés dans l'ordre de Cluny, il fut réglé qu'il y auroit 18 Supérieurs de la Congrégation et 9 des réformés de Cluny, parmi lesquels on choisiroit 9 définitifs, savoir 3 de Cluny élus par les seuls supérieurs de Cluny et 6 de la Congrégation élus par leurs seuls supérieurs; que de ces 9 définitifs on choisiroit un Président élu

(1) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 195-198; 212-228. C'est à partir de cette date surtout que les mémoires réunis par Dom Claude de Vic (Bibl. Nat., ms. lat. 12789, fol. 87-180 et ms. lat. 12790, fol. 144 sq., ont une importance particulière par les précieux renseignements qu'ils renferment d'après les archives de la procure des Mauristes à Rome. Dans le chapitre que Dom Denis (*Le Cardinal de Richelieu...* p. 245-372) consacre à l'exposé des négociations engagées pour obtenir en cour de Rome l'approbation du concordat d'union entre Cluny et Saint-Maur, il emprunte presque toute sa documentation aux Mémoires de Dom Claude de Vic, ainsi d'ailleurs qu'à Dom Mège. Dom Martène passe très rapidement sur cette affaire qui eut pourtant une place importante dans l'histoire de la Congrégation de Saint-Maur; aussi, à défaut d'un aperçu sommaire, nous renvoyons à l'ouvrage de Dom Denis. Voir aussi, *Revue Mabillon*, juillet et octobre 1929, les notes et documents que nous y publierons, d'après le Journal de Dom Claude de Vic.

par tous les vocaux ; que tout ce qui seroit proposé au Chapitre seroit conclu à la pluralité des voix ; enfin que le Chapitre seroit indiqué et convoqué par le Supérieur du régime de Cluny et par le Supérieur Général de la Congrégation de Saint-Maur un mois après la réception des Bulles, à moins que pour des raisons importantes on ne fut obligé de l'avancer ou de le reculer.

LA COUR DE ROME REFUSE LES BULLES D'UNION (1). — Il s'agissoit d'obtenir les Bulles : elles furent demandées au Pape, au nom du Roi, par le Maréchal d'Estrées, ambassadeur en Cour de Rome, et Sa Sainteté les accorda de vive voix de la meilleure grâce du monde ; mais quand il fallut les faire expédier on ne trouva pas les mêmes dispositions dans le Dataire et dans les 4 Cardinaux qui furent nommez pour examiner l'affaire. Ils formèrent de grandes difficultez et refusèrent tout net cette union nonobstant tous les mouvemens que l'ambassadeur du Roi, le Cardinal de Lyon (2) frère du Cardinal de Richelieu, et le P. Dom Placide Le Simon se donnèrent pour leur persuader d'accorder cette grâce à la Congrégation et à l'Ordre de Cluny. Le Cardinal Barberin (3), neveu du Pape, se montra aussi contraire [405] à l'union. Les causes principales de leur refus furent 1^o la grande autorité que le Cardinal de Richelieu, sous le beau prétexte de réforme, vouloit prendre sur tous les religieux de France dont il sembloit vouloir se faire le patriarche, car dans le même temps il se fit élire abbé de Cîteaux et de Prémontré. L'on trouvoit, de plus, fort

(1) Cf. Dom Martène, ms. lat. 13861, p. 195-196 ; ms. lat. 12789, fol. 79-87 ; et fol. 111-117 qui donne le texte de la supplique adressée au Saint-Père demandant l'union de Cluny et de Saint-Maur.

(2) Alphonse-Louis Duplessis, né en 1582, frère aîné du cardinal de Richelieu, avait été nommé à l'évêché de Luçon, mais démissionna avant d'être sacré et se retira à la Grande-Chartreuse en 1602, devint en 1623 prieur de la Chartreuse de Bon-Pas (près d'Avignon) ; il fut en 1626 nommé archevêque d'Aix, puis de Lyon, et cardinal en 1629 ; il mourut le 23 mars 1653. Dans les premiers jours d'avril 1635, il venait d'arriver à Rome pour recevoir le chapeau et comme ambassadeur extraordinaire. Le comte François de Noailles était alors ambassadeur ordinaire.

(3) En plus du frère d'Urbain VIII, Antoine Barberini, créé en 1624 cardinal du titre de Saint-Onuphre, il y eut deux autres cardinaux, neveux du Pape, l'un François Barberini, cardinal en 1623, vice-chancelier de l'Eglise en 1632, mort en 1679 ; — l'autre, Antoine Barberini, cardinal en 1627, chargé des affaires de France en 1633 et comme protecteur de solliciter en consistoire les bulles des évêchés et abbayes du royaume. Il remplit cette fonction très lucrative d'ailleurs, de 1633 à 1645, puis de nouveau en 1657. Il mourut en 1671 ; il est souvent cité sous le titre de cardinal Ludovisio dans les notes de Dom Claude de Vic.

mauvais qu'il eut exigé de la Congrégation de Chezal Benoist une pension de dix mil écus et qu'il se donnât la qualité de Protecteur de tous ces ordres religieux, qualité que le Cardinal Barberin prétendoit n'appartenir qu'à luy seul. Une autre cause du refus des Bulles fut l'intérêt des romains : car le Dataire (1) voyant que par le concordat l'abbaye de Cluny devenoit régulière à l'exclusion des commandes et que les futurs abbés réguliers qui auroient sous eux de grandes dépendances y nommeroient toujours des religieux, qu'il n'y auroit plus par conséquent de résignation de ces bénéfices et qu'on n'auroit plus recours à Rome pour avoir des Bulles, ne put se résoudre à favoriser un projet si préjudiciable à luy et à ses successeurs. Une 3^e raison vint des mauvais bruits que les deux abbés de Chezal Benoist, dont il a été parlé, avoient répandu dans Rome contre la Congrégation ; ils étoient même venus à bout d'indisposer tellement plusieurs officiers de la Cour Romaine contre Dom Placide Le Simon qu'il ne pouvoit avoir d'accès chez eux qu'avec des peines extrêmes. Pour effacer les mauvaises impressions, les Supérieurs de la Congrégation eurent recours au Cardinal de la Rochefoucauld dont la vertu et la réputation étoient très connues à Rome : ils l'engagèrent donc à écrire en leur faveur au Cardinal Barberin et au Cardinal Dataire. Ses lettres (2) eurent une partie de l'effet que l'on s'étoit proposé ; car, aussitôt le départ des deux abbés, Dom Placide Le Simon [406] obtint les Bulles pour l'union de la Congrégation de Chezal Benoist à celle de Saint-Maur qu'il n'avoit point encore pu obtenir ; mais il lui fut impossible d'en faire expédier pour l'union de Cluny. On a cru, avec quelque fondement, que le Père Rollet la traversoit sous main et que c'étoit lui qui suggéroit aux Cardinaux les nouvelles difficultez qu'ils formoient tous les jours. En effet, quoiqu'il eut formé lui même le projet de cette union et qu'il fit de grandes instances pour cela, comme il sçavoit les difficultez que les Supérieurs de la Congrégation avoient faites, il se persuadoit qu'ils n'y consentiroient jamais et que le Car-

(1) Parmi les personnages qui occupèrent cette charge pendant que se traitait en Cour de Rome l'affaire de l'union, il faut citer : Egidio Orsini de Vivarisi, nommé en 1629, Fabio de Lagonissa, Domenico Cecchini. On peut dire que le rôle du dataire fut capital dans l'échec de l'union ; c'est ainsi qu'en 1638, alors que les difficultés semblent aplanies et que rien désormais ne s'oppose à l'octroi de la bulle d'union, il s'efforce d'introduire dans sa rédaction des conditions qui la rendront inacceptable. (Bibl. Nat., ms. lat. 12789, fol. 103-104 ; 135^v-141^r ; ms. lat. 12790, fol. 171-177 ; Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 376 sq.)

(2) Cf. Bibl. Sainte-Geneviève, ms. 3246, fol. 3, minute de cette lettre.

dinal mécontent d'eux appelleroit les religieux de Saint-Vanne dans-
ses abbayes (1).

Quoiqu'il en soit, Dom Rollet pressoit extrêmement l'union, mais le P. Tarrisse, qui ne vouloit rien hasarder, voulut auparavant sçavoir si, n'ayant point de Bulles du Pape, on pouvoit assembler le Chapitre; il consulta la Sorbonne, qui fut d'avis qu'il le pouvoit, et, non content de la résolution des docteurs théologiens, il consulta encore les plus habiles docteurs en droit canon et les principaux supérieurs des maisons religieuses de Paris, qui tous unanimement déclarèrent qu'il pouvoit célébrer le chapitre général et conclure l'affaire de l'union (2).

ON OBLIGE LES RELIGIEUX DE SAINT-VANNE VENUS A CLUNY DE S'Y STABILIER (3). — Ce n'étoit pas encore assés, comme le Corps des Réformez de Cluny étoit composé de religieux profès de Cluny même ou des autres monastères de l'ordre et d'un nombre de religieux de Saint-Vanne qui s'étoient stabiliez à Cluny sans garder aucune formalité, avant toutes choses, il voulut avoir le consentement des supérieurs de Saint-Vanne qui, dans le chapitre général tenu à Saint-Evre de Toul, les émancipèrent de l'obéissance qu'ils leur devoient et leur permirent de se stabilier dans l'ordre de Cluny; ce qui fut confirmé par le R. P. Dom Placide [407] prieur de Chalons et visiteur (4), dans une lettre qu'il écrivit au R. P. Dom Grégoire Tarrisse, le 16 aoust 1636. En conséquence de cette dispense, les RR. PP. Dom Firmin Rainsant (5), Dom Charles des Crochets, Dom Simplicien Gody, Dom Pla-

(1) Dès avant le mois de juin 1635, Dom Claude de Vic signale les efforts de certains religieux Vannistes, soit à Paris, soit à Rome en vue d'empêcher l'union de Cluny à Saint-Maur. Du côté de Paris, Dom Tarrisse en avait prévenu le procureur général Dom Placide Le Simon; du côté de Rome, ce dernier notait les interventions qui avaient été faites auprès de plusieurs personnages et surtout auprès du cardinal de Lyon. (Cf. Bibl. Nat., ms. lat., 12789, fol. 85 et fol. 123.)

(2) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 297-303, qui indique les questions soumises à l'examen des docteurs et leurs réponses.

(3) Cf. Dom Mège, *ibidem*, p. 286-301. Voir aussi cette consultation du 3 juin 1636, aux Archives Nationales, S. 1445.

(4) Dom Jean Placide, dit Collart, profès à Saint-Vanne en 1604, fut six fois président de cette Congrégation et mourut à Saint-Vanne, le 7 juillet 1659.

(5) Dom Firmin Rainsant, né à Suippes, profès à Saint-Vanne le 21 avril 1613, prieur de Breuil en 1627; venu à Cluny sans doute en 1631 où il remplit les fonctions de vicaire pendant le chapitre général de 1633, ainsi que la charge de prieur de Ferrières; en 1636 on le trouve prieur de Saint-Martin des Champs et secrétaire du chapitre général, en 1639, visiteur de France et secrétaire du chapitre

cide Roussel, Dom Columbain Boban, Dom Ignace Philibert, Dom Albert Marchand, Dom Anselme Guschemant, Dom Timothée Bourgeois, et Dom Sylvestre Perreciot — se stabilirent dans l'ordre de Cluny par un acte public et promirent toute obéissance aux supérieurs qui leur seroient donnez par le Chapitre général. L'acte de leur stabilité fut passé par devant notaire, au monastère de la Charité sur Loire, le 1^{er} septembre 1636. Dans l'assemblée de la diète des Pères de Cluny, tenue pour élire des députez au Chapitre général prochain qui se tint à Cluny le 9 de septembre, cet acte ne contient que les

général; en 1642, il est supérieur du collège de Cluny; en 1645 ayant opté pour la Congrégation de Saint-Maur il fut désigné comme prieur de Saint-Germain-des-Prés; enfin visiteur de Bretagne en 1651, il mourut le 8 novembre 1651 à Lehon. Voir sa notice à cette date. Il est l'auteur de quelques ouvrages, entre autres de *Méditations pour tous les jours de l'année...* (Paris, in-12, 1633). — Cf. J. GODEFROY : *Bibliothèque... de St-Vanne*, p. 172; DOM TASSIN : *Histoire littéraire...*, p. 58-61; *Vie des Justes*, t. I, p. 77-80.

Dom Charles Descrochets, né à Verdun, profès à Saint-Mansuy le 30 avril 1617, stabilisé à Cluny, mourut en 1664; auteur de divers ouvrages théologiques et ascétiques. — Cf. J. GODEFROY : *Bibliothèque... de Saint-Vanne...*, p. 65-66; DOM CALMET : *Bibliothèque lorraine*, p. 313-314; DOM FRANÇOIS : *Bibliothèque générale des écrivains de l'O. S. B.*, I, p. 228.

Dom Simplicien Gody, né à Ornans, profès à Saint-Vincent de Besançon en 1618, venu à Cluny en 1631, fut supérieur du collège de Saint-Jérôme de Dôle en 1649, prieur de Saint-Vincent de Besançon en 1650, de Jouhe en 1658, de Cluny en 1659 pendant l'union des deux Congrégations de Saint-Vanne et Cluny; il mourut le 13 août 1661. — Cf. DOM FRANÇOIS : *Bibliothèque...* I, p. 400-401; J. GODEFROY : *Bibliothèque de St-Vanne*, p. 98-101; J. GODEFROY : *Dom Simplicien Gody, poète et écrivain mystique* (Abbaye de Ligugé, coll. « Moines et Monastères », 1929, in-16 jésus).

Dom Nicolas-Placide Roussel, originaire de Nevers, profès à Saint-Vanne le 2 mai 1620, venu à Cluny où il se stabilise en 1636, on le trouve prieur de Saint-Étienne de Nevers, auditeur et conservateur des causes au chapitre général de Cluny en 1633; puis prieur de la Charité-sur-Loire en 1636 et en 1639; visiteur de Chezal-Benoît en 1642, de Bourgogne en 1645; prieur de Saint-Germain-des-Prés en 1648 et 1651; prieur claustral de Cluny en 1656, opte ensuite pour Saint-Maur; abbé de Saint-Augustin de Limoges en 1660; prieur de Fécamp en 1663 et 1666; de N.-D. du Bec en 1669; mort le 6 octobre 1680 à l'abbaye du Bec. Voir sa notice à cette date. — Cf. Matricules de Saint-Vanne, n° 225, de Cluny, n° 8, de Saint-Maur, n° 70; Bibl. Nat., ms. lat. 13651, recueil de sa main, intitulé « *Loci communes* ».

Dom Colomban Boban, profès à Faverney le 4 août 1624, envoyé à Cluny où il se stabilise en 1636, fut dépositaire au chapitre général de 1633 et élu 3^e compagnon d'ordre; prieur de Souvigny et député au chapitre général de 1636 où il est nommé prieur de Reuil ainsi qu'en 1639. Il mourut le 2 août 1679 au collège de Dôle.

Dom Albert Marchand, originaire de Verdun, fit profession à Saint-Mihiel le 5 août 1624; stabilisé dans l'Ordre de Cluny en 1636, il est préfet au Collège de Cluny et député au chapitre général de 1636. Mort le 11 février 1679 à Bonne-Nouvelle de Rouen. — Cf. *Vie des Justes*, t. II, p. 34-36.

Dom Anselme Guscheman, profès à Faverney le 14 octobre 1625; venu à Cluny en 1631 il s'y stabilise en 1636, prieur de Saint-Pierre le Moutier et député au cha-

noms de dix religieux. Ainsi, le Père Dom Joseph Braconnier (1), prieur de la Charité, et tous les autres qui étoient venus de Saint-Vanne, s'en retournèrent dans leur Congrégation. Le Père Rollet ne se trouve point parmi les stabiliez, soit qu'il se crut par son office de Grand Prieur incorporé de droit, soit qu'il eut dessein de s'en *séparer* (a), comme il fit dans la suite. Pour affermir l'union et la rendre solide, on avoit fait ratifier le concordat par les anciens de Cluny (2), de Saint-Martin des Champs (3), qui d'abord s'y étoient opposez, d'Elincourt, de Lihons en Sanglerre, de Saint-Gervais d'Encre, de Saint-Pierre d'Abbeville, de Mondidier, de Nanteuil, de Coincy, de Saint-Remi de Braine, de Bourbon Lancy (4), et de Saint-Martin de

(a) Mis par F. au lieu de [emparer].

pitre général de 1636. On le trouve en 1639, 1642, 1654 et 1657, prieur de Saint-Jean-d'Angély; puis de Saint-Germain d'Auxerre en 1645 et 1648; visiteur de Chezal-Benoît en 1651, et prieur de Marmoutier en 1660, où il mourut le 17 février 1662. Il avoit opté en 1646 pour la Congrégation de Saint-Maur.

Dom Jean Timothée Bourgeois, originaire du diocèse de Besançon, profès à Faverney le 23 mars 1628, stabilisé à Cluny en 1631, est nommé en 1636 prieur de Pontlevoy; en 1639 de Saint-Eutrope de Saintes; en 1645 et 1648 de Fleury-sur-Loire; en 1661 de Redon; de Saint-Wandrille de 1652 à 1656; il est désigné par Mazarin comme prieur claustral de La Charité-sur-Loire en 1656. On le trouve en 1660 prieur de Saint-Georges de Boscherville; puis de Saint-Martin d'Autun en 1663; et de N.-D. de Bonne-Nouvelle d'Orléans en 1666. Mort à Saint-Germain d'Auxerre le 26 janvier 1672.

Dom Jean-Claude-Sylvestre Perreciot, originaire du diocèse de Besançon, profès à Faverney le 30 octobre 1625, se stabilise dans l'Ordre de Cluny. On le trouve désigné en 1636 et 1639 comme prieur de Saint-Pierre de Ferrières; en 1642 visiteur de Toulouse; en 1645 prieur de Saint-André d'Avignon; de Saint-Jean d'Angély en 1648 et 1651; il est visiteur de Chezal-Benoît en 1654; de Bretagne en 1657; de France en 1660; prieur de Corbie en 1663 et 1666; visiteur de Bourgogne en 1669; de Bretagne en 1672; et prieur de Saint-Serge d'Angers en 1675, où il meurt le 19 décembre 1677.

(1) Dom Joseph Braconnier, originaire de Semur, avait fait profession le 4 octobre 1612 à Saint-Airy de Verdun, fut une fois visiteur et définiteur de la Congrégation de Saint-Vanne et mourut à Cluny en 1658.

(2) Il s'agit, je suppose, de la ratification passée le 25 mai 1635 et donnant le consentement des anciens religieux de l'abbaye pour l'exécution du concordat. (Arch. Nat., S. 1445). Il y avait déjà eu le 1^{er} janvier 1635 ratification de ce concordat par les Pères de l'étroite observance à la diète tenue à La Charité-sur-Loire; puis le 14 février 1635 acceptation du concordat par la communauté des religieux réformés de l'abbaye. (Arch. Nat., S. 1445).

(3) Le concordat pour l'établissement de la réforme de Saint-Martin-des-Champs avait été passé entre Richelieu et les supérieurs des Congrégations réunies de Cluny et de Saint-Maur le 7 mars 1635, (Arch. Nat. L 869 et L 872); et le 24 avril suivant le concordat entre Richelieu et les anciens religieux de cette maison était signé (Arch. Nat. L 872).

(4) Le prieuré de Sainte-Marguerite d'Elincourt (arr. Compiègne, Oise), dont la

Salles; ceux de Gassicourt et de la Voute (1) le confirmèrent dans la suite.

fondation remonte au premier tiers du X^e siècle, fut donné à l'abbaye de Cluny vers la fin du XI^e siècle; du nombre des monastères clunisiens de l'ancienne observance il comptait 6 religieux en 1768. Arch. départ. Oise, Série H, 10 liasses. — Cf. EM. MOREL : *L'origine du Prieuré d'Elincourt-Sainte-Marguerite* (dans *Bulletin Soc. histor. de Compiègne*, an. 1888, p. 243-250); J.-J.-A. PEYRECAVE : *Notice historique et archéol. sur Elincourt-Sainte-Marguerite* (Compiègne, an. 1889, in-8 de 11-146 p.)

Lihons-en-Santerre (cant. Chaulnes, arr. Péronne, Somme) dont la fondation est antérieure au XI^e siècle, siège d'un doyenné-prieuré clunisien. Demeura de l'ancienne observance et avait encore 6 religieux en 1768. — Cf. Bibl. Nat., ms. lat. 5460; SEB. ROUILLARD : *Li-huns en Sang-ters...* (Paris, 1627, in-4°); P. DE CAGNY : *Histoire de l'arrondissement de Péronne* (Péronne, 1869, 2 vol. in-8), tome I, p. 629 sq.

Saint-Gervais d'Encre. Il s'agit du prieuré de Saint-Gervais et Saint-Protais d'Albert (arr. Péronne, Somme), « anciennement dit Encre ». — Cf. Arch. départ. de l'Oise, série H, 1298-1301; DAIRE : *Histoire civile, ecclésiast. et littéraire de la ville et du doyenné d'Encre, aujourd'hui Albert* (Amiens, 1784, in-12).

Saint-Pierre d'Abbeville, prieuré clunisien dont la fondation remonte à l'année 1100, par Gui I^{er}, comte de Ponthieu; la communauté (ancienne observance) se composait de 7 religieux en 1768; l'église et les bâtiments claustraux furent reconstruits en 1770. — Cf. Arch. départ. de la Somme, Série H; *Gallia Christiana*, X, col. 1313-1315; instrum. 296-298; F.-C. LOUANDRE : *Histoire d'Abbeville et du comté de Ponthieu jusqu'en 1789* (Abbeville, 1884, 2 vol. in-8), t. II, p. 423-428.

Le prieuré de Notre-Dame de Montdidier primitivement occupé par des chanoines réguliers fut après diverses tentatives finalement occupé par des moines clunisiens en 1130 jusqu'en 1790. Ayant opté pour l'étroite observance les religieux étaient au nombre de 8 en 1768. — Cf. Arch. départ. de la Somme, série H; *Gallia Christiana*, X, col. 1315-1318; V. DE BEAUVILLÉ : *Histoire de la ville de Montdidier* (Paris, 1857, 3 vol. in-4°), t. III, p. 1-46; 351-364.

Le prieuré de Nanteuil-le-Haudouin (chef-l. cant. de l'arr. de Senlis, Oise), sous le vocable de Notre-Dame et de Saint-Babylas, faisait partie de l'Ordre de Cluny au moins depuis l'année 1095 (*Biblioth. Cluniacensis*, p. 517); rallié à l'étroite observance, il comptait 7 religieux en 1768. — Cf. Arch. départ. de l'Oise, série H, 1 registre et 107 liasses; DOM BESSE : *Abbayes et Prieurés*, t. I, p. 322; DOM DUPLESSIS : *Histoire de l'Eglise de Meaux*, t. I, p. 119-121.

Coincy (cant. Fère-en-Tardenois, arr. Château-Thierry, Aisne), primitivement abbaye de fondation inconnue, fut donné en 1072 à saint Hugues, abbé de Cluny, dont il devint un prieuré dépendant. La communauté qui avait adopté l'étroite observance se composait en 1768 de 10 religieux. — Cf. Arch. départ. de l'Aisne, série H, 3 art.; *Gallia Christiana*, IX, col. 391-393; SOULIAC : *Notice sur l'abbaye de Coincy* (dans *Bul. Soc. archéol. Soissons*, 1852, p. 117 sq.); AUDRY : *Coincy à travers le passé* (dans *Annales Soc. histor. et archéol. de Château-Thierry*, 1912, p. 1-160).

Prieuré de Saint-Remy de Braine (Braine-sur-Vesle, arr. Soissons, Aisne). Cf. Arch. départ. de l'Aisne, H 525; PÊCHEUR : *Annales du diocèse de Soissons* (Soissons, 1863-1868, 2 vol), t. II, p. 501 sq., et passim.

Prieuré de Saint-Nazaire-les-Bourbon-Lancy (Saône-et-Loire). Cf. Arch. départ. de Saône-et-Loire, série H, 267-269. La communauté qui avait adopté l'étroite observance se composait de 6 religieux quand elle fut supprimée par la Commission des Réguliers.

(1) Le doyenné de Saint-Sulpice de Gassicourt (cant. et arr. de Mantes, Seine-et-Oise) fut donné à saint Hugues, abbé de Cluny, vers 1074. — Cf. Arch. départ. Seine-et-Oise, série G, 337; BRUEL : *Recueil des Chartes de Cluny*, t. IV, n° 3476-77;

DIETTE DE CLUNY ET DE SAINT-MAUR POUR DEPUTER AU CHAPITRE GÉNÉRAL (1). — Vers le tems de la fête de Noël 1635, le R. P. Rollet alla en Lorraine : on n'en sçait pas le sujet, mais les lettres semblent insinuer qu'il y avait été envoyé par le Cardinal de Richelieu. Son éloignement retardoit le chapitre général auquel [408] l'union se devoit faire. Il écrivit plusieurs lettres au P. Joseph, capucin, pour avoir son rappel sans pouvoir l'obtenir ; il écrivit aussi plusieurs fois au R. P. Dom Tarrisé lui témoignant son empressement pour l'union et le priant que son absence ne retarda point le chapitre ; enfin le Père Joseph fixa lui même la tenue du chapitre au 1^{er} de septembre, mais l'espérance et le désir que l'on avoit que le P. Rollet y assistât le fit retarder jusques au 9 de ce mois. Il donna ses ordres à ses religieux de s'assembler le 29 août à la Charité sur Loire pour faire élection des supérieurs qui devoient y assister ; mais elle ne se tint que le 1^{er} de septembre et on y élut Dom Rollet, Grand Prieur de Cluny, auquel on substitua Dom Arnoul des Monceaux, prieur de Saint-Arnoul de Crépy, au cas qu'il ne put pas assister au Chapitre général, Dom Pierre Lucas, prieur claustral de Cluny, Dom Firmin Rainsant, prieur de Ferrières, Dom Placide Roussel, prieur de Saint-Étienne de Nevers, Dom Ignace Philibert, archidiacre de Cluny, Dom Columban Boban, prieur de Souvigny (2), Dom Albert Marchand,

t. V, n° 4228 ; DOM BESSE : *Abbayes et Prieurés*, t. I, p. 248-249 ; E. LEFÈVRE-PONTALIS : *Notice archéol. sur l'église de Gassicourt* (dans *Commission antiq. et Arts*, 1888, p. 128-139 ; BENOÎT : *Sur le prieuré de Gassicourt (Seine-et-Oise)*, dans (*Procès-verbaux, Société archéol. d'Eure-et-Loir*, 1880, p. 230 sq.

La Voute-Chilhac, (chef-l. cant., arr. Brioude, Hte-Loire), fut fondée et donnée à Cluny en 1025. Cf. Arch. départ. Hte-Loire, série H ; du Cantal, série H ; BRUEL : *Recueil des Chartes de Cluny*, III, n° 2788 ; DOM BESSE : *Abbayes et Prieurés*, t. V, p. 274-275.

(1) Le 16 juillet 1636, les religieux de Cluny avaient donné procuration à Dom Ignace Philibert, archidiacre de Cluny, et à Dom de Malain, compagnon d'ordre, pour assister à l'assemblée qui devait élire les neuf moines de Cluny délégués au chapitre général. (Cf. Arch. Nat., L 869, n° 4.)

(2) Saint-Pierre de Souvigny (chef-l. cant., arr. Moulins, Allier), fondé et donné à Cluny, en 920, par Aymar de Bourbon, devint bientôt un des plus importants prieurés de l'abbaye bourguignonne. Saint Mayeul et saint Odilon y furent ensevelis et l'église devint la nécropole de la maison de Bourbon. Le monastère fut reconstruit vers le milieu du XV^e siècle. Les moines de Souvigny qui adoptèrent l'étroite observance en 1634 étaient au nombre de 11 en 1768. L'église élevée au XI^e siècle, remaniée au XIV^e, est devenue paroissiale ; une partie des bâtiments du monastère subsiste (XII^e-XVII^e siècle). Il y eut à la fin du XIX^e siècle une tentative de restauration monastique par Dom Mathieu Lamey. — Cf. Arch. départ. de l'Allier, série H, 11 reg. et 43 liasses, dont le cartulaire formé par Dom de Mesgrigny sous le titre de « *Thesaurus Sylviniacensis* » (918-1647) ; et des « *Mémoires pour servir à*

préfet du collège de Cluny, Dom Anselme Guschemant, prieur de Saint-Pierre le Moutier, et Dom Sylvestre Perreciot. Les Pères de la Congrégation de Saint-Maur tinrent aussi leurs assemblées en chacune de leurs provinces où ils députèrent pour aller au chapitre général, avec le R. P. Dom Grégoire Tarisse, Supérieur Général, Dom Cyprien Leclerc, prieur de Saint-Denys et sénieur assistant, et Dom Maur Dupont, prieur de Saint-Germain des Prés, second sénieur assistant; dans la province de France, Dom Columbain Regnier, visiteur et prieur de Saint-Remi de Reims, Dom Gabriel Théroutte, prieur de Bonne Nouvelle de Rouen, Dom Adrien Betoulant, prieur des Blancs Mantoux, Dom Guillaume Girard, prieur de Jumièges, et Dom Antoine Allard (1), prieur de Saint-Faron, qui, étant tombé malade, ne put assister au chapitre; dans la [409] province d'Aquitaine, Dom Gérard des Alleux, visiteur et abbé de Saint-Augustin de Limoges, Dom Bernard Audebert, prieur de Sainte-Croix de Bordeaux, Dom Jean Harel (2), prieur de Saint-Jean d'Angeli, Dom Pierre Beziat (3), prieur

l'histoire du prieuré » par Dom Tripperet. Pour la bibliographie, voir DOM BESSE : *Abbayes et Prieurés*, t. V, p. 115-118. On peut y ajouter *Notes préliminaires à une histoire de la ville et du Prieuré de Souvigny* (dans *Bull. de la Soc. d'Emulation du Bourbonnais*, 1909, p. 333-349; 245-266); A. LIMAGNE : *Souvigny, son histoire, son abbaye, son église* (Montluçon, 1910, in-8); H. ACCOUTURIER : *Souvigny* (Moulins, 1914, in-16 de 97 p. et pl.); DESHOULIÈRES : *Souvigny*, dans *Congrès archéol. de France*, année 1913 (Paris, 1916), p. 182-223, avec pl.; L. BRÉHIER : *L'église romane de Souvigny et les dates de sa construction*, dans *Revue Mabillon*, 1922, p. 1-12.

L'histoire de Souvigny n'en reste pas moins encore à faire.

(1) Dom (Urbain) Antoine Allard, profès à Saint-Nicolas de Nadon en 1619, prieur de Saint-Faron de Meaux en 1633, du collège de Cluny en 1636, supérieur du collège de Marmoutier en 1638, prieur de Corbie en 1639 et 1642, enseigne la philosophie à Cluny en 1645; mort le 21 décembre 1674 à Saint-Denis. Cf. DOM U. BERLIÈRE : *Nouveau Supplément*, p. 12-13.

(2) Dom (Théodore) Jean Harel, originaire de Jumièges, profès aux Blancs-Manteaux le 7 janvier 1620, prieur de Corbie de 1626 à 1632; de Saint-Jean-d'Angély en 1633 et 1636; premier assistant du supérieur général en 1639 et 1642; prieur des Blancs-Manteaux, puis de Jumièges en 1645; supérieur général de 1648 à 1660; prieur de Saint-Denis en 1660 et 1663, où il mourut le 14 mars 1665. Voir sa notice à cette date. — Cf. *Bibl. Nat.*, ms. fr. 19622; *Vie des Justes*, t. I, p. 97-107; *Histoire de l'abbaye... de Jumièges*, publiée par Julien Loth (*Soc. de l'hist. de Normandie*, 1882-1885), t. III, p. 69-79; DOM U. BERLIÈRE : *Nouveau Supplément...*, p. 277.

(3) Dom (Bertrand) Pierre Béziat, né à Aubiet (Gers), entra d'abord dans l'Ordre de Cluny, puis fit profession de la réforme de Saint-Maur à Saint-Augustin de Limoges le 2 août 1621. Il fut en 1627 prieur de Saint-Savin de Lavedan, puis nommé en 1630 et 1633, prieur de Saint-Chinian, visiteur de France en 1636, prieur de Sainte-Croix de Bordeaux en 1639, 1660 et 1663, de Saint-André d'Avignon en 1642, visiteur de Toulouse en 1645, prieur de Saint-Sever-Cap de Gascogne en 1648 et 1651, de Saint-André d'Avignon en 1654 et 1657, de Sorèze en 1666; il mourut à la Daurade le 22 juillet 1675. Voir sa notice à cette date. — Cf. *Vie des Justes*, t. II, p. 14-16; DOM U. BERLIÈRE : *Nouveau Supplément*, p. 40.

de Saint-Chinian, et Dom Ambroise Tarbourier, prieur de la Dau-rade ; dans la province de Bretagne, Dom Placide de Sarcus, visiteur et prieur de Saint-Melaine de Rennes, Dom Anselme des Rousseau (1), prieur de Redon, Dom Michel Piron (2), prieur du Mont Saint-Michel, Dom Bede de Fiesque, prieur de Saint-Serge d'Angers, et Dom Faron de Chalus, prieur de Tiron.

CHAPITRE GÉNÉRAL A CLUNY POUR L'UNION DE L'ORDRE DE CLUNY AVEC LA CONGRÉGATION DE SAINT-MAUR (3). — Tous ces supérieurs assemblés à Cluny, après avoir chanté solennellement la messe du Saint-Esprit, firent lire publiquement le concordat qui fut approuvé et ratifié de tous : ensuite de quoy, s'étant tous démis de leur supériorité, ils procédèrent à l'élection des définiteurs. Ceux de Cluny élurent Dom Firmin Rainsant, Dom Ignace Philibert et Dom Pierre Lucas ; et ceux de Saint-Maur choisirent Dom Grégoire Tarrisé, Dom Colombain Regnier, Dom Jean Harel, Dom Placide de Sarcus, Dom André Betouland et Dom Ambroise Tarbourier, du nombre desquels

(1) Dom (René) Anselme des Rousseaux, originaire de Tours, fit profession le 20 juin 1617 à Saint-Augustin de Limoges ; il fut désigné comme prieur de Tiron en 1630, de Redon en 1633, comme 2^e assistant du supérieur général en 1636, abbé de Chezal-Benoît et visiteur de cette province en 1639, visiteur de France en 1642, prieur de Jumièges, puis sous-prieur de Saint-Germain-des-Prés en 1645 ; visiteur de France en 1654, puis de Normandie en 1657, et de Bretagne en 1660 ; abbé de Saint-Vincent du Mans en 1663, prieur de Saint-Denis en 1665, puis de Saint-Wandrille en 1669. Il mourut à Saint-Denis le 6 septembre 1670. Voir sa notice à cette date. — Cf. *Vie des Justes*, t. II, p. 1-4 ; Dom TASSIN : *Histoire littéraire*, p. 104, 776-777 ; Dom U. BERLIÈRE : *Nouveau Supplément*, p. 161-162.

(2) Dom Michel Pirou, né à Celloville (Seine-Inférieure), profès de Jumièges le 24 avril 1621, fut nommé prieur de Saint-Fiacre en 1624, puis de Saint-Faron de Meaux en 1625 et 1626, de Saint-Corneille de Compiègne en 1627 et 1628, de Redon en 1630, du Mont Saint-Michel en 1633 ; visiteur de Bourgogne en 1636, de Bretagne et prieur de Saint-Serge d'Angers en 1639 ; abbé de Saint-Martin de Séez en 1642 et 1645, de Chezal-Benoît en 1651 et 1654 ; il mourut à Saint-Vincent du Mans le 3 janvier 1659. Voir sa notice à cette date. — Cf. *Vie des Justes*, t. I, p. 82-83 ; Dom FRANÇOIS : *Bibliothèque...* t. II, p. 404 ; UL. ROBERT : *Supplément à l'Hist. littér.*, p. 80-81.

(3) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 303-313. Voici les principales pièces qui existent de ce chapitre particulièrement important, puisqu'il scellait l'union de Cluny et de Saint-Maur : a) « *Decreta Capituli generalis Congregationis sancti Benedicti, alias Cluniacensis et S. Mauri...* » (Arch. Nat. LL 991, fol. 68-70 ; L 814, n° 5 et n° 146) dont une traduction a été donnée par Dom DENIS : *Le Cardinal de Richelieu...*, p. 487-490 ; b) « *Avis du Chapitre général...* », soit avis généraux, 10 articles ; avis aux visiteurs, 7 art. ; avis aux prieurs, 20 art. (Arch. Nat. L 814, n° 145 ; Bibl. Nat., ms. fr. 24151, fol. 53 sq.). Le secrétaire du chapitre fut Dom Firmin Rainsant.

Dom Grégoire Tарisse fut élu président du chapitre. Ils s'appliquèrent d'abord à examiner les déclarations sur la règle et les constitutions de la Congrégation, auxquelles ils firent fort peu de changemens et les approuvèrent, aussi bien que le serment que l'on y fait avant la profession au sujet des bénéfices et de la réception des novices. On régla le rang que devoient tenir les profès de l'Observance de Cluny depuis l'an 1629 et on ordonna que les profès reçus par le P. Dom Hubert Rollet qui n'avoient point fait le serment le feroient entre les mains de leurs supérieurs. On fit aussi un décret d'élever gratuitement dans quelques monastères des enfans de noblesse dans la piété et dans les belles lettres, jusques à ce qu'ils fussent en état de prendre party. On régla la juridiction du grand prieur de Cluny et on la soumit à l'autorité du chapitre général, ou du R. P. Supérieur général; on déclara qu'il auroit le droit d'instituer un principal [410] françois au collège de Saint-Jérôme de Dôle (1) pour le gouverner pendant trois ans et d'en établir un autre après celui là aussi durant trois ans. On déclara encore que le commissaire institué par M. l'abbé de Cluny pour visiter les monastères de l'Ordre, n'exerceroit aucune juridiction sur les religieux de l'Étroite Observance et qu'il ne pourroit se substituer un visiteur sans la permission du P. Supérieur général; que néant moins, dans une grande nécessité, il pourroit suspendre un supérieur de son office en avertissant aussitost le R. P. Supérieur général. Enfin on ordonna que dans les prieurés conventuels qui ne peuvent pas entretenir un nombre suffisant de religieux on appliqueroit les places monachales au principal lieu d'où ils dépendent, comme il avoit été ordonné par S. E. le cardinal de Richelieu en 1635 et par les lettres patentes de Sa Majesté homologuées au grand Conseil. Et parce que, dans le peu de tems qui restoit, on ne pouvoit pas régler beaucoup de choses de moindre conséquence, comme le cérémonial et les petites règles pour les officiers, le chapitre chargea de ce soin Dom Grégoire Tарisse, Dom Placide de Sarcus, Dom Firmin Rainsant, Dom Jean

(1) L'érection du collège de Dôle pour lequel Antoine de Roche, prieur de Mor-teau, avait acheté un emplacement dès 1492 fut autorisée, sous le vocable de saint Jérôme, par une bulle d'Alexandre VI en 1496; il fut définitivement ouvert en 1532 et faisait partie de l'Université. Le premier proviseur en fut Jean de la Magdeleine. Cf. Arch. départ. du Jura. série D, 70 art. E. PUFFENEY : *Histoire de Dôle* (Besançon, 1882, in-12), p. 154. — Le résumé que Dom Martène fait de l'article concernant le collège de Dôle n'est pas très exact, car le décret du chapitre général (art. 6) autorise le grand prieur de Cluny à instituer un recteur dans ce collège « qui illud regat usque ad proximum Capitulum generale et non ultra a die expirationis commissionis ejus rectoris, qui nunc præest eidem collegio ».

Harel et Dom André Betoulard. On confirma aussi le concordat qui avoit été fait le 30 juillet 1636 entre Dom Pierre Lucas, vicaire général du cardinal abbé de Cluni (1), et Dom Jean de Maslin (2) et les religieux de Lezat, dans le diocèse de Rieux, pour l'introduction de l'Étroite Observance dans leur monastère. On reçut dans ce chapitre une requête des religieuses de Charenton, dans le diocèse de Bourges, qui représentoient qu'ayant été depuis plus de cent ans unies à la Congrégation de Chezal Benoist [411], par autorité apostolique et du consentement de l'archevêque de Bourges, leur abbesse (3) depuis l'union de la Congrégation à celle de Saint-Maur, dans l'appréhension que les supérieurs ne l'obligeassent à vivre selon ses devoirs, avoit de sa propre autorité soumis son abbaye à l'archevêque de Bourges qui leur avoit donné des confesseurs en qui elles n'avoient aucune confiance; elles suplioient les Pères du chapitre de ne pas souffrir la témérité de leur abbesse, de prendre soin d'elles et de leur donner des confesseurs qui missent leurs consciences en repos. Nous ne savons point ce qui fut répondu à cette requête, mais il est facile de le conjecturer (4).

Enfin, attendu que la Congrégation augmentoit tous les jours en nombre de monastères, on les divisa en six provinces, sçavoir de France, de Bourgogne, de Normandie, de Bretagne, de Languedoc et de Chezal Benoist. Le chapitre dura jusques au 8 du mois d'octobre, auquel jour on fit la proclamation des supérieurs dont voicy les premiers : Dom Grégoire Tarris, Supérieur général de la nouvelle Congrégation qui eut pour senieurs assistans Dom Hubert Rollet qui fut aussi prieur de Saint-Germain-des-Prez et Dom Anselme des Rousseaux. Les visiteurs furent : de France Dom Gabriel Théroude, de Normandie Dom Maur Dupont, de Toulouse Dom Pierre Beziat, de

(1) Dom Pierre Lucas avait été nommé vicaire général du cardinal de Richelieu pour visiter et réformer tous les monastères de l'Ordre de Cluny par lettres du 26 février 1635 révoquant tous autres grands vicariats antérieurement donnés à cet effet (Arch. Nat., S. 1445); il reçut de nouvelles lettres de grand vicariat de Richelieu le 30 décembre 1636, mais se fit substituer dans ces fonctions Dom Claude de Santeny en date du 14 mars 1637 (Arch. Nat., S. 1445).

(2) Dom Jean de Malain, né à Vandenesse (Côte-d'Or), fit profession à Cluny le 17 avril 1629 à l'âge de 32 ans. Mort à Saint-Denis le 3 janvier 1676.

(3) L'abbesse de Charenton était alors Marguerite de la Grange de Montigny (1630-1659).

(4) Il semble bien que le chapitre ne donna pas suite à la juste réclamation du groupe des religieuses qui désiraient des confesseurs de Saint-Maur, car la situation ne subit aucun changement au moins jusqu'à la réforme opérée par l'abbesse Renée de Mesgrigny (1675-1697). Cf. *Gallia Christiana*, II, col. 177-178.

Bourgogne Dom Michel Piron, de Bretagne Dom Bède de Fiesque, de Chezal Benoist Dom Guillaume Girard. Le commissaire du régime fut Dom Placide de Sarcus (1). Les principaux prieurs furent Dom Pierre Lucas grand prieur de Cluny, Dom Placide de Roussel prieur de la Charité, Dom Antoine Allard supérieur des religieux réformés du Collège de Cluny, Dom Firmin Rainsant prieur de Saint-Martin des Champs, Dom Cyprien Leclerc prieur de Saint-Denys en France, Dom Ignace Philibert abbé de Saint-Vincent du Mans. A cette proclamation assistèrent tous les anciens de Cluny et [412] les principaux de la ville de Cluny qui servirent de témoins. Le même jour on écrivit trois lettres, une au cardinal de Richelieu, l'autre à M. Fouquet et la troisième à M. Des Roches (2) pour leur rendre compte de l'heureux succès du chapitre.

LE P. ROLLET REFUSE DE SE SOUMETTRE AU CHAPITRE GÉNÉRAL (3). — Tout le monde approuva ce qui s'étoit passé au chapitre et loua l'élection qu'on avoit faite des Supérieurs. Il n'y eut que le P. Rollet qui ne put souffrir qu'on eut mis à Cluny un autre grand prieur à sa place; il ne dissimula point son ressentiment et se plaignit partout du tort qu'il prétendoit luy avoir été fait. Il oublia tout d'un coup ce qu'il avoit écrit au P. Tarris peu de tems avant le chapitre. « Pour
« ma présence, disoit-il, je ne la trouve point nécessaire ny utile audit
« chapitre parce que de la grâce de Dieu il sera revêtu de meilleurs et
« de plus capables religieux que moi et que je crois que Dieu lui a
« réservé une bénédiction très particulière et donnera la lumière à
« ceux qu'il choisira par son Esprit pour y assister et présider, pour

(1) C'est la première fois que cette fonction apparaît dans la Congrégation. De nouvelles charges furent encore instituées, ainsi celles de : visiteur des moniales (confiée à Dom Pierre Lucas), de socius du commissaire général du régime (Dom Denis Plouvier), de socius du vicaire général de Cluny (Dom Martin Chauvessaigne). En outre, aux visiteurs des diverses provinces on adjoignit aussi un socius; ce furent, pour la France Dom J.-B. de Boulogne, pour la Normandie Dom Thomas de Sainte-Marie, pour la Bourgogne Dom Joseph Bongards, pour Toulouse Dom Basile Huleau, pour la Bretagne Raphaël Raulin, pour Chezal-Benoît Dom Jean de Malain. On nomma aussi un dépositaire de la Congrégation, Dom Émilien de Gouvenain. Quant aux procureurs généraux de la Congrégation Dom Philippe Dey fut désigné pour la France et en cour de Rome Dom Placide Le Simon fut maintenu. On fixa encore le lieu et la date du chapitre général suivant ainsi que les monastères où devaient se tenir les diètes provinciales.

(2) L'un et l'autre membres du conseil du cardinal de Richelieu. Il s'agit ici de Michel Le Masle, prieur des Roches.

(3) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 313-315.

« voir et ordonner ce qui sera de sa plus grande gloire et avancement
« du bien commencé. C'est pourquoi je ne mets point en peine de ce
« qui se fera et se statuera en cette sainte assemblée. Seulement je
« me réjouis grandement et suis tout disposé de pratiquer et garder
« inviolablement avec l'aide de Dieu ce qui sera conclu et arrêté. » La
suite fit bien voir que cela n'étoit point sincère et les supérieurs, remplis de l'Esprit de Dieu, pénétoient bien ses dispositions et le fonds de son cœur. Ils voioient en lui un homme qui n'avoit point voulu se stabilier dans l'Ordre de Cluny comme ses autres confrères et qui nageoit entre deux [413] eaux, entre l'espérance d'être élu grand prieur de Cluny et la crainte de perdre cet office. Il attendoit ainsi dans le doute la fin du chapitre : s'il étoit élu grand prieur de Cluny, il avoit ce qu'il souhaitoit qui étoit de jouir de cette dignité par titre et par élection ; si on en éliroit un autre, il étoit résolu de n'accepter aucune charge dans la Congrégation où il n'avoit pas voulu se stabilier. Aiant donc appris qu'on l'avoit élu premier assistant du P. général et prieur de Saint-Germain, il dit que c'étoit une ruse des supérieurs qui pour lui faire goûter la privation du grand prieuré de Cluny l'avoient honoré de la première charge de la Congrégation après le général et l'avoient fait prieur de Saint-Germain, poste le plus important de la Congrégation. Il vint à Paris et, au lieu de descendre à Saint-Germain des Prés comme son devoir l'y obligeoit, il alla loger à Saint-Martin des Champs où il demeura un mois sans voir le R. P. général, mais se plaignant tous les jours au conseil du cardinal de Richelieu de l'injustice qu'on luy avoit faite de le dépouiller d'un bénéfice que Son Éminence lui avoit conféré. Enfin, il cria si haut que le P. Tarsis fut obligé de se justifier : il le fit si solidement que tout le monde blâma la conduite du P. Rollet.

Il démontra que le chapitre n'avoit rien fait que ce qui étoit porté par le concordat et par les constitutions qui veulent : 1°) que tous les offices claustraux soient réunis à la manse conventuelle ; 2°) que selon les constitutions de l'une et de l'autre congrégation, tous les supérieurs, soit absens ou présens, sont absous au chapitre de toutes charges et administrations ; qu'aucun ne peut tenir quelque titre ou bénéfice que ce soit sans expresse permission du chapitre général ou des supérieurs de la Congrégation ; que ceux [414] qui en sont pourvus doivent les remettre toutes fois et quantes ils en sont requis, faute de quoy le général lui même est déposé *ipso facto* ; et que, pour marque de son absolution, chaque supérieur remet en plein définitoire son obédience, ainsi qu'ont fait le P. Lucas pour son office de prieur claustral, l'archi-

diacre et autres; 3°) que si le P. Rollet conservoit le titre de grand prieur, ce seroit s'exposer à le perdre, donnant lieu aux indultaires, gradués, dévolutaires et autres, de s'en faire pourvoir en cas de mort; 4°) que ce seroit donner un mauvais exemple aux religieux de Cluny, dont quelques uns refuseront de se démettre, alléguant l'exemple du P. Rollet; 5°) que ce seroit donner occasion de douter de la validité du chapitre général, comme fait le P. Rollet par le refus qu'il a fait de se démettre de la qualité de grand prieur et d'accepter la charge d'assistant du R. P. Supérieur général et de prieur de Saint-Germain, ce qui auroit des suites terribles; 6°) que le P. Rollet, par son procédé, est cause que le Supérieur général est sans assistant et le monastère de Saint-Germain des Prés sans prieur, depuis un long temps; 7°) le P. Tarris représenta que le P. Rollet méritoit absolument d'être déposé de sa place de grand prieur, parce qu'en cette qualité, il étoit proviseur du collège de Saint-Jérôme de Dôle et, qu'au lieu d'y mettre des recteurs françois et profès de Cluny comme le portoit la fondation, il en avoit desjà mis deux comtois, tous deux tirez de la congrégation de Saint-Vanne; qu'il avoit rempli tout le collège de religieux ou lorrains ou comtois, tous profès de sa Congrégation, quoyqu'il y eut douze bourses pour les religieux françois et cinq [415] pour les comtois qui doivent tous être de Cluny; et qu'il a souffert que les visiteurs de la Congrégation de Saint-Vanne y fissent la visite et que les recteurs allassent au chapitre général de Lorraine et non de Cluny.

Cependant le P. Tarris envoya prier deux ou trois fois le P. Rollet de venir à Saint-Germain pour y remplir les emplois auxquels il avoit été destiné par le chapitre; mais, au lieu d'obéir, il ne fit que des réponses vagues et captieuses; on lui fit de nouvelles instances et toujours inutilement. Enfin, on fut obligé de prendre pour juge le cardinal de Richelieu qui, conformément au concordat signé par le P. Rollet, le déclara canoniquement déchu du grand prieuré et l'obligea d'en donner par écrit sa démission. Il la donna mais dans des termes obscurs et captieux : le P. Tarris qui avoit le cœur droit s'en aperçut et l'obligea de la donner pure et simple; mais aussitôt, le P. Rollet alla faire sa protestation par devant notaire contre la violence qu'il disoit lui avoir été faite, prétendant après la mort du cardinal de Richelieu rentrer dans son employ dont il se disoit injustement dépouillé. Le P. Tarris en aiant eu connoissance l'interrogea juridiquement sur ces trois chefs : 1°) s'il se regardoit comme membre de la Congrégation; 2°) s'il vouloit accepter les offices d'assistant et de prieur de Saint-Germain; 3°) s'il renonçoit à son grand prieuré

de Cluny. Il répondit négativement à toutes ces demandes et envia cet acte au P. Tarrisé (1).

« Je souscrit, frère Hubert Rollet, religieux profès de la Congrégation de Saint-Vanne et de Saint-Hidulphe ordre de Saint-Benoist, « certifie à tous ceux qu'il appartiendra qu'ayant été appelé par « Mgr l'Eminentissime cardinal duc de Richelieu, abbé chef et général administrateur de [416] l'abbaye et ordre de Cluny avec plusieurs autres de mes confrères religieux profès de la même Congrégation pour travailler à remettre l'ancienne observance de la règle « de notre bienheureux Père saint Benoist dans laditte abbaye et « membres en dépendans, ainsi qu'elle se pratique dans la même « Congrégation de Saint-Vanne et de Saint-Hidulphe, mon dit seigneur m'auroit pourvû du titre de grand prieur de laditte abbaye « et ordre, afin de travailler plus efficacement et avec plus de fruit « pour l'exécution de son pieux dessein : lequel aiant réussi assez « heureusement, mon dit seigneur désirant affermir le bien commencé et le perpétuer à l'avenir, auroit uni le dit Ordre et la Congrégation de Saint-Maur pour ne faire qu'un même corps de Congrégation sous le nom de Congrégation de Saint-Benoist, autrement « de Cluny et de Saint-Maur et ensuite de cette union le chapitre général d'icelle Congrégation de Saint-Benoist tenu dans l'abbaye de « Cluny m'auroit fait l'honneur de me choisir premier senieur du « régime et prieur de Saint-Germain des Prés les Paris, ainsi qu'il « conste des actes dudit chapitre et qu'il m'a été déclaré par lettres « de Dom Firmin Rainsant, définitéur et secrétaire dudit chapitre « général, desquelles charges j'ay prié le Très R. P. Dom Grégoire « Tarrisé, Supérieur général de la dite Congrégation de Saint-Benoist « et autres supérieurs d'icelle assemblés audit Saint-Germain des « Prés me voulloir excuser et faire choix d'une autre personne pour « exercer lesdittes charges, désirant me retirer dans la dite Congrégation de Saint-Vanne pour continuer à lui rendre mes devoirs, « obéissances et assistances selon mon petit possible. Pour cet effet « leur ai déclaré et déclare par le présent acte que je ne prétends rien « en aucune desdittes [417] charges. En foi de quoy j'ai signé le présent acte de déclaration pour leur servir en ce que de raison. Fait « au prieuré de Saint-Martin des Champs à Paris le 17 février 1637, « Signé H. Rollet avec paraphe. »

(1) Cet acte a été publié d'après le texte de Dom Martène, par Dom DENIS : *Le cardinal de Richelieu*, p. 298-299.

LES PÈRES DE LORRAINE SE RETIRENT DANS LES MONASTÈRES DE LA CONGRÉGATION DE SAINT-MAUR PENDANT LA GUERRE. — Dans ce tems la Lorraine fut affligée de trois grands fléaux (1) : la peste, la famine et la guerre la désolèrent de telle façon que les religieux de Saint-Vanne furent obligés d'abandonner leurs monastères. Le R. P. Dom Grégoire Tarrisse en étant informé, les invita à se retirer dans les monastères de la Congrégation de Saint-Maur et écrivit à leur Père président la lettre qui suit (2).

« Pax Christi

« Mon révérend Père

« Aiant appris non sans très grand regret l'affliction dont il a plu
« à Dieu visiter votre sainte congrégation dans la playe commune et
« que pour cette cause vous êtes contraints d'abandonner plusieurs
« de vos monastères, nous nous sommes reconnus obligés de témoi-
« gner à vos Révérences que nous compatissons avec un très vif
« ressentiment à votre douleur et y prenons telle part que si le mal
« nous étoit également commun : votre Congrégation en général nous
« étant aussi chère que la nôtre, et vos personnes en particulier que
« nos propres personnes. Mais afin que vos Révérences en expérimen-
« tent les effets, nous vous offrons de très bon cœur nos monastères
« et vous prions très instamment nous faire l'honneur de les accepter
« et vous y retirer avec la même franchise et liberté que dans les
« vôtres propres ; et croiés que nous tiendrons à une faveur particu-
« lière de vous y recevoir et de vous y servir principalement en cette
« occasion, et nous souhaiterions si c'étoit la volonté de Dieu que ce
« fût en une autre qui nous donnât à tous plus [418] de consolation.
« Nous vous accomoderons le mieux que nous pourrons en attendant
« qu'il plaise à la miséricorde de Dieu retirer la main de sa justice et
« en disposer autrement : au moins mangerons nous en paix le peu
« que le bon Dieu daignera donner à ses serviteurs. Que votre Révé-
« rence donc en dispose quand bon lui semblera. Je la supplierai
« seulement de nous donner avis un peu auparavant du nombre de

(1) DOM CALMET : *Histoire de Lorraine*, t. III, col. 357 ; J. GODEFROY : *Dom Simplicien Gody, poète et écrivain mystique*, dans *Revue Mabillon*, 1929, p. 177-179.

(2) Cette lettre de Dom Tarrisse au Président de la Congrégation de Saint-Vanne, qui était alors Dom Antonin Jacquet (cf. GODEFROY : *Bibliothèque des Bénédictins de Saint-Vanne*, p. 115), a été publiée par DOM DENIS, *op. cit.*, p. 293-294, d'après Dom Martène.

« ceux qu'elle voudra envoyer afin que j'avertisse les supérieurs des
 « lieux où il les faudra placer : vous assurant que ce que je vous dis
 « procède du fonds du cœur avec toute la franchise et candeur pos-
 « sible et selon le sentiment de nos Pères qui le désirent et vous invi-
 « tent avec une affection très cordiale. Si j'avais des termes plus pres-
 « sans et plus efficaces je les emploierois pour vous persuader encore
 « davantage; mais je crois que ce vous sera assés que le cœur parle
 « et les effets quand il vous plaira. Ce qu'attendant je prie Dieu qu'il
 « vous continue ses saintes grâces et fortifie le courage afin de supor-
 « ter ces souffrances àvec mérite et nous rendre dignes d'y participer
 « et à vos saints sacrifices en qualité de votre etc. Frère Grégoire
 « Tarrisé. »

Cette lettre eut l'effet que la charité du saint Général souhaitoit. Le Président et les visiteurs lui envoyèrent tous les religieux qu'ils voulurent; il les reçut avec affection et cordialité, en retint quelques uns à Paris et distribua les autres en divers monastères des mieux accomodés. On en compta jusques à 18 dans une même maison; il y avoit un nombre de jeunes religieux suffisant pour faire un cours, on leur donna un maître et ils firent leur étude dans la Congrégation. Jamais le P. Tarrisé n'eut plus de joye et il les recommanda [419] particulièrement aux supérieurs des monastères où ils furent envoyez.

SIÈGE DE CORBIE (1). — Ce n'étoit pas seulement en Lorraine que la guerre faisoit des ravages. Elle n'en faisoit pas moins dans la Picardie où les Espagnols formèrent, au mois d'aoust, le siège de Corbie, place importante qui étant une fois enlevée ouvroit le chemin aux ennemis jusques aux portes de Paris. La place dépourvue de munitions ne fut pas long tems à être rendue par composition et on crut même que ceux qui étoient chargés de la deffendre furent bien aises de donner le dessous au cardinal de Richelieu (2). Quoiqu'il en

(1) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 316-332.

(2) La place se rendit le 15 août 1636. Ceux auxquels Dom Martène fait allusion, se faisant l'écho des rumeurs qui trouvèrent créance jusque dans le *Mercure françois* (année 1651, p. 225), étaient Maximilien de Belleforière, comte de Soyécourt, lieutenant général du roi dans la province, le marquis de Mailly, gouverneur de Corbie, dont Richelieu fit instruire le procès. On peut voir le récit des deux sièges de Corbie dans ALCIUS LEDIEU : *Deux années d'invasion espagnole en Picardie*, 1635-1636 (*Mémoire de la Soc. des Antiq. de Picardie*, t. XXIX, p. 290). Le comte de Soissons surtout, qui commandait l'armée chargée de défendre la frontière de Picardie et détestait Richelieu, ne fut certes pas fâché des conséquences possibles de ce revers pour le Cardinal qui en fut de fait très affecté.

soit, les religieux de l'abbaye se comportèrent pendant le siège comme devoient faire de bons religieux et de fidèles sujets. Ils exposèrent le Saint-Sacrement et, jour et nuit, ils offroient à Dieu leurs prières pour la prospérité des armes du roy ; ils exhortoient les soldats et les bourgeois dans leurs prédications et dans leurs discours particuliers à être fidèles à leur souverain ; pour les animer à combattre ils leur portoient des vivres et leur faisoient de grandes aumônes ; il y en eut même qui exposèrent leur vie montant sur les toits pour étouffer les bombes. Enfin lorsque la place fut rendue les Espagnols leur ordonnèrent de chanter le *Te Deum* : ils firent beaucoup de résistance, mais comme on les menaça de les chasser ils se déterminèrent à le chanter. Ce fut, pour lors, que les larmes qu'ils répandirent rendirent témoignage à la douleur qu'ils ressentoient dans le fonds de leur cœur. Les Espagnols n'en demeurèrent pas là ; ils voulurent exiger d'eux le serment de fidélité ; sur leur refus, on leur donna un temps pour se déterminer et pour prendre conseil. Alors un religieux de l'abbaye vint à Paris (1) et se présenta devant le Cardinal de Richelieu qui fut ravi d'apprendre les particularitez du siège. Il n'oublia pas de dire à Son Eminence tout ce que les religieux avoient fait pour prouver leur fidélité au roi et qu'ils aimoient mieux abandonner leur maison que de promettre fidélité aux Espagnols. Il lui échapa de dire qu'on avoit [420] négligé de réparer les fortifications, ne faisant pas réflexion qu'il parloit devant le ministre sur qui tombait cette négligence et qui étoit en état de lui faire sentir la peine de son imprudence (2). Le roi qui étoit à Chantilly, étant informé de la conduite des religieux, témoigna être content d'eux et de leur attachement à sa personne. Cependant un courtisan représenta au roy qu'ils avoient chanté le *Te Deum* en actions de grâces de la victoire remportée par les Espagnols. « Ils ne pouvoient faire autrement, répondit le roy, étant sans

(1) Ce religieux avait été député à Paris par les moines de Corbie qui, pour gagner du temps, répondirent aux exigences espagnoles qu'il leur fallait la permission des supérieurs pour prêter le serment exigé.

(2) M. François Sublet de Noyers, protégé du cardinal, qui avait été chargé comme intendant des affaires de la guerre, de la mise en état des fortifications de Picardie, était présent à l'entretien. Effrayé des conséquences possibles d'une telle déposition, il chercha à détourner les responsabilités en faisant répandre le bruit que les moines étaient par leurs agissements en partie coupables de la capitulation de la place. Quant à Richelieu, à même cependant de savoir à quoi s'en tenir, pour sauver un favori, pour détourner de lui les accusations d'imprévoyance qu'on faisait courir sur son compte, il laissa ainsi égarer l'opinion au détriment de religieux innocents dont il était par ailleurs, de par son titre, le protecteur. Et la calomnie fit son œuvre.

« deffense et quand nous avons pris des places dans la Lorraine, « nous avons exigé la même chose des religieux. » Mais ceux qui étoient coupables de la prise de la ville n'omirent rien pour en rejeter la faute sur les religieux, les accusant d'avoir exhorté les sujets du roi à rendre la place et de les avoir menacé du refus de l'absolution s'ils ne la rendoient. Comme on croit aisément le mal, on n'eut pas de peine à les croire coupables (1).

LE ROI REPREND CORBIE ET DONNE UNE DÉCLARATION CONTRE LES BOURGEOIS ET LES RELIGIEUX DE L'ABBAYE. — Cependant le cardinal leva promptement des troupes et le roi alla en personne mettre le siège devant Corbie qui se rendit en peu de jours. Le roi s'étant rendu maître de la place, donna dès le lendemain une déclaration contre les bourgeois de Corbie et contre les religieux de l'abbaye. Elle fut envoyée à M. Molé, procureur général, pour la faire enregistrer au parlement et la publier dans tout son ressort. Ce magistrat qui aimoit la Congrégation, aiant reçu la déclaration en fut pénétré de douleur et envia sur le champ avertir le Père général de ce qui se passoit. Il étoit à Saint-Denys, où il s'étoit arrêté en revenant du chapitre général de Cluny. Il partit incontinent et vint trouver M. le procureur général qui luy fit voir la déclaration et lui témoigna en même temps la douleur qu'elle lui causoit, mais lui disant qu'il ne pouvoit se dispenser d'en poursuivre l'enregistrement et [421] que tout ce qu'il pouvoit faire, étoit de gagner du tems pour voir si on ne pouvoit pas modifier la déclaration. Il en parla lui-même au chancelier (2), mais sans rien gagner. Le P. Tarris alla trouver le S^r Fouquet, chef du conseil du cardinal et ami de la Congrégation, qui pria aussi le chancelier de faire surceoir l'enregistrement jusques à ce qu'il eut occasion d'en parler au cardinal. Le chancelier lui répondit qu'il l'avoit leüe; d'où il conclut que c'étoit une affaire faite avec délibération. Le P. général alla aussi voir le P. Joseph pour tâcher d'effacer les impressions que la calomnie alloit faire naître dans son esprit; mais un gentilhomme qui étoit dans la place lorsqu'elle fut rendue aux Espagnols et qu'on disoit être lui même coupable, l'avoit tellement prévenu qu'il croioit la chose véritable, quoiqu'il tâchât d'excuser les

(1) Dom Mège fait de son côté cette remarque désabusée dont la justesse peut se vérifier à toutes les époques et dans tous les pays : « Nihil proclivius vulgi mente ad credendum, maxime ubi monachis crimina imputantur. » (*Annales*, *ibid.*, p. 322).

(2) Pierre Seguier, comte de Gien, duc de Villemor.

religieux. Enfin, quelques mouvemens et quelque diligence que l'on pût faire pendant les sept ou huit jours que M. le procureur général gagna, il fut contraint de présenter la déclaration qui fut lue en pleine audience et sur laquelle il fut ordonné qu'elle seroit enregistrée au parlement et dans tout son ressort (1), quoique MM. de la cour et toutes les personnes judiciaires vissent bien qu'il y avoit de la calomnie et que c'étoit un coup d'état pour mettre les coupables à couvert (a).

L'enregistrement fait, on fit imprimer la déclaration pour être distribuée dans Paris; mais M. le procureur général, par bonté, ne donna les feuilles imprimées que l'après-midi, en sorte qu'il n'en fut distribué que très-peu ce jour-là et, le lendemain, on n'en parloit presque plus. Le P. Tarsisse ne laissa pas d'avertir les prieurs des Blancs Manteaux, de Saint-Martin des Champs et de Saint-Germain de ne laisser sortir aucun religieux, ce jour-là, pour éviter les [422] insultes de la populace; mais croiant que l'impression n'étoit pas encore faite, il sortit lui-même avec Dom Cyprien Leclerc pour voir s'il n'y avoit pas moyen d'empêcher qu'on ne fit mention des religieux dans le titre de la déclaration; mais à peine fut-il sorti qu'il entendit publier derrière lui la déclaration. Il fut consolé cependant en apprenant que plusieurs de ceux à qui elle avoit été envoyée l'avoient supprimée persuadés que c'étoit une calomnie.

LES RELIGIEUX DE CORBIE CITÉS DEVANT L'INTENDANT D'AMIENS. — La ville étant rentrée sous la domination du roi, le cardinal de Richelieu s'y rendit. Tous les religieux allèrent au devant de lui et Dom Cyprien Leclerc qui avoit été envoyé à Corbie par le P. Général pour tâcher d'appaiser ces troubles le harangua fort judicieusement. Le cardinal lui répondit : « Je vous connois, Dom Cyprien, je sais que vous n'êtes » pas de ceux qui ont trahi la ville, on ne punira que les coupables. » Après cette réponse, il entra dans l'église et on chanta le *Te Deum*. A

(a) Le rédacteur lui-même a biffé ce qui suit : [Mais les religieux n'étoient pas présents pour se défendre et il n'y avoit que trop de personnes portées à les croire coupables.]

(1) L'enregistrement eut lieu le 27 novembre. Dans son arrêt, le Parlement avoit émis le vœu que le procès fût instruit par les juges ordinaires; mais déjà l'intendant de Picardie avoit été chargé par le roi de poursuivre l'affaire. DOM DENIS : *Le Cardinal de Richelieu*, p. 469-470, a publié cette déclaration du roi contre les habitants et religieux de Corbie, en date du 14 novembre, (d'après Archives de la Guerre, tome 31, pièce 212.)

peine le cardinal se fut il retiré qu'il arriva des soldats à Corbie de la part de M. de Beljamme (1), intendant d'Amiens, pour citer les religieux et six bourgeois de la ville à comparoître devant lui et rendre compte de leur conduite. Il étoit extrêmement prévenu et se disposoit à punir sévèrement les coupables lorsqu'il receut la déclaration ; l'ayant lüe, il y reconnut une si grande précipitation et un si grand deffaut de formalité qu'il commença à s'adoucir, voiant qu'on y condamnoit des hommes sans les entendre, sans informations, sans témoins, sur un bruit populaire, ou une accusation secrette. Comme cette affaire devoit passer premièrement par devant lui avant d'être portée au conseil du roi, il résolut de faire des informations juridiques avec toute la rigueur [423] que la chose méritoit. Il fit pendre deux des bourgeois de la ville qu'il trouva coupables de trahison ; les autres furent renvoyés chez eux.

Lorsqu'on scut que M. l'intendant avoit fait citer devant lui les religieux de l'abbaye, on la regarda comme un lieu abandonné et chacun jetta des yeux de concupiscence sur ce qui lui convenoit le mieux : les uns demandèrent les saintes reliques, d'autres les manuscrits et d'autres la maison. Du nombre de ceux-ci furent les Pères Feuillans qui présentèrent une requête à M. l'évêque d'Amiens (2), par laquelle ils lui demandoient l'abbaye de Corbie comme un lieu abandonné. L'évêque, qui vit l'injustice de cette demande, en fut très mécontent et les renvoia avec confusion ; néant moins, comme il falloit entretenir l'office divin dans l'abbaye, il envoya des curés du voisinage qui pouvoient facilement être révoqués, aiant d'ailleurs leurs cures.

Dans le même temps, le cardinal donna ordre au S. Fouquet d'avertir le P. Général qu'il envoiât à Corbie des religieux de Cluny en la place des autres (3) ; mais le P. Général lui aiant dit que Son Éminence ne se ressouvenoit donc pas du concordat d'union qui ne faisoit qu'un corps des deux et qu'il n'y avoit plus de différence entre les religieux

(1) Lemaistre de Bellejame. DOM DENIS : *Le Cardinal de Richelieu...*, p. 143-146, cite plusieurs lettres de ce magistrat concernant l'instruction dont il étoit chargé ; on y remarque son impression défavorable, quoique modérée, qu'une enquête plus approfondie modifia par la suite.

(2) Le Fèvre de Caumartin de 1618 à 1652.

(3) « A ce moment, remarque Dom Denis, le cardinal de Richelieu n'avait plus rien à craindre ni pour lui-même, ni pour le surintendant des fortifications, M. de Noyers : la comédie avait obtenu son succès et ne l'intéressait plus désormais » (Cf. *Le Cardinal de Richelieu...*, p. 145). Les Mauristes n'en étoient pas moins victimes d'une injustice.

de Cluny et ceux de la Congrégation, le S^r Fouquet lui répondit qu'il voioit que Son Éminence avait donné cet ordre pour montrer qu'il avoit fait du changement à Corbie et que ce n'étoient plus les mêmes religieux, puisqu'il s'adressoit au supérieur des uns et des autres. Le P. Dom Firmin Rainsant y fut envoyé avec quelques religieux et alla d'abord à Amiens trouver M. l'intendant à qui il montra l'ordre du roi et celui de ses supérieurs. Il s'y comporta en homme sage pour ôter toutes sortes de soupçons et y [424] demeura jusques à ce que les Supérieurs y eussent envoyé un autre prieur qui fut Dom Bernard Tubeuf (1). Pendant tout ce temps, les religieux de l'abbaye qui avoient été cités à l'intendance étoient retirés dans le couvent des Pères Minimes d'Amiens qui leur donnèrent retraite chez eux pendant tout cet orage avec beaucoup de charité et une générosité dont on conservera toujours de la reconnoissance dans la Congrégation (2).

Après que le roi eut pris Corbie, il fut dit dans le conseil du cardinal que c'étoit assés d'avoir laissé aux religieux leur relique et leur maison, qu'il falloit transporter les manuscrits dans la bibliothèque du roi, c'est à dire dans celle du cardinal qui effectivement s'y attendoit (3). C'étoit le sentiment du P. Joseph et de M. le procureur général et, de peur qu'on ne s'en empârât, on fit murer la porte de la bibliothèque (4). Cependant, on ne sçait comment les meilleurs

(1) Dom Jean-Bernard Tubeuf, né à Paris, profès à Saint-Faron le 5 juin 1623, administrateur de Saint-Fiacre en Brie en 1633, prieur de Saint-Faron en 1636, puis à la fin de l'année, de Corbie, où il mourut le 13 février 1637.

(2) Les deux religieux inculpés et internés aux Minimes étoient le prieur Dom Laurent Féry et le procureur Dom Colomban de Lesdos qui comparurent devant l'intendant les 22, 23 et 24 novembre. Un des principaux griefs retenus contre eux provenait des relations des religieux de Corbie avec l'évêque de Verdun. Mais après enquête plus approfondie et un nouvel interrogatoire le 9 janvier 1637, l'intendant se rendit compte de l'innocence de ces religieux, et par sentence du 14 janvier il les remit à Dom Cyprien Le Clerc pour être interrogés par le Supérieur général. Celui-ci fit procéder, du 8 au 11 février, à un interrogatoire dont il adressa le procès-verbal à l'intendant. M. Alcius Ledieu, *op. cit.*, p. 506-519, a publié (d'après les Archives départ. de la Somme, fonds Corbie) ces procès-verbaux qui prouvent l'attitude digne d'éloges des moines de Corbie pendant le siège. Enfin, l'intendant de Bellejamme rendit le 30 octobre 1637 une sentence portant justification des religieux de Corbie, et en octobre 1638 le roi signa une déclaration en leur faveur qui fut enregistrée le 8 février 1639 par le Parlement. Ces deux actes ont été publiés par Dom DENIS, *op. cit.*, p. 470-474.

(3) Cette proposition venait de l'évêque de Chartres, Léonor d'Etampes de Valençay. Les P. Jésuites qui accompagnaient l'armée espagnole profitèrent de leur séjour à Corbie pour travailler dans la bibliothèque, mais respectèrent ces richesses toujours tentatrices pour un amateur d'œuvres d'art : « et mirum quod manus etiam valuerint continere », dit Dom Mège (*Annales*, *ibidem*, p. 330).

(4) On avait commencé par mettre des factionnaires à la porte de la bibliothè-

manuscripts furent enlevés et l'on voit dans la bibliothèque du roi un ancien manuscrit de Tive Live écrit il y a plus de 1000 ans qui vient de celle de Corbie (1). Le P. Tarrisse représenta à M. le procureur général et au P. Joseph qu'il y avoit de l'injustice à priver les enfants de l'héritage et du travail de leurs pères, qu'ils avoient jusques alors conservé au public, que leur ôter leurs manuscrits étoient leur faire une tache et que la postérité ne manqueroit pas de dire qu'on les avoit privé de ce trésor pour les punir de leur trahison (2). Les remontrances firent impression, on s'en rapporta à M. le procureur général qui décida qu'il ne falloit plus y penser et qu'il falloit laisser la bibliothèque aux religieux; mais on jugea à propos de transporter à Paris les meilleurs manuscrits pour les mettre en sûreté durant les guerres : ce qui fut exécuté et on les mit à l'abbaye de Saint-Germain des Prez, par inventaire (3). Quelque tems après, le cardinal étant venu à l'abbaye en témoigna son ressentiment au P. prieur (4) et lui dit : « Vous « n'avez pas voulu me confier la garde de vos manuscrits, [425] ils « auroient été plus en sûreté dans ma bibliothèque que dans celle de « Saint-Germain. »

Il est temps que nous finissions ce qui regarde cette année : nous avons même été obligés d'entrer par avance dans la suivante pour l'affaire de Cluny afin de ne pas interrompre la suite de l'union des deux corps dans une même congrégation. Nous verrons le reste de l'affaire de Corbie dans les années suivantes.

L'ABBÉ D'UZERCHE DEMANDE LA RÉFORME DE SON ABBAYE. — J'ajouterai seulement que l'abbé de Chappes (5) commendataire de *l'abbaye

que; c'est à la suite des plaintes des religieux dont cette présence dans l'abbaye gênait les exercices réguliers qu'on fit murer la porte.

(1) Léopold Delisle dans sa description des richesses de la bibliothèque de Corbie, « l'une des plus considérables qui aient existé en France au moyen âge » (*Cabinet des manuscrits de la Bibliothèque Nationale*, t. II, p. 104-141, 427-440., décrit de même ce ms. de Tite-Live (p. 135).

(2) Cette requête de Dom Tarrisse à Richelieu a été publiée par Léopold Delisle, *op. cit.*, et aussi par Dom Denis : *Le cardinal de Richelieu...*, p. 147-148 (d'après *Bibl. Nat.*, Coll. de Picardie, t. 16, fol. 163).

(3) Le transfert eut lieu à la fin de l'année 1638 par les soins de Dom Anselme Le Michel qui fut chargé de choisir les ms. destinés à la bibliothèque de Saint-Germain-des-Prés.

(4) Cette remarque fut adressée à Dom Antoine Allard, lors du passage de Richelieu à Corbie en juillet 1640.

(5) D'après le *Gallia Christiana*, II, col. 592, l'abbé commendataire d'Uzerches était Roger d'Aumont, évêque d'Avranches qui fut en possession de l'abbaye de 1621 à 1652.

d'Uzerche* (a), dans le diocèse de Limoges (1), étant allé cette année à Rome pour travailler à la sécularisation de son abbaye et n'ayant pu réussir, s'adressa à Dom Placide le Simon, procureur de la Congrégation en cour de Rome, et lui offrit son abbaye pour y introduire la réforme. Cette proposition fut agitée les années suivantes, mais il n'y a jamais rien eu de déterminé là dessus et ce monastère est encore à réformer.

(a) Mis par F. au lieu de [Luzerche].

(1) L'abbaye Saint-Pierre d'Uzerche, dont la fondation remonte au dernier tiers du X^e siècle et dont l'église du XII^e est devenue paroissiale, fut pendant un certain temps le chef-lieu de la Congrégation des Exempts. Elle fut sécularisée en 1745. — Cf. Arch. départ. de la Corrèze, série H; Arch. Nat., S. 3234; *Gallia Christiana*, II, col. 585-593; instrum. 181-186; Dom BESSE : *Abbayes et Prieurés*, t. V, p. 199-200; CHAMPEVAL : *Cartulaire de l'abbaye d'Uzerche... du X^e au XIV^e siècle* (Paris et Tulle, 1901, in-8). L'histoire de cette abbaye est encore à faire.

RÉFORME DE SAINT-MÉDARD DE SOISSONS (1). — L'abbaye de Saint-Médard de Soissons (2), illustre monument de la piété du roy Clotaire et de son fils le roi Sigebert qui la choisirent pour le lieu de leur sépulture, recommandable par les grands événemens auxquels elle a servy de théâtre, par les conciles qui y ont été tenus, par le sacre et le couronnement du roi Pépin, par la prison de Louis le Débonnaire, par les grands hommes qu'elle a donné à l'Eglise et par le grand nombre des saintes reliques dont elle étoit la dépositaire, avoit éprouvé le malheur des guerres lesquelles, jointes à la fragilité humaine, l'avoient réduite à un état si pitoiable que la postérité aura de la peine à le croire. Il n'y avoit que huit religieux qui avoient fait profession de la règle de Saint-Benoist mais qui n'en suivoient aucune; tous les lieux réguliers étoient inhabitables; le cloître, un des plus beaux qui se puisse voir, étoit plein de décombres, la voûte du réfectoir [426] étoit tombée, le chapitre étoit presque dans le même état, l'herbe avoit crû dans le dortoir, il ne restoit plus de logeable que le

(1) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 365.

(2) Abbaye célèbre fondée vers 560 par Clotaire I^{er}, ravagée par les Normands dans le dernier tiers du IX^e siècle, puis par les Hongrois en 901. Restaurée dans le cours du XI^e siècle, son église fut consacrée en 1131 par Innocent II. Elle eut beaucoup à souffrir pendant l'occupation anglaise, ainsi que des Impériaux en 1544 et des Calvinistes en 1567. Après avoir fait partie de la Congrégation des Exempts depuis 1607 elle fut agrégée à la Congrégation de Saint-Maur en 1637. Les bâtimens qui subsistent sont occupés par les sourds-muets. — Cf. Arch. départ. de l'Aisne, série H, 477-519; Bibl. Nat., ms. lat. 12684, fol. 188-285, dont a) fol. 198-205 et 213-224^{vo} : « Chronicon regalis monasterii Sancti Medardi ab anno 561 ad annum 1690 »; b) fol. 247-266 : « Saint-Médard-lez-Soissons » jusqu'en 1693; c) fol. 271-285, autre notice de moindre intérêt; — ms. lat. 12779, fol. 106 sq.; et 13818, fol. 312 sq. — *Gallia Christiana*, IX, 405-422; POUILLY : *Notes historiques sur l'abbaye de Saint-Médard*, dans *Société scient. de Soissons*, 1807, p. 95 sq; J. DAUVERNÉ : *L'abbaye de Saint-Médard de Soissons des origines au XIV^e siècle* (Positions de th. Ecole des Chartes, 1907, p. 57-69); PÉCHEUR : *Annales du diocèse de Soissons* (Soissons, 1863-1868, 2 vol. in-8), t. I, p. 143 sq. passim, et t. II, p. 26 sq. passim.

bâtiment qui avoit servy de prison à l'empereur Louis le Débonnaire. Il y avoit eu autres fois une église magnifique, mais cet auguste temple aiant été ruiné comme le reste, l'abbé en avoit fait rebâtir un autre par un architecte hérétique qui lui donna toute la forme d'un presche. Il n'y avoit dans la sacristie qu'une aube et un calice d'étain. Enfin, quelques anciens religieux à qui il restoit encore quelques sentimens de leur état, ne pouvant plus souffrir le triste état de leur maison et entrant dans l'esprit des rois qui l'avoient fondée pour des saints religieux qui observassent exactement leur règle, attirassent par leurs prières et leur vie pénitente les bénédictions du ciel sur le royaume et servissent de modèle de piété au public, résolurent, pour la gloire de Dieu, leur propre salut et l'édification du prochain, d'y introduire les religieux de la Congrégation de Saint-Maur qui avoient desjà fait revivre le premier esprit de saint Benoist dans un grand nombre de monastères où ils avoient mis la réforme. La résolution en fut prise le 26 de juin de l'an 1634 et, dès lors, ils passèrent procuration pour traiter avec les supérieurs de la Congrégation sous le bon plaisir de M. Hotman (1), abbé commendataire du monastère. Mais cette affaire ne fut poursuivie vivement qu'en 1636. Alors Dom Antoine du Saussay, religieux de Saint-Médard et prieur titulaire de Montgru, fondé de procuration spéciale de MM. ses confrères, étant à Saint-Denys, le 24 février, passa le concordat avec le P. Dom Cyprien Leclerc, prieur de Saint-Denys, et Dom André Betoulant, prieur des Blancs Manteaux, aiant charge du R. P. Dom Grégoire Tарisse, Supérieur général, lequel concordat fut ensuite homologué au Parlement.

En conséquence de ce concordat Dom Gabriel Théroutde, visiteur de la province de France, accompagné [427] de douze religieux de chœur et d'un frère convers, vint, l'an 1637, se présenter à genoux à la porte de l'église, sur les onze heures du matin. Après la grande messe, le 11^e jour de mars, veille de saint Grégoire le Grand, un des principaux patrons du monastère, MM. les anciens les y vinrent recevoir avec la croix et, en présence de tout le peuple, Dom Antoine Postel, prieur des anciens, porta la parole pour tous et par un petit discours témoigna le plaisir qu'ils avoient de les recevoir et entonna le *Te Deum* qui

(1) François Hotman, fils de Antoine Hotman avocat général au Parlement de Paris, abbé de Saint-Médard de 1594 à 1636, seigneur de Morte-Fontaine et chanoine de Paris.

fut chanté par MM. les anciens et suivy du *Veni Creator* pendant lequel le P. visiteur et les officiers allèrent se revêtir pour chanter solennellement les vêpres de saint Grégoire. Après les vêpres ils prirent possession de tous les lieux réguliers avec les cérémonies ordinaires et, en même tems, ils reçurent des mains de MM. les anciens les clefs du chartrier, des portes et de tous les lieux réguliers. Ensuite, étant entrés dans l'église, ils se chargèrent des chasses, des autres reliques et des ornemens, en présence de M. Philippe Pépin, chanoine et archidiacre de Saint-Vincent (1), représentant la personne de M. Michel Lamatle (2), conseiller, et aumônier du roi, prieur des Roches, grand chantre de N.-D. de Paris, intendant de la maison du cardinal de Richelieu et commis par le roi pour l'administration du temporel de l'abbaye et conservation des droits de l'abbé futur, (car M. Gotman étoit mort l'année précédente), et en présence de noble François Chrétien, conseiller et élu à Soissons et l'un des gouverneurs et échevins de la ville et de M. Nicolas d'Espagny, aussi conseiller du roi, grenetier et bailli de l'abbaye, demeurant à Soissons.

INTRODUCTION DES PÈRES DE SAINT-MAUR A CHELLES (3). — Il y avoit déjà long tems que les dames religieuses de Chelles souhaitoient un religieux de la Congrégation pour supérieur (4). A peine fut elle érigée que M^{me} de Lorraine (5), abbesse et toutes les religieuses élurent pour visiteur le P. Dom Martin [428] Tesnières, prieur des Blancs Manteaux, et lui écrivirent la lettre la plus pressante et la plus respectueuse pour le prier de prendre la conduite de leur maison; mais il s'en excusa. Elles ne se rebutèrent pas et engagèrent M. de Gondy, évêque de Paris, qui avoit mis les Pères de Saint-Maur aux Blancs Manteaux de se joindre à elles. Le P. Tesnière fit agréer ses raisons au prélat et il n'en fut plus parlé. Après M^{me} de Lorraine, l'abbaye fut gouvernée par M^{me} de Bourbon (6) qui mourut en 1629, et après elle

(1) Philippe Pépin, archidiacre, official et doyen du chapitre de la cathédrale.

(2) Il s'agit de Michel Le Masle qui fut chargé de l'économet de l'abbaye jusqu'à la nomination de Mazarin comme abbé commendataire.

(3) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 366. — DOM DEXIS : *Le Cardinal de Richelieu...* p. 177-179; FR. ROUSSEAU : *Dom Grégoire Tarrisse...*, p. 129-134.

(4) Voir tome I, p. 98 et note 3.

(5) Marie de Lorraine, professe et grande prieure de Chelles, fut nommée abbesse et prit possession de l'abbaye en 1583; elle mourut en 1627.

(6) Marie-Henriette de Bourbon, fille naturelle de Henri IV, nommée en 1627 et morte en 1629.

par M^{me} Magdeleine de la Porte (1) niépce, ou proche parente du cardinal de Richelieu, laquelle sçachant le refus que les Pères de la Congrégation avoient voulu se mettre sous leur direction, crut qu'il n'étoit plus besoin de prières et qu'il falloit employer l'autorité pour en venir à bout. Elle s'adressa donc au cardinal et lui représenta une requête signée d'elle et de toute sa communauté, par laquelle elle lui demanda des religieux de la Congrégation de Saint-Maur pour diriger la conscience des religieuses. La requête fut bientôt admise, le cardinal pria d'abord le P. Dom Grégoire Tarrisé de donner de ses religieux aux dames de Chelles pour les confesser; le Père s'en excusa sur les constitutions qui deffendoient la direction des religieuses; mais cette réponse étant trop foible pour être opposée à l'autorité d'un premier ministre d'Etat, le cardinal joignit à ses prières une lettre et fit aussy écrire le P. Joseph. Enfin, il fit expédier une lettre de cachet (2) qui ordonnoit au P. général de donner des confesseurs de la Congrégation aux dames de Chelles. Il fallut obéir et, au Carême de l'an 1637, le P. Tarrisé alla rendre visite à Madame et convenir avec elle des conditions de leur établissement à Chelles. L'abbesse en communiqua avec son conseil et prit aussy l'avis de M. Molé procureur général du [429] parlement, et tout fut arrêté verbalement au gré des deux parties en la manière qu'elles se sont observées depuis. L'abbesse se voyant assurée de ce qu'elle avoit souhaité remercia les Augustins de la province de Saint-Guillaume qui, depuis dix ans, confessoient les religieuses et acquitoient leurs charges spirituelles. Le 1^{er} jour du mois de mai de la même année, le R. P. général revint à Chelles avec l'abbé Froissard, aumônier du cardinal, et présenta à M^{me} l'abbesse quatre religieux prêtres et un diacre avec un frère convers auxquels il

(1) Madeleine de la Porte, fille de Charles de la Meilleraie, était cousine de Richelieu. Cette abbaye étant généralement gouvernée par des princesses du sang, elle fut assez mal accueillie par une partie de la communauté. Ce serait dans le but de calmer les esprits qu'elle aurait promis d'obtenir des confesseurs Mauristes. Excellente occasion d'affirmer son pouvoir en réussissant, grâce à l'intervention de son oncle, là où des princesses royales avaient échoué. Elle gouverna l'abbaye de 1629 à 1671. La Mère de Blémur lui a consacré une notice dans ses *Éloges de plusieurs personnes illustres de l'O. S. B.* ..., t. II, p. 400 sq.; C. TORCHET : *Histoire de l'abbaye royale de N.-D. de Chelles* (Paris, 1889, 2 vol. in-8), tome II, p. 1-66.

(2) Non, il n'y eut pas de lettre de cachet, mais simplement une de ces lettres courtoises de Richelieu équivalant d'ailleurs à un ordre auquel il était difficile de se dérober sans s'exposer à une mise en demeure catégorique de s'exécuter. DOM DENIS : *op. cit.*, p. 178; et FR. ROUSSEAU : *op. cit.*, p. 132, ont donné cette lettre d'après ACBERY : *Mémoires* (éd. de 1660), t. II, p. 883.

nomma pour prieur Dom Albert Maubreil (1) qui ne put venir que trois mois après; c'est pourquoi, en attendant, le P. Tarrisé envoya en sa place le prieur de Saint-Denys (2) qui fut obligé de s'en retourner au bout de quinze jours pour les affaires de sa maison, et Dom Laurent Féry (3), prieur de Saint-Fiacre, eut ordre d'aller à Chelles en qualité de supérieur jusques à l'arrivée de Dom Albert. L'année suivante, les dames élurent pour visiteur le P. Dom Gabriel Théroude (4), visiteur de la province de France, dont l'élection fut confirmée par Jean François de Gondy, archevêque de Paris.

ILS REFUSENT LA DIRECTION DU MONASTÈRE ET DES RELIGIEUSES CALVÉRIENNES. — Les religieuses de Chelles furent d'autant plus sensibles à cette grâce qu'elles étoient persuadées de l'éloignement que les Pères de la Congrégation avoient pour la direction des religieuses. Quelque tems après, l'abbesse de Montmartre, princesse de la maison de Lorraine (5), engagea la reine mère, Anne d'Autriche, d'écrire au chapitre général et de lui offrir l'église et les bâtimens du haut de la montagne pour loger douze religieux qu'elle demandoit pour diriger ses filles. Les supérieurs supplièrent la reine, dont ils connoissoient la piété, de les excuser; elle répondit qu'elle les obligeroit bien si elle le voulait, mais qu'elle ne vouloit pas leur faire de [430] violence. D'un autre côté, le P. Joseph, instituteur des religieuses Calvérien-

(1) Dom (Jean) Albert de Maubreuil, originaire de Saint-Quentin, profès aux Blancs-Manteaux le 17 mai 1630, nommé administrateur de Saint-Éloi de Noyon en 1633, prieur de Saint-Corneille de Compiègne en 1636, supérieur de Chelles en 1637 et continué en 1639, abbé de Saint-Sulpice de Bourges en 1642 et 1645, prieur de Saint-Julien de Tours en 1648 et 1651, de Saint-Sauveur de l'Évière en 1654 et 1657, de Saint-Éloi de Noyon en 1660, 1663 et 1669 où il mourut le 1^{er} octobre 1671.

(2) C'étoit alors Dom Cyprien Le Clerc.

(3) Dom (Mathieu) Laurent Féry, né à Paris, profès le 5 décembre 1623 à Jumièges, prieur de Saint-Fiacre en Brie en 1628, 1636, 1642 et 1654, de Saint-Corneille de Compiègne en 1630 et 1639, de Corbie en 1633; il fut impliqué dans le procès intenté au moines de cette abbaye en 1636 (voir plus haut, p. 143 sq.); il mourut le 9 novembre 1665 à Saint-Faron de Meaux.

Dans le groupe des Mauristes envoyés à Chelles, se trouvaient encore Dom Éloi Anique, Dom Boniface de Ville et Dom Urbain Vaillant.

(4) Dom Gabriel Théroude fut élu trois fois visiteur de Chelles, en 1638, 1641 et 1644. Bien que les termes mêmes de la lettre de Richelieu eussent laissé entendre que ce service serait temporaire « veu mesme que cet employ ne durera qu'autant qu'il sera nécessaire pour affermir en ce lieu-là l'union et la concorde », les Mauristes n'en demeurèrent pas moins chargés jusqu'à la Révolution.

(5) L'abbesse de Montmartre étoit alors Marie de Beauvillers (1598-1657). Dom Martène a dû par conséquent faire une confusion; car Françoise-Renée de Lorraine de Guise ne fut nommée coadjutrice de Montmartre qu'en 1644.

nes (1), qui souhaitoit passionément d'avoir des religieux de la Congrégation pour les diriger, leur fit offre de les mettre à Saint-Martin de Tours (2), à Saint-Hilaire de Poitiers (3) et à Saint-Martial de Limoges (4), trois anciennes et fameuses abbayes de l'ordre sécularisées, s'il vouloit prendre soin de ses filles; mais ils préférèrent l'observance de leurs statuts à de si grands avantages (5).

(1) A cette époque, les bénédictines du Calvaire étaient établies à Poitiers (1617), Angers (1619), Paris (1620), Nantes (1623), Loudun (1624), Mayenne (1624), Vendôme (1625), Morlaix (1625), Saint-Brieuc (1625), Chinon (1626), Redon (1629), Rennes (1631), Paris, Calvaire du Marais (1634), Quimper (1634), Tours (1636). (Cf. *Annales Calvériennes...* par S. MALLEVAUD (Angers, 1671, in-4).

(2) L'abbaye de Saint-Martin de Tours eut pour origine une chapelle érigée par saint Brice sur le tombeau de son prédécesseur sur le siège de Tours saint Martin. Sous l'épiscopat de saint Perpet († 490) il y avait une communauté importante gouvernée par un abbé. Elle fut sécularisée au IX^e siècle et devint un des chapitres les plus célèbres de France. — Cf. *Gallia Christiana*, XIV, col. 152-185; DOM BESSE : *Abbayes et Prieurés*, t. VIII, p. 10-16, donne une abondante bibliographie. On peut y ajouter concernant les divers projets de la restauration au XIX^e siècle de la basilique démolie à la Révolution et qui aboutirent à l'édifice actuel. DOM BESSE : *Le tombeau de saint Martin. Notes et documents sur la découverte du Tombeau, le rétablissement du culte de saint Martin et la reconstruction de la Basilique 1854-1893* (Paris, Tours, 1922, in-4).

(3) Monastère dont l'existence est constatée au début du VI^e siècle et qui fut sécularisé au commencement du IX^e. — Cf. *Gallia Christiana*, II, 1223-1228; DOM BESSE : *Abbayes et Prieurés*, t. III, p. 218-219; DE LONGUEMAR : *Essai historique sur l'église collégiale de Saint-Hilaire-le-Grand de Poitiers*, dans *Mémoires de la Société des Antiq. de l'Ouest* (1856), t. XXIII, p. 1-387; E. LEFÈVRE-PONTALIS : *Saint-Hilaire de Poitiers*, dans *Congrès archéol. de France* (1903), t. LXX, p. 361-405.

(4) L'abbaye de Saint-Martial de Limoges, soumise à la règle bénédictine en 848, fut agrégée à l'Ordre de Cluny en 1062. Après les dévastations de la guerre de Cent ans, elle ne parvint pas à se relever et, les moines sécularisés en 1535, Saint-Martial devint une collégiale. Rien ne subsiste ni du monastère, ni de l'église. — Cf. *Gallia Christiana*, II, 553-565; DOM BESSE : *Abbayes et Prieurés*, t. V, p. 190-193; CH. DE LASTETRIE : *L'abbaye de Saint-Martial de Limoges* (Paris, 1901, in-8).

(5) Quand on réfléchit d'une part aux conditions dans lesquelles se trouvait la Congrégation de Saint-Maur à ses débuts qui risquait de voir les meilleurs de ses sujets accaparés par les demandes multiples émanées de monastères de moniales alors en pleine rénovation de ferveur, et gouvernés le plus souvent par des supérieures qui par leurs relations de familles étaient à même de faire fléchir toutes les résistances pour obtenir un confesseur, ou un directeur de leur choix; quand on sait par ailleurs comment à cette époque une fonction de ce genre était souvent aggravée de circonstances qui risquaient de soustraire presque entièrement un moine à ses habitudes religieuses et le mettaient plus ou moins à merci d'une abbesse demeurée grande dame, on comprend la prudente réserve et le refus tenace des supérieurs de la Congrégation de Saint-Maur pour échapper à cet envahissement et à ces exigences. Toutefois, même à cette règle générale si obstinément maintenue, les circonstances imposèrent parfois des exceptions et même des exceptions permanentes. Ainsi, après l'union de Chezal-Benoît à Saint-Maur, les Mauristes assurèrent la direction des monastères de femmes qui avaient adopté la réforme cazaliennne, N.-D. de Nevers, Sainte-Colombe de Vienne, etc.; de

MORT ET ÉLOGE DE DOM COLOMBAIN REGNIER (1). — Environ six semaines après l'établissement à Chelles, Dieu appella à lui Dom Colombain Regnier, un de ces hommes de bénédiction dont il s'étoit servi pour jeter les fondemens de la Congrégation. Il naquit d'une illustre maison à Châteaumontant (2) dans le diocèse de Clermont. Dans son enfance il fut offert à Dieu au célèbre monastère de Cluny, pour y être élevé avec d'autres jeunes gentils hommes dans la piété et dans les belles lettres. Etant plus avancé en âge, il y prit l'habit religieux et, après sa profession, il fut envoyé au Collège de Cluny pour y étudier sous la conduite de Dom Laurent Besnard qui cultiva avec soin les bonnes inclinations que Dieu avoit mises en son âme. Il fut un des premiers qui allèrent à Saint-Vanne prendre la réforme. La place de sous-prieur du Collège à laquelle il avoit été nommé, ou du moins désigné, ny l'affection que lui portoit Dom Besnard, ny l'espérance des dignités et des emplois honorables auxquels il pouvoit aspirer par sa naissance et par ses talens, rien ne put l'empêcher d'aller chercher un lieu où il pût s'acquitter des vœux qu'il avoit prononcé à la face des autels. Il reçut l'habit de la réforme des mains du P. Dom Didier de la Cour, le 14 de décembre 1613, étant âgé de 27 ans, et il parcourut l'année de son noviciat avec tant de ferveur qu'aussitôt qu'il eut fait profession Dom Didier [431] lui donna la conduite des jeunes profès. Peu de tems après, il fut envoyé en France pour jeter avec d'autres les fondemens d'une nouvelle Congrégation et il fut élu premier prieur de Noaillé, où il eut à souffrir au delà de tout ce qu'on peut s'imaginer (3).

même le chapitre général de 1636, après l'union de Cluny et de Saint-Maur, désigna un visiteur pour les moniales; on a vu aussi comment la Trinité de Poitiers avait été en relations avec l'abbaye de Nouaillé, et l'on pourrait signaler plusieurs cas semblables, tel encore celui de Dom Anselme des Rousseaux qui fut pendant 18 ans visiteur des moniales du Val-de-Grâce, sans parler des Mauristes qui eurent à s'occuper soit de la rédaction, soit de la refonte des Constitutions de telle ou telle abbaye de bénédictines. — Notons enfin qu'il ne faudrait pas prendre cette répugnance marquée des supérieurs de la Congrégation de Saint-Maur à se charger d'une direction suivie et officielle des monastères de femmes, pour une opposition à tout ministère de quelque nature qu'il fût; ce serait tout à fait contraire à la pensée et à l'esprit des Mauristes, et nous aurons d'ailleurs à revenir sur ce point.

(1) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 367-370; *Vie des Justes*, t. I, p. 38-41; *Histoire de Jumièges* (publiée par J. Lorn), t. III, p. 47-52. Voir *Histoire de la Congrég. de Saint-Maur*, t. I^{re}, p. 10, note 1.

(2) Il s'agit de Châtel-Montagne (Allier).

(3) C'est en 1615 que Dom C. Régnier fut envoyé à Nouaillé et non en 1614 comme le dit Dom Martène dans la *Vie des Justes*, t. I, p. 39.

Ce fut en cette qualité qu'il vint en 1618 au chapitre général qui se tint aux Blancs Manteaux pour l'érection de la Congrégation de Saint-Maur, et ce fut à sa persuasion qu'on lui donna le nom de ce saint. Il y fut définiteur, de même qu'à tous les chapitres qui se tinrent de son temps. En 1621, il fut élu président, ou Supérieur général de la Congrégation, charge qu'il exerça dignement avec celle de prieur des Blancs Manteaux durant trois ans. Il présida aux chapitres généraux de 1621, 1627, 1628 et 1630 et, depuis son généralat, il fut presque toujours prieur de Jumièges, ou de Saint-Remy de Reims, maître des novices et visiteur. Chaque jour, il voioit quelqu'un de ses religieux en particulier et il ne se passoit point de semaine qu'il ne les vit tous. Dans ces entretiens édifiants il avoit un talent merveilleux pour les porter à la mortification de leur propre volonté et pour les disposer à bien prendre les corrections sur les moindres fautes qu'il ne laissoit pas impunies ; mais il avoit une douceur et une tendresse paternelle pour ceux qui les avoüoient et qui les reconnoissoient.

Son exemple étoit une puissante exhortation à la pénitence : étant visiteur, il faisoit tous ses voyages à pied, sans que la fatigue le dispensât d'assister à l'office de nuit auquel il se trouvoit dès le lendemain de son arrivée dans un monastère. Ses occupations de supérieur ne lui laissant pas le loisir pendant le jour de vacquer à l'oraison autant qu'il l'auroit [432] souhaité, il y employoit une partie de la nuit et son attention à profiter des moindres momens a fait qu'on a trouvé après sa mort six ou sept volumes écrits de sa main (1).

Mme l'abbesse de Montivilliers (2) qui connoissoit son rare mérite, la pria un jour d'accepter la charge de visiteur de son abbaye et de vouloir bien confesser au moins une fois l'an ses religieuses. Il la remercia, alléguant qu'il étoit prieur de Jumièges où il avoit une nombreuse communauté, et outre cela maître des novices à qui il devoit tous les jours faire des conférences, et qu'il ne pouvoit accepter l'offre qu'elle lui faisoit sans faire tort à ceux que Dieu avoit mis sous sa conduite.

(1) Il ne nous a pas été possible de trouver une indication quelconque sur les ouvrages que Dom Martène attribue à Dom C. Régnier.

(2) L'abbaye de N.-D. de Montivilliers (chef-l. cant., arr. Le Havre, Seine-Infér.) fut fondée en 682, détruite par les Normands, puis restaurée en 1030. L'église (XI-XVI^e s.) est paroissiale et les bâtimens claustraux sont occupés par des écoles et divers services publics. — L'abbesse en étoit alors Louise I de l'Hôpital (1593-1643). — Cf. *Gallia Christiana*, XI, 281-286 ; DOM BESSE : *Abbayes et Prieurés*, t. VII, p. 63-65 ; E. DUMONT et A. MARTIN : *Histoire de Montivilliers* (Fécamp, 2 vol. in-8).

Tous ses discours étoient de Dieu, mais d'une manière si agréable qu'il n'y avoit personne qui ne fut charmé de converser avec lui; s'il falloit parler dans les assemblées il le faisoit avec un esprit et une solidité qui étoient admirés de tout le monde; les grâces dont il assaisontoit ses moindres paroles le faisoient aimer au dedans et au dehors, et l'on vit dans une occasion combien il possédoit l'art de persuader : ce fut dans une émeute populaire qui fit sortir les habitants de Jumièges les armes à la main, résolus de tailler en pièces une compagnie de soldats qui venoient loger dans le bourg; sa présence et ses remontrances les arrêtrèrent et leur épargnèrent la punition que l'on auroit faite de leur révolte.

Son cœur étoit tellement compatissant aux maux de ses frères qu'il en devenoit malade lui même, et l'on fut un jour obligé de le faire sortir de Jumièges pour le détourner de la vue d'un de ses religieux [433] extrêmement malade; mais pendant qu'il étoit si tendre pour les autres, il étoit très austère à lui-même et très patient dans sa dernière maladie qui fut très longue et très douloureuse. Il fut attaqué à Jumièges durant le Carême de l'année 1637 et, tout d'un coup, il se vit accablé d'une multitude de maux qui firent de lui un homme de douleurs : une hidropisie par tout le corps l'empêchoit de se tenir au lit, une difficulté extrême de respirer lui ôtoit presque entièrement l'usage de la parole, et un retrécissement de nerfs faisoit qu'il ne pouvoit plus se redresser; mais tous ces maux ne servirent qu'à faire éclater la vertu du serviteur de Dieu. Il se croioit le plus grand des pécheurs et, par cet endroit, ses souffrances lui paraissoient encore trop légères. Dans le fort de sa maladie on l'entendit plusieurs fois adresser ces paroles à Jésus-Christ : *Seigneur qui êtes venu pour sauver les pécheurs aïés pitié de moi qui suis le plus grand de tous; n'entrez point en jugement, Seigneur, avec votre serviteur*. Par une suite de ces sentiments, il pria qu'on ne l'enterrât point dans l'église, ny dans le chapitre, ny parmi tant de saints religieux dans le cloître, mais dans le jardin derrière la chapelle de la Vierge, sous une gouttière.

Quelque sage et quelque utile qu'eût été son gouvernement, il ne pouvoit souffrir qu'on lui parlât des bons services qu'il avoit rendus à la religion et son plus grand regret à l'article de la mort fut d'avoir été supérieur. Elle n'eut rien d'affreux pour lui : sa confiance dans l'intercession de la Mère du Sauveur diminua les frayeurs que ce moment terrible et la vue de sa propre indignité pouvoient lui causer. Il ne cessoit de l'invoquer et pour suppléer au deffaut de ses

prières, il supplîât que l'on envoyât deux religieux la prier dans sa chapelle. Lorsqu'on lui apporta le saint Viatique pour la dernière fois, il ramassa ce qu'il avoit de forces et répondit [434] lui même avec ferveur à toutes les oraisons; enfin, après avoir exhorté les religieux à la pratique exacte de tous leurs devoirs, il s'endormit du sommeil des justes, la veille de la Trinité, sixième de juin. Il avoit autres fois prêché avec applaudissement, mais il disoit sur la fin de sa vie que si Dieu lui rendoit la vie, il vouloit désormais s'employer à catéchiser les enfants. Il fut regretté de ses religieux et des séculiers dont il se trouva un grand nombre à ses obsèques qui furent honorées de leurs larmes.

RÉFORME DE L'ABBAYE DE MARMOUTIER (1). — L'abbaye de Marmoutier, la plus ancienne de toutes celles qui subsistent aujourd'hui dans l'Europe, reconnoît pour son fondateur saint Martin, évêque de Tours, qui y assembla quatre-vingts religieux, dont la moitié se pratiquèrent des cellules dans le roc, les autres se fabriquèrent une habitation avec des branches d'arbres, sur le bord de la Loire. Elle fut dès lors un séminaire de saints évêques et une pépinière d'excellens moines qui peuplèrent la plus part des monastères de France. Cette illustre maison fut ruinée dans le IX^e siècle par les Normans qui y massacrèrent 116 moines; les 24 qui échappèrent à leur cruauté accompagnèrent le corps de saint Martin que l'on transféra à Auxerre. On mit en leur place des chanoines qui possédèrent l'abbaye pendant 130 ans. Leur vie peu réglée obligea Eudes, comte de Champagne, d'y rétablir les moines qui l'on fait fleurir avec éclat pendant plusieurs siècles (2); mais enfin elle éprouva le sort des autres abbayes du royaume, et elle eut besoin d'avoir pour abbé le Cardinal de Richelieu qui lui rendit sa première splendeur et y fit revivre le premier esprit de saint Martin et de saint Benoist en y introduisant les Pères de la Congrégation de Saint-Maur.

(1) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 343-360; 370-380. Dans les pages qui suivent, Dom Martène n'a fait que reproduire à peu de choses près ce qu'il avait écrit antérieurement dans son *Histoire de l'abbaye de Marmoutier*, publié par C. CHEVALIER (Tours, 1875, 2 vol. in-8, extr. *Mémoires Société archéol. Touraine*, t. XXIV, XXV). Voir aussi *Histoire de la Congrég. de Saint-Maur*, t. I, p. 241-242; DOM DENIS : *Le Cardinal de Richelieu*, p. 217-243; et dans DOM BESSE : *Abbayes et Prieurés*, t. VIII, p. 26-33, une bibliographie importante.

(2) Cette restauration fut faite par un groupe de moines de l'abbaye de Cluny sous la conduite de saint Mayeul, vers 986.

Les religieux de cette abbaye regardoient la réforme comme le plus grand mal et comme la ruine et [435] le renversement de leur maison. Accoutumés à vivre dans l'indépendance, sans clôture, sans assistance à l'office divin, n'ayant point d'autre occupation que le jeu et la chasse, ni d'autres exercices que ceux avec lesquels on forme les gentilshommes pour l'art militaire et pour se bien présenter dans le monde (1), ils ne pouvoient entendre parler d'un genre de vie qui, quoy qu'il ne tombât pas sur eux, ne pouvoit manquer de leur apporter quelque contrainte. Telle étoit la vie des religieux de Marmoutier lorsque le cardinal de Richelieu fut pourvû de l'abbaye (2); elle ne lui fut pas inconnue et, comme il avoit l'autorité en main, il résolut d'y apporter un prompt remède. Dès l'an 1630, il fit une ordonnance par laquelle après leur avoir marqué le dessein qu'il avoit de rétablir le bon ordre dans ses abbayes, il leur enjoignit de garder la clôture, de résider dans les lieux réguliers, de vivre en commun, de manger tous dans le réfectoire, de coucher tous dans le dortoir, de se rendre assidus aux offices divins et d'obéir avec respect à leur supérieur. C'étoit la moindre chose qu'on put exiger d'eux et il falloit qu'un corps fut bien malade pour ne pouvoir supporter une si légère médecine.

Le cardinal voyant que son ordonnance n'avoit produit aucun effet et que ses religieux n'avoient pas assés de vertu pour observer des lois si faciles, résolut d'employer un remède plus efficace et de travailler tout de bon au grand ouvrage de la réforme. Il ne voulut pas toutefois agir sur eux avec toute l'autorité qu'il auroit pu; il ménagea encore ces esprits foibles et se contenta d'envoyer en 1632 à leur chapitre général le S^r Froissard pour prendre avec eux des moiens de rétablir l'ordre et leur déclarer quelles étoient ses intentions si cela ne [436] réussissoit pas. C'est ce que nous apprenons de deux de ses

(1) Dans le manuscrit de son *Histoire de Marmoutier* (conservé à la Bibl. Nat. ms. lat. 12876-12880), Dom Martène précise davantage et parle de « religieux qui avaient chez eux des maîtres de danse et des maîtres d'armes ». Et en note marginale, on lit cette remarque : « Gardez-vous bien de retrancher ce détail; c'est le plus curieux morceau de votre histoire, que des moines qui avoient des maîtres à danser et des maîtres d'armes; mais citez les textes qui le disent. »

(2) A la mort d'Alexandre de Bourbon, le 8 février 1629, Louis XIII avait une première fois offert l'abbaye de Marmoutier à Richelieu qui en déclina l'offre pour n'avoir pas l'air de profiter des dépouilles du défunt (Cf. AVENEL, t. III, p. 230-232). Elle fut en conséquence donnée au cardinal de Bérulle qui mourut peu après, le 2 octobre 1629. C'est alors que, n'ayant plus les mêmes raisons pour la refuser, Richelieu accepta cette succession.

lettres, l'une adressée au grand prieur, l'autre aux religieux de Marmoutier dont voici la teneur (1).

« Monsieur le grand prieur (2), j'envoie le S^r Froissard, docteur en
« théologie et l'un de mes grands vicaires, à Marmoutiers durant la
« tenue de votre chapitre général, avec lettre de créance de comman-
« dement exprès de faire entendre à toute la congrégation que je suis
« en résolution d'établir la réforme et de commencer par votre mai-
« son. Je voudrais qu'elle pût s'exécuter sans emprunter des religieux
« de dehors comme j'ai été contraint de le faire ailleurs. Mais je n'o-
« serais me le promettre si vous ne vous y portés courageusement et
« n'engagés par votre exemple ceux qui ont encore parmi vous quel-
« ques bons sentimens de religion. Vous avez proposé à M. de Bour-
« deaux quelques articles mitigez que je ne veux pas du tout improu-
« ver, mais je les tiens un peu défectueux. Faites en sortes qu'ils
« soient tellement perfectionnés par les meures délibérations et con-
« sentement du chapitre que rien ne manque à la vraie discipline
« régulière, ny observance essentielle des trois vœux de votre profes-
« sion. Ce qu'attendant de votre zèle, je ne vous ferai cette lettre plus
« longue, que pour vous assurer que je suis, Monsieur le grand prieur,
« votre bien affectionné à vous servir. Le cardinal de Richelieu. De
« Paris ce 4 mai 1632.

« Lettre du cardinal de Richelieu à nos vénérables frères les reli-
« gieux de notre abbaye de Marmoutier, à Marmoutier.

« Messieurs, vous avez pu sçavoir, comme j'ai souvent témoigné à
« plusieurs particuliers de votre ordre, le [437] désir que j'ay toujours
« eu pour l'acquit de ma charge, d'établir quelque bonne réforme de
« vivre parmi vous et faire en sorte que les anciennes maisons de
« Saint-Benoist se rendissent aussi utiles à l'église en ce tems comme
« elles avoient été par le passé. C'est pourquoi, après quelques pro-
« positions faites de ma part à M. de Bourdeaux, et témoignages de

(1) Ces deux lettres, que Dom Martène reproduit d'après son *Histoire de Marmoutier*, ont été publiées par C. CHEVALIER : *op. cit.*, t. II, p. 474-475, et reproduites par DOM DENIS : *op. cit.*, p. 220-221.

(2) Dom Pierre Bédacier, que l'on trouve en 1621 aumônier de Marmoutier et vicaire général de l'abbé Alexandre de Vendôme, puis en 1625 grand-prieur de l'abbaye et procureur général de la Congrégation des Exempts en 1625. Nommé à nouveau grand-prieur en 1635 par Richelieu, il s'occupe de 1637 à 1642 des affaires du Cardinal à Paris et est pourvu des prieurés clunisiens de Gigny et de Gassicourt. En 1649 il est sacré à Saint-Germain-des-Prés, évêque d'Augustopolis et nommé suffragant de Metz.

« soumission et soumission reçus de la vôtre, je me suis résolu de
« prendre le tems de votre chapitre général et, pendant iceluy, vous
« envoyer le S^r Froissard, docteur en théologie, l'un de mes grands
« vicaires, pour faire entendre à tous les suppôts et membres dépen-
« dans de votre congrégation quelle étoit ma volonté sur le fait d'une
« nouvelle réformation et ce que je pouvois attendre de tout votre
« corps. L'on m'a fait voir quelques articles d'une réforme mitigée
« que je n'improverais pas tout à fait s'il y avoient quelques additions
« nécessaires. Je me promets que vous les augmenterez volontiers
« par la conférence que vous aurez avec le dit S^r Froissard en qui vous
« devez prendre toute créance, et que vous les ferés passer par votre
« chapitre général en si bonne forme et telle perfection que toute la
« malice et contrepointe du monde n'en pourra jamais retarder ni
« empêcher l'exécution. Ce que me promettant, après m'être recom-
« mandé à vos prières générales et particulières, je vous assurerai que
« je suis, Messieurs, votre très affectionné à vous servir. Le cardinal
« de Richelieu. De Paris ce 4 mai 1632. »

Ces lettres ayant été lûes dans le chapitre, le 10 mai, on fit entrer le S^r Froissard qui présenta à l'assemblée quelques articles de réformation concertez avec le cardinal, qui ne tendoient qu'à faire observer l'essentiel de leurs vœux, à vivre en commun et à mener du reste une vie honnête. La crainte qu'ils eurent de s'attirer un joug plus pesant, ou de voir mettre la réforme dans [438] leur monastère, les obligea de recevoir avec respect et soumission les articles proposés, sur lesquels néant moins ils firent quelques remontrances et quelques légers changemens, lesquels ayant été approuvés par le cardinal il fit mettre au net les nouveaux statuts et les envia signés de sa main, le 13 juin suivant, pour être à l'avenir observés dans le monastère (1). Et parce que le but principal de ces statuts étoit de les faire vivre en commun, pour leur ôter toute sorte de prétextes, le cardinal n'épargna point la dépense, il leur fit acheter des meubles et fournir avec abondance tous les ustanciles dont ils avoient besoin pour la cuisine et pour le réfectoire. Ils observèrent effectivement tous ces statuts, quoique malgré eux, pendant quatre ou cinq mois, par le soin que le grand prieur prenoit de les retenir dans leur devoir par sa présence et par son exemple. Mais ayant été obligé de s'absenter pour quelques affaires,

(1) Cf. Arch. Étrangères, France, *Mémoires et doc.*, t. 802, fol. 244-250. Voir Dom DENIS : *op. cit.*, p. 222.

ces esprits indociles ne purent souffrir plus longtemps l'état violent où ils se trouvoient et ils abandonnèrent le réfectoir (1).

Pour éloigner d'avantage la réforme de leur monastère, le grand prieur reçut à l'habit un nombre de jeunes gens, fondant sur eux de grandes espérances et se promettant que cette semence étoufferait le germe de la réforme, mais il se trompa dans ses projets; ces jeunes gens furent eux-mêmes ceux qui contribuèrent davantage à faire réformer la maison, non par leur inclination pour le bien, mais parce qu'ils causèrent tant de scandales qu'ils rendirent la réforme nécessaire (2).

Le cardinal informé de ce qui se passait, envia à Marmoutier l'archevêque de Bourdeaux avec le P. Rollet [439], grand prieur de Cluny, et six autres réformés tirés de Cluny (3), avec ordre d'y établir un noviciat, ou bien au collège de Paris (4), dans lequel ceux qui seroient reçus feroient profession de la réforme, avec deffences aux anciens religieux d'admettre aucun novice qui ne fut dans la résolution de l'embrasser. Ils y arrivèrent au mois de may de l'an 1634 et jettèrent la consternation dans l'esprit des religieux, tant par la déclaration d'un commandement si précis, que par la présence des religieux réformés qui venoient l'exécuter. Après qu'ils furent revenus de leur épouvante et qu'ils eurent repris leurs esprits, ils prièrent les religieux de Cluny de se retirer et demandèrent terme jusques à leur chapitre général prochain, afin de faire approuver par tous les prieurs cette affaire qui les regardoit tous. Comme ce terme n'étoit pas long et que la demande paroissoit raisonnable on leur accorda ce délai. Cependant le cardinal croiant qu'il seroit plus à propos de mettre le noviciat au collège de Marmoutier à Paris que dans l'abbaye, donna les provisions de maître du collège, dont l'office venoit de vacquer par la

(1) Déjà en 1629, Jean de Horris, alors recteur du collège de Marmoutier à Paris, avait fait cette remarque au Cardinal de Bérulle qui lui manifestait son intention de réformer l'abbaye : « Si vous parlez de Saint-Maur à vos moines, ils protestent, préférant la mort à la réforme; si vous leur prescrivez une observance mitigée, pour vous résister ils demanderont Saint-Maur. »

(2) Voir la liste partielle des religieux qui composaient alors la communauté de Marmoutier dans Dom RABORY : *Histoire de Marmoutier*, t. I, p. 376-378, d'après le ms. 1391 de la Bibliothèque municipale de Tours.

(3) Parmi eux se trouvait Dom Lemperrière, qu'on a déjà vu à l'œuvre.

(4) Il s'agit du Collège de Marmoutier à Paris. Voir *Histoire de la Cong. de St-Maur*, t. I, p. 234, note 2.

mort du titulaire (1), à Dom Mathieu Jacquesson (2), religieux réformé de Cluny, Il y avoit désia longtemps que les religieux de l'étroite observance de Cluny (3) étoient odieux dans l'abbaye de Marmoutier à cause de la manière dont ils avoient traité les anciens religieux en entrant dans Cluny, et l'on étoit disposé à tout plutost que de les admettre dans Marmoutier (4).

La résolution du chapitre fut qu'on députeroit le grand prieur et le prieur du Vieux Bellesme (5) pour aller faire d'humbles remontrances à Son Éminence et la prier de leur permettre de choisir dans leur corps des personnes capables de les réformer, et au cas qu'elle ne voulût point entendre à cette proposition demander les réformez (a) * de la congrégation de Saint-Maur. Ses députés s'acquittèrent de leur commission en remontrant au cardinal que leur abbaïe étant la première qui eut reçu la règle de Saint-Benoist par saint Maur, et étant recommandable par les privilèges dont les souverains pontifes et les rois l'avoient honorée, ce seroit lui faire injure que de la soumettre à des étrangers, qu'ils ne refusoient pas la réforme, mais qu'ils supplioient

(a) Ajouté par F. sur une feuille séparée collée en marge.

(1) Dom Jean de Horris étoit un des anciens religieux (dès 1603) désireux d'une réforme à Marmoutier et l'un des personnages influents de la Congrégation des Exempts dont il fut provincial pour Sens et Paris en 1626. Il fut aussi mêlé aux débuts de la fondation de la Société des Bénédictins de Bretagne dont il ne suivit pas d'ailleurs le mouvement. On le trouve, dès 1629 au moins, régent du Collège de Marmoutier à Paris où il mourut en avril 1634.

(2) Dom Mathieu Jacquesson, né à Monzon, profès à Saint-Vanne le 21 septembre 1618, abbé de Saint-Airy de Verdun en 1635, fut une fois visiteur dans sa Congrégation et deux fois président en 1644 et 1660; il mourut le 3 septembre 1661 à Beaulieu. (Cf. GODEFROY : *Bibliothèque... de Saint-Vanne*, p. 115.) Il ne semble pas qu'il ait été rattaché effectivement à Cluny.

(3) Il serait plus exact de dire : les religieux imposés par Dom Rollet à l'abbaye de Cluny qui, lui, étoit responsable de cette réputation défavorable.

(4) Cette collation du collège de Cluny à Dom Jacquesson souleva les protestations des religieux de Marmoutier qui estimaient que le régent devait être nécessairement un profès de leur abbaye. Ils adressèrent un Mémoire à ce sujet à Richelieu en juin 1634. Il a été publié par Dom DENIS, *op. cit.*, p. 225-227 (d'après *Affaires Étr. France, Mémoires et doc.* t. 1749, fol. 35-36).

(5) Le prieuré de Saint-Martin du Vieux-Bellême (cant. Bellême, arr. Mortagne, Orne), dont la fondation remonte au XI^e siècle et qui fut en 1145 donné à l'abbaye de Marmoutier par Gérard III, évêque de Séz. — Cf. Invent. sommaire des Arch. départ. de l'Orne, série H, t. II, p. 1-xxv et 45-126 (H. 2120-2149); Arch. départ. d'Indre-et-Loire, série H, 246; Dom BESSE : *Abbayes et Prieurés*, t. VII, p. 229; BEAUDOUIN : *Notice sur le prieuré de Saint-Martin-du-Vieux-Bellême* (Mortagne, 1854, in-16). — De 1621 à 1646 le prieur commendataire du Vieux-Bellême étoit Pierre Seguin, aumônier de la reine, abbé de Saint-Étienne de Femy et doyen du chapitre de Saint-Germain-l'Auxerrois.

son Éminence de prendre dans leur propre corps des personnes capables de les réformer; qu'ils offroient* [440] de lui en donner vingt qu'ils tireroient des prieurés et qui étoient très capables de le faire. Cette proposition fut rejetée par le cardinal parce qu'il connoissoit les sujets et sçavoit qu'il n'en pourroit pas même fournir deux. Pressés d'accepter la réforme, il ne leur restoit plus que de demander la liberté de se choisir eux même les réformez qu'on introduiroit à Marmoutier et cela leur fut accordé. C'est ce que nous apprenons d'une lettre que Dom Pierre Bedacier, grand prieur de Marmoutier, écrit de Paris à ses confrères, le 5 de juin 1634, dans laquelle après avoir dit que leurs députés avoient été favorablement ouys au conseil du cardinal il ajoute : « Je ne prévois pas que nous puissions éviter la « réforme, mais à tout le moins, on nous donnera la liberté de choisir « des réformés. J'ai dressé mes remontrances sur ce sujet. Les « RR. PP. de Saint-Maur commencent à agir, mais ils ne veulent pas « trop s'avancer, de crainte d'offencer leurs plus puissants amis: « ainsi ils sont froids en cette occasion. Néant moins tout ira à leur « avantage, si je ne me trompe et à notre satisfaction. Je me suis « abouché avec le R. P. Cyprien, prieur de Saint-Denys en France, qui « m'a donné toute assurance d'un favorable traitement et de toutes « nos conditions: au cas qu'en nous les dénie, je suis d'avis de me « retirer et de souffrir sans consentir, car je ne vois pas de sûreté de « traiter avec ceux de Cluny: j'ai vû et entendu la misère de leurs « anciens. Si on nous accorde les Pères de Saint-Maur, je ferai mon « possible pour votre contentement général et particulier. »

En conséquence de cette lettre, les religieux de Marmoutier assemblés dans leur chapitre résolurent de demander les Pères de la Congrégation de Saint-Maur et, à leur demande, [441] la chose fut conclue au conseil du cardinal qui donna des lettres à Dom Pierre Bedacier, dattées du 19 d'aoust, par lesquelles il leur permettoit de traiter avec les Pères de Saint-Maur. Sur cette permission ils s'assemblèrent de nouveau dans leur chapitre le 21 de septembre et traitèrent avec le R. P. Dom Placide de Sarcus, visiteur de la province de Bretagne, et Dom Cyprien Leclerc, fondés de procuration du R. P. Dom Grégoire Tarris, supérieur général de la Congrégation, et firent un concordat qui contenoit quarante-cinq articles, acceptez de part et d'autre sous le bon plaisir de Son Éminence. Mais comme les œuvres de Dieu sont toujours traversées, deux anciens religieux (1) insultant à leurs con-

(1) Dom Bonnabe d'Annuelz, tiers prieur, et Dom Péan, chambrier.

frères de ce qu'ils se rendoient si aisément firent tous leurs efforts pour empêcher l'exécution du concordat : l'un en s'y opposant au nom de tous les religieux qui étoient au collège de Marmoutier et de tous les obédienciers résidens dans les prieurés, quoiqu'il ne fit paroître aucune procuration de leur part ; l'autre en citant le grand prieur au grand conseil pour faire cesser le concordat. D'un autre côté, l'archevêque de Bordeaux envoya quérir les deux religieux qui avoient traité avec les anciens de Marmoutiers (1), et après leur avoir déclaré qu'ils ne pouvoient accepter le concordat qui avoit été fait à Tours, il leur proposa de nouveaux articles qui alloient à la ruine totale du monastère, unissant tous les offices claustraux à la manse abbatiale et ne laissant aux religieux réformez qu'une portion fort modique du revenu qui n'auroit pas suffi pour paier les pensions des anciens et leur dit que les Pères de Cluny avoient accepté les conditions qu'il leur proposoit, qu'il croyoit leur faire une grande grâce de leur donner la préférence ; que pour les anciens ils ne devoient plus s'en mettre en peine, qu'il les en délivreroit en les envoyant dans des prieurés comme on avoit fait à Cluny. Mais Dom Placide de Sarcus et Dom Cyprien Leclerc lui répondirent qu'ils avoient trop de cœur pour commettre une pareille lâcheté, qu'ils ne feroient point cette tache à la Congrégation et qu'ils ne souffriroient pas qu'on leur reprochât un jour d'avoir réduit à rien [442] un des plus illustres monastères de l'ordre ; que la manière dont on avoit traité les anciens religieux de Cluny n'étoit pas un exemple à imiter et que les suites n'en étoient pas honorables.

Lorsque les religieux de Marmoutier apprirent le dessein de l'archevêque de Bordeaux ils firent beaucoup d'instances pour mettre le concordat en exécution ; ceux même qui y avoient été opposés furent ceux qui pressèrent d'avantage, dans l'appréhension qu'on ne les envoya dans des prieurés éloignés de leur pays, de leurs parents et de leurs amis ; mais les Pères de Saint-Maur crurent qu'il étoit de la prudence de ne rien précipiter (a).

(a) Le reviseur F. a supprimé le passage suivant : [Peu de temps après l'archevêque de Bordeaux conduisant sur mer secours au prince de Condé qui assiégeait Fontarabie et la navigation n'ayant pas réussi, ce qui obligea de lever le siège, il fut disgracié et exilé de la Cour]. — A la suite de cet échec (septembre 1638) le Cardinal de Sourdis dut se retirer à Carpentras.

(1) L'archevêque de Bordeaux avait été envoyé (on l'a vu plus haut) par Richelieu au début de l'année avec Dom Rollet pour établir un noviciat à Marmoutier ; dans différentes circonstances il semble avoir plutôt gêné l'œuvre de réforme des monas-

Cependant la licence des religieux de Marmoutier faisoit voir de jour en jour la nécessité de la réforme : les jeunes surtout portèrent l'insolence aux derniers excès et l'un d'eux qui n'étoit encore que novice eut l'impudence de présenter le pistolet à la gorge de son prieur et de le menacer de le tuer s'il étoit assez hardi de continuer à leur faire des remontrances et des corrections. Le prieur reconnut trop tard combien ses prévoiances avoient été inutiles ; il avoit reçu cette jeunesse dans l'espérance qu'elle étoufferoit la réforme, mais il vit par sa propre expérience qu'elle n'étoit propre qu'à l'étouffer lui même. Ainsi, songeant à mettre sa vie en sûreté, il ne pensa plus qu'à procurer l'établissement de la réforme. Il écrivit sur cela plusieurs lettres au S^r Froissard, lui représentant vivement les scandales que causoient tous les jours ses jeunes religieux, l'impossibilité de les retenir dans le devoir, le danger de sa propre vie et la nécessité d'introduire au plutost les Pères de Saint-Maur à Marmoutier. Le sieur [443] Froissard qui pouvoit tout sur l'esprit du cardinal et qui étoit une des meilleures têtes de son conseil, ne manqua pas de lui faire connoître ce qui se passoit et la nécessité d'y apporter un prompt remède. Le cardinal fit venir Dom Grégoire Tarris, Supérieur général de la Congrégation et passa avec lui un concordat, le 4 de mai 1637, pour unir à la Congrégation son abbaye de Marmoutier. Les religieux traitèrent de nouveau à Tours, le 10 juillet, avec le P. Dom Bède de Fiesque, visiteur de la province de Bretagne, et Dom Placide de Sarcus, commis à cet effet par le régime ; et, afin qu'il n'y eut point d'empêchement de la part des religieux ennemis de la réforme, le cardinal obtint, le 2 aoust, des lettres patentes du roi, par lesquels Sa Majesté commandoit au S^r Fouquet, maître des requêtes, de faire exécuter le concordat selon sa forme et teneur.

Ce magistrat se rendit à cet effet à Marmoutier, le 19 d'aoust, sur les huit heures du matin, et aiant fait assembler tous les religieux, il fit faire la lecture des lettres patentes de Sa Majesté et du concordat passé avec le cardinal de Richelieu ; il demanda ensuite si personne n'y trouvoit rien à redire et ne vouloit point y former d'opposition. Tous s'y étant soumis avec respect, il fit appeler les réformés. Lesquels, au nombre de vingt-quatre aiant à leur tête Dom Anselme des Rousseaux, assistant du P. Supérieur général, et prieur de Saint-Ger-

tères, soit par défaut de compréhension des obligations de l'état monastique, soit par un zèle parfois excessif des intérêts de son maître. Il manifestait aussi plus de sympathie pour les vues de Dom Rollet que pour celles des Mauristes.

main des Prez, Dom Bède de Fiesque, visiteur de la province de Bretagne, Dom Ignace Philibert, abbé de Saint-Vincent du Mans, et Dom Antoine Potier (1), abbé de Chezal-Benoist et désigné prieur de Marmoutiers, entrèrent dans l'église avec une grande modestie, chantèrent l'hymne *Veni Creator* avec les anciens, montèrent aux chaires du chœur, chantèrent la grande messe qui fut célébrée par Dom Anselme des Rousseaux. La messe étant finie ils furent conduits dans les cloîtres, dans le chapitre, [444] le dortoir, le réfectoir; on leur donna les clefs de la sacristie et l'on observa toutes les autres formalitez qu'on a coutume d'observer en de semblables prises de possession.

Jusques là tout s'étoit passé dans une grande paix, mais la nuit étant venue, quelques anciens qui s'étoient cachés, ou qui avoient été retenus par la présence du commissaire, entrèrent sur les neuf heures dans les cloîtres et dans le dortoir, se mirent à crier et sonner du cor de chasse, firent mille insultes à leurs nouveaux hôtes et leur dirent beaucoup d'injures. Ils continuèrent cette aubade jusques à une heure après minuit; cela n'empêcha pas les nouveaux venus de se lever à deux heures pour aller chanter matines et prier Dieu pour ceux qui mettoient ainsi leur patience à l'épreuve. Le jour suivant les séditeux recommencèrent : ce qui obligea le commissaire de rester quelques jours à Tours pour faire taire ces mutins. C'étoient pour la plus part de jeunes religieux qui, selon l'accord, devoient être envoyés aux études, ou dans les prieurés. Il les fit partir, en sa présence, pour le lieu de leur destination, défendit au tiers prieur, au quart prieur et au quint prieur de faire aucune fonction dans le monastère et ordonna à tous les anciens religieux de demander permission au grand prieur ou, en son absence, au plus ancien lorsqu'ils voudroient sortir du monastère.

RÉFORME DU COLLÈGE DE MARMOUTIER ET RÉSIGNATION DES OFFICES CLAUSTRaux. — L'abbaye de Marmoutier étant réformée, on rétablit aussi l'observance au collège de Paris. Avant l'année révolue, l'exemple et la vertu des réformés firent de telles impressions sur l'esprit

(1) Dom (Louis) Antoine Pottier, né à Château-du-Loir (Sarthe), avait pris l'habit religieux à Marmoutier même en 1597, puis, désireux d'une observance plus régulière, il était entré dans la Congrégation de Saint-Maur et avait fait profession à Jumièges le 20 février 1627; après avoir été nommé administrateur de Vendôme en 1633 et abbé de Chezal-Benoist en 1636, il fut envoyé comme premier prieur de la réforme à Marmoutier le 19 août 1637, où il mourut le 8 ou le 18 septembre 1638. Cf. MARTÈNE : *Histoire de Marmoutier*, t. II, p. 484-485; *Vie des Justes*, t. I, p. 41-44.

des anciens qu'ils se déterminèrent eux mesmes à leur abandonner [445] la plus part des offices claustraux. Avant l'introduction, M. Dalets avoit résigné l'office de sacristain à Dom Placide de Sarcus, le 12 de janvier 1638 M. Maldane résigna la chantrerie et M. Boilève, le 19 de mars, l'infirmerie. Le docteur Péan (1), chambrier, l'un des plus opposés à la réforme, bien loin d'imiter ses confrères, refusoit opiniâtrement de donner aux réformés ce qu'il étoit obligé de leur fournir par son office, en vertu du concordat. Les prières qu'on lui fit et les sollicitations des amis communs qu'on employa ne le touchèrent point; mais Dieu se servit de son obstination pour le déterminer. Après que l'on se fut donné bien des mouvements pour le gagner, il convint de s'en rapporter au jugement des arbitres.

On choisit de part et d'autre le s^r Bodin, écolâtre de Saint-Martin; mais lorsqu'on se fut assemblé chez lui, au lieu de parler d'affaires, le chambrier s'emporta contre le cardinal, dit mille invectives contre lui et l'on fut obligé de s'en retourner sans rien terminer. Cependant lorsqu'il fut revenu de sa vivacité, il vit bien que le parti qu'il prenoit n'étoit pas le plus sûr pour lui et, de son propre mouvement, il alla trouver le visiteur des réformez le pressant avec instance de prendre son office de chambrier. La seule chose qu'il demanda comme une grâce fut qu'on lui remît les arrérages de ce qu'il devoit.

Dieu, par ces petits événemens, consolait les Pères de la réforme et adoucissoit les croix qui sont inévitables dans les nouveaux établissemens. Celles qu'ils eurent à souffrir dans celluy de Marmoutier ne furent pas petites: car les jeunes religieux qui avoient été envoyés aux études ou dans les prieurés revenoient de tems en tems à l'abbaye, entroient tous bottés dans le chœur avec des yeux effarés et des gestes indécens et par leurs voix dissonante [446] prenoient plaisir à troubler le chant de l'office divin. D'un autre côté, le logis du tiers prieur (2) étoit une académie où l'on apprenoit à faire des armes et à danser, et l'on y voioit des maîtres à gages qui apprennoient l'un et l'autre. Les jours et les nuits se passoient à jouer et à boire et l'on entendoit que des juremens, des paroles que la pudeur ne permet pas de prononcer, le bruit des chiens, des cors de chasse et des coups de fusil. Quelques jeunes religieux osèrent frapper le procureur des

(1) Plus exactement, Dom d'Alletz, Dom Maldant, Dom Boilève et Dom Péan; ce dernier devait, en tant que chambrier, subvenir à l'habillement des religieux et disposait, pour couvrir les frais de son office, des fermes de Meslay et de Lavaré.

(2) C'étoit toujours Dom Bonnabe d'Annuelz, autour de qui s'étoit en partie groupée l'opposition aux Mauristes.

réformés; mais à tous ces excès ils n'opposèrent que la patience. Il étoit à craindre qu'au chapitre général, dont le tems étoit proche, les anciens ne fissent de nouvelles entreprises contre la réforme. Pour aller au devant le cardinal leur fit signifier une défence de le tenir (1).

RÉFORME DE SAINT-JULIEN DE TOURS (2). — La réforme de Saint-Julien de Tours (3) suivit de près celle de Marmoutier. Cette ancienne abbaye aiant eu le sort de la plupart des célèbres monastères du royaume ruinés par la fureur des Normans, fut rétablie dans le X^e siècle par l'archevêque Théotolon qui, de doien de Saint-Martin de Tours, s'étoit fait religieux à Cluny, d'où il avoit été tiré pour remplir le siège épiscopal de l'église de Tours. Il y mit pour premier abbé saint Odon qui y finit saintement ses jours.

Lorsque les Pères jésuites s'établirent à Tours (4), ils jettèrent les yeux sur cette abbaye pour en faire leur collège et engagèrent dans leur parti l'archevêque (5) qui espéroit que la manse abbatiale seroit unie à l'archevêché. Ils ne crurent pas nécessaire de demander le consentement des anciens religieux qui, prenant cela pour un mépris, résolurent de faire tomber l'abbaye en d'autres mains et, en présence de notaires, unirent leur maison à la Congrégation de Saint-Maur, aux clauses et conditions dont [447] ils conviendroient (6). Cet acte dressé

(1) En outre, il diminua le montant des pensions des anciens religieux, ce qui étoit un moyen de les rappeler à plus de calme.

(2) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 361-363.

(3) L'abbaye de Saint-Julien de Tours, dont la fondation remonte au VI^e siècle, fut, ainsi que le rappelle Dom Martène, restaurée par les soins de l'archevêque Téotolon (931-943) et de sa sœur Gersinde. Téotolon y appela des moines de Cluny dont il avoit été religieux. L'abbaye fut unie en 1637 à la Congrégation de Saint-Maur. L'église des XIII^e-XVI^e siècles est devenue paroissiale; du monastère le chapitre (XII^e s.) subsiste ainsi que quelques parties des bâtiments. — Cf. Arch. départ. d'Indre-et-Loire, série H, 461-578; 954-969; Bibl. de Tours, ms. 1278 : Recueil sur l'abbaye de Saint-Julien de Tours; ms. 1280 : Mémoires pour servir à l'histoire de l'abbaye de Saint-Julien de Tours; Bibl. Nat., ms. lat. 12677, fol. 136-239, dont « Sancti Juliani in urbe Turonensi Abbatia » (fol. 136-159^{re}) jusqu'à l'année 1653; *Gallia Christiana*, XIV, 236-253; instr. 80, 83; DOM BESSE : *Abbayes et Prieurés*, t. VIII, p. 22-23; L.-J. DENIS : *Chartes de Saint-Julien de Tours (1092-1300)*, dans *Archives hist. du Maine*, t. XII, 2 (1913), in-8° de 138 p.; ROLLAND : *L'abbaye et l'église de Saint-Julien de Tours* (Tours, s. d., in-8 de 68 p.).

(4) En 1632. (Cf. CARRÉ DE BUSSEROLLE : *Les Jésuites au collège de Tours*, dans *Bull. soc. archéol. de Touraine*, I, 13-34.)

(5) L'archevêque de Tours étoit alors Bertrand d'Eschaux (1618-1641); il avait pour coadjuteur, depuis 1630, Victor Le Bouthillier, qui lui succéda en 1641.

(6) Voir aux Archives départ. d'Indre-et-Loire, série H. 545 : un premier concordat pour l'union de l'abbaye à la Congrégation de Saint-Maur, passé entre les reli-

ils députèrent quelqu'uns d'entre eux pour aller à Blois traiter avec le prieur de Saint-Lomer, attendu que l'introduction n'étoit pas encore faite à Marmoutier. Ils y trouvèrent le P. de Sarcus, visiteur de la province, qui ne voulut rien précipiter dans l'incertitude de ce qui pourroit arriver. Cependant les Pères jésuites soutenus de l'archevêque, favorisés même par l'abbé, se flattoient toujours d'entrer dans l'abbaye. Mais le cardinal de Richelieu aiant écrit au lieutenant général de Tours, abbé de Saint-Julien (1), qu'il alloit mettre les Pères de Saint-Maur dans son abbaye de Marmoutier et qu'il l'obligerait de les mettre dans la sienne, cette lettre du ministre fut un ordre pour l'abbé et déconcerta en même tems les mesures des Pères de la Société. Il répondit au cardinal qu'il consentoit à l'établissement de la Congrégation dans son abbaye. Sa lettre fut envoyée aux supérieurs et Dom de Sarcus étant allé lui demander la permission de traiter avec ses religieux eut besoin d'en être muni. Ce magistrat fit quelques difficultés, mais voyant sa lettre que le cardinal avoit remise entre les mains des supérieurs, il crut qu'il seroit mal à propos de refuser son consentement. Les jésuites voyant, mais trop tard, la faute qu'ils avoient faite offrirent aux anciens religieux de les faire chanoines de la cathédrale; mais ces offres furent inutiles. Les anciens s'adressèrent de nouveau aux supérieurs et firent en sorte que l'affaire fut portée au conseil du roi qui se déclara pour la Congrégation. Après une telle décision rien ne put empêcher l'établissement qui se fit en la manière accoutumée, le 22 d'octobre 1637. On verra dans la suite qu'un siècle après, les Pères jésuites ont trouvé le moyen d'unir à leur collége la manse abbatiale. [448]

DE NOTRE-DAME DE ROCHEFORT (2). — Le monastère de Notre-Dame de Rochefort (3), autrement dit Notre-Dame de Grâce, ou de la Vic-

gieux et Dom G. Tarrisse, le 31 mars 1635; — et un autre concordat, ratifiant le précédent, avec Georges Catinat, abbé de Saint-Julien, le 21 septembre 1637.

(1) L'abbé étoit Georges Catinat (1625-1653).

(2) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 335-342.

(3) Cant. Roquemaure, arr. d'Uzès, Gard. Fondation attribuée à Charlemagne, comme une dépendance de l'abbaye de Saint-André d'Avignon au moins depuis le X^e siècle. — Cf. Arch. départ. du Gard, série H, 245-268; Bibl. Nat., ms. lat. 12681, fol. 247-254 : « B. Mariæ de Rupeforti », par Dom Michel Germain (1699), va jusqu'à l'année 1687; Archives de la chapelle de Notre-Dame; Dom BESSE : *Abbayes et Prieurés*, t. II, p. 143; *Notre-Dame de Rochefort. Histoire de sa chapelle, de son pèlerinage et de son couvent, depuis leur origine jusqu'à nos jours*, par un P. Mariste (Avignon, 1861, in-12). Dom Mège avait écrit en 1671 un petit volume sur *La Sainte-Montagne de*

toire, scitué sur une petite montagne à deux lieües d'Avignon, à quatre lieües d'Uzez et à cinq de Nismes, n'étoit originairement qu'une chapelle de Notre-Dame bâtie, à ce qu'on prétend, par Charlemagne, laquelle aiant été entièrement détruite devint un lieu plein de ronces et d'épines où les bergers retiroient leurs troupeaux. Cela n'empêchoit pas que le curé et le peuple de Rochefort qui n'est qu'à 1200 pas de là n'y vinssent deux fois l'année en procession, sçavoir le 2^e jour des Rogations et le 16 du mois d'aoust, pour offrir à Dieu et à la sainte Vierge les prémices de leurs raisins. On dit qu'il y avoit à l'endroit où est aujourd'huy l'autel une colonne sur laquelle étoit une figure de la Vierge, que les personnes affligées de diverses maladies y alloient chercher du soulagement et que lorsqu'une femme étoit en travail d'enfant neuf jeunes filles montoient la montagne sur leurs genoux pour aller implorer assistance de la Mère de Dieu en faveur de la patiente ; on ajoute que cette figure fut mise en pièces un jour et brûlée par le zèle mal réglé d'un ermite.

Les choses étant en cet état, il arriva en 1631 que Jacques Sicard, notaire royal et lieutenant du viguier de la baronie et lieu de Rochefort (1), aiant fait un vœu d'aller en pèlerinage à Notre-Dame de Lorette et ses affaires ne lui permettant pas de l'accomplir, son confesseur lui ordonna d'employer en bonnes œuvres l'argent qu'il auroit dépensé dans son voiage ; ce qu'il accomplit en réparant la chapelle. Deux ans après, Jean Baptiste Louis, natif d'Avignon (2), âgé de 23 ans, voulant embrasser la vie érémitique prit, avec la permission de Jacques [449] Sicard et par le conseil de ses fils, cette chapelle pour son érémitage après avoir pris l'habit du tiers ordre de saint François qu'il reçut des mains du curé de Rochefort. Il défricha le lieu et ôta tout le fumier que les moutons y avoient fait. Dieu bénit son travail car, en fouillant dans ce tas de fumier, il trouva un amas de chaux très blanche dont il rendit maître Jacques Sicard qui s'en servit pour construire un autel en l'honneur de la Sainte Vierge.

La bénédiction de la chapelle et de l'autel aiant été faite, le curé de Rochefort y dit la première messe le jour de l'Annonciation de la Sainte Vierge pour Catherine Sicard, fille de Jacques Sicard, incom-

Notre-Dame de Rochefort, célèbre par les miracles que Dieu y fait continuellement par les puissantes intercessions de sa divine Mère (Toulouse, 1671, in-12).

(1) Cf. *Notre-Dame de Rochefort...* p. 81 sq. ainsi que pour les détails qui suivent.

(2) On le trouve gardien de la chapelle de 1633 à 1637 ; il fut ordonné prêtre en 1636 et en devint l'un des desservants.

modée d'une agitation de tête dont elle fut guérie aussitôt que la messe à laquelle elle avoit assisté fut finie. Le bruit de ce miracle y attira un monde prodigieux. Le 15 du mois d'aoust 1635 on y apporta de Rochefort en procession une figure de la Vierge qui fut placée au milieu de l'autel et, dès ce tems là, l'affluence des pèlerins augmenta de jour-en jour; l'on voioit avec une sensible dévotion les processions y arriver de tous les lieux circonvoisins.

Jusques alors les Pères de Saint-André d'Avignon, de qui dépendoit le lieu où étoit bâtie la chapelle, étoient restés dans l'inaction et dans l'indifférence sur tout ce qui se passoit, quoique le pitancier de l'abbaye eut le titre de prieur de cette chapelle. Le 24 du mois de juin 1635 le grand vicaire de l'archevêque d'Avignon étant venu sur les lieux ordonna que tout ce qui seroit offert à la sainte Vierge seroit conservé dans un coffre à trois clefs, dont l'une seroit gardée par le prieur du lieu, ou son vicaire, ou le curé de Rochefort, la deuxième [450] par le juge du lieu, ou son lieutenant, et la troisième par le premier échevin; que ce qui appartenoit à la confrérie qu'on y avoit érigée seroit aussi conservé sous deux clefs, et qu'on donneroit cinq sols à chacun des prêtres qui diroient la messe dans la chapelle depuis minuit jusques à midy. Comme le nombre des pèlerins et des offrandes augmentoient tous les jours, Dom Scipion Raibaut, pitancier de Saint-André et prieur de la chapelle, s'y rendit et enleva de force toutes les offrandes qui avoient été faites depuis le 13 de juillet jusques au 14 d'aoust. Mais ceux qui avoient soin de la chapelle s'étant adressés au S^r de la Baume, comte de Suze et baron de Rochefort, il obtint un arrêt au parlement de Toulouse, rendu le 7 aoust 1636, par lequel il fut dit que l'ordonnance du grand vicaire de l'archevêque seroit exécutée et que les religieux d'Aniane, qui *venoient de*(a) mettre la réforme à Saint-André, prendroient l'administration de la chapelle; mais Dom Ambroise Tarbourier et Dom Augustin Léotard qui s'y rendirent, voiant la multitude de monde qui y abordait, renoncèrent à l'offre qui leur étoit faite. Cependant le prieur fit réformer le premier arrêt du parlement de Toulouse par un second, rendu le 1^{er} de septembre, et vint pour la deuxième fois le 21 du même mois s'emparer de toutes les offrandes (1).

(a) Mis par F. au lieu de : [dans peu devoient].

(1) Scipion Raybaud, pitancier de l'abbaye de Saint-André et prieur de N.-D. de Rochefort (de 1603 à 1637), finit par se démettre en faveur des Mauristes le 16 juillet 1637.

Le concours des pèlerins devint si grand qu'en trois jours on en compta jusques à 40.000. Cette affluence obligea d'ériger plusieurs autels sous des pavillons pour y dire la messe et satisfaire à leur dévotion et, outre les curés assistés de leurs prêtres, 20 confesseurs tant réguliers que séculiers suffisoient à peine pour entendre les confessions; de tous côtés arrivoient des processions de pénitents et l'on en vit venir de plus de 30 lieües. Ce n'étoit pas seulement le peuple qui venoit à Rochefort; on y vit aussi le cardinal Bichi (1), accompagné de l'archevêque [451] d'Ambrun (2), des évêques de Viviers, de Nîmes, d'Uzès, d'Orange, de Saint-Paul-trois-Châteaux, de Vaison, de Senez, de Béziers, etc. d'autres prélats venir faire hommage à la Reine des Anges, aussy bien que le duc de Luynes, gouverneur du Languedoc, le duc d'Uzès et le comte de Suze.

Sur ces entrefaites plusieurs ordres religieux demandèrent avec empressement d'avoir l'administration de la chapelle; ceux qui firent plus d'instances furent les Pères Minimes et les Pères de la Doctrine chrétienne. L'affaire fut portée au parlement de Toulouse, et comme on alloit la juger, un des principaux de la cour rencontra un religieux de Saint-André qu'il aborda en lui disant : « Eh quoi, mon Père, vous « gardez un grand silence pendant qu'on veut vous ravir votre bien ? « Il est question de sçavoir à qui l'on adjugera la chapelle de Roche- « fort aux Minimes ou aux Pères de la Doctrine chrétienne; ils sont « fort ardens les uns et les autres à qui l'aura et vous à qui elle appar- « tient, vous ne dites mot. Venez vous en avec moi, je vous ferai ren- « dre ce qui est à vous. » Le religieux s'excusa disant qu'il n'avoit point d'ordre de ses supérieurs. Mais cette réponse ne satisfit point ce magistrat et, le 23 juillet 1637, il fit rendre un arrest (3) qui adjugea la chapelle aux religieux de la Congrégation de Saint-Maur de la maison de Saint-André comme leur propre héritage et ordonna qu'ils en prendroient possession incessamment : ce qui fut exécuté le 1^{er} du

(1) Sans doute Alexandre Bichi, évêque de Carpentras de 1630 à 1657, nonce apostolique en France de 1630 à 1632, cardinal en 1633, abbé de Montmajour, protecteur de l'Eglise de France, mort à Rome en 1657.

(2) L'évêque d'Embrun étoit vers cette époque Guillaume d'Hugues de 1612 à 1648; celui de Viviers, Jean de Linières, 1607 à 1642; celui de Nîmes, Anthyme Denis Cohon, 1634 à 1644; celui d'Uzès, Nicolas de Grille, 1634-1660; celui d'Orange, Jean de Tullès, 1608-1640; celui de Saint-Paul-trois-Châteaux, François Adhémar de Monteil, 1630-1643; celui de Vaison, Joseph-Marie Suarez, 1633-1666; celui de Senez, Louis Duchaine, 1618-1671; celui de Béziers, Clément de Bonzi, 1629-1659.

(3) Cf. Archives de N.-D. de Rochefort, registre des actes.

mois d'aoust de la même année (1). Les miracles continuels et éclatans que Dieu opéra dans ce saint lieu par les mérites de sa sainte Mère, joints à la vie édifiante des religieux que l'on mit pour desservir la chapelle, augmentèrent le pèlerinage, et les offrandes furent si considérables qu'on en bâtit le monastère entier de Rochefort et le dortoir de la Daurade [452].

CONTINUATION DE L'AFFAIRE DE CORBIE (2). — Réprenons la suite de l'affaire de Corbie. Elle étoit d'autant plus périlleuse qu'il ne paroisoit plus d'espérance du côté des hommes, mais la foy du P. Tarrisé n'en fut point ébranlée. Il espéra contre toute espérance que Dieu manifesterait l'innocence de ses serviteurs et changeroit en leur faveur les dispositions de la cour. Il s'adressa d'abord à la Sainte Vierge, sa mère, et ce fut alors qu'il mit la Congrégation sous sa sainte protection. Il assembla à Saint-Germain-des-Prez les principaux supérieurs, le 16 février 1637, et en leur présence fit un vœu solennel avec les ordonnances suivantes.

VOEU DE LA CONGRÉGATION. — « Les Pères visiteurs et commissaires
« faisant leurs visites recueilleront soigneusement les mémoires bien
« avérés des choses notables que l'on aura remarqués avoir été obtenus
« nûes par les mérites et intercession de la Sainte Vierge; ils les
« enverront à un religieux qui sera nommé par le R. P. général pour
« travailler sur lesdits mémoires et marquer leurs faveurs spéciales
« que la Congrégation a reçues et pourra cy après recevoir par les
« saintes intercessions de la Vierge Mère de Dieu, en reconnaissances
« desquelles et pour en perpétuer la mémoire.

« Tous les samedis de l'année, après vespres, et tous les jours des
« fêtes de la Vierge marquées dans le bréviaire, après les 1^{res} et les
« 2^{es} vespres immédiatement on chantera la prose *Inviolata* à chœurs
« divisés y ajoutant le *ÿ*. et l'oraison.

« Tous les jours, pendant ou immédiatement après primes, suivant

(1) Plus exactement, d'après les Archives de N.-D. de Rochefort, registre des contrats, la prise de possession eut lieu le 1^{er} octobre 1637. Voici les noms des premiers religieux mauristes qui y furent alors envoyés : Dom Joseph Duchalmeau administrateur, Dom Louis Pantu, Dom Jean Donaulx, Dom Odon Lamothe, prêtres; Dom André Lenfant, diacre, plus un frère convers et un commis. Ce n'est qu'en 1648 qu'un prieur proprement dit fut nommé à N.-D. de Rochefort.

(2) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 464; 390-392, voir plus haut, p. 143 sq.

« la disposition du supérieur ou commodité du lieu, on dira dans
« tous les monastères de la Congrégation une messe votive de la
« Vierge et l'on tâchera d'obtenir de Rome un privilège pour la pou-
« voir dire même les fêtes [453] doubles; laquelle messe sera sonnée,
« selon que le R. P. visiteur prescrira sur les lieux, et celui qui la
« servira sera revêtu en aube. Que si quelque solennité empêche de
« pouvoir dire la messe votive de Notre-Dame, le prêtre qui dira la
« messe accoutumée à l'heure susdite dirigera son intention à même
« fin.

« Les trois supérieurs de Paris enverront tour à tour, chacun une
« semaine, deux religieux tous les jours jusques à Pasques à N.-D. de
« Paris réciter les litanies de la Vierge, ou le chapelet, avec la collecte
« de saint Joseph.

« Par tous les monastères de la Congrégation l'on fera les mêmes
« dévotions le premier samedi après qu'ils auront reçu les présentes,
« et les monastères qui sont dédiés, ou bien où il y a une dévotion
« spéciale à la Vierge, on fera une neuvaine de messes, commençant
« les premiers samedis après les présentes recûes, s'il n'y a des mes-
« ses d'obligation qui en empêchent.

« Tous les ans, on célébrera la fête de l'Immaculée Conception de
« la Vierge avec une spéciale dévotion et la grande messe sera à la
« même intention à laquelle les religieux communieront et l'on fera
« l'oraison du mois à la même fin que dessus (1). »

Après avoir imploré le secours du ciel par l'entremise de la Mère de Dieu, Dom Tarrisse agit auprès des hommes pour la justification des religieux de Corbie et pour effacer la tache honteuse dont on les avoit noircis. Il engagea ses amis à faire agir le Sr de Beljamme : on lui proposa d'informer de la vérité des faits et d'en prendre lui même la commission. Il l'accepta volontiers, d'autant plus qu'il appercevoit bien de la malice et de la calomnie dans les accusations [454] et qu'il faisoit profession d'une singulière piété. Il entendit 30 ou 40 officiers de guerre et autres personnes *qui avoient été (a) présentes à tout ce qui s'étoit passé et tous, sans en excepter aucun, déclarèrent qu'on

(a) Ajouté par F.

(1) Ce vœu dont on trouve un exemplaire dans le dossier Arch. Nat. L 814, n° 148, fut ratifié par le chapitre général de 1639 et observé dans la Congrégation de Saint-Maur jusqu'à la Révolution. Par là et par les démarches de Dom Tarrisse, on voit l'importance qu'on attachait à cette affaire; Dom Tarrisse fit tout ce qu'il étoit possible de tenter pour que réparation éclatante fût apportée à l'innocence de ses religieux à cause de la gravité de l'accusation et de ses conséquences.

ne pouvoit avec justice blâmer et accuser les religieux d'infidélité, qu'au contraire ils avoient apporté toute la diligence possible à animer le peuple à la fidélité à leur prince souverain et à la conservation de la place, l'ayant prêché publiquement, exposé le Saint-Sacrement, fait des prières publiques pour cet effet et ayant distribué pain et vin aux soldats et canoniers pour les encourager, enfin que la ville étant prise ils avoient refusé de prêter serment de fidélité aux Espagnols, aimant mieux perdre l'abbaye.

Cette information étant faite, le S^r de Beljame reconnoissant la vérité déclara les religieux innocens et les déchargea du fait qui leur étoit imputé dans la déclaration du roi. Mais avant que de publier son ordonnance, il écrivit au S^r des Noyers qui avoit toute l'intendance des affaires de la guerre, qu'il avoit fait les informations dont il avoit été chargé, que les religieux étoient très innocens du crime qu'on leur imposoit, mais qu'il n'avoit pas voulu publier la sentence de justification sans lui en parler. Le S^r des Noyers (1) lui répondit qu'il falloit avoir un peu de patience. Cette réponse le chagrina; car de publier sa sentence après cet avis c'étoit s'exposer à une disgrâce, et ne la pas publier c'étoit laisser la Congrégation noircie et sans justification. Cependant il rassura les supérieurs en leur disant que son ordonnance subsisteroit et que s'il [455] ne recevoit pas d'ordre dans un certain temps il la publieroit.

Sur cela, le P. Tarisse alla trouver le P. Joseph et lui fit entendre que par une ample information faite par le S^r de Bellejamme les religieux de Corbie se trouvoient innocens du crime dont on les avoit accusez; il le supplia de sçavoir du cardinal s'il trouveroit bon, qu'en conséquence, le S^r de Bellejamme les déchargeât par une sentence et les déclarât innocens et, pour l'en faire ressouvenir, il lui laissa un mémoire. Le P. Joseph luy dit qu'il n'y avoit pas de difficulté et, sur cette réponse, on ne perdit plus de tems. Le S^r de Bellejamme délivra sa sentence le vendredy, 30 d'octobre 1637, dont voicy la teneur.

SENTENCE DE L'INTENDANT D'AMIENS EN FAVEUR DES RELIGIEUX DE CORBIE (2). — « Sentence rendüe au baillage d'Amiens par M^r de Bel-

(1) Il étoit, ainsi qu'on l'a vu plus haut, le principal responsable de la diversion odieuse dont les moines de Corbie étoient victimes et doublement intéressé à enterrer l'affaire.

(2) Cette sentence a été publiée par Dom DENIS : *Le Cardinal de Richelieu...* p. 470-472.

« lejamme, conseiller du roi en ses conseils, maître des requêtes ordinaires de son hôtel, intendant de la justice en Picardie. Pour la justification des religieux de l'abbaye de Saint-Pierre de Corbie ordre de Saint-Benoist, des faits mentionnés en la déclaration du roi du « 14^e novembre 1636.

« A tous ceux qui ces présentes lettres verront, Louis Lemaistre, « sieur de Bellejamme, conseiller du roi en ses conseils, maître des « requêtes ordinaire de son hôtel, intendant de la justice en Picardie, « salut; sçavoir faisons qu'ayant reçu commandement de sa Majesté « d'informer de ce qui s'est passé contre son service pendant le siège « de Corbie par les ennemis de cet État, particulièrement du devoir « des religieux, sur les avis donnés que quelques uns d'entre eux n'avoient point témoigné assez d'affection et de fidélité à leur patrie, « et en [456] conséquence fait le procez à plusieurs habitans coupables d'avoir adhéré et favorisé aux ennemis, deux desquels auroient « été condamnés à mort et exécutés le vingt novembre dernier en la « ville d'Amiens; et à l'égard des religieux de l'abbaye, décerné aujourd'hui personnel à l'encontre de Dom Laurent Féry, prieur, et « Colomban de Lesdos (1), procureur, lesquels ouys et interrogés « auroient été renvoyés à leur supérieur, ne s'étant trouvée aucune « chose qui leur puisse être imputée à crime et sur ce que « lesdits « religieux, prieur et couvent nous auroient présenté requête, afin de « justifier de leur devoir pendant ledit siège, et comme ils se sont « employés pour encourager les soldats à la défense de la place, les « assistant de vivres et de toutes sortes de commodités qui étoient en « leur maison, prêché publiquement la justice des armes de sa Majesté « et l'obligation des sujets à la défense de la patrie et au service de « leur prince : tous lesquels faits comme très considérables, avant « que d'en admettre preuve, aurions estimé en devoir informé sa « Majesté et Nosseigneurs de son conseil. Ensuite de quoi, auroit été « procédé, tant par nous, que par autres commissaires subdélégués, « attendu notre absence, à l'audition de plusieurs personnes non suspectes ny reprochables, la pluspart officiers des régimens qui étoient « en garnison lors du siège, comme témoins de tout ce qui s'est passé « en laditte ville : par la déposition desquels il paroist non seulement « de la fidélité desdits religieux, mais aussy de leur devoir et de leur

(1) Dom (Jacob) Colomban de Lesdos était profès de Jumièges en date du 6 septembre 1621; en 1658 il est nommé premier prieur réformé de Saint-Vigor de Bayeux; en 1670 on le trouve à Jumièges, où il mourut le 31 juillet 1676.

« zèle à la deffense de la ville; et que ce qui a été mis en avant à l'en-
 « contre d'eux n'a été que par la malice de quelques particuliers [457]
 « mal affectionnés à leur condition et à la religion catholique : au
 « moien de quoi, tout vû et considéré, et de l'avis des président, lieu-
 « tenant général et officiers de ce baillage, et du consentement des
 « gens du roi; Avons déclaré lesdits religieux de l'abbaye de Corbie
 « exempts et déchargez de l'accusation intentée à l'encontre d'eux,
 « tant pour les faits mentionnez en la déclaration de sa Majesté du
 « 14 de novembre dernier, que généralement de tout ce qui s'est fait
 « et passé en laditte ville de Corbie, sans qu'il leur en puisse être cy
 « après reproché aucune chose. Fait et délibéré à Amiens, le ven-
 « dredi 30^e jour d'octobre 1637. Signé Gueudon. »

On travailla ensuite à obtenir une déclaration contraire à la première. Le P. Tarris en aiant parlé à M. de Verthamont, ce magistrat eut la bonté de la dresser lui même, la présenta au chancelier, la fit sceller et la donna ensuite au Père général pour la faire signer par un secrétaire d'État, promettant même de s'en charger et de la faire signer lui même si l'on y trouvoit quelques difficultés. Il ne s'en trouva aucune, et M. de La Ville aux Clercs (1) la signa avec plaisir. La déclaration aiant été présentée au procureur général, il la fit enregistrer et publier, tant au Parlement, que par tout son ressort. Elle est si honorable pour la Congrégation qu'on ne peut se dispenser de la rapporter icy toute entière, quoiqu'elle soit d'une année postérieure à la sentence de l'intendant d'Amiens (2).

DÉCLARATION DU ROI EN FAVEUR DES RELIGIEUX DE CORBIE. —

« Déclaration du roi vérifiée en parlement en faveur des religieux
 « bénédictins de Saint-Pierre de Corbie.

« Louis par la grâce de Dieu roi de France et de Navarre, à tous
 « présens et avenir, salut. Les ennemis de cet État aiant, es mois de juil-
 « let et aoust de l'année 1636, fait un effort extraordinaire pour, avec
 « une puissante [458] armée, entrer en notre province de Picardie et
 « s'emparer des places d'icelle et aiant en effet surpris notre ville de
 « Corbie, laquelle Dieu nous a donné la grâce de reprendre sur eux
 « glorieusement peu de mois après, pendant la plus fâcheuse saison

(1) M. de la Ville aux Clercs, Henri-Auguste de Loménie, comte de Brienne, né en 1594, secrétaire d'État de la maison du Roi, de 1614 à 1643. Il mourut en 1666.

(2) Cette déclaration du roi en faveur des religieux de Corbie a été publiée de même par DOM DENIS, *op. cit.*, p. 472-474.

« de l'année, nonobstant les fortifications considérables qu'ils y
« avoient * ajoutées * (a) et les forces notables qu'ils employoient
« pour la garder, aucuns de ceux sur la fidélité desquels nous nous
« étions reposés de la sûreté de cette place avant laditte prise, ont
« voulu par tous moiens excuser ou déguiser s'ils eussent pu leur
« mauvaise conduite et lâcheté, même se seroient avisez de mettre en
« avant pour leur décharge, que les religieux de la Congrégation
« réformée de l'ordre de saint Benoist établis en l'abbaye dudit lieu
« auroient abusé de l'administration des sacremens à eux commise
« pendant le siège, pour intimider les soldats et les porter à aban-
« donner leur devoir, et que même ils leur auroient refusé l'absolu-
« tion, s'ils ne se dispoient à se rendre à nos ennemis : ce qui nous
« obligea, par nos lettres patentes du 14 de novembre de laditte
« année, de déclarer entre autres choses lesdits religieux qui se trou-
« verroient avoir adhéré à nos ennemis, directement ou indirectement
« compris dans le crime de leze Majesté, et ordonner que comme
« tels leur procez leur fut fait et parfait par les voies ordinaires contre
« personnes religieuses. Mais ensuite, aiant commis pour cet effet
« notre amé et féal conseiller en nos conseils, maître ordinaire des
« requêtes de notre hôtel, intendant de la justice police et finances
« en notre ditte province de Picardie, le Sr Lemaistre de Beljamme,
« lequel n'a omis aucuns soins pour en découvrir certainement [459]
« la vérité : il a été reconnu même par les dépositions de la plus
« part des chefs et officiers de la garnison et des plus notables habi-
« tans de laditte ville, et par les autres procédures sur ce faites, non
« seulement que lesdits religieux de laditte congrégation réformée
« de Saint-Benoist de laditte abbaye de Corbie, étoient entièrement
« exempts de blâme et innocens du crime qui leur étoit imputé et
« qu'il n'y avoit aucune preuve, dont ils ont été envoiés quittes et
« absous par le jugement dudit sieur de Bellejamme, assisté de nos
« officiers au baillage et siège présidial d'Amiens du 30 octobre 1637.
« Mais de plus, il a été bien et deuement justifié que les dits religieux
« nous ont rendu pendant ledit siège, aussi bien que depuis tout le
« tems de leur établissement en laditte abbaye, tous les services qui
« ont été en leur pouvoir, non seulement par leurs continuelles prières
« à Dieu pour la prospérité de notre personne, notre État et pour
« l'heureux succez de nos armes, mais encore par leurs prédications
« publiques et exhortations particulières aux officiers et soldats de la

(a) Mis par F.

« garnison et bourgeois de la ditte ville, de souffrir plutôt toutes sor-
« tes d'extrémités que de se départir de l'obéissance qu'ils nous doi-
« vent : de sorte que comme nous avons toujours été très satisfaits de
« la bonne conduite, grande vertu et dévotion particulière à notre
« service, des supérieurs, et religieux de la ditte Congrégation réfor-
« mée, ce qui nous a apporté à ordonner ou procurer leur établisse-
« ment en la plus part des plus célèbres abbayes de notre royaume,
« même depuis peu de mois en l'ancienne et renommée abbaye de
« Saint-Honorat de Lérins, en laquelle il nous est particulièrement
« important d'avoir des personnes affectionnées à notre service, les-
« quelles se puissent opposer aux pratiques que les étrangers nos
« ennemis y ont cy devant voulu faire : aussi ne nous est il resté
« aucun [460] lieu de prétexte, ni moindre apparence, de douter de la
« fidélité des religieux particuliers qui se sont trouvés en laditte
« abbaye de Corbie lors du siège de la ditte ville; et au contraire,
« nous en sommes demeurés et demeurons très satisfaits et bien con-
« tens. Et d'autant qu'il importe pour l'honneur et entière réputation
« de laditte Congrégation et desdits particuliers religieux, que cette
« vérité soit connue à un chacun, par un témoignage public, auten-
« tique et par écrit, aussi bien comme il a semblé que nos dites lettres
« patentes du 14^e novembre 1636 leur aient donné atteinte. A ces
« causes, de l'avis de notre conseil, nous avons dit et déclaré, disons
« et déclarons par ces présentes, que nous tenons et réputons lesdits
« religieux particuliers demeurez en laditte abbaye de Corbie, pen-
« dant le siège et lors de la prise de laditte ville par nos ennemis, en
« laditte année 1636, pour nos bons et fidèles sujets et entièrement
« innocens, exempts et immunes du crime que l'on leur a voulu
« imputer, d'avoir adhéré à la reddition de laditte ville à nos enne-
« mis, ou icelle conseillée, ou procurée en quelque sorte que ce soit :
« ains au contraire, qu'ils se sont employés à leur possible pour main-
« tenir laditte ville, les officiers et soldats de la garnison, et les bour-
« geois et habitans d'icelle en notre obéissance, nonobstant ce qui
« est porté par notre déclaration du 14^e novembre au dit an, à laquelle
« en tant que besoin seroit nous avons dérogé et dérogeons pour ce
« regard par ces présentes. Si donnons en mandement à nos amés et
« féaux les gens tenants notre cour de Parlement de Paris, que ces
« présentes ils fassent lire, publier et enregistrer, le contenu en icelles
« garder et observer selon leur forme et teneur; enjoignant à notre
« procureur général en notre [461] ditte cour d'y tenir la main et de
« faire pour cet effet toutes les poursuites et diligences requises et

« nécessaires : car tel est notre plaisir. En témoin de quoy, nous avons
 « fait mettre notre scel à ces dittes présentes. Donné à Saint-Germain-
 « en-Laye, au mois d'octobre 1638 et de notre règne le 29^e. Signé :
 « Louis. Et sur le reply : par le roi, Phelipeaux. Et scellé sur dou-
 « ble queue du grand scel de cire verte, en lacs de soye rouge et
 « verte. »

« Et encore sur le reply est escrit : lueüs, publiées et registrées,
 « ouï et ce requérant le procureur général du Roy pour être exécutées
 « selon leur forme et teneur, et copies d'icelles envoyées aux baillages
 « et sénéchaussées de ce ressort, pour être pareillement leües, publiées,
 « registrées et exécutées à la diligence des substituts dudit procureur
 « général, auxquels enjoint d'y tenir la main et en certifier la cour
 « avoir ce fait au mois. Prononcé en Parlement le 8^e février 1639.
 « Signé : Du Tillet. »

Cet affaire fut fort glorieuse à M. l'intendant et à la Congrégation, qui pour lui en témoigner sa reconnaissance lui donna des lettres gratuites par lequel on le rendit participant de tout le bien qui se fait dans la Congrégation (1).

MORT ET ÉLOGE DE DOM MICHEL ROUGIER. — Il nous faut finir ce qui regarde cette année par la mort précieuse de Dom Michel Rougier (2), prieur de la Réole, arrivée à Sainte-Croix de Bourdeaux, le 7 novembre 1637. Il étoit natif de Limoges et avoit fait profession à Noaillé, le 25 d'aoust 1619, âgé de 22 ans. Il n'en vécut que 18 dans la Congrégation, mais en ce peu de temps il y acquit les vertus des vieillards. Sa grande sagesse obligea les supérieurs à luy [462] donner la conduite des novices à Saint-Augustin de Limoges, et sa science à le faire enseigner à Saint-Jean d'Angély. Il gouverna les monastères de Saint-Savin dans les monts Pyrénées et de la Réole, avec une prudence consommée. Sa vertu, surtout sa patience et le désir qu'il avoit de souffrir quelque chose pour l'amour de Dieu, éclatèrent dans sa dernière maladie qui fut une gangrène à la jambe, connue trop tard et trop mal pansée. Elle dura un an entier pendant lequel il souffrit des douleurs très aiguës et de grandes foiblesses qui excitoient la compassion et

(1) Cette affaire fut moins glorieuse pour Richelieu et, de l'aveu même de Dom Denis, *op. cit.*, p. 151, il semble en avoir gardé une certaine mauvaise humeur à l'égard de ceux qu'il avait laissé condamner.

(2) Dom (Jean) Michel Rougier fut prieur de Saint-Savin en 1633 et de La Réole en 1636.

l'admiration de ceux qui, voyant son mal, étoient témoins de sa constance. La gangrène augmentant tous les jours les médecins jugèrent qu'il falloit lui couper la jambe. Pour le préparer à cette cruelle opération on lui dit qu'elle seroit très utile à son âme, si elle ne profitoit pas à son corps et qu'il mériteroit beaucoup en souffrant pour l'amour de Dieu. Alors il répondit : si c'est pour plaire à Dieu et pour sa gloire, j'offre non seulement ma jambe mais tout mon corps pour être haché en pièces. Après une réponse si chrétienne il se prémunit par la réception du Saint Viatique et de l'Extrême Onction qu'il reçut avec une piété singulière. Il souffrit l'opération avec une constance qui surprit tous les assistans. Après lui avoir coupé la jambe, on trouva que le mal avoit gagné la cuisse et on jugea qu'il falloit encore la lui couper. Cette seconde opération quelque douloureuse qu'elle fut ne servit que de nouveau triomphe à la patience du malade, sans [463] lui procurer de bien. On avoit trop attendu ; le mal avoit gagné plus haut et se trouvoit sans remède. Il en apprit la nouvelle avec joye et employa ce qui lui restoit de vie à faire des actes des plus héroïques vertus, surtout de contrition et de douleur extrême d'avoir offensé son Seigneur et son Dieu. Un quart d'heure avant que de mourir il dit encore ses vêpres par cœur, avec une mémoire aussi assurée que s'il avoit été en parfaite santé et qu'il n'eut rien souffert. Aiant voulu commencer complies les forces lui manquèrent et il rendit son âme à Dieu dans une grande tranquillité. Il fut enterré devant la chapelle de la Vierge.

UNION DE SAINT-HONORAT DE LÉRINS A LA CONGRÉGATION DE SAINT-MAUR (1). — Nous avons vû dans la déclaration du roi en faveur des religieux de Corbie que, peu de mois auparavant, Sa Majesté avoit fait entrer la Congrégation dans l'abbaye de Lérins (2). Voicy comment la chose s'exécuta ; mais cette introduction ne fut pas de longue durée.

Lorsque les Espagnols assiégèrent et prirent la ville de Corbie, ils s'emparèrent presque en même tems des isles de Sainte-Marguerite et de Lérins (3) dont l'abbaye étoit unie à la Congrégation du mont Cassin ; mais comme le roi reprit Corbie presque aussitost qu'il l'avoit

(1) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 371-375; 406; ms. lat. 12789, fol. 101-102; 173^o. Une partie des pièces relatives à la présente affaire de Lérins se trouvent aux Arch. départ. des Alpes-Maritimes, H. 70-75.

(2) La fondation de Lérins par saint Honorat remonte au commencement du V^e siècle. L'abbaye eut beaucoup à souffrir des incursions des Sarrazins du VII^e au X^e siècle; réformée par saint Mayeul en 978 elle demeura soumise à Cluny jusqu'en 1366, époque à laquelle elle passa sous la dépendance de Saint-Victor de Marseille. En 1516 elle adopta la réforme de Sainte-Justine de Padoue et entra dans la Congrégation du Mont-Cassin. De 1638 à 1645, l'abbaye de Lérins fut unie à la Congrégation de Saint-Maur, puis de nouveau rattachée à celle du Mont-Cassin, jusqu'à son agrégation à l'ancienne observance de l'ordre de Cluny en 1756. Sécularisée en 1786, les biens en furent unis à la mense épiscopale de Grasse et vendus comme bien national en 1791; l'abbaye fut rendue à la vie monastique en 1869 et occupée par les religieux cisterciens de Sénanque. — Cf. Archives départ. des Alpes-Maritimes, série H. 1-1104; *Cartulaire de l'abbaye de Lérins*, par MORIS et EDMOND BLANC (Paris, 1883-1905, 2 vol. in-4); DOM BESSE : *Abbayes et Prieurés*, t. II, p. 176-183, donne une abondante bibliographie à laquelle on peut ajouter comme principaux travaux parus depuis, H. MORIS : *L'abbaye de Lérins. Histoire et monuments* (Paris, 1909, in-8); F. BONNARD : *Saint-Honorat de Lérins* (Tours, 1914, in-8); COOPER-MARSDEN : *History of the Islands of the Lerins : the monastery, saints and theologians of S. Honorat* (New-York, 1916, in-8).

(3) C'est le 14 septembre 1635 que les Espagnols s'emparèrent de Lérins, dont ils expulsèrent les moines qui se retirèrent au château de Vallauris, où ils demeurèrent jusqu'en 1637, époque à laquelle Mgr de Sourdis, archevêque de Bordeaux, et le comte d'Harcourt reprirent les îles. (Arch. Alpes-Marit., H. 71.)

perdue, de même se rendit-il maître des isles de Sainte-Marguerite et de Lérins, le 16 may 1637. *Ces places étant* (a) importantes à la France et (b) les religieux de Lérins, la plupart italiens et sujets du roi d'Espagne, *étant violemment soupçonnez d'avoir contribué* (c) à la prise de l'isle, [464] *le roi de France, pour s'assurer à l'avenir* (d) de la fidélité des religieux de Lérins, en fit sortir tous les religieux étrangers et résolut de mettre en leur place des religieux d'une fidélité éprouvée et inviolable. Ce fut dans cette vue qu'il envoya au P. Dom Grégoire Tarris une lettre de cachet conçue en ces termes.

« Père général, mon intention étant qu'il soit établi des religieux
« de votre Congrégation dans l'abbaye de Saint-Honorat de Lérins
« ordre de Saint-Benoist, scituée dans une des isles de ma province
« de Provence, je vous écris la présente pour vous dire que vous y
« envoieis quelque nombre avec votre mission et obédience en bonne
« forme. Ils la présenteront au S^{er} évêque de Grasse (1) et au S^r Sar-
« ron de Champigny, intendant de la justice en ma ditte province que
« j'ai commis pour faire cet établissement : lesquels leur feront
« entendre plus amplement ma volonté sur iceluy. La présente n'é-
« tant à autre fin, je prie Dieu qu'il vous ait, Père général, en sa sainte
« garde. Ecrit à Saint-Germain-en-Laye, le 15 mars 1638. Louis. Et
« plus bas : Bouthilliers. »

Sa Majesté envoya encore des lettres de cachet à son intendant de Provence et au comte d'Alais, gouverneur de la province, dattées du 26 mars 1638, par lesquels il leur ordonne de faire exécuter ses volontés sur l'établissement des Pères de Saint-Maur en l'abbaye de Lérins comme chose qui regarde le bien et la sûreté de la province; employant pour cet effet l'autorité qu'il leur a donnée et faisant donner main forte à ses commissaires (2). Ils exécutèrent [465] fidèlement

(a) Mis par F. au lieu de : [et comme ces places sont].

(b) Supprimé par F. : [qu'on avait au moins de forts soupçons que].

(c) Mis par F. au lieu : [avaient contribué].

(d) Mis par F. au lieu : [sa Majesté voulant à l'avenir s'assurer].

(1) Antoine Godeau de 1636 à 1653. Il était très opposé aux religieux cassiniens de Lérins et ne fut pas étranger aux mesures prises contre eux qu'il paraît même avoir suggérées.

(2) Lettres adressées par Louis XIII, en date du 17 mars 1638, à l'évêque de Grasse, conseiller du roi en son Conseil, et à François Bouchart, sieur de Sarron de Champigny, conseiller d'État, intendant de Provence, leur donnant commission de faire sortir du monastère de Lérins les religieux du Mont-Cassin qui peuvent, en qualité d'étrangers avoir « un liaison et communication perpétuelle avec lesdicts estrangers, estre divertis des sentimens que des vrais et naturels subjects doivent avoir pour leur prince... » (Arch. départ., H. 71).

cet ordre la même année. Les religieux du Mont Cassin, étrangers, furent expulsés et ceux de Saint-Maur furent introduits (1). Il est à remarquer qu'avant ces lettres de cachet quatre des principaux religieux de Lérins avoient présenté une requête au roi pour lui demander l'introduction des Pères de Saint-Maur dans l'abbaye, attendu l'importance d'éloigner de l'isle toutes sortes d'étrangers. Les religieux du Mont Cassin firent une opposition dans toutes les formes, sur laquelle intervint un arrêt le 22 mars 1639, qui confirma le nouvel établissement (2).

Le roi ne se contenta pas de ce qu'il avoit fait par son autorité, il voulut encore faire intervenir celle du Pape. C'est pourquoi il écrivit au maréchal d'Estrées, son ambassadeur à la cour de Rome, la lettre suivante.

« Mon cousin, les isles de Sainte-Marguerite et de Saint-Honorat
« ayant été surprises et occupées, les années dernières, par mes enne-
« mis, des mains desquels je les ai retirées avec beaucoup de peine,
« il me semble, que je ne sçaurois prendre trop de soins et de précau-
« tions pour empêcher que pareille événement n'arrive doresnavant.
« Pour cet effet, j'ay crû être nécessaire, que l'abbaye de Saint-Hono-
« rat qui est dans une desdittes isles soit distraite de la Congrégation
« du Mont Cassin : parce que la communication ordinaire que les
« religieux de laditte abbaye ont avec les autres de laditte Congrèga-
« tion et de leur dépendance des supérieurs d'icelle, qui sont tous
« étrangers, donnent un facile moien de les divertir des sentimens
« que de vrais et naturels sujets doivent avoir pour leur prince [466].
« Vœu même que j'ai scu que les ennemis ont formé leur dessein
« qu'ils ont depuis exécuté sur lesdittes isles par l'intelligence et la
« perfidie d'aucuns religieux de laditte Congrégation qui étoient dans
« cette abbaye; outre qu'on y a introduit des abbés et religieux
« étrangers; ce qui est très dangereux pour les accidens qui en peu-
« vent arriver. Mais afin que le service divin y soit continué, ensem-
« ble les fonctions régulières avec la piété requise, j'ai trouvé bon
« qu'il y soit introduit des religieux de la Congrégation de Saint-
« Maur, desquels la bonne et exemplaire vie est assez connue d'un

(1) Cf. Arch. départ. des Alpes-Maritimes, série H 72. Quant à l'expulsion, elle eut lieu le 24 juillet 1638; et la prise de possession des Mauristes se fit le même jour.

(2) En unissant Lérins à la Congrégation de Saint-Maur. Les pièces concernant le procès entre Cassiniens et Mauristes se trouvent aux Arch. départ. des Alpes-Maritimes, H 72.

« chacun. En sorte que les religieux françois de laditte abbaye puis-
« sent entrer dans laditte Congrégation de Saint-Maur et qu'ils se reti-
« rent, et d'autant que celui qui est abbé de laditte abbaye est consi-
« dérable dans l'isle, tant par cette dignité qu'à cause que tout le
« domaine d'icelle appartient à l'abbé, ou à l'abbaye, si bien qu'il
« peut beaucoup contribuer à la conservation, ou à la perte de l'isle,
« il importe que quelque personne affectionnée à mon service soit
« pourvue de laditte abbaye : ce qui m'oblige à reprendre mon droit
« de nomination pour le regard d'icelle, tel qu'il m'appartient selon
« les concordats de toutes les abbayes de mon royaume : duquel droit
« me servant maintenant, je nomme et présente à notre Saint-Père,
« mon cousin le cardinal de la Valette (1) pour être pourvue par Sa
« Sainteté de laditte abbaye. Sur quoi, vous ferez entendre à Sa Sain-
« teté tout ce que dessus et lui représenterez qu'il s'agit en cela de
« la sureté de mes états du côté de Provence et que, cette considéra-
« tion étant préférable à toute autre, je me promets qu'elle y aura
« tout l'égard qu'il convient. De votre part, vous n'oublierez rien de
« vos soins, prudence et fermeté pour obtenir en cette affaire ce que
« je désire de Sa Sainteté [467] avec juste raison : priant sur ce Dieu
« qu'il vous ait, mon cousin, en sa sainte garde. Ecrit à Saint-Ger-
« main-en-Laye, le 28 mars 1638. Louis. Et plus bas, Bouthellier. »

Les religieux du Mont Cassin se voyant sans ressource du côté de la France s'adressèrent au Saint-Siège et, comme le neveu (2) du pape étoit leur protecteur il agit si puissamment auprès de son oncle que le Pape révoqua les bulles qu'il avoit accordées au cardinal de la Valette et déclara nul le nouvel établissement fait à Lérins (3). Le Père Dom G. Tарisse, qui aimoit beaucoup la paix, souffroit avec peine la douleur que les religieux du Mont Cassin avoient de se voir privés de l'abbaye de Saint-Honorat dont ils étoient possesseurs depuis 1515. Il leur écrivit une lettre pleine de tendresse dans laquelle il leur marqua sa peine d'avoir été contraint d'y mettre de ses religieux ; qu'avant la prise des isles par les Espagnols, des personnes puissan-

(1) Le Cardinal Louis de la Valette fut abbé de Lérins de 1638 à 1642. Armand de Bourbon, prince de Conti, lui succéda, en 1642 et céda en 1654 l'abbaye à Mazarin.

(2) Le cardinal Antoine Barberini, cardinal depuis 1627, qui sans doute ne fut pas fâché de l'occasion qui lui étoit ainsi offerte d'affirmer en face de Richelieu son titre de protecteur de l'Ordre de Saint-Benoît.

(3) Cf. Arch. départ. des Alpes-Maritimes, H, 73, un bref d'Urbain VIII du 16 mai 1643 ; et bulle ordonnant aux Mauristes de quitter l'abbaye de Lérins (H. 74).

tes luy avoient offert d'établir la Congrégation de Saint-Maur dans Lérins et lui en avoient suggéré les moïens qu'il n'avoit pas voulu écouter; que le cardinal de la Valette, se voiant pourvû de l'abbaye de Lérins, l'avoit invité et pressé de venir s'y établir et qu'il l'avoit refusé; que depuis le roi lui ayant fait un commandement exprès, il n'avoit pu lui désobéir; qu'il regardoit l'abbaye de Lérins comme un dépost qui lui étoit confié qu'il étoit prest de remettre au premier ordre à ceux qui en étoient les anciens possesseurs. Mais la cour avoit bien d'autres sentimens. Le roi Louis XIV étant monté sur le throsne et sçachant combien le roi son père avoit aimé la Congrégation en écrivit au marquis de Fontenai (1), son ambassadeur auprès du Saint-Siège, et lui ordonna de faire son possible pour engager le Pape à révoquer son bref [468]. Il fit le même commandement au marquis de Saint-Chaumont (2) qui avoit succédé au marquis de Fontenai et lui enjoignit de prendre un soin tout particulier des affaires qui concernoient la Congrégation. D'un autre côté, M. de Champigny, intendant de Provence, fit deffences aux religieux du Mont Cassin de se servir de leur bref et d'inquiéter les religieux de Saint-Maur. Cette deffence leur fut signifiée le 24 de novembre 1643; et le roi fit expédier deux lettres de cachet, l'une du 5 de novembre de la même année à M. le comte d'Alais, colonel général de la cavalerie de France, gouverneur et lieutenant général du roi en Provence, par lesquelles il lui ordonnait d'empêcher la sortie des religieux *de Saint-Maur* (a) de l'abbaye de Lérins (3), l'autre dattée du lendemain au prieur (4) de l'abbaye pour lui commander de rester au monastère de Saint-Honorat, sans avoir égard à la bulle du pape. Urbain VIII étant mort en 1644 eut pour successeur Innocent X auprès duquel les religieux du Mont Cassin redoublèrent leurs instances avec tant de vigueur qu'il

(a) Ajouté par F.

(1) François Duval, marquis de Fontenay-Marcueil, fut ambassadeur à Rome pendant l'année 1641 et début de 1642; puis de 1647 à 1649.

(2) Le marquis de Saint-Chaumont remplit les fonctions d'ambassadeur de juillet à décembre 1644.

(3) Lettre de Louis XIV au comte d'Alais (5 nov. 1643), lui demandant de « tenir la main à ce que lesdicts religieux réformés soient, nonobstant ledict bref, maintenus et conservés dans ladicte isle, et jouissent de ladicte abbaye et des revenus d'icelle... » (Cf. Arch. départ. des Alpes-Maritimes, H. 73).

(4) Au chapitre général de 1639, Dom Hyacinthe Fradet avait été désigné comme prieur de Lérins; il fut continué en 1642. Dom Mège nous apprend que les ressources étoient à ce point précaires qu'on ne put laisser que 6 religieux à l'abbaye.

écrivit à son nonce (1) d'agir auprès de la reine mère et du cardinal de Mazarin et de faire en sorte qu'ils consentissent au rétablissement des religieux du Mont Cassin. Le nonce s'acquitta parfaitement de sa commission et obtint de la cour ce qu'il demandoit.

Lorsque M. Godeau, évêque de Grasse et de Vence, eut vent de ce qui se passoit au conseil du roi, il écrivit des lettres à la reine, au nonce, au P. Vincent de Paul, au comte de Brienne et au cardinal Mazarin, les suppliant pour la gloire de Dieu, l'édification du prochain et l'honneur du feu roi, de laisser les religieux de la Congrégation de Saint-Maur à Lérins.

« Car [469], dit-il, au cardinal, ôtant leur monastère de Saint-Honorat aux religieux qui y sont à présent, vous ôtez des serviteurs de Dieu qui gardent les isles par leurs prières mieux que ne font les gens de guerre, et qui édifient mon diocèse par leur bonne vie. Les anciens ont fait tout le contraire et j'y ai trouvé des choses bien éloignées de la sainteté du lieu qu'ils habitoient. Je puis même assurer V. É. que quand vous les aurez remis il ne s'en trouvera pas huit qui veulent retourner. »

Pour le P. général il donna, sans résistance, son consentement au rétablissement des religieux du Mont Cassin, en satisfaisant comme ils le promirent aux frais et aux dépenses que la Congrégation avoit faites dans l'introduction et cela selon l'estimation qui seroit faite par des personnes nommées par le nonce. La transaction, passée sous le bon plaisir et l'autorité du nonce, portoit trois conditions qui devoient être exécutées avant la sortie des Pères de Saint-Maur : la 1^{re} de faire ratifier la transaction par tous les religieux de l'abbaye; la 2^e de donner aux Pères de la Congrégation, pour dédommagement, la somme de 3500¹¹; la 3^e de mettre les lettres patentes du roi à l'effet de leur sortie, entre les mains de l'évêque d'Orange (2) pour les garder jusques à ce que les conditions fussent mises à exécution (3).

LES RELIGIEUX DE LA CONGRÉGATION SORTENT DE LÉRINS. — Mais aucune ne fut exécutée. Dom Louis Mainier (4) ayant obtenu ces let-

(1) Nicolo Guido di Bagni, archevêque d'Athènes, nonce ordinaire de mai 1644 à décembre 1656.

(2) L'évêque d'Orange de 1640 à 1646 était Jean Vincent de Tulles.

(3) Les lettres patentes de Louis XIV réintégrant les religieux du Mont-Cassin à Lérins sont du mois de septembre 1645 (Cf. Arch. départ. des Alpes-Maritimes, H. 70); quant à la transaction entre Cassiniens et Mauristes, elle fut signée le 9 août de la même année (Cf. *ibidem*, H. 75).

(4) Dom Louis Maynier était abbé régulier de la Congrégation du Mont-Cassin (Arch. départ. Alpes-Marit., H. 75).

tres patentes qui n'avoient été accordées qu'aux conditions susdittes, en vertu de cet ordre et de quelques lettres de faveur s'en alla à Saint-Honorat avec un commissaire et en chassa avec violence et scandale les religieux de Saint-Maur, sans vouloir satisfaire [470] à aucune des conventions, se saisit de tout sans vouloir donner le loisir de faire aucun inventaire des meubles de l'église et des lieux réguliers et sans que le commissaire voulut donner acte des protestations qui furent faites à ce sujet (1).

SUITE DE L'UNION DE CLUNY (2). — L'affaire de Lérins nuisait beaucoup à Rome à la poursuite de l'union de Cluny. Le cardinal neveu qui se regardait comme le protecteur de l'ordre de Saint-Benoist trouvoit fort mauvais que l'on eut fait cette entreprise sans lui en parler; mais lorsqu'on lui eut fait entendre que dans tout cela on avoit été contraint par une force majeure il s'apaisa un peu. Cependant le roi souhaitoit que l'union de Cluny à la Congrégation fut approuvée par le Saint-Siège : il en écrivit cette année 1638 à Sa Sainteté, au cardinal neveu, et à son ambassadeur à qui il ordonna de donner tous ses soins à cette affaire. Le Pape et le cardinal neveu y paroissoient entièrement disposez, aussi bien que les cardinaux députez pour l'examiner; mais le cardinal dataire (3) y forma tous les jours de nouvelles difficultez, espérant la faire avorter par ses retardemens. Cependant on s'apercevoit déià dans le voisinage de Cluny du bien qu'y faisoit la Congrégation. Les principaux de la ville écrivirent à Dom Grégoire Tарisse pour le remercier d'avoir étably dans Cluny un collège pour l'instruction de la jeunesse; et l'espérance qu'il donna pour un séminaire ou les enfans des pauvres gentilshommes seroient élevés gratuitement dans la piété et dans les sciences donna une si

(1) Cf. Arch. départ. Alpes-Marit., H. 75. Protestations faites par les religieux de Saint-Maur à leur sortie du monastère de Lérins (octobre 1645). — Mais il faut y ajouter aussi les deux pièces suivantes qui paraissent infirmer ce que l'assertion de Dom Martène a d'absolu : Délibération capitulaire dans le but d'emprunter 1200 livres pour payer la somme de 3500 livres due aux religieux de Saint-Maur d'après le concordat (25 octobre 1645). — Et sommation aux religieux de Saint-Maur de recevoir le paiement de ladite somme (23 février 1646).

(2) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 376-379; ms. lat. 12789, fol. 99-101^{re}; 135^{re}-141^{re} et ms. lat. 12790, fol. 171-177. Voir plus haut, p. 67, et DOM DENIS : *Le cardinal de Richelieu...*, p. 304-318.

(3) Comme dataire, mais non cardinal, on trouve durant cette période Mgr Fabio di Lagonissa, patriarche d'Antioche, dataire d'Urbain VIII jusqu'en 1644, puis nonce en Belgique.

grande joye à la noblesse de Bourgogne qu'elle l'en remercia par la plume de M. Rabutin, élu de la noblesse maconnoise. L'évêque de Mâcon (1) lui témoigna aussi sa reconnoissance par ses lettres, tant sur cet article que sur la grâce qu'il avoit accordée à son église cathédrale en lui donnant des reliques de saint [471] Vincent qui en est patron, pour des reliques de saint Clément pape. La lettre de cet évêque est datée du 29 avril 1638 (a).

LA VILLE DE RHODEZ DEMANDE LA RÉFORME DE L'ABBAYE DE SAINT-AMAND (2). — Environ le même tems, les consuls de la ville de Rhodéz luy écrivirent une lettre très pathétique sur les désordres de l'abbaye de Saint-Amand en Rouergue et le prièrent très instamment d'y envoyer des religieux pour y établir la réforme. Cette lettre n'était que la suite de la demande qu'ils avoient faite l'année précédente pour le même sujet. Le P. Tarris leur répondit qu'il étoit tout disposé à leur donner satisfaction, mais que deux choses le retenoient; la 1^{re} qu'il n'étoit appelé ny par l'abbé, ny par les religieux; la 2^e que les lieux réguliers n'étoient pas logeables.

EFFET DU TONNERRE A SAINT-THIERRY (3). — Cette même année 1638, le 18 de may, il arriva à Saint-Thierry un accident terrible qui pensa ruiner le monastère. Le tonnerre, après avoir grondé pendant trois jours, lascha, le soir du 18, avec un tourbillon de vent impétueux un petit éclat dont le bruit ressemblait assez au sifflement d'un boulet de canon. On vit au même instant tomber sur la pointe du petit clocher comme un tonneau de feu qui se partagea et coula en sept ou huit quartiers de l'église, deux desquels mirent le feu au bas du clocher qui fut totalement consumé. Pendant que l'on employoit

(a) Le ms. porte par erreur 1738.

(1) Mgr Louis Dinet, 1621 à 1650.

(2) Le monastère qui s'établit dès l'époque mérovingienne autour d'une église élevée sur le tombeau de l'évêque saint Amand était depuis 1082 une dépendance de l'abbaye de Saint-Victor de Marseille. L'union à la Congrégation de Saint-Maur n'eut pas lieu et le monastère fut sécularisé en 1739. — Cf. Arch. départ. de l'Aveyron, série H. 19 registres et 58 liasses; *Gallia Christiana*, I, 233-235; DOM BESSE : *Abbayes et Prieurés*, t. IV, p. 85-86; A. G. SABATIE : *L'église et la paroisse de Saint-Amans de Rodez* (Paris, 1923, 2 vol. in-8).

(3) Cf. Bibl. Nat. ms. lat. 12699, fol. 24 sq.; Bibl. de Reims, ms. 1603. — Voir pour ce monastère, *Histoire de la Congrég. de St-Maur*, t. I, p. 229-231.

les secours humains pour empêcher les progrès du feu, on eut recours au Seigneur, on porta le Saint-Sacrement et l'on eut le bonheur de ressentir les effets de sa protection : la moitié de la nef, le grand clocher, une partie des chapelles et les bâtimens du monastère furent sauvés et personne ne fut blessé ; ce qui ne put arriver sans une assistance de Dieu toute particulière au milieu des poutres enflammées qui toiboient de côté et d'autre, du plomb fondu [472] qui pénétrait jusques dans les habillemens de ceux qui travailloient et dans des endroits où il ne seroit pas sûr d'aller en plein jour. On abbatit la moitié du comble et du lambris de la nef, qui ne tombèrent qu'après que vingt personnes qui étoient entre l'un et l'autre se furent retirés. La moitié de la croisée contigue au dortoir fut en feu pendant près de cinq heures et l'autre croisée tout entière, avec ses chapelles, fut réduite en cendres en moins d'une demie heure. Le rétable de l'autel fut conservé comme miraculeusement, quoique le feu tombât tout à l'entour ; et au milieu d'un accident si terrible, on n'eut que des actions de grâces à rendre à Dieu d'avoir épargné ses serviteurs.

MORT ET ÉLOGE DE DOM AMBROISE TARBOURIER. — La Congrégation perdit, au mois de septembre de cette année, deux brillantes lumières, Dom Ambroise Tarbourier (1), prieur de Saint-André d'Avignon, et Dom Antonin Potier, prieur de Marmoutier. Dom Ambroise naquit à Saint-Chinian, au diocèse de Saint-Pons. Il prit l'habit religieux dans son bas âge à l'abbaye de Saint-Chinian, d'où il fut envoyé aux universitez de Toulouse et d'Avignon pour y étudier les belles lettres, la philosophie et la théologie et il le fit avec tant d'assiduité et d'ardeur que, nonobstant ses infirmités presque continuelles, il mérita le degré de docteur en théologie.

Étant retourné dans son monastère, il commença à exercer dans les lieux circonvoisins, avec beaucoup de fruit, le talent admirable que Dieu lui avoit donné pour la prédication. Pour le faire avec plus de succès, il joignit l'exemple à la parole servant de modèle à ses confrères qui l'éluèrent d'une voix commune pour leur prieur, tant à cause [473] des grands talens dont Dieu l'avoit favorisé, qu'à cause de sa douceur et de sa prudence. Comme son monastère étoit de la Congrégation des Exempts, il fut obligé de se trouver en qualité

(1) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 381. Voir *Histoire de la Congrég. de St-Maur*, t. I, p. 137, note 3.

de prieur aux chapitres généraux, où sa science et sa vertu l'aient fait connoître, on l'élut provincial des monastères scituez dans le Languedoc, charge qu'il exerça avec tant de zèle et de prudence qu'il ramena à leur devoir les esprits les plus difficiles.

Il ne fut pas long tems à s'apercevoir qu'il n'y avoit dans cette Congrégation qu'une police extérieure sans régularité. Le désir qu'il avoit de s'avancer dans la perfection de son état, lui inspira le dessein de se retirer dans un lieu où il put pratiquer sa règle comme il avoit toujours souhaité dès sa jeunesse. Mais où trouver ce lieu, tous les monastères de la province aiant perdu leur premier esprit? C'est ce qui le fit résoudre, étant à Avignon, de demander aux Pères Recollets qui commençoient à s'étendre et vivoient en grande réputation de sainteté, d'être admis parmi eux. Il postula assez long temps et, comme il étoit constant dans sa demande, celui à qui il s'étoit adressé lui dit comme par un esprit prophétique que Dieu pourroit un jour se servir de luy pour réformer l'ordre de Saint-Benoit. Dom Ambroise tâcha de se consoler : il se retira dans son monastère de Saint-Chinian, mais il y concût un nouveau dégoût de la vie large que l'on y menoit. Il reprit son premier dessein d'entrer dans quelque religion bien réglée et, comme il avoit de grandes infirmités corporelles, il crut qu'on ne le recevrait pas dans une communauté austère. Les Pères de la Doctrine Chrétienne lui parurent un [474] état très convenable à ses dispositions et à son tempérament. Il avoit connu à Avignon César de Bus (1) leur fondateur, et dès ce tems il avoit conçu une grande estime de ses disciples. Étant à Toulouse, il voioit souvent un de ces Pères avec lequel il conféroit de son intérieur et se faisoit instruire de l'oraison mentale, de la récollection, de la mortification des passions, de la pratique des vertus et d'autres points de la vie spirituelle qu'il tâchoit de mettre en pratique. Mais comme Dieu avoit sur luy d'autres vûes, toutes ces démarches ne réussirent pas. Cependant il persévéroit toujours dans son dessein de chercher un état plus parfait, quoiqu'il ne vit pas comment il pourroit l'exécuter. Il en parloit souvent au prieur de Cessenon (2) qui étoit animé du même esprit : mais ils ne voioient aucun jour, ny l'un ny l'autre, à l'exécution de leur pieuse résolution. Enfin, ils apprirent qu'il s'é-

(1) César de Bus, né à Cavaillon en 1544, fonda en 1593 la Congrégation des Pères de la Doctrine Chrétienne dans la ville d'Avignon, qui fut approuvée en 1598 par Urbain VIII, ainsi que l'Institut des Ursulines de France. Il mourut en 1607.

(2) Dom Grégoire Tarrisse étoit alors prieur de Cessenon.

levoit en France une Congrégation de Bénédictins réformez qui avoient pris Saint-Maur pour leur patron et dont il y avoit des religieux au collège de Cluny à Paris et aux Blancs Manteaux. Cette nouvelle les consola et sans perdre de tems ils écrivirent au R. P. Dom Martin Tesnières, président de la Congrégation, pour le prier d'envoyer quelques uns de ses religieux dans les monastères du Languedoc. Sitost qu'ils sçurent qu'il en étoit arrivé à Toulouse, ils y volèrent et y prirent l'habit de la réforme, le 12 de mars 1623, dans la chapelle de l'archevêché où ils logeaient en attendant qu'ils eussent acheté une maison.

En se revêtant dans ce nouvel habit de saint Benoist il se remplit de son esprit. Quoiqu'il fut âgé de 48 ans, qu'il fut sçavant et qu'il eut tout le mérite possible [475], on ne vit jamais un novice plus humble, plus souple, plus obéissant, plus respectueux. Il avoit pour zéléteur, ou maître de chant et des cérémonies, un jeune religieux qui n'avoit que 18 ans auquel il obéissait comme au plus ancien supérieur. Rien n'étoit petit à ses yeux, et quoique pour éprouver son humilité on l'employât quelquefois aux derniers ministères de l'office divin, il se croioit encore trop honoré d'être le plus petit dans la maison du Seigneur. On lui donna l'office de portier qu'il exerça pendant une partie de son noviciat et dont il s'acquitta avec tant d'humilité, de ferveur et de charité que tous ceux qui l'avoient connu ne pouvoient assés l'admirer. Le temps de sa profession approchant, il s'y prépara avec toute la ferveur possible. Dieu le favorisa alors de tant de grâces et de consolations spirituelles qu'il en conserva toute sa vie un grand sentiment de reconnaissance et qu'il ne pouvoit trouver de termes assez énergiques pour l'exprimer.

Peu de tems après sa profession, il fut envoyé à Saint-Savin, dans le diocèse de Tarbes, pour y établir la réforme; mais celle qu'il établit dans la contrée fut bien plus considérable. Il y trouva des hommes qui étoient plus brutaux que des bêtes et si accoutumés aux vices les plus grossiers, qu'ils comptaient pour rien les adultères et les assassinats; il les changea entièrement par la force que Dieu donna à ses prédications. Il prêcha depuis en divers autres lieux avec un fruit extraordinaire, à Verdun (1), dans le diocèse de Toulouse, à Saint-Chinian, à Caunes, et toujours ses prédications étoient signalées par quelque conversion éclatante, par des réconciliations, par des restitutions [476].

(1) Verdun-sur-Garonne, chef-l. cant. de l'arr. de Castelsarrasin (Tarn-et-Garonne).

Son talent pour le gouvernement le fit placer dans les premières années de sa profession dans les postes les plus considérables de sa province. En 1627 il passa de la supériorité de Saint-Savin à celle de Sainte-Croix de Bordeaux et les années suivantes il fut nommé prieur de la Daurade, de Saint-André d'Avignon, et ensuite visiteur de la province d'Aquitaine. Dom Grégoire Tarisse, qui de longue main connoissoit son mérite, n'estimoit personne plus digne que lui d'occuper la place de supérieur général de la Congrégation. Imitant l'apôtre saint Paul, *D. Tarbourier* (a) se faisait tout à tous pour les élever à la perfection de leur état, s'accomodant à l'humeur d'un chacun, permettant tout ce qu'il pouvoit permettre en conscience selon la règle, s'appliquant surtout à consoler ses religieux dans leurs peines d'esprit. Sa charité le rendait extrêmement attentif au soulagement des malades, et quand le mal étoit dangereux, il n'éparnoït rien pour les consultations de médecins; il avait coutume de dire que la vie et la santé d'un religieux devaient être plus chers que tous les revenus de la maison. Mais il avait grand soin d'empêcher que la maladie ne devînt molesse et que les soulagemens n'occassionnassent le relâchement. Sa conversation étoit touchante sans avoir rien de gênant, les séculiers même étoient charmés d'en profiter; quoiqu'il fût très réservé à se produire au dehors, sa mémoire fut en bénédiction dans tous les lieux où il demeura.

Son obéissance à l'égard des supérieurs ne sçavoit ce que c'étoit que de raisonner sur les ordres [477] qu'il en recevoit, il ne se permettait pas même d'en différer l'exécution. C'est ce qui parut lorsqu'ayant reçu une lettre de Dom Paul d'Hilaire, son père maître, qui lui marquait : incontinent la présente recüe, vous partirez pour vous rendre à Thoulouse, il voulut à l'heure même se mettre en chemin. Pour lui, il ne commandoit jamais rien à ses religieux, ce n'étoit qu'en suppliant qu'il énonçoit ce qu'il falloit faire et avec autant de discrétion et de respect que s'il eut parlé à des personnes de la première distinction.

Il avoit une dévotion très particulière pour la sainte Vierge. Depuis que les religieux de la Congrégation furent établis à la chapelle de Rochefort, dépendante de l'abbaye de Saint-André dont il étoit prieur, il y alloit souvent pour contribuer autant qu'il le pouvoit à son honneur, et Dieu lui donnoit une grâce particulière pour toucher les péni- tens. Aiant un jour entendu la confession d'un jeune gentil homme,

(a) Mis par F. au lieu de [il].

neveu de l'évêque de Saint-Paul (1), il lui dit : Monsieur, vous partez pour la guerre d'Italie, mettez ordre à vos affaires car vous y serez tué. Ce jeune homme surpris et qui n'avoit jamais communiqué son dessein à personne profita de l'avis de l'homme de Dieu. Il se prépara à la mort, et prenant congé de ses parens et de ses amis, il leur dit qu'ils apprendroient bientôt des nouvelles de sa mort qu'un saint homme de Rochefort lui avoit prédite. Il passa en Italie et au premier combat il fut tué d'un coup de mousquet. Depuis, l'évêque de Saint-Paul étant venu à Rochefort voulut avoir quelques conférences avec ce saint religieux [478], mais il y avoit trois semaines que Dieu l'avoit appelé à luy.

Un mois avant, en aiant eu connaissance, il s'y prépara par une retraite de dix jours et par une confession générale. Il tomba malade le 6 de septembre et pendant tout le cours de sa maladie il ne voulut entendre parler que de Dieu, parlant lui-même avec un visage serein de son mal et de la mort à tous ceux qui le venoient voir. Il reçut les derniers sacremens avec une profonde piété, répondant lui-même à toutes les onctions. La cérémonie étant achevée, ramassant tout ce qui lui restoit de forces, il sortit de son lit et prosterné le visage contre terre, avec abondance de larmes, il demanda pardon au R. P. visiteur qui étoit présent et à toute la communauté de toutes ses négligences, des mauvais exemples qu'il leur avoit donné et des fautes qu'il pouvoit avoir commises dans sa conduite, priant instamment le P. visiteur de le dépouiller de toute supériorité dont il avoit toujours été très indigne. Il le pria de ne pas permettre que son corps fut enterré parmy tant de saints religieux, mais dans le cimetière des pauvres. Le jour de sa mort, tous les religieux de sa communauté étant venus dans la chambre d'infirmier, le supplièrent les larmes aux yeux de leur donner sa bénédiction. Il s'en excusa d'abord par un principe d'humilité, mais enfin il fut obligé de céder à leurs instances. Il tomba dans une agonie tranquille et expira un peu avant midy, le 16 7bre 1638, regretté universellement du dedans et du dehors. Il fut enterré dans [479] le lieu le plus honorable de l'église de Saint-Césarie (2). Il ne se trouva à ses funérailles qu'une dou-

(1) Saint-Paul-trois-Châteaux (Drôme).

(2) Il s'agit de sainte Casarie († 587) qui, retirée dans une grotte sur la colline nommée Andaon, mena une vie très sainte. C'est auprès de sa tombe que s'éleva l'abbaye de Saint-André. Une chapelle fut construite au-dessus de cette grotte. Cf. « *Historia monasterii Sancti Andreae secus Avenionem* » par Dom Cl. Chantelou

zaine de personnes de distinction, mais en récompense il y eut une foule de pauvres à qui l'on distribua des cierges. A Verdun, en Gascogne, on fit un service solennel pour lui et plusieurs particuliers qui avoient ressenti les effets de sa charité firent dire des messes pour le repos de son âme.

MORT ET ÉLOGE DE DOM ANTONIN POTIER, PRIEUR DE MARMOUTIER. — Deux jours après, Dom Antonin Potier (1), prieur de Marmoutier, alla recevoir la récompense d'une très sainte vie. Il étoit du Château du Loir, d'une des premières familles de la ville et qui subsiste encore aujourd'hui avec honneur. A l'âge de 12 ou 13 ans, il prit l'habit religieux au célèbre monastère de Marmoutier le 3 août 1596. Etant encore jeune il fut envoyé au collège de la Flèche (2) qui florissoit dès alors et s'y distingua des autres écoliers avec tant de succès qu'aucun n'osoit lui disputer les prix qui se distribuent dans les collèges pour exciter l'émulation des écoliers. Lorsqu'il fut en rhétorique, il surpassoit les autres avec tant d'inégalité que son régent disoit qu'il étoit aussi capable d'enseigner que luy. Comme il ne se distinguoit pas moins par sa piété que par la beauté de son esprit, les Pères Jésuites firent ce qu'ils purent pour l'attirer dans leur société, quoiqu'il fut déjà religieux : ce qui est d'autant plus remarquable que jusques à présent ils n'ont pu se résoudre à recevoir des sujets des autres corps. Après qu'il s'en fut retourné à Marmoutier, il obtint une place à Paris au Collège pour aller y continuer ses études; mais les progrès qu'il y fit lui causèrent des jaloux : on le rapella et, en chemin, il reçut une obédience du Grand Prieur pour aller demeurer au Prieuré de Saint-Guingualois du Château du Loir (3). Son zèle [480] pour l'observance régulière, les exhortations qu'il faisoit à ses confrères par ses paroles

(Bibl. Nat. ms. lat. 13916); F. FUZET : *Mémoire sur le culte de sainte Casarie à Ville-neuve-lez-Avignon* (Nîmes, 1887, in-8°; extr. du *Bulletin du Comité de l'Art chrétien*).

(1) Voir plus haut, tome II, p. 166 et Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 380.

(2) Le collège de la Flèche avait été confié par Henri IV aux Jésuites (1608); ceux-ci furent, en 1764, remplacés par les Pères de la Doctrine Chrétienne. Cf. DE ROCHEMONTEIX : *Le collège Henri IV de la Flèche*. (Le Mans, 1889, 2 vol. in-8.)

(3) Château-du-Loir, chef.-l. cant., arr. Saint-Calais (Sarthe). — La Collégiale de Saint-Guingualois avait été fondée par Gervais, évêque du Mans, et donnée par son neveu Gervais à l'abbaye de Marmoutier qui en fit un prieuré (1067). — Cf. DOM BESSE : *Abbayes et Prieurés*, t. VIII, p. 171; CHARLES : *Saint Guingualois, ses reliques, son culte et son prieuré de Château-du-Loir, d'après des documents inédits*. (Mamers, 1879, in-8; extr. *Revue histor. Maine*, IV, 262 sq.; V, 75 sq.; 330 sq.)

et par ses actions leur étoient à charge et l'on ne fut pas fâché de l'éloigner.

Dom Potier ne fut pas long tems à s'acquérir l'estime et l'affection de toute la ville. Pour ne point perdre de tems et se rendre utile à sa patrie, il tint un collège et enseigna avec applaudissement; Ce qui le fit aimer non seulement du peuple, mais encore de la noblesse et des personnes de qualité qui lui avoient confié leurs enfans. Quelque fruit qu'il fit dans cet emploi il n'étoit pas content, il remarquoit dans Marmoutier et ses deppendances une si grande disproportion d'observance d'avec la règle, qu'il résolut d'aller chercher un lieu où il put la garder dans sa pureté, espérant que par là il pourroit procurer l'établissement de la réforme dans son propre monastère. Pour cet effet, il se rendit à Jumiege où il fit profession dans la Congrégation de Saint-Maur, le 20 de février 1627, à l'âge de 43 ans.

A peine eut il prononcé ses vœux que son prieur lui donna l'administration de tout le temporel du monastère, employ qu'il exerça avec tant de conduite et de dextérité qu'il faisoit seul ce que trois autres peuvent à peine faire et cela sans s'absenter d'aucun exercice de régularité. Les Supérieurs le nommèrent prieur de Vendôme en 1633, et trois ans après, abbé de Chezal Benoist. Mais comme cette abbaye n'étoit pas encore fournie d'un nombre suffisant de religieux de la Congrégation, il faisoit sa résidence à Paris, auprès du P. Général, auquel il servoit de secrétaire et à qui il rendit de grands services par son travail et son habileté. En ce tems là, Dieu donna quelque ouverture pour réformer l'abbaye de Marmoutier. Les supérieurs députèrent Dom Bede de Fiesque, Visiteur de la province de Bretagne, pour traiter avec les anciens et lui donnèrent pour compagnon Dom Antonin Pottier qui y fut le premier prieur. Il y maintint la régularité avec la réforme qu'il y avoit introduite. Il ne lui manqua qu'une longue vie pour mettre les choses dans leur perfection. La vie des justes est toujours trop courte par rapport au [481] bien qu'ils peuvent faire sur la terre; mais Dieu l'abrège souvent pour la couronner dans le ciel : c'est ce qu'il fit dans la personne de Dom Antonin Pottier. Quoiqu'il eut un corps robuste, qu'il fut d'une bonne complexion et qu'il n'eut jamais été malade, au retour d'un petit voiage qu'il fit à Pontlevoi, par ordre du P. Général, il fut saisi d'une fièvre qui l'emporta au bout de 11 jours, la 55^e année de son âge.

Durant sa maladie il donna de grands exemples de patience et de soumission, obéissant à l'aveugle à tout ce qui lui étoit ordonné. Ses Religieux venoient le voir par devoir et par inclination : il les conso-

loit et les animoit à la vertu. Quatre jours avant sa mort, il demanda avec instance les derniers sacremens et il les reçut avec une singulière piété et une grande présence d'esprit. S'étant aperçu qu'il y avoit quelqu'uns de Mrs les anciens, il leur fit une exhortation pathétique sur le mépris du monde, sur l'instabilité de la vie, et sur leurs obligations; il leur parla avec tant d'amour et de tendresse qu'il leur tira les larmes des yeux et qu'il ne put retenir les siennes.

Le jour qu'il mourut, son sous-prieur lui demanda par trois fois s'il n'avoit rien sur la conscience qui lui fit de peine; il luy répondit toujours que jamais il n'avoit eu l'esprit si tranquille. Enfin, après une agonie de quatre heures, il expira doucement sans aucune convulsions, le 18 de 7bre 1638; il fut enterré dans la chapelle de la Vierge, assez près de l'autel, du côté de l'épître. Dieu lui avoit donné de grands talens : il s'en servit pour pratiquer la vertu et procurer la gloire de Dieu. Il avoit le don de se faire aimer au dedans et au dehors, surtout de Mrs les anciens de Marmoutier qui rendirent ce témoignage à la vérité que lors même qu'il étoit parmi eux, il étoit un modèle de vertu et que son zèle pour la régularité [482] étoit très prudent. Il s'étoit acquis une telle réputation au Chateau du Loir que dès que l'on y scût, on y fit des prières publiques et des neuvaines de messes pour le recouvrement de sa santé et, après sa mort, on lui fit un service auquel le corps de ville assista.

MORT DE DOM PAULIN BAUDET, PRIEUR DE NEVERS(1). — Il faut joindre à ces deux grands serviteurs de Dieu Dom Paulin Baudet, mort le 28 octobre de la même année. Il étoit de Paris et fit profession à 17 ans dans l'abbaye de Saint-Faron, le 17 octobre 1629. Il fit un si grand progrès dans la vertu, qu'à l'âge de 22 ans il fut jugé digne des premiers emplois de la religion. Au Chapitre Général de 1636, il fut nommé prieur de Saint-Etienne de Nevers, où il fut attaqué d'une longue maladie qui luy donna occasion de pratiquer la vertu et de se fabriquer une couronne de gloire. Comme sa maladie tendoit à la mort, Dom Anselme Guscheman, prieur de Saint-Pierre le Moutiers, vint lui rendre les derniers devoirs et, l'entretenant familièrement, il le pria, si Dieu l'appeloit à luy de lui venir dire l'état où il seroit. Dom Paulin le lui promit si Dieu le lui permettoit. Enfin comme le malade languissoit, Dom Anselme, après avoir passé une bonne partie de la

(1) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 412.

nuît auprès de lui, voiant qu'il avoit encore de la force et ne croiant pas qu'il deub mourir si tost, se retira pour aller prendre un peu de repos. A peine eut-il les yeux fermez que Dom Paulin se présente à lui. Est-ce vous, mon Père, lui dit Dom Anselme. — C'est moi meme, lui répondit Dom Paulin. — Et comment êtes vous? — Je suis en purgatoire. — Dom Anselme ajouta, pour combien de tems? — Pour trois heures, répondit le mort. — C'est peu que cela, dit Dom Anselme. — Ah si vous scaviez, répliqua Dom Paulin, et lui disant cela, il disparut. Dom Anselme, surpris de cette aventure, se lève promptement, vient trouver le malade qui étoit mort; il assembla à l'heure même [483] la communauté et l'exhorte à prier Dieu et à faire pénitence pour le défunt.

LES BÉNÉDICTINS ANGLAIS AGGRÉGÉS A LA CONGRÉGATION DE SAINT-MAUR (1). — Il y avoit déja long temps que le Roi avoit ordonné que les Bénédictins Anglois résidant à Saint-Malo (2) seroient soumis à la juridiction de l'évêque de cette ville, ou à la Congrégation de Saint-Maur. Ces Pères se voiant pressés par l'évêque choisirent la Congrégation, sans rien faire davantage. Ils avoient seulement fait quelques demandes aux Supérieurs qui, de leur côté, s'étoient contentés de leur faire des promesses. L'évêque prenant ces retardemens pour une collusion entre les Pères Anglois et les Supérieurs de la Congrégation s'en plaignit au Roi qui donna aux premiers un terme de 15 jours pour traiter

(1) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 381-383. — L'établissement à Saint-Malo des bénédictins Anglois étoit récent (1611) et leur avait été facilité par Dom Gabriel de Sainte-Marie de Gifford († 1629). Rattachés, depuis 1617, à la Congrégation espagnole de Valladolid, ils avaient trois monastères en France : Saint-Edmond de Paris, Saint-Grégoire de Douai, Saint-Laurent de Dieulouard. Un établissement à Chelles leur avait été offert qu'ils ne tardèrent pas à abandonner. Comme la situation maritime de leur monastère de Saint-Malo leur suscitait des suspicions, il fut donc question de l'unir à Saint-Maur. Après la convention passée en 1638 avec Dom Tarrisse qui, tout en donnant satisfaction aux légitimes demandes des autorités et en parant aux inconvénients possibles, respectait le but d'apostolat en Angleterre des religieux, de nouveaux pourparlers durent être engagés en 1650 qui n'aboutirent d'ailleurs qu'en 1669. C'est alors que les bénédictins anglais abandonnèrent leur maison de Saint-Malo et se retirèrent à Saint-Edmond de Paris; en retour l'abbaye de Marmoutier céda à la Congrégation anglaise le prieuré de Celle-en-Brie. — Cf. DOM BESSE : *Abbayes et Prieurés*, Introduction, p. 72-79, avec bibliographie.

(2) Cf. ETH. L. TAUTON : *The English Black Monks of S' Benedict...* (London, 1897, 2 vol. in-8), t. II, p. 300 sq.; RIÉGER : *Histoire du monastère de Saint-Benoît situé en la ville de Saint-Malo* (Saint-Servan, Haize, 1909, in-8 de 129 p.; Extr. des *Annales de la Soc. histor. et archéol. ... St-Malo*, 1908, p. 1-127).

avec la Congrégation faute de quoi ils seroient soumis à l'évêque. Alors ils firent des nouvelles instances auprès du P. Tarisse qui, à la diète tenue cette année à Saint-Faron, les agrégea à la Congrégation aux conditions suivantes.

1° Ils seront soumis à la visite et à la correction des Supérieurs de la Congrégation.

2° Ce qui a été ordonné par le Roi et le Parlement de Bretagne sera inviolablement observé.

3° Il y aura au monastère de Saint-Malo une partie de religieux françois.

4° Celui qui sera élu prieur ne pourra exercer son office qu'il n'ait été confirmé par le R. P. Général.

5° Ils ne recevront point d'étrangers parmi eux, si ce n'est des Anglois.

6° Ils ne recevront aucun novice à l'habit sans la permission du P. Général ou du Père Visiteur de Bretagne.

7° Aucun ne sortira pour aller en mission sans une permission par écrit du P. Général ou du Visiteur.

8° Le Visiteur de Bretagne aura sur eux la même autorité que sur les religieux de la Province [484].

9° Les Anglois ne seront pas obligez aux austérités de la Congrégation mais seulement aux lois auxquelles ils se sont engagés par leur profession.

10° Ils n'auront point le droit de se trouver aux assemblées de la Congrégation mais ils pourront y faire des remontrances s'ils le jugent à propos.

11° Ils recevront avec respect les decrets des chapitres généraux et y obéiront.

Les Pères Anglois acceptèrent avec joye et actions de grâces toutes ces conditions. L'Evêque ne crut pas le traité sincère; il en porta ses plaintes au Roi, mais elles n'eurent aucun effet et le traité subsista.

LES EVEQUES PRÉTENDENT LE DROIT DE VISITE DANS LES MONASTÈRES DE LA CONGRÉGATION (1). — Dans le même tems que l'évêque de Saint-Malo

(1) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 383-385. Voir dans le ms. lat. 12789, fol. 50, copie de la supplique adressée en 1630 à Urbain VIII concernant l'immunité des monastères de la Congrégation de la juridiction épiscopale; et fol. 41, le décret d'Urbain VIII exemptant ces monastères. La diète tenue en 1637 édicta à ce sujet 7 articles précisant la procédure à suivre : « Advis aux supérieurs des monas-

attaqua les Benedictins Anglois, l'archeveque de Roüen (1) prétendit avoir droit de visiter les abbaies de son diocèse, fondé sur le droit qu'il avoit sur tous ces monastères avant leur union à la Congrégation. Il attaqua en particulier l'abbaye de Saint-Wandrille et fit à ce sujet plusieurs entreprises, desquelles les religieux appellerent au Pape. Mais le Cardinal de Richelieu termina le differend déclarant que l'archeveque auroit toute juridiction sur les anciens comme il l'avoit avant la reforme, et que pour les reformez il ne toucheroit pas à leur régularité, mais qu'il se contenteroit de la visite du Saint-Sacrement. Cette résolution arrêta les entreprises de plusieurs autres éveques qui prétendoient avoir une pleine et entière juridiction sur les monastères de leur diocèse. L'eveque de Lizieux (2) s'en étoit déclaré dès l'année précédente; mais le jugement du Cardinal et un arret du Parlement de Paris rendu contre l'eveque de Chartres (3), en faveur des Chanoines réguliers de son diocèse *empechèrent qu'il n'entamat l'affaire* (a). Vers le meme tems l'eveque de Meaux (4) fit scavoir au prieur de Saint-Faron qu'il vouloit faire la visite de son monastère. Le prieur (5) l'étant [485] allé trouver lui représenta les privilèges de la Congrégation et lui témoignant que, pour la visite du Saint-Sacrement, on tacheroit de le recevoir avec le respect et la décence convenable. Le Prélat s'en contenta, assigna un jour pour la cérémonie et, afin que les choses se fissent avec l'honneur dû à un prélat de son mérite, on fit venir de Paris Dom Michel Baudry, le plus habile cérémoniaire qui fut dans le royaume.

BULLES DE LA CONGRÉGATION OMOLOGUÉS AU PARLEMENT DE BRETAGNE (6). — Cette meme année les Bulles d'érection de la Congrégation et de sa confirmation furent omologués au Parlement de Bretagne; elles l'avoient été à celui de Bourgogne peu d'années auparavant.

(a) Mis par F. au lieu de [lui imposèrent silence].

tères touchant la visite des sieurs Evesques ès Monastères qui leur ont esté subiects avant nostre établissement » (Arch. Nat. L. 814; Bibl. Nat. ms. fr. 24.151).

(1) François II de Harlay de Champvallon (1615-1651).

(2) Philippe Cospeau (1630-1646).

(3) Léonor d'Etampes (1620-1641).

(4) Dominique Séguier (1637-1659).

(5) En 1636, le prieur de Saint-Faron étoit Dom Bernard Tubeuf; le Chapitre général nomma Dom Germain Morelle en 1639.

(6) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 383.

CHAPITRE GÉNÉRAL (1). — L'an 1639, on tint au mois de may à Vendôme le Chapitre général auquel presida Dom Placide de Sarcus : les autres definiteurs furent Dom Firmin Rainsant, Dom Gabriel Théroude, Dom Jean Harel, Dom Maur Dupont, Dom Ignace Philibert, Dom Michel Piron, Dom Pierre Béziat et Dom Gregoire Tarris. Ce dernier fut continué Supérieur Général de la Congrégation et on lui donna pour sénieurs assistans Dom Jean Harel et Dom Placide de Sarcus. Les visiteurs furent, en la province de France Dom Firmin Rainsant, en Normandie Dom Gabriel Théroude, en Chezal Benoist Dom Anselme des Rousseaux, en Bretagne Dom Michel Piron, en Bourgogne Dom Ignace Philibert et dans la province de Toulouse Dom Antoine L'Espinac. L'on mit Prieur à Cluny Dom Cyprien le Clerc, à Saint-Germain des Prés Dom Benoit Brachet et à Saint-Denys Dom Guillaume Girard.

On y fit plusieurs décrets, dont les principaux furent : que les bénéfices à la nomination des Abbez, des Prieurs ou de certains officiers seront proposez au Chapitre et ne seront conférez que du consentement

(1) Cf. Dom Mège, *ibidem*, p. 385-387 ; voir aussi, ms. lat. 12789, fol. 106^{vo}-109. Ce Chapitre général, le 2^e de l'union Cluny Saint-Maur, promulgua 12 décrets (Cf. LL. 991, fol. 71-73) ; il renferme aussi 29 Avis communs (ms. fr. 24151, fol. 82-84 ; et A. N. L. 814, n° 5), suivis de 9 Avis aux supérieurs et de 34 Avis aux Visiteurs (ms. fr. 24151, fol. 91 sq.). Ces derniers sont particulièrement intéressants pour leur côté pratique concernant la vie intérieure des religieux, leur manière d'être extérieure, habit, propreté, la nourriture, le bon ordre matériel, moral des monastères, la tenue des divers registres dans chaque maison, etc. Le Chapitre nomma comme procureur syndic de la Congrégation à Paris Dom Hugues Bataille et comme dépositaire Dom Anselme Prévost ; il présenta comme vicaire général à l'abbé de Cluny, Dom Placide de Sarcus. Ce Chapitre eut aussi à s'occuper de l'affaire toujours pendante en Cour de Rome de l'approbation de l'union de Cluny et de Saint-Maur, et, au nom du deffinitoire dont il était le secrétaire, Dom F. Rainssant écrivit une lettre très importante donnant des instructions précises à Dom Placide Le Simon (Cf. ms. lat. 12789, fol. 108^{vo} et fol. 143^{vo}-144^{vo}).

de la communauté; quel'on n'entreprendra aucun procez qu'après avoir consulté les avocats et avoir envoie la consultation au P. Général, dont on obtiendra la permission après avoir entendu sur ce le P. Visiteur; [486] qu'on ne changera pas le nom des novices quand on leur donnera l'habit. On approuva le serment que font les novices avant leur profession et on ordonna aux Supérieurs de le leur expliquer. On confirma le vœu que le P. Tarrisse avoit fait en mettant la Congrégation sous la protection de la Sainte Vierge et tout ce qu'il avoit ordonné à ce sujet (1); enfin l'on nomma quatre Supérieurs pour examiner les Constitutions (2).

On fit aussi quelques reglemens par *l'un desquels* (a) il fut dit que la semaine d'auparavant le Careme et l'Avent les supérieurs pourroient permettre d'aller deux fois se promener dans la campagne et une 3^e fois de conférer ensemble dans le monastère jusques au premier

(a) Mis par F. au lieu de [par lesquels].

(1) Voir plus haut, t. II, p. 173 sq., ce qui fut proposé par Dom Tarrisse à la diète de 1637 (cf. Arch. Nat. L. 814, n° 148; et Bibl. Nat., ms. fr. 24151, fol. 65-66).

(2) Ces supérieurs furent : Dom J. Harel, Dom Pl. de Sarcus, Dom Firmin Rainssant, Dom Maur Dupont. Voici d'ailleurs l'article 7 des décrets du Chapitre général sur ce point particulièrement important :

« Quia Constitutiones 1^{re} et 2^{ae} partis hactenus usu firmatae, et in praesenti Capitulo Generali rursum examinatae et approbatae cum nonnullis modificationibus, seu correctionibus in meliorem ordinem disponendae, styloque uniformi condendae sunt, et pleraque alia ob multitudinem occurrentium negotiorum concludi non potuerunt a RR. PP. Definitoribus, quibus necessario procedendum, ut iis maturiori consilio provideatur, deputamus RR. PP. DD. Joannem Harel, Placidum de Sarcus, Seniores Assistentes et Firminum Rainssant, Visitatorem Provinciae Franciae, et Maurum Dupont, qui jussu R. P. Superioris Generalis et tempore per eum determinando, huic operi hoc triennio incumbant, eique manum ultimam (quantum infirmitas humana patitur) imponant, ut ex eorum relatione denuo approbentur in proximo futuro Capitulo Generali et typis excudantur in perpetuum, si Deus faxit, uniformiter observandae. Et quamvis in Capitulo Generali proxime elapso inter alia sancitum sit in Regimine, sive in 2^a parte Constitutionum super statutis a definitoribus Capitulii Generalis de novo condendis, vel antiquis renovandis, aut certe mutandis, quod ubi diversae fuerint sententiae vocem habentium in Capitulo, nec in unam deputati Provinciales cum RR. PP. Definitoribus convenire potuerint sex de numero dictorum deputatorum admittentur in definitorium, qui simul cum iisdem definitoribus rem totam concluderint, quod quidem decretum (justis rationibus id suadentibus) abrogantes, constituimus duabus tertiis partibus provincialium Deputatorum probari debere quaecumque de novo condita et statuta fuerint, vel antiqua abrogata, nihilominus tamen in proximo Capitulo Generali, ut facilius omnium conclusio eliciatur, statuimus quod postquam statuta hujusmodi praedictis deputatis provincialibus proposita, et ab eis de more considerata fuerint, si quid difficultatis suboriat, octo ab iisdem Deputatis de eorum numero eligentur, qui una cum Definitoribus rem totam ad pluralitatem suffragiorum supra dimidiam concludent. »

coup de vepres; les lundis, mercredis et vendredis il pourra permettre de conférer jusques à une heure après midy. Autant que faire se pourra, on ne conduira point les séculiers aux graces dans le chapitre et au cas qu'ils y aillent on ne fera point de répétitions de la lecture. C'est qu'alors après que les graces étoient finies chacun s'asseioit et le Supérieur interrogeoit quelque religieux sur la lecture du réfectoire. Les étudiants cesseront leurs leçons depuis le jour de saint Thomas apotre jusques au jour des Rois, et depuis les Rameaux jusques au Dimanche de Quasimodo, pendant lequel tems ils suivront tous les exercices réguliers, renouvelleront l'esprit de dévotion et pourront faire la retraite de dix jours si le superieur le juge à propos. Les supérieurs ne s'engageront point à precher dedans, ni dehors leur monastere, aucun advent, n'y careme, sans la permission par écrit des Supérieurs majeurs; ils ne feront aucune dépense en réparations, batimens ou decorations qui exedent la [487] somme de 60 ll. tournois, sans la permission expresse du R. P. Général, ou du Père Visiteur dans l'acte de sa visite, à moins d'une urgente nécessité, de quoi même ils avertiront les dits Révérends Pères.

RÉFORME DE MONTMAJOUR (1). — L'abbaye de Montmajour scituée sur une petite élévation à une demye lieue de la ville d'Arles, illustre par son antiquité, plus illustre encore par les grands hommes qu'elle a donnez à l'Eglise, étoit tombée dans un relachement extrême lorsque Mgr de Barault, évêque de Bazas, fut transféré à l'archevêché d'Arles, en 1633. Ce grand prélat qui avoit introduit la Congrégation dans son abbaye de Solignac scavoit par expérience le bien qu'elle y avoit produit au dedans et au dehors. Il ne se vit pas plus tot sur son

(1) Voir plus haut, tome II, p. 000. Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 392-406. Il existe à la Bibliothèque Nationale plusieurs mémoires qui ont pu soit servir à la rédaction de Dom Mège que Dom Martène reproduit en partie ou dont il s'inspire suivant son habitude, soit être utilisés par Dom Martène; il les a en tout cas certainement connus. Nous indiquons les principaux : Ms. lat. 12685, fol. 244-414. — Après un mémoire en latin par Dom Dulaura (fol. 244-338^{vo}) qui s'arrête à l'année 1639, on trouve une notice en français (fol. 348-374) très développée pour la période des Mauristes et l'introduction de la réforme. — Le ms. lat. 12686, fol. 1-302, renferme : a) fol. 1-114 une notice en latin, « Montis Majoris », par Dom Dulaura, jusqu'en 1643; — b) fol. 123-168^{vo} « Montmaïour », un précieux récit circonstancié, en français, de l'introduction de la réforme et des événements compris entre les années 1638-1643; — c) fol. 170-237^{vo} : Autre mémoire très utile, en français, avec pièces justificatives concernant l'introduction des Mauristes à Montmajour et portant sur les années 1638-1646; — d) enfin fol. 238-245, un résumé en français, extrait du « livre des choses mémorables du monastère de Montmajour ».

nouveau siège qu'il songea, pour l'édification de son diocèse, à procurer un semblable bien à l'abbaye de Montmajour dont il ne pouvoit apprendre les déportemens sans avoir le cœur pénétré de douleur. Mais comment en venir à bout? Les Religieux de cette maison étoient immédiats au Saint-Siège et, par conséquent, exemts de sa juridiction. Cela ne le rebuta pas : il crut seulement qu'il falloit agir avec beaucoup de prudence et avoir recours à Dieu. Il leur rendit une visite de civilité et dans la conversation il fit tomber le discours sur la réforme, puis il leur dit d'un air aisé et comme en riant : « Il faut que vous changiez de vie ou que vous cédiez la place à des personnes meilleures que vous. » Ils ne voulurent faire n'y l'un n'y l'autre.

Peu de tems après, ce Prélat vint à Paris où il vit le P. Tarsis et lui dit qu'il avoit dans son diocèse une grande vigne capable de porter bien du fruit, mais qu'étant étouffée par les ronces et les épines elle n'en [488] rapporteroit aucun, qu'elle avoit besoin de bons ouvriers pour la défricher, qu'il n'y avoit que lui qui put lui en donner et qu'il venoit lui en demander, qu'il s'agissoit de réformer le Montmajour. Le R. P. écouta sa proposition avec sa politesse ordinaire et, sans lui rien promettre, lui fit espérer qu'on pourroit dans la suite le satisfaire. L'archevêque écrivit pour le même sujet au Chapitre général qui se tint peu après à Vendôme (1). Étant de retour dans son diocèse, il rouloit toujours dans son esprit le même projet; mais comme il n'y voioit pas d'apparence il lui échappa un jour de dire dans son chagrin, il faut qu'ils se réforment ou qu'ils se sécularisent et qu'il ne pouvoit pas voir plus long tems la profanation d'un lieu si saint. Le prieur qui étoit un homme fort inconstant écouta avec plaisir cette proposition. Il assembla ses religieux en 1634, leur représenta que depuis cent ans ils vivoient sans régularité, que le service divin étoit même abandonné parmi eux et que l'unique remède à ce mal étoit de se séculariser. Tous y donnèrent avec joye leur consentement et, sans différer, députèrent un d'entre eux à Rome pour y poursuivre cette affaire. Mais auparavant ils consultèrent le cardinal Bichi, évêque de Carpentras (2), qui approuva leur résolution et promit de les aider; il leur conseilla pourtant d'attendre un autre pontificat parce que Urbain VIII étoit contraire aux sécularisations. Ils se retirèrent cha-

(1) Cf. Bibl. Nat. 12686, fol. 126^{vo} qui nous a gardé une copie de cette lettre de Mgr Jean Jaubert de Barrault de Blagnac.

(2) Alexandre Bichi, évêque de Carpentras de 1630 à 1657 et cardinal en 1634, fut dans la suite pourvu de l'abbaye de Montmajour en 1643.

grins de ce retardement et ne parlèrent plus ny de réforme ny de sécularisation. L'évêque, de son côté, les laissa tranquilles; mais il arriva que le prieur ouvrit la voye à la réforme sans le vouloir. Il rendoit fort [489] souvent visite à l'archevêque et il ne lui parloit point qu'il ne lui portoit des plaintes contre ses religieux. Le prélat lui demanda un jour en quel état étoit l'affaire de la sécularisation; il lui répondit qu'on n'y pensoit pas pour le présent et qu'on attendoit un autre pontificat. Alors l'archevêque crut qu'il falloit profiter de cet intervalle pour travailler tout de bon à la réforme. Il en parla au prieur qui lui promit tout ce qu'il voulut, non qu'il souhaitât la réforme, mais parce qu'il ne vouloit pas perdre l'amitié du prélat. Il ne fut plus question que de se précautionner contre les oppositions qui pouvoient se rencontrer; pour cet effet l'archevêque s'adressa au Roi qui lui donna des lettres pour l'intendant de Provence, par lesquelles il lui ordonnoit de prêter main forte à l'archevêque s'il en avoit besoin. Cela arriva au mois de mars 1638, auquel tems le prélat, étant à Paris, en conféra plusieurs fois avec le P. Tarrisé qui, voiant l'évêque muni des lettres du Roy, lui promit de coopérer à son pieux dessein.

L'archevêque de retour à Arles, fit signifier par un huissier aux religieux le pouvoir qu'il avoit du Roi et en même tems la volonté qu'il avoit de les réformer; qu'ainsi ils eussent à se tenir prêts à recevoir les réformes qu'il devoit bientôt leur envoyer. Il fit la même signification au grand vicaire de l'abbé. Les religieux députèrent aussitôt un d'entre eux pour aller à Rome pour suivre leur sécularisation. Mais comme cette députation se fit dans l'absence du prieur et de quelques autres religieux, ceux-ci regardant cette assemblée comme un mépris qu'on faisoit d'eux en appellèrent comme d'abus. D'un autre côté, le député étant prest de s'embarquer à Marseille tomba malade d'une fièvre violente qu'il reconnut être une punition de Dieu et promit de renoncer [490] à sa députation. Le prieur fit aussi tous ses efforts pour attirer de ses confrères dans son party et fit un voyage à N. D. de Rochefort pour recommander à Dieu la réforme de son monastère; mais la suite de sa conduite fit voir qu'il n'agissoit pas sincèrement.

Le cardinal Bichi qui comptoit avoir dans peu l'abbaye de Montmajour fit venir le prieur auquel il promit de dissiper tous ces projets de réforme s'il devenoit leur Abbé. On vit alors que toutes les démarches du prieur ne parloient que d'un faux point d'honneur qu'il croioit blessé par la députation faite en son absence. Cependant le P. Tarrisé, à la prière de l'archevêque, envoya deux religieux de Saint-André à Arles; mais aiant trouvé le prélat très malade ils furent obli-

gez de s'en retourner. L'archevêque étant revenu en santé écrivit au prieur de Saint-André (1) et, par ordre du P. Tarris, le Visiteur de la province de Chezal Benoist et l'Abbé de Saint-Augustin de Limoges (2), avec un ample pouvoir, se rendirent à Arles au commencement du mois de mars 1639. Le prélat écrivit aussitôt aux religieux de Montmajour que le jour suivant il falloit commencer à traiter l'affaire de la réforme; mais aiant reçu des lettres du cardinal Bichi qui le prioit de ne rien précipiter, parce qu'aïant fait des démarches pour obtenir l'abbaye, c'étoit à lui à la réformer, il donna un délai de huit jours. Au bout de ce temps un gentilhomme du cardinal lui apporta de nouvelles lettres pour le prier encore de ne pas se presser; mais il passa outre, et le 22 du même mois de mars, accompagné des échevins et des principaux de la ville qui avoient cette réforme à cœur, il vint au Montmajour où [491] toutes les portes lui furent ouvertes. Il assembla les religieux au chapitre, leur fit un discours fort pathétique sur l'essence de la vie religieuse et sur la nécessité de réformer leur maison; enfin il les pria de recevoir les Pères de la Congrégation et de les traiter avec humanité, leur deffendit de recevoir des novices à l'habit et à la profession et leur ordonna de ne point remplir les offices claustraux qui pourroient venir à vacquer; il s'informa du nombre des religieux profès, fit sortir tous ceux qui ne l'étoient pas et s'en retourna à Arles avec ceux qui l'avoient accompagné.

Le prieur (3) outré de ce que les choses alloient autrement qu'il ne s'étoit proposé, et encore plus de ce qu'il ne pouvoit s'y opposer, alla donner avis de tout au cardinal qui luy conseilla de ne point passer de concordat ou, au cas qu'il ne put s'en dispenser, de mettre cette condition : sous le bon plaisir de Mr l'Abbé. Mais tandis que ce cardinal et le prieur concertent ensemble, les religieux de Montmajour s'assemblent au chapitre et font un concordat par devant notaire qui fut approuvé de l'archevêque et signé de tous. Le prieur étant revenu à Arles et trouvant les choses faites en fut pénétré de douleur; il rendit à l'archevêque de nouvelles lettres du cardinal qui le prioit de faire sortir de Montmajour les Pères qu'il y avoit amenez, à quoi le

(1) Cf. Bibl. Nat. ms. lat. 12686, fol. 135^v : copie de la lettre de l'archevêque d'Arles au prieur de Villeneuve-les-Avignon lui demandant des religieux réformés (21 déc. 1638).

(2) Ce visiteur étoit Dom Guillaume Girard et son compagnon Dom Martial des Forges.

(3) Dom Jean André (cf. Dom Mège, *Annales*, *ibid.*, p. 393).

Prélat répondit : j'ay fait ce que devoit faire un évêque, l'ouvrage de Dieu est accompli, à Dieu ne plaise que je le détruise.

Le concordat étant passé (1) en bonne forme et signé de part et d'autre, le Visiteur et l'abbé de Saint-Augustin le portèrent au Chapitre général où il fut confirmé. On envoya deux autres religieux sur les lieux pour tout disposer à la prise de possession. Le visiteur de la province de Toulouse les suivit de près et fut extrêmement surpris que dans le traité on eut tout abandonné le revenu aux anciens sans avoir rien réservé pour la nourriture et l'entretien des réformez [492]. Cela l'obligea de prier Mrs les anciens de différer un peu la prise de possession jusques à ce qu'il eut pourvû aux nécessitez de ceux qui devoient venir; mais ils ne voulurent aucun retardement et firent signifier par un huissier au visiteur qu'il eut à prendre possession au jour marqué par le concordat. Il fallut en passer par là et, le 29 de septembre, les réformez prirent possession en présence de quatre anciens, tous les autres aiant abandonné la maison le jour précédent, après avoir emporté tout ce qu'ils purent enlever et brisé le reste. Les quatre anciens se retirèrent le jour même de la prise de possession qui se fit avec les cérémonies ordinaires, mais sans pompe et sans appareil. On fit venir un notaire pour faire un procès verbal de l'état où étoit le monastère quand on y entra et un inventaire de ce qui s'y trouvoit; l'on vit par cet acte qu'il n'y avoit pas de quoi nourrir les réformez pendant un jour.

L'Abbé de Montmajour (2) trouva fort mauvais que l'Archevêque eut introduit la réforme dans son abbaye sans lui en avoir parlé. Il exhorta les anciens à se joindre à lui pour faire cesser tout ce qui avoit été fait, mais ils n'en voulurent rien faire; il refusa d'approuver l'introduction et tacha de diminuer les revenus affectez pour les religieux qui se trouvèrent sans avoir de quoi vivre. Il en écrivit au P. Général et le P. Général à l'Archevêque qui promit beaucoup et ne fit rien (3). Cependant le Parlement confirma le concordat qui fut suivi peu après du concordat avec l'abbé. Dieu cependant consola les

(1) Le 4 avril 1639 (cf. ms. lat. 12685, fol. 353 sq.). Voir aussi une copie du concordat et de diverses pièces dans le ms. 12686, fol. 173 sq. Le concordat fut enregistré au Parlement de Provence, le 13 octobre 1639. Voir sa ratification par le Chapitre général (fol. 179 sq.).

(2) Cet abbé de Montmajour étoit alors Jean-Baptiste-Gaston Savari de Breves nommé en 1633. Les pourparlers n'avaient été engagés qu'avec son procureur Jean de Piétrequin.

(3) Cf. ms. lat. 12686, fol. 142^o : copie des lettres de Dom Tarrisse à l'archevêque d'Arles (29 oct. 1639), et réponse de celui-ci (10 nov. 1639).

réformez en inspirant à un des plus puissans seigneurs du pays de pourvoir abondamment à tous leurs besoins, mais sa charité étoit intéressée et ne dura pas longtemps. Il avoit un frère religieux dans la Congrégation qu'il vouloit faire prieur de Montmajour ; il le demanda aux Supérieurs qui lui répondirent que le Chapitre Général avoit disposé de cette place. Il prit cette réponse pour un refus et d'amy qu'il étoit, devint un des plus grands ennemis de la Congrégation. Cependant son frère lui fit connoître que les charges et les dignitez du cloître ne se donnoient qu'aux religieux les plus réguliers et les plus humbles et que l'ambition n'étoit pas la voye pour y parvenir.

RÉFORME DE SAINT-FLORENT DE SAUMUR ET DE SAINT-FLORENT-LE-VIEIL (1). — La réforme de Saint-Florent de Saumur et de Saint-Florent-le-veil (2) avoit été fort agitée en 1621 et 1622. On avoit même passé un concordat en 1622 ; mais parce qu'on y avoit inséré des clauses que les réformez ne purent admettre l'affaire en étoit demeurée là. Après la mort de l'abbé Gilles de Souvré, le Roi donna cette abbaye à Charles Bouvard (3), trésorier de la Sainte-Chapelle de Vincennes, conseiller au Parlement et fils de son premier médecin. Les différens qu'il eut avec les religieux de son abbaye l'engagèrent à y appeler ceux de la Congrégation et il fit avec eux un concordat en 1637. Ce traité lui étoit fort avantageux : comme il ne laissoit pas de quoy entretenir la communauté on différa plus d'un an à prendre possession. Dom Pierre du Bois, prieur des anciens de Saumur et Dom René Bitald, célerier de Saint-Florent-le-veil souhaitoient ardemment l'introduction de la réforme et, pour la faciliter, on envoya les jeunes religieux de Saumur à Saint-Florent-le-veil, afin d'avoir des cellules pour loger les réformez. A l'égard de Saint-Florent-le-veil,

(1) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 406-410. Voir *Histoire de la Congrég. de St-Maur*, t. I, p. 128 sq. ; Bibl. Nat. ms. lat. 12704, fol. 29-43 ; ms. lat. 12671, fol. 1-176.

(2) Saint-Florent-le-Vieil (chef-l. cant., arr. Cholet), abbaye fondée au VIII^e siècle près du tombeau de saint Florent et très prospère pendant la période carolingienne ; elle fut ravagée en 849 par les Bretons, et ensuite par les Normands. Les religieux se réfugièrent en Bourgogne ; de retour au milieu du X^e siècle ils se partagèrent en deux groupes dont le principal s'installa aux abords de Saumur (St-Florent-le-Jeune). Saint-Florent-le-Vieil devint dès lors une dépendance du nouveau monastère. — Cf. Dom BESSE : *Abbayes et Prieurés*, t. VIII, p. 103. BRÉTAUDEAU : *Saint-Florent-le-Vieil. La vie de saint Florent, le monastère et la ville*. (Angers, 1896, in-16).

(3) Abbé commendataire de 1632 à 1645.

les anciens demandèrent eux-mêmes la réforme : ainsi l'on prit possession au mois de Xbre 1639 des deux monastères. Mais dans les commencemens l'on y vécut dans une pauvreté extrême, pendant que l'abbé, qui étoit un homme de beaucoup de piété, donnoit tout son bien aux Prêtres de la Mission, sans avoir pitié de ses religieux qu'il voioit gémir et manquer du nécessaire.

DE SAINT-PIERRE-LE-VIF ET DE SAINT-REMI DE SENS. — L'abbaye de Saint-Pierre-le-vif (1), proche de Sens, une des plus anciennes et des plus illustres du royaume, tant par le grand nombre de saints qu'elle possède et qu'elle a [494] produit que par les prélats et grands hommes qu'elle a donnez à l'Eglise et surtout à celle de Sens, par les écrivains qui en sont sortis et les événemens singuliers qui y sont arrivez, reconnoit pour fondateur le grand Clovis qui, à la prière de sainte Théodechilde sa fille, *ou sa petite-fille selon d'autres* (a), la fonda l'an 507. Aiant été ruinée plusieurs fois par les Barbares, par les guerres civiles et les incendies, il y a sujet de s'étonner qu'elle subsiste encore aujourd'hui. La discipline régulière éternée par tant de contre-tems a eu besoin, plus d'une fois, d'une sage réforme pour la rétablir; mais de toutes celles qu'elle a reçues, il n'y en a point de plus remarquable que celle de la Congrégation de Saint-Maur qui y fut établie l'an 1639.

Tout y étoit alors dans un affreux désordre : l'on ne voioit plus que de tristes restes de ce qu'avoit été cette abbaye. Le tonnerre tombé la nuit du 6 juin 1632, sur le clocher du chœur, avoit fondu les cloches et brulé la charpente de l'église; les pluies survenües

(a) Ajouté par F.

(1) L'abbaye de Saint-Pierre-le-Vif, qui remonte vers le milieu du VI^e siècle, eut beaucoup à souffrir pendant les guerres de Cent ans et de religion. Les bâtimens ainsi que l'église ont été démolis après la Révolution. — Cf. Arch. départ. de l'Yonne, série H, fol. 167-257; Bibl. Nat., ms. lat. 12691, fol. 107-250, comprenant notamment trois notices, dont fol. 182-220 un « Petit recueil des choses mémorables qui concernent le monastère de St-Pierre-le-Vif et principalement les S. Reliques dont il est décoré; le tout tiré des archives dudit lieu ». Cette notice, complétée par des notes sur les abbés de la main de Dom Martène, va jusqu'à l'année 1671. Dom Victor Cotron a composé un « *Chronicon ecclesiae percelebris ac coenobii regalis Sancti Petri Vivi Senonensis (700-1650)* », qui se trouve à la Biblioth. d'Auxerre, ms. 213. — *Gallia Christiana*, XII, 132-145; instrum. 2; Dom BESSE : *Abbayes et Prieurés*, t. VI, p. 24-26; CHABAU : *Histoire de l'abbaye de Saint-Pierre-le-Vif à Sens* (Aurillac, 1883, in-16); H. BOUVIER : *Histoire de l'abbaye de Saint-Pierre-le-Vif* (Auxerre, 1891, in-8°), extrait du *Bulletin de la société des sciences histor. et natur. de l'Yonne*, an. 1891, 45^e vol., p. 5-212.

depuis l'incendie avoient fait tomber la voute. Tous les batimens étoient presque entièrement ruinez : il ne restoit de cette ancienne abbaye que le réfectoire et la cuisine qui fussent tant soit peu habitables ; tout y étoit désert et le service divin y avoit cessé.

Octave de Bellegarde (1), religieux et abbé de Saint-Germain d'Auxerre, pour lors archevêque de Sens, ne pouvant souffrir qu'un lieu si saint et la sépulture de ses illustres prédécesseurs fut ainsi exposé à la profanation et tant de précieuses dépouilles ensevelies sous les ruines de la première abbaye de son diocèse, il tacha de la relever aussi bien que celle de Saint-Remi-les-Sens (2), ruinée en 1567, pendant les guerres civiles. L'un et l'autre de ces deux monastères étoit réduit à trois religieux qui, après avoir abandonné leur cloître et leur maison, ne conservoient plus [495] de leur état que l'habit. Ce sage prélat fit inutilement tous ses efforts pour les ramener et leur faire reprendre l'esprit de leur profession (3). C'est ce qui l'obligea de faire une ordonnance, le trois d'avril 1638, dans laquelle, après avoir déclaré qu'il avoit travaillé inutilement à remettre le bon ordre dans les abbayes de Saint-Pierre le vif et de Saint-Remy, il faisoit voir qu'on ne pouvoit y rétablir la discipline régulière qu'en y introduisant la Congrégation de Saint-Maur ; qu'en conséquence il avoit défendu de recevoir des novices dans ces deux monastères, et il ordonnoit en meme tems à son promoteur d'avertir les Supérieurs de la Congrégation d'y envoyer un nombre suffisant de religieux ; et afin que la réforme de Saint-Remi ne fut pas retardée faute d'église et de lieux réguliers, il ordonna que les religieux qui seroient envoyés pour

(1) Octave de Saint-Lary de Bellegarde, archevêque de Sens de 1621 à 1644 ; mort en 1646.

(2) Fondée dans les premières années du VIII^e siècle, l'abbaye de Saint-Remy de Sens, ravagée en 833 par les Normands, reconstruite en 915, détruite en 1054, puis de nouveau en 1358, ne comptait plus que trois religieux quand l'archevêque de Sens Octave de Bellegarde en attribua une partie des biens à l'abbaye de Saint-Pierre-le-Vif, par un acte en date du 3 avril 1638, unissant ainsi les deux monastères. En 1680 les deux menses abbatiales furent attribuées aux Pères de la Mission de Versailles. — Cf. Arch. départ. de l'Yonne, série H. 258-327 ; Bibl. Nat. ms. lat. 12779, fol. 363 sq., ms. lat. 13819, fol. 248 ; ms. lat. 13878 : *Chronique de Saint-Remy de Sens*, par Dom Victor Cotron (le même à la Bibl. Reims, ms. 1380) ; Bibl. de Sens, ms. 74 : *Mémoires sur l'abbaye de Saint-Remy*, par Dom Louis Janet ; *Gallia Christiana*, XII, 118-125 ; instrum. 2, 3, 10, 12 ; Dom Bessé : *Abbayes et Prieurés*, t. VI, p. 26 ; M. Prou : *Le transfert de l'abbaye Saint-Remy de Sens à Vareilles. Étude sur les plus anciens privilèges de Saint-Remy*, dans *Bull. de la Société archéol. de Sens*, t. XXVII, 1913, p. 254-321.

(3) Cf. Arch. départ. de l'Yonne, H. 171 : dès l'année 1636 le promoteur de l'archevêché avait dressé un monitoire en vue d'informer sur la situation de l'abbaye de Saint-Pierre.

Saint-Remi se joindroient à ceux de Saint-Pierre le vif où il y auroit une chapelle dans laquelle ils feroient l'office le jour de la fête de leurs patrons et des principaux saints de leurs monastères et où se diroit tous les jours une messe basse pour les fondateurs.

Cette ordonnance fut ratifiée par lettres patentes du Roy et omologuée au Parlement. Dom Grégoire Tarris envoie Dom Benoist Brachet, prieur de Saint-Martin des Champs, lequel traita au nom de la Congrégation pour l'établissement de la réforme avec le Grand Prieur et les anciens de Saint-Pierre le vif * le 16 septembre 1638 et le 18 du même mois, il obtint le consentement du prieur claustral de Saint-Remi pour l'union de la manse conventuelle de l'Abbaïe de Saint-Pierre le vif ^(a) : consentement qui fut pareillement donné par les religieux le 16 d'aoust de l'année suivante (1). Les choses étoient ainsi disposées avec les religieux des deux abbayes, le même Dom Brachet et Dom Barnabé Aubert ⁽²⁾ passèrent le concordat pour l'introduction de la réforme à Saint-Pierre le vif avec M. Berruyer, Sr de Manselmont (3), fondé de procuration de M. Jean François Berruyer, son fils, abbé commendataire de ce monastère, le 17 mars 1639 et celui qui avoit été fait avec les anciens religieux le 16 du mois de septembre fut ratifié [494 bis] ^(b).

Toutes les difficultez étant levées, le Père Brachet, en vertu d'une procuration du P. Général, prit possession le 9 d'avril suivant, et le 18 d'octobre de la même année, veille de saint Savinien et de saint Potentien, apôtres de Sens, dont les corps reposent à Saint-Pierre le vif, les religieux de la réforme commencèrent aux premières vêpres

(a) Ajouté par F.

(b) Le ms. original porte par erreur deux fois la pagination 494 et 495.

(1) Cf. Arch. départ. de l'Yonne, H. 169 : « Inventaire par ordre chronologique des titres de l'abbaye royale de Saint-Pierre-le-Vif de Sens et de Saint-Remy, unis conventuellement... » La layette I. renferme les documents relatifs à la réforme de l'abbaye Saint-Remy et son union à celle de Saint-Pierre.

(2) Dom (Robert) Barnabé Aubert, profès aux Blancs-Manteaux le 14 novembre 1622, prieur de Saint-Fiacre-en-Brie en 1627, mort à Saint-Germain-des-Prés le 29 août 1646.

(3) Jean-François Berruyer, abbé de Saint-Pierre-le-Vif, de 1636 à 1644. Voir aux Arch. départ. de l'Yonne, H. 171, le Concordat entre l'abbé de Saint-Pierre et les Mauristes pour l'union de l'abbaye à la Congrégation (1639).

L'abbé de Saint-Remy (1638-1644) était Martin Meurice, évêque de Madaure et coadjuteur de Metz. Il consentit par un concordat en date du 12 septembre 1640, passé entre Jean Aubert son vicaire général et le prieur et les religieux de Saint-Pierre, à l'union de la manse conventuelle de Saint-Remy avec celle de Saint-Pierre (Arch. départ. de l'Yonne, H. 171). Cette union fut confirmée par lettres patentes du 26 janvier 1641.

à y faire l'office; mais ne pouvant y subsister en grand nombre faute de logemens, étant même obligés la plupart de coucher dans une vieille grange, ils obtinrent l'agrément de l'archevêque pour différer à y mettre le nombre convenable de religieux jusques à ce que les lieux réguliers fussent un peu réparés.

MORT DE DOM PIERRE GOSSE. — Le 18 avril de l'année 1639, mourut Dom Pierre Gosse (1), natif de Jumièges, et profès de Saint-Faron où il avoit fait ses vœux, le 10 d'août 1620, à l'âge de 25 ans. Il joignoit à une vertu solide une grande connoissance des belles lettres qu'il professa au collège de Cluny. Ce fut là qu'il fut attaqué de sa dernière maladie et, quoiqu'il eut une grande appréhension de la mort, il se soumit bientôt à la volonté de Dieu et ne pensa plus qu'à se mettre en état d'aller paroître devant Lui. Il fit une confession générale de toute sa vie et se munit des saints sacrements. Le jour qu'il mourut il s'écria *Gaudent in cœlis animae sanctorum*, les âmes des saints dans le ciel sont dans les transports de joye; et comme on achevoit de luy donner l'extreme-onction il rendit doucement son âme au Seigneur.

MORT ET ÉLOGE DE DOM CHARLES MALVILLE (2). — Sur la fin de la même année, Dieu appella à lui Dom Charles Malville dont le vrai caractère étoit l'amour de Dieu et du prochain. Il étoit de Bernay, dans le diocèse de Lizieux, et fut le premier de ces cantons qui embrassa la réforme dans la Congrégation de Saint-Maur. Son exemple et ses exhortations en attirèrent plusieurs [495 bis] autres après lui. Il avoit 27 ans lorsqu'il fit profession, le 19 d'octobre 1619, au prieuré de Saint-Nicolas de Nadon, dépendant de Saint-Faron où l'on avoit transféré les novices des Blancs-Manteaux à cause de la peste. Dès son année de probation on admira en lui les vertus des plus avancés et, dès lors, on remarqua en lui un caractère de charité qu'il faisait éclater en toute occasion.

En 1621, il fut élu premier prieur du Mont Saint-Michel et en 1624, supérieur des religieux réformés qui résidoient au collège de Cluny où il eut beaucoup à souffrir. L'année suivante il fut nommé prieur

(1) Dom (Ansbert) Pierre Gosse avait été, en 1633, administrateur de Saint-Corneille de Compiègne. Voir LOTH : *Histoire... de Jumièges*, t. III, p. 53-55; DOM U. BERLIÈRE : *Nouveau supplément...*, p. 255.

(2) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 411-412. Voir *Histoire de la Congrégation de Saint-Maur*, t. I, p. 194, note 1.

de Saint-Fiacre et, deux ans après, premier prieur de Bonne-Nouvelle de Rouen. Le jour que l'on y fit l'introduction de la réforme le feu prit au monastère avec une telle violence qu'il menaçoit la maison d'une perte totale. Le saint prieur voiant que tout alloit périr, s'en alla dans l'église se prosterner devant le Seigneur avec une abondance de larmes qui fléchirent la colère de Dieu et obtinrent la cessation de l'incendie. Son zèle pour la gloire du Seigneur le porta à instituer à Bonne-Nouvelle la petite Congrégation de l'Enfant Jésus : les fruits de grâces et de bénédictions qu'on en a tirez ont fait assez connoître que c'étoit l'ouvrage du Saint-Esprit. Dom Malville répandit dans la ville de Rouen une si bonne odeur et s'y acquit une si bonne réputation qu'en 1630, les vicaires généraux écrivirent au Chapitre Général et supplièrent les Supérieurs de le continuer prieur à Bonne Nouvelle, mais on en disposa autrement et on l'envoia prieur à Sainte Croix de Bourdeaux où les flammes de sa charité se firent ressentir aux pauvres et aux malades et meme aux pestiferez qu'il assistoit autant que sa charge pouvoit le lui permettre. En 1633, il fut fait prieur de Saint-Lomer de Blois. Partout où il fut supérieur son [496] tendre amour pour ses frères se fit remarquer avec éclat : il les prevenoit dans leurs necessitez, les consoloit dans leurs peines, les exhortoit à la patience dans leurs maladies, souffrant avec eux et compatissant à leurs maux.

Au Chapitre Général tenu à Cluny, en 1636, il fut choisi pour remplir la place d'archidiacre de cette illustre abbaye; cet emploi mit le dernier sceau à sa charité, à ses autres vertus et à sa vie. Il y fut attaqué d'une maladie qui dura sept mois, pendant lesquels il donna des exemples d'une patience admirable et d'une rare humilité, se résignant à la volonté de Dieu au plus fort de ses douleurs et lui rendant grâces de le faire participant de ses souffrances. On fut obligé de lui appliquer le fer chaud sans qu'on entendit sortir de sa bouche la moindre plainte. Son humilité lui persuadoit qu'il étoit le plus grand des pécheurs et, pour en persuader tout le monde, il vouloit faire une confession publique de tous ses péchez; il en fut empêché par le P. Visiteur qui l'assista à la mort et qui lui administra les derniers sacremens de l'Eglise. Il mourut à Cluny le 16 de décembre 1639, et y fut regretté des grands et des petits qui le regardoient comme un saint. Sa réputation de sainteté attira à ses obsèques une foule de monde de tous les environs : plusieurs lui coupèrent de ses habits, d'autres voulurent, si on le leur eut permis, apporter leurs malades pour les faire toucher à son corps, persuadez qu'ils recouvroient la santé par cet attouchement.

MORT DE DOM GABRIEL GUYOT. — Quatre mois après, Dom Gabriel Guyot, prieur de la réforme à Saint-Pierre le Vif, y mourut accablé de peines et des fatigues que lui avoient causé l'état déplorable où étoit le monastère. Il étoit natif de Marsillac, au diocèse de Rhodéz, et avoit fait profession [497] à la Daurade en 1629. Il se conserva toujours dans le premier esprit qu'il avoit pris au noviciat : son humilité, sa douceur, sa charité furent toujours les mêmes. Ayant été envoyé comme premier prieur à Saint-Pierre le Vif, il s'y comporta avec édification et à la satisfaction de tout le monde. Le jour de Pâques de l'année 1640, il fut attaqué d'une fièvre continue qui lui dura neuf jours. Dès le commencement de sa maladie, il se disposa à la mort par la réception des sacrements, fit trois confessions générales, reçut le saint Viatique et l'Extreme-Onction, et renouvela ses vœux avant de mourir. Il s'endormit du sommeil des justes, le 17 d'avril 1640.

UNION DE LA MANSE CONVENTUELLE DE SAINT-REMI DE SENS A SAINT-PIERRE-LE-VIF. — Son successeur Dom Constantin Lambert fit dresser, à son arrivée le 12 juillet de la même année, un procès verbal des ruines de l'église et des lieux réguliers. Les seules réparations de l'église furent estimées 50000, mais elles excédèrent de beaucoup. Il différa à les commencer jusques à ce que l'union de la manse conventuelle de Saint-Remi et celle de Saint-Pierre le Vif fut consommée. Il en vint heureusement à bout, le 12 de septembre de cette année 1640. Le concordat fut passé le même jour entre le Sr. Aubert, principal du collège de Laon, fondé en procuration de Martin Meurisse évêque de Madaure et suffragant de Metz, abbé commandataire de Saint-Remi et Dom Benoist Brachet. Par ce traité, l'abbé consentit à l'annexe de la manse conventuelle et des offices claustraux de l'abbaye de Saint-Remi

à celle de Saint-Pierre le Vif et, le 4 mars 1641, ce concordat fut homologué au Parlement de Paris (1).

LES BULLES DE LA CONGRÉGATION OMOLOGUÉES AU PARLEMENT DE ROUEN (2). — Celui de Rouen avoit refusé jusques alors d'homologuer les Bulles d'érection de la Congrégation; elles le furent enfin cette année par un événement singulier. Une sédition arrivée dans la ville de Rouen irrita tellement [498] le Roi qu'il envoya un corps d'armée; il interdit le Parlement et parce qu'il ne falloit pas cesser absolument la justice, il établit un Parlement extraordinaire composé de conseillers d'Etat et de maitres des Requetes, parmi lesquels se trouvoit M. de Verthamont, l'un des protecteurs de la Congrégation, lequel profitant de l'occasion présenta les Bulles de Grégoire XV, et d'Urbain VIII, au nouveau Parlement : elles y furent receues et enregistrées sans aucune difficulté.

NOUVELLE OPPOSITION A L'UNION DE CLUNY (3). — A Rome, l'affaire de Cluny ne se terminoit point : depuis plusieurs années on se donnoit tous les mouvemens possibles pour faire confirmer l'union : les commissaires nommez par le Pape y étoient favorables et il ne paroissoit pas que le Dataire put se dispenser d'en expédier les Bulles. Mais dans le tems qu'on y pensoit le moins, il parut une opposition à l'union de la part de toute la legation d'Avignon (4); le Dataire se servit de ce prétexte pour reculer l'affaire. Outre cela le Saint-Siège se brouilla avec le Roi (5), l'ambassadeur se retira de Rome et l'affaire

(1) Voir plus haut, t. II, p. 211, notes 1 et 3.

(2) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 413.

(3) Cf. Dom Mège, *ibidem*, p. 387-390; 414-415; ms. lat. 12789, fol. 100^v-107; 144^{vv}, 145^v; 257-259. Voir Dom DENIS : *Le cardinal de Richelieu*, p. 319-337, qui expose toutes les péripéties de ces décevantes démarches.

(4) Dom Martène fait allusion au mémoire adressé à Rome par Dom des Roziers contre la Congrégation de Saint-Maur. Ce Dom des Roziers, ancien prieur de Genzat et compétiteur de Dom Rollet au grand-prieuré de Cluny en 1631, fit opposition, dès le début, à toute tentative de réforme à Cluny. Demeurant, depuis sa condamnation au Grand Conseil, dans le prieuré-collège de Saint-Martial d'Avignon, il trouva dans la personne de Dom Antoine Rosset, prieur de cet établissement, quelqu'un de tout disposé à le soutenir dans ses entreprises contre les moines réformés et par conséquent contre l'union de Saint-Maur et de Cluny. — Cf. Dom JEAN BERTET : *Histoire des recteurs du Collège de Saint-Martial d'Avignon* (Avignon, 1688, in-fol.); Dom DENIS, *op. cit.*, p. 321 sq.

(5) Les relations étoient déjà quelque peu tendues entre l'ambassadeur, le marquis de Cœuvres, maréchal d'Estrées et le cardinal Francesco Barberini, gouverneur de

se trouvant alors hors d'espérance, on se contenta de faire confirmer l'union par le Grand Conseil.

FUITE DE L'ANCIEN PRIEUR DU COLLÈGE (1). — Entre les articles de l'union le Collège de Cluny étoit soumis aux Supérieurs de la Congrégation. Dom L'Empereur qui en étoit prier aupaaravant prétendit que cet office, ou administration, étoit un bénéfice simple perpétuel qui n'avoit point charge d'âmes et, comme tel, il en demanda au Saint-Siège les provisions qu'il obtint par surprise et dont le Procureur général de la Congrégation appella comme d'abus (2). Il ne laissa pas de chasser tous les professeurs que l'on avoit mis au collège depuis l'union et renversa tout le bien qui y avoit été saintement établi. On lui donna quelques avis [499] salutaires qu'il négligea. Dom Placide de Sarcus nommé par le Chapitre général vicair général de l'Ordre de Cluny et confirmé par le Cardinal abbé, se rendit au college pour y faire la visite et mettre fin à tous ces scandales; mais Dom l'Empereur ne voulut pas le reconnaître et lui ferma la porte (3). Il fut cité au tribunal du Cardinal, mais il feignit une maladie. Sur cela, Mr. l'Abbé nomma à sa place Dom Pierre Bedacier, ancien prier de Marmoutier, lui ordonnant d'aller trouver le prétendu malade et de lui faire certaines interrogations. Le P. Tarrisé, comme Supérieur

Rome, quand celui-ci fit saisir des esclaves turcs convertis échappés aux galères qui s'étoient réfugiés dans le couvent de la Trinité des Monts. Cet établissement étant de fondation royale, les droits du roi de France se trouvaient ainsi violés. Or pendant qu'on cherchait à arranger l'affaire, un écuyer de l'ambassadeur, Rouvray, ayant attaqué les sbires pontificaux, fut assassiné et le gouverneur fit exposer sa tête à Rome. Le maréchal d'Estrées quitta alors la ville et, à Paris, le Roi fit défendre à Scotti, nonce extraordinaire du Pape, de se présenter à la Cour jusqu'à ce que pleines satisfactions eussent été données à l'ambassadeur. Scotti, connu à Rome comme un des partisans de l'opposition espagnole, ayant répondu assez insolemment au secrétaire d'État chargé de lui notifier cette mesure que « il Papa metterebbe il Re sotto », Louis XIII interdit aux évêques qui se trouvaient à Paris toute communication avec lui.

(1) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 416-419; ms. lat. 12789, fol. 145^v. Dom Denis, *Le Cardinal de Richelieu...* p. 340 sq. Ces incidents montrent, entre bien d'autres, combien regrettables pour la discipline religieuse étoient les retards apportés par la curie romaine à la sanction officielle de l'union de Cluny et de Saint-Maur.

(2) Avant cette démarche à Rome, Dom Lemperrière en avoit fait une auprès de Richelieu. N'ayant que le titre d'administrateur du Collège de Cluny, *ad nutum abbatis*, il offrit à Richelieu de résigner sa charge en sa faveur, à condition de la garder lui-même jusqu'à sa mort : c'étoit transformer un office temporaire en bénéfice. Richelieu refusa.

(3) Voir le procès-verbal de cette visite en date du 10 mars 1640, aux Arch. Nat., S. 1445.

général de la Congrégation, alla lui même au Collège pour y faire la visite (1); Dom l'Empereur le reçut d'abord avec respect et le reconnut pour son supérieur; mais lorsqu'après le scrutin, il entendit les avis et les ordonnances que l'on faisoit pour le bien du Collège et de toute la jeunesse qui y demeuroit il en appella, prétendant qu'elles dépassoient le pouvoir du Général, qu'il n'étoit point religieux de la Congrégation de Saint-Maur, qu'il s'étoit agrégé à l'Ordre de Cluny, mais à certaines conditions, dont l'une étoit qu'il ne seroit pas soumis aux constitutions de la Congrégation. Cette opposition n'arrêta point le P. Tarisse, il continua de dicter ses ordonnances qui ne tendoient qu'à affermir la discipline régulière, à faire fleurir les sciences et à condamner la conduite du P. Lempereur; il donna ensuite l'administration du Collège à un autre, y nomma de nouveaux officiers et obligea Dom Lempereur à rendre compte. Celui-ci pressé par les remords de sa conscience s'enfuit la nuit du Collège, emportant avec lui tout ce qu'il put enlever. Sa fuite rendit la paix au Collège; on y nomma d'excellens professeurs, principalement en Philosophie et en Théologie, sous lesquels étudièrent [500] plusieurs jeunes religieux de la Congrégation (2).

RÉFORME D'EVRON (3). — Une des premières opérations de l'année 1640, ce fut la réforme de l'abbaye d'Evron (4) qui se fit le 14 de mars. Cette maison fondée par saint Hadouin, évêque du Mans, dans

(1) Elle eut lieu le 3 avril 1640. Devant les protestations de Dom Lemperrière, l'affaire fut évoquée au Conseil privé; c'est à la suite d'une série d'arrêts, de sommations, de visites domiciliaires qui s'échelonnent durant les mois de mai, juin, juillet, août, octobre et dont les pièces sont conservées aux Archives Nationales, S. 1445, que Dom Lemperrière prit le parti de s'enfuir, beaucoup plus parce que, à bout d'expédients, il préférât se mettre à l'abri d'ennuis éventuels, que « pressé par les remords de sa conscience », suivant le charitable euphémisme de Dom Martène.

(2) On mit à la tête du collège de Cluny, à la place du fugitif Lemperrière, Dom Albert Marchand. Originaire de Verdun, profès à Saint-Mihiel le 30 août 1624, envoyé à Cluny en 1630, fut prieur de Bonne-Nouvelle de Rouen de 1636 à 1639, supérieur au Collège de Cluny de 1639 à 1642, prieur de la Chaise-Dieu (1642-1648), de Saint-Melaine de Rennes (1650-1660), de Fécamp (1660-1663 et 1672-1678), de Saint-Ouen (1666-1672), visiteur de Chezal-Benoît de 1648 à 1651; de Normandie de 1651 à 1657, puis de 1663 à 1666; enfin de nouveau prieur de Bonne-Nouvelle de Rouen en 1678, où il mourut le 19 juin 1679 (Cf. *Vie des Justes*, t. II, p. 34-36).

(3) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 419.

(4) Voir *Histoire de la Congrégation de Saint-Maur*, t. I, p. 103, note 1. — Cf. Bibl. Nat., ms. lat. 12778, fol. 9-14; ms. lat. 13817, fol. 132-155; ms. fr. 19864, « Histoire de l'abbaye de Notre-Dame d'Evron » par Dom Ignace Chevalier (1669); GÉRAULT : *Notice historique sur Evron, son abbaye et ses monuments* (Laval, 1840, in-8).

l'étendue du diocèse à 4 lieues de Mayenne, n'avoit plus la forme d'une maison religieuse : le dortoir était entièrement séparé du réfectoire, l'infirmierie étoit dans un autre petit bâtiment éloigné des deux autres. Il ne restoit que l'église assez belle mais extrêmement nûe; cependant il y avoit du revenu suffisamment pour remettre les choses en un état capable d'y soutenir la régularité. On avoit désia pensé à y introduire la réforme et l'on avoit même dressé pour cela quelques articles; mais comme ils ne furent ny du gout de l'abbé, ni de celluy des réformez, ces démarches n'avoient point eu de suites : l'affaire ne fut consommée qu'en la présente année.

EXTRÉMITÉ DES RELIGIEUX DE MONTMAJOUR (1). — Les religieux réformez de Montmajour souffrirent un hyver très rigoureux. Au printemps la peste se déclara dans le pays : les chaleurs de l'été augmentèrent la contagion, tous les habitants du Montmajour furent attaquez d'une fièvre contagieuse, de meme que tous les religieux de l'abbaye et la pluspart des domestiques. Comme il n'y avoit plus personne pour les servir, tout malades qu'ils étoient, ils furent contraints de se servir les uns et les autres. Les moins malades se levoient, faisoient chauffer les bouillons et se trainoient avec peine pour les porter à ceux qui ne pouvoient se lever. Le Visiteur, aiant appris le triste état où étoient réduits ses religieux, accourut aussi tost au Montmajour et ne put retenir ses larmes lorsqu'il vit les souffrances et la patience des uns et la charité des autres. La peste en enleva une partie qui allèrent [501] recevoir une récompense éternelle. On transféra les autres dans un air plus salubre et on envia dans leurs places des religieux plus robustes.

RÉFORME DE JOSAPHAT (a). — *Introduction de la réforme à Josaphat.

Le 8 juin de la meme année 1640, la Congrégation prit possession

(a) Tout le passage concernant l'introduction de la réforme dans l'abbaye de Josaphat et que nous avons signalé par des astérisques a été ajouté sur un feuillet détaché, tout entier de l'écriture de Dom Fortet, et portant cette indication de sa main : [pour mettre à la page 501].

Cette addition me permet de donner quelques précisions à l'hypothèse émise dans

(1) A ce propos, Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 420-423, nous apprend que ces maladies contagieuses provenant des marais, les moines prirent l'initiative d'assèchements qui toutefois ne purent être assez complets pour rendre la région plus salubre.

de l'Abbaie de Josaphat lez Chartres (1). Ce monastère fut fondé au

I Introduction de cet ouvrage (t. I, p. xxvi, note 1) sur la part qui revient à Dom Fortet dans la rédaction de cette Histoire. M. G. Leduc, dans un compte-rendu extrêmement bienveillant du premier volume de cette publication (*Revue des Questions Historiques*, an. 1919, p. 119-121) trouve que je me suis exprimé d'une manière trop catégorique et peu favorable à l'égard de Dom Fortet. En effet, dire que ce dernier semble « presque confisquer à son profit l'œuvre tout entière », du fait, qu'après avoir parlé de la rédaction de Dom Martène dans la notice qu'il lui consacre, il ajoute : « c'est sur elle et sur des mémoires qu'il n'avait pas vus qu'on a écrit celle-ci », pourrait paraître jeter sur lui le soupçon d'une indelicatessé qu'il ne mérite assurément pas et que je me fais un devoir d'écarter. Par contre, il me semble difficile de se rallier à l'hypothèse de M. Leduc sur la composition même de l'ouvrage. D'après lui, la copie que nous possédons et qui sert de base à l'édition présente « est celle du texte de Dom Fortet, écrit sur la rédaction de Dom Martène et sur des mémoires qu'il n'avait point vus » : une fois son travail recopié, il y aurait fait ces quelques corrections autographes, d'ailleurs peu importantes et qui ne touchent pas le fond. Ainsi « nous n'aurions donc pas affaire à l'œuvre originale de Dom Martène, mais à un remaniement de Dom Fortet, dont il est impossible actuellement de préciser l'étendue », ce qui n'empêche pas Dom Martène d'en demeurer l'auteur principal, s'empresse d'ajouter M. Leduc. Parfaitement, je ne vois aucune objection à ces corrections de détail, elles vont de soi. Mais j'entrevois moins l'utilité d'une nouvelle rédaction faite par Dom Fortet lui-même d'un travail déjà entièrement rédigé par Dom Martène jusqu'en 1738 : je ne conçois pas d'ailleurs la nécessité d'une copie du texte de Dom Fortet, c'est vraiment par trop multiplier les rédactions et les copies pour un ouvrage de cette étendue. Je comprendrais encore que cette copie qui nous est parvenue eût été faite directement sur la rédaction même de Dom Martène d'après les indications et sous la direction de Dom Fortet ; mais rien ne nous autorise à l'admettre, car il y a tout lieu de croire, au contraire, que cette copie au net existait déjà quand Dom Martène proposa l'impression de son travail à la Diète de 1738 et que celle-ci fût maître sous clef « ledit manuscrit » (cf. Introduction, p. xii). D'ailleurs, à supposer que cette hypothèse fût la vraie (ce qui n'est pas), pourrait-on de là conclure à un remaniement de l'œuvre de Dom Martène ? Des corrections, des modifications, des coupures, des compléments comme nous en constatons l'existence dans le manuscrit actuel, oui ; une reprise entière, une refonte, non, je ne le crois pas. Pour quelle raison Dom Fortet aurait-il donc encore refait jusqu'en 1738, sur le manuscrit de Dom Martène que nous

(1) Com. de Lèves, cant. et arr. Chartres, Eure-et-Loir. — Sur l'emplacement de l'abbaye Notre-Dame de Josaphat fondée en 1117 est actuellement un hospice de vieillards ; quant à l'église elle fut détruite pendant la Révolution. — Cf. Bibl. Nat. ms. lat. 12667, fol. 1-68, dont a) fol. 1-48 : « Histoire en abrégé du monastère de Notre-Dame de Josaphat, 1668 », par Dom Fabien Bretheux. Cette même notice se retrouve dans le ms. 1163 de la Bibliothèque de Chartres qui compte 53 feuillets. Le vrai nom de ce religieux qu'on écrit encore Butteux paraît être Pierre-Fabien Buttreux ; il fut prieur de Josaphat de 1663 à 1669 et mourut prieur de Saint-Germer-de-Flaix en 1670. — b) fol. 50-68, « Mémoires pour servir à l'histoire de Josaphat », jusqu'en 1652. — *Gallia Christiana*, VIII, 1277-1285 : instrum. 315, 317, 331, 377 ; Dom BESSE : *Abbayes et Prieurés*, I, p. 225-226 ; C. MÉRAIS : *Cartulaire de N.-D. de Josaphat* (1904, in-8) ; C. MÉRAIS : *Église de N.-D. de Josaphat. D'après les documents historiques et les fouilles récentes* (Chartres, in-8, 204 p.).

XII^e siècle dans la vallée de Chartres sous le nom de Josaphat, sur la rivière d'Eure, à 600 pas de la ville du côté du septentrion, à l'imitation d'un lieu saint consacré à Dieu dans la vallée de Josaphat auprès de Jerusalem, afin que la ville de Chartres ressemblât à cette ville sainte par son voisinage, comme elle lui ressemble assez par sa situation.

Les auteurs de ce monastère furent Geoffroi (1) II évêque de Chartres et le seigneur Gosten (2) son frère; d'abord les religieux y vécurent dans une si grande disette qu'elle les fit nommer les pauvres moines. Dans la suite leur réputation ayant attiré à Josaphat plusieurs personnes de piété, les seigneurs voisins leur firent des donations considérables. La religion s'y soutint longtemps avec ferveur et il y avoit encore à Josaphat, au commencement du XIII^e siècle, 50 religieux tous prêtres; mais soit par le malheur des guerres ou par la pente naturelle au relâchement, soit enfin par une trop grande abondance elle étoit bien déchue sur la fin du même siècle. Les guerres qui survinrent dans le suivant causèrent au dehors la ruine des dépendances et au dedans la décadence totale de la régularité.

n'avons plus, le même travail de remaniement que ce dernier avait déjà fait jusqu'en 1651 avec la rédaction de Dom Mège qui nous reste, alors que d'après Dom Tassin, et de son propre aveu, il avait en mains le travail complet de cette « Histoire de la Congrégation de Saint-Maur depuis son érection jusqu'à nos jours »? Reprendre indéfiniment ainsi une œuvre, ce n'est guère le moyen de la faire aboutir. — D'ailleurs, pour nous guider sur la manière dont semble avoir procédé Dom Fortet, nous avons, en plus de ses corrections autographes de détail, des apports plus importants, par exemple ce feuillet détaché concernant l'introduction de la réforme dans l'abbaye de Josaphat dont Martène n'avait point parlé et que Dom Fortet a intercalé à la page 501 du manuscrit. Le même fait se reproduira plus loin, à la page 641 (ms.), pour l'abbaye de Saint-Basle; tandis qu'à la page (ms.) 679, le même correcteur a résumé, toujours sur un feuillet détaché, une longue lettre de Dom Lespinasse, prieur de Montmajour, à Dom Tarrisse que Dom Martène avait reproduite intégralement (ms. p. 679-685). Dans les deux premiers cas, il s'agissait de suppléer à une omission de Dom Martène; dans le dernier, Dom Fortet croyait utile d'atténuer l'expression très franche et très vive d'un rapport destiné, ainsi qu'on le verra, à « prouver l'injustice du cardinal » Bichi dans l'affaire de Montmajour. Je me borne à ces trois exemples, mais il y en a d'autres jusqu'en 1728; tandis qu'à partir des années 1738, non seulement ces faits ne se reproduisent plus, mais les corrections de détail mêmes se font très rares. — Toutefois, je ne prétends pas avoir tranché la question et définitivement élucidé le problème que soulève la rédaction du manuscrit, ainsi que m'y invitait si aimablement M. G. Ledos; mais ces quelques précisions me semblent plutôt en faveur de l'œuvre originale de Dom Martène qu'en faveur d'un remaniement dû à Dom Fortet.

(1) Geoffroy II de Lèves (1116-1149).

(2) Gosléin, seigneur de Lèves.

En 1466 lorsque la ville de Chartres fut assiégée presque tout le monastère fut réduit en cendres et, 100 ans après, les calvinistes rasèrent les édifices qui avoient été rebatis. Les abbés commendataires firent quelques concordats avec les religieux pour les obliger à être un certain nombre et à acquitter le service divin. Il s'en fit un, le 28 août 1638, avec Messire François de Lomenge (1), conseiller du Roi dans ses conseils d'État et évêque de Marseille, par lequel il unit l'abbaye de Josaphat à la Congrégation de Saint-Maur. Ce concordat demeura deux ans sans exécution. Cependant Leonor d'Estampes, évêque de Chartres, voyant que l'office ne pouvoit plus être continué dans l'abbaye, s'y transporta, assembla ce qui restait de religieux et leur déclara qu'en conséquence du concordat de 1638 il alloit faire venir les religieux de la Congrégation de Saint-Maur. En effet, le 8 juin 1640, il mit en possession de l'abbaye Dom Philippe Dei et Dom Cyrille Gaudin (2), religieux de la même Congrégation, consentant cependant que jusqu'à l'entier rétablissement des lieux réguliers, il n'y eut que 2 ou 3 religieux réformés dans le monastère. Depuis ce tems là, on a bâti le dortoir, l'hôtellerie, ou appartement des hôtes, l'infirmierie et le cloître*.

RÉFORME DE LA CHAISE-DIEU (3). — L'abbaye de la Chaise Dieu (4), fondée par saint Robert dans un lieu stérile et ingrat où les moines

(1) François de Lomenie, abbé de Josaphat depuis 1622, devint évêque de Marseille en 1624 et mourut en 1639. Henri d'Orléans de Rothelin lui succéda jusqu'en 1651.

(2) Dom (Antoine) Philippe Dey, profès à Saint-Faron le 12 juillet 1622, avait été nommé en 1636 procureur de la Congrégation à Paris. Au moment de la séparation, il opta pour l'Ordre de Cluny et mourut, le 29 novembre 1662, à Saint-Loup d'Esserent.

Dom (François) Cyrille Godin, originaire de Saumur, profès à Saint-Remi de Reims, le 5 avril 1635; prieur de Saint-Fiacre dont il demanda à être déchargé, compagnon du visiteur de France en 1640, mort à Saint-Germain-des-Prés en 1672. Cf. VANEL : *Nécrologe...*, p. 26; *Vie des Justes*, t. III, p. 126-127.

(3) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 423-424.

(4) Chef-l. cant., arr. Brioude, Haute-Loire. — Fondée vers 1046 sous le vocable des saints Agricole et Vital, l'abbaye prit, à la mort de son fondateur (1067), le nom de Saint-Robert de la Chaise-Dieu. Urbain II consacra son église en 1095; elle eut beaucoup à souffrir des guerres de religion. L'église est devenue paroissiale, les bâtiments claustraux subsistent en grande partie. Cf. Bibl. Nat. ms. lat. 12690, fol. 294 sq.; ms. lat. 12777, p. 355-596, « Histoire de la Chaise-Dieu » par DOM GARNON (1643), dont un autre exemplaire existe à la Bibliothèque de Clermont-Ferrand ms. 747. Cet ouvrage a été publié avec des notes par ANT. JACOTIN (Le Puy, 1912, in-8 de x-333 p.). Voir aussi, ms. lat. 12818, « Histoire de l'abbaye de la Chaise-Dieu »; ms. lat. 13816, fol. 244 sq.; ms. lat. 13845, fol. 42 sq.; ms. fr. 18681, « Histoire

pussent vivre dans une grande pauvreté, s'acquît dans ses commencemens une si grande réputation de sainteté qu'on y accouroit de tous cotez et que les gens de bien ne croioient pas pouvoir mieux employer les richesses que Dieu leur avoit données qu'à nourrir ceux qui le servoient dans ce saint lieu. Bientost elle devint une des plus riches du Royaume et commença à marcher de pair avec Marmoutier pour le nombre de ses dépendances. Le P. Rollet qui avoit voulu se rendre maître de Marmoutier se donna beaucoup de mouvemens pour soumettre la Chaise Dieu à la Congrégation. Mais ce fut inutilement, le Cardinal de Richelieu étant devenu abbé de la Chaise Dieu en 1639, songea aussi tost à y faire revivre l'esprit de son saint fondateur et, pour ce sujet, y appela la Congrégation de Saint-Maur. Le 30 du mois d'avril 1640, il passa un concordat avec Dom Grégoire Tarris (1) et, parce que le dortoir étoit ruiné, il accorda aux réformez l'usage de tous les appartemens de son logis abbatial en attendant que la maison fut habitable.

En conséquence de ce traité Dom Antoine L'Espinasse visiteur de la Province de Toulouse et Dom Victor Maréchal (2), institué prieur par la diette annuelle tenue à Saint-Denys, le 8 juin, se rendirent à la Chaise Dieu et ayant présenté le concordat à Dom Paul de Fretat, prieur et sacristin maigre de l'abbaye, il assembla tous les religieux en chapitre, leur fit lecture du concordat et des lettres adressées à eux de la part de S. E., et, ayant recueilli les voix, la pluralité fut pour accepter [502] le concordat en vertu duquel le même Dom Paul de Fretat et quelques anciens religieux les mirent en possession.

générale de la Congrégation de Saint-Robert de la Chaise-Dieu, en Auvergne, sous la règle de saint Benoît, divisée en six livres... » par Dom VICTOR TIOLER, des origines à 1652; Arch. Nat. L. 989, 990; S. 3297-3302. *Gallia Christiana*, II, 327-351; instrument. 103-107; DOM BESSE : *Abbayes et Prieurés*, t. V, p. 100-104; EDM. DARAND : *La Chaise-Dieu* (Paris, 1903, in-12); J. LANGLADE : *L'abbaye de la Chaise-Dieu* (Paris, 1923, in-12); G. PAUL : *L'abbaye bénédictine de la Chaise-Dieu* (Paris, 1924, in-8). Malgré ces monographies récentes, un travail d'ensemble digne de cette abbaye importante reste encore à faire.

(1) Cf. DOM GARDON : *Histoire de l'abbaye de la Chaise-Dieu* (éd. 1912), p. 237-247. Richelieu était abbé de la Chaise depuis l'année 1629 (et non 1639); la prise de possession avait eu lieu, le 10 juillet, en son nom, par Dom Amable de Frélat, prieur-tiers. (Cf. ms. fr. 18681, fol. 144^{re}.)

(2) Dom (Pierre) Victor Mareschal, originaire du diocèse d'Amiens, profès à Jumièges le 29 juillet 1627, fut élu prieur des Blancs-Manteaux en 1639, de la Chaise-Dieu en 1640, abbé de Saint-Allyre de Clermont en 1642, prieur de Saint-Evrault en 1648 et 1651, abbé de Saint-Martin de Séz en 1654 et 1657, visiteur de Bourgogne en 1660, prieur de Redon en 1663 et 1666. Il mourut à Corbie le 19 avril 1673.

Le 7 de septembre les anciens passèrent un nouveau concordat avec Dom Anselme des Rousseaux, visiteur de la province de Chezal Benoist, et Dom Victor Marechal, prieur des reformez de la Chaise Dieu, pour l'exécution du premier concordat et pour le règlement des pensions des religieux résidens en l'abbaye, de ceux que l'on avoit envoiez en obédience dans les prieurez, des novices et étudiants au collège de Tournon, lequel nouveau concordat fut confirmé et ratifié par le cardinal abbé le 3 de decembre de la meme année. Dès le 9 du meme mois de septembre, les reformez commencèrent à faire l'office divin dans l'église de l'abbaye. Les anciens religieux en témoignèrent beaucoup de satisfaction, donnèrent des sommes d'argent, des meubles, du linge et autres choses aux nouveaux religieux pour aider à leur établissement.

DE SAINT-VINCENT DE LAON (1). — L'Abbaye de Saint-Vincent de Laon où la reforme fut introduite cette année étoit dans un desastre affreux. L'église qui est fort belle et spacieuse, batie d'abord par les soins de la reine Brunehaut, sa fondatrice, rétablie dans le XII^e siècle par l'abbé Hugues (2) et ornée d'un magnifique portail par l'abbé Charpentier (3), dernier abbé régulier, se trouvoit, au commencement du XVII^e siècle, menacée d'une entière destruction, tant par la faute de plusieurs abbés commendataires qui en avoient négligé les réparations que par accident et force majeure.

Les suites ordinaires de la guerre et surtout du siège de la ville de Laon furent les premières et principales causes de sa décadence. Henri IV qui avoit bloqué la ville en 1594, avoit commencé par se [503] rendre maître de l'abbaye à cause de la facilité que lui donnoit sa situation pour battre la ville et la forcer à se rendre. Ce fut là qu'il plaça ses batteries de canons : les tours et clochers de l'église, aussi

(1) Voir tome I, p. 142, note 3. — Cf. Bibl. Nat. ms. lat. 12703, fol. 1-167 comprenant plusieurs mémoires, dont l'un, fol. 1-86^{vo}, « Ad historiam mon^{ti} Sancti Vincentii Laudunensis... brevis praeeparatio », achevé par Dom Émilien de la Bigne, le 15 février 1649, se retrouve en double dans le ms. lat. 12704, fol. 224-288. Une autre notice, du ms. lat. 12703, fol. 90-95^{vo}, « Historia brevis coenobii S. Vincentii Laudunensis », porte le récit jusqu'à l'année 1683.

(2) Hugues, 1174-1205. Cf. DOM ROBERT WYARD : *Histoire de l'abbaye de Saint-Vincent de Laon* (publiée par CARDON et A. MATHIEU, Saint-Quentin, 1858, in-8), p. 424-438.

(3) Dom Jean Charpentier, 41^e abbé, originaire de Reims, religieux et trésorier de Saint-Vincent dont il fut abbé de 1510 à 1538 (Cf. DOM R. WYARD, *op. cit.*, p. 521-525).

bien que les voutes, furent tellement ébranlées par les violentes secousses des décharges réitérées qu'elles tombèrent peu de tems après, à la réserve de celles du chœur qui n'en furent seulement qu'endommagées et celle d'un des bas cotez. L'église étant ainsi deshonorée, non seulement on négligea de travailler à la réparer, mais meme tous les matériaux provenans de cette chute furent donnez aux Capucins et aux religieuses de la Visitation pour les aider à batir leurs monastères. M. de Brichanteau (1) qui fut nommé abbé de Saint-Vincent, en 1612, regardant le rétablissement de l'église comme impossible, eu égard à la situation où étoit la maison disposa ainsi des démolitions (2). L'église devint exposée aux injures de l'air, l'herbe crut dans la nef et les animaux y venoient paître; l'on étoit obligé de célébrer les divins mystères dans une ancienne sacristie qui à peine étoit garnie des ornemens nécessaires.

Les autres batimens du monastère n'étoient pas dans un état moins déplorable. Le cardinal Louis de Bourbon (3) avoit fait quelque dépense pour réparer la maison abbatiale et quelques uns des lieux réguliers vers le milieu du XVI^e siècle; mais dès l'an 1561, l'on trouve qu'il y avoit à faire des réparations considérables et très urgentes. Les choses restèrent en cet état jusques à la réforme, qui trouva le logis abbatial impraticable, et les lieux réguliers, si on en excepte le chapitre et une partie du cloître baty par l'abbé Charpentier vers l'an 1530, prêts à tomber. Si l'état de l'abbaye meme étoit si déplorable, on peut juger de celui où se trouvoient les fermes et [504] édifices de la dépendance.

Mr. de Brichanteau, devenu évêque de Laon, fut touché de compassion en voiant une abbaye autrefois si célèbre presque ensevelie sous les ruines. Il forma le pieux dessein de concourir tant au rétablissement de la discipline régulière que des batimens ruineux qui demandoient au moins une somme de 100.000 ll. pour être rétablis. Entre les differens moyens qu'on lui suggéra il ne trouva point de plus prompt, de plus facile et de plus efficace que celui d'y introduire la réforme,

(1) Philibert de Brichanteau, abbé de Saint-Vincent en 1612, évêque de Laon en 1620, mourut en 1652 (Cf. DOM WYARD, *op. cit.*, p. 540-550).

(2) En 1618 la grosse tour des cloches s'effondra, entraînant la ruine de l'ancien chœur (cf. DOM WYARD, *op. cit.*, p. 539).

(3) Louis de Bourbon-Vendôme, né en 1493, nommé évêque de Laon en 1510, cardinal du titre de Saint-Sylvestre en 1617, fut pourvu de divers évêchés et de plusieurs abbayes, dont celle de Saint-Vincent de Laon de 1538 à 1547; il mourut en 1557.

persuadé que si les réformes y étoient une fois établis, ils réussiroient mieux que personne par leur économie et leur piété à rétablir le spirituel et le temporel de son abbaye, sans qu'il lui en coutât du sien. Pour tenter l'exécution de ce dessein, il alla lui même à Paris et pria les Supérieurs de la Congrégation d'accepter la maison de Saint-Vincent de Laon (1). Ses offres furent acceptées et, en conséquence, Dom Firmin Rainsand, visiteur de la province de France, Dom Benoist Bontée (2), prieur de Saint-Thierry et Dom Cyrille Godin, compagnon du visiteur, dressèrent un concordat, d'abord avec M. l'Abbé, puis avec les plus anciens religieux pour la solde de leurs pensions. L'acte fut passé le 23 de mars; la ratification par le chapitre s'en fit le 29 de mai suivant et l'on prit possession le 28 de septembre.

Cependant comme le monastère n'étoit pas habitable on différa l'introduction de la communauté. Malgré les obstacles de la guerre (3), dans l'espace de trois ans on vint à bout de faire le dortoir, le clocher de l'église, de réparer les officines, le cloître, le pressoir, les greniers; l'on travailla aussi au logis abbatial, l'on fit de nouvelles cloches pour la grosse tour et le petit clocher [505] après avoir réparé l'un et l'autre. Le tout ayant été exécuté moyennant une coupe des bois de l'abbaye, tous les biens de l'abbaye furent partagés en trois portions égales, dont il y en eut deux pour M. l'Abbé, et l'autre pour les religieux, libre et exempt de toutes charges ordinaires et extraordinaires. Le concordat ainsi dressé fut approuvé par le chapitre général en 1642. L'introduction se fit fort solennellement le 3 d'octobre 1643; les religieux anciens furent présents à la cérémonie à laquelle l'évêque officia pontificalement depuis les premières Vêpres jusques aux deuxièmes inclusivement et consacra le grand autel (4).

(1) Dom R. Wyard, *op. cit.*, p. 541-542, nous apprend que Mgr de Brichanteau avait aussi offert son abbaye à Saint-Vanne, puis aux Chartreux, aux Minimes et aux Feuillants; enfin les Jésuites l'avaient demandée. Toutes ces démarches ayant échoué, il s'adressa de nouveau aux Mauristes, mais les hommes d'affaires qu'il avait chargés des pourparlers faisant traîner intentionnellement l'exécution de ses projets, l'abbé se mit directement en relations avec les Pères de Saint-Maur. Voir aux Archives départementales de l'Aisne, série H, 127, les pièces relatives à l'introduction de la réforme à Saint-Vincent de Laon.

(2) Dom (Guillaume) Benoît Bonté, profès de l'abbaye de Bec le 22 mars 1632, prieur de Saint-Thierry de Reims en 1639, de Conches en 1642, de Saint-Wandrille en 1651, fut destitué de ses fonctions par la diète de 1652 et se retira au Bec, où il mourut le 19 mai 1653.

(3) Il s'agit de la campagne des Pays-Bas qui fut marquée par la victoire française de Rocroy (1643).

(4) Dom R. Wyard, *op. cit.*, p. 546, donne les noms des anciens religieux et des

TRANSLATION DES RELIQUES DE SAINT CAUVALD DE LA CATHÉDRALE A L'ABBAYE. — Les reliques de saint Cauvald (1), évêque de Laon, avaient été tirées de l'abbaye en 1626, dans un tems de peste et portées à l'église cathédrale pour satisfaire à la dévotion du public. Elles y étoient toujours restées depuis, mais Mrs. les chanoines voyant l'église rétablie en firent la restitution comme ils s'y étoient engagés. Le lundi 6 d'octobre de la même année, *l'évêque de Laon commença* (a) dès le matin par faire la translation des saintes reliques, d'une vieille chasse où elles étoient, dans une neuve beaucoup plus décente que les religieux avoient fait faire (2). Il en donna un gros ossement à son église cathédrale, quelques parcelles à l'église du prieuré de l'Equière (3) et d'autres à des religieuses de Lorraine; ensuite la nouvelle chasse fut reportée en procession jusques dans l'église de l'abbaye par Mrs. les chanoines, les saintes reliques furent exposées à la vénération du public tout le reste du jour, et après les vespres, la chasse fut scellée par le R. P. Dom Anselme des Rousseaux, visiteur de la province, du sceau de son office et de celui de l'abbaye [506].

MORT DU FRÈRE LÉONARD BIRON CONVERS. — Le 11^e jour de juillet consacré à la translation de saint Benoist mourut en odeur de sainteté à Saint-Augustin de Limoges frère Léonard Biron (4). Il étoit natif de

(a) Mis par F. au lieu de [M. de Brichanteau].

Mauristes. Parmi ces derniers il désigne Dom Germain Mommonier, Dom Maur Benetost, Dom Emmanuel Deschamps, Dom Benoît de la Salle, Dom Jean le Chanteur, Dom Jérôme Joudain « et quelques autres, en tout dix-huit ».

(1) Saint Canoald (Canoaldus, Chainoaldus, Chagnoaldus, ou Agnoaldus), disciple de saint Colomban, aurait gouverné l'abbaye de Saint-Vincent. Il fut évêque de Laon de 623 à 632, suivant Mabillon, ou 638 selon d'autres auteurs. (Cf. Dom R. WYARD, *op. cit.*, p. 68-80.)

(2) Dom R. Wyard place la cérémonie de cette translation le 5 octobre 1643; elle couronna ainsi la prise de possession de l'abbaye de Saint-Vincent par les religieux de la Congrégation de Saint-Maur.

(3) Il s'agit du prieuré Saint-Jean-Baptiste de Lesquiellès ou de Lesquierres (Lesquiellès-Saint-Germain, cant. de Guise, arr. Vervins, Aisne). D'abord collégiale de chanoines à sa fondation qui semble remonter à la fin du X^e siècle, cet établissement fut donné en 1133 à l'abbaye Saint-Vincent par l'évêque de Laon, Barthélemy (Cf. Dom R. WYARD : *op. cit.*, p. 350-362).

(4) Le frère (Pierre) Léonard Biron fit profession à Nouaillé le 6 juin 1627 et mourut le 19 juillet 1640 (Matricule, n^o 44).

la Rochelle d'où Dieu le tira, comme un autre Loth de Sodome, pour le préserver de la corruption du siècle et du venin de l'hérésie. Il vint à Poitiers demander l'habit de novice convers et le reçut avec une singulière dévotion en 1627. Jamais on ne vit un religieux plus soumis, plus fervent, plus laborieux, plus charitable envers les malades, plus patient et plus humble. Il reçut les derniers sacremens avec une grande piété et une confiance particulière dans la miséricorde de Dieu. Sa mort fut précieuse devant le Seigneur et sa mémoire en vénération devant les hommes.

TENTATIVE POUR METTRE LA CONGRÉGATION DANS L'ABBAYE DU LUC.
 — L'Abbaye du Luc (1) au diocèse d'Oleron aiant été pillée dans le tems des hérésies, les religieux avoient pris la fuite et le monastère étoit devenu désert. L'évêque d'Oleron, prédécesseur de celui qui occupoit alors ce siège (2), y avoit appelé des religieux Barnabites, dans l'espérance qu'ils travailleroient à la conversion des âmes. Mais lorsqu'ils eurent pris possession de la maison, au lieu d'y résider, ils en transportèrent les revenus pour la subvention d'une de leurs maisons dans un autre diocèse et frustrèrent ainsi l'évêque de ses pieuses intentions. Son successeur, voiant le peuple de ce lieu sans instruction et sans consolation spirituelle ny temporelle, et le service de Dieu abandonné dans cette église, les appella au conseil du Roi pour les obliger à la résidence. Mais ne croiant pas assez faire s'il ne faisoit rentrer cette abbaye dans l'ordre de saint Benoist, il écrivit, [507] le 30 avril 1641, au P. Tarsisse une lettre extrêmement pressante pour avoir son intervention au nom de la Congrégation, lui promettant un succez assuré et d'en faire tous les frais. Cette lettre étoit extrêmement honorable pour la Congrégation que ce prélat souhaitoit beaucoup de voir dans son diocèse. La chose fut consultée à Paris et les avocats répondirent que l'intervention ne pouvoit avoir lieu, parce que l'évêque dans ses conclusions n'avoit pas demandé que l'abbaye fut

(1) L'abbaye Saint-Vincent du Lucq (cant. Monein, arr. Oloron, Basses-Pyrénées) avoit été fondée vers 970 par Guillaume Sanche; ruinée pendant les guerres de religion, elle fut en 1608 attribuée aux Barnabites de Lescar, qui la conservèrent jusqu'à la Révolution. — Cf. Arch. départ. des Basses-Pyrénées, série H, 139-141; Bibl. Nat. ms. lat. 12751, fol. 387-401; *Gallia Christiana*, I, 1281-1284; DOM BESSÉ : *Abbayes et Prieurés*, t. III, p. 71; BARRAU-DIHIGO et POUPARDIN : *Cartulaire de Saint-Vincent de Lucq* (Pau, 1905, in-8).

(2) De 1599 à 1602, l'évêque d'Oloron étoit Arnaud VI de Maytie de Mauléon, auquel succéda son neveu Arnaud VII de Maytie, de 1620 à 1646.

ôtée aux Barnabites, mais qu'ils y entretenissent le nombre de religieux qu'ils avoient promis. Le P. Dom Tarrisé répondit à l'évêque et lui marqua cette difficulté.

TRANSLATION DU RAION DU BRAS DE SAINT MARTIN A MARMOUTIERS (1).

— Dom Bede de Fièsque qui avoit beaucoup travaillé à l'établissement de la réforme dans Marmoutiers, désirant animer ses religieux à faire revivre dans cet auguste monastère le premier esprit de saint Martin, crut que rien ne pouvoit mieux contribuer à ce pieux dessein que de leur procurer quelques reliques de leur saint fondateur. Etant au chapitre général tenu à Cluny en 1636, il avoit remarqué dans le trésor de cette abbaye quelques reliques considérables de saint Martin. Il persuada aux religieux de Marmoutiers de présenter une requête au chapitre général tenu à Vendôme en 1639, par laquelle ils supplioient les Supérieurs de leur procurer quelque portion des reliques de Saint-Martin. Les Pères du chapitre les renvoïèrent au Cardinal de Richelieu, abbé des deux monastères, lequel y donna son consentement; celui des religieux de l'abbaye de Cluny ne fut pas difficile à obtenir et le jour fut indiqué au 27 de février 1640.

L'on tira du thrésor de Cluny (2) le raion du bras [508] de saint Martin, et Dom Cyprien Le Clerc, Grand Prieur de Cluny, l'apporta lui-même à Paris. Il fut mis en dépôt entre les mains de Dom Grégoire Tarrisé qui le garda jusques au tems que l'on en devoit faire la translation sollemnelle. M. Bouthillier, archevêque de Tours (3), témoigna avoir envie de faire la cérémonie de l'exception de la sainte Relique, et afin que l'on n'eût pas de peine à ce sujet, à cause de l'exemption du monastère, il s'offrit de déclarer par devant notaires qu'il ne prétendoit par là s'acquérir aucun droit sur l'abbaye ny donner atteinte à ses privilèges. Dom Anselme Dohin (4), prieur de Marmou-

(1) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 429-430. Le récit de la translation de la relique de Saint-Martin (radius) est, un peu abrégé, le même que celui de l'*Histoire de l'abbaye de Marmoutier*, par Dom Martène (éd. CHEVALIER, 1875) t. II, p. 485 sq. Cette relique a été sauvée à la Révolution et une partie est gardée précieusement par les religieuses du Sacré-Cœur qui occupent l'emplacement de l'abbaye.

(2) D'après DOM MARTÈNE, *op. cit.*, p. 491, ces reliques de saint Martin avoient été apportées à Cluny par saint Odon, chanoine du chapitre de Saint-Martin de Tours, au moment de son entrée dans cette abbaye; c'est ainsi qu'à Cluny on célébrait la fête de cette translation le 23 avril.

(3) Victor le Bouthillier, coadjuteur de Tours depuis 1630, intronisé en 1641, mort en 1670.

(4) Dom (Julien) Anselme Dohin, originaire d'Evron, entra chez les bénédictins de

tiers, à qui R. P. Dom Tarrisé avoit remis la sainte Relique, la porta le 19 juillet 1641 à Saint-Julien pour la mettre dans le nouveau reliquaire qu'on avoit fait faire. Le lendemain, elle fut exposée à la vénération publique sur le grand autel de l'église de Saint-Julien qui étoit tendue de tapisseries, et ce jour là l'on y chanta sollemnellement les vêpres de saint Martin. Ce même jour arriva un miracle considérable en la personne du Sr René Bodin, marchand de draps de soye, incommodé d'un bras dont il ne pouvoit s'aider depuis six mois, en conséquence d'une chute de cheval. S'étant mis à genoux pour faire sa prière devant la sainte relique, et aiant présenté de son bras sain son chapelet pour le faire toucher, il sentit une douleur extraordinaire dans son bras malade qui se trouva guéry dans le même moment. C'est ainsi que la chose est rapportée dans les procez verbaux du miracle et dans les relations qui furent faites de la cérémonie.

Le 21, la relique fut exposée dans la nef à cause [509] du grand concours de peuple. Sur les onze heures, les religieux de Marmoutiers partirent de leur monastère pour la venir lever : ils furent reçus à l'entrée de l'église par la communauté de Saint-Julien, tant des anciens que des réformez. Après la prédication qui fut faite sur le sujet de la cérémonie, on chanta sollemnellement les vêpres, auxquelles le prieur de Marmoutiers officia, ses religieux occupant le côté droit du chœur et ceux de Saint-Julien le gauche. Lorsqu'on se mit en marche pour porter la sainte relique à Marmoutiers, on fit précéder la bannière de saint Martin qui étoit suivie de 40 jeunes enfans vêtus en anges et portant chacun dans la main un cierge de cire blanche; suivoient les deux croix des deux abbayes, puis 100 religieux tant anciens que réformez, chacun avec un cierge et chantant des hymnes et des répons en l'honneur du saint Confesseur. Au milieu de la procession marchoient cinq chantres revêtus en chappes, immédiatement devant la sainte Relique qui étoit portée par deux religieux en habit de diacres : le prieur de Marmoutiers en chappe au milieu d'un diacre et d'un sous-diacre fermoit la marche et, après eux, étoient le présidial et le corps de ville. La procession passa par la grande Rue et l'on

cette ville dont il fut prieur; passant à la réforme de la Congrégation de Saint-Maur, il fit profession à Saint-Melaine de Rennes le 14 mars 1633; on le trouve de 1634 à 1637 prieur de Saint-Maixent, de Saint-Julien de Tours en 1639, de Marmoutier en 1640-1645, puis de Saint-Remi de Reims en 1645, de Saint-Jean de Réome en 1648, visiteur de Bourgogne en 1651, prieur de Saint-Médard de Soissons en 1654, des Blancs-Manteaux en 1657, de Saint-Martin d'Autun en 1660 où il mourut le 16 mai 1662. Cf. DOM MARTÈNE : *Histoire... de Marmoutier*, t. II, p. 485 sq.

déposa la relique dans l'église de Sainte-Radegonde (1), où il resta toujours huit religieux pour la garder. On se divisa par bandes pour chanter Matines, les uns après les autres, et faire une psalmodie continue pendant toute la nuit.

Le 22 sur les sept heures du matin, Mr l'archevêque arriva à Sainte-Radegonde pour achever la cérémonie. Tous les religieux se revêtirent en chappes, la relique [510] fut portée par le grand tour de la levée (2) pour satisfaire la dévotion du peuple. A l'entrée de l'église qui étoit magnifiquement parée de 200 pièces des plus belles tapisseries qui fussent dans la ville, on entonna le *Te Deum* qui fut suivi de la grand messe célébrée pontificalement par Mr l'archevêque. Le prieur des Dormans (3), supérieur des anciens, dans l'absence du Grand Prieur, y fit l'office de grand chantre, accompagné des prieurs de Marmoutiers et de Bourgueil (4) et de deux autres religieux. Les deux communautés de Marmoutiers et de Saint-Julien gardèrent au chœur le même rang qu'elles avoient occupé la veille à Saint-Julien ; le présidial et le corps de ville fut placé dans leurs hautes chaises, du côté du jubé, et les petits anges au-dessous d'eux.

Après la messe, l'archevêque fit sa prière devant la relique, dina au réfectoir avec Mrs. du Présidial et le corps de ville et, avant d'assister à la prédication, il fut complimenté par un des petits anges à la tête de toute la troupe. Le Prélat les reçut avec bonté et les exhorta à imiter la pureté et l'innocence des anges. On a cru avec raison que saint Martin avoit obtenu de Dieu une bénédiction particulière sur cette petite troupe, car ces 40 enfans se firent tous dans la suite religieux. L'archevêque officia aux secondes Vêpres comme il avoit fait le matin et, après avoir fait encore sa prière devant la relique, il s'en retourna en témoignant une grande satisfaction de la dévotion qu'il avoit ressentie en cette cérémonie et de celle qu'il avoit remarquée dans son peuple [511].

(1) Église paroissiale de la localité où se trouve l'abbaye de Marmoutier (commune Sainte-Radegonde, cant. et arr. Tours).

(2) En bordure de la Loire.

(3) Prieuré Notre-Dame des Septs-Dormants, dépendant de Marmoutier et situé à Sainte-Radegonde. Cf. Arch. départ. Indre-et-Loire, série H, 327. Le prieur en étoit alors, depuis 1601, Dom Bertrand Viette.

(4) Dom Benoît de Beaurepaire étoit alors prieur de Bourgueil.

LE COLLÈGE DE MARMOUTIERS DONNÉ AUX JÉSUITES (1). — Pendant que les religieux de Marmoutiers célébroient ces fêtes à Tours, il apprirent avec douleur qu'ils alloient perdre leur collège de Paris (2). Les Pères du Collège de Clermont (3) le demandèrent pour l'unir à leur maison : ils présentèrent le grand nombre de pensionnaires qu'ils élevoient, parmi lesquels étoient les princes de Conti et de Nemours, qu'ils n'avoient pas assez de bâtimens pour loger tant de monde, que le collège de Marmoutiers dans lequel il ne se faisoit plus aucun exercice de classe étoit fort à la convenance et qu'enfin cela ne faisoit aucun tort à l'abbaye de Marmoutiers (4) qui pouvoit envoir ses écoliers au collège de Cluny. Le cardinal de Richelieu sans examiner davantage y donna son consentement et le P. Tarrisé à qui l'on demanda le sien comme Supérieur de la Congrégation crut inutile de le refuser. Aussi tost des architectes furent conduits au collège de Marmoutiers, sans y appeller les parties intéressées, et ils fixèrent le prix des bâtimens et de la place à 90.000 ll.

(1) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 431-433. Voir DOM MARTÈNE : *Histoire... de Marmoutier*, t. II, p. 496-498, ainsi que DOM DENIS : *Le cardinal de Richelieu*, p. 234-239. Dans ce transfert de propriété du collège de Marmoutier, qui constituait une excellente affaire pour les Jésuites du Collège de Clermont, nous avons un exemple typique des nombreuses aliénations dont furent victimes un grand nombre d'abbayes et de prieurés bénédictins aux XVII^e et XVIII^e siècles, sans parler des autres établissemens religieux. Tout a été dit pour et contre, de part et d'autre, dans les polémiques auxquelles entre intéressés donnèrent lieu ces suppressions d'anciens monastères dont les bénéfices furent ainsi affectés aux Jésuites. Leurs historiens récents reconnaissent d'ailleurs qu'à l'encontre des recommandations officielles autant justes que sages de leurs Généraux, certains Jésuites allèrent parfois un peu loin dans le souci de profiter de la disparition éventuelle d'anciens établissemens religieux, de la provoquer même à l'occasion. Les Mauristes furent, eux aussi, dans plusieurs circonstances, obligés de se tenir en garde contre ces dispositions dont, au cours de cette histoire, on rencontrera plusieurs exemples, sans parler des faits dont témoigne leur correspondance. Ces préoccupations se font nettement voir dans les rapports entre les supérieurs de la Congrégation et leurs procureurs à Rome, et les Mémoires de Claude de Vic sont, à ce sujet, très significatifs (par exemple, Bibl. Nat. ms. lat. 12790, fol. 288 sq.).

(2) Il avait été fondé en 1329 pour 50 étudiants par Godefroy Duplessis. En se faisant religieux à Marmoutier, il céda à cette abbaye la moitié de ce collège qui prit alors le nom de Collège de Marmoutier, à côté de l'autre partie connue sous le nom de collège Duplessis.

(3) Dont l'origine remontait à l'année 1564. (Cf. FOUQUENAY : *Histoire de la Compagnie de Jésus en France, des origines à la suppression (1528-1762)*, t. I, p. 363 sq.)

(4) A ce détail près qu'à la même époque (1642) l'abbaye dut vendre les bois de son prieuré de Saint-Laurent de Gastine (12.000 livres) pour en réparer les bâtimens qui tombaient en ruines.

Le bruit de cette union s'étant répandu dans Paris, le Recteur de l'Université crut devoir s'opposer à l'entreprise des Pères Jésuites et, dans l'assemblée du moins d'avril, il présenta requête aux docteurs de la faculté pour les exhorter à faire leur possible pour en empêcher l'exécution. Tous furent d'avis qu'il falloit supplier le Cardinal de changer de résolution et chargèrent le syndic de lui en porter la parole. Il se fit une députation de 26 docteurs qui allèrent saluer son Eminence à Ruel (1) de la part de l'Université et, profitant de l'occasion, [512] ils parlèrent de l'affaire de Marmoutiers. Le Cardinal les écouta fort tranquillement et, quand ils eurent fini de parler, il leur fit un grand détail de toutes les grâces qu'il avoit fait à l'Université et de la bonne volonté où il étoit de lui en faire davantage, mais il leur déclara que, pour ce qui étoit au collège de Marmoutiers, il falloit que les Pères Jésuites l'eussent. Une réponse si absolue ferma la bouche au syndic qui dit en se retirant ce vers de Virgile : *Mantua vae miserae nimum vicina Cremonae*.

Aussitôt le Conseil privé donna un arrêt sur requête (2), par lequel il étoit dit que le collège de Marmoutiers seroit uni à celui de Clermont et que, de la somme de 30 mil écus que les Jésuites donneroient, on achèteroit une maison qui seroit appelée le collège de Marmoutiers. Les anciens qui résidoient dans le collège y formèrent opposition, mais les Pères Jésuites obtinrent un second arrêt du Conseil privé, du 21 de juillet 1641 qui ordonnoit que, monosbtant les oppositions des anciens, le premier arrêt seroit exécuté.

On chercha ensuite des maisons dans Paris; mais toutes celles que l'on trouvoit furent d'un prix beaucoup plus considérable que l'estimation qui avoit été faite du collège de Marmoutiers quoiqu'elles ne fussent ni si belles ni si commodes : ce qui fit voir que le collège n'avoit pas été estimé sa juste valeur. Sur cela, les Pères Jésuites s'obligèrent à payer tous les ans 4500 ll. en attendant qu'ils pussent payer la somme de 90.000 ll. et de payer les lots et ventes, indemnités et amortissement de la maison qu'on achèteroit (3). Ensuite les religieux

(1) Le domaine de Rueil, où Richelieu avait fait élever un château et qui étoit une de ses résidences préférées, avait été donné à l'abbaye de Saint-Denis en 871. Richelieu en obtint la cession par contrat du 26 novembre 1635 contre une rente annuelle de 12.000 livres. (Cf. MAXIMIN DELOCHE : *La maison de Richelieu*, p. 419 sq.)

(2) En date du 6 mai 1641.

(3) Le 26 août 1641, un arrangement fut passé en conséquence entre Dom Damien

réformez sortirent du collège le 6 de septembre 1641, mais les anciens y restèrent jusques à Pâques de l'année suivante; il y en eut même un, nommé Dom André d'Immonville, qui ne voulut point sortir : un sergent jetta dehors tous les meubles et fit voir au public la violence avec laquelle on arrachoit le bien de la maison des [513] propriétaires. Les choses restèrent dans cet état jusques en 1653 (1).

REFORME DE LAGNY (2). — L'abbaye de Lagny (3), fondée par saint Fursy, et autrefois considérable par ses grands biens et par ses privilèges, avoit beaucoup perdu de son ancienne splendeur par le malheur des commendes, par les désordres des guerres et par le pillage et la fureur des hérétiques qui brûlèrent publiquement les saintes reliques que l'on conservoit dans l'abbaye depuis plusieurs siècles et se rendirent maîtres de toute l'argenterie et des ornemens. Tous ces actes d'hostilité attirèrent après eux la décadence de la régularité. Les abbés commandataires avoient donné l'habit à quelques postulans qui se contentèrent de porter un habit religieux sans en faire la fonction. Enfin pour rétablir, s'il étoit possible, l'observance, on recut deux novices en qui l'on crut voir de bonnes dispositions. En effet, ils présentèrent requête au Parlement de Paris tendante à ce qu'il plut

Lerminier, grand maître du collège de Marmoutier, et les PP. Julien Hayneuve et Charles Lallemant, jésuites. Quant au projet du nouveau collège de Marmoutier, il va sans dire qu'il ne put aboutir.

(1) L'Université, après la mort de Richelieu, intenta un procès contre les Jésuites, mais ceux-ci obtinrent gain de cause par arrêt du Conseil, en date du 28 avril 1643. Il est assez curieux de constater le sort fait aux lieux réguliers, particulièrement à l'église qui servit à des usages profanes, notamment de fenil et de bûcher (Dom Mège, *Annales*, p. 433), d'après l'acte de visite faite, le 8 avril 1643, par le recteur de l'Université de Paris assisté de M. Michel Charles, commissaire au Châtelet. (Cf. Bibl. Nat. Ld⁹⁹ 154, impr. de 4 p. in-12.)

(2) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 425.

(3) L'abbaye Saint-Pierre de Lagny (chef-l. cant., arr. Meaux, Seine-et-Marne), fondée vers 648, ruinée par les Normands, fut restaurée au X^e siècle par Hubert de Vermandois, comte de Troyes et de Meaux. Les Mauristes reconstruisirent au XVII^e siècle les bâtimens aujourd'hui occupés par des services publics, ou transformés en demeures particulières. — Cf. Arch. départ. de Seine-et-Marne, série H, 165-181. Bibl. Nat. ms. lat. 12690, fol. 82-180, dont a) fol. 82-102 : « Historia percelebris et antiquae abbatiae S. Petri Latiniacensis in compendium redacta » par Dom Michel Germain, jusqu'en 1652; fol. 105-143, même notice du même; — b) fol. 144-160, cette notice du même a été complétée par une autre main jusqu'en 1695. — Ms. lat. 12778, fol. 322-342; ms. lat. 13818, fol. 76 sq. — DOM DE CHAUGY : Histoire de l'abbaye royale de Saint-Pierre de Lagny, ms. de la Bibl. du grand séminaire de Meaux. — *Gallia Christiana*, VII, 490-507; instrum. 29; DOM BESSE : *Abbayes et Prieurés*, t. I, p. 38-41; B. H. : *L'abbaye royale de Saint-Pierre de Lagny* (dans *Revue de Champagne et de Brie*, années 1876 et 1877, *passim*.)

à la cour de pourvoir au rétablissement de la discipline régulière. Le Parlement députa deux religieux de la Congrégation pour lui faire quelques règlements et leur donna pour prieur Dom Michel Baudry et pour visiteur Dom Claude Cotton, ancien prieur de Saint-Germain des Prez. Ils étoient très capables de remettre le bon ordre s'ils avoient trouvé des esprits dociles; mais les religieux de Lagny accoutumés à une vie large et commode profitèrent d'une absence de Dom Michel Baudry et se choisirent un autre prieur. La Cour informée de cette hardiesse cassa l'élection, mais Dom Baudry n'y voulut pas retourner et déclara qu'il étoit impossible de ramener ces moines à leur devoir, à moins d'unir l'abbaye à la Congrégation de Saint-Maur. Il en conféra avec Camille de Neuville (1), comte et abbé de Lagny, qui entra dans son sentiment et fit un concordat avec les Supérieurs, le 7 mars 1638. Ce trait étant venu à la connaissance [514] des anciens, le prieur supplia le R. P. Dom Tarris, par une requête du 29 août suivant, d'envoyer à Lagny deux députés pour reconnoître l'état spirituel et temporel de la maison. Ces deux députés furent Dom Firmin Rainsant, assistant du R. P. Général, et Dom Antoine Allard, supérieur du collège de Marmoutiers, lesquels s'étant rendus à Lagny, le 9 du mois d'octobre, traitèrent avec les anciens pour l'union de leur monastère à la Congrégation. Le traité ayant été ratifié par le R. P. Général fut omologué au Parlement, le 7 de mai 1639, avec le concordat de l'abbé et, enfin, le 30 d'octobre suivant, Dom Antoine Allard et Dom Antoine Deshays (2) en prirent possession. En même temps le P. Général donna ordre à Dom Laurent Féry, prieur de Corbie, de se rendre à Lagny et d'y disposer tout ce qui étoit nécessaire pour l'établissement d'une communauté régulière. Il falloit loger 15 anciens religieux hors du dortoir, et repaver l'église et les lieux réguliers qui étoient en très mauvais état; cela ne put s'exécuter que dans l'espace de 18 mois, au bout desquels Dom Isidore Gueilly (3), qui en fut nommé prieur, s'y rendit avec sa nouvelle communauté, le 10 juillet 1641.

(1) Camille de Neuville de Villeroy, abbé de Lagny de 1638 à 1653, archevêque de Lyon de 1654 à 1693 date de sa mort.

(2) Dom (François) Antoine Des Hayes, originaire de Rouen, profès à Jumièges le 30 janvier 1630, contribua de même à l'introduction de la réforme à Saint-Victor de Bayeux où il fut envoyé le 17 septembre 1658; il mourut au Bec le 5 septembre 1686.

(3) Dom (Adrien) Isidore Gueilly, profès de Corbie le 26 juillet 1622, fut désigné comme administrateur de Lagny en 1642, où il revint comme prieur en 1660 et 1663; on le trouve, en outre, prieur de Saint-Pierre-le-Vif de Sens en 1651 et 1654, de Conches en 1657; il mourut à Saint-Denis le 17 mai 1666.

TOURTOIRAS CÉDÉ AUX PP. FEUILLANS (1). — L'abbaye de Tourtoiras (2), au diocèse de Périgueux, étoit dans un état déplorable, tant pour le spirituel que pour le temporel. Le prieur s'étoit donné beaucoup de mouveniens au Parlement de Bordeaux pour y rétablir la régularité, mais tout ce qu'il avoit pu obtenir fut que la maison seroit unie à la Congrégation de Saint-Maur. Le revenu en étoit très modique, tous les lieux réguliers étoient ruinez et il n'y avoit pas d'apparence qu'on pût y réunir une communauté régulière. Cependant l'abbé et le prieur (3) ne laissèrent pas de passer un concordat avec le prieur de Brantôme, mais les PP. Feuillans vinrent prier le P. Dom Grégoire Tarris de leur céder le droit [515] de la Congrégation, ce qu'il leur accorda avec plaisir, par acte du 18 juillet.

L'ABBAYE DE SAINT-NICAISE DONNÉE A MRS DE LA SAINTE-CHAPELLE ET DE LA CHAMBRE DES COMPTES. — Cette année 1641, le Roi Louis XIII donna à Mrs de la Sainte Chapelle de Paris et à Mrs de la Chambre des Comptes l'abbaye de Saint-Nicaise de Reims, sur la démission de Mr de Guise, abbé commendataire, pour le droit de régle qu'ils avoient sur les églises de France (4).

(1) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 433-434.

(2) Tourtoirac (com. et cant. Hautefort, arr. Périgueux, Dordogne). Abbaye fondée en 1025, sous le vocable de saint Hilaire, par Guy, vicomte de Limoges, et soumise à l'abbaye d'Uzerche. — Cf. Bibl. Nat., coll. Périgord, XXXV, 264-321; *Gallia Christiana*, II, 1496-1497; instrum. 490-492; Dom Besse : *Abbayes et Prieurés*, t. III, p. 201; Rouméjoux : *Tourtoirac* (dans *Bull. soc. histor. du Périgord*, XII, 1885, p. 178-181).

(3) D'après Dom Mège (*Annales*, loc. cit.), le prieur s'appelait Dom Tesserot. L'abbé de Tourtoirac étoit, en 1639, Bernard I de Jay.

(4) Cf. Inventaire de Saint-Nicaise, aux Arch. départ. de la Marne, série H. Bien que l'union définitive n'eut lieu qu'en août 1711, les chanoines de la Sainte-Chapelle de Paris jouirent aussitôt des revenus de l'abbaye, malgré l'opposition faite en Cour de Rome par les religieux en 1644; car on voit les chanoines de la Sainte-Chapelle donner, en 1649, l'autorisation de démolir le logis abbatial et faire cette même année plusieurs traités avec les moines.

MORT DE DOM ALBERT LE FEVRE ET DE DOM JUSTIN NOUAL. — Nous commencerons l'année 1642, par l'heureuse fin de deux saints religieux qui moururent à Redon, l'un le 29 d'avril et l'autre le 15 de may. Ils se nommaient Dom Albert le Fevre et Dom Justin de Noual (1). Ils étoient tous deux du diocèse de Saint-Malo, tous deux profès de Saint-Melaine de Rennes en 1635. Ils s'aimaient d'une amitié très tendre et très religieuse; ils avoient fait ensemble leurs études dans le siècle et dans la religion, et ce fut à la fin de sa théologie que Dom Albert mourut de la mort des justes. Celle de son cher compagnon Dom Justin eut quelque chose de très particulier. Seize jours après, il se trouva mal en sortant de l'autel et se mit au lit. L'après midy, sur les trois heures, il demanda avec beaucoup d'instances le Saint-Viatique qu'on lui donna avec beaucoup de répugnance, parce que sa maladie ne paroissoit pas avoir rien de dangereux. Après l'avoir reçu il fit encore plus d'instances pour recevoir l'Extrême Onction. Comme on faisoit difficulté de s'y résoudre, il dit que si l'on différoit le moins du monde il pourroit bien ne la pas recevoir. Enfin on lui donna ce sacrement qu'il recut avec beaucoup de dévotion. Tous s'étant retirés, excepté le medecin et l'infirmier, il s'écria tout haut, comme s'il eut vu son compagnon [516]: « Ah! vous voilà, Dom Albert, vous venez me chercher, me voicy tout prest, allons », et joignant les deux mains, il fit le signe de la croix sur soi, en disant : *In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti* et, finissant ces mots, il expira.

(1) Dom (Mathurin) Albert Le Fevre, né à Trégon (Côtes-du-Nord), et Dom (Joa-chim) Justin de Noual, originaire de La Baussaine (Ille-et-Vilaine), avaient fait profession, le premier le 25 mars, le second le 3 septembre 1635, à Saint-Melaine; l'un et l'autre étoient prêtres.

RÉFORME DE SAINT-CYPRIEN DE POITIERS. — L'abbaye de Saint-Cyprien de Poitiers (1) aiant été ruinée de fond en comble par les hérétiques, les religieux se retirèrent dans la ville où ils y firent l'office pendant plusieurs années dans l'église de Notre Dame l'ancienne (2). Ce monastère demeura enseveli sous ses ruines jusques au tems de Mr Henri Louis Chataignier de la Roche-Pozai, évêque de Poitiers et abbé de Saint-Cyprien (3). Il se crut doublement obligé d'y faire revivre l'observance et ne trouva pas de moien plus sûr et plus court que d'unir la maison à la Congrégation de Saint-Maur. Il en parla aux Supérieurs et fit avec eux, le 20 de mai 1642, un concordat (4) qui fut ratifié trois jours après par les anciens et confirmé par le Chapitre Général. Comme il n'y avoit ny lieux réguliers, ny aucun vestige de monastère, on ne put y mettre d'abord que deux religieux et, par leurs travaux, la maison se trouva en état d'y recevoir une communauté en 1646.

CHAPITRE GÉNÉRAL A VENDOME (5). — Ce Chapitre Général se tint à Vendome et fut commencé le 22 de mai de la présente année. Dom

(1) Fondée en 828, détruite par les Normands, reconstituée au début du X^e siècle, elle reçut de nombreuses donations des comtes de Poitou et des évêques de Poitiers; ravagée pendant les guerres de religion en 1562, elle avait été rasée par ordre de la municipalité comme nuisible à la défense de la ville contre les Protestants en 1586. Les Mauristes n'en prirent possession qu'en 1645. L'église et le monastère disparurent à la Révolution. — Cf. Arch. départ. de la Vienne, série H, 9 reg. et 50 liasses; Bibl. Poitiers, coll. Dom Fonteneau, t. VI et t. VII; Bibl. Poitiers, ms. 417 : « *Historia regalis abbatiæ Sancti Cypriani martyris ad Clinum extra muros Pictavienses. 1680* », par Dom René du Cher, dont un autre exemplaire se trouve à la Bibl. Nat. ms. lat. 12897. Ms. lat. 12667, fol. 211-305; ms. lat. 12755, fol. 181-240; ms. lat. 12758; ms. fr. 17148, fol. 33-148; *Gallia Christiana*, II, 1230-1237; Dom BESSE : *Abbayes et Prieurés*, t. III, p. 226-227; RÉORT : *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Cyprien de Poitiers* (dans *Archives histor. du Poitou*, III (1874), in-8). L'histoire de cette importante abbaye de la région de l'Ouest, qui avait encore au XVIII^e siècle 45 prieurés et 49 cures sous sa dépendance, demeure toujours à faire.

(2) Aujourd'hui disparue, se trouvait non loin de l'église Saint-Hilaire et proche du prieuré Saint-Paul. — Une partie de la communauté de Saint-Cyprien s'établit dans le prieuré de Saint-Paul, dépendance de l'abbaye et situé à l'intérieur de la ville. Les Archives départementales de la Vienne, série H, liasse n° 1, renferment plusieurs pièces relatives à la situation des religieux de Saint-Cyprien durant cette période d'abandon de leur abbaye à cause des troubles.

(3) Henri-Louis Chataignier de la Roche-Posay était abbé de Saint-Cyprien depuis 1596 et évêque de Poitiers de 1611 à 1651.

(4) Cf. Arch. départ. de la Vienne, série H, liasse n° 2.

(5) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 435. Arch. Nat. L. 814, n° 150 : actes du chapitre, élection, et signatures autographes; L. 814, n° 1511 : décrets au nombre

Placide de Sarcus y présida et les Définites furent : Dom Firmin Rainsant, Dom Anselme des Rousseaux, Dom Jean Harel, Dom Bernard Audebert, Dom Ignace Philibert, Dom Michel Piron, Dom Pierre Beziat et Dom Grégoire Tarrisé qui fut continué Général et auquel on donna pour sénieurs assistans Dom Jean Harel et Dom Placide de Sarcus. On y élut pour Visiteurs : en France Dom Anselme des Rousseaux [517], en Chezal Benoist Dom Placide Roussel, en Normandie Dom Grégoire de Verthamont, en Bretagne Dom Guillaume Girard, en Aquitaine Dom Sylvestre Pereciot et en Bourgogne Dom Germain Espiard. Dom Benoist Brachet y fut continué prieur de Saint-Germain des Prez ; Dom Bernard Audebert fut nommé prieur de Saint-Denys en France, et Dom Ignace Philibert, prieur de Cluny (1). Ce fut en ce Chapitre qu'on fixa les Déclarations et les Constitutions, comme elles sont aujourd'hui, sur la pratique de plus de 20 années (2).

de 31 articles (le n° 5 comprend 28 articles); L. 814, n° 153 : Avis du Chapitre et une Ordonnance. Celle-ci, qui détermine la répartition des frais occasionnés par les Chapitres généraux et les diètes, est de nature à nous fixer sur le nombre des religieux de la Congrégation à cette date. Il y est dit, en effet, « que les fraiz des diettes provinciales et du chapitre prochain seront esgales sur le nombre de cinq cents cinquante deux religieux auquel nombre tous ont été réduits, et qu'ung chacun payera la somme de neuf livres, un sol, un denier obole... »

(1) Il y a lieu de signaler encore parmi les autres dignitaires désignés par ce Chapitre : Dom Placide de Sarcus à présenter au Cardinal de Richelieu comme vicaire général ; Dom Hugues Bataille, nommé procureur syndic des monastères, à Paris ; Dom François Bosquat, dépositaire des monastères, à Paris ; Dom Étienne Pradin, dépositaire de la Congrégation. Le secrétaire du Chapitre fut Dom Jean Harel, assisté de trois témoins co-signataires : Dom Cyprien Le Clerc, Dom Bernard Javardac, Dom Gabriel Théroude.

(2) Nous possédons à ce sujet (Archives de Ligugé, 6 pages papier, format in-12) quelques remarques du Chapitre général de 1642 portant indication des « Innovations des Constitutions et Régime », en 100 articles. — Voici par ailleurs la teneur du 4^e décret de ce Chapitre Général concernant les Constitutions et Déclarations : « Constitutiones seu declarationes in Regulam et ea quae ad regimen pertinent in praecedentibus capitulis approbatae et confirmatae ac usu receptae per universam Congregationem in praesenti capitulo generali rursus examinatae sunt ac iterum approbatae et confirmatae cum nonnullis additionibus et correctionibus et ea quidem quae simul in declarationibus seu constitutionibus anno millesimo sexcentesimo trigesimo septimo impressis inserta erant reparanda esse iustis rationibus inducti censuimus. Et partim cum declaratorio regulae, partim in praxi regularis observantiae reponenda iis quae ad regimen congregationis pertinent, ad regiminis formularium remissis ; ea vero quae non ita frequenter aut certe raro eveniunt inter decreta mox subiicienda retulimus. Curabit autem R. P. Pater superior generalis pro sua prudentia tam istum declaratorium regulae et praxim regularem quam ipsum formularium regiminis in convenientem ordinem et styllum digesta et disposita, quantocumque praeho (sic) committi ut per omnia monasteria distribuantur ac in posterum (Deo votis nostris annuente) observentur inviolabiliter : Attamen

L'abbé de Saint-Bertin de Saint-Omer (1) écrivit à ce Chapitre dans le dessein d'introduire la réforme dans son monastère; mais les guerres qui survinrent l'obligèrent d'avoir recours à l'abbaye de Saint-Denis de Mons (2), d'où il tira des religieux qui furent chassés par une émotion populaire. Les religieux de Saint-Cybar d'Angoulême (3) demandèrent aussi la même grâce qu'on ne put leur accorder. Enfin les religieuses de Sainte-Colombe de Vienne, qui étoient de la Congrégation de Chezal Benoist, demandèrent d'être agrégées à la Congrégation, ce qu'on ne put leur refuser.

RÉFORME DE SAINT-TAURIN D'ÉVREUX. — L'illustre Jacques du Perron (4), évêque d'Angoulême et grand Aumonier de la Reyne

ea quae in praxi dicta regulari addita sunt de novo, tantum habebunt vim decreti.» Dans un ordre d'idées différent, il est intéressant de relever, à l'article n° 15, la désignation par le Chapitre général, dans chaque province, d'un monastère où sera établi le dépôt des archives de la province; on y conservera entre autres documents le registre des actes des diètes provinciales, les transcriptions authentiques des bulles d'érection et de confirmation, de concession de tous les privilèges de la Congrégation, des copies authentiquées des chartes les plus importantes de tous les monastères de la province. De ce dépôt, le Visiteur aura une clef, le prieur du monastère une autre, et le supérieur d'un autre monastère désigné par le Visiteur aura la troisième clef.

(1) Saint-Omer, chef-l. arr., Pas-de-Calais. — L'origine de cette célèbre abbaye remonte au milieu du VII^e siècle; elle prit dans la suite le nom des deux saints fondateurs qui y furent ensevelis, saint Bertin et saint Omer. Le monastère fit partie de la Congrégation des Exempts de Flandre. Il ne subsiste des bâtiments que la façade de l'église avec la tour et une partie des bas-côtés. L'abbé de Saint-Bertin était alors, depuis 1639, Dom Antoine Laurin. (Cf. H. DE LAPLANE : *Les abbés de Saint-Bertin*, 1855-1856, 2 vol. in-8).

(2) Il s'agit de Saint-Denis de Broqueroie, près de Mons, qui avait donné naissance à la Congrégation de la Présentation de Notre-Dame. Dom U. BERLIÈRE : *La Congrégation bénédictine de la Présentation de Notre-Dame, 1628-1654* (dans *Mélanges d'histoire bénédictine*, I (1897), p. 119-209), a donné sur cette Congrégation et sur l'introduction de la réforme à Saint-Bertin un exposé précis et bien documenté. Une première tentative de réforme, sous l'abbé Dom Philippe Gillocoq († 1638), échoua devant l'opposition des Exempts de Flandre dont faisait partie l'abbaye de Saint-Bertin. Son successeur, Dom Antoine Laurin (1641-1650), ne fut pas plus heureux quand il voulut, en mars 1642, imposer à sa communauté une colonie venue de Saint-Denis de Broqueroie ainsi que les usages des réformés. La population prit fait et cause contre les nouveaux venus, qui, d'ailleurs, à l'arrivée des Français à Saint-Omer, en mai 1644, retournèrent dans leur abbaye d'origine. (Cf. DE LAPLANE, *op. cit.*, t. II, p. 293-318.)

(3) Dès l'année 1626, l'union de l'abbaye Saint-Cybar à la Congrégation de Saint-Maur avait été envisagée (voir tome I, p. 196), mais ce projet ne fut jamais réalisé.

(4) Jacques Le Noël du Perron, évêque d'Angoulême de 1637 à 1646, puis transféré le 30 août 1646 à Évreux où il mourut en février 1649. Il possédait l'abbaye de Saint-Taurin depuis l'année 1616, comme coadjuteur de son oncle maternel, le cardinal du Perron († 1618).

d'Angleterre et abbé commendataire de Saint-Taurin d'Evreux (1), désirant y voir pratiquer la règle de saint Benoist qui n'y étoit presque plus connue, passa un concordat entre lui, les anciens religieux de Saint-Taurin et les Supérieurs de la Congrégation le 16 janvier 1642 ; et pour lui donner plus de force, il pria l'évêque d'Evreux, François Péricard (2), de l'approuver de son autorité. Celui-ci, désirant contribuer à une si bonne œuvre, non seulement approuva le concordat, mais voulut lui-même mettre les Pères de Saint-Maur en possession de la maison. La cérémonie en fut faite d'une [518] manière fort solennelle, le 1^{er} jour de mars.

RÉFORME DE SORÈZE (3). — L'introduction de la réforme dans l'abbaye de Sorèze, au diocèse de Lavaur, se fit la même année. Ce monastère anciennement fondé très richement par le Roy Pépin (4) avoit été totalement ruiné par les hérétiques qui n'y laissèrent pas pierre sur pierre (5). Ce n'étoit plus la demeure des serviteurs de Dieu ; ce n'étoit qu'un tas informe de démolitions de tous les édifices que l'on avoit renversés et dont même on avoit arraché les fondemens si avant que, pour y retrouver une pierre, il falloit creuser 8 ou 9 pieds. Telle étoit

(1) Fondée au début, semble-t-il, du VII^e siècle, sur le tombeau de saint Taurin, l'abbaye fut ravagée par les Normands, puis restaurée par le duc Richard I († 996). Ruinée de nouveau en 1195, puis pendant les guerres de religion, elle fut relevée en 1410. Agrégée, en 1617, à la Congrégation de Chezal-Benoît, elle accepta, en 1642, la réforme de Saint-Maur. L'église, des XIV^e-XV^e siècles, est devenue paroissiale ; de l'abbaye subsistent le pavillon d'entrée du XVI^e siècle, ainsi que les bâtiments construits par les Mauristes. — Arch. départ., série H, 733-811 ; *Gallia Christiana*, XI, 626-632 ; instrum. 127 et 138-141 ; Dom BESSE : *Abbayes et Prieurés*, t. VII, p. 173-174. A part l'*Essai sur l'histoire de l'abbaye bénédictine de Saint-Taurin jusqu'au XIV^e siècle*, par DEBIDOUR (Évreux, 1908, in-8), aucun travail d'ensemble n'a été fait sur cet établissement.

(2) François de Péricard, évêque d'Évreux de 1613 à 1646.

(3) Voir tome I, p. 186, note 3. Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 436-439. Le ms. lat. 12698, fol. 10-164, renferme plusieurs mémoires dont : a) fol. 10-48^{re}, une compilation de Dom Dulaura jusqu'en 1691 ; — b) fol. 113-128^{re} : « Mémoires pour l'histoire de l'abbaye de Sorèze » ; — c) fol. 136-163^{re} : « Sinopsis rerum memorabilium abbatiae Beatae Mariae de Sanha, alias de Pace, loci de Soricinio diocesis Vauensis, O. S. B. Congregationis Sancti Mauri », jusqu'en 1692, par Dom Dulaura, dont un autre exemplaire se trouve aux Arch. départ. du Tarn, série F, fonds Carrière. Voir aussi dans le ms. lat. 12697, fol. 256-274, le « Mémoire de ce qui s'est passé dans l'introduction des religieux bénédictins de la Congrégation de S^t Maur à Sorèze », fol. 258-265. — Une bonne étude d'ensemble sur cette abbaye fait défaut. Signalons GALABERT : *L'abbaye de Sorèze* (Toulouse, 1844, in-12).

(4) Cf. JOLIBOTS : *La fondation de l'abbaye de Sorèze* (dans *Revue histor... du départ. du Tarn*, VI (1885), p. 267-270).

(5) Cette destruction par les Huguenots eut lieu en 1573.

la situation de cette ancienne abbaye lorsque le Roy la donna à Dom Barthelemy Robin (1), ancien religieux de Saint-Corneille de Compiègne, grand homme de bien, excellent prédicateur et le modèle des bons abbés. Persuadé que le revenu de son abbaye étoit le bien des serviteurs de Dieu dont il n'étoit que l'économe, il se fit un scrupule d'en employer une obole à son usage; il le destina entièrement au rétablissement de son abbaye, il fit rebatir l'église et tous les lieux réguliers (2) et, lorsqu'ils furent en état, il invita les Supérieurs de la Congrégation à en venir prendre possession.

Le jour pris pour la cérémonie fut le 8 de septembre, jour consacré à la Nativité de la Sainte Vierge qui en est la patronne. Le P. Prieur de la Daurade (3), et 5 autres supérieurs accompagnés de 17 religieux tirés des monastères voisins s'y rendirent la veille. L'archevêque de Toulouse, l'évêque d'Alet et de Saint-Papoul (4) s'y trouvèrent aussi, de même que le premier Président du parlement de Toulouse, plusieurs conseillers et beaucoup de noblesse. Il furent tous reçus avec honneur à la porte de la ville [519] par les magistrats et conduits comme en triomphe au monastère, au son des cloches, des trompettes et des instrumens de musique. L'Abbé accompagné des religieux les reçut à l'entrée de l'église, il complimenta l'archevêque et ensuite entonna le *Te Deum* qui fut chanté par les religieux réformés; le prieur de la Daurade dit la collecte et l'archevêque donna la bénédiction à toute l'assemblée. Le lendemain, jour de la fête, l'archevêque, conduit par la musique, vint du logis abbatial à l'église qu'il bénit sous le titre de Notre-Dame de la Paix. La bénédiction finie, l'abbé dit la 1^{re} messe basse à laquelle communierent les religieux non prêtres avec plusieurs autres, tant ecclésiastiques que laïques. Après la messe, on porta le Saint-Sacrement en procession dans la ville comme pour y triompher de l'hérésie. La marche étoit précédée par de jeunes enfants habillés en anges, lesquels étoient suivis de plus de 100 prêtres séculiers, après lesquels marchaient les religieux de l'abbaye revêtus en chappes, puis l'archevêque qui portoit le Saint-Sacrement. Le dais étoit porté par quatre religieux qui, à la sortie de l'église, le donnè-

(1) Dom Barthélemy Robin, abbé de Sorèze de 1636 à 1656.

(2) La restauration de l'abbaye et de l'église commencée en 1601 fut achevée par Dom Barthélemy Robin.

(3) Le prieur étoit à cette date Dom Antoine L'Espinasse.

(4) L'archevêque de Toulouse étoit Charles de Montchal (1628-1651); l'évêque d'Alet, Nicolas Pavillon (1637-1677; celui de Saint-Papoul, Bernard Despruets (1636-1655).

rent à porter à quatre échevins, lesquels avoient à leurs côtés quatre gentilshommes qui portoient des flambeaux. Après l'archevêque marchoient les évêques d'Alets et de Saint-Papoul, le premier Président, les conseillers, toute la noblesse et une infinité de peuple.

Au retour de la procession, l'archevêque chanta la grande messe pontificalement, à l'offertoire l'évêque de Saint-Papoul y prêcha, et l'évêque d'Alets devant les vêpres qui furent chantées fort solennellement et auxquelles le P. Prieur de la Daurade officia. Le lendemain, les évêques et une si grande affluence [520] de prêtres y vinrent dire la messe qu'à peine put on dire la messe conventuelle. L'archevêque et l'évêque de Saint-Papoul s'en étant retournés, le Sr. évêque d'Alets resta encore 2 jours et, pendant ces 2 jours, il prêcha le matin et le soir; il fit aussi, à la prière de l'abbé et du prieur, une exhortation aux religieux dans l'intérieur du monastère. Le 3^e jour, deux bourgeois de la ville firent abjuration de l'hérésie entre ses mains dans l'église de l'abbaye. Il s'en fit beaucoup d'autres pendant le reste du mois et le commencement du suivant. Le 28 de septembre, l'archevêque de Toulouse revint à Sorèze où il communia 200 jeunes enfans de l'un et l'autre sexe qui firent leur 1^{re} communion avec une dévotion qui lui tira les larmes des yeux; il donna ensuite la confirmation à 2000 personnes. Tout le mois se passa en prédications, catéchismes et processions qui venoient à Sorèze de plus de 4 ou 5 lieues. Enfin, pour conclure la cérémonie de l'introduction de la réforme, le 1^{er} dimanche d'octobre, l'Abbé porta encore le Saint-Sacrement en procession dans la ville.

TALOIRE DEMANDE LA RÉFORME (1). — Le prieuré de Taloire (2), à deux lieues d'Annecy, dépendant de l'Abbaye de Savigny (3), au dio-

(1) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 440-442.

(2) Talloires, cant. Annecy, Hte-Savoie. — Donné en 872 aux moines de Tournus qui n'en prirent jamais possession, puis à l'abbaye de Savigny vers 1018, Talloires suivit les coutumes de Cluny. L'offre du prieuré aux Mauristes n'eut pas de suite. Peu après saint François de Sales réussit à y introduire une réforme mitigée, et ce monastère devint le chef-lieu de la Congrégation des Allobroges (comprenant six prieurés) qui fut d'ailleurs de courte durée, car en 1674 Talloires érigée en abbaye était agrégée à la Congrégation du Mont-Cassin. La Révolution française en chassa définitivement les religieux. — Cf. *Gallia Christiana*, XVI, 484-486; *Abbayes et Prieurés*, t. IX; *Consuetudinarium insignis prioratus Tallueriarum*, I-II, 1568, publié avec une introduction et des notes par DOMINIQUE BRIENNE (Paris, 1908, in-4). L'histoire de cette abbaye reste encore à faire.

(3) Savigny, cant. L'Arbresle, arr. Lyon, Rhône. — Abbaye fondée sous le vocable

cèse de Lyon, avoit recü une espèce de réforme sous le saint homme Claude Granier (1), évêque de Genève, qu'il avoit communiquée à deux autres prieurés, espérant faire une petite Congrégation s'il pouvoit assembler un petit corps de monastères (2); mais n'ayant pu réussir dans ce dessein, le prieur vint cette année à Cluny pour demander de s'unir à la Congrégation, mais parce que selon les Bulles elle ne peut s'étendre hors du Roiaume, on ne put lui [521] donner satisfaction.

MORT DU CARDINAL DE RICHELIEU (3). — Sur la fin de l'année, le 4 de décembre, mourut à Paris le cardinal de Richelieu. Par sa mort

de saint Martin plus vraisemblablement au IX^e siècle, ravagée par les Hongrois au X^e siècle et restaurée peu après. Dévastée pendant les guerres de religion, elle fut supprimée en 1780. — Cf. *Gallia Christiana*, IV, 259-269; *Abbayes et Prieurés*, t. X; AUG. BERNARD : *Cartulaire de l'abbaye de Savigny...* (Paris, 1853, 2 vol. in-4); ROUX : *Notice histor. sur l'abbaye de Savigny...* (Lyon, 1844).

(1) Claude Granier, prieur de Talloires de 1563 à 1578, évêque de Genève de 1578 à 1602. C'est par son ordre et ses soins que fut dressé le Coutumier de 1568.

(2) En réalité, cette réforme ne put aboutir que quelques années plus tard, et la Congrégation éphémère des Allobroges comprit les prieurés de Rumilly, Sillingy, Thiez, Chindrieux, Bellevaux, Viuz-la-Chiésaz.

(3) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 442; ms. lat. 12789, fol. 159. — Le rôle de Richelieu dans la réforme des Ordres monastiques en France a été apprécié de manières très diverses. La plupart des auteurs bénédictins qui ont eu à se prononcer, tels Dom Jausions (*Histoire de l'abbaye de Redon*, p. 152 sq.), Dom Piolin dans un article sur *Le Cardinal de Richelieu dans ses rapports avec les Bénédictins de la Congrégation de Saint-Maur* (*Revue des Questions Historiques*, 1891, p. 143 sq., 149), Dom U. Berlière, à propos de la *Congrégation bénédictine de Chezal-Benoît* (dans *Mélanges d'Histoire Bénédictine*, III, p. 187 sq.), Dom Guilloreau, *Mémoires de Dom Audebert* (p. 4, note 2), se sont plus ou moins directement laissés guider, dans le jugement parfois d'une sévérité excessive qu'ils portent sur Richelieu, par celui de leurs devanciers mauristes, Dom Mège totalement dénué de bienveillance, et Dom Martène de beaucoup plus modéré. Dans son ouvrage généralement bien informé *Le Cardinal de Richelieu et la réforme des monastères bénédictins*, Dom Denis est plus équitable et semble se rapprocher davantage de la vérité, bien que son admiration pour Richelieu l'entraîne parfois au panégyrique. Quand on envisage sans parti pris les faits, on est forcé de reconnaître que Richelieu ne mérite pas le reproche de s'être enrichi aux dépens des monastères, car la totalité de ses bénéfices monastiques ne dépassait pas 275.000 livres de rentes qui représentaient à peu près tout son traitement de premier ministre. On connaît par ailleurs (Cf. M. DELOCHE, *op. cit.*, p. 145 sq.) sa générosité et ses largesses à l'égard de nombreux établissements religieux. Lui-même, écrivant à l'ambassadeur de France à Rome (8 avril 1637), au sujet de sa nomination à l'abbaye de Cîteaux, s'exprime ainsi : « Si le Pape est bien informé, il saura, je m'assure, que je ne prends pas les bénéfices pour en profiter, mais bien pour les tirer de leur ruine et les mettre en estat d'une bonne réforme » (Cf. AVENEL : *Lettres, instructions diplomatiques et papiers d'État du Cardinal de Richelieu*, t. V, p. 767-768). Il reste en ceci d'accord avec les préoccupations constantes et intimes que nous révèle son *Testament politique* et qui dépassent de très

il laissa grand nombre de bénéfices vacans, surtout l'abbaye de Cluny (a). Le prince de Condé, voyant le Cardinal tendre à sa fin,

(a) [S'il avait été aussi zélé pour l'avancement de la réforme que ses flatteurs voulaient le faire croire, il lui était très facile de l'affermir en se faisant élire un coadjuteur religieux, ou en se démettant du titre d'Abbé avant sa mort; mais il voulut mourir chef de l'ordre de Cluny et Abbé général des ordres de Cîteaux et de Prémontré.]

Ces lignes ont été biffées dans le manuscrit, sans qu'il soit possible de déterminer si c'est par Dom Martène ou par Dom Fortet.

haut ses intérêts et sa personne. Le chrétien et le prêtre en lui connaissent la valeur transcendante de la vie religieuse; et l'homme d'État au génie ordonnateur ne saurait se méprendre sur l'importance sociale des Ordres religieux, sur le danger et le mal qu'il y aurait dans le mauvais emploi des bénéfices et de l'influence qu'ils représentent. Aussi la nécessité de restaurer la vie religieuse où elle est en décadence, d'en favoriser le développement dans les Ordres où s'affirme sa vitalité, s'impose à son esprit et le guide toujours dans le sens de réformes modérées accessibles à la moyenne des âmes généreuses. Il y apporte alors cette netteté dans la résolution et cette fermeté dans l'exécution qui le caractérisent, n'hésitant pas au besoin à sacrifier des intérêts particuliers à ce qu'il estime être un bien général et supérieur. Or, pour réussir dans cette entreprise de restauration des Ordres religieux, il fallait qu'il eût un droit d'intervention personnelle et directe, qu'il fût le maître. C'est là, nous semble-t-il, la raison majeure qui détermina Richelieu à se faire nommer aux abbayes qui étaient alors comme les centres vitaux de l'Ordre monastique en France, Cluny, Cîteaux, Prémontré, Chezal-Benoît, Marmoutier, Saint-Benoît-sur-Loire, Saint-Martin-des-Champs. C'est encore ce qui explique, en partie du moins, qu'il se soit quelque temps arrêté avec complaisance au projet plus grandiose que réalisable de la réunion, sous un seul chef et dans un même groupement, des trois Congrégations de Saint-Maur, Cluny et Saint-Vanne qui lui avait été suggéré par Dom Rollet et le cardinal de Sourdis dans des vues manifestement moins désintéressées de la part de son entourage. Il serait, sans doute, un peu naïf de prétendre au détachement absolu de Richelieu; de même il n'est pas difficile de constater parfois, dans son action réformatrice à l'égard des Ordres religieux cette ambition de dominer pour mieux servir les intérêts généraux; par ailleurs, maître, il entendait être obéi et savait l'exiger au besoin. Faut-il s'étonner, dès lors, si l'on rencontre quelques excès, voire même des abus? Et cependant, dans bien des circonstances, s'il se montra tenace dans ses vues, c'est justice aussi de reconnaître qu'il sut faire preuve d'une longue patience et d'une grande modération; il serait facile d'en donner des exemples. Ni pour Chezal-Benoît, quoi qu'on en ait prétendu, ni pour Marmoutier, ni pour Cluny, Richelieu ne fut un accapareur et un exploitateur de bénéfices, comme tant d'autres commendataires alors; loin de troubler l'observance religieuse de ses abbayes ou de s'en désintéresser, il eut à cœur, comme il l'écrivait à l'ambassadeur auprès du Saint-Siège, de « les tirer de leur ruine et les mettre en état d'une bonne réforme » quand il y avait lieu de le faire. En somme, quand, malgré les appétits de son entourage, les suggestions intéressées, les trac-tations plus ou moins avouées de certains membres de son Conseil, d'un abbé de Coursan par exemple, on constate l'usage que Richelieu sut faire des revenus, de l'autorité et de l'influence que lui conféraient ses bénéfices monastiques; quand on envisage son œuvre dans son ensemble, on ne peut que l'admirer et reconnaître le noble dessein d'établir partout ces deux facteurs, en qui il avait foi, de prospérité et de grandeur : l'autorité et l'ordre.

envoia, cinq jours avant sa mort, deux personnes de confiance à Cluny pour disposer les religieux à la postulation du prince de Conty, son fils, qui n'étoit encore qu'un enfant. Ils firent de grandes promesses aux reformez, assurèrent en particulier les anciens qu'on les rétablirait dans leur premier état et qu'on chasseroit les reformez et, afin d'engager le peuple à s'employer pour faire tomber l'abbaye au jeune prince, on lui fit espérer que c'étoit le seul moien de n'être pas foulé par les logemens des soldats. D'un autre côté, la famille du defunt Cardinal travailloit en Cour pour le Cardinal de Lyon, son frère. Le R. P. Dom Tarris, qui voioit de quelle conséquence il étoit pour le bien de la réforme qu'on élut un abbé religieux, se rendit à Saint-Germain en Laye aussi tost la mort du Cardinal et se donna tous les mouvemens possibles pour parler au Roi, [522] mais les partisans des prétendans lui fermèrent toutes les avenues.

ÉLECTION D'UN ABBÉ DE CLUNY (1). — Cependant le R. P. Dom Ignace Philibert, Grand Prieur de Cluny, aiant appris le décès du Cardinal et craignant les grands inconveniens qui pourroient survenir d'une longue vacance, assembla le Conseil de la Voute, le 10 de décembre, pour convenir d'un jour pour faire l'élection et tous, d'un commun consentement, la fixèrent au 13 du meme mois à huit heures du matin. En même tems, il exhorta tous les religieux à se préparer à l'élection par la prière et par la réception des sacremens et il fit mettre des affiches aux grandes portes de l'abbaye, de l'église et du chapitre, pour indiquer le jour et l'heure de l'élection, afin que personne n'en prétendit cause d'ignorance et que chacun fut deument cité. Le jour arrivé, les prêtres commencèrent à dire leurs messes à quatre heures du matin et, à sept heures, le R. P. Grand Prieur célébra solennellement la messe du Saint-Esprit à laquelle les non prêtres communiquèrent. Sur les huit heures, on sonna le chapitre ou tous les capitulans se rendirent en procession au milieu d'une foule de peuple qui étoit entré dans le monastère et qui occupoit le cloître et le chapitre, en sorte qu'à peine y avoit il où placer ceux qui devoient faire l'élection. Tous étant assemblés, après avoir invoqué les lumières du Saint-Esprit, le grand prieur lut à haute voix les noms de ceux qui avoient voix à l'élection, scavoir 17 anciens et 28 reformez, parmi lesquels plusieurs étoient officiers de l'abbaye : après quoi trois reli-

(1) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 442-448.

gieux anciens étrangers aiant demandé d'avoir voix elle leur fut [523] refusée (1). Ensuite le Grand Prieur fit une petite exhortation dans laquelle il ne manqua pas de relever le mérite de M. le prince² de Conti (2) et de toucher en peu de mots les avantages que l'abbaye pouvoit retirer de sa protection; il ordonna à tous les excommuniés, suspens et interdits de sortir du chapitre; il exposa les manières canoniques de procéder à l'élection, sçavoir l'inspiration, le scrutin et le compromis et demanda laquelle des trois voies l'on vouloit choisir. Dom Claude de Vitray (3), sous-chambrier, à qui appartenoit de donner son suffrage le premier, dit qu'il choisissoit la voie d'inspiration, les deux suivants élurent le scrutin; ce qui restoit des anciens demanda l'inspiration et tous les réformez le scrutin comme la voie la plus canonique et la moins suspecte. Après que tous eurent parlé, le Grand Prieur conclut pour le scrutin que le plus grand nombre avoit demandé. Sur cela, les Srs. Câteau, lieutenant au château de Dijon et Mathoud, président à l'élection de Macon, envoiés de Mr. le Prince, accompagnés des magistrats, échevins et officiers de justice de Cluny, se levèrent et dirent tout haut qu'il falloit faire l'élection en faveur de Mr. le Prince de Conti par voye d'inspiration, autrement qu'il en arriveroit de grands malheurs : ce qui obligea le Grand Prieur, pour éviter un soulèvement et le bruit qui se faisoit dans le chapitre, de dire qu'il consentoit à la voye d'inspiration pour le bien de la paix, mais que pour la validité de l'acte il falloit que tous y consentissent; parce que selon les canons un seul est capable d'empêcher cette voye.

Après qu'il eut ainsi parlé, Dom Claude Vitray quittant sa place et s'adressant au Grand Prieur lui [524] dit de se retirer et de lui céder le 1^{er} rang, parce qu'il ne vouloit plus le reconnoître en cette qualité et qu'il servoit la postulation de Mr. le Prince de Conti. Le Grand Prieur lui représenta les inconvéniens d'une violence et qu'il falloit laisser chacun à sa liberté. Dom Claude de Vitray passa outre, se plaça auprès du Grand Prieur et appella à soi les anciens pour faire la postulation par voye d'inspiration à l'exclusion de tous les autres;

(1) On leur prouva qu'ils étaient stabilisés ailleurs qu'à Cluny. (Cf. Dom Mège, *loc. cit.*)

(2) Second fils du prince de Condé et filleul de Richelieu, Armand de Bourbon, prince de Conti, avait alors treize ans. Il prit possession de l'abbaye de Cluny le 24 décembre 1643, et il l'occupa jusqu'en 1654. Cette élection marquait l'effondrement de tous les efforts tentés depuis huit ans par Richelieu.

(3) Dom Claude de Vitray était un ancien cistercien; il mourut le 30 juin 1644 après avoir exprimé le regret de son attitude.

à quoy le Grand Prieur s'étant opposé, protesta de nullité contre une postulation aussi irrégulière dont il demanda acte au secrétaire. Cela n'empêcha pas une partie des anciens de s'approcher du sous-chambrier qui dit qu'il postuloit le prince de Conti pour abbé et, nommant les anciens par leur nom, les uns après les autres, leur demanda s'ils ne postuloient pas le prince de Conti pour abbé, lesquels répondirent qu'oüy au nombre de 16 ou 17, dont huit avoient été appellés de divers monastères par Dom de Vitray et légitimés ce jour-là même pour donner leur voix à l'élection; il y admit même les trois qui avoient été jugés incapables de donner leur voix. Aussi tost il sortit du chapitre avec tout le peuple en chantant le *Te Deum*. Cependant le Grand Prieur resta au Chapitre avec 31 religieux tant anciens que réformez : ils demandèrent acte de ce qui venoit de se passer et, sur le refus qui en fut fait, ils nommèrent pour secrétaire Dom Guillaume Viellard (1) qui en dressa un, de la manière irrégulière dont s'étoit faite cette postulation et ils le signèrent tous.

A l'instant le Grand Prieur et les religieux qui étoient restés avec lui firent venir au chapitre un [525] notaire royal du baillage de Maconnois nommé Jean Massoyer, avec quelques témoins pour leur décerner l'acte l'élection qu'ils alloient faire. Ils nommèrent Dom Prosper Petit, prieur claustral et deux anciens, scrutateurs : lesquels aiant accepté l'office de scrutateurs et prêté serment sur les saints Évangiles de s'acquitter fidèlement de leurs fonctions et de garder le secret, examinèrent exactement tous les billets des électeurs et déclarèrent, qu'après les avoir tous confrontés, il se trouvoit que le R. P. Dom Jean Harel avoit eu deux voix, Dom Placide de Sarcus deux voix et Dom Germain Espiart 28 et que, par conséquent, ils le déclaroient canoniquement élu abbé de Cluny, à laquelle élection tous prêtèrent leur consentement et, en conséquence, les scrutateurs prièrent le R. P. élu, qui étoit à Cluny, de venir au chapitre, où étant arrivé, le R. P. Grand Prieur lui fit sçavoir l'élection qui avoit été faite de sa personne, à laquelle aiant acquiescé il fut mis à la place de l'abbé et, en même tems, le Grand Prieur et tous les religieux se prosternans à ses pieds le reconnurent pour leur abbé et lui promirent obéissance, chantèrent le *Te Deum* en le conduisant à l'église avec solennité, où après avoir adoré le Saint Sacrement, baisé l'autel

(1) Dom Guillaume Viellard avait fait profession à Cluny le 17 avril 1629; membre de l'étroite observance, il mourut le 6 janvier 1660.

et fait toutes les cérémonies requises, au son des cloches, il fut placé au siège de l'abbé, dont le notaire dressa un acte qui fut signé par les témoins présents. Quand les autres entendirent les cloches et apprirent qu'il y avoit un abbé élu, ils prirent des mesures pour empêcher que la nouvelle de l'élection ne vint à la Cour avant celle de leur postulation : ils fermèrent toutes les avenues et mirent des gardes aux portes de la ville, en sorte que le courier qui portoit l'acte de l'élection ne put partir qu'un jour après. Pour lors, le R. P. Dom Germain Espiart, accompagné seulement d'un religieux, se transporta à Paris [526].

RÉBELLION DE DOM FARON DE CHALUS (1). — Tandis que l'ennemi de la paix troublait l'élection de l'abbé de Cluny, Dom Faron de Chalus poussé par un esprit d'ambition méditoit un schisme scandaleux dans la Congrégation. Il étoit né à Bourgneuf, au diocèse du Mans, d'une maison illustre. Il avoit été ancien religieux de Saint-Calais et avoit fait profession dans la réforme, le 2 mai 1623, au

(1) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 449-454. Voir aussi Bibl. Nat. ms. lat. 12789, fol. 152^{vo}; 160-167^{vo}; 172-175^{vo}. On trouvera dans Dom Besse : *Abbayes et Prieurés*, Introduction, p. 104-106, la liste des factums, libelles et réponses concernant l'affaire Faron de Chalus. — Richelieu, dont on savait la fermeté, n'étant plus là pour maintenir l'ordre et au besoin l'imposer, les mécontents de tout genre, les ambitieux, les intrigants, tous les éléments de désordre prennent aussitôt de l'assurance et s'agitent ouvertement. Par ailleurs il faut bien reconnaître que les attermoiements indéfinis de la Curie romaine, faits de demi-concessions et de refus, de difficultés sans cesse renaissantes et de réponses ajournées suivies de conditions inacceptables et cela dans le but inavoué mais manifeste de se dérober à la reconnaissance par le Saint-Siège de l'union de Cluny et de Saint-Maur, que cette diplomatie d'équivoques offrait un terrain d'intrigues tout préparé pour des esprits comme Faron de Chalus. D'autant plus qu'en se refusant à la ratification du concordat d'union de 1634, Rome laissait aussi sans son approbation les changements qui, après de mûres réflexions, de longues conférences et des consultations autorisées, avaient été introduits dans les constitutions et l'organisation primitive du régime de la Congrégation par les chapitres généraux de 1630 à 1639, conformément d'ailleurs aux bulles d'érection et de confirmation. On voit, dès lors, combien il devenait facile à un Faron de Chalus de profiter de cet état de choses pour remettre en question certains articles en arguant de l'absence de sanction officielle de Rome. Quoi qu'il en soit, il n'est pas excessif de reconnaître dans les troubles suscités par ce moine aux ambitions déçues, une des plus graves épreuves domestiques qu'eut à surmonter dans le cours de son existence la Congrégation de Saint-Maur. D'autant que l'espèce des religieux « brouillons », comme on désignait alors les partisans de Faron de Chalus, ne disparut jamais complètement; et quand, dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle, la question du Régime de la Congrégation fut de nouveau discutée par certains de ses religieux, c'est à Dom Faron et à ses libelles que les mécontents, ou les novateurs, empruntèrent pour une bonne part leurs arguments.

monastère de Saint-Faron, à l'âge de 24 ans. Il fut élu, en 1630, prieur de Craon, trois ans après prieur de Tiron, et en 1636, député au Chapitre général qui se tint à Cluny, où il fut élu abbé de Saint-Martin de Séz. La proximité de ses parens lui donna occasion de faire de fréquentes absences qui déplurent aux Supérieurs Majeurs, dont le plus grand soin étoit d'inspirer aux religieux l'amour de la solitude et de la retraite et enfin, au chapitre général tenu à Vendôme en 1639, il fut déchargé de la supériorité. Au lieu de rendre grâces de n'être plus accablé d'un si pesant fardeau et de profiter du repos que la religion lui donnoit pour rentrer en lui-même, il regarda sa décharge comme un affront, se répandit en murmures contre les supérieurs et prétendit que tous les chapitres généraux tenus depuis 1630 étoient nuls, de même que toutes les professions reçues depuis ce tems là (1). Il dressa une supplique au Pape pleine de mensonges et de faussetés et la fit présenter par un banquier. Il disoit, entre autres choses, que le Général pouvoit de son chef quand il vouloit déposer les Supérieurs et qu'il avoit changé tout l'ancien régime de la Congrégation au mois d'avril 1640. Son frère (2), qui ne souffroit pas avec moins de peine que lui sa déposition, vint à Saint-Denys où étoit le R. P. Général et lui fit signifier par deux notaires une opposition à la tenue du chapitre général jusques à ce que son frère eut obtenu le bref qu'il attendoit du Pape contre le nouveau Régime de la Congrégation. On n'eut aucun égard à son opposition : le chapitre [527] général, auquel il se flattoit de trouver bien des partisans, fut fort tranquille ; aucun n'entra dans ses sentimens et on lui envoya une obédience pour aller, de Bourges, où il étoit prieur claustral, à Pontlevoi. Après avoir resté trois mois à Pontlevoi, il obtint de venir à Paris pour y faire résoudre, à ce qu'il disoit, quelques scrupules. Il vint à Saint-Denys où il arriva qu'un jour en sortant de l'autel tous ses chagrins se dissipèrent subitement et, poussé par le Saint-Esprit, il alla trouver le R. P. Dom Bernard Audebert qui y étoit prieur, lui déclara que Dieu l'avoit éclairé et, qu'après avoir fait de sérieuses réflexions sur ses desseins,

(1) Dom Faron étoit de ces esprits pour qui l'autorité est chose sacrée et ne se discute pas quand on l'exerce sur les autres, mais qui se soumettent plus difficilement et la déclarent volontiers abusive, quand, ne bénéficiant plus de ses avantages, ils sont, à leur tour, obligés de se soumettre. D'après Dom Mège, *Annales*, p. 449, Dom Faron avoit un tempérament d'illuminé. De telles illusions, chez certaines natures, n'ont rien qui puisse surprendre, surtout quand leur ambition est en jeu.

(2) Monsieur de la Benhardière.

il avoit résolu de prendre le R. P. Général et ses Assistans pour arbitres de ses difficultés. Il leur présenta, en effet, tous ses mémoires : on les examina avec soin et, après l'avoir écouté lui même pendant trois jours, on lui fit voir la fausseté de tout ce qu'il avançoit. Il parut si content des résolutions qui lui furent données qu'il déclara de vive voix et par écrit qu'il se desistoit de tout ce qu'il avoit entrepris ; il manda même à son banquier de Rome qu'il remit au P. Procureur Général le bref qu'il croioit avoir obtenu pour être brulé en sa présence, avec tous les papiers et mémoires qu'il lui avoit envoyés. Il demeura encore trois mois à Saint-Denys, au bout desquels il demanda d'aller demeurer à Saint-Faron, pour y vivre dans la solitude et la pénitence : ce qui lui fut accordé. Heureux s'il en fut demeuré là !

SUITES DE L'ÉLECTION DE L'ABBÉ DE CLUNY (1). — Nous venons de voir l'élection de l'abbé de Cluny faite sur la fin de l'année précédente; il faut présentement voir quelles en furent les suites. Le P. Général n'ayant pu parler au Roi, quoique Sa Majesté eut souhaité de le voir et qu'elle eut déclaré plusieurs fois vouloir que l'abbé de Cluny fut religieux et tiré de la réforme, il eut l'honneur de voir la Reyne et de lui présenter une [528] requête qu'elle promit d'appuyer auprès du Roi (2). Le Prince de Condé, de son côté, se donnoit tous les mouvements possibles pour faire réussir la postulation du jeune prince. Le Roi renvoya au commencement du mois de janvier à son grand Conseil la connoissance de ceux qui avoient droit à l'élection de l'abbé de Cluny, des anciens ou des réformez, selon le concordat fait avec le cardinal de Richelieu. Il se tint aussi une assemblée chez Mr. le Chancelier, composée de Mr. Bignon (3) et Mr. Demarca (4), conseillers d'État, de Mr. le Theologal de Notre Dame,

(1) Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 446-448; 455-463. Dans la partie de ses *Mémoires* qui se rapportent à l'année 1643 (ms. lat. 12789, fol. 159-175), Dom Claude de Vic débute ainsi : « Quam ingratus totique Congregationi gravis fuerit is qui sequitur annus 1643 abunde docent varia eaque molestissima negotia quae sive in Galliis, sive Romae sustinere cogitur. » C'était en premier lieu la situation créée par l'élection irrégulière du prince de Conti comme abbé de Cluny. (Voir aussi ms. lat. 12790, fol. 189 sq.)

(2) Dom Tarrisse, nous apprend Dom Mège (*ibid.*, p. 446), cherchait à se libérer de la pension de 30.000 livres due au Cardinal de Richelieu pour Chezal-Benoît et qu'il n'y avait pas de raison de continuer à son successeur. Or Louis XIII ayant appris que les Mauristes avoient dû, pour acquitter cette dette, emprunter 200.000 livres, supprima cette pension malgré les réclamations intéressées de plusieurs courtisans et membres de son Conseil qui voulaient qu'elle fût perpétuelle. Par la même occasion Dom Tarrisse voulait éclairer le Roi sur l'irrégularité de l'élection de Cluny; sur ce point ses démarches furent moins heureuses.

(3) Jérôme Bignon, avocat général au Parlement depuis 1626, puis au Grand Conseil et grand maître de la bibliothèque du roi, mort le 7 avril 1656.

(4) Pierre de Marca, président au Parlement de Pau, évêque de Conserans en 1643, archevêque de Toulouse en 1654, de Paris en 1662, mort à Paris le 29 juin 1662.

du Père Sirmond, confesseur du Roi et du P. Hayneuve, recteur du Collège de Clermont, pour examiner l'établissement de la réforme de Saint-Maur en France et de celle de Cluny, le concordat d'union, les arrêts d'homologation et les motifs du refus et du délai apportés à Rome pour les bulles d'union et autres choses semblables. On envoya aussi à Rome pour sçavoir à qui appartenait le droit d'élire aux anciens religieux ou aux réformez ; et par ces dernières mesures c'étoit chercher directement le moien d'infirmer l'élection faite par les réformez ; enfin l'on prenoit tous les moiens possibles pour traverser les pieuses intentions du Roy qui d'ailleurs tomba malade de sa dernière maladie.

Quoique le P. Dom Grégoire Tарisse fut persuadé de la justice de sa cause et de la validité de l'élection de Dom Germain Espiart (1), toutes fois, comme il avoit affaire à un Prince du sang qui prenoit cette affaire à cœur et dont la puissance alloit s'augmenter par la mort du Roy, il crut qu'il valoit mieux céder pour le bien de la Congrégation et, le 1^{er} jour du mois de mai, il fit donner parole à M. le prince de Conti qu'on lui abandonneroit l'abbaye de Cluny et, en même tems, il demanda que cette abbaye et l'ordre de Cluny fussent désunis de la Congrégation [529] de Saint-Maur. Mais le Prince, quoique ravi qu'on lui abandonnât l'abbaye de Cluni, prit cette proposition pour un affront et fit des menaces qui empêchèrent de penser à se séparer, d'autant plus qu'il promit de faire ratifier l'union à Rome. Le 16 de Juin, on dressa les articles du traité qui devoit se passer avec le Prince. Quelques religieux de Cluny, zélés pour la gloire et le bien de leur maison, formèrent opposition en Cour de Rome à l'obtention des bulles du Prince et s'adressèrent au P. Procureur Général de la Congrégation en cette Cour ; mais comme ils agissoient à l'insu de leurs supérieurs, le Procureur renvoia toutes ces oppositions au P. Tарisse et ne les présenta point au Pape qui expédia les Bulles au Prince de Conti, pour l'abbaye de Cluni, suppléant par son autorité à tous les défauts qui pouvoient se trouver dans la postulation (2). Le Prince prit ensuite possession le 24 décembre de cette année 1643.

(1) Cf. Factum pour Dom Germain Espiart (Bibl. Nat. Ld⁴⁶ 78) et la consultation d'avocats de janvier 1643 (6 pages in-4°) qui concluent à la légitimité de l'élection de Dom Espiart.

(2) Cf. Bibl. Nat. mss. lat. 12789, fol. 169^{vo} et 175. Dom de Vic écrit : « Sub hujus anni finem, sublatis omnibus supra memoratis procuratoris nostri oppositionibus, serenissimus princeps de Conti, illegitime licet electus abbas Cluniacensis, per Bullas apostolicas electionis suae confirmationem vel tandem obtinet. »

La joie de ceux qui avoient contribué à la postulation du Prince ne dura pas longtemps : les anciens religieux qui l'avoient faite se trouvèrent frustrés de toutes leurs espérances, on les menaça même de diminuer leurs pensions ; les Bourgeois qui avoient tant remués furent contraints de faire rétablir les ponts et les chemins et on les priva de quelques privilèges dont ils jouissaient auparavant. Les officiers de justice qui avoient acheté leurs charges furent obligés de payer une nouvelle finance (1). Mais celui qui ressentit plus vivement la main de Dieu sur lui fut Dom Claude de Vitray, chef de la faction : il tomba malade à l'instant et reconnut que c'étoit une punition de Dieu. Il demanda pardon de sa faute aux religieux réformés et mourut, après six mois de maladie, le lendemain de la Saint-Pierre, patron de l'abbaye [530].

LE P. L'EMPEREUR RÉTABLI AU COLLÈGE DE CLUNY (2). — Après la mort du Cardinal de Richelieu, le P. L'Empereur fit de nouveaux efforts pour rentrer au collège de Cluny ; l'affaire fut mise en arbitrage et les arbitres jugèrent en sa faveur. Le premier usage qu'il fit de son rétablissement fut de chasser honteusement les réformés et de mettre en leur place des anciens religieux, quelques-uns restèrent cependant encore pendant quelques jours et il les fit chasser par des gens armés. Mais peu de temps après, par arrêt du conseil privé, les réformés furent rétablis et Mr. le Prince promit de les maintenir. Dès le lendemain, Dom Ildefonse Develin commença les leçons de théologie et Fr. Placide Perreau (3) celles de philosophie. Quelques anciens religieux, docteurs et bacheliers, persuadèrent au nouveau recteur de l'Université que cette régence portoit préjudice à l'Université. Il en parla au Prince, mais cela ne produisit qu'une réprimande aux religieux qui s'opposaient à ses volontés et qui, non contents de

(1) Ajoutons à ce tableau que le prince de Condé entoura son fils, pour gouverner l'abbaye, d'un Conseil de laïques qui, ne connaissant rien de la vie religieuse, songèrent surtout à tirer parti de la situation. Comme il s'agissait d'abord de réaliser le plus d'argent, on commença par des coupes de bois considérables. Par ailleurs, ils bouleversaient tout au gré de leurs caprices, sans tenir compte des règles et des statuts. (Cf. Dom Mège, *ibidem* ; et ms. lat. 12790, fol. 190^{re}.)

(2) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 463. Le retour de Dom Lemperrière au collège de Cluny eut lieu pendant la Semaine Sainte de 1643.

(3) Dom Jean-Placide Perreau, originaire de Moulins, profès de l'Étroite Observance à La Charité, le 21 juillet 1634, opta pour Saint-Maur après la séparation et mourut à Saint-Corneille de Compiègne, le 18 novembre 1648.

ne pas s'acquitter de leurs devoirs, vouloient encore empêcher les autres de faire le bien.

MOUVEMENT DE DIFFÉRENTES MAISONS CONTRE LA CONGRÉGATION (1).

— On crut en ce tems là le P. L'Empereur auteur (2), ou par lui, ou par ses émissaires de différents troubles qui s'élevèrent de plusieurs maisons où les anciens voulurent se rétablir et chasser les réformez.

Ceux du Mont Majour, assistez du Cardinal Bichi (3), furent les premiers à se remüer, ceux de la Chaise Dieu voulurent faire casser leur concordat au Grand Conseil, quelques uns de ceux de Chezal Benoist vinrent se cantonner au collège de Cluny; le P. Boucher ancien abbé de Saint-Martin de Séez voulut retourner à Rome pour y renouveler les affaires de Chezal Benoist (4); en Normandie, les monastères qui avoient été de la Congrégation de Saint-Denys, comme Saint-Oüen, Fécamp et d'autres, voulurent ressusciter cette Congrégation et convoquèrent un Chapitre Général à Saint-Oüen, le 1^{er} octobre 1643, [531] auquel ils appellèrent les anciens de Saint-Denys qui, non seulement ne voulurent pas y assister, mais qui même ne daignèrent pas leur faire de réponse. Le Chapitre cependant fut tenu et on y élut pour Général l'abbé de la Croix Saint-Leufroi (5). Mais tous ces mouvemens ne produisirent aucun effet : Dieu, par sa miséricorde, dissipa tous ces mauvais desseins et suscita la Reyne régente qui prit à cœur de maintenir la réforme.

INTRODUCTION A SAINT-JACUT PAR ORDRE DU PARLEMENT DE RENNES (6). — Environ le même tems, le Parlement de Rennes, sur la

(1) Voir Dom Mège, *Annales*, ms. lat., p. 464-465.

(2) Le fait est qu'on le trouve presque partout où les Mauristes rencontrèrent des difficultés; quant à leurs adversaires, ils sont assurés de trouver appui auprès de lui.

(3) Le cardinal Bichi n'aimait pas les Mauristes, qui eurent toujours en lui un adversaire; il avait fait tout son possible pour empêcher leur introduction à Montmajour avant même d'en être abbé, et on verra plus loin les procédés dénués de délicatesse et de justice auxquels il eut recours pour les faire partir, en vain d'ailleurs, grâce à la reine Anne d'Autriche.

(4) Cf. Bibl. Nat., ms. lat. 12789, fol. 176.

(5) Dom Claude de Baudry de Piencourt. Dans ce chapitre on décide que le groupement de ces monastères prendrait le nom de Congrégation de Saint-Benoît. (Cf. Bibl. Nat. Ld¹⁶³.)

(6) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13851, p. 473. Voir *Histoire de la Congrég. de St-Maur*, t. I, p. 249, note 7. L'introduction des Mauristes n'eut lieu qu'en 1647.

requête portée par les Bénédictins Anglois pour s'établir en l'abbaye de Saint-Jacut, en vertu du concordat passé entre eux, l'abbé rendit un arret, le 7 de juillet, portant que les Pères de la Congrégation de Saint-Benoist y seroient introduits.

LES EXEMPTS VEULENT EMPÊCHER LA REFORME DE SAINT-SEVER (1). — Ceux de la Congrégation Gallicane, autrement appelée des Exempts, excités par tant de soulèvements, commencèrent un peu à se réveiller. Ils n'avoient point tenu de chapitre général depuis 1630; ils en tinrent un, cette année, à la Sauve (2) dans le diocèse de Bordeaux, pour tacher d'empêcher les progrès de la réforme et surtout son établissement dans l'abbaye de Saint-Sever cap en Gascogne (3). Pour cet effet, ils firent intervenir leur syndic général au procès pendant au Conseil privé (4), mais ils n'en eurent que la confusion. Les Pères de la réforme obtinrent un arret qui confirmoit le concordat fait avec les religieux de Saint-Sever (5). L'arrest est du 15 de Decembre 1643 et, l'année suivante, ils y furent introduits.

(1) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 471.

(2) La Grande-Sauve, cant. Créon, arr. Bordeaux, Gironde (Voir t. I, p. 196, note 2). Elle fut agrégée en 1667 à la Congrégation de Saint-Maur.

(3) Saint-Sever-Cap-de-Gascogne (chef-l. arr., Landes). L'abbaye qui donna naissance à la ville portant son nom a été fondée au plus tard en 988 par le duc Guillaume-Sanche et devint dès lors le monastère le plus important de la Gascogne. Ravagée par les Huguenots en 1569, l'abbaye fut unie en 1644 à la Congrégation de Saint-Maur. L'église est devenue paroissiale et les bâtiments sont occupés par le collège et la mairie. — Cf. Arch. départ. Landes, série H, 130; Bibl. Nat., ms. lat. 12696, fol. 327-400, dont : a) fol. 327-356 : « Histoire du monastère de St-Sever Cap de Gascoigne », jusqu'en 1676, par Dom Pierre Poictevin, avec lettre d'envoi ; — b) fol. 357-360 : Mémoire (latin) de Dom Pierre du Buissons, jusqu'en 1682 ; — c) fol. 362-374 : Mémoire analytique (latin), jusqu'en 1710, par Dom Jérôme Deidier, avec lettre d'envoi du 9 déc. 1710 ; — d) fol. 375-384 : Notes de Dom André Liabœuf, en 1653 ; — e) fol. 385-400 : « Synopsis rerum memorabilium abbatiae S^{ci} Severi in Capite Vasconiae, Adurensis diocesis... », par Dom Et. Dulaura, jusqu'en 1699. — *Gallia Christiana*, I, 1173-1181; instrum. 181-184; Dom BESSE : *Abbayes et Prieurés*, t. III, p. 23-24; Dom du Buisson : *Historia monasterii Sancti Severi*, publiée par PÉDEGERT et LUCAT (Aire, 1876, 2 vol. in-8).

(4) Voir dans Dom du Buisson, *op. cit.*, p. 19 sq., les causes qui retardèrent l'entrée des Mauristes à Saint-Sever.

(5) Les démarches en vue de l'union de l'abbaye de Saint-Sever à la Congrégation de Saint-Maur avaient été commencées dès l'année 1638. Voir Dom du Buisson, *op. cit.*, t. II, p. 7-14, le concordat passé entre l'abbé René de Pontac et Dom Antoine Espinasse, prieur de Sainte-Croix de Bordeaux, fondé de pouvoir le 10 juillet 1638. Ce concordat fut ratifié par le chapitre général le 22 juin 1632 (*Ibidem*, p. 14-15). Voir aussi, p. 15-18, le concordat passé avec les anciens.

RÉFORME DE SAINT-GERMER (1). — Il y avoit long tems que l'évêque de Beauvais (2) souhaitoit la réforme de l'abbaye de Saint-Germer, auparavant de la Congrégation de Saint-Denys, scituée dans son diocèse. Le Père L'Empereur avoit fait un concordat de mitigation avec les anciens de cette maison, en vertu duquel il y envoya quelques religieux étudiants au collège de Cluny ; mais l'évêque qui ne prévoyoit aucun fruit de cette mitigation pressa [532] tellement les Supérieurs de la Congrégation qu'ils passèrent un concordat sous seing privé avec Mr. François de Thierselin (3), abbé commandataire, le 30 d'octobre 1643, et peu après un autre par devant notaire, avec les religieux. Le Père L'Empereur traversa ce dessein autant qu'il lui fut possible, fit intervenir le Procureur Général de la Congrégation de Saint-Denys et determina l'abbé à ne point passer de concordat en forme. Mais toutes ses démarches furent inutiles : l'établissement se fit le 29 d'octobre de l'année suivante, en présence et du consentement des anciens (4). Pour l'abbé, il fallut absolument recourir aux voies de la justice pour l'obliger à y consentir et, après avoir employé toutes les voies de douceur, l'affaire fut portée au privé Conseil, où fut rendu un arrêt contre lui, le 15 de juin 1646.

LE R. P. GÉNÉRAL REÇOIT DES RELIQUES DE SAINT PLACIDE (5). — Au milieu des afflictions que le R. P. Tarisse avoit à soutenir au dehors et au dedans, Dieu le consola par la réception d'une portion considérable des reliques de saint Placide et de ses compagnons. Elle lui

(1) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 472. — Saint-Germer (cant. Le Coudray-Saint-Germer, arr. Beauvais, Oise), fondé en 955 par saint Germer sous le vocable de la Sainte-Trinité, était occupé par des chanoines au début du IX^e siècle. Restauré en 831, il fut donné par l'évêque de Meaux, Drogon, à une colonie de moines de Saint-Maur-des-Fossés. Après avoir fait partie de la Congrégation de Saint-Denis, il entra dans celle de Saint-Maur en 1643. L'église subsiste en partie, ainsi que les bâtiments transformés en habitations particulières. — Cf. Arch. départ. de l'Oise, série H, 1313-1627 ; *Gallia Christiana*, IX, 787-799 ; A. BESNARD : *L'église de Saint-Germer* (dans *Congrès archéol. de France*, 72^e session, 1905, p. 392-406).

(2) L'évêque de Beauvais était Augustin Potier, de 1617 à 1650.

(3) François Tiercelin de Brosse, abbé de Saint-Germer de 1630 à 1693.

(4) Les pièces concernant l'introduction des Mauristes à Saint-Germer se trouvent aux Archives départementales de l'Oise, H. 1317, ainsi que celles du procès entre eux et l'abbé (H. 1318) qui, sous l'influence de Dom Lemprière, était revenu de ses premières dispositions à leur égard.

(5) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 475-477. Voir DOM BOUILLART : *Histoire de l'abbaye royale de Saint-Germain-des-Prez*, p. 234-235.

furent envoyées par Fr. Jean Caillemer, confesseur et secrétaire de l'Eminentissime Prince Frère Jean Paul Lascaris, Grand Maître de Malte (1), qui la lui avoit donnée. Lorsque l'on en fit la réception solennelle, le 4 de décembre 1643, tous les ecclésiastiques du faubourg Saint-Germain, tant séculiers que réguliers, y assistèrent suivis des religieux de l'abbaye revêtus en chappes, de grand nombre d'officiers assistants de l'évêque du Bellay qui fit la cérémonie. L'évêque d'Uzès, coadjuteur de Montauban, fit le panégyrique du saint. Le lendemain jour de la fête du saint, M. l'évêque du Bellay officia pontificalement et Mr le Camus, ancien évêque du même siège (2), fit la prédication en l'honneur du saint [533] martyr. Les religieux Dominicains qui n'avoient pu se trouver la veille à la cérémonie à cause d'une fête solennelle qu'ils avoient dans leur église (3), vinrent ce jour là en procession à l'abbaye et y chantèrent une grande messe. On mit une partie de ces reliques dans le trésor de Saint-Denys, on en donna une

(1) Fondée, au début du XI^e siècle sous le nom de *Milites hospitalis Sancti Johannis Hierosolymitani*, cette institution d'abord hospitalière, puis militaire, prit un grand développement après la fondation du royaume latin en Orient. Après un long séjour à Rhodes, les Chevaliers de Saint-Jean se fixèrent dans l'île de Malte, que leur avait cédée Charles-Quint en 1530 et qui devint le siège définitif de l'Ordre. Cf. DE VERTOT : *Histoire des Chevaliers hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem, appelés depuis Chevaliers de Rhodes et aujourd'hui Chevaliers de Malte* (Paris, 1772, 8 vol. in-12). — Paul Lascaris Castelard avait été élu le 13 juin 1636; il mourut le 14 août 1657 (Cf. DE VERTOT, *ib.*, tome V, p. 156-182). Quant aux reliques de saint Placide et de ses compagnons, Dom BOUILLART (*loc. cit.*) nous apprend qu'elles provenaient de l'église Saint-Jean-Baptiste de Messine, ancienne abbaye bénédictine devenue propriété des Chevaliers de Malte; et il ajoute que Dom Tarrisse lui-même en avait fait, vers 1642, la demande au sieur Gaillemer.

(2) Jean-Pierre Camus, évêque de Belley de 1609 à 1629, mort en 1652. (Cf. F. BOULAS : *Un ami de saint François de Sales. Camus, évêque de Belley* (Lyon, 1878, in-8).

Son successeur, dont il est question ici, était Jean de Passelaigue, de 1630 à 1663.

Quant à l'évêque d'Uzès, qui est dit coadjuteur de Montauban et que, sous les mêmes titres, Dom Bouillart (*loc. cit.*) désigne comme étant Pierre Bertier, il semble qu'il y ait une confusion. Car, si Pierre de Bertier est bien coadjuteur, de 1636 à 1652, de l'évêque de Montauban, Anne Carron de Murviel, auquel il succéda en 1652 jusqu'en 1674 (+) (Cf. CAM. CAUX : *Histoire de l'Église de Montauban*, t. II, fasc. II, p. 67-92, et fasc. III, p. 1-95); — par contre, l'évêque d'Uzès était alors Nicolas de Grille, de 1634 à 1660. Mais tout s'explique quand on sait que Pierre de Bertier portait, comme coadjuteur, le titre d'évêque d'Utique *in partibus*.

(3) Les premiers dominicains arrivés à Paris le 12 septembre 1217 s'étaient d'abord installés dans une petite maison du parvis Notre-Dame, entre l'évêché et l'Hôtel-Dieu. Le 6 août 1218, Jean de Barastre, doyen de Saint-Quentin et maître de l'Université, les établit dans la chapelle et l'hospice Saint-Jacques qu'il avait fondés aux portes de la ville. (Cf. R. P. CHAPOTIN : *Histoire des Dominicains de la Province de France*, p. 1-27.)

portion à l'abbaye du Val de Grace (1), et le reste est demeuré à Saint-Germain des Prez.

MONASTÈRE DE SAINT-PLACIDE. — Dans le même tems, Mr. Frappin donna aux Supérieurs de la Congrégation une somme d'argent considérable pour bâtir et fonder un petit monastère sous l'invocation de saint Placide proche de Thiers. Le monastère fut bâti dans le lieu destiné, mais comme il étoit prest d'être habité il fut pendant l'hyver entièrement inondé; ce qui fit craindre que ce lieu ne fut pas propre pour une maison religieuse et obligea l'exécuteur testamentaire à transférer la fondation dans l'abbaye de Saint-Germain des Prez, où il fit faire un autel en l'honneur de saint Placide.

(1) En 1621, les bénédictines du Val-Profond à Bièvres furent transférées à Paris et installées par Anne d'Autriche dans l'ancien hôtel de Valois au faubourg Saint-Jacques. La construction de l'abbaye du Val-de-Grâce fut commencée en 1645. Les bâtiments servent, depuis Napoléon I^{er}, d'hôpital militaire. — Cf. *Gallia Christiana*, VI, 574-585; instrum. 205-208; DOM BESSE : *Abbayes et Prieurés*, I, p. 76-78; DE BERTRAND DE BEUVRON : *Notice sur le monastère du Val-de-Grâce* (Paris, 1875, in-18).

MORT ET ÉLOGE DE DOM HUGUES MÉNARD (1). — Au commencement de l'année 1644, le 21 janvier, la Congrégation perdit une des plus grandes lumières qui l'ayent éclairée et un modèle de perfection qui sçavoit joindre une humilité profonde à une science presque universelle. Je veux dire le P. Dom Hugues Ménard qui passa pour un des plus sçavans hommes de son tems et en même tems pour le plus humble. Il sçavoit les belles lettres en perfection, les langues grecque et hébraïque, l'antiquité sacrée et profane. Il est le premier qui ait décrassé la théologie scolastique, et c'est en suivant ses traces qu'on l'a mise sur le pied où nous la voions aujourd'hui. Aussi lorsqu'il paroissoit en Sorbonne il y étoit regardé avec tout le respect possible.

Son père Nicolas Ménard étoit secrétaire de la Reine [534] Catherine de Médicis et mourut President de la Cour des Monnoyes; sa mère étoit d'une bonne famille de Blois. Il fut mis de bonne heure entre les mains de personnes sages et habiles qui lui inspirèrent la piété avec les élémens des belles lettres. Il fit ses humanitez au collège du Cardinal Lemoine (2) où il fit parroistre un éloignement de tous ces divertissemens qui captivent le cœur de la jeunesse. Uniquement appliqué à ses devoirs d'écolier, il servoit d'exemple à ses condisciples du côté de la modestie et de la religion. Il eut pour maitre en rhétorique un nommé Marsille (3) qui étoit le plus habile homme qui

(1) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 483. Voir plus haut, t. II, p. 11, n. 1; *Vie des Justes*, t. I, p. 45-48.

(2) Il avait été fondé, rue Saint-Victor, par le cardinal Jean Lemoine, originaire de Crécy, qui servit de médiateur en 1302 entre Boniface VIII et Philippe le Bel. Il avait lui-même dressé vers les années 1303 sq. les réglemens de son Collège qui devait recevoir cent étudiants. Jean Lemoine mourut en 1313.

(3) Il s'agit, croyons-nous, de Théodore Marcile, qui fut professeur d'éloquence latine au Collège de France de 1602 à 1617.

fut alors et il devint sous lui le meilleur écolier du collège. Aiant achevé sa philosophie, il prit l'habit religieux dans l'abbaye de Saint-Denys en France et alla cacher dans le cloître ses grands talens; mais Dieu se réservait à les employer pour sa gloire. Il prit l'habit le 3 de février 1608 et ne fit profession que le 10 de septembre 1612. Pendant ce tems là, il fut envoyé à Paris pour étudier en Sorbonne et prit le degré de bachelier avec l'applaudissement de tous les Docteurs. Avant de prendre le bonnet, il crut devoir avant toutes choses apprendre les langues grecque et hébraïque par le moien desquelles il acquit une parfaite intelligence de l'Ecriture Sainte.

Pour obéir à ce qu'il y a de plus sçavant dans la Sorbonne il s'exerça à la prédication et remplit les principales chaires de Paris. Il fit dans la paroisse de Saint-Sulpice le catéchisme pendant plusieurs années, persuadé que dans des entretiens familiers on fait souvent plus de fruit que dans des sermons étudiés qui attirent l'admiration des auditeurs [535]; mais faisant réflexion sur ces paroles de l'Evangile « que sert-il à un homme de gagner tout le monde et de perdre son âme », et sur la différence qu'il y avoit entre la vie des religieux de Saint-Denys et celle des vrais disciples de Saint-Benoist, il se retira à Verdun, en Lorraine, au monastère de Saint-Vanne où il prit l'habit de la réforme, passa le tems de son noviciat dans les exercices de l'oraison et de la pénitence et y fit profession le 5 d'aoust 1614, âgé de 29 ans.

Peu de tems après, les Supérieurs lui ordonnèrent d'enseigner la Théologie à ses jeunes confrères; mais l'obéissance qui l'avoit obligé à commencer ce cours le lui fit quitter pour passer en France avec d'autres religieux de sa Congrégation et y faire revivre l'esprit de saint Benoist. On le mit d'abord au Collège de Cluny où il enseigna la Rhétorique pendant 16 ans avec un si grand applaudissement que les plus habiles professeurs d'éloquence s'approprioient ses scolies qu'il dictoit sur plusieurs anciens auteurs. Il y fut aussi tost supérieur des religieux réformez qui résidoient au Collège (1). Les leçons qu'il donnoit n'étoient pas seulement des préceptes d'éloquence, c'étoient encore des leçons de modestie et de piété, et Dieu donna une si grande bénédiction à ses travaux que plusieurs de ses disciples embrassèrent la vie religieuse, d'autres enseignèrent la Philosophie, d'autres la Théologie, d'autres enfin s'appliquèrent à la prédication.

(1) Dom Hugues Ménard avait été supérieur du collège de Cluny en 1627, 1628, puis en 1630 jusqu'à l'expulsion par Dom Lemprière. Voir, plus haut, p. 10-13.

IL DONNE LE MARTIROLOGE BENEDICTIN ; LA CONCORDANCE DES RÈGLES, LE SACRAMENTAIRE DE SAINT GRÉGOIRE (1). — Ce fut en ce tems là qu'il composa son martirologe bénédictin qui fut imprimé en 1629. Etant devenu infirme, les Supérieurs l'appelèrent à Saint-Germain où, dégagé des soins d'une classe, il se donna tout entier à la suite des exercices réguliers [536]. Ce qui lui restoit de tems il l'emploioit à la lecture des Saints Pères, des Conciles, de l'Histoire ecclésiastique et des meilleurs auteurs ; il remarquoit tous les endroits qui pouvoient donner quelque nouvelle lumière au public. Ce fut ainsi que, par obéissance, il fit imprimer la Concordance des Règles de saint Benoît d'Aniane, qu'il illustra d'un grand nombre de notes si sçavantes, que le Censeur des livres assura Mr. le Chancelier qu'il y avoit très long tems qu'on n'avoit vu paroître dans Paris un livre si plein d'érudition. Quatre ans après, il donna le Sacramentaire de saint Grégoire enrichi d'excellentes observations qui le firent passer pour un des plus sçavants hommes qui fussent alors. Il fut imprimé en 1642. Environ ce tems là, Mr. de Launoy (2) donna une dissertation pour prouver que saint Denis l'Aréopagite est différent de celui de Paris, conformément à l'opinion du P. Sirmond (3). Le P. Ménard entra d'abord dans

(1) Ce n'est pas le lieu, dans ces notes, d'énumérer tous les ouvrages écrits par tel Mauriste dont il est question ; il suffit de renvoyer le lecteur aux ouvrages spéciaux, sauf, le cas échéant, à donner quelques précisions utiles, ou à compléter quelque omission. Voir donc sur les travaux de Dom H. Ménard, Dom Tassin : *Histoire littéraire...*, p. 18-28.

(2) Jean de Launoy, né en 1603 à Valdéric (Manche), docteur de Sorbonne, en 1634, mourut en 1678. Les ouvrages de ce prêtre savant, désintéressé et modeste, tout entier consacré à ses travaux dont la collection forme 10 vol. in-fol. (Cf. éd. Genève 1731), faisaient autorité. Sa critique, bien que parfois téméraire et avancée, est généralement sûre et très judicieuse. La dissertation à laquelle Dom Martène fait allusion ici parut en 1641, sous le titre *De Areopagiticis Hilduini judicium* (in-8) contre l'ouvrage que Dom Germain Millet avait publié en 1638 pour défendre, dans sa *Vindicata Ecclesiae Gallicanae de suo Areopagita Dyonisio gloria* (in-8), l'identité des deux Denis que le P. Sirmond avait mise en doute dans une note aussitôt retirée du tome II de ses *Concilia antiqua Galliae* paru en 1629. De Launoy se mit en outre à réfuter dans ses treize *Animadversiones* (Paris, 1641, in-8) le *Galliae Palladium sive Dionysius Areopagita* de l'avocat Jean Samblacat (Toulouse). Entre temps, le P. Sirmond publia sa *Dissertatio in qua Dionysii Parisiensis et Dionysii Areopagitae discrimen ostenditur* (Paris, 1641, in-8). Dom Germain Millet ayant publié *Ad dissertationem nuper evulgatam de duobus Dionysiis Responsio in qua evidentissime demonstratur unum et eundem esse Dionysium Areopagitam et Parisiensem episcopum* (Paris, 1642, in-8) pour réfuter de Launoy, celui-ci lui répliqua par sa *Responsio ad dissertationem de duobus Dionysiis discussio, in qua probatur jam utriusque discrimen ex inveniendi asserendique veri legibus defenditur* (Paris, 1642, in-4).

(3) Jacques Sirmond, originaire de Riom en 1559, passa du collège des Jésuites de Billom à leur noviciat. Professeur de rhétorique au collège de Clermont à Paris,

leur sentiment, mais aiant examiné plus à fond cette question, il se convainquit que l'aréopagite est le même que le premier évêque de Paris et; en 1643, il imprima son livre intitulé : *Diatriba de unico Dionysio Areopagita et Episcopo Parisiensi, adversus Joannem de Launoï*, auquel livre M. de Launoï ne répondit pas (1).

Il avoit préparé l'épître attribuée à saint Barnabé par les anciens Pères de l'Eglise et l'avoit enrichie de notes, après l'avoir découverte le premier dans un ms. de Corbie. Il avoit aussi décrit de sa propre main le martyrologe de saint Jérôme sur lequel il avoit fait des remarques. Dom Luc d'Achery, après la [537] mort de Dom Ménard a imprimé l'un et l'autre, l'épître séparément (2) et le martyrologe au 4^e tome de son Spicilège. Les Supérieurs pressoient Dom Ménard de revoir et augmenter son martyrologe bénédictin : on lui avoit envoyé plusieurs vies et d'autres monumens pour ce sujet; mais, comme il se disposoit à obéir, il fut tout d'un coup saisi d'une colique si violente, le 20 de janvier 1644 que, dès le lendemain, il n'eut que le tems de se confesser et, comme on se disposoit à lui donner le saint Viatique, il expira entre les mains de ses confrères. Il étoit âgé de 57 ans; on l'enterra dans la chapelle de la Vierge, le jour de saint Vincent, patron du monastère.

Tous ses grans talens ne firent qu'augmenter le mérite de son humilité : elle se remarquoit dans sa conversation, dans ses actions, dans sa manière de vivre. Une candeur et une simplicité charmante accompagnoit tout ce qu'il faisoit et tout ce qu'il disoit. Tout le monde le respectoit et il se croioit le dernier des hommes; un chacun lui demandoit conseil et il alloit lui même, comme un enfant, découvrir à son Supérieur l'état de son ame et lui demander ses lumières pour la conduite de sa vie. On auroit voulu lui témoigner par quelque marque extérieure l'estime que l'on faisoit de sa science et de sa vertu, lui au contraire cherchoit tout ce qu'il y avoit de plus vil et ne

puis en 1590 secrétaire du général, le P. Aquaviva, à Rome jusqu'en 1608; confesseur de Louis XIII depuis 1637, il mourut en 1651. L'édition de ses ouvrages (Paris, 1696) comprend 5 volumes in-folio.

(1) Le véritable titre de l'ouvrage de Dom H. Ménard est ainsi conçu : *De unico sancto Dionysio Areopagita Athenarum et Parisiorum episcopo adversus Joannis de Launoï discussionem Milletianae responsionis diatriba* (Paris, 1643, in-8). Il est inexact de dire que de Launoï ne répondit pas, car il le fit dans une nouvelle édition de sa *Responsionis ad disertationem*..... à Dom Millet; mais ce dernier et Dom H. Ménard étoient morts l'un et l'autre quand parut cette réplique.

(2) A Paris, 1645, in-4°.

voioit rien, quelque bas et humiliant qu'il put être, qu'il ne regardât comme au dessus de lui. Quoi que véritablement sçavant, on ne lui vit jamais faire ostentation d'érudition ; un très petit nombre de livres ornoit sa cellule et, dès qu'il en avoit fait l'usage qu'il se proposoit, il les reportoit à la bibliothèque : il auroit appréhendé en les retenant plus long tems de [538] faire tort au public et de nuire à quelque autre qui en auroit peut être fait un meilleur usage que luy. Ces bas sentimens de lui-même paroissoient sur tout lorsqu'il étoit obligé dans ses écrits de réfuter quelqu'un ; il le faisoit avec tant de modestie et de modération qu'on ne pouvoit s'en offenser.

Ce caractère d'humilité donna lieu à sa charité de se produire. Il auroit préféré d'enseigner les élémens de la langue latine à des enfans, qu'il regardoit comme l'espérance du troupeau de Jésus-Christ, à l'étude des hautes sciences. Son état ne lui donnant pas les moiens de suivre les mouvemens de son cœur dans le soulagement des pauvres, il se servit à ce sujet des personnes de condition qu'il connoissoit et leur procura par ce moien d'abondantes aumones. Sa mortification et son obéissance pouvoient servir de modèle aux plus parfaits et feroient voir à ceux qui ne connoissoient pas l'étendue de ses vertus que, dans tous les momens de la vie et dans toute occupation, on peut être pénitent et obéissant.

Entre les talens naturels que Dieu lui avoit donnez, il avoit une mémoire si prodigieuse qu'il n'oublioit rien de ce qu'il avoit lû ; c'est pourquoi il ne faisoit jamais de recueil de ses lectures, quoique presque tous les ouvrages qu'il a donné au public consistent en notes et en observations. Sa mémoire étoit si heureuse que, lorsqu'il avoit besoin d'un passage et d'une autorité, il se souvenoit parfaitement du chapitre et de la page de l'auteur où il l'avoit lû sans s'y tromper, quelque long tems qu'il y eut qu'il en eut fait la lecture. Le fameux Père Sirmond, qui l'estimoit et qui l'aimoit, en étoit si [539] persuadé que lorsqu'il étoit en peine d'un passage il disoit qu'il auroit plus tost fait d'aller trouver le P. Ménard que de se donner la peine de tant chercher, et il ne le consultoit jamais inutilement.

A tant de graces, on a lieu de croire que Dieu ajouta celle de lui donner quelque connoissance, soit par révélation, soit par des conjectures, du tems qu'il devoit le retirer de ce monde. La fraieur que Dom Ménard avoit de la mort faisoit qu'il demandoit à Dieu la grâce de mourir subitement. Sa mort, en effet, fut presque subite, mais elle ne fut pas imprévue. Lorsque le P. Général lui ordonna de travailler à une nouvelle édition de son martirologe, il lui répondit qu'il y tra-

vailleroit par obéissance, quoiqu'avec répugnance, parce qu'il n'en verroit pas la fin. Et sur ce que Dom Luc d'Achery lui dit, qu'il n'y avoit pas d'apparence d'une mort prochaine, Dom Ménard lui répondit comme un homme assuré de ce qu'il disoit.

MORT DE DOM MAUR BOUCAULT. — On peut joindre à Dom Hugues Ménard Dom Maur Boucault (1) qui mourut cette même année 1644. Il étoit d'Arras et avoit embrassé la profession religieuse dans la fameuse abbaye de Saint-Bertin. Il s'y étoit fait aimer et y avoit acquis la réputation d'un homme d'un mérite distingué; on jettoit même les yeux sur lui pour le faire abbé lorsque le désir de son salut et de sa profession l'engagèrent à mépriser ces vaines espérances et à préférer la qualité de simple religieux à celle de prélat. Il vint à Paris et fit profession dans la Congrégation de Saint-Maur, au monastère des Blancs Manteaux, le 10 de décembre 1622, âgé de 30 ans. Il [540] y vécut d'une manière qui répondoit à sa vocation et mourut à Jumièges avec beaucoup d'édification.

ALIÉNATION DE LA MAISON DU SÉMINAIRE DE SAINT-LOUIS A TOULOUSE. — Cette année 1644, le séminaire de Saint-Louis établi à Toulouse fut transféré au monastère de la Daurade. Comme il ne subsistoit que par les pensions de ceux qui étoient venus d'autres monastères pour embrasser la réforme, la plus part étant morts, ou ayant été tirez de ce séminaire pour aller porter ailleurs l'étroite observance, ce séminaire qui n'avoit point de fonds d'ailleurs, ne pouvoit plus subsister. Dom Pierre Beziat, visiteur de la province, fit sur cela ses représentations aux Supérieurs qui permirent l'union du séminaire au prieuré de la Daurade et l'aliénation de la maison qui avoit été achetée pour l'établissement du séminaire. Elle fut vendue, le 10 mai 1644, à Mr. François d'Olivier, conseiller au Parlement de Toulouse. Depuis ce tems là les religieuses du Refuge étant venues s'établir à Toulouse (2), Mr d'Olivier leur vendit cette maison où elles demeurent

(1) La *Matricule* donne à Dom (Dominique) Maur Boucault 35 ans d'âge, au moment de sa profession aux Blancs-Manteaux, en 1622 et le fait mourir le 30 octobre 1630. Par contre, l'*Histoire de l'abbaye... de Jumièges...* publiée par J. LOTH (t. III, p. 61) le fait mourir en 1644. D'après LAPLANE : *Abbés de Saint-Bertin...* t. II, p. 201, il aurait été reçu dans cette abbaye le 10 juillet 1600.

(2) Leur établissement eut lieu en 1654 (Cf. Arch. départ. Hte-Garonne, série H, 1 reg., 2 liasses).

aujourd'hui et qui est jointe à plusieurs autres qu'elles ont acquises depuis leur établissement à Toulouse.

SUITE DE L'AFFAIRE DE DOM FARON DE CHALUS (1). — Nous avons laissé en 1642, Dom Faron Chalus à Saint-Faron de Meaux, suivant la demande qu'il en avoit faite; mais il n'y fut pas long tems tranquille. L'amour de sa famille le fit aller à Evron et l'amour de l'indépendance réveilla son esprit inquiet. Il y fit des libelles diffamatoires contre le P. Général et contre la Congrégation et les fit imprimer à Vitré, en Bretagne. Il joignit la qualité de faussaire à celle d'impositeur : le banquier qu'il avoit à Rome lui aiant envoyé une formule de [644] (a) bref qu'il avoit composé sur ces mémoires pour voir s'il seroit de son goût, Dom Faron la fit imprimer et passer pour le bref même (2). Il le fit signifier au P. Général qui s'apercevant de la tromperie n'en fit aucun cas. Enfin, il se rendit à Paris afin d'y être plus à portée de distribuer son faux bref et ses libelles diffamatoires. Il y avoit désia deux mois qu'il y étoit sans avoir comparu devant les supérieurs, lorsque le R. P. Général, craignant les suites d'une plus longue indulgence, le fit arreter et conduire au monastère des Blancs Mantoux, d'où il fut transporté à Saint-Germain des Prez. On l'enferma dans une chambre du dortoir, où il fut traité avec la même charité que les autres religieux (3). Le Père Général poussa la bonté jusqu'à lui offrir de s'en rapporter sur ses plaintes et demandes à ce que décideroient six docteurs et six supérieurs d'ordres religieux. Mais Dom Faron persistant dans son opiniâtreté, on fut obligé de nommer pour l'interroger des commissaires auxquels il avoia qu'il avoit fait impri-

(a) Par suite d'une erreur de pagination le manuscrit que nous publions passe de la page 540 à la page 641. Nous avons cru préférable de le suivre pour garder les références à l'original.

(1) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 473-477; 484-486. Bibl. Nat., ms. lat. 12789, fol. 160-166^{vo}; 175^{vo}.

(2) Dom Faron de Chalus avait adressé à Rome une supplique comprenant 12 articles « Pro Congregatione Sancti Mauri in Gallia, ordinis Sancti Benedicti collabente ». (Cf. ms. lat. 12789, fol. 161-165^{vo}). Le procureur de la Congrégation de Saint-Maur à Rome, Dom Placide Le Simon, répondit par une autre supplique adressée aux cardinaux de la Congrégation des Réguliers.

(3) Dom Mège note, en passant, que Faron de Chalus fut enfermé dans la cellule que lui-même occupa plus tard. Ce qui indique assez les égards particuliers dont ce moine remuant fut l'objet, car généralement, à cette époque, il en fallait beaucoup moins pour goûter au régime des prisons monastiques proprement dites.

mer et publier son faux bref et ses libelles, mais que le bref ne manquoit que de sa forme authentique, aiant été donné par le Pape mais arrêté dans sa promulgation par l'ambassadeur de France. Cela ne le justifioit pas et les certificats venus de Rome déclarèrent que le bref étoit faux et qu'il n'avoit jamais été accordé. Sur ces entrefaites, l'évêque de Saintes (1), parent du coupable, se trouva à Paris; on le rendit juge de l'affaire et on lui remit entre les mains les Bulles et Constitutions de la Congrégation. Ce prélat consulta plusieurs Docteurs qui, tous sans exception, condamnèrent la conduite de Dom Faron; il l'obligea de déclarer par écrit qu'il se soumettoit aux Supérieurs et qu'il vivroit désormais en paix (2). La déclaration fut signée par [642] l'évêque de Saintes et par le Sr. de la Bénardière, frère de Dom Chalus qui demanda à retourner à Saint-Faron où il avoit fait profession.

RÉFORME DE L'ABBAÏE DE SAINT-BASLE (a). — ★ Le dimanche, 13^e jour de mars de la présente année 1644, les religieux de la Congrégation de Saint-Maur furent introduits dans l'abbaye de Saint-Basle (3) par le lieutenant général au bailliage de Vermandois, siège roial et présidial de Reims. Ce monastere avoit été fondé vers l'an 515, à Verzy,

(a) Tout ce passage concernant l'introduction de la réforme à Saint-Basle et que nous avons mis entre astérisques, a été ajouté sur un feuillet distinct et collé; le tout est de l'écriture de Dom Fortet (voir plus haut, p. 218, note [a]).

(1) Jacques Raoul de 1632 à 1646.

(2) « Requête de Dom Faron de Challus, par laquelle il reconnaît avoir supposé, fait imprimer et distribué un faux bref; et demande pardon et pénitence pour son crime, avec promesse désormais de vivre en bon religieux, en date du 2 août 1644, au T. R. P. Dom Grégoire Tarrisse. » (s. l. n. d., in-4^e). — Il semble qu'une pièce de ce genre aurait dû fermer la bouche désormais à Dom Faron et lui interdire à tout jamais de nouvelles menées. Mais le goût de l'intrigue et l'ambition furent plus forts et nous le verrons bientôt relever la tête, reprendre ses attaques contre Dom Tarrisse et les Constitutions. Or des individus de cette espèce réussissent toujours à se trouver des partisans; ils semblent doués pour cela, d'autant que les moyens ne les gênent guère pour y parvenir.

(3) Com. de Verzy, chef-l. cant., arr. Reims, Marne. Des bâtiments de l'abbaye de Saint-Basle, il ne subsiste pour ainsi dire rien. — Cf. Archives départ. de la Marne, série H, 1 reg. et 54 liasses conservés à Châlons, Bibl. Nat., ms. lat. 12662, fol. 30-71, dont a) fol. 30-39, « *Chronica Abbatiae Sancti Basoli prope Remos ab anno 1100 ad 1666* »; — b) fol. 40-63, « *Mémoire des choses les plus notables arrivées en ce monastère de St Basle depuis le traité fait avec Mons^r l'Abbé pour l'introduction des Pères bénédictins de la Congrégation de Saint-Maur* », par Dom Joseph Desormes, comprend les années 1636 à 1669. *Gallia Christiana*, IX, 195-203; MAILLART : *Histoire de l'abbaye de Saint-Basle* (Châlons, 1870, in-8).

au diocèse de Reims, à trois lieues, ou environ, de cette ville, par Suavegothe, seconde femme de Thierry, roi d'Austrasie, fils du grand Clovis, et par la princesse Théodechilde, fille du roi Thierry, ou selon d'autres sœurs de ce prince. Komasy gouvernoit cette communauté de solitaires lorsque saint Basle obtint de l'archevêque Gilles la permission de s'y retirer (1). Après 7 ans d'exercices dans le monastère, saint Basle, désirant une plus grande perfection, obtint de son supérieur la permission de se retirer sur la montagne au dessus de Verzy, où il vécut encore 40 ans dans la solitude et où il mourut vers l'an 620. Dès le tems de saint Nivart, archevêque de Reims qui vivoit au VII^e siècle (2) le monastère fut transféré au lieu où il est à présent. Ce fut lui qui le fit bâtir et qui lui donna l'église de Verzy où étoit l'ancien monastère. Si tost qu'il fut bâti sur la montagne, celui de Verzy commença d'être moins fréquenté et tomba insensiblement. Les moines en furent transportez dans celui d'en haut qui prit dans la suite le nom de Saint-Basle.

En 717, sous le gouvernement de Charles Martel, les clerics avoient pris dans le monastère de Saint-Basle la place des moines et quelques années après, à peine y trouvait on même dans les batimens quelques vestiges de la discipline monastique. Il ne tarda pas à être rendu aux religieux et, vers l'an 840, le pieux abbé Benoist entreprit avec succès de le rétablir. L'archevêque Hincmar (3) consacra la nouvelle église, le 15 septembre 865, et leva de terre le corps du saint qui avoit été inhumé dans l'église de son ermitage. Mais bientost après, les Danois ruinèrent le monastère : ce qui fut cause qu'il passa depuis à des chanoines qui y étoient en 883 et qui le possédèrent jusqu'en 962. Il y a toute apparence que ces chanoines étoient des moines même du monastère qui, oubliant leurs obligations, vivoient en chanoines d'une manière toute séculière. C'est ce qui paroît par la charte du roi Lothaire pour le rétablissement des religieux, dattée de la 1^{re} année de son règne, c'est-à-dire en 954. Alors l'archevêque Artaude (4) y mit,

(1) D'après la *Gallia Christiana*, IX, 196 et 197, l'abbé qui gouvernait le monastère à l'arrivée de saint Basle et pendant l'épiscopat de Aegidius s'appelait Diormerus (vers 573).

(2) Mort vers 672.

(3) Prélat des plus remarquables de son époque, Hincmar occupa le siège de Reims de 845 à 882. Voir sa biographie par VIDIEU : *Hincmar de Reims. Étude sur le IX^e siècle* (Paris, 1875, in-8).

(4) Artaud, moine de Saint-Remi de Reims, élu archevêque de cette ville en 932, mort en 961.

du consentement du roi, des religieux qu'il fit venir de Saint-Remi de Reims. A la fin de ce même siècle, les Hongrois y firent une nouvelle descente et rasèrent le monastère qui fut rebâti dans le siècle suivant (1). Il devint ensuite la proie des différens seigneurs et les commandes aiant achevé la désolation il n'y avoit plus lieu d'espérer d'y entretenir la régularité. Messire Nicolas François Brulard de Sillery (2) qui en étoit abbé en 1636, pour la rétablir fit un concordat avec les Supérieurs de la Congrégation de Saint-Maur, le 12 de juillet de la même année, par lequel il leur donnoit le monastère pour y faire revivre l'ancienne discipline monastique (3). Le concordat fut ratifié, le 27 mars suivant, par les anciens religieux et confirmé le 14 février par Messire Leonor d'Estampes (4), archevêque de Reims. En conséquence Dom Colombain Trabouillet (5), qui administroit les biens de l'abbaye depuis le concordat passé en 1636 et qui étoit désigné prieur de la nouvelle communauté, fut mis avec ses religieux en possession des lieux réguliers, aiant à leur tête Dom Joachim le Comtat, prieur de l'archimonastère de Saint-Remi. Depuis ce tems là, on a rebâti à neuf presque tout le monastère (6) qui, par sa situation, est une des plus agréables demeures de la Congrégation. ★

DÉSUNION DE CLUNY ET DE LA CONGRÉGATION (7). — L'abbaye de Cluny étant tombée en commende après la mort du Cardinal de Riche-

(1) Notons encore que la nouvelle église en fut consacrée vers l'année 1200 par l'archevêque Guillaume de Champagne (1176-1202); elle avait été achevée sous l'abbé Richer III (vers 1200). En 1632, l'abbaye eut beaucoup à souffrir du passage des troupes de Lorraine.

(2) Nicolas-François Brulard de Sillery, abbé de Saint-Basle de 1629 à 1655; il était neveu de l'archevêque de Reims.

(3) Cf. Bibl. Nat. ms. lat. 12662, fol. 40 sq.

(4) Léonor d'Estampes de Valençay transféré de Chartres sur le siège de Reims (1642 à 1651).

(5) Dom Louis Colombar Trabouillet né à Rouen, fit profession, âgé de 23 ans, à Saint-Remi de Reims le 17 décembre 1634 où il mourut le 20 novembre 1645.

(6) Notamment les cloîtres en 1664 (Cf. Bibl. nat., ms. lat. 12662, fol. 61).

(7) Cf. Bibl. Nat., ms. lat. 12789, fol. 178; ms. lat. 12799, fol. 204 sq.; Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 478-480.

Ainsi le grand effort d'unité poursuivi par Richelieu aboutissait à un échec, et la séparation entre Cluny et Saint-Maur s'imposait à cette dernière pour le maintien même du bon ordre et de la paix. Les raisons de cet échec sont diverses; mais d'abord le projet en lui-même était-il réalisable? On l'a nié. Dom Mège l'a jugé illusoire et décevant, il n'en parle qu'avec un agacement visible qui le rend souvent injuste. Pour Dom Guillot (Mémoires de Dom Audebert, p. x-xi) « l'entreprise dépassait en extravagance tout ce qui se peut imaginer ». Par contre, Dom Denis qui, la

lieu, contre le principal article du concordat fait avec S. E., lequel portoit, qu'après sa mort, l'abbé seroit religieux et élu par les réformez, le Père Tarisse prévint bien qu'il seroit difficile que l'union faite de la Congrégation avec Cluny durât long tems. Il en avoit demandé la désunion au prince de Conty qui s'en étoit offensé : il la souhaitoit mais il ne voulut pas qu'elle vint de sa part. Quelques-uns de ceux de Cluny la désiroient pareillement et y travailloient sous main ; ainsi, des deux cotez, on aspirait à une séparation. Dom Hugues

chose est à noter, montre aussi peu de sympathie pour l'Ordre de Cluny qu'il a d'admiration pour la Congrégation de Saint-Maur, est convaincu des immenses avantages dont les deux groupements auraient bénéficié ; dans son admiration pour Richelieu, il échafaude même des hypothèses qui sont plus du domaine de la fantaisie que de l'histoire. En fait, on est en droit de regretter pour Saint-Maur et pour Cluny que l'union n'ait pu durer, et que Rome, en confirmant le concordat, n'ait pas donné ainsi à ces efforts de réforme parmi les monastères de bénédictins en France sa sanction suprême. Car, en dépit de difficultés inévitables et bien que la situation des maisons clunisiennes fût assez différente de celle des autres monastères qui acceptèrent la réforme de Saint-Maur, l'Ordre de Cluny n'était point dans un état de décadence pire, loin de là, et rien d'essentiel ne s'opposait à ce qu'il pût, lui aussi, profiter de cette réforme : l'existence même de l'Étroite Observance qui survécut jusqu'à la Révolution dans des conditions pourtant moins favorables, en est une preuve suffisante. Mais, par contre, il faut bien reconnaître aussi que, dès les premières tentatives faites par Dom d'Arbouze dans le but de trouver auprès de Saint-Maur les moyens de rendre à Cluny une observance plus régulière, l'affaire fut assez mal engagée de part et d'autre. Car, si Dom d'Arbouze n'avait ni la hauteur de vues, ni le caractère, ni l'esprit de décision, ni peut-être le désintéressement nécessaires pour mener à bout une œuvre de cette envergure ; il semble bien aussi qu'à Saint-Maur (du moins aux débuts) on ne se soit pas rendu compte de l'erreur qu'il y aurait à vouloir traiter Cluny et ses filiales comme tel ou tel monastère isolé où les Mauristes s'étaient jusqu'alors introduits. Devant certaines exigences on s'explique ainsi l'hésitation qui se manifeste parmi les meilleurs mêmes des clunisiens légitimement attachés au glorieux passé de leur Ordre. D'où un premier recul et une inquiétude qui demeure et sera exploitée par les éléments opposés à la réforme. N'ayant pu aboutir avec Saint-Maur, on se rejette vers Saint-Vanne ; mais c'est alors l'invasion, la mainmise sur Cluny avec les procédés que l'on sait et qui, malheureusement, entravent l'action et l'influence d'éléments religieux par ailleurs excellents. On est en droit de se le demander, quelle impression de sécurité et de confiance pouvaient donner ces tentatives diverses, ces changements d'obédience et d'observance, ces appels successifs à Saint-Maur, puis à Saint-Vanne, puis de nouveau à Saint-Maur, tout en gardant les éléments de Saint-Vanne ? — Du moins, l'union une fois conclue entre Saint-Maur et Cluny en 1634 et mise au point de part et d'autre dans le chapitre général de 1636, il aurait fallu pour lui garantir la durée et couper court à toute opposition sérieuse l'approbation de Rome. Si, malgré la bienveillance d'Urbain VIII qui avait accordé les bulles de vive voix, les négociations entreprises dans ce but ne purent venir à bout de l'opposition tenace de la commission cardinalice chargée de l'examen de l'affaire, il y a lieu de se demander à quelles causes il faut attribuer cet échec de huit années d'efforts. Dom Claude de Vic, à qui l'on doit le récit de ces décevantes négociations, nous renseigne en partie sur les motifs plus ou moins avoués d'une résistance qui préfère laisser les solliciteurs en se dérochant que

Bataille (1), Procureur général de la Congrégation demeurant à Saint-Germain des Prez, et Dom Pierre Lucas, prieur de Saint-Benoist sur Loire, furent les premiers qui, assistez des conseils du P. l'Empereur, levèrent l'étendard de la séparation : ils sortirent ensemble le dimanche 11 de septembre de grand matin et ne revinrent point à l'abbaye.

prendre la responsabilité des conséquences d'un refus catégorique. Dom Denis exagère la portée d'un de ces motifs, en y voyant surtout une question d'argent. Sans doute, la crainte, d'ailleurs excessive, que la réforme de Cluny et son union à Saint-Maur ne diminuât les revenus de la daterie apostolique provenant de la collation des bénéfices entre pour beaucoup en ligne de compte; ce n'est pas niable, car les documents le prouvent. Mais d'autres considérations sont aussi à envisager. Et d'abord les Mauristes n'étaient pas sans avoir des ennemis, ou du moins des adversaires qui, travaillant contre eux à Rome, présentaient cette union sous un jour des plus défavorables. Il n'est pas possible dans une note d'entrer dans les détails; mais les choses en vinrent au point qu'il fallut à un moment donné de hautes interventions, celle du cardinal de La Rochefoucauld entre autres, pour que les négociations puissent être reprises. Par-dessus tout, la Curie romaine était hostile à l'influence grandissante de Richelieu; elle redoutait sa mainmise sur les affaires religieuses de France. De son côté, le cardinal neveu François Barberini, protecteur de l'Ordre de Saint-Benoît, voyait de mauvais œil, et comme une diminution de son autorité, cette demande réitérée qui d'ailleurs ne fut jamais accordée à Saint-Maur, de Richelieu comme protecteur de la Congrégation ainsi qu'il l'était d'autres Congrégations. D'autre part, ce personnage influent était un des principaux partisans de l'Espagne à Rome; or à plusieurs reprises il est facile, dans les négociations pour l'union, de saisir l'influence espagnole s'interposant pour écarter Richelieu comme général d'un Ordre religieux quelconque ayant des maisons en territoire espagnol. Enfin, sans tenir compte pour la France de la menace perpétuelle d'encerclement où la tenaient l'Autriche et l'Espagne, on jugeait sévèrement à Rome la politique d'alliance du cardinal premier ministre avec les Suédois et les protestants d'Allemagne. Quoi qu'il en soit des motifs pour lesquels la Curie romaine se refusa à sanctionner le concordat d'union entre Cluny et Saint-Maur, il n'en est pas moins vrai que les lenteurs et les surprises de ces négociations stériles et décevantes ne pouvaient que décourager la bonne volonté et les efforts des partisans de la réforme à Cluny et servir de prétexte à leurs adversaires pour entraver toute tentative en faveur d'une observance plus régulière. Il est permis de regretter qu'ainsi la Commission cardinalice préposée à l'examen de l'affaire ait par ses retards d'abord, son opposition ensuite, empêché la réforme définitive de l'Ordre de Cluny dont huit années d'union avec la Congrégation de Saint-Maur avaient montré dans une mesure appréciable la possibilité, en dépit des tâtonnements des débuts et de difficultés inévitables, mais non pas insurmontables.

(1) Dom (Antoine) Hugues Bataille, né à Crépy-en-Valois en 1610, fit profession dans le prieuré clunisien de Saint-Arnould, situé dans cette ville, le 17 avril 1629. Partisan de la réforme, il remplit les fonctions de procureur de la Congrégation de Saint-Benoît, à Paris, de 1639 à 1644. Après la séparation, il fit partie du Conseil de l'abbé de Cluny (Dom Mège, *Annales*, p. 478), le prince de Conti, qui le nomma procureur général de l'Ordre (Cf. *Bibl. Nat.*, ms. lat. 12790, fol. 215 sq.). Très versé dans l'art de conduire les âmes, Dom H. Bataille fut pendant trois ans le directeur de M. Olier, ainsi que la mystique Marie Rousseau, à Paris. (Cf. J. GODEFROY : *Dom Simplicien Gody, poète et écrivain mystique*, dans *Revue Mabillon*, 1929, p. 184 sq.). Dom Hugues Bataille quitta Saint-Germain-des-Prés le 7 mars 1645 pour rentrer dans l'Ordre de Cluny.

Au bout de cinq jours, le R. P. Tarrisé aiant appris qu'ils s'étoient retirez au collège de Cluny, leur envoya Dom Martin de Liesme (1) et Dom Luc d'Achery pour les exhorter de sa part à revenir et, en cas de besoin, pour le leur ordonner : Mais, quoiqu'on leur assurât qu'ils seroient très bien reçûs, ils refusèrent de revenir et dirent pour toute réponse qu'ils répondroient en tems et lieu au P. Général ; ils donnèrent seulement, sans difficulté, les clefs de leurs chambres et offices.

Peu de jours après (2), Dom Pierre Lucas prenant la [643] qualité de Grand Prieur de Cluny, et Dom Hugues Bataille celle de Procureur Général de l'ordre de Cluny, présentèrent une requête au Grand Conseil par laquelle ils appellaient comme d'abus du concordat d'union de l'ordre de Cluny et de la Congrégation de Saint-Maur et lui demandèrent sa protection. Le Grand Conseil admit leur appel et leur refusa sa protection, attendu qu'il ne s'agissoit que de quelques points de discipline et de l'obligation de rendre compte de leur administration. Cependant le P. Tarrisé tint plusieurs assemblées avec ses sénieurs assistans, le Visiteur de France et les supérieurs des environs de Paris ; il y fit même venir Dom Ignace Philibert prieur de Cluny ; lesquels, après avoir délibéré ensemble au sujet de la désunion et avoir consulté les amis de la Congrégation, consentirent à la séparation, eu égard à la difficulté d'obtenir des Bulles pour l'union qui se trouvoit contredite par plusieurs anciens et plusieurs réformez. Le P. Tarrisé fit sçavoir sa résolution aux PP. Dom Pierre Lucas et Dom Bataille *et offrit de traiter avec eux* (a), pourvu cependant qu'ils eussent une procuration de ceux de l'Étroite Observance. Ils l'obtinrent de ceux qui étoient de leur party et, en conséquence, il fallut convenir des articles de la séparation. Le P. Tarrisé, toujours ami de la paix, leur permit de les dresser eux memes ; après quoi, ils furent approuvez de part et d'autre le 22 d'octobre 1644, comme il s'ensuit [644] (3).

ARTICLES accordéz et passez pour la Désunion des Ordres de Cluny et de la Congrégation de Saint-Maur, entre les Supérieurs et Religieux desdits Ordres et Congrégations cy devant unis en un seul corps, appelé la Congrégation de Saint-Benoist, autrement dite de Cluny et de Saint-Maur.

(a) Ajouté par F.

(1) Dom (Gilbert) Martin de Liesmè, né à Fréteval, profès de Sainte-Croix de Bordeaux le 1^{er} novembre 1627, à l'âge de 19 ans ; administrateur de Saint-Michel de Tonnerre en 1675, mort à Saint-Benoît-sur-Loire le 17 octobre 1680.

(2) Ceci avait lieu le 15 septembre 1644.

(3) A cette place l'auteur avait primitivement intercalé deux paragraphes qu'il a ensuite biffés pour les reporter plus loin : l'un, « le traité de séparation... l'arrêt suivant », p. 276 ; l'autre, « Mais quoique la désunion... ils l'acceptèrent », p. 278.

NOUS sous-signez Frères Grégoire Tарisse, Supérieur Général de la Congrégation de Saint-Maur, Jean Harel, Placide de Sarcus, nos assistans et Anselme Des Rousseaux, Visiteur de ladite Congrégation en la Province de France, tant pour eux que pour les autres religieux d'icelle Congrégation d'une part, et Frère Pierre Lucas, prestre Religieux profes, et Hugues Bataille, aussi prestre Religieux profes de l'Etroite Observance de Cluny, tant pour eux que pour les autres religieux de la dite Etroite Observance, d'autre. Scachans que pour bonnes considérations Mgr. le Prince de Conty, abbé, chef et général administrateur de l'abbaye de l'ordre de Cluny, et nous, faisant pour le dit ordre et Congrégation de Saint-Maur respectivement, allans traiter présentement de la désunion desdits ordres de Cluny et de ladite Congrégation de Saint-Maur; et que dans l'action de la séparation il se [645] pourroit rencontrer des circonstances et particularitez qui donneroient occasion de difficultez entre l'un et l'autre corps, lesquels désirant éviter et nous continuer toujours dans la bonne intelligence, paix et charité, qui a été jusques à présent entre nous, comme vrais frères, avons fait et accordé les points et articles suivans :

I. Que nonobstant ladite désunion et séparations des monastères desdits ordre et congrégation, que tous les religieux profes, commis et donnez de l'un et l'autre corps, participeront réciproquement aux prières, suffrages et bonnes œuvres qui se feront en chacun d'iceux, comme si ce n'étoit qu'un corps; les services et prières qui ont accoutumés être fait pour les deffunts, seront continuez pour tous ceux qui viendront à décéder, comme si la séparation n'avoit été faite.

II. Que les uns et les autres se rencontrans ensemble dans quelque monastère ou ailleurs, tiendront entre eux le rang de leur profession, et des grades et qualitez qu'ils auront.

III. Que les Pères de la Congrégation de Saint-Vannes qui étoient devant ladite union, dans le monastère dudit ordre de Cluny, à présent que la désunion se fait, seront libres de demeurer et se stabilier, soit dans ledit ordre de Cluny, soit dans ladite Congrégation de Saint-Maur. Et, en outre, s'il s'entrouve aucuns, religieux profes dans * lesdits monastères de l'Etroite Observance de Cluny, ou dans *, a) les monastères de la Congrégation de Saint-Maur, qui aient inclination de passer de l'un à l'autre corps, leurs Supérieurs leur en bailleront obédience jusques au nombre de douze, pourveu que les Supérieurs du corps où ils voudront passer les y veulent recevoir.

IV. Que si les Pères de ladite Etroite Observance de Cluny, ont aucun monastère de reste dudit ordre à fournir, pour n'avoir nombre suffisant de leur corps pour y [646] tenir la communauté, les Pères de la Congrégation de Saint-Maur promettent de leur en prêter des leurs pour faire et tenir ladite communauté, et y faire le service divin et fonctions religieuses, y étant nourris et entretenus aux dépens desdits monastères, sans les pouvoir engager. Pendant lequel tems seront responsables de leur vies et mœurs aux Supérieurs de ladite Congrégation de Saint-Maur, lesquels seront obligez de les retirer aussitost que lesdits Pères de l'Observance de Cluny le désireront. Et toutes fois pendant leurs demeures es dits monas-

(a) Ajouté par F.

tères, les d. religieux de la Congrégation de Saint-Maur y envoie, seront tenus de recevoir les visiteurs dud. ordre pour l'effet de la visite du Saint Sacrement, lieux réguliers et autres du monastère, et reddition des comptes, et sans que la demeure qu'ils y feront, ou auront faite, par quelque long tems que ce soit, leur puisse attribuer aucune prétention, droit, ny action sur lesdits monastères.

V. Que tous les offices claustraux dépendans des monastères de ladite Etroite Observance dudit ordre, et possédez en titres par aucuns religieux de la d. Congrégation de Saint-Maur, comme aussi les prieurez conventuels de Saint-Etienne de Nevers, de Saint-Eutrope de Saintes (1), de N. D. de Toul, de Saint-Laurent de Reuil (2), de Patinge (3), même les sacristies d'Aubigny et de Pouilly, et tous autres dudit ordre de Cluny, qui pourroient avoir été permutés ou résignés par aucuns des anciens religieux des monastères seulement, ou l'Observance de Cluny est établie, et qui demeurent par led. traité aux Pères de lad. Observance, seront résignés purement et simplement, en faveur de ceux des religieux de l'Etroite Observance, que le Chapitre de lad. Observance aura désigné, en déchargeant les Pères de la Congrégation de Saint-Maur et leurs monastères, des [647] pensions deües sur lesd. bénéfices et offices et cependant, que tous les fruits d'iceux demeureront au profit des communautés des monastères de lad. Etroite Observance, d'où ils dépendent; et les baus faits desdits revenus, seront entretenus selon leur forme et teneur, s'ils ne sont faits depuis trois mois.

VI. Et d'autant que, pendant le tems de lad. union tous les monastères de l'un et de l'autre corps ont été occupés et gouvernés par les religieux dud. ordre de Cluny et de la Congrégation de Saint-Maur, indifféremment, suivant l'ordre des chapitres généraux, lesd. parties reconnoissent tout ce qui a été fait et négocié pendant ledit tems avoir été bien et deuement fait, pour le profit et utilité desd. monastères, même les deniers qui ont été pris à rente sous le nom dud. Bataille, comme procureur des monastères de lad. Congrégation de Saint-Benoist; de quoi ils en demeureront respectivement déchargés par ces présentes, les uns et les autres, s'arrêtant aux comptes qui ont été rendus tous les ans, en chaque monastère, ou aux diètes ou chapitres généraux : sans que l'on puisse être reçu à en prétendre, ny demander aucune revision; à quoi nous avons respectivement renoncé, sauf à rendre compte, depuis les derniers, et du reçu en faire voir les emplois légitimes.

(1) Ce monastère, dont la fondation remonte à une date antérieure, avait été donné à Cluny en 1081 et subsista jusqu'à la Révolution. L'église, du XI^e siècle, avec des remaniements d'époques diverses, est devenue paroissiale. — Cf. Dom BESSE : *Abbayes et Prieurés*, t. III, p. 294-295.

(2) Reuil, cant. La Ferté-sous-Jouarre, arr. Meaux, Seine-et-Marne. — Ancienne abbaye sous le vocable des Saints Pierre et Paul, devenue prieuré conventuel de l'Ordre de Cluny et dépendant de la Charité-sur-Loire. — Cf. *Gallia Christiana*, VIII, 1671-1673; Dom BESSE : *Abbayes et Prieurés*, I, p. 323-324.

(3) Patinges, com. de Torteron, Cher, prieuré dépendant de la Charité-sur-Loire. (Arch. départ. de la Nièvre, série H.)

VII. Et d'autant qu'il est porté par le traité qui s'en va être fait, entre mond. Sgr. et nous, pour lad. désunion, que les monastères demeureront chargez des deptes légitimement contractées, et qui auront tourné au profit d'iceux afin d'éviter toute difficulté au regard dud. article; reconnoissent pareillement led. parties, les emprunts faits à constitution de rente, ou autrement, pour lesd. monastères, avoir été faits pour la nécessité et utilité d'iceux [648] par le moien desquels la réformation a été établie, conservée et maintenue en iceux, et sans lesquels il étoit impossible de satisfaire aux charges, et d'entretenir une suffisante communauté; desquels emprunts lesd. monastères demeureront respectivement chargez, prenant les derniers empruntés et employez au désir des comptes, pour emplois légitimes, et au profit desd. monastères. Et quant aux emprunts faits pour les monastères dud. Ordre de Cluny depuis lad. union, les dites parties en feront un état pour chaque monastère, lequel ils arrêteront et signeront de leurs mains; et lesd. Pères Lucas et Bataille promettent de les faire reconnoître en leur prochain chapitre général de lad. observance de Cluny.

VIII. Et à l'égard des autres deniers, espèces et denrées fournies par les monastères de la Congrégation de Saint-Maur aux monastères de Saint-Martin des Champs, Saint-Eutrope de Xaintes et de Souvigny, par manière de subvention, suivant l'ordre desd. chapitres généraux, ou autrement, lesquels deniers, espèces ou denrées, lesd. Pères de la Congrégation de Saint-Maur pourroient répéter sur lesd. monastères : ils ont néanmoins déclaré et déclarent n'en rien prétendre, ains quittent et délaissent volontairement le tout au profit desd. monastères.

IX. Pareillement les deniers qui peuvent avoir été empruntez pendant led. tems et employés pour les affaires générales du corps de toute lad. Congrégation de Saint-Benoist, soit pour la nourriture et entretien des Supérieurs majeurs, Procureurs Généraux, et leurs adjoints, et semblables dont les Pères de lad. Observance de Cluny pourroient estre tenuz, pour leur part lesd. Pères de la Congrégation de Saint-Maur les en quittent et déchargent entièrement.

X. Est aussi accordé, que la séparation desd. Ordres de Cluny et Congrégation de Saint-Maur étant entièrement conclüe [649] et faite, les religieux de Cluny qui sont es monastères de lad. Congrégation seront envoyez aux dépens d'icelle, jusques aux plus proches monastères de l'Étroite Observance de Cluny; et réciproquement ceux de la Congrégation de Saint-Maur qui se trouveront dans les monastères de Cluny, jusques aux plus prochains monastères de lad. Congrégation de Saint-Maur.

Tous lesquels articles et contenu en iceux, nous promettons réciproquement passer par devant notaires lorsque le traité de la désunion susd. sera fait avec mon dit Sgr. le Prince de Conty, et qu'ensuite il aura été confirmé par arrest du Conseil privé du Roi : et jusques à ce, lesd. présens articles demeureront nuls et de nul effet. Et, de plus, promettons aussi respectivement, faire ratifier tant lesd. présens articles, que ceux qui seront faits et accordez avec mond. Sgr. le Prince de Conty, touchant lad. désunion, aux chapitres généraux prochains, d'après led. arrest confirmatif : scavoir, nous Tarnise, Harel, de Sarcus, et des Rousseaux, à celui de la Congrégation; et nous Lucas et Bataille, à celui de lad. Étroite Obser-

vance de Cluny. Car ainsi nous avons le tout convenu et accordé entre nous. Fait à Paris, le 22^e jour du mois d'octobre 1644. Signé F. Gregoire Tarris, F. Jean Harel, F. Placide de Sarcus, F. Anselme des Rousseaux, visiteur, F. Pierre Lucas, F. Hugues Bataille, avec parafes.

Collationné à l'original par moi Conseiller, Secrétaire du Roy et de ses finances.

Le traité de séparation fait selon les articles passez par devant notaires fut signé par le Prince de Condé et son fils, le Prince de Conty, abbé de Cluny, et homologué par le Roi en son Conseil, le 29 d'octobre, où fut rendu l'arrest suivant [650].

Arrest du Conseil d'État du Roi portant Omologation du concordat fait pour la séparation de l'Ordre de Cluny d'avec la Congrégation de Saint-Maur en France.

Veu par le Roi en son Conseil, le contrat et accord fait et passé par devant de Saint-Vaast et le Geay, notaires au Chastelet de Paris, le 22 jour du mois d'octobre 1644. Entre Mr. le Prince de Conty, chef, supérieur et Général administrateur de l'abbaye et de tout l'ordre de Cluny, de l'advis de Mr. le Prince de Condé, premier Prince du sang, son père, et du Conseil dud. Sr. Abbé, et les Pères Dom Pierre Lucas, et Dom Hugues Bataille, prestres religieux profez de l'ordre de Cluny, et de l'Étroite Observance, dud. ordre, faisant tant pour eux que pour les autres religieux dud. ordre de Cluny, de lad. Étroite Observance, d'une part. Et les Pères Dom Grégoire Tarris, Supérieur général de la Congrégation de Saint-Maur, Dom Jean Harel et Dom Placide de Sarcus, ses assistans, et Dom Anselme Des Rousseaux, Visiteur de lad. Congrégation en la Province de France, d'autre part : par lequel, pour les motifs et considérations y mentionnez, mesme attendu que quelques poursuites continuelles qui ayent été faites en Cour de Rome, pour la ratification du Concordat fait et passé avec le deffunt Sr. Cardinal de Richelieu, lors chef, supérieur, et général administrateur de l'abbaye, et de tout l'Ordre de Cluny, le 29 décembre 1634. Suivant les articles du 22 des d. mois et an, pour l'union dud. ordre de Cluny, et de lad. Congrégation de Saint-Maur, sous le titre de Congrégation de Saint-Benoist, dite de Cluny et de Saint-Maur, on n'auroit pu obtenir les Bulles nécessaires de Sa Sainteté, avant ny depuis le décez dud. Sr. Cardinal de Richelieu : et que led. Ordre de Cluny, comme celuy [651] de Citeaux, est un chef d'ordre sous la Règle de Saint-Benoist, distinct et séparé de lad. Congrégation de Saint-Maur, lesquels partant ne peuvent être ny demeurez unis, aiant d'ailleurs chacun un chef particulier. Toutes lesd. parties ont volontairement convenu et accordé que led. Ordre de Cluny et lad. Congrégation de Saint-Maur seront et demeureront dorénavant en mesme état qu'ils étoient avant l'union prétendue de lad. abbaye et Ordre de Cluny : Ayans lesd. parties respectivement résilié, et s'étants désistez et départis dud. concordat, sy devant fait avec le feu Sr. Cardinal de Richelieu, pour lad. prétendue union par devant Parquet et Guerreau, notaires aud. Chastellet de Paris, les 22 et 29 décembre 1634. Ensemble des articles depuis signes avec les d. Sgrs Princes le 2 juin 1645 consentans que tout le contenu en iceux demeure nul, et soit de nul effet, sans

qu'aucune des parties s'en puisse prévaloir, et tout ainsi que s'ils n'avoient jamais été faits aux conditions y déclarées, qui sont que led. Sgr. Abbé demeurera dans les pérogatives, droits, juridiction spirituelle et temporelle, et autoritez sur l'abbaye et Ordre de Cluny, qui appartiennent à sa dignité d'abbé, chef, supérieur et général administrateur dudit Ordre; que lesd. religieux de l'Étroite Observance de Cluny, seront maintenus en icelles tant dans laditte abbaye de Cluny, monastères en dépendant qu'autres y aggregez, dans tous lesquels ils avoient établi laditte Observance auparavant led. concordat, et en ceux du même ordre, esquel depuis elle a été établie sous le nom de la Congrégation de Saint-Benoist, de tous lesquels ils auront pareille conduite et administration, comme ils ont eu jusques à present sous l'autorité et juridiction dud. Sgr. Abbé : et à cet effet tous les traitez, contracts et concordats et autres actes faits, jugemens et arrêts donnés pendant led. tems de lad. prétendue union à charge ou décharge [652], sous le nom de la Congrégation de Saint-Benoist, concernans tous lesd. monastères, seront censez, faits et donnez par iceux, comme s'ils étoient sous le seul nom desd. monastères, et ordre de Cluny : comme pareillement demeureront à lad. Congrégation de Saint-Maur tous les autres monastères, dans lesquels la réforme a été introduite devant ou depuis iceluy concordat, et qui sont à présens sous lad. Congrégation de Saint-Benoist; et conséquemment tous les traitez, concordats et autres actes faits, jugemens et arrests donnez sous le nom de la Congrégation de Saint-Benoist à l'égard desd. monastères, seront censez faits et donnez, comme s'ils étoient sous le seul nom desd. monastères et pour lad. Congrégation de Saint-Maur : moyennant quoi, lesdits Pères dud. ordre de Cluny, et ceux de lad. Congrégation de Saint-Maur, demeureront respectivement chargez des dettes qui se trouverront avoir été légitimement contractées, et qui ont tourné au profit desd. monastères chacun en son égard : et seront à cet effet tenus lesd. pères de l'Étroite Observance de Cluny, de décharger les monastères de la Congrégation de Saint-Maur, qui se trouverront obliger pour ceux de Cluny, et réciproquement les Pères de Saint-Maur déchargeront lesd. monastères de Cluny, qui se trouverront obliger pour ceux de lad. Congrégation de Saint-Maur, suivant les états et mémoires, qui en seront dressés et arrestez de part et d'autre, entre lesd. Pères sus mentionnez.

Et les religieux qui ont fait profession dans l'Étroite Observance dud. ordre de Cluny, avant lad. prétendue union; ensemble ceux qui depuis icelle l'ont fait sous le nom de la Congrégation de Saint-Benoist dans les monastères de lad. Observance de Cluny [653] demeureront aud. ordre de Cluny : et réciproquement ceux qui sont profès sous lad. Congrégation de Saint-Maur avant lad. union, ou qui depuis ont fait profession dans les autres monastères hors lesd. de Cluny, sous le nom de Congrégation de Saint-Benoist, demeureront à lad. congrégation de Saint-Maur. Toutes lesquelles choses lesd. parties ont respectivement promis esd. points, exécuter, entretenir et garder selon leur forme et teneur, consentant être poursuivy et donné arrest au Conseil de sa Majesté conforme à icelles, et jusques à ce demeureront les choses en état, mesme pour plus grande sureté, consentent être obtenues lettres patentes de sa Majesté confirmatives du contenu aud. contrat pour en être poursuivy l'omologation au

besoin sera. Veu aussi led. concordat fait pour laditte prétendue union avec led. feu Cardinal de Richelieu, esd. noms, les 22 et 29 décembre 1634, lettres patentes de S. M. sur iceux, du mois de janvier 1635, arrest du Grand Conseil des 9 février 1636 et 14 décembre 1640, lesd. articles accordez entre lesd. Sgrs. princes d'une part et lesd. supérieurs de lad. Congrégation d'autre part, le 2 juin 1643 dernier et tout considéré.

Le Roi, estant en son Conseil, a ordonné et ordonne, que led. contrat et accord fait et passé entre led. S. prince de Conty et lesd. Pères Dom Pierre Lucas et Hugues Bataille esd. noms, d'une part : et lesd. Pères Dom Grégoire Tарisse supérieur général de lad. Congrégation de Saint-Maur, Dom Jean Harel et Dom Placide de Sarcus ses assistants, et Dom Anselme des Rousseaux, visiteur de la province de France, aussi esd. noms, d'autre part, le 22 octobre 1644, sera exécuté, gardé, observé et entretenu entre lesd. parties; ce faisant demeureront ledit ordre de Cluny et laditte Congrégation de Saint-Maur respectivement [654] en tel et semblable état qu'ils étoient avant lesdits contract et articles des 22 et 29 décembre 1634 et 2 juin 1643 aux charges, clauses, conditions et dispositions mentionnés au contract du 28 octobre dernier, lesquelles seront pareillement gardées, exécutées et entretenues de point en point selon leur forme et teneur; et pour cet effet seront, si besoin est, toutes lettres de confirmation, homologations et autres actes nécessaires expédiées aux dites parties. Fait au Conseil d'État du Roi, sa Majesté y étant, la Reyne Régente sa Mère présente, tenu à Paris le 29 octobre 1644. Signé de Loménie.

Louis, par la grâce de Dieu, Roy de France et de Navarre, au 1^{er} notre huissier ou sergent sur ce requis, salut. Nous te mandons et commandons par ces présentes signées de notre main, que l'arrest dont l'extrait est cy attaché sous le contre scel de notre chancellerie cejourd'hui donné en Conseil d'Etat, de l'avis de la Reyne Régente notre très honorée Dame et Mère, nous y estant, sur ce qui nous a été représenté en iceluy, tu ayes à signifier à tous ceux qu'il appartiendra à ce qu'ils n'en prétendent cause d'ignorance, et aient à y obéir et à satisfaire de point en point selon la forme et teneur, de ce faire et tous autres actes requis et nécessaires pour l'entière exécution de notre d. arrest, et des présentes, te donnons pouvoir et commission sans demander autre permission, et sera ajouté foy comme aux originaux aux copie dud. arrest et des présentes collationnées par l'un de nos amez et féaux conseillers et secrétaires : car tel est notre plaisir. Donné à Paris le 29 jour d'octobre, l'an de grâce 1644, et de notre Règne le deuxième. Signé [655] Louis, et plus bas, par le Roi, la Reyne Régente sa Mère présente. De Loménie, et scellé du grand et petit sceau de cire jaune.

Collationné aux originaux, par moy conseiller et secrétaire du Roy.

Mais quoique la désunion se fut faite de bon gré de part et d'autre, plusieurs religieux de l'Étroite Observance de Cluny formèrent opposition au Conseil : les uns vinrent à Paris exprès pour cela, les autres y envoièrent leur procuration. Ceux qui avoient fait profession pendant l'union se plaignirent; mais on leur offrit aux uns et aux autres

de se retirer dans la Congrégation de Saint-Maur et ils l'acceptèrent. Le Père Général envoya incontinent des lettres circulaires (1) dans tous les monastères pour avertir les Supérieurs de la désunion, rassurer les jeunes profez et exhorter chacun à la paix et à la charité envers les religieux de Cluny. Et parce que quelques-uns vouloient révoquer en doute la validité des Chapitres Généraux, des élections des supérieurs et des professions faites pendant l'union il fit consulter les plus habiles docteurs de Sorbonne et les plus sçavans canonistes de Rome (2) qui tous, sans exception, déclarèrent que tout avoit été bien fait et suivant les canons. Mais, pour achever de mettre les consciences en repos, le Père Tarrisse obtint du Pape Innocent X un Bref qui approuve tout ce qui avoit été fait sur ce sujet durant l'union et confirme la désunion (3). Le Bref est du 12 may 1645.

INNOCENTIUS PP. X

Ad futuram rei memoriam. Injunctum nobis desuper pastoralis officii debitum nos excitat [656] et inducit, ut votis illis per quæ divinus cultus in quibuslibet Congregationibus præsertim regularibus manuteneri et incrementum suscipere possit, libenter annuamus, eaque favoribus prosequamur opportunis.

Exponi siquidem nobis nuper fecerunt dilecti filii Superior generalis et monachi Congregationis Sancti Mauri ordinis sancti Benedicti in Franciâ quod ad instantiam claræ memoriæ Ludovici decimi tertii Francorum et Navarræ Regis christianissimi pro refor-

« INNOCENT PAPE X

« A perpétuelle mémoire. La sollicitude pastorale dont nous sommes chargés nous porte à favoriser de tout notre pouvoir ce qui peut contribuer à la conservation et à l'augmentation du service divin dans toutes les Congrégations et surtout dans les Congrégations régulières.

« Or, nos très chers fils, les supérieur général et religieux de la Congrégation de Saint-Maur, Ordre de Saint-Benoist en France, nous ont fait représenter qu'en conséquence des sollicitations faites par le roi très chrétien Louis XIII, de glorieuse mémoire, roi de France et de Na-

(1) La lettre est du 24 octobre 1644.

(2) Du fait de la concision extrême de son exposé, Dom Martène anticipe sur les événements au point de les confondre. On en trouvera le récit détaillé dans le *Journal* de Dom Claude de Vic, ms. lat. 12790; notamment une lettre (fol. 196^{re}) de Dom Tarrisse à Dom Placide le Simon, procureur de la Congrégation à Rome, et sa supplique au Pape en vue d'obtenir un Bref confirmant tout ce qui s'était fait pendant l'union (fol. 142 sq.).

(3) Au sujet des démarches faites à Rome par le Procureur général en vue du Bref, voir ms. lat. 12790, fol. 220-221. On y trouve aussi (fol. 142 sq.) la supplique de Dom Tarrisse pour l'obtention du Bref de désunion, ainsi que le texte de ce Bref (fol. 226-227).

matione dicti Ordinis in Franciâ dicta Congregatio apostolica auctoritate erecta et confirmata fuit.

Ac subinde cum aliqui Ordinis Cluniacensis monachi reformationem ad instar dicte Congregationis amplexi essent, eamque in abbatiâ Cluniacensi et quibusdam aliis monasteriis ab ea dependentibus introduxissent atque ad eam corroborandam et firmiter stabilendam expediens judicassent eundem ordinem dictamque Congregationem Sancti Mauri iam florentem et stabilitam [657] in unum aggregari desuper inter partes concordia sub Sedis apostolicæ beneplacito inita fuit; per quam ex tunc et deinceps Ordo Cluniacensis et Congregatio Sancti Mauri huiusmodi in unam Congregationem Sancti Benedicti alias Cluniacensis et Sancti Mauri nuncupandam sub uno eodemque superiore generali, eâdem regulâ, eisdem Constitutionibus et observantiis ac alias redigeretur.

Cumque eadem concordia apostolica auctoritate nondum confirmata, superiores tam dicti Cluniacensis Ordinis quam prædictæ Congregationis Sancti Mauri considerassent disciplinam regularem inter moras per cessationem capitulorum generalium et aliorum pro ejus manutentione necessariorum collapsuram.

Ipsi Superiores matura deliberatione desuper habita ut periculis hujusmodi obviarent, de consilio multorum superiorum diversorum Ordinum et plurium doctorum de anno Domini mille-

varre, pour la réformation du susdit Ordre en France, lad. Congrégation a été érigée et confirmée par l'autorité du Saint-Siège.

« Que depuis ce temps, quelques religieux de l'Ordre de Cluny aient embrassé la même réformation *ad instar* de la susd. Congrégation et l'aient introduite dans l'abbaye de Cluny de même que dans quelques autres monastères dépendant de Cluny, pour lui donner plus de force et de vigueur, ils avoient crû nécessaire d'unir dans un même corps le susdit Ordre de Cluny et la susd. Congrégation de Saint-Maur déjà florissante et bien établie : à l'effet de quoi avoit été passé entre les parties respectivement, sous le bon plaisir du Saint-Siège, un concordat par lequel il étoit dit que dès lors et à l'avenir le susd. Ordre de Cluny et la susd. Congrégation de Saint-Maur seroient réunis dans une même congrégation qui porteroit le nom de Congrégation de Saint-Benoist, *alias* de Cluny et de Saint-Maur; sous un seul et même supérieur général, sous la même règle, les mesmes Constitutions et les mesmes observances comme par cy-devant.

« Que ce concordat n'ait point encore été confirmé par le Saint-Siège, les supérieurs tant de l'Ordre de Cluny que de la Cong. de Saint-Maur avoient appréhendé le relâchement de la discipline régulière qui ne pouvoit manquer d'arriver par le laps de temps et par la cessation des chapitres généraux et autres assemblées nécessaires pour le maintien de l'observance.

« Que pour aller au-devant de cet inconvénient, ces mêmes supérieurs, après une meure délibération et de l'avis de plusieurs supérieurs de différents Ordres et de plusieurs docteurs, ont tenu en l'année 1636,

simo [658] sexentesimo trigesimo sexto celebrârunt in monasterio Cluniacensi Capitulum generale compositum pro tertiâ parte ex superioribus monasteriorum observantiæ Cluniacensis predictæ, partim in dictâ observantiâ Cluniacensi, partim in Congregatione Sanctorum Vitoni et Hidulphi Ordinis sancti Benedicti in Lotharingiâ professis et in dictam Congregationem Sancti Benedicti pretensam de superiorum suorum consensu translatis, et pro duabus aliis partibus ex superioribus ejusdem Congregationis Sancti Mauri, qui omnes in dicto Capitulo vocem activam et passivam nemine discrepante habuerunt ac in duobus aliis Capitulis generalibus in dicta Congregatione Sancti Benedicti pretensa celebratis, sicut in omnibus congressibus et dietis juxta constitutionem dictæ Congregationis sancti Mauri hactenus factis.

Ac in iis capitulis generalibus et dietis superiores et officiales ac ministri dicte, Congregationis sancti Mauri et monasteriorum ejus indifferenter electi sunt ex professis tam dictæ pretensæ Congregationis sancti Benedicti quam dictæ observantiæ Cluniacensis et ejusdem Congregationis sancti Mauri, nec non Congregationis [659] Sanctorum Vitoni et Hydulphi ut prefertur translatis.

Cum autem sicut eadem exposilio subjungebat exponentes predicti, unionis et congregationis pretensæ confirmationem a Sede apostolica obtinere non potuerint, cupiunt pro sua in Sanctam Sedem reverentia et conscientiarum suarum securitate et tranquillitate ad priorem statum redire et ad hunc effectum a predicta unionem reces-

dans le monastère de Cluny un chap. général composé pour un tiers des supérieurs de lad. observance de Cluny profès les uns dans lad. observance de Cluny, les autres dans la Congr. de Saint-Vannes et Saint-Hydulphe, ordre de Saint-Benoist en Lorraine et transférez dans la susdite Congrégation de Saint-Benoist avec la permission de leurs supérieurs : les deux autres tiers de ce chapitre Général étant des supérieurs de lad. Congrégation de Saint-Maur : tous lesquels ont eu d'un consentement unanime voix active et passive dans ce chapitre et dans deux autres chapitres généraux tenus depuis dans la susd. Congrégation de Saint-Benoist, ainsi que dans toutes les assemblées et diètes tenues pendant ce temps là suivant les constitutions de la d. Congrégation de Saint-Maur.

« Que dans les chapitres généraux, assemblées et diètes les supérieurs et officiers de lad. Congrégation de Saint-Maur et de ses monastères ont été choisis indifféremment tant parmi ceux qui ont fait profession dans la prétendue Congrégation de Saint-Benoist que parmi les profès de la susd. Observance de Cluni et de lad. Congrégation de Saint-Maur et de celle de Saint-Vanne et Saint-Hydulphe transférez comme il a été dit.

« Mais comme, ainsi qu'il étoit ajouté dans la supplique, ils n'ont pu obtenir du Saint-Siège la confirmation de l'union et de cette prétendue Congrégation, ils ont recours respectueusement à son autorité pour la tranquillité et la sûreté de leurs consciences, afin qu'il leur soit permis de rentrer dans leur premier état, aiant à cet effet quitté lad.

serint, et omnia monasteria quæ a dicto Ordine Cluniacensi dependent, reliquerint.

Ideo nos humiliter supplicari fecerunt exponentes prædicti, ut eis in præmissis opportune providere de benignitate apostolica dignaremur.

Nos igitur eosdem exponentes specialis gratiæ favore prosecu- volentes, nec non eorum singulares personas à quibus vis excommunicationis, suspensionis et interdicti aliisque ecclesiasticis sententiis, censuris et pœnis à jure vel ab homine quavis occasione vel causa latis si quibus quomodolibet innodati existunt, ad effectum præsentium duntaxat consequendum harum serie absolventes et absolutos fore censentes, porrectis nobis pro eorumdem exponentium parte super hoc supplicationibus inclinati, ex [660] voto Congregationis dilectorum filiorum nostrorum sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium negotiis et Consultationibus Episcoporum et Regularium Præpositorum eisdem exponentibus de validitate electionum quæ, ut præfertur, bona fide factæ sunt, dubitari, aut desuper in contrarium aliquid opponi contingat.

Et Superiores et officiales, ut præfertur, electi non obstante quovis defectu in eorum hujusmodi electione forsitan intervenito in proximo Capitulo Generali, quod juxta Constitutiones dictæ Congregationis Sancti Mauri, quam primum celebrari necesse est, in eo vocem habere possint seu debeant; ad tollendam omnem desuper ambigendi materiam interesse ac vocem activam et passivam tantum habere libere et licite possint et valeant : citra tamen aliquam supradictæ concordiæ et aggrega-

union et abandonné tous les monastères dependans de Cluny.

« Pourquoi ils nous ont fait supplier très humblement d'interposer l'autorité du Saint-Siège sur l'exposé cy-dessus.

« Voulant donc favoriser les sup- plians de notre grâce spéciale et absoudre chacune de leurs person- nes en particulier par la teneur des présentes de toute excommunica- tion, suspense, interdit et autres sentences ecclésiastiques, censures et peines de droit ou d'homme, si quelqu'une a été portée à quelque occasion ou pour quelque sujet que ce soit, dans ce qui concerne seule- ment l'affaire dont il s'agit nous faisant droit sur l'exposé contenu dans leur supplique, du consente- ment de nos chers fils les cardinaux de la Sainte Église Romaine de la Congrégation pour les affaires et Consultations des Évêques et des Réguliers et sur leur rapport, de peur qu'on ne révoque en doute la validité des élections qui, comme il a été dit, ont été faites de bonne foi ou que l'on ne veuille les contredire en quelque chose.

« Nous ordonnons, par notre au- torité apostolique, en vertu des pré- sentes, que les Supérieurs et officiers qui ont été élus, comme il a été dit, nonobstant quelque défaut qui pourroit être intervenu dans leur élection, puissent avoir et aient voix dans le prochain Chap. général qu'il est nécessaire de tenir incessam- ment suivant les Constitutions de la Congr. de Saint-Maur; qu'il leur soit libre et permis d'y assister et d'y avoir voix active et passive pour qu'il ne reste plus matière à diffi- cultés; le tout sans aucune appro-

tionis approbationem, et sine aliqujus præjudicio : ac ad effectum tantum celebrandi Capitulum generale, ut præfertur, apostolica auctoritate tenore præsentium concedimus, et indulgemus. [661]

Ipsosque exponentes desuper a quoquam quovis prætextu et ex quavis causa molestari vel impediri non posse; et quidquid in prædicto futuro Capitulo cum voto Superiorum et officialium hujusmodi, rite alioquin et recte stabilitum decisum et ordinatum fuerit, suos plenarios et integros effectus sortiri et obtinere debere; sicque et non alias per quoscumque iudices etiam causarum palatii apostolici auditores ac sanctæ Romanæ Ecclesiæ cardinales judicari et definiri debere irritum quoque et inane decernimus si secus super his a quoquam quavis auctoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari. Nonobstantibus præmissis ac constitutionibus et ordinationibus apostolicis cæterisque contrariis quibuscunque.

Datum Romæ apud Sanctum Petrum sub annulo Piscatoris die duodecima maji M.DCXLV, Pontificatus nostri anno primo. Sic signatum J. B. Labia et super plicam Io. Fr. Maurus et sigillatum cerea rubra.

Collatio præsentis copię facta est ad illius originale sanum et integrum in pergamenno [662] descriptum, ut supra signatum, et sigillatum per nos publicos. . .

commorentes subsignatos, illaque facta, fuit dictum originale cum præsentî collatione illam requirenti restitutum, anno Domini millesimo sexcentesimo quadragésimo quinto.

bation de la susd. union et aggrégation, et sauf le droit d'un chacun; les présentes n'ayant de valeur que pour la tenue du chapitre général comme il a été dit.

« Ordonnant de plus que les Supplians ne puissent être empêchés ou molestés par personne pour quelque raison ou prétexte que ce soit, et que tout ce qui sera ordonné et décidé conformément aux règles par les susd. Supérieurs et officiers sortisse son plein et entier effet, et qu'ainsi soit jugé par quelques juges que ce puisse être, même les auditeurs de rote et les Cardinaux de la Sainte Église Romaine, déclarant nul tout ce qui pourroit être fait au contraire, soit par ignorance ou avec connoissance de cause, nonobstant toute constitution ou decret apostolique intervenu cy devant ou autres choses contraires à la teneur des présentes.

« Donné à Rome à Saint-Pierre, sous l'anneau du Pescheur, le 12 de may de l'an 1645, 1^{er} de notre pontificat. Signé : J. B. Labia, et sur le repli : Io. Fr. Maurus, et scellé de cire rouge.

« Collation des présentes a été faite sur l'original sain et entier écrit sur parchemin signé et scellé comme cy-dessus par Nous . . .

soussignés et lad. Collation faite, ledit original a été rendu avec les présentes au requérant l'an 1645. »

LES ANCIENS DE SAINT-MARTIN DES CHAMPS DEMANDENT LEUR RÉTABLISSEMENT (1). — Les anciens de Saint-Martin des Champs aiant appris l'élection de Mr le Prince de Conty pour abbé de Cluny dressèrent un factum contre la Congrégation de Saint-Benoist en forme de requête qu'ils présentèrent à la Reine et à Mr le Prince de Conty : ils représentoient entre autres choses que les Pères de Saint-Maur avoient été introduits par violence en leur maison et par l'autorité du Cardinal de Richelieu et demandoient d'y être rétablis. La Reine en plein conseil où se trouvoit Mr. le Prince avoit déclaré qu'elle vouloit protéger et avancer la réforme contre ceux qui la traversoient. Néant moins elle fit donner des commissaires (2) pour le différent intervenu entre les anciens de Saint-Martin et la Congrégation et généralement pour juger de la conservation ou de la dissolution des deux corps. Mais les anciens de Saint-Martin aiant appris depuis qu'on traitoit de la séparation et ne voulant pas vivre avec ceux de l'Observance de Cluny supplièrent les Supérieurs de Saint-Maur de faire rester leurs religieux à Saint-Martin. La parole pour la désunion étoit déjà donnée et il n'y avoit plus [663] moyen d'aller contre, comme leur témoigna le P. Tarisse. Cette circonstance les engagea dans un parti violent, ce fut de chasser les réformez de Saint-Martin afin de fermer en même tems la porte de leur monastère aux réformez de Cluny comme à ceux de Saint-Maur. La chose fut exécutée, le samedi 30 d'octobre 1644, à main armée. Quoique cela se fut fait la nuit, tout Paris en fut bientôt informé. Les Pères de Saint-Maur portèrent leurs plaintes à la Reine et, à l'instant, on donna un arrest pour les rétablir dans Saint-Martin (3). Les anciens obéirent sans résistance, mais ils déclarèrent publiquement qu'ils ne vouloient point d'autres religieux réformez que ceux de Saint-Maur et qu'ils ne souffriroient jamais ceux de l'Observance de Cluny (4). Comme M. le Chancelier avoit mis dans l'arrest cette clause; sauf à ceux de Saint-Martin de vuider leur différends

(1) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 480-483. Bibl. Nat. ms. lat. 12790, fol. 296^{re} sq.

(2) Cette commission étoit composée de Mgr Dominique Segulier, évêque de Meaux, et des conseillers d'État Charles Brulart, de Bellièvre, de Lezeau, Le Bret, d'Aligre, Talon, Bignon, de Confolans, de Verthamont.

(3) Arrêt du Conseil d'État du 31 octobre 1644.

(4) Voir, sur toute cette affaire, Dom Claude de Vic dans son *Journal*, ms. lat. 12790, fol. 217 sq.

avec ceux de l'Observance de Cluny, ils donnèrent sur le champ leurs motifs de refus, savoir :

1° Que les religieux de l'observance de Cluny n'avoient point de Bulles pour donner des pensions aux anciens comme la Congrégation de Saint-Maur.

2° Que les revenus de Saint-Martin étant beaucoup obéz et les religieux de Cluny ne pouvant lever de subsistances des autres monastères on ne pouvoit leur payer leurs pensions.

3° Que ceux de l'Observance aiant reconnu Mr. l'Abbé pour chef au spirituel et au temporel, il pourroit, avec le tems, leur retrancher leurs pensions.

LES PÈRES DE L'OBSERVANCE Y SONT RÉTABLIS (1). — Mr. le Prince agissoit, d'un côté pour les Pères de l'Observance, d'autres vouloient ou que les religieux de Saint-Maur restassent à Saint-Martin, ou que les anciens y fussent rétablis dans leur premier état, à l'exclusion des religieux de l'Observance. Enfin ceux ci, du consentement des Pères de Saint-Maur, obtinrent un arrêt [664] qui ordonnoit à ces derniers et aux anciens de leur céder la place : ce qui fut executé la veille de Noël.

A CREPY EN VALOIS ET AILLEURS. — Aussitost après la désunion les Pères de l'Observance de Cluny vinrent au Prieuré de Crépy en Valois que les Pères de Saint-Maur leur cédèrent paisiblement, de même qu'à Saint-Étienne de Nevers (2) et, l'année suivante, à Souvigny et à Reuil. Pour le prieuré de Saint-Eutrope de Saintes (3), quelques instances que les Pères de Saint-Maur leur fissent, ils ne voulurent point y entrer : ce qui fut cause que les anciens s'en mirent en possession et en sont toujours demeuré les maîtres.

(1) Le 1^{er} avril 1645, le prince de Conti nommait Dom Claude de Santeny prieur claustral des religieux anciens de Saint-Martin-des-Champs et confirmait, le 2 mai suivant, la convention passée entre eux et les réformés de l'Étroite Observance. Ainsi le prieuré de Saint-Martin-des-Champs était définitivement séparé de la Congrégation de Saint-Maur. (Cf. ms. lat. 12790, fol. 216 sq.)

(2) Abbaye fondée au VII^e siècle, rétablie en 1063 et donnée à Cluny en 1097. L'église, du XI^e siècle, est devenue paroissiale; les bâtimens sont occupés par l'armée. — Cf. *Gallia Christiana*, XII, 666-671; instrum. 326-336; Dom BESSE : *Abbayes et Prieurés*, t. VI, p. 114-115; CROSNIER : *Notice sur l'église et le prieuré Saint-Étienne de Nevers* (Nevers, 1853, in-8.)

(3) Appartenait à l'Ordre de Cluny depuis 1081.

Mais pendant que les Pères de l'Observance de Cluny refusoient d'entrer dans une de leurs maisons ils se saisirent par surprise de l'abbaye de Ferrières qui n'avoit jamais appartenu à l'Ordre de Cluny. Cela occasionna entre les deux Congrégations des contestations que l'on verra dans la suite (1).

RÉVOLTE DES ANCIENS DE LA CHAISE DIEU. — Les anciens de Saint-Martin des Champs ne furent pas les seuls qui se soulevèrent contre la réforme : ceux de la Chaise Dieu, au moins la plus grande partie, firent la même chose et, après avoir reçu les réformez avec autant de bonté que l'on a vû (2), ils les chassèrent des logemens de la chambre dont ils s'emparèrent aussi bien que des meubles qui y étoient et présentèrent requête au Grand Conseil pour faire casser le concordat fait entre le Cardinal de Richelieu et la Congrégation, celui qu'ils avoient passé eux mêmes et tout autre acte en faveur de la réforme : mais ils n'en eurent que de la confusion. Le 8 mars 1644, le Grand Conseil prononça un arrêt confirmatif de tout ce qui avoit été fait et ordonna que les réformez seroient rétablis dans les logemens de la Chambrerie [665] avec restitution des meubles qui avoient été enlevés.

INTRODUCTION DE SAINT-GERMER, DE SAINT-VALLERY, DE SAINT-GUILLEM DU DÉSERT ET DE FLAVIGNY (3). — Le même jour que les Pères de Saint-Maur furent expulsez de Saint-Martin des Champs ils furent introduits en l'abbaye de Saint-Germer, au diocèse de Beauvais, et dans celle de Saint-Vallery, au diocèse d'Amiens, où les anciens les appelloient depuis long tems. Quelques semaines auparavant, on avoit pris possession de Saint-Guillem du Désert, diocèse de Lodève, à une lieüe d'Aniane, comme aussi de l'abbaye de Flavigny (4), au diocèse d'Autun. Cette même année, Mr. de Chateaufort traita avec la Con-

(1) Ferrières n'avoit jamais fait partie de l'Ordre de Cluny, mais, dès avant l'union, s'étoit agrégée à la Congrégation de Saint-Vanne en 1630. Dans la suite, l'abbaye de Ferrières finit par rester à la Congrégation de Saint-Maur.

(2) Voir plus haut, t. II, p. 221 sq. Cf. ms. lat. 12790, fol. 205^{re} et 209. Au cardinal de Richelieu avoit succédé, comme abbé de la Chaise-Dieu, son frère Alphonse-Louis Du Plessis de Richelieu, souvent cité sous le nom de cardinal de Lyon. Dans cette circonstance il soutint les Mauristes contre les anciens de son abbaye.

(3) Cf. Dom Mège, *Annales*, ms. lat. 13861, p. 483-486.

(4) L'abbaye de Flavigny (arr. Semur, Côte-d'Or), fondée par saint Widrade en 722, fut unie à un ancien monastère remontant à Clovis sous le vocable de Saint-Pierre, dont l'église fut consacrée en 877. Détruite par les Normands, l'abbaye fut relevée au X^e siècle; elle eut beaucoup à souffrir des guerres et notamment des

grégation pour son Abbaye de Saint-Jean de Laon (1). Mais ce ne fut que les années suivantes que l'on mit une communauté dans ces cinq maisons, après que les lieux réguliers furent dans un état suffisant de réparation.

SERVICE SOLEMNEL POUR URBAIN VIII. — Le Pape Urbain VIII, qui avoit confirmé l'érection de la Congrégation et qui l'avoit honorée de plusieurs privilèges, étant mort le 29 juillet 1644, on fit pour lui à Saint-Germain des Prez un service solennel auquel officia Mr. le Nonce (2); dix évêques y assistèrent, scavoir les évêques de Marseilles, de Maillezaïs, d'Alby, de Rieux, de Saintes, de Nismes, de Montauban, d'Angoulesme, d'Auxerre et de Saint-Pons (3) avec les agens du clergé. L'Abbé de Sorrèze (4) fit l'oraison funèbre. Quatre évêques aidèrent à faire les absolutions à la fin de la Messe : le P. Prieur (5) de l'abbaye envoya un mandement par toutes les églises du faubourg pour y faire pareillement un service solennel. Quelque tems après, Mr. le Nonce

Anglais en 1359. Les Mauristes en prirent possession en 1644. De l'église il ne reste que quelques ruines; les bâtimens claustraux servent d'usine et d'habitations particulières. — Bibl. Nat., ms. lat. 12670, fol. 159-257, dont une « Chronique de l'abbaye de Saint-Pierre de Flavignies », jusqu'en 1672 (fol. 159-233). *Gallia Christiana*, IV, 454-465; R. P. MORTIER : *Flavigny : l'abbaye et la ville. 720-1920* (Lille, 1920, in-8).

(1) Abbaye fondée dans la première moitié du VII^e siècle par sainte Salaberge pour des moniales auxquelles succédèrent, en 1228, des bénédictins venus de Saint-Nicaise de Reims. L'abbaye eut beaucoup à souffrir des guerres des XIV^e et XV^e siècles, ainsi que des Calvinistes; elle fut presque entièrement détruite pendant le siège de Laon par Henri IV. Les Mauristes n'y furent en fait introduits qu'en 1648 par Charles de l'Aubépine, marquis de Châteauneuf, abbé de 1630 à 1653. Ils y établirent un collège en 1781. Rien ne subsiste de l'église; quant aux bâtimens ils sont occupés par la préfecture. — Cf. Bibl. Nat., ms. lat. 12676, fol. 125-132, « Abrégé de l'histoire de la royalle abbaye de Saint-Jean de Laon » (notes non rédigées). Il existe une « Histoire de l'abbaye royale de Saint-Jean de Laon... » de 604 à 1732, par un religieux de cette abbaye, dont le manuscrit sans références bien précises a été signalé par TARIE : *L'abbaye de Saint-Jean (602-1789). Ses transformations, ses péripéties, sa décadence* (dans *Bulletin de la Société académ. de Laon*, t. XXI, an. 1874-1875, p. 175-309.)

(2) Nicolo Guido di Bagni, archevêque d'Athènes, venait d'arriver à Paris comme nonce ordinaire, le 26 juillet 1644.

(3) L'évêque de Marseille était Étienne de Puget (1644-1668); celui de Maillezaïs, Henri de Béthune (1629-1646); celui d'Albi, Gaspard de Daillon (1635-1674); celui de Riez, Louis Doni d'Attichy (1608-1652); celui de Saintes, Jacques Raoul de la Guibourgère (1632-1646); celui de Nîmes, Anthyme Denis Cohon (1634-1644); celui de Montauban, Anne de Murviel (1600-1652) qui avait pour coadjuteur Pierre de Berthier depuis 1634; celui d'Angoulême, Jacques du Perrou (1637-1646); celui d'Auxerre, Pierre de Broc (1637-1671); enfin celui de Saint-Pons de Thomières, Jean-Jacques de Fleyres, coadjuteur en 1621, puis titulaire de 1633 à 1652.

(4) Barthélemy Robin, abbé de Sorrèze de 1636 à 1656, où il introduisit les Mauristes en 1638.

(5) Dom Benoît Brachet.

officia à Saint-Denys, le jour de l'octave de Saint-Denys, et Mr l'évêque de Babylone (1) prêcha.

INVENTION DU CORPS DE SAINTE THÉODECHILDE A SAINT-PIERRE LE VIF (2). — A Saint-Pierre le Vif, comme on travailloit aux réparations de l'église, un maçon cassa par mégarde, en creusant, la pierre qui couvroit le tombeau de sainte Théodechilde (3) fondatrice [666] du monastère. Le tombeau étant découvert, on en donna aussi tost avis à Mr. de Bellegarde, archevêque de Sens, qui s'y transporta sur le champ. Il fit l'ouverture du cercueil de plomb qui étoit dans l'intérieur de la muraille, trouva tous les ossemens de la sainte et, par dessus, une petite pierre tendre d'environ un demy pied en carré avec cette inscription : *IIII. Calendas Julij Transiit Donna Techildis Regina*. Après avoir fait toutes les informations nécessaires sur la sainteté de cette princesse et sur son culte qu'il trouva établi dans les anciennes chroniques, legendes et rituels de cette abbaye et dans les litanies de l'église métropolitaine, il fit dresser un procez verbal de cette précieuse découverte : il fut signé de quantité de personnes des plus notables de Sens et de Mr. le Duc de Bellegarde (4), Maréchal de France, de Mr. le Marquis de Montespan (5), de Mr. l'Abbé de Gondrin, neveu du prélat et son successeur (6). Après quoy, l'archevêque renferma les ossemens de la sainte dans un autre coffre et les fit porter au trésor et, en conséquence, il fit expédier, le 20 d'octobre de la meme année, la permission de célébrer tous les ans sa fête le 28 de juin, jour de sa mort, et d'exposer ses reliques à la vénération des fidèles : il en prit une portion considérable pour être présentée par

(1) L'évêché de Babylone avait été fondé et doté peu auparavant, en 1632, par Madame Dugué-Bagnols, veuve Ricouart, qui donna à cet effet 66000 livres, à condition que le titulaire serait toujours un Français; on fit choix, sur son désir, du Père Bernard de Sainte-Thérèse (Jean du Val), carme, de 1638 à 1669, qui prit comme coadjuteur, en 1645, Dom Placide du Chemin.

(2) Cf. DOM COTTRON : « *Chronicon ecclesiae percelebris ac coenobii regalis Sancti Petri Senonensis...* » jusqu'en 1650, Bibliothèque d'Auxerre, ms. 213, p. 976 sq.

(3) Cf. Abbé CHABEAU : *Sainte Théodechilde, vierge, fille de Clovis, fondatrice de Saint-Pierre-le-Vif* (Aurillac, 1883, in-12); et BOLLANDISTES : *Acta Sanctorum*, 28 juin (vol. 27^e), p. 328-339.

(4) Roger de Saint-Lary et de Termes, duc de Bellegarde, pair de France, gouverneur de Bourgogne et de Bresse, etc., né en 1562, mort en 1646.

(5) Antoine-Arnauld de Pardaillan, seigneur de Gondrin, marquis d'Antin et de Montespan, chevalier des ordres du roi, gouverneur de Navarre et de Béarn, etc.

(6) Fils du marquis de Montespan et neveu, par sa mère, de l'archevêque de Sens, Octave de Saint-Lary de Bellegarde (1621-1646), Louis-Henri de Pardaillan de Gondrin fut d'abord coadjuteur de Sens en 1644, puis titulaire 1646 à 1674.

Mr. le Duc de Bellegarde à la Reine mère (1) qui la recut avec toute la piété possible et qui voulut que l'on fit imprimer une relation de cette cérémonie.

Tout proche du tombeau de cette sainte, on trouva celui de Basolus (2), duc d'Aquitaine et 2^e Abbé de Saint-Pierre le Vif; mais l'archevêque n'ayant pas trouvé des marques certaines de sa sainteté laissa les ossemens dans le tombeau. C'est ce Basolus dont il est parlé dans la vie du grand Clovis et qui, après avoir été [667] vaincu par ce prince, fut relégué à Sens dans le tems qu'on commençoit à bâtir le monastère de Saint-Pierre le Vif. La princesse qui en étoit fondatrice demanda à Clovis la personne et les biens de ce duc qui s'y fit religieux et, de ses biens, fut fondé dans la suite le monastère de Mauriac, dépendant de l'abbaye de Saint-Pierre le Vif. Voicy son épitaphe et celle de Théodechilde, telles qu'on les trouva gravées en anciens caractères sur de la pierre, lors de la découverte de leurs tombeaux :

ÉPITAPHE DE SAINTE THEODECHILDE.

*Hunc Regina locum monachis construxit ab jmo
Thechildis rebus nobilitando suis.
Cujus nunc licet hoc corpus claudatur in antro
Spiritus astrigera vivit in are Dei.
Implorans rectis pastoribus euge Beatum
Det repientibus hinc heu mala digna Deus.*

ÉPITAPHE DE BASOLUS (3).

*Dux Aquitanensis Monachus tandem Senonensis
Hic tegitur Basolus Petre beate tuus.
Quem Telchida tuus Pater et vere dat Clodovaeus
Cum multis patriae rebus Aquitaniae
Quas tibi qui tulerit paradisi flore carebit
Augens haec habeat, cum Basolo valeat.*

(1) Deux autres parcelles furent détachées, dont l'une étoit destinée à l'abbaye de Sainte-Colombe et l'autre fut donnée plus tard à Mme de Montespan.

(2) Serait un personnage important établi par Alaric gouverneur d'Auvergne (plutôt que d'Aquitaine); s'étant opposé par les armes aux progrès de Clovis et de son fils Thierry, il fut vaincu par ce dernier, fait prisonnier et enfermé à Sens. Théodechilde demanda sa grâce qui lui fut accordée à condition qu'il se ferait moine; les biens que Basolus possédait en Auvergne et qui avaient été confisqués lui furent de même abandonnés; une partie servit à la fondation de Mauriac. C'est par erreur que Martène en fait un abbé de Saint-Pierre-le-Vif.

(3) L'épitaphe de Basolus que donne l'abbé H. BOUVIER : *Histoire de Saint-Pierre-le-Vif*, p. 27, est très différente de celle transmise par Dom Martène et reproduite textuellement par les Bollandistes, *op. cit.*, p. 333. Cf. au sujet du pseudo-duc mérovingien et de son épitaphe *Bulletin monumental*, 89^e vol., p. 56, et J. PERRIN : *Le martyrium de Saint-Savinien* (1921), p. 150 sq.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS DE L'ÉDITEUR :	p. i
---------------------------------------	------

LIVRE DEUXIÈME

De l'élection de Dom Grégoire Tarrisse comme supérieur général de la Congrégation à la séparation de Cluny et de Saint-Maur (1630-1645)

I. GÉNÉRALAT DE DOM TARRISSE. LES CONSTITUTIONS. UNION DE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS (1630-1633).

Le Chapitre général de Vendôme (1630). Examen des Constitutions; Dom Tarrisse élu supérieur général. — Réforme de Cluny par les religieux de Saint-Vanne. Dom Rollet grand prieur de Cluny (1631). Difficultés au Collège de Cluny entre Dom Lempérière et les Mauristes; départ de ces derniers. — Réforme de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés; le P. Cotton prieur. — Réforme de l'abbaye d'Eysses; de Pontlevoy; de Ferrières; de Saint-Eloy de Noyon. — Épidémie à Toulouse; décès de plusieurs religieux. — Nouveau Bref adressé au cardinal de La Rochefoucauld pour la réforme des monastères (1632). — Lettre circulaire de Dom Tarrisse sur l'esprit et les obligations des religieux de la Congrégation. — Confirmation de l'union de Saint-Germain-des-Prés. — Réforme du prieuré de l'Evière. — Enregistrement de la Bulle d'Urbain VIII au Parlement (1633). — Chapitre général à Vendôme. — Réforme de l'abbaye de Saint-Denys. — Décès et éloge de Dom Athanase de Mongin p. 1-60.

II. PROJET ET CONCORDAT D'UNION ENTRE CLUNY ET LA CONGRÉGATION DE SAINT-MAUR.

INTRODUCTION DE LA RÉFORME MAURISTE DANS DIVERSES ABBAYES (1634-1635).

Réforme de l'abbaye de Saint-Maixent (1634). — Le P. Joseph et le Calvaire — Union de Cluny et de Saint-Maur : les articles d'union, leur confirmation par l'assemblée des Supérieurs de Saint-Maur; le concordat d'union (1634). — Introduction de la réforme à Saint-Martin-des-Champs (1635); à Saint-Nicaise de Reims; Aniane; Moutier-Saint-Jean; Saint-André de Villeneuve-lès-Avignon p. 61-90.

III. UNION DE LA CONGRÉGATION DE CHEZAL-BENOÎT A LA CONGRÉGATION DE SAINT-MAUR (1636).

Introduction de la réforme mauriste à Saint-Wandrille (1636). — La Congrégation de Chezal-Benoît : son origine, sa décadence. Tentatives de réforme et préliminaires de son union à la Congrégation de Saint-Maur. — Affaire de Saint-Germain-des-Prés. Difficultés graves et troubles à Saint-Vincent du Mans (Dom Mercier). Oppositions des abbés Cazaliens à l'union et démarches diverses. — Concordat d'union entre la Congrégation de Chezal-Benoît et celle de Saint-Maur. — Introduction des Mauristes à Saint-Vincent et dans les diverses abbayes cazaliennes. p. 91-123.

IV. UNION DE CLUNY ET DE SAINT-MAUR : LA CONGRÉGATION DE SAINT-BENOÎT. L'AFFAIRE DE CORBIE. EXPANSION DE LA RÉFORME MAURISTE (1636-1638).

Assemblée préparatoire à Saint-Denis. Pourparlers à Rome pour obtenir les bulles d'union de Cluny et de Saint-Maur. Les religieux de Saint-Vanne présents à Cluny s'y stabilisent. — Diète tenue à Cluny préparatoire au chapitre général. — Le Chapitre général de Cluny (1636) sanctionne l'union de Cluny et de Saint-Maur. Opposition de Dom Rollet. — Le siège de Corbie et accusations fausses portées contre les religieux de cette abbaye. — Introduction de la réforme mauriste à Saint-Médard de Soissons (1637). — L'aumônerie des moniales de Chelles. — Mort et éloge de Dom Colomban Régnier. — Réforme de l'abbaye de Marmoutier et du collège de Marmoutier à Paris; de Saint-Julien de Tours; de Notre-Dame de Rochefort. — Fin de l'affaire de Corbie et vœu de la Congrégation à cette occasion. — Mort de Dom Michel Rougier; sa notice. — Entrée des Mauristes à Lérins (1638); ils en sortent quelques années après. — Poursuite de l'affaire de l'union de Cluny à Rome. — Mort de Dom Ambroise Tarbourier, sa notice; de Dom Antonin Potier, sa notice. — Les Bénédictins anglais sont agrégés à la Congrégation de Saint-Maur. — Les Mauristes et l'exemption p. 123-200.

V. UNION DE CLUNY ET DE SAINT-MAUR : LA CONGRÉGATION DE SAINT-BENOÎT (*suite*). NOUVELLES RÉFORMES : MONTMAJOUR, EVRON, LA CHAISE-DIEU, ETC. (1639-1641).

Chapitre général à Vendôme (1639) de la Congrégation de Saint-Benoît (Cluny et Saint-Maur). — Introduction de la réforme à Montmajour; à Saint-Florent de Saumur; à Saint-Pierre-le-Vif et Saint-Remi de Sens. — Décès de Dom Pierre Gosse; Dom Charles de Maleville : leurs notices. — Décès de Dom Gabriel Guyot, sa notice (1640). — Union des manses de Saint-Remi et de Saint-Pierre-le-Vif à Sens. — Vains efforts pour obtenir de Rome la confirmation de l'union de Cluny et de Saint-Maur. Agissements de Dom Lempérière au collège de Cluny. — Réforme des

abbayes d'Evron; de Notre-Dame de Josaphat; de la Chaise-Dieu; de Saint-Vincent de Laon. — Décès du frère Léonard Biron, convers, sa notice. — L'abbaye de Saint-Vincent de Lucq est offerte aux Mauristes (1641). — Translation d'une relique de saint Martin à Marmoutier. Abandon aux Jésuites du collège de Marmoutier à Paris. — Réforme de l'abbaye de Lagny p. 201-236.

VI. LA FIN DE LA CONGRÉGATION DE SAINT-BENOÎT;

SÉPARATION DE CLUNY ET DE SAINT-MAUR APRÈS LA MORT DE RICHELIEU ET L'ÉLECTION DU PRINCE DE CONTI COMME ABBÉ DE CLUNY (1642-1644).

Décès de Dom Albert Le Febvre et de Dom Justin de Noual (1642), notices. — Introduction de la réforme mauriste à Saint-Cyprien de Poitiers. — Dernier chapitre général de la Congrégation de Saint-Benoît à Vendôme (1642). — Introduction de la réforme à Saint-Taurin d'Évreux; à Sorèze; on refuse l'abbaye de Talloires. — Mort du cardinal de Richelieu, abbé de Cluny (4 décembre 1642). Troubles qui accompagnent l'élection de son successeur; Dom Germain Espiard est choisi régulièrement par les réformés; on lui oppose le prince de Conti. — Rébellion et intrigues de Dom Faron de Chalus. — Le prince de Conti accepté comme abbé de Cluny (1643). — Nouveaux agissements de Dom Lemperrière au collège de Cluny; agitation des anciens religieux contre les Mauristes dans divers monastères. — Introduction de la réforme à Saint-Jacut; à Saint-Germer. Réception des reliques de saint Placide à Saint-Germain-des-Prés. — Décès de Dom Hugues Ménard, sa notice (1644); et de Dom Maur Boucault, sa notice. — Aliénation du séminaire Saint-Louis de Toulouse. — Continuation de l'affaire Faron de Chalus. — Réforme de l'abbaye de Saint-Basle. — Séparation de Cluny et de Saint-Maur — articles de désunion; Bref d'Innocent X (12 mai 1645) approubatif pour le passé et confirmant la désunion. — Troubles et tendances séparatistes chez les anciens de Saint-Martin-des-Champs, de Crépy-en-Valois, de la Chaise-Dieu. — Introduction des Mauristes dans diverses abbayes. — Invention du corps de sainte Théodechilde à Saint-Pierre-le-Vif (Sens). p. 237-289.

LISTE ALPHABÉTIQUE DES NOTICES CONSACRÉES AUX RELIGIEUX

Dom Paulin BAUDET († 1638) .	197	Dom Albert LE FEBVRE	
Fr. Léonard BIRON († 1640) .	226	(† 1642)	237
Dom Maur BOUCAULT († 1644) .	265	Dom Hugues MÉNARD († 1644) .	260
Dom Paul d'HILAIRE († 1631) .	29	Dom Sébastien PERPESSAC	
Dom Charles DE MALEVILLE		(† 1631)	29
(† 1639)	212	Dom Antonin POTIER († 1638) .	195
Dom Athanase DE MONGIN		Dom Colomban RÉGNIER	
(† 1633)	54	(† 1637)	154
Dom Justin DE NOUAL († 1642) .	237	Dom Bernard RIEUX († 1631) .	31
Dom Pierre GOSSE († 1629) .	212	Dom Michel ROUGIER († 1637) .	180
Dom Gabriel GUYOT († 1640) .	214	Dom Ambroise TARBOURIER	
		(† 1638)	190

LISTE ALPHABÉTIQUE DES MONASTÈRES AGRÉGÉS OU EN INSTANCE D'UNION A LA CONGRÉGATION DE SAINT-MAUR (1630-1645)

ANIANE, 83-85.		EYSES, 25.	
CHELLES, 150-152.		FERRIÈRES, 27.	
CHEZAL-BENOÎT		JOSAPHAT (Notre-Dame), 218-221.	
(Union à St-Maur) }	93-123.	LA CHAISE-DIEU, 221-223; 286.	
CLUNY (Union à St-Maur)		LAGNY, 234-236.	
63-78; 123-138; 188-189; 215-		LÉRINS, 182-188.	
217; 246-249; 252-254.		L'ÉVIÈRES, 38.	
— (Désunion), 269-283.		MARMOUTIER, 157-166.	
— Union avec St-Vanne, 4-13.		MARMOUTIER (collège de), 166-168,	
CLUNY (collège de), 10-13; 254-255.		232-234.	
CORBIE (affaire du siège de), 140-		MONTMAJOUR, 203-208; 218.	
146; 173-180.		MOUTIER-SAINT-JEAN, 85-86.	
EVRON, 217-218.		PONLEVOY, 25.	

ROCHEFORT (Notre-Dame), 169-173.
SAINT-ANDRÉ DE VILLENEUVE-LES-
AVIGNON, 86-90.
SAINT-BASLE, 267-269.
SAINT-CYPRIEN DE POITIERS, 238.
SAINT-DENYS, 43-54.
SAINT-ÉLOY DE NOYON, 27-28.
SAINT-FLORENT DE SAUMUR, 208-209.
SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS, 13-25 ;
101-104.
SAINT-GERMER, 257 ; 286.
SAINT-JACUT, 255-256.
SAINT-JULIEN DE TOURS, 168-169.
SAINT-LOUIS DE TOULOUSE (séminaire
de), 265-266.
SAINT-MAIXENT, 61-64.
SAINT-MARTIN DE SÉEZ, 120.
SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS, 79-82 ;
284-285.

SAINT-MÉDARD DE SOISSONS, 148-150.
SAINT-MÉEN, 3.
SAINT-NICAISE DE REIMS, 82-83 ; 236.
SAINT-PIERRE-LE-MOUSTIER, 39.
SAINT-PIERRE-LE-VIF (Sens), 209-212 ;
214 ; 288-289.
SAINT-REMY DE SENS, 208-212 ; 214.
SAINT-SEVER, 256.
SAINT-SULPICE DE BOURGES, 210.
SAINT-TAURIN D'EVREUX, 240-241.
SAINT-VINCENT DE LAON, 223-225.
SAINT-VINCENT DU LUCQ, 228-229.
SAINT-VINCENT DU MANS, 104-111 ;
118-119.
SAINT-WANDRILLE, 91-93.
SORÈZE, 241-243.
TALLOIRES, 243-244.
TOURTOIRAC, 236.

29708

